



# AIDE POUR LE COMMERCE PANORAMA 2009

ENTREtenir l'ÉLAN

ORGANISATION  
MONDIALE  
DU COMMERCE





# AIDE POUR LE COMMERCE PANORAMA 2009

ENTREtenir L'ÉLAN

ORGANISATION  
MONDIALE  
DU COMMERCE



## **ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES**

L'OCDE est un forum unique en son genre, où les gouvernements de 30 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les meilleures pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

## **ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**

L'Organisation mondiale du commerce a été créée en 1995 pour succéder au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), qui avait vu le jour en 1947 après la Seconde Guerre mondiale. Son principal objectif est d'établir des règles régissant la politique commerciale de ses Membres en vue de favoriser l'expansion du commerce international et d'élever les niveaux de vie. Ces règles cherchent à promouvoir la non-discrimination, la transparence et la prévisibilité dans la conduite des politiques commerciales. À cet effet, l'OMC :

- administre les accords commerciaux;
- offre un cadre pour les négociations commerciales;
- règle les différends commerciaux;
- examine les politiques commerciales nationales;
- aide les pays en développement pour les questions de politique commerciale au moyen de programmes d'assistance technique et de formation; et
- coopère avec d'autres organisations internationales.

L'OMC compte 153 Membres, qui assurent plus de 90 pour cent du commerce mondial. La plupart d'entre eux sont des États, mais certains sont des territoires douaniers. D'autre part, 29 pays mènent actuellement des négociations pour accéder à l'OMC. Les décisions sont prises par l'ensemble des Membres de l'Organisation, généralement par consensus.

**Les opinions exprimées et les arguments avancés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les points de vue officiels de l'Organisation de coopération et de développement économiques ou des gouvernements de ses États membres, ou ceux de l'Organisation mondiale du commerce ou de ses Membres.**

## AVANT-PROPOS

Nous avons rédigé ce rapport conjoint au beau milieu d'une récession économique mondiale de grande ampleur qui risque de stopper, voire d'inverser, les progrès soutenus accomplis sur le front du développement – qu'ils soient mesurés à l'aune de la croissance économique, de la réduction de la pauvreté ou du développement humain. Toutes les économies ont été frappées de plein fouet par ce qui est en fait la première crise mondiale depuis la création de l'OMC.

Le commerce est une victime de cette crise. Son recul brutal expose les économies ouvertes à une forte instabilité des marchés et risque de saper la confiance dans le commerce international en tant que moteur de la croissance économique et du développement socioéconomique. Pour autant, ce n'est pas en se détournant du commerce que l'on apportera une réponse appropriée à la crise. Ce rapport montre, au contraire, que la plupart des pays à faible revenu considèrent le commerce comme un élément essentiel de leurs stratégies de croissance et de lutte contre la pauvreté. L'issue favorable du Cycle du développement de Doha permettrait d'ouvrir les marchés, de rétablir la confiance et de stimuler l'activité économique à travers le monde.

Nous devons faire en sorte que l'ouverture des marchés s'accompagne de politiques qui affranchissent les populations de la pauvreté et répartissent plus équitablement les fruits de l'expansion des échanges entre les pays en développement et dans chacun d'eux. C'est précisément la raison d'être de l'Initiative Aide pour le commerce. Une aide pour le commerce efficace devrait améliorer les perspectives de croissance en aidant les pays partenaires à surmonter les contraintes auxquelles ils se heurtent du côté de l'offre et à améliorer leur compétitivité.

L'aide pour le commerce vise à aider les pays en développement à accroître leurs exportations de biens et de services, à s'intégrer dans le système commercial multilatéral et à tirer parti de la libéralisation des échanges internationaux et de l'élargissement de l'accès aux marchés. Une aide pour le commerce efficace améliorera les perspectives de croissance et fera reculer la pauvreté dans les pays en développement, tout en complétant les réformes commerciales multilatérales et en permettant la répartition plus équitable des avantages entre les pays en développement et à l'intérieur de ces pays.

Ce deuxième rapport conjoint OCDE/OMC montre que l'Initiative Aide pour le commerce a déjà permis des progrès remarquables : les pays en développement donnent un degré de priorité élevé au commerce dans leurs stratégies de développement, et les donateurs répondent en augmentant les ressources qu'ils mettent à leur disposition. Pour entretenir l'élan, en particulier dans le contexte de la crise économique, il faut promouvoir un large dialogue aux niveaux national et régional.

Afin de faciliter ce dialogue et de franchir un échelon dans le domaine du suivi, le rapport présente des fiches analytiques sur l'Aide pour le commerce. L'Initiative a d'ores et déjà montré l'importance de la responsabilité. Nous devons maintenant faire fond sur les progrès accomplis et rendre compte de façon plus transparente de l'impact des projets et programmes d'aide pour le commerce. Il faut poursuivre la coopération entre pays partenaires, donateurs, organisations internationales et institutions régionales pour renforcer l'Initiative Aide pour le commerce et aider ainsi les pays en développement à poser des bases économiques stables pour sortir de la crise.



**Pascal Lamy**  
Directeur général  
OMC



**Angel Gurría**  
Secrétaire-général  
OCDE



## REMERCIEMENTS

Le présent rapport, intitulé *Aide pour le commerce : Panorama 2009 – Entretenir l'élan*, a été préparé sous l'égide du Comité d'aide au développement (CAD) et du Comité des échanges de l'OCDE, en étroite collaboration avec le Comité du commerce et du développement de l'OMC.

Les Secrétariats de l'OCDE et de l'OMC tiennent à exprimer leur gratitude à l'ensemble des gouvernements et des organisations internationales qui ont pris part à cette seconde étude.

Rédigé sous la direction de Frans Lammersen, Administrateur principal à l'OCDE, ce rapport est l'œuvre d'une équipe composée principalement de Thomas Dannequin, Masato Hayashikawa, William Hynes, Violaine Messenger et Laura Munro, à laquelle Ann Gordon et Michel Lahittete ont prêté leur concours pour les questions statistiques.

Shishir Priyadarshi, Michael Roberts et Hans-Peter Werner, de la Division du développement de l'OMC, ont donné de précieux conseils aux rédacteurs du rapport, qui tiennent par ailleurs à remercier Farah Farooq pour sa contribution aux fiches analytiques, ainsi qu'Anthony Jude (Banque asiatique de développement), Mark Pearson (COMESA) et Carolyn Robert (Banque interaméricaine de développement) pour leur collaboration au chapitre 5.

La maquette du rapport a été conçue par Peggy Ford-Fyffe King. L'équipe a bénéficié du concours de Deborah Barker et de Susan Hodgson. Nous souhaitons remercier en particulier Martina Garcia, qui a élaboré le questionnaire destiné aux pays partenaires.

Enfin, nous adressons nos remerciements à toutes les personnes qui, à l'intérieur comme à l'extérieur, ont bien voulu revoir le rapport, notamment Julia Benn (OCDE), Elena Bryan (représentante des États-Unis pour les questions commerciales internationales), Bryan Fornari et Liselotte Isaksson (Commission européenne), Douglas Lippoldt (OCDE), Richard Newfarmer (Banque mondiale), William Nicol (OCDE) et Kent Wilska (Ministère des affaires étrangères de la Finlande).





AVANT-PROPOS	3
REMERCIEMENTS	5
SIGLES ET ACRONYMES	11
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	13
INTRODUCTION	19

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Chapitre 1</b>		<b>Chapitre 4</b>	
L'IMPACT DE LA CRISE ÉCONOMIQUE SUR L'AIDE POUR LE COMMERCE		STRATÉGIES, POLITIQUES ET PRATIQUES DES DONATEURS	
Résumé	23	Résumé	73
Introduction	23	Introduction	74
Impact sur les pays en développement	24	Quelles sont les stratégies et les priorités ?	74
Réponses à la crise	25	Comment l'aide est-elle fournie ?	81
Financement du commerce	27	Suivi, évaluation et responsabilité mutuelle	86
Évolution des politiques liées au commerce	28	Conclusions	89
Aide publique au développement	29		
Pourquoi l'aide pour le commerce est plus importante	31	<b>Chapitre 5</b>	
Conclusions	32	LA DIMENSION RÉGIONALE	
		Résumé	93
<b>Chapitre 2</b>		Introduction	94
CRÉER UN TERRAIN FAVORABLE : PROGRÈS DE L'ENGAGEMENT DES PAYS PARTENAIRES		La demande d'aide régionale pour le commerce	94
Résumé	35	La fourniture de l'aide pour le commerce au niveau régional	98
Introduction	36	L'aide régionale pour le commerce dans la pratique	102
L'intégration du commerce se poursuit	37	Étude de cas n° 1 : Le Corridor Nord-Sud	102
Financement des stratégies en matière d'aide pour le commerce	42	Étude de cas n° 2 : Couloir d'intégration méso-américain	106
Mise en œuvre	45	Étude de cas n° 3 : La route Phnom Penh-Hô Chi Minh-Ville	110
Conclusions	52	Les défis	113
<b>Chapitre 3</b>		<b>Chapitre 6</b>	
LES APPORTS D'AIDE POUR LE COMMERCE DANS LE MONDE		LA MARCHÉ À SUIVRE : MESURER L'IMPACT ET FAIRE PROGRESSER LE DIALOGUE	
Résumé	57	Résumé	117
Introduction	58	Introduction	118
Quelles sont les tendances au niveau mondial ?	59	Mesurer l'impact	118
Quelle est la répartition de l'aide pour le commerce	63	Liens entre le commerce et la réduction de la pauvreté	119
Qui sont les principaux bénéficiaires ?	65	Évaluer l'aide pour le commerce	121
Qui sont les principaux fournisseurs ?	69	Renforcer l'appropriation par les pays	121
Conclusions	71	Faire progresser le dialogue	122
		<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	125

## FICHES ANALYTIQUES

L'Aide pour le Commerce : Panorama 2009 – Fiches analytiques	131	El Salvador	190	Ouganda	252
Sources des indicateurs relatifs aux programmes	135	Équateur	192	Pakistan	254
Afghanistan	138	Fidji	194	Panama	256
Albanie	140	Gabon	196	Paraguay	258
Angola	142	Ghana	198	Pérou	260
Antigua-et-Barbuda	144	Grenade	200	Philippines	262
Arménie	146	Guatemala	202	Rwanda	264
Azerbaïdjan	148	Guinée-Bissau	204	Saint-Kitts-et-Nevis	266
Bangladesh	150	Guyana	206	Saint-Vincent-et-Les Grenadines	268
Barbade	152	Honduras	208	Sainte-Lucie	270
Belize	154	Indonésie	210	Samoa	272
Bénin	156	Iraq	212	Sénégal	274
Bolivie	158	Jamaïque	214	Seychelles	276
Botswana	160	Jordanie	216	Sierra Leone	278
Burkina faso	162	Kenya	218	Si Lanka	280
Cambodge	164	RDP Lao	220	Suriname	282
Cameroun	166	Lesotho	222	Swaziland	284
Cap-vert	168	Libéria	224	Tanzanie	286
République Centrafricaine	170	Madagascar	226	Togo	288
Chili	172	Malawi	228	Tonga	290
Colombie	174	Maldives	230	Trinité-et-Tobago	292
Comores	176	Mali	232	Turquie	294
République du Congo	178	Maroc	234	Ukraine	296
Costa Rica	180	Maurice	236	Uruguay	298
Croatie	182	Moldavie	238	Vanuatu	300
Djibouti	184	Monténégro	240	Viet nam	302
Dominique	186	Myanmar	242	Yémen	304
République Dominicaine	188	Namibie	244	Zambie	306
		Népal	246		
		Nicaragua	248		
		Niger	250		

## ANNEXES

<b>Annexe 1</b>	
PRINCIPALES DONNÉES	A1-1
<b>Annexe 2 :</b>	
NOTES	
MÉTHODOLOGIQUES	A2-1
<b>Annexe 3</b>	
LISTE DES BÉNÉFICIAIRES	
D'APD ÉTABLIE PAR LE CAD	
(par groupe de revenu)	A3-1
<b>Annexe 4</b>	
LISTE DES BÉNÉFICIAIRES	
D'APD ÉTABLIE PAR	
LE CAD (par région)	A4-1
<b>Annexe 5</b>	
LISTE DES CODES-OBJET	
DU SNPC	A5-1

## TABLEAUX ET GRAPHIQUES

### Résumé analytique

Répartition régionale et sectorielle de l'aide pour le commerce, moyenne de la période 2002-2005 et années 2006 et 2007 14

### Introduction

Cadre logique de suivi et d'évaluation de l'aide pour le commerce 20

### Chapitre 2

#### Tableau

2.1 Réponses des pays partenaires par région et groupe de revenu 36

#### Graphiques

2.1 Intégration du commerce dans les stratégies nationales de développement 37

2.2 Presque tous les pays ont une stratégie nationale de développement. 38

2.3 Outils utilisés de préférence par les pays partenaires pour définir leurs priorités commerciales 38

2.4 L'EDIC reflète les priorités commerciales. 39

2.5 Principales priorités des pays partenaires en matière d'aide pour le commerce 39

2.6 La majorité des pays partenaires ont des stratégies opérationnelles pour leurs domaines prioritaires. 40

2.7 Presque tous les pays partenaires examinent leurs besoins de financement avec les donateurs ... 41

2.8 Difficultés de comparaison des apports d'aide pour le commerce aux pays donateurs et des données notifiées au SNPC par les donateurs 42

2.9 Modalités préférées par les pays partenaires pour la coordination de leurs stratégies d'intégration du commerce 45

2.10 Les pays partenaires dialoguent avec les parties prenantes, y compris le secteur privé. 46

2.11 Les donateurs assurent la coordination et l'alignement des efforts 47

2.12 Les pays partenaires suivent ou évaluent régulièrement leurs programmes ... 48

2.13 ... en utilisant les résultats des donateurs ou des mécanismes conjoints 48

2.14 La plupart des pays partenaires ont mis en place des mécanismes pour évaluer l'aide pour le commerce 48

2.15 Efficacité de l'aide pour le commerce : principales priorités des pays partenaires 49

2.16 Domaines où l'aide pour le commerce est la plus efficace 50

#### Encadré

2.1 Systèmes de gestion de l'information sur l'aide 44

### Chapitre 3

#### Tableau

3.1 Plans de dépenses indicatifs au titre de l'aide pour le commerce 62

#### Graphiques

3.1 Montant total des engagements en matière d'aide pour le commerce 59

3.2 Tendances à long terme de l'APD et de l'aide pour le commerce 59

3.3 Engagements et décaissements des donateurs bilatéraux et des CE au titre de l'aide pour le commerce 61

3.4 Annonces de contributions faites à la Conférence de Hong Kong 61

3.5 Répartition sectorielle de l'aide pour le commerce total 64

3.6 Répartition régionale de l'aide pour le commerce répartition par région 66

3.7 Aide pour le commerce par groupe de revenu et catégorie 67

3.8 Les 20 principaux bénéficiaires de l'aide pour le commerce 68

3.9 Les 20 premiers fournisseurs d'aide pour le commerce 69

3.10 Répartition régionale de l'aide pour le commerce (2007) 70

#### Encadré

3.1. « Autres apports du secteur public » en faveur du commerce 60

### Chapitre 4

#### Graphiques

4.1 Les donateurs ont élaboré un ensemble de bonnes pratiques. 80

4.2 La demande augmente. 81

4.3. Le commerce occupe une place plus importante dans le dialogue avec les pays partenaires. 82

4.4 Davantage de stratégies d'aide-pays comportent un volet commercial 82

4.5 Un plus grand nombre de donateurs s'alignent sur les systèmes des pays partenaires. 84

4.6 Les donateurs prennent quelques initiatives conjointes. 84

4.7 Certains donateurs n'ont pas d'approche spécifique de la coopération Sud-Sud. 85

4.8 Les donateurs utilisent des directives génériques. 86

4.9 Les donateurs suivent régulièrement l'impact potentiel sur le commerce. 87

4.10	Des études d'impact ont été effectuées.	87
4.11	Les donateurs font participer les parties prenantes des pays partenaires.	88
4.12	Des évaluations conjointes ont été effectuées avec les partenaires.	88

**Encadré**

4.1	Améliorer l'efficacité de l'aide : des aspirations aux actes	76
-----	--	----

**Chapitre 5****Tableaux**

5.1	Programmes multinationaux par catégorie	102
5.2	Participation aux efforts d'intégration régionale	108
5.3	Ventilation du financement des corridors du RICAM	109
5.4	État d'avancement du RICAM	109

**Graphiques**

5.1	Examen des problèmes régionaux dans le cadre des stratégies commerciales	95
5.2	Participation aux efforts d'intégration régionale	95
5.3	Les pays partenaires bénéficient d'une aide pour le commerce au niveau régional.	96
5.4	Augmentation de la demande d'aide pour le commerce au niveau régional	99
5.5	La dimension régionale est importante pour les donateurs.	99
5.6	Les donateurs multilatéraux fournissent davantage d'aide régionale pour le commerce. 101	
5.7	Projet pilote du corridor Nord-Sud	104
5.8	Réseau international des routes méso-américaines (RICAM)	107
5.9	Route Phnom Penh-Hô Chi Minh-Ville	111

**Encadrés**

5.1	L'Aide pour le commerce et les accords de partenariat économique	100
5.2	Accélération du Corridor du Pacifique du Projet méso-américain	108
5.3	Le Projet pilote TIM	109

**ANNEXE 1****Tableaux**

A1.1	Aide pour le commerce (bilatérale et multilatérale) par catégorie	A1-1
A1.2	Aide pour le commerce, par donateur et par grande catégorie	A1-2
A1.3	Les vingt principaux bénéficiaires de l'aide pour le commerce, en volume (2007)	A1-3
A1.4	Répartition de l'aide pour le commerce par région	A1-4
A1.5	Répartition de l'aide pour le commerce par groupe de revenu	A1-5
A1.6	Programmes multi-pays, par catégorie	A1-6
A1.7	Programmes multi-pays et aide pour le commerce non affectée	A1-6

**ANNEXE 2****Graphiques**

A2.1	Le cadre de suivi et d'évaluation	A2-1
A2.2	Ventilation par pays partenaire (PMA, PEID, PDSL et économies en transition)	A2-2

## SIGLES ET **ACRONYMES**

AANZFTA	Accord de libre échange ASEAN-Australie-Nouvelle Zélande
ACDI	Agence canadienne de développement international
ACICI	Agence de coopération et d'information pour le commerce international
ACP	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
ACR	Accords commerciaux régionaux
AFO	Autres flux officiels
AGCI	Initiative en faveur de la compétitivité de l'Afrique dans le monde
AGOA	Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique
ALADI	Association latino-américaine d'intégration
ALE	Accord de libre-échange
ALECE	Accord de libre-échange centre-européen
APD	Aide publique au développement
APE	Accord de partenariat économique
APEC	Forum de coopération économique Asie-Pacifique
APFR	Autres pays à faible revenu
APTA	Accord commercial Asie-Pacifique
ASEAN	Association des nations d'Asie du Sud-Est
AT/RCLC	Assistance technique et renforcement des capacités liés au commerce
BAfD	Banque africaine de développement
BAfD	Banque asiatique de développement
BDRCC	Base de données OMC/OCDE sur le renforcement des capacités liées au commerce
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale)
BMZ	Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques, Allemagne
CAD	Comité d'aide au développement (OCDE)
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CCI	Centre du commerce international
CE	Commission européenne
CEA	Commission économique de l'ONU pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États d'Afrique centrale
CER	Communauté économique régionale
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale de l'ONU

CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique de l'ONU	OECD	Organisation des États des Caraïbes orientales
CI	Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA	OMC	Organisation mondiale du commerce
CIR	Cadre intégré renforcé	OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	OMD	Organisation mondiale des douanes
COMESA	Marché commun d'Afrique orientale et australe	ONG	Organisation non gouvernementale
DFID	Département du développement international (Royaume-Uni)	ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
DG	Directions générales de la Commission européenne	OTC	Obstacles techniques au commerce
DSRP	Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté	PACER	Accord du Pacifique pour le renforcement des relations économiques
EDIC	Étude diagnostique sur l'intégration du commerce	PDSL	Pays en développement sans littoral
EU	États-Unis	PEID	Petits États insulaires en développement
FAfD	Fonds africain de développement	PIB	Produit intérieur brut
FANDC	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce	PIP	Programme d'investissement public
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	PMA	Pays les moins avancés
FED	Fonds européen de développement	PME	Petites et moyennes entreprises
FMI	Fonds monétaire international	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
G8	Groupe des Huit	PPP	Partenariat public-privé
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce	PPTÉ	Pays pauvres très endettés
IDA	Association internationale de développement (Banque mondiale)	PRC	Politique et réglementation commerciales
IFI	Institutions financières internationales	PRITI	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure
IIRSA	Initiative d'intégration de l'infrastructure régionale en Amérique du sud	PRITS	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure
JITAP	Programme intégré conjoint d'assistance technique	SAARC	Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale
MCA	Compte « Défi du Millénaire »	SACU	Union douanière d'Afrique australe
MCC	Millennium Challenge Corporation	SADC	Communauté de développement d'Afrique australe
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique	SAFTA	Accord de libre-échange de l'Asie du Sud
NZAID	Agence néo-zélandaise de développement international	SAP	Stratégie d'aide-pays
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques	SIDA	Agence suédoise de développement international
		SNPC	Système de notification des pays créanciers (OCDE)
		TIC	Technologies de l'information et de la communication
		TICAD	Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique
		UE	Union européenne
		UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
		UNASUR	Union des nations sud américaines
		USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'Initiative Aide pour le commerce a permis de mieux prendre conscience de la nécessité d'apporter aux pays en développement, et en particulier aux moins avancés d'entre eux, le soutien dont ils ont besoin pour surmonter les obstacles qui les empêchent de tirer profit de l'expansion du commerce et de réduire la pauvreté. En conséquence, les pays partenaires font aujourd'hui une plus grande place au commerce dans leurs stratégies de développement et les donateurs répondent en fournissant des ressources accrues pour renforcer leurs capacités commerciales – qu'il s'agisse des politiques, des institutions ou des infrastructures.

Ce deuxième rapport de suivi de l'aide pour le commerce rend compte des bons résultats de l'Initiative enregistrés à ce jour. Il présente une analyse détaillée de l'engagement des pays partenaires et des donateurs, de l'évolution des apports d'aide pour le commerce et des tendances nouvelles liées à la crise économique actuelle. En outre, il met en lumière la dimension régionale de l'aide pour le commerce et présente trois projets régionaux d'infrastructures transfrontalières. Enfin, il contient une série de fiches analytiques qui aident à évaluer les résultats et les incidences de l'aide pour le commerce dans les pays en développement qui ont pris part à l'exercice de suivi.

Les conclusions sont généralement positives, mais la crise économique mondiale pèsera sur les perspectives à moyen terme. Aujourd'hui plus que jamais, l'aide pour le commerce est indispensable pour permettre aux fournisseurs des pays à faible revenu de renforcer leurs capacités afin de pénétrer les marchés mondiaux. Elle doit donc rester un élément essentiel de l'aide au développement. Le rapport conclut que, pour maintenir l'élan nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Initiative en matière d'expansion du commerce et de réduction de la pauvreté, il faut renforcer l'appropriation locale et promouvoir le dialogue entre les parties prenantes.

### **Le tableau d'ensemble est positif ...**

L'Initiative Aide pour le commerce a permis, en peu de temps, de réaliser des progrès remarquables : les pays partenaires intègrent maintenant le commerce dans leurs stratégies de développement et clarifient leurs besoins et leurs priorités; les donateurs améliorent la fourniture de l'aide pour le commerce et augmentent les ressources qui lui sont consacrées. En 2007, comme en 2006, l'aide pour le commerce a augmenté de plus de 10 pour cent en valeur réelle et le montant total des nouveaux engagements des donateurs bilatéraux et multilatéraux a atteint 25,4 milliards de dollars EU, auxquels s'ajoutent 27,3 milliards de dollars EU de financement non concessionnel lié au commerce.

### **... mais il ne sera pas facile d'entretenir l'élan.**

D'après les prévisions de l'OCDE, la croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial réel tombera cette année à 2,75 pour cent, tandis que l'OMC prévoit une contraction du commerce mondial pouvant aller jusqu'à 9 pour cent. La récession économique mondiale évolue rapidement et les pays à faible revenu sont confrontés à de nouveaux défis, mais ils ont aussi la possibilité de recentrer leurs stratégies de développement dans cette économie mondiale en mutation. Les effets de la crise sur leurs performances économiques dépendront essentiellement de la rapidité et de l'ampleur de la réponse internationale. C'est pourquoi la volume et la qualité de l'aide, y compris l'aide pour le commerce, sont plus importants que jamais pour la croissance économique et le bien-être des populations.

**La plupart des donateurs ont tenu les engagements pris à Hong Kong.**

Les donateurs sont en passe de tenir, ou ont d'ores et déjà tenu, les engagements qu'ils ont pris à Hong Kong en 2005 en matière d'aide pour le commerce. L'augmentation de 4,3 milliards de dollars EU de l'aide pour le commerce correspondait à des financements additionnels, et ne s'est pas faite au détriment des programmes sociaux dans des secteurs comme la santé et l'éducation. D'après leurs plans de dépenses indicatifs, les donateurs envisagent de continuer à accroître l'aide pour le commerce à moyen terme. De plus, les calculs font apparaître des taux de décaissement élevés au titre des engagements.

**L'aide pour le commerce passe de plus en plus par les organismes multilatéraux.**

L'aide pour le commerce accordée par les donateurs bilatéraux s'est élevée à 15,8 milliards de dollars EU en 2007, ce qui représente largement plus de 60 pour cent des apports totaux, et nombre d'entre eux ont décaissé ces fonds par l'intermédiaire d'organismes multilatéraux. En conséquence, les donateurs multilatéraux ont généralement alloué à l'aide pour le commerce une part beaucoup plus importante de leur aide ventilable par secteur que les donateurs bilatéraux. Quatre donateurs qui sont aussi les principaux fournisseurs d'aide publique au développement (APD) (Banque mondiale, Commission européenne, États-Unis et Japon) sont restés les plus gros pourvoyeurs d'aide pour le commerce en 2007.

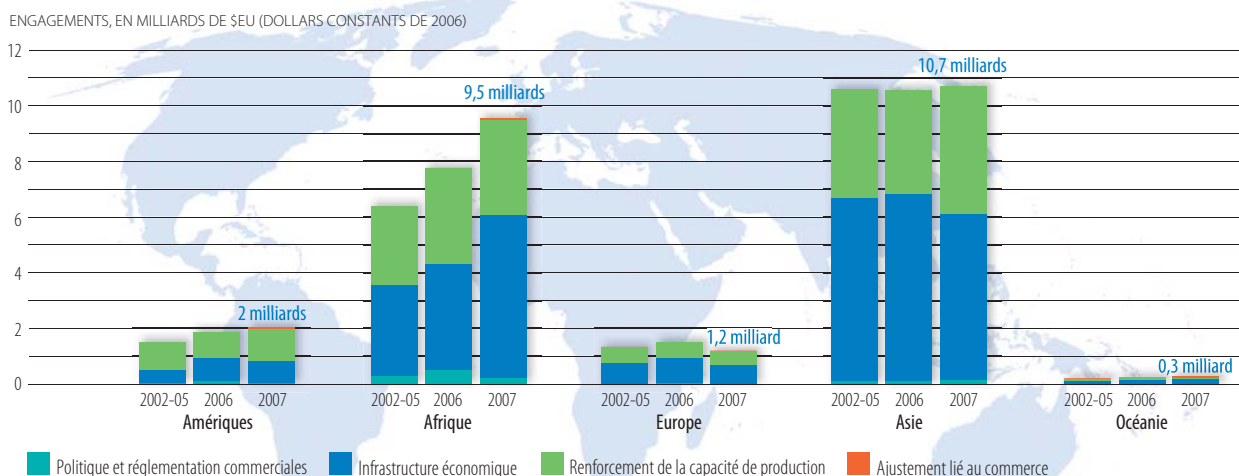
**Une part croissante de l'aide va aux pays à faible revenu ...**

Les apports d'aide pour le commerce aux pays à faible revenu augmentent plus vite que les apports destinés aux autres groupes de revenu. Cette aide est utilisée principalement pour répondre aux besoins d'infrastructure, notamment dans les secteurs des transports et de l'énergie, tandis que l'aide fournie aux pays en développement à revenu intermédiaire répond à leurs besoins prioritaires, à savoir le renforcement de la capacité de production, et, en particulier, le développement du commerce.

**... et à l'Afrique ...**

La majeure partie de l'aide pour le commerce va à l'Asie, bien que l'Afrique, en particulier l'Afrique subsaharienne, soit en train de combler l'écart et qu'elle ait reçu l'essentiel des fonds additionnels versés en 2007. À l'exception de l'Europe, les autres régions (Amérique latine et Caraïbes et Océanie) ont vu elles aussi le volume de l'aide pour le commerce augmenter en 2006 et 2007.

**Répartition régionale et sectorielle de l'aide pour le commerce**  
**Moyenne de la période 2002-2005 et années 2006 et 2007**  
 Engagements, en milliards de \$EU (dollars constants de 2006)





### ... et leur répartition sectorielle est stable.

Dans l'ensemble, la répartition de l'aide entre les différentes catégories relatives au commerce est restée assez stable. Pour l'infrastructure économique et le renforcement de la capacité de production, des augmentations comparables ont été enregistrées et les programmes de développement du commerce ont bénéficié d'un soutien important tandis que l'assistance technique pour le renforcement des capacités humaines et institutionnelles en matière de politique et de réglementation commerciales a diminué. Du fait de la crise économique, les programmes d'ajustement structurel lié au commerce, qui sont encore relativement limités, devraient prendre de l'importance à moyen terme.

### Les pays partenaires s'engagent davantage ...

Les pays partenaires prennent une part toujours plus active à l'Initiative Aide pour le commerce. Ils estiment, en général, que les programmes et projets d'aide pour le commerce ont un effet positif sur leurs résultats commerciaux.

### ... ils intègrent le commerce dans leurs stratégies de développement ...

Presque tous les pays partenaires déclarent avoir une stratégie nationale de développement, et plus de la moitié estiment avoir pleinement intégré le commerce grâce à des priorités opérationnelles et des plans d'action bien définis. Bien que cette évaluation positive soit remise en cause par des enquêtes indépendantes, elle indique clairement que les pays partenaires sont de plus en plus conscients du fait que le commerce peut contribuer à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.

### ... et définissent leurs besoins prioritaires ...

Les contraintes identifiées par les pays partenaires sont souvent semblables. Les plus courantes concernent : i) l'infrastructure de réseau, ii) la compétitivité, iii) la diversification des exportations et iv) l'analyse, la négociation et la mise en œuvre des politiques commerciales. Ils discutent de plus en plus de leurs priorités avec les donateurs grâce à diverses formes de dialogue. Les donateurs indiquent que le résultat de ce dialogue dépend avant tout de la mesure dans laquelle les priorités liées au commerce ont été intégrées et opérationnalisées.

### ... mais l'opérationnalisation reste problématique.

Sans une stratégie opérationnelle de développement du commerce, il est difficile d'obtenir le soutien des donateurs pour remédier aux contraintes spécifiques qui pèsent sur l'offre. Étant donné les pressions concurrentes s'exerçant sur leurs ressources limitées, surtout en période de crise économique, les donateurs auront du mal à maintenir les apports d'aide pour le commerce à des niveaux plus élevés s'il n'existe pas de demande précise de la part des pays partenaires.

### Les donateurs répondent.

L'aide pour le commerce occupe une place de plus en plus importante dans les programmes des donateurs et cette tendance devrait se poursuivre, voire s'amplifier, à moyen terme. Les donateurs renforcent leurs moyens de répondre à la demande croissante d'aide pour le commerce en augmentant les ressources disponibles, en renforçant leurs compétences internes et en sensibilisant les décideurs et les praticiens à leur siège et sur le terrain. En outre, les donateurs s'adaptent aux procédures et aux systèmes des pays partenaires, et multiplient les initiatives conjointes en développant la coopération triangulaire. Les pays partenaires reconnaissent cette évolution positive.

### La dimension régionale gagne du terrain ...

Les pays partenaires identifient des priorités communes en matière d'intégration régionale, concernant notamment l'infrastructure de transport, la facilitation des échanges, la compétitivité et la diversification des exportations, ainsi que la capacité de mener des négociations commerciales régionales. Les donateurs reconnaissent aussi l'importance de l'intégration régionale et font état d'une augmentation de la demande d'aide pour le commerce au niveau régional. Ils se disent prêts à apporter un soutien additionnel pour les activités correspondantes.

**... et bénéficie d'un soutien accru ...**

Le soutien financier pour les programmes mondiaux, régionaux et plurinationaux liés au commerce – qui figuraient parmi les défis recensés lors du premier examen global de l'Aide pour le commerce – a doublé depuis 2005. La plupart des pays partenaires affirment qu'ils tirent avantage des programmes régionaux d'aide pour le commerce et que ceux-ci répondent à leurs contraintes régionales.

**... et de la coopération Sud-Sud ...**

La coopération Sud-Sud est devenue un élément important pour promouvoir les initiatives d'intégration régionale. Quatre pays prestataires (l'Argentine, le Brésil, le Chili et la Chine) ont augmenté leur contribution dans ce domaine.<sup>1</sup>

**... mais il faut faire plus pour améliorer la coordination.**

Les activités au niveau régional se heurtent cependant à des difficultés particulières liées, par exemple, à l'insuffisance de la coopération régionale et à l'asymétrie des coûts et des avantages. La priorité devrait donc être donnée au renforcement des capacités régionales, humaines et institutionnelles et à la participation plus équitable des pays en développement aux initiatives régionales, afin de maximiser les effets bénéfiques de ces initiatives sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté au niveau régional.

**L'aide pour le commerce est efficace ...**

Les pays partenaires estiment que l'aide pour le commerce est particulièrement efficace dans les domaines suivants : i) analyse, négociation et mise en œuvre des politiques commerciales, ii) facilitation des échanges, iii) compétitivité et iv) diversification des exportations. Il est intéressant de noter que, si l'infrastructure de réseau est considérée comme l'une des priorités de l'aide pour le commerce, les pays partenaires ne classent pas ces programmes parmi les plus efficaces.

**... mais il faut continuer à progresser.**

Les pays partenaires notent que l'aide pour le commerce a gagné en efficacité, mais ils soulignent aussi i) que les donateurs devraient mettre davantage l'accent sur le développement des capacités, ii) que les pays partenaires devraient participer davantage à la conception des interventions en matière d'aide pour le commerce, iii) que le financement devrait être plus prévisible et iv) qu'il faudrait recourir davantage au soutien budgétaire (ou à des approches sectorielles du commerce). Ce sont là quelques-unes des questions relatives à l'efficacité de l'aide qui sont au centre de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra.

**La marche à suivre.**

L'Initiative Aide pour le commerce a permis de mobiliser des concours plus importants, et de meilleure qualité, en faveur du commerce. Elle a permis aussi l'ouverture d'un dialogue entre les ministères, les principales parties prenantes nationales et la communauté internationale de l'aide et du commerce. Mais pour maintenir cette dynamique, notamment en période de crise économique, il faut élargir le dialogue entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les donateurs. Ce dialogue devrait s'articuler autour de quatre thèmes prioritaires :

**L'aide pour le commerce est utile ...**

Premièrement, il faut encore démontrer, et surtout mieux faire connaître, les gains que les pays en développement peuvent retirer d'une plus grande intégration dans l'économie mondiale. Il faut montrer que l'aide pour le commerce vaut la peine.

**... elle contribue à la réalisation d'objectifs plus généraux ...**

Deuxièmement, les parties prenantes doivent comprendre que l'aide pour le commerce fait partie d'un ensemble plus vaste qui englobe la coopération internationale, l'amélioration de la cohérence des politiques et une approche du développement économique et de la réduction de la pauvreté impliquant l'ensemble du gouvernement. Il faut montrer que l'aide pour le commerce contribue à la réalisation de ces objectifs plus généraux des pays partenaires.

**... et vise  
des buts spécifiques ...**

Troisièmement, les pays partenaires doivent identifier au cas par cas, pays par pays et région par région, la nature et l'ampleur des contraintes qui les empêchent actuellement de tirer pleinement profit du commerce. L'aide pour le commerce doit poursuivre des buts identifiables.

**... qu'elle peut atteindre.**

Quatrièmement, il faut identifier clairement – là encore au cas par cas, pays par pays et région par région – comment l'aide pour le commerce peut remédier à ces contraintes. Il faut expliquer comment elle accompagnera et valorisera les initiatives prises ou envisagées par les entreprises privées et comment elle s'insérera dans le cadre évolutif de la coopération multi-latérale et régionale. Il faut montrer que l'aide pour le commerce peut atteindre le but fixé.

En conclusion, l'Initiative Aide pour le commerce donne de bons résultats mais, pour maintenir l'élan, il faut renforcer le volet national et régional. Les fiches analytiques présentées à la fin du rapport « Aide pour le commerce : Panorama 2009 » constituent un outil qui aidera à renforcer, pays par pays, les liens entre les demandes, les réponses, les résultats des programmes prioritaires et leur incidence sur les performances commerciales. L'intérêt de ces fiches réside dans le fait qu'elles peuvent inciter, grâce à un dialogue suivi entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les donateurs, à améliorer la cohérence de l'aide pour le commerce avec les stratégies globales de développement sur lesquelles les donateurs doivent aligner leur soutien. En somme, l'accent mis sur la transparence et la responsabilité aux niveaux local et régional incitera à accroître et à améliorer l'aide pour le commerce.



*LE MEILLEUR MOMENT POUR PLANTER UN ARBRE, C'ÉTAIT IL Y A 20 ANS, SINON, LE MEILLEUR MOMENT, C'EST MAINTENANT.*

Proverbe africain

## INTRODUCTION

Les cycles de négociations commerciales multilatérales qui se sont succédés ont très sensiblement élargi l'accès aux marchés, notamment par le biais de diverses mesures conçues expressément dans l'intérêt des pays en développement. Pourtant, de nombreux pays à faible revenu continuent de rencontrer des difficultés pour adapter leur économie à l'évolution de la conjoncture et tirer parti des avantages pouvant découler de l'élargissement de l'accès aux marchés. Il se peut que les gouvernements, les entreprises et les autres entités concernées n'aient pas les capacités requises – informations, politiques, procédures ou infrastructures, par exemple – pour affronter efficacement la concurrence sur les marchés mondiaux et profiter des avantages que procure le commerce international.

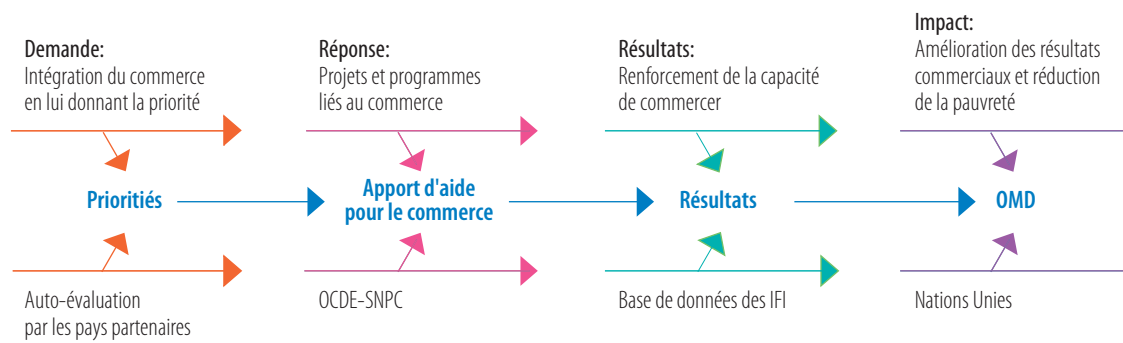
Compte tenu de ces problèmes, la Déclaration ministérielle de Hong Kong de 2005 a demandé une augmentation et une amélioration de l'aide pour le commerce et a engagé un processus à cette fin. L'objectif fondamental de l'Initiative Aide pour le commerce est d'aider les pays à faible revenu à surmonter les déficiences structurelles et le manque de capacités qui limitent leur capacité de production et leur compétitivité, et les empêchent de profiter au maximum des avantages découlant du commerce et de l'investissement. Plus précisément, l'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'Aide pour le commerce a recommandé que l'Initiative ait les objectifs suivants :

- ▶ *permettre aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés (PMA), d'utiliser le commerce plus efficacement pour promouvoir la croissance, le développement et la réduction de la pauvreté et atteindre leurs objectifs de développement, notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD);*
- ▶ *aider les pays en développement, en particulier les PMA, à renforcer leurs capacités sur le plan de l'offre et leur infrastructure liée au commerce pour leur permettre d'accéder plus facilement aux marchés et d'exporter davantage;*
- ▶ *aider à faciliter et à mettre en œuvre les réformes commerciales et la libéralisation du commerce et à s'y adapter;*
- ▶ *aider à l'intégration régionale;*
- ▶ *aider à assurer une intégration harmonieuse dans le système commercial mondial;*
- ▶ *aider à mettre en œuvre les accords commerciaux.*

En outre, l'Équipe spéciale a recommandé de renforcer les « aspects liés à la demande » et la « réponse » des donateurs, et de combler l'écart entre la « demande » et la « réponse » aux niveaux national, régional et mondial. Pour suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ce programme et accroître la crédibilité de l'Initiative, l'Équipe spéciale a recommandé d'établir deux mécanismes de responsabilisation :

- i. sur le plan *local*, pour encourager une véritable appropriation et faire en sorte que les besoins en matière de commerce soient intégrés dans les stratégies nationales de développement et reçoivent une réponse adéquate;
- ii. sur le plan *mondial*, pour accroître la transparence sur ce qui est fait, ce qui ne l'est pas et les points à améliorer.

## Cadre logique de suivi et d'évaluation de l'aide pour le commerce



Suite à ces recommandations, l'OCDE et l'OMC ont créé un cadre de suivi et d'évaluation de l'aide pour le commerce dont l'objectif est de promouvoir le dialogue et d'encourager tous les principaux acteurs à honorer leurs engagements, à répondre aux besoins locaux, à améliorer l'efficacité de l'aide et à renforcer la responsabilité mutuelle. L'intérêt du nouveau cadre de suivi est qu'il incite, en améliorant la transparence, la surveillance et le dialogue (c'est-à-dire en « braquant les projecteurs » sur les progrès accomplis), à développer des synergies entre le commerce et les autres éléments de la politique économique des pays en développement et à accroître la cohérence entre l'aide pour le commerce et les stratégies globales des donateurs – deux éléments essentiels pour apporter une aide efficace, comme le prévoit la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. En bref, l'accent mis sur la responsabilité locale incitera à renforcer l'appropriation locale et la gestion axée sur les résultats. L'examen global permettra, quant à lui, de veiller à ce que les efforts des pays donateurs et des pays partenaires soient centrés sur les besoins et les défis recensés au moyen des mécanismes de responsabilité locaux.

Le deuxième exercice de suivi global de l'aide pour le commerce à lieu dans le contexte de ce que l'OCDE appelle la Grande récession. Le chapitre I met en lumière les principaux effets de la crise économique sur l'aide pour le commerce. Le reste du rapport est consacré à l'examen des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de l'aide pour le commerce.

Le cadre logique de l'évaluation se compose de quatre grands éléments, identifiés par l'Équipe spéciale :

- i. intégration du commerce en lui donnant la priorité (« demande »);
- ii. projets et programmes liés au commerce (« réponse »);
- iii. renforcement de la capacité de commercer (« résultat »);
- iv. amélioration des résultats commerciaux et réduction de la pauvreté (« impact »).

Des informations qualitatives concernant la « demande » sont fournies par les auto-évaluations effectuées par les pays partenaires sur la base d'un questionnaire établi par l'OCDE et l'OMC. Ces évaluations donnent aussi des renseignements sur l'intégration du commerce dans les stratégies de développement, sur les priorités relatives au commerce, sur la fourniture de l'aide pour le commerce et sur la coopération entre pays partenaires et donateurs.

Des informations concernant la « réponse » comprennent :

- ▶ des informations quantitatives (apports d'aide pour le commerce) sur les programmes et projets liés au commerce, qui sont extraites de la base de données OCDE SNPC pour les catégories les plus proches de la définition retenue par l'Équipe spéciale. Ces données sont analysées au chapitre 3 pour déterminer si l'aide pour le commerce est additionnelle, prévisible, durable et effective. Ce chapitre examine aussi la répartition entre les différentes catégories d'aide pour le commerce, les principaux bénéficiaires et les principaux fournisseurs et les perspectives de l'aide pour le commerce en 2009;
- ▶ des informations qualitatives sur la « réponse », qui sont extraites des auto-évaluations effectuées par les donateurs sur la base d'un questionnaire établi par l'OCDE et l'OMC. Ces auto-évaluations mettent en lumière les progrès accomplis par les donateurs dans l'élaboration de stratégies opérationnelles d'aide pour le commerce, la mesure dans laquelle ces stratégies sont appliquées conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, et les différentes initiatives prises pour améliorer la qualité des programmes d'aide pour le commerce. Les résultats des auto-évaluations des donateurs sont présentés au chapitre 4;
- ▶ une analyse de la dimension régionale de l'aide pour le commerce, figurant au chapitre 5, et effectuée sur la base des données du SNPC et des auto-évaluations des pays partenaires et des donateurs. Ce chapitre contient en outre trois études de cas portant sur des projets d'infrastructure transfrontaliers – en Asie, en Amérique latine et en Afrique – parvenus à différents stades du cycle du projet.

Les « résultats » et « l'impact » de l'Initiative Aide pour le commerce sont décrits dans les fiches analytiques établies pour les pays partenaires qui ont participé à la deuxième enquête de suivi.<sup>2</sup> Ces fiches mettent l'accent sur un nombre limité de faits stylisés et d'indicateurs qui rendent compte des quatre principaux éléments du cadre logique qui sous-tendent l'Initiative, ce qui permet de faire rapidement des comparaisons entre pays. En outre, les fiches pourraient servir de base à un dialogue national élargi entre les parties prenantes (gouvernements, donateurs, société civile et secteur privé) visant à favoriser la transparence au sujet de la demande et de l'offre d'aide pour le commerce et une plus grande responsabilité en matière de renforcement des capacités commerciales. Les fiches accompagnant le « Aide pour le commerce : Panorama 2009 » figurent dans l'annexe du rapport, qui contient aussi des tableaux détaillés sur les apports d'aide pour le commerce par catégorie, bénéficiaire, région, groupe de revenu et donateur.

Le fait que la communauté du commerce et du développement suit la fourniture de l'aide pour le commerce et évalue son impact encouragera les organismes d'aide à montrer les résultats aux services des ministères du commerce et incitera ces derniers à défendre la cause du commerce. Autrement dit, le suivi de l'aide pour le commerce incitera à renforcer la coopération interministérielle dans les pays donateurs comme dans les pays partenaires. Au niveau mondial, cela aidera les donateurs et les pays partenaires à centrer leurs efforts sur les domaines dans lesquels l'aide peut contribuer le plus à l'allègement des contraintes qui pèsent sur le commerce.

L'élaboration d'un mécanisme de suivi crédible est un travail continu. Il importe que le suivi ne devienne pas une activité passive et qu'il soit complété et renforcé par un processus d'examen actif qui favorise le changement en donnant des informations en retour aux donateurs et aux pays partenaires et en créant un environnement propice au dialogue, au partage des connaissances, à la diffusion des pratiques optimales et à l'échange d'informations sur les priorités relatives au commerce non financées et sur le financement disponible de la part des donateurs. Les fiches analytiques sont un premier pas vers l'ouverture d'un dialogue fondé sur les faits. ■

## NOTES

1. L'Inde n'a pas été prise en compte dans cette analyse car sa réponse est arrivée après la date limite officielle.
2. Des fiches analytiques ont été établies pour 85 pays partenaires.



# CHAPITRE 1

## L'IMPACT DE LA CRISE ÉCONOMIQUE SUR L'AIDE POUR LE COMMERCE

### RÉSUMÉ

Pour les pays en développement, la crise économique mondiale est un choc exogène qui les touche de différentes manières et par différents canaux. Le commerce mondial subit aujourd'hui la plus forte contraction enregistrée depuis des générations. L'investissement étranger direct (IED) et les autres flux privés sont également en recul, et l'on s'attend à ce que les envois de fonds des travailleurs diminuent fortement. Les pays en développement ne sont donc pas en position de force pour affronter les conséquences de la crise économique actuelle.

Le soutien des donateurs contre les effets de la crise est essentiel pour limiter autant que possible les effets négatifs qu'elle pourrait avoir sur les perspectives à long terme des pays en développement. Cela suppose l'octroi de financements concessionnels soutenus et croissants, y compris au titre de l'aide pour le commerce, afin de raviver les perspectives de croissance économique. La vitesse et l'ampleur de cette réponse auront une importance cruciale car elles détermineront les effets de la crise sur le bien-être des populations et sur les résultats économiques. C'est pourquoi le volume et la qualité de l'aide sont aujourd'hui plus importants que jamais pour l'investissement, la croissance et le bien-être.

L'achèvement du Programme de Doha pour le développement (PDD), qui est l'un des plans de relance concertés les plus appropriés, serait très utile pour relancer la croissance économique dans le monde. La conclusion ambitieuse et équilibrée du Cycle de Doha serait aussi le meilleur moyen de préserver les intérêts commerciaux de chacun et de protéger le système commercial multilatéral contre la menace d'une poussée de protectionnisme.

L'aide pour le commerce est aujourd'hui plus nécessaire que jamais pour apporter à l'économie le stimulant supplémentaire dont elle a tant besoin et éviter ainsi les pires conséquences de la récession, tout en remédiant aux vulnérabilités sous-jacentes afin d'instaurer un climat propice à la croissance – en aidant les producteurs des pays partenaires à participer activement et à soutenir la concurrence sur les marchés locaux, régionaux et internationaux. L'aide pour le commerce permettra aux pays partenaires de relever les grands défis de la croissance et de la réduction de la pauvreté, de surmonter les contraintes à long terme et de rendre leur économie plus résistante en diversifiant les sources de croissance.

### INTRODUCTION

Peu après le premier examen global de l'aide pour le commerce en novembre 2007, l'économie mondiale est entrée dans la récession la plus profonde et la plus synchronisée qu'elle ait connue depuis des générations, provoquée par une crise financière mondiale et aggravée par l'effondrement des échanges internationaux. Selon les prévisions de l'OCDE, la croissance du PIB réel mondial diminuera, cette année, de 2,75 pour cent, pour la première fois depuis 60 ans.<sup>1</sup>

L'OMC prévoit quant à elle que la contraction du commerce mondial atteindra 9 pour cent en 2009, sous l'effet conjugué de l'effondrement de la demande mondiale et de la pénurie de crédits commerciaux.<sup>2</sup>

Nul ne peut dire avec précision quelle sera la gravité de cette récession ni combien de temps elle durera, mais il ne fait aucun doute qu'elle aura des conséquences négatives à long terme pour les pays en développement. Ceux-ci verront en effet leurs résultats se détériorer de manière brutale et sensible, ce qui compromettra gravement la réalisation de leurs objectifs économiques et sociaux, en particulier en matière de lutte contre la pauvreté. Selon la Banque mondiale, un quart seulement des pays en développement les plus vulnérables disposent de ressources suffisantes pour empêcher l'aggravation de la pauvreté. Dans ce contexte très sombre, l'APD devrait jouer un rôle contracyclique pour rééquilibrer les flux financiers vers les pays en développement, après leur brusque inversion. Il est important non seulement d'augmenter le volume de l'aide mais aussi d'en assurer l'efficacité, et le Programme d'action d'Accra donne des indications sur la marche à suivre pour y parvenir.

Ce chapitre, qui traite de l'impact de la crise économique sur l'aide pour le commerce, repose sur le rapport de mars 2009 à l'Organe d'examen des politiques commerciales de l'OMC<sup>3</sup> et sur le rapport de mai 2009 au Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE.<sup>4</sup> La prochaine section examine les effets de la crise économique sur les pays en développement et la section suivante, les caractéristiques des programmes de soutien budgétaire et financier adoptés aux niveaux national et mondial. L'évolution des politiques liées au commerce et du financement du commerce est examinée ensuite. Suit une analyse des perspectives de l'APD et de la nécessité de fournir efficacement des ressources accrues. L'avant-dernière section explique pourquoi l'aide pour le commerce est encore plus importante dans les circonstances actuelles. La dernière section présente les conclusions.

## IMPACT SUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Depuis la fin de 2008, les pays en développement commencent à ressentir pleinement les effets de la crise financière et de la crise économique. Au début, les banques et les autres établissements financiers de la plupart de ces pays semblaient être protégés grâce à leur faible exposition aux instruments financiers qui sont à l'origine de la crise. Mais depuis, il est devenu évident que leurs marchés de capitaux nationaux et leur accès aux marchés de capitaux internationaux étaient directement et profondément affectés. Les investisseurs des pays développés se sont désengagés des marchés émergents et des autres pays en développement en partie parce que leurs établissements financiers ont entrepris de réduire leur effet de levier. La crise s'est traduite par la diminution des apports nets de capitaux privés, y compris les IED, aux pays en développement, au second semestre de 2008.<sup>5</sup> En outre, le commerce a subi une forte contraction.

- ▶ Selon les estimations, *les apports mondiaux d'IED* ont diminué de plus de 20 pour cent en 2008, marquant la fin d'un cycle de croissance de quatre ans. En outre, d'après les projections récentes du Fonds monétaire international (FMI), l'IED diminuera encore de près de 20 pour cent en 2009 par rapport à son niveau de 2008 (FMI, 2009a). Les estimations préliminaires de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) indiquent que les entrées d'IED dans les pays en développement et les économies en transition ont augmenté de 4 pour cent en 2008, soit nettement moins qu'en 2007. Qui plus est, ces estimations font apparaître une chute brutale au quatrième trimestre de 2008 et les perspectives pour 2009 risquent d'être beaucoup plus sombres.<sup>6</sup>
- ▶ La plupart des pays ont enregistré une forte contraction de leur *commerce* (moyenne des exportations et des importations) en valeur (en dollars courants) à la fin de 2008 et au début de 2009, bien que l'importance de ce recul ait peut-être été amplifiée par la baisse des prix des produits de base et par l'appréciation du dollar par rapport à certaines monnaies à mesure que la crise financière s'intensifiait. L'OMC s'attend à ce que le volume des exportations mondiales de marchandises diminue de 9 pour cent en 2009 – ce qui serait la plus forte baisse en plus de 60 ans. Elle s'attend aussi à ce que la contraction du commerce des pays développés soit particulièrement marquée avec une diminution des exportations de 10 pour cent. Dans les pays en développement, dont la croissance dépend beaucoup plus du commerce, la contraction des exportations sera de l'ordre de 2 à 3 pour cent.

La situation sera particulièrement difficile pour les pays en développement qui dépendent fortement des envois de fonds des travailleurs et du tourisme, qui devraient également diminuer.

- ▶ Après des années de croissance rapide, *les envois de fonds* des travailleurs dans les pays en développement ont atteint, d'après les estimations, 422 milliards de dollars EU en 2008, mais avec une décélération au second semestre. Selon les projections de la Banque mondiale, les envois de fonds à destination des pays en développement diminueront de 1 à 6 pour cent en 2009.<sup>7</sup> L'effet négatif de ce recul est particulièrement problématique pour les pays où les envois de fonds sont importants par rapport au PIB, notamment pour de nombreuses petites économies, comme Moldavie (38 pour cent), Tonga (35 pour cent), le Lesotho (29 pour cent), le Honduras (25 pour cent), le Guyana (23,5 pour cent) et Jamaïque (19,4 pour cent).
- ▶ L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) fait état d'un fort ralentissement de la croissance du tourisme international à travers le monde en 2008.<sup>8</sup> Après avoir augmenté de 5 pour cent au premier semestre de 2008, la croissance des arrivées de touristes internationaux est devenue négative (-1 pour cent) au second semestre, avec une croissance annuelle estimée à 2 pour cent, contre 7 pour cent en 2007. On s'attend à une stagnation ou à un léger recul du tourisme international tout au long de 2009.

Enfin, de nombreux pays en développement, où les produits de base représentent une grande partie des recettes d'exportation, des recettes publiques et du PIB, voient leurs recettes d'exportation diminuer.

- ▶ Les prix des *produits de base* ont été très volatils en 2008, enregistrant, dans la plupart des cas, une forte hausse au premier semestre suivie d'une chute brutale à mesure que la crise financière et économique s'installait. Au second semestre de 2008, les prix des produits de base hors énergie ont diminué de 38 pour cent, avec une baisse très marquée pour les produits alimentaires, les matières premières agricoles et les métaux et minerais. Les prix du pétrole ont reculé de 69 pour cent entre juillet et décembre 2008. Selon le FMI, les prix des produits de base ne devraient pas remonter à court terme.<sup>9</sup>

Par ailleurs, il y a eu des sorties d'épargne intérieure, car les investisseurs des pays en développement ont transféré leurs avoirs vers les marchés financiers des pays développés, moins risqués et bénéficiant depuis peu de garanties publiques. Dans ce contexte, ces pays auront plus de mal à lever des capitaux car ils seront en concurrence avec les pays de l'OCDE qui cherchent à financer leurs programmes de relance financière et budgétaire.

La seule évolution positive observée en 2008 est celle des niveaux de l'aide, l'APD nette totale accordée par les membres du CAD de l'OCDE ayant augmenté de 10,2 pour cent en termes réels, pour atteindre 119,8 milliards de dollars EU. Il s'agit là du chiffre le plus élevé (en dollars) jamais enregistré, et l'on peut s'attendre à ce que l'aide augmente encore. Une nouvelle étude sur les plans de dépenses indicatifs des donateurs indique une augmentation de 11 pour cent de l'aide programmée entre 2008 et 2010, avec notamment, une augmentation des décaissements de certains organismes multilatéraux.

Malgré l'augmentation de l'aide, la Banque mondiale estime que les pays en développement sont confrontés à un déficit de financement de l'ordre de 270 à 700 milliards de dollars EU en 2009, alors que leurs besoins de financement extérieur sont appelés à augmenter du fait de la baisse de leurs recettes d'exportation.<sup>10</sup> Comme bon nombre de ces pays doivent aussi financer la dette extérieure privée qu'ils ont accumulée, cette situation devrait entraîner une nette détérioration de la situation de leurs paiements extérieurs au second semestre de 2009. Les pays en développement à faible revenu sont particulièrement vulnérables car la situation de leur balance des paiements est déjà fragilisée par l'envolée des prix mondiaux des combustibles et des denrées alimentaires de 2007 et du début de 2008.<sup>11</sup>

## RÉPONSES À LA CRISE

Diverses initiatives ont été prises – allant des programmes nationaux de relance budgétaire et financière aux actions mondiales concertées – afin d'enrayer la chute de la demande globale mondiale et la contraction du commerce international de biens et de services. Dans le cadre de ces efforts, les décideurs ont reconnu qu'il est important d'agir pour rétablir les marchés du crédit, notamment pour les négociants des pays en développement qui éprouvent des difficultés particulières pour obtenir des crédits commerciaux à des taux abordables. L'ouverture du commerce est un complément important de ces efforts. Les restrictions au commerce, qui agissent comme un impôt sur les revenus et la production, vont à l'encontre de l'objectif principal des programmes, visant à stimuler la demande globale réelle.

### Relance budgétaire au niveau national

La plupart des membres du G-20 et plusieurs autres pays ont annoncé de vastes programmes de relance budgétaire destinés à stimuler la demande intérieure. Le FMI a recommandé, au niveau mondial, un objectif de relance budgétaire de 2 pour cent du PIB global par an pour 2009-2010, mais, selon lui, les pays du G-20 n'ont pas encore atteint cet objectif en 2009 et la relance budgétaire discrétionnaire risque de reculer fortement en 2010. Plusieurs pays ont cependant mis en œuvre des programmes supplémentaires de soutien financier en faveur de certains secteurs ou de certaines branches d'activité.

Certains programmes de relance énoncent des conditions spécifiques pour réduire la fuite vers les importations et concentrer les effets de relance sur les entreprises locales et la création d'emplois dans le pays. Ces conditions agissent de la même manière que les restrictions traditionnelles à l'importation et produisent les mêmes effets : hausse des prix et réduction du choix de biens et de services achetés dans le cadre du programme de relance (donc, moins bon rapport coût-résultat), à quoi s'ajoutent l'allocation moins efficace des ressources et, à terme, une perte de compétitivité de l'économie nationale. En somme, le fait de restreindre les importations en assortissant les programmes de relance de certaines conditions revient à taxer les producteurs et les revenus, ce qui réduit l'impact net de chaque programme sur la demande globale intérieure et mondiale.

### Soutien financier au niveau national

Les pays qui sont au centre de la crise financière ont procédé à des injections de fonds publics sans précédent dans leurs secteurs bancaires et financiers. Leur priorité était de prévenir le risque systémique que la faillite de grands établissements financiers faisait planer sur leur économie et de permettre aux banques de jouer de nouveau leur rôle, qui est de transformer l'épargne en investissement et d'orienter les capitaux et les crédits vers les secteurs où ils seront utilisés de la manière la plus productive. Dans certains pays, les aides publiques – financement direct, prêts spéciaux et garanties – ont également augmenté pour soutenir les industries manufacturières, notamment la sidérurgie et l'industrie automobile.

Dans les secteurs intégrés au niveau mondial, comme l'industrie automobile, il est devenu plus difficile et plus coûteux d'essayer de s'attaquer aux problèmes nationaux de surcapacité ou d'inefficacité en recourant à des restrictions au commerce ou à des subventions. Certains pays choisissent au lieu de cela de fournir une aide en dirigeant les incitations fiscales ou les subventions vers les consommateurs plutôt que vers les producteurs.

C'est le cas, par exemple, de plusieurs États membres de l'Union européenne (UE), qui ont adopté des programmes prévoyant l'octroi de primes en espèces ou de prêts sans intérêt aux consommateurs qui achètent un véhicule neuf en 2009 (« prime à la casse »). Tant que ce type d'aide est accordé sans empêcher les consommateurs de choisir entre une voiture nationale et une voiture étrangère, les mesures en question peuvent accroître à la fois la production intérieure et les importations d'automobiles. Cela illustre l'observation générale selon laquelle il y a souvent plus d'une politique économique possible pour atteindre un objectif donné. En examinant les différentes options, les gouvernements peuvent prendre en compte, et souvent réduire, l'effet défavorable sur le commerce tout en atteignant leur objectif premier.

### Actions au niveau mondial

Le Sommet du G-20 de Londres a considérablement renforcé le rôle des institutions financières internationales (IFI) dans les efforts déployés au niveau mondial pour lutter contre la récession économique. Son communiqué précise que jusqu'à 750 milliards de dollars EU supplémentaires seront mis à la disposition du FMI, en plus d'une allocation exceptionnelle de droits de tirages spéciaux (DTS) d'un montant de 250 milliards de dollars EU. En outre, les dirigeants du G-20 sont convenus de faire en sorte qu'une enveloppe d'au moins 250 milliards de dollars EU soit disponible pour le financement du commerce au cours des deux prochaines années, par l'intermédiaire de leurs organismes de crédit à l'exportation et d'investissement et par le biais des IFI. Les dirigeants du G-20 ont aussi réaffirmé à Londres leur engagement de ne pas ériger de nouveaux obstacles à l'investissement ou au commerce des biens et des services et de ne pas imposer de nouvelles restrictions au commerce ni mettre en œuvre des mesures incompatibles avec les règles de l'OMC pour stimuler les exportations.

En réponse à la crise, la Banque mondiale a créé la Facilité de financement de la lutte contre la vulnérabilité pour accélérer les dépenses en faveur des plus vulnérables. Cette facilité regroupe les initiatives suivantes, qui sont financées principalement au moyen des ressources internes existantes : i) le Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale, doté de 1,2 milliard de dollars EU, ii) la Facilité de réponse rapide à la crise financière de l'Association internationale de développement (IDA), qui permettra des décaissements rapides à hauteur de 2 milliards de dollars EU, iii) le Fonds social de réaction rapide, destiné à protéger les populations pauvres et vulnérables des

pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, et iv) la Facilité d'appui à l'infrastructure en situation de crise, destinée à stabiliser les infrastructures existantes, assurer la bonne exécution des projets prioritaires, soutenir les partenariats public-privé et aider à mettre en place de nouvelles infrastructures. Cette plate forme permet le financement direct de projets d'infrastructure par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ou l'IDA, à hauteur de 15 milliards de dollars EU par an.

Le FMI propose un soutien renforcé en faveur des pays admissibles à la FRPC<sup>12</sup> grâce au doublement de ses ressources concessionnelles et à une facilité modifiée de protection contre les chocs exogènes pour fournir une assistance à la fois aux pays admissibles à la FRPC et à ceux qui n'ont pas de programme avec le FMI. Cette facilité accorde des prêts concessionnels et comporte un guichet de *décaissement rapide* – qui permet à un pays d'avoir accès à 25 pour cent de sa quote-part pour chaque choc exogène – et un guichet *d'accès élevé*, qui permet d'obtenir jusqu'à 75 pour cent de la quote-part, sous réserve d'un examen périodique.

Après le Sommet du G-20, la CE a adopté un ensemble de projets d'un montant de 314 millions d'euros pour soutenir l'agriculture et améliorer la sécurité alimentaire dans 23 pays en développement à travers le monde, dans le cadre de la « facilité alimentaire » de 1 milliard d'euros mise en place à la fin de l'année dernière face aux problèmes de sécurité alimentaire croissants des pays en développement. La CE a aussi fait une avance de 3 milliards d'euros, soit 72 pour cent du budget prévu pour les pays du groupe Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP), afin de maintenir les dépenses sociales. Enfin, le mécanisme FLEX destiné aux pays ACP affectés par une détérioration des termes de l'échange sera opérationnel avant la fin de 2009 et doté d'une enveloppe financière globale d'au moins 500 millions d'euros (qui s'ajoutera aux fonds destinés à la « facilité alimentaire »).

Certains éléments de ces initiatives – en particulier ceux qui concernent l'aide à l'ajustement et le maintien de l'investissement dans les projets d'infrastructure – ont un rapport avec le programme plus général d'aide pour le commerce. Toutefois, les efforts faits au plan international pour remédier au manque de financement du commerce lié à la crise dans les pays en développement sont plus étroitement liés aux objectifs de l'Initiative Aide pour le commerce.

## FINANCEMENT DU COMMERCE

Le tarissement de la liquidité mondiale, conjugué à la réévaluation générale des risques par les banques commerciales, a entraîné, au second semestre de 2008, une augmentation du coût des instruments de financement du commerce tels que les lettres de crédit, et a créé, dans certains cas, de graves déséquilibres entre la demande et l'offre.<sup>13</sup> Selon les spécialistes du financement du commerce qui se sont réunis à l'OMC en mars 2009, la demande non satisfaite de crédits commerciaux oscillerait entre 100 et 300 milliards de dollars EU en glissement annuel. Dans certains pays, il y a eu aussi une pénurie de devises. La situation continue de se détériorer, principalement pour les échanges Nord-Sud et Sud-Sud.

En coopération avec d'autres organisations multilatérales et régionales, l'OMC a mobilisé divers acteurs pour qu'ils prennent en charge une partie du risque supporté par le secteur privé et pour encourager le cofinancement entre les fournisseurs de crédits commerciaux. Une double approche a été adoptée pour : i) trouver des solutions collectives à court terme, notamment en mobilisant les organismes de crédit à l'exportation bénéficiant d'un soutien public et les institutions financières internationales qui, par l'intermédiaire de leurs succursales privées, opèrent principalement aux conditions du marché, et ii) élaborer des mesures techniques permettant une meilleure interaction entre les acteurs privés et publics à court et à moyen terme, tout cela visant à supprimer les obstacles au partage des risques et au cofinancement par diverses institutions.

Les organismes bénéficiant d'un soutien public ont réagi positivement, et les efforts ont été axés sur trois domaines :

- ▶ Toutes les banques régionales de développement et la Société financière internationale (SFI) ont en gros doublé les plafonds de leurs programmes de facilitation du financement du commerce, le portant de 4 à 8 milliards de dollars EU environ – ce qui leur permettra d'accorder un financement du commerce à hauteur d'environ 30 milliards de dollars EU, pour les petits pays et les petites transactions (250 000 dollars EU en moyenne). La Banque africaine de développement (BAfD) a lancé un programme analogue de facilitation du financement du commerce pour l'Afrique (voir le chapitre 5)

- ▶ Les organismes de crédit à l'exportation sont également intervenus, avec des programmes de garanties renforcées, de prêts à court terme en fonds de roulement et de garanties de crédit destinés aux petites et moyennes entreprises. Quelques-unes ont aussi ouvert des guichets de liquidités. Pour certains pays, l'engagement en faveur des entreprises locales est considérable. Dans d'autres cas, la coopération s'intensifie pour soutenir le commerce régional, en particulier les opérations de la chaîne logistique.
- ▶ Les banques centrales des pays qui ont d'importantes réserves de change – où le secteur privé est confronté, pour une raison ou une autre, à une pénurie de liquidités en dollars – ont fourni des dollars aux banques locales et aux importateurs. Cependant, ces mécanismes ne sont pas à la portée des pays en développement dont les réserves de change sont plus modestes, à moins qu'ils puissent mettre en place, avec leurs principaux partenaires commerciaux, un mécanisme de swap de devises contre de la monnaie locale.

Le marché du financement du commerce devrait continuer à connaître des difficultés en 2009. C'est pourquoi le Groupe de la Banque mondiale a lancé une initiative mondiale pour soutenir le commerce sur les marchés en développement et remédier à la pénurie de financement du commerce. Il s'agit du *pool de liquidités pour le commerce mondial*, qui sera opérationnel au mois de mai, et dont les engagements initiaux s'élèveront à 5 milliards de dollars EU provenant de sources publiques. Le pool devrait pouvoir fournir jusqu'à 50 milliards de dollars EU de liquidités pour le commerce au cours des trois prochaines années. Il a reçu de la SFI des engagements s'élevant à 1 milliard de dollars EU. Le Royaume-Uni entend verser une contribution de 300 millions de livres sterling; le Canada a annoncé 200 millions de dollars EU d'engagements et les Pays-Bas 50 millions de dollars EU. Le gouvernement japonais a annoncé récemment une initiative pour le financement du commerce, dotée de 1,5 milliard de dollars EU, et mise en œuvre par la Banque japonaise de coopération internationale (JBIC).

Au niveau institutionnel, les parties à l'Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public ont ajusté les disciplines prévues par l'Arrangement pour soutenir le commerce et l'investissement de deux façons: i) en permettant à un plus grand nombre de pays émergents de bénéficier de crédits à plus long terme, et ii) en permettant aux pouvoirs publics de participer plus largement aux consortiums privés pour faciliter le financement de projets d'infrastructure qui pourraient sans cela être ajournés ou annulés.

## ÉVOLUTION DES POLITIQUES LIÉES AU COMMERCE

Les pressions protectionnistes se sont fortement accentuées depuis septembre 2008. La crise économique a aussi attiré l'attention sur les dispositions législatives qui, dans le domaine du commerce des produits agricoles, augmentent de façon automatique ou semi automatique le soutien aux agriculteurs dès que les prix chutent dans le secteur. Les dispositifs de ce genre ont des effets programmés à l'avance qui amplifient la contraction actuelle des échanges. C'est le cas, par exemple, des versements anticycliques ou des primes de complément de prêt aux États-Unis. C'est aussi le cas des subventions à l'exportation et des achats d'intervention rétablis récemment par la CE pour les produits laitiers.

### Libéralisation et facilitation des échanges

En outre, certains gouvernements ont pris, au cours des six derniers mois, des mesures destinées à libéraliser et à faciliter les échanges, consistant à réduire ou à supprimer les droits d'importation et les taxes à l'exportation ou à élargir les facilités de financement du commerce. Le but de ces mesures varie, mais chacune est un exemple de politique commerciale susceptible d'inverser la contraction du commerce mondial et de stimuler la demande globale en abaissant les prix à la consommation et les coûts de production. Le lancement d'autres initiatives de ce genre, en particulier si elles sont menées de concert par les grandes nations commerçantes, aurait un impact à l'échelle mondiale.

En cette période de crise, la conclusion réussie du PDD rétablirait la confiance et renforcerait la stabilité et la prévisibilité du système commercial mondial. Le Cycle de Doha est sans doute le plan de relance mondial le plus facile à mettre sur pied – le plus « accessible » – pour la communauté internationale, et il compléterait les plans de relance nationaux adoptés par de nombreux pays. Alors que de nombreux programmes de dépenses nationaux alimentent surtout la demande intérieure, le Cycle de Doha alimenterait la demande extérieure pour les biens et les services d'un pays, grâce à la réduction concertée des obstacles au commerce, ce qui renforcerait la confiance des entreprises et des consommateurs dans les pays développés comme dans les pays en développement.<sup>14</sup>



## Distorsion des échanges

Le Secrétariat de l'OMC a recueilli des données sur les nouvelles restrictions à l'importation et à l'exportation sur les subventions liées au commerce et sur les mesures correctives commerciales adoptées depuis septembre 2008. Bon nombre de ces mesures n'ont été imposées que récemment ou sont encore en cours de mise en œuvre, de sorte que leurs effets sur le commerce n'apparaissent pas encore clairement. En règle générale, les mesures transparentes et non discriminatoires, qui garantissent l'équité en matière de procédure, sont probablement moins coûteuses pour le commerce. Les règles de l'OMC permettent de limiter l'effet de restriction que ces mesures peuvent avoir sur les flux commerciaux. La crise actuelle montre cependant que ces règles et les listes d'engagements des Membres de l'OMC concernant l'accès aux marchés laissent une grande latitude pour prendre des mesures ayant des effets de restriction ou de distorsion des échanges, et cela sera le cas au moins jusqu'à l'achèvement du Cycle de Doha.

Certains gouvernements ont réagi à la crise en imposant de nouvelles mesures ayant des effets de restriction et de distorsion des échanges. Jusqu'à présent, on n'observe pas de tendance générale en ce sens, mais on voit apparaître une pratique consistant à renforcer les régimes de licences d'importation, les droits et les surtaxes à l'importation et les mesures correctives afin de soutenir les industries qui ont connu des difficultés dès le début de la crise. On signale aussi de plus en plus l'application de diverses mesures non tarifaires affectant le commerce, comme les normes et les règlements techniques (y compris les mesures sanitaires et phytosanitaires [SPS]). Il semblerait cependant que, pour le moment, cela soit dû moins à une augmentation du nombre de mesures nouvelles qu'à des changements dans la manière dont les mesures existantes sont appliquées et administrées.

## AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

En 2008, l'APD nette totale accordée par les membres du CAD de l'OCDE a augmenté de 10,2 pour cent en termes réels, pour s'établir à 119,8 milliards de dollars EU. C'est le chiffre en dollars le plus élevé jamais enregistré. Les projets et programmes de développement bilatéraux progressent depuis quelques années, mais le fait qu'ils ont fortement augmenté en 2008 en valeur réelle (12,5 pour cent) par rapport à 2007 indique que les donateurs sont en train de renforcer considérablement leurs principaux programmes d'aide.<sup>15</sup>

En 2005, les donateurs se sont engagés à augmenter leur aide au Sommet du G-8 de Gleneagles et au Sommet du Millénaire +5 des Nations Unies. Ces promesses, conjuguées à d'autres engagements, signifiaient que l'aide devait passer de 80 milliards de dollars EU en 2004 à 130 milliards de dollars EU en 2010 (en prix constants de 2004). Bien que quelques pays aient légèrement revu leurs objectifs à la baisse depuis 2005, ces engagements demeurent pour l'essentiel valables, et ceux qui ont été pris en matière d'aide pour le commerce sont honorés de la même manière (voir le chapitre 3). Toutefois, le ralentissement de la croissance en 2008 et la poursuite de la contraction économique en 2009 réduiront la valeur en dollars des engagements exprimée en pourcentage du revenu national.

Globalement, les engagements actuels signifient que l'APD atteindra 121 milliards de dollars EU en 2010 (exprimée en dollars de 2004), soit une augmentation de 20 milliards de dollars EU par rapport à 2008, et l'on peut s'attendre à de nouvelles augmentations de l'aide. Une enquête récente sur les plans de dépenses des donateurs, fait apparaître une augmentation de 11 pour cent de l'aide programmée entre 2008 et 2010 liée notamment, aux décaissements plus importants de certains organismes multilatéraux. Mais il y a lieu de penser que les donateurs devront ajouter encore 10 à 15 milliards de dollars EU à leurs plans de dépenses actuels s'ils veulent tenir leurs engagements pour 2010.

Les données sur l'APD en 2008 et les plans de dépenses prévus semblent indiquer que, s'ils persévèrent dans leur effort, la plupart des donateurs peuvent encore atteindre les objectifs fixés pour 2010. On s'attend à ce que les pays qui ont déjà atteint l'objectif d'APD fixé par l'ONU – 0,7 pour cent du revenu national brut (RNB) – continuent à le faire. Il est probable, toutefois, que certains pays n'y parviendront pas. Par exemple, l'APD fournie par l'Autriche, l'Italie ou la Grèce était nettement inférieure en 2008 à la moitié du ratio APD/RNB retenu comme objectif pour 2010.

En 2007, l'aide pour le commerce a augmenté de plus de 10 pour cent en termes réels, comme en 2006, et les nouveaux engagements des donateurs bilatéraux et multilatéraux s'élevaient à 25,4 milliards de dollars EU, auxquels s'ajoutaient 27,3 milliards de dollars EU de prêts non concessionnels destinés au financement du commerce. D'après les plans de dépenses indicatifs des donateurs, l'augmentation de l'aide pour le commerce se poursuivra à moyen terme. Un effort spécial lié à la crise peut garantir la réalisation de ces plans, ce qui est encore plus important maintenant car la crise économique réduit les perspectives de croissance des pays en développement et leur capacité de progresser dans la réalisation des OMD.

## Aide contracyclique

Alors que l'on ne sait pas encore quels seront les effets et la durée de la crise économique, il est important que l'aide joue un rôle contracyclique et permette de contrebalancer le renversement brutal des flux globaux à destination des pays en développement. L'APD a joué un rôle positif en ce sens lors des précédentes crises financières. Après la crise de la dette mexicaine en 1982, les prêts aux conditions du marché ont fortement diminué pendant une dizaine d'années, mais l'APD a légèrement progressé durant la même période et a grandement contribué au maintien des flux de capitaux vers l'Amérique latine. Toutefois, la récession économique mondiale au début des années 1990 a entraîné d'importants déficits budgétaires dans les pays donateurs, ce qui s'est traduit par une forte réduction de l'APD, qui est tombée de 0,33 pour cent du RNB en 1992 à 0,22 pour cent en 1997.

Dans la conjoncture actuelle, la réduction de l'aide alourdirait dangereusement le fardeau qui pèse sur les pays en développement, déjà confrontés à la contraction de leurs sources de revenu et à la montée de la pauvreté, et pourrait remettre en cause certains progrès accomplis par ces pays dans la réalisation des OMD. À la fin de 2008, les membres du CAD ont annoncé qu'ils honoreront les engagements pris à l'invitation du Secrétaire général de l'OCDE et du Président du CAD et, plus récemment, la Banque mondiale et le FMI ont lancé de nouveaux appels en faveur d'une augmentation des ressources allouées à l'aide. Mais pour faire en sorte que l'aide ait un effet contracyclique, il faudra une forte volonté politique et une étroite coordination aux niveaux mondial et national.

L'amélioration de la qualité de l'aide est tout aussi importante que l'augmentation de son volume. Le Programme d'action d'Accra, adopté en septembre 2008, contient des engagements visant à rendre l'aide plus efficace et offre un cadre unique pour assurer une réponse mondiale coordonnée à la crise. Il énonce trois grands objectifs : i) renforcer l'appropriation au niveau national, ii) établir des partenariats plus efficaces et plus inclusifs, et iii) obtenir des résultats en termes de développement et en assumer la responsabilité. Ces objectifs valent aussi, à l'évidence, pour la fourniture de l'aide pour le commerce. Il est certes nécessaire d'aller de l'avant dans ces domaines, mais trois actions s'imposent en priorité : i) la suppression des obstacles au décaissement rapide de l'aide, ii) l'augmentation de la prévisibilité de l'aide, et iii) la réduction de sa fragmentation excessive.

## Suppression des obstacles au décaissement rapide de l'aide

Il est essentiel de veiller à ce que les engagements pris au niveau national soient suivis d'un décaissement rapide afin de remédier à l'insuffisance de dépenses publiques dans les pays en développement. À cette fin, le Programme d'Accra souligne qu'il est important d'accroître la proportion de l'aide fournie dans le cadre d'approches fondées sur des programmes. Il engage donc les donateurs à recourir davantage à ce type d'approche, qui a aussi le mérite de réduire la fragmentation de l'aide en utilisant les systèmes nationaux pour la planification, la budgétisation et la mise en œuvre. La Banque mondiale estime que près des trois quarts des pays en développement auraient la capacité institutionnelle d'absorber au moins une légère augmentation des aides budgétaires.

## Augmentation de la prévisibilité de l'aide

Dans le contexte de la crise, il est encore plus important et plus difficile d'assurer la prévisibilité de l'aide à court et à moyen terme; cela est plus important parce que les pays en développement partenaires doivent pouvoir planifier et appliquer les mesures indispensables pour protéger les plus vulnérables et relancer la croissance; et cela est plus difficile parce que les donateurs sont dans une situation budgétaire très difficile. Pour gérer cette tension, il faudra faire preuve de vision et de volonté, et disposer d'informations transparentes. Les membres du CAD devraient non seulement donner des renseignements sur leurs engagements immédiats, mais aussi réexaminer leurs plans de dépenses à moyen terme et les communiquer régulièrement et en temps utile à leurs partenaires.

## Réduction de la fragmentation excessive de l'aide

La réduction de la fragmentation coûteuse de l'aide est encore plus importante lorsque l'on s'attend à une augmentation des flux d'APD, du moins à court terme, pour répondre aux besoins pressants, et lorsque des pressions s'exercent, au sein des différents organismes, pour accélérer les décaissements. Les membres du CAD devraient réaffirmer, par leurs actes et leurs déclarations, leur volonté de suivre l'exemple des pays partenaires en réduisant la fragmentation de l'aide et d'adopter les meilleures pratiques de division du travail.



## POURQUOI L'AIDE POUR LE COMMERCE EST PLUS IMPORTANTE

Comme le montre ce rapport, les progrès de l'aide pour le commerce se sont inscrits dans un environnement économique mondial très différent, dans lequel les effets bénéfiques du commerce, et son importance dans le cadre d'une stratégie de développement globale et cohérente, semblaient assurés. Cet environnement a changé du tout au tout. Il ressort du présent chapitre que le commerce mondial de marchandises va probablement reculer d'environ 9 pour cent en volume en 2009, les exportations des pays développés diminuant d'environ 10 pour cent en moyenne et celles des pays en développement de 2 à 3 pour cent. Le resserrement du crédit a limité le financement disponible pour le commerce et l'investissement dans l'infrastructure. De plus, la baisse des prix des produits de base a rendu le commerce moins rentable dans certains pays en développement, et donc moins intéressant pour le secteur privé. La crise a aggravé la pauvreté, et le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation chronique dépasse désormais le milliard. Face aux besoins accrus générés par la récession économique mondiale et face à l'amenuisement des ressources disponibles, comment renforcer la raison d'être de l'aide pour le commerce ?

L'objectif initial de l'aide pour le commerce – aider les pays en développement à mieux s'intégrer dans le marché mondial – est toujours important. La résolution des problèmes qui se posent « à l'intérieur des frontières » et des problèmes d'infrastructure est un objectif à long terme qui est essentiel pour la réduction de la pauvreté. De plus, l'aide pour le commerce peut avoir un effet de stimulation immédiat, qui permettrait d'éviter les pires conséquences de la récession tout en jetant les bases d'un environnement économique plus favorable et en aidant les producteurs des pays partenaires à participer effectivement aux marchés locaux, régionaux et internationaux. En Asie, où l'on trouve les principaux exemples récents de croissance tirée par les exportations, l'accent est mis désormais sur le développement de la demande intérieure grâce à des dispositifs de protection sociale, sur l'infrastructure et sur le régionalisme.<sup>16</sup> Ce type de réorientation ouvre des possibilités pour l'Initiative Aide pour le commerce, et renforcera la contribution potentielle du commerce aux objectifs de croissance et de réduction de la pauvreté des pays à faible revenu.

## L'aide pour le commerce s'inscrit dans une perspective à long terme

Alors que la crise crée des problèmes à court terme pour les pays partenaires, l'aide pour le commerce s'inscrit dans le long terme. La crise a mis en évidence les vulnérabilités sous-jacentes des pays en développement auxquelles l'aide pour le commerce vise à remédier. En réduisant les contraintes du côté de l'offre, en augmentant la compétitivité et en diversifiant les capacités de production tout en abaissant les coûts commerciaux, l'aide pour le commerce peut aider les pays à faible revenu à surmonter les obstacles qui limitent leur capacité de croissance. Cela revêt une importance particulière dans la conjoncture économique actuelle, car il est indispensable de créer un environnement propice à la croissance. Ces ajustements économiques structurels prennent du temps, mais il faut continuer à progresser. Sinon, les pays les plus pauvres risquent de le rester longtemps après la fin de la crise.

## L'aide pour le commerce fait partie du programme plus vaste en faveur du développement

L'aide pour le commerce est indispensable pour atteindre d'autres objectifs importants. Les mesures prises pour accroître la productivité agricole et la production alimentaire, par exemple, resteront sans effet tant que les producteurs ne seront pas connectés aux marchés locaux et régionaux. Ce manque de liens avec les marchés porte préjudice aux producteurs en les rendant moins compétitifs. En outre, l'insuffisance des infrastructures de stockage et de distribution réduit les rendements déjà faibles dans les pays partenaires, qui enregistrent des pertes de production de 30 à 40 pour cent faute de moyens d'entreposage. Il est urgent de répondre à ces besoins et à d'autres besoins en matière d'aide pour le commerce. En fait, l'aide pour le commerce permet de huiler les rouages de l'économie des pays partenaires, et cette initiative est une composante essentielle des efforts déployés pour relever les défis de la croissance et de la réduction de la pauvreté, au-delà de la sphère du commerce.

### L'objectif reste le même, mais les priorités peuvent changer

Jusqu'à présent, l'initiative a été axée avant tout sur l'accroissement des effets bénéfiques du commerce international. Mais elle se prête tout à fait à une approche plus ascendante, visant à remédier aux contraintes, encourager la diversification et faire en sorte que le cadre économique et réglementaire soit réformé de manière à accroître la compétitivité. En permettant aux producteurs et aux entreprises de se connecter aux marchés locaux et de construire peu à peu des synergies, les producteurs pourraient se spécialiser davantage, développer des avantages compétitifs et accroître leur compétitivité par les prix, de sorte qu'ils seraient mieux à même de pénétrer les marchés internationaux.

### Problèmes qui se posent « à l'intérieur des frontières »

Les principaux obstacles au commerce dans les pays en développement et les PMA sont, par nature, d'ordre réglementaire et infrastructurel. La probabilité que ces pays tirent profit du commerce international dépend en grande partie de leurs institutions, de l'environnement économique et du cadre réglementaire (chapitre 6). En outre, pour stimuler le commerce dans les pays à faible revenu, la facilitation des échanges peut être au moins aussi importante que la poursuite de la réduction des droits de douane. Le maintien et l'amélioration de l'accès des pays en développement aux marchés constituent donc un aspect essentiel du programme de développement. L'amélioration de l'infrastructure, du financement, de la réglementation et de la logistique liés au commerce, tels que les services douaniers et le respect des normes, est indispensable pour abaisser les coûts commerciaux associés aux problèmes qui se posent « à l'intérieur des frontières ».<sup>17</sup>

### Commerce Sud-Sud et commerce régional

Selon toute vraisemblance, l'essor du commerce Sud-Sud se poursuivra. La croissance des marchés émergents s'est accompagnée d'une augmentation de leur demande de produits alimentaires, d'énergie et de produits de base en provenance d'autres pays partenaires. Au cours des six derniers mois, le recul des marchés émergents a été moins prononcé que celui des marchés des pays développés. Le moment semble donc opportun pour relancer les efforts de développement et de diversification des échanges Sud-Sud, qui profiteront, à long terme, à la plupart des pays en développement, mettant fin à leur dépendance excessive à l'égard des marchés des pays riches tout en créant de multiples sources de croissance.

### L'aide pour le commerce en tant que stimulant

Dans le contexte de la crise économique, il semble important de donner la priorité à l'infrastructure, aux problèmes qui se posent « à l'intérieur des frontières » et au commerce régional et local car cela peut être le moyen le plus efficace de relancer la croissance et de faire reculer la pauvreté. Les projets d'infrastructure peuvent stimuler l'économie des pays partenaires car ils peuvent donner une impulsion immédiate à l'activité, créer des possibilités d'emploi local, renforcer la position des fournisseurs et des producteurs locaux et avoir un effet positif sur toute l'économie grâce à leur effet multiplicateur. La Banque mondiale estime que c'est l'augmentation des investissements dans l'infrastructure et du soutien aux PME et au microcrédit – lesquels requièrent une aide pour le commerce – qui aurait l'effet multiplicateur le plus élevé en termes de réponses des pays en développement.

### CONCLUSIONS

Depuis le début de la récession, au quatrième trimestre de 2008, il n'y a guère eu de raisons d'être optimiste quant aux perspectives du commerce pour 2009. Malgré l'ampleur de la contraction attendue des échanges mondiaux, il y a encore d'autres risques de détérioration importants. La crise pourrait se prolonger si l'évolution défavorable des marchés financiers se poursuivait ou si l'on assistait à une montée du protectionnisme. La reprise pourrait aussi être plus lente que prévu – en particulier dans les pays en développement – si la consommation des ménages ne revenait pas rapidement à une croissance plus normale.

Bien que les niveaux d'APD et les apports d'aide pour le commerce n'aient pas été affectés jusqu'à présent, des efforts spéciaux s'imposent face à la crise, notamment pour assurer la prévisibilité de l'aide à moyen terme, éviter sa fragmentation et s'attaquer aux obstacles qui empêchent son décaissement rapide. Pour être pleinement efficaces, ces efforts devront s'accompagner de mesures visant à renforcer l'appropriation nationale et les mécanismes de responsabilité mutuelle. C'est encore plus important maintenant que la crise économique compromet les perspectives de croissance des pays en développement et entrave leur progression vers les OMD.

Le commerce a été un puissant moteur de la croissance et, en fonction du rythme et des modalités de la croissance, il a fortement contribué à la réduction de la pauvreté. Il reste impératif de maintenir et d'améliorer l'accès des pays en développement aux marchés internationaux, et il est tout aussi important d'aider les pays à faible revenu à tirer profit de ces opportunités, grâce à l'aide pour le commerce.

L'aide pour le commerce est plus nécessaire que jamais. À court terme, elle offrira une stimulation bien nécessaire en contribuant à l'accroissement de l'investissement dans l'infrastructure, du soutien aux PME et du microcrédit. Ces mesures ont un effet multiplicateur considérable et permettront d'éviter les pires conséquences de la récession économique mondiale. À plus long terme, l'aide pour le commerce aidera à surmonter les principaux obstacles à la croissance en remédiant aux contraintes qui pèsent sur l'offre et en améliorant le cadre réglementaire et l'environnement économique. Enfin, en s'attaquant aux vulnérabilités sous-jacentes des pays partenaires, elle aidera ceux-ci à relever les défis plus vastes de la croissance et de la réduction de la pauvreté, à surmonter les contraintes à long terme et à rendre leur économie plus résistante en diversifiant les sources de croissance. ■

## NOTES

1. Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE, mars 2009.
2. OMC : PRESS/554, 23 mars 2009.
3. OMC, Job(09)30.
4. DCD/CAD(2009)12/Rev.1.
5. L'Institut de la finance internationale estime que les apports nets de capitaux aux économies émergentes n'ont été que de 467 milliards de dollars EU en 2008, soit la moitié de leur niveau de 2007. On s'attend à ce qu'ils diminuent encore en 2009, tombant à 165 milliards de dollars EU en 2009, soit moins du cinquième de leur niveau de 2007. (Institut de la finance internationale, Capital Flows to Emerging Market Economies, 27 janvier 2009.)
6. CNUCED, Note d'information sur l'investissement, n° 1, 2009.
7. Banque mondiale, « Migration and Development Brief n° 8 », 11 novembre 2008. La Banque interaméricaine de développement (BID) indique que les envois de fonds à destination de l'Amérique latine et des Caraïbes devraient diminuer en 2009; les données de janvier 2009 montrent que leur baisse est de l'ordre de 11 à 13 pour cent (Service d'information du SELA, 16 mars 2009 et BBC Mundo.com, 17 mars 2009).
8. Baromètre OMT du tourisme mondial, vol. 7, n° 1, janvier 2009. Les chiffres indiquent seulement les arrivées de touristes internationaux (à l'exclusion donc du tourisme intérieur), pour lesquelles on dispose de données globales.
9. FMI, « The Implications of the Global Financial Crisis for Low-Income Countries », mars 2009.
10. Banque mondiale, « Swimming against the Tide: How Developing Countries are Coping with the Global Crisis », rapport préparé pour la réunion des Ministres des finances et gouverneurs de banque centrale du G-20, 13 et 14 mars 2009, et Banque mondiale, communiqué de presse n° 2009/245/EXC.
11. FMI, The Implications of the Global Financial Crisis for Low-Income Countries, mars 2009..
12. La Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) est l'instrument de prêt à faible taux d'intérêt du FMI destiné aux pays à faible revenu. Au mois d'août 2008, 78 pays à faible revenu pouvaient bénéficier d'une assistance au titre de la FRPC. Les prêts sont assortis d'un taux d'intérêt concessionnel de 0,5 pour cent.
13. D'après les résultats d'une enquête du FMI, les marges au-dessus du taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) ont augmenté de 25 à 300 points de base par an, et même de 600 points de base dans certains cas (<http://www.imf.org/external/pp/longres.aspx?id=4318>).
14. Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC, « Réconcilier l'Amérique avec un système commercial ouvert », Washington, D.C., 24 avril 2009.
15. [http://www.oecd.org/document/35/0,3343,en\\_2649\\_34447\\_42458595\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/35/0,3343,en_2649_34447_42458595_1_1_1_1,00.html).
16. Cette approche ascendante vise à créer une économie régionale plus solide et plus résistante, avec des sources de croissance multiples, ce qui contribuera aussi à rendre l'économie mondiale plus solide, plus dynamique et plus résistante (allocution du Président Kuroda à l'ouverture de la 42ème Réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque asiatique de développement, 4 mai 2009).
17. Rapport de suivi mondial 2009 : Une situation d'urgence dans le domaine du développement (2009), Banque mondiale, Washington, D.C.

## CHAPITRE 2

# CRÉER UN TERRAIN FAVORABLE : PROGRÈS DE L'ENGAGEMENT DES **PAYS PARTENAIRES**

### RÉSUMÉ

Les pays partenaires sont de plus en plus nombreux à prendre les dispositions nécessaires pour participer pleinement à l'Initiative Aide pour le commerce, comme en témoignent plusieurs évolutions positives.

Presque tous les pays partenaires déclarent avoir une stratégie nationale de développement et la plupart d'entre eux y intègrent aussi le commerce sur la base de priorités bien définies dans ce domaine. Bien que cette évaluation positive soit remise en question par des enquêtes indépendantes, elle indique clairement que les pays partenaires sont de plus en plus conscients du fait que le commerce peut jouer un rôle positif en faveur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. Les pays partenaires ont tendance à identifier des priorités analogues en matière d'aide pour le commerce : infrastructure de réseau; compétitivité; diversification des exportations; analyse, négociation et mise en œuvre de la politique commerciale. La plupart ont des stratégies opérationnelles et beaucoup d'autres sont en train d'en élaborer une. Presque tous examinent leurs besoins de financement liés au commerce avec les donateurs de diverses façons, notamment aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral. Il leur est cependant difficile de confirmer l'estimation du SNPC concernant les apports d'aide pour le commerce dont ils bénéficient; dans la majorité des cas, ils n'ont pas pu comparer les indicateurs du SNPC avec leurs propres données.

Les pays partenaires mettent en place des dispositifs institutionnels pour assurer l'intégration durable et efficace du commerce. Dans la plupart de ces pays, le ministère du commerce joue un rôle de coordination, mais la mise en œuvre est décentralisée entre les ministères. Les pays partenaires dialoguent régulièrement avec le secteur privé et les autres grandes parties prenantes nationales sur la formulation et la mise en œuvre de leurs stratégies commerciales. Le degré d'engagement du secteur privé varie cependant d'un pays à l'autre.

Les pays partenaires affirment par ailleurs leur attachement à la responsabilité mutuelle et à la gestion axée sur les résultats. Ils reconnaissent que les donateurs s'efforcent d'améliorer la coordination et l'alignement. Ils déclarent aussi que les programmes liés au commerce sont régulièrement suivis ou évalués, souvent au moyen des mécanismes établis par les donateurs ou de mécanismes conjoints entre donateurs et partenaires. Des mécanismes permettant d'examiner le résultat et l'impact de ces programmes sont également en place dans la plupart des pays partenaires.

Dans leurs auto-évaluations, les pays partenaires identifient généralement les mêmes domaines prioritaires dans lesquels il faudrait améliorer l'efficacité de l'aide pour le commerce, notamment le renforcement des capacités et la prévisibilité du financement. De plus, ils citent les mêmes programmes comme étant ceux qui ont le plus contribué à l'augmentation des capacités commerciales, à savoir : l'analyse des politiques en matière d'aide pour le commerce, la facilitation des échanges, la compétitivité et la diversification des exportations. Enfin, les pays partenaires citent de nombreux exemples de bonnes pratiques, et soulignent les résultats positifs des efforts déployés mutuellement par les donateurs et les partenaires pour renforcer l'efficacité de l'aide.

Tableau 2.1 Réponses des pays partenaires par région et groupe de revenu<sup>1</sup>

RÉGION	GROUPE DE REVENU			
	Pays les moins avancés	Autres pays à faible revenu	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure
Europe		Moldavie	Albanie, Monténégro et Ukraine	Croatie et Turquie
Extrême-Orient	Cambodge et RDP Lao	Viet Nam	Indonésie et Philippines	
Moyen-Orient	République du Yémen		Iraq et Jordanie	
Amérique du Nord et Amérique centrale		Nicaragua	République dominicaine, Guatemala, Honduras et Jamaïque	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Costa Rica, Dominique, Grenade, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et Trinité-et-Tobago
Afrique du Nord			Maroc	
Océanie	Vanuatu		Fidji et Tonga	
Amérique du Sud			Bolivie, Colombie, Équateur, Guyana, Paraguay, Pérou et Suriname	Chili et Uruguay
Asie du Sud et Asie centrale	Afghanistan, Bangladesh, Maldives, Myanmar et Népal	Pakistan	Arménie, Azerbaïdjan et Sri Lanka	
Afrique subsaharienne	Bénin, Burkina Faso, République centrafricaine, Comores, Djibouti, Guinée-Bissau, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Niger, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Togo, Ouganda et Zambie	Cameroun, République du Congo, Ghana et Kenya	Cap-Vert et Swaziland	Botswana, Gabon et Maurice

Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

## INTRODUCTION

L'appropriation du développement par les pays partenaires est la pierre angulaire de l'efficacité de l'aide. Pour qu'elle devienne une réalité, les pays partenaires doivent prendre en main la conception et la mise en œuvre de leurs stratégies de développement; et les donateurs doivent soutenir ces stratégies et adapter leur aide aux priorités des pays partenaires. Le présent chapitre examine les progrès des pays partenaires en ce qui concerne l'intégration du commerce dans leurs stratégies nationales de développement, et la mise en œuvre de leurs priorités en matière d'aide pour le commerce. Il résume les principales conclusions de 83 auto-évaluations effectuées par les pays partenaires sur la base d'un questionnaire qui leur a été envoyé le cadre du deuxième exercice OCDE-OMC de suivi de l'aide pour le commerce.<sup>1-2</sup> Près de trois quarts des pays partenaires ont répondu<sup>3</sup>, contre seulement 7 pour cent en 2007.<sup>4</sup> Avec un contenu plus étoffé, les réponses montrent que les pays partenaires sont de plus en plus engagés dans l'Initiative Aide pour le

commerce.<sup>5</sup> Bien que cette évaluation positive soit contredite par des études indépendantes, elle indique clairement que les pays partenaires sont de plus en plus conscients du fait que le commerce peut jouer un rôle positif en faveur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté.

Les auto-évaluations sont assez également réparties entre les régions, les groupes de revenu et les autres groupements de pays (voir le tableau 2.1). Des réponses ont été reçues de 31 pays africains, 16 pays asiatiques, 27 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, six pays européens et trois pays d'Océanie. La ventilation par groupe de revenu est la suivante : 28 PMA<sup>6</sup>, neuf autres pays à faible revenu (APFR), 26 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI) et 20 pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS). De plus, 19 pays sont des pays en développement sans littoral (PDSL), 22 sont des petits États insulaires en développement (PIED) et sept sont des économies en transition.

Le présent chapitre ne peut présenter qu'un résumé de la masse d'informations que les pays partenaires ont fournie dans leur auto-évaluation de leurs stratégies en matière d'aide pour le commerce, des projets et programmes des donateurs, des meilleures pratiques et des défis restants. Pour obtenir des renseignements par pays plus détaillés sur ces questions et sur d'autres, le mieux est de se reporter directement aux auto-évaluations elles-mêmes (dont le texte est reproduit intégralement sur le CD-ROM joint à la présente publication).

La suite de ce chapitre est structurée de la manière suivante : la section ci-après examine les progrès réalisés dans l'intégration du commerce dans les stratégies nationales de développement. La section suivante met en lumière les difficultés rencontrées par les partenaires pour identifier les apports d'aide au commerce tels qu'ils sont enregistrés dans le SNPC. L'avant-dernière section traite de la mise en œuvre des stratégies commerciales, y compris les structures utilisées pour rendre ces stratégies opérationnelles, exécuter les projets prioritaires, suivre et évaluer les projets et les programmes. La dernière section expose les principales conclusions.

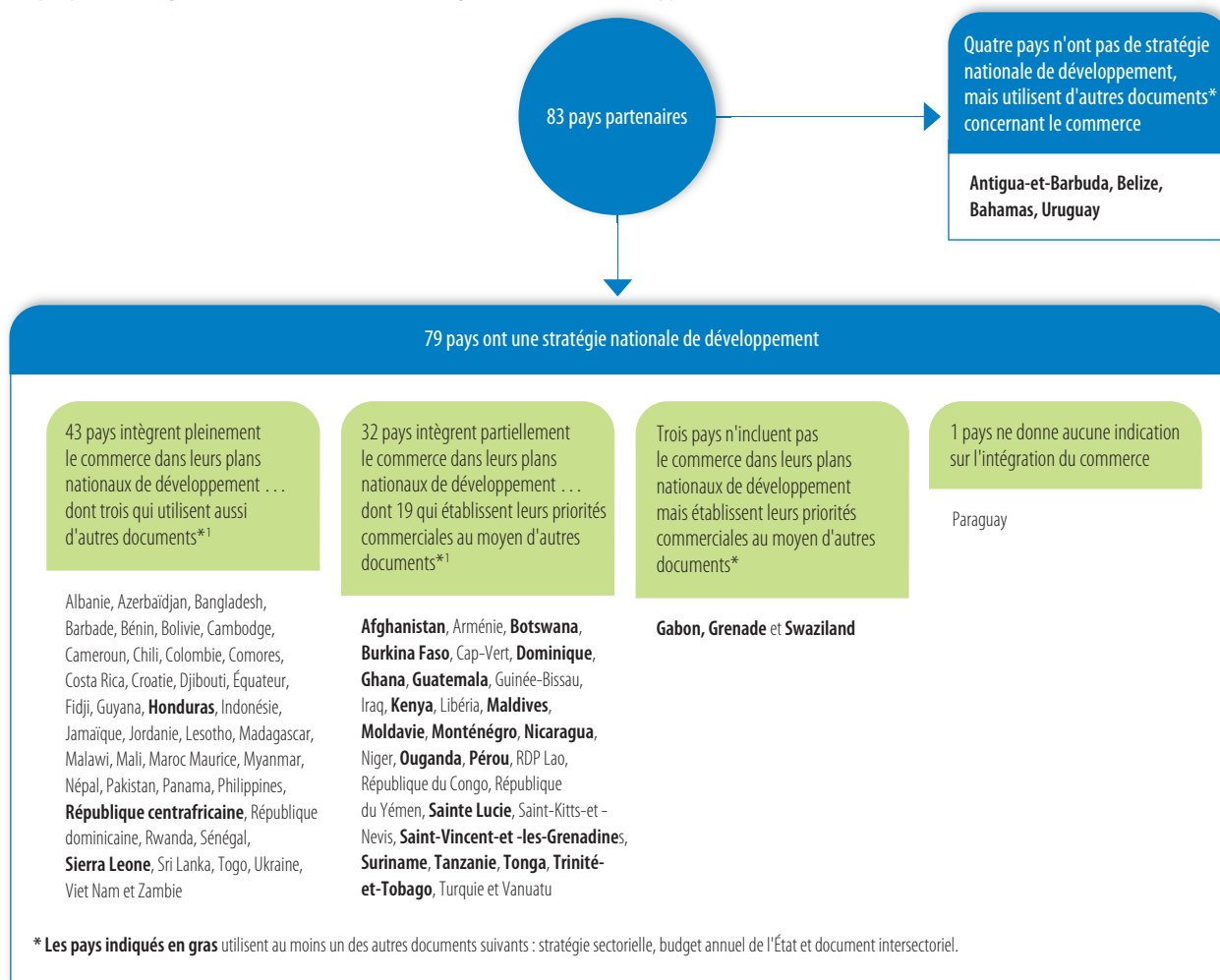
## L'INTÉGRATION DU COMMERCE SE POURSUIT

L'intégration du commerce signifie qu'il est identifié comme une priorité majeure dans les stratégies nationales de développement. Une bonne intégration suppose l'exercice d'un leadership politique pour améliorer la cohérence et le séquençage des politiques, renforcer les capacités humaines et institutionnelles, et mobiliser le secteur privé et les parties prenantes autour d'une stratégie de développement du commerce. L'intégration du commerce est une condition essentielle pour attirer l'aide pour le commerce; elle est plus importante que jamais dans le contexte de la crise économique mondiale actuelle.

D'après une récente étude du PNUD (2009), l'intégration effective du commerce doit s'opérer à trois niveaux :

- ▶ **au niveau des politiques** : le commerce doit être intégré dans les stratégies de développement nationales et sectorielles;
- ▶ **au niveau institutionnel** : des capacités et des structures propres à chaque pays sont nécessaires pour faciliter le dialogue sur les politiques et l'intégration de celles-ci;

Graphique 2.1 Intégration du commerce dans les stratégies nationales de développement



Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.



► **au niveau de la coordination entre les donateurs et les partenaires :** les questions relatives

au commerce doivent être au centre du dialogue entre les gouvernements et les donateurs.

La suite de cette section traite essentiellement des questions relatives à l'intégration au niveau des politiques, de l'identification des priorités, de l'opérationnalisation des stratégies et, enfin, du dialogue entre les donateurs et les partenaires.

**Presque tous les partenaires ont une stratégie nationale de développement et la plupart ont entièrement intégré le commerce.**

Presque tous les pays partenaires (79 sur 83)<sup>7</sup> ont une stratégie nationale de développement<sup>8</sup> et plus de la moitié (43) intègrent *pleinement* le commerce sur la base de priorités et de plans d'action bien définis (graphique 2.1).<sup>9</sup> Trente-deux autres pays partenaires intègrent *partiellement* le commerce dans leurs stratégies nationales – ce qui signifie que le commerce est mentionné dans ces stratégies, mais que celles-ci n'incluent pas d'objectifs opérationnels ni de plans d'action.<sup>10</sup> Trois autres pays partenaires n'intègrent pas le commerce, tandis qu'un pays ne dit rien à ce sujet (graphique 2.2).

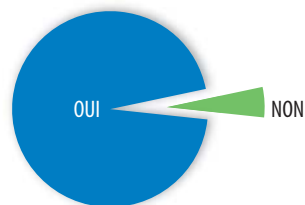
Les pays partenaires ont fait moins de progrès en ce qui concerne l'élaboration de stratégies opérationnelles, c'est à dire de stratégies axées sur les résultats et comportant des priorités

réalistes rattachées à des budgets – comme cela est demandé dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement. Sur les 55 pays qui ont participé à l'enquête de 2008 sur le suivi de la Déclaration de Paris, seulement un cinquième avait une stratégie opérationnelle équilibrée, alors que plus des deux tiers avaient des stratégies qu'il fallait améliorer (OCDE, 2008). Un aspect particulier de l'opérationnalisation s'avère difficile à réaliser, à savoir le rattachement des stratégies aux budgets nationaux. Tant que ce lien n'est pas établi, rien ne garantit qu'une stratégie nationale, même bien définie, disposera des ressources nécessaires pour devenir opérationnelle, ce qui rend difficile d'attirer le financement des donateurs.

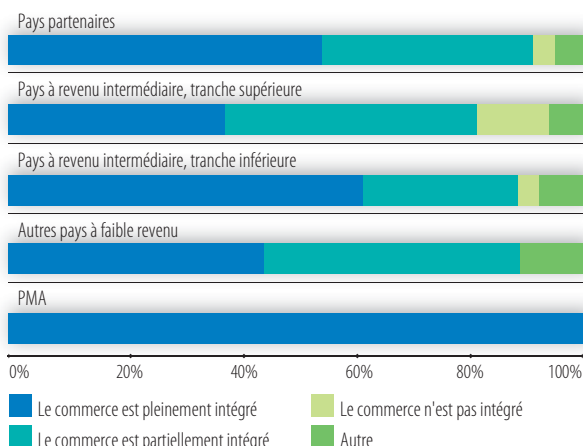
**Les pays partenaires accordent aussi la priorité au commerce dans leurs stratégies sectorielles et dans leurs budgets**

Outre les stratégies nationales de développement, d'autres outils sont utilisés pour définir les priorités commerciales, notamment des stratégies sectorielles ou intersectorielles et le budget annuel de l'État. Dans les 40 pays qui n'intègrent pas pleinement le commerce, les autres outils sont principalement des stratégies sectorielles et le budget de l'État, tandis que quelques pays seulement ont recours à des stratégies intersectorielles (graphique 2.3).<sup>11</sup> Parmi les 14 autres pays qui n'intègrent pas pleinement le commerce, 12 ne font pas état d'approches spécifiques, alors que l'Iraq et le Yémen n'indiquent aucune priorité commerciale dans d'autres documents. Dans l'ensemble, l'intégration accrue du commerce indique clairement que les pays partenaires sont de plus en plus conscients du rôle positif que le commerce peut jouer dans la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

**Graphique 2.2**  
Presque tous les pays ont une stratégie nationale de développement...

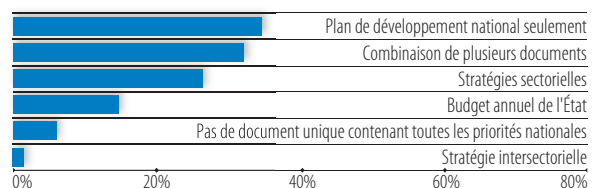


... et la majorité intègrent pleinement le commerce.



Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

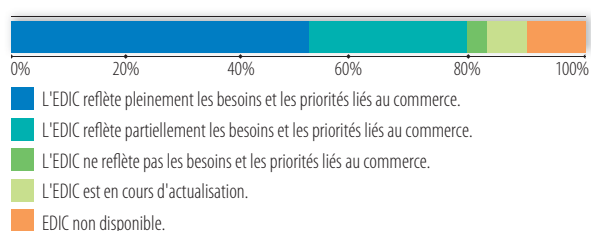
**Graphique 2.3** Outils utilisés de préférence par les pays partenaires pour définir leurs priorités commerciales



Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.



Graphique 2.4 L'EDIC reflète les priorités commerciales.



Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

### La plupart des Études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC) reflètent pleinement les stratégies commerciales des pays

Pour les PMA, le Cadre intégré renforcé (CIR) – et en particulier les EDIC – jouent un rôle clé dans l'intégration du commerce. Cela tient à ce que les EDIC ont pour but d'aider les PMA à définir leurs priorités commerciales – à la suite de consultations avec l'ensemble du gouvernement et de nombreuses parties prenantes – puis à intégrer ces priorités dans les stratégies nationales de développement ou dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). La plupart des PMA déclarent que leur EDIC reflète exactement leur stratégie d'intégration du commerce<sup>12</sup>, mais plusieurs ont indiqué que leur EDIC était incomplète. Madagascar indique qu'il doit actualiser son EDIC, tandis que le Rwanda et le Yémen sont en train d'actualiser la leur. Le processus du CIR est relativement nouveau pour le Togo et l'Afghanistan, qui en sont encore aux premiers stades de l'EDIC. Le Bangladesh et le Myanmar ne participent pas au CIR, bien que le second ait élaboré une matrice d'action et ait indiqué comme priorités la facilitation des échanges et l'infrastructure de réseau (graphique 2.4).

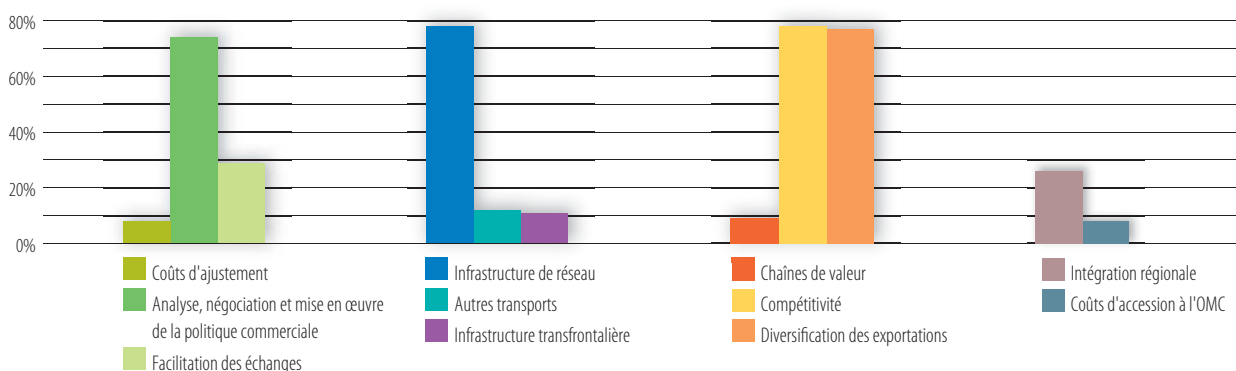
La mesure dans laquelle les EDIC ont facilité et amélioré l'intégration du commerce est évaluée actuellement. Une étude du PNUD (2008) conclut que, dans les pays déjà engagés dans l'intégration du commerce, l'EDIC peut servir à améliorer le contenu commercial de la stratégie de développement ou du prochain DSRP. Toutefois, la préparation d'une EDIC ne semble pas être une condition nécessaire, ni suffisante, de l'intégration du commerce. Une étude de la CNUCED (2008) indique que la prise en compte des conclusions de l'EDIC dans l'élaboration de la politique commerciale ne conduit pas nécessairement à une meilleure intégration du commerce. Cela peut être dû au fait que, dans le passé, les EDIC étaient généralement rédigées en termes généraux et n'indiquaient pas précisément l'ordre de priorité et le coût des besoins liés au commerce. Le nouveau CIR offre la possibilité de combler ces lacunes et d'améliorer la prochaine génération d'EDIC.

### Les pays partenaires ont des priorités analogues ...

Les pays partenaires identifient généralement des priorités analogues en matière d'aide pour le commerce : infrastructure de réseau; compétitivité; diversification des exportations; et analyse, négociation et mise en œuvre de la politique commerciale (graphique 2.5).<sup>13</sup> Cependant, le classement de ces priorités a tendance à varier en fonction du niveau de revenu et de la situation géographique.

Les *pays les moins avancés (PMA)* placent l'infrastructure de réseau, la diversification des exportations et l'analyse, la négociation et la mise en œuvre de la politique commerciale en tête de leurs priorités. Ces priorités ont aussi été soulignées dans la Déclaration de Maseru de février 2008, dans laquelle les PMA ont demandé « une assistance financière et technique additionnelle ... visant l'accomplissement de leurs obligations en matière de mise en œuvre, notamment le respect des prescriptions SPS et OTC, le renforcement des capacités dans le domaine des normes et des

Graphique 2.5 Principales priorités des pays partenaires en matière d'aide pour le commerce



Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

infrastructures connexes, et l'aide en faveur des PMA pour gérer leurs processus d'ajustement ». Comme on le verra au chapitre 2, les donateurs répondent de plus en plus à ces priorités en axant leur soutien aux pays à faible revenu sur l'assistance technique et l'infrastructure liées au commerce.

Les *pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS)* placent la compétitivité, la diversification des exportations et l'analyse de la politique commerciale au premier rang de leurs priorités. Dans nombre de ces pays, l'infrastructure de réseau est de plus en plus développée et ne constitue donc plus une contrainte pesant sur le commerce. Le manque de compétitivité internationale et la faible diversification des exportations sont maintenant les principaux obstacles à la maximisation des avantages du commerce et de l'intégration. Les donateurs répondent également à ces besoins et orientent une part croissante de leur soutien aux PRITS vers le renforcement de la capacité de production (voir le chapitre 2).

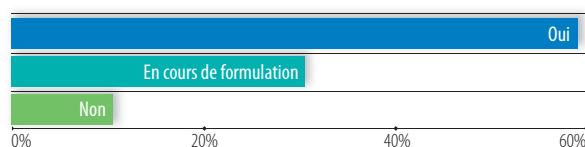
Pour les *pays en développement sans littoral (PDSL)*, les principales priorités sont la diversification des exportations, l'infrastructure de réseau, l'analyse, la négociation et la mise en œuvre de la politique commerciale, la facilitation des échanges et la compétitivité. Les Ministres du commerce de ces pays ont mis en évidence ces besoins dans leur Déclaration d'Ulaanbaatar de 2007, en insistant plus particulièrement sur l'infrastructure commerciale, la facilitation des échanges, les projets régionaux et la diversification des exportations (ce dernier point est une préoccupation majeure des pays qui dépendent de l'exportation de coton, comme le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad).

Les *petits États insulaires en développement (PIED)*, y compris les îles des Caraïbes, placent la compétitivité et la diversification des exportations en tête de leurs priorités, ce qui reflète les problèmes particuliers qu'ils rencontrent pour s'intégrer dans l'économie mondiale. La croissance économique des PIED est particulièrement instable car leur économie repose généralement sur une base manufacturière étroite et est fortement tributaire de quelques produits de base, de la pêche et du tourisme. De surcroît, leur petite taille et leur isolement géographique les rendent particulièrement vulnérables aux chocs économiques externes, comme la récession mondiale actuelle. Leur participation à la négociation d'un accord de partenariat économique (APE) avec l'UE souligne qu'il est urgent de les aider à renforcer leurs capacités de négociation dans le domaine commercial et à améliorer leurs stratégies d'intégration régionale. Par exemple, la *Stratégie de Maurice de 2005 pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement* a insisté sur l'importance du renforcement des capacités en matière de politique commerciale.

### ... souvent liées à des stratégies opérationnelles.

Les stratégies opérationnelles – qui comportent des plans d'action, des échéanciers et des budgets – sont indispensables pour attirer le financement des donateurs. Près des deux tiers des pays partenaires ont une stratégie commerciale opérationnelle dans leurs trois principaux domaines prioritaires (graphique 2.6)<sup>14-15</sup> Le Mali, par exemple, a opérationnalisé ses priorités commerciales en élaborant des stratégies détaillées par produit pour la noix de cajou, les graines de sésame et le beurre de karité, l'objectif global étant de diversifier les exportations et de réduire la dépendance à l'égard du coton. Outre des plans d'action et des échéanciers, la stratégie commerciale du Nicaragua comporte un budget détaillé qui fait ressortir les déficits de financement pour les domaines prioritaires.

Graphique 2.6 La majorité des pays partenaires ont des stratégies opérationnelles pour leurs domaines prioritaires



Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

D'autres pays partenaires sont en train d'élaborer une stratégie opérationnelle pour leurs domaines prioritaires. La Dominique, entre autres, indique qu'elle est en train de formuler une stratégie nationale d'exportation qui encouragera les secteurs, les industries et les produits prioritaires. Dans le cadre de cette stratégie, un vaste programme de développement des exportations sera élaboré et mis en œuvre à moyen terme pour chaque secteur prioritaire. La Dominique a également établi une équipe spéciale nationale pour la facilitation des échanges dans le cadre de l'exercice d'évaluation des besoins mené actuellement par l'OMC. Le Viet Nam est en train d'élaborer et de financer une stratégie d'intégration régionale à long terme qui tient compte de ses besoins prioritaires. Plusieurs autres pays sont en train de finaliser leur stratégie : en 2009, le Cameroun achèvera sa stratégie opérationnelle basée sur trois domaines prioritaires (diversification des exportations, compétitivité et infrastructure transfrontalière). La Jamaïque est sur le point de finaliser un plan d'action pour chacun de ses secteurs prioritaires, qui comportera des objectifs et des budgets spécifiques.

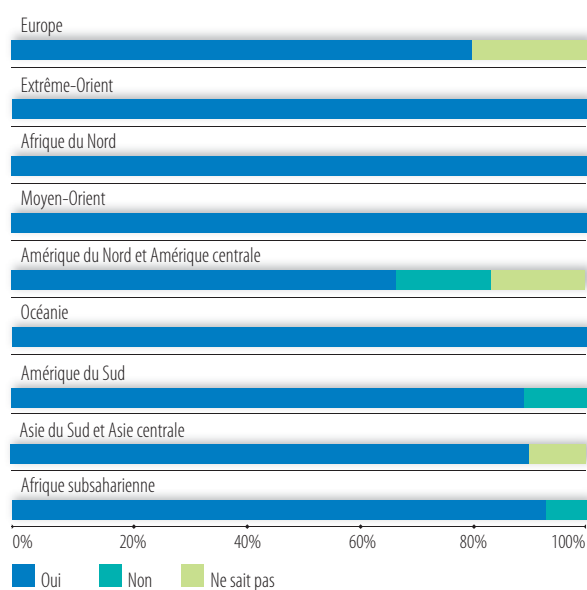
Le financement est la clé de l'opérationnalisation des domaines prioritaires. Les PMA sont aussi avancés que les autres pays à faible revenu dans l'opérationnalisation des stratégies pour leur premier domaine prioritaire (59 pour cent contre

61 pour cent), mais ils ont généralement du retard pour leurs deuxième et troisième priorités (42 pour cent contre 71 pour cent). Le CIR offre aux PMA un financement d'amorçage limité pour un ou deux projets prioritaires, mais un soutien financier supplémentaire est nécessaire pour rendre opérationnelles un plus grand nombre de priorités. Le Bénin, par exemple, indique qu'il a une stratégie opérationnelle pour ses trois domaines prioritaires – diversification des exportations, infrastructure de réseau et coûts d'ajustement – mais qu'il manque de ressources financières pour les mettre en œuvre.

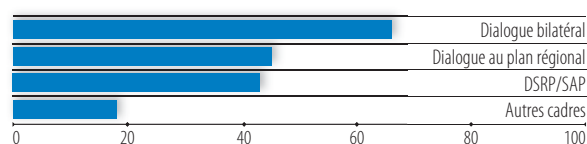
### Presque tous les pays partenaires examinent leurs besoins de financement avec les donateurs ...

Presque tous les pays partenaires (71 sur 82) indiquent qu'ils examinent leurs besoins de financement liés au commerce avec les donateurs, ce qui est confirmé par ces derniers (voir le chapitre 4). Six pays seulement ne procèdent pas à ce genre d'examen, en grande partie parce qu'ils financent eux-mêmes le renforcement de leurs capacités commerciales. Le Bangladesh, le Belize, la Grenade, Moldavie et le Nicaragua ne sont pas en mesure de répondre à cette question (graphique 2.7).

Graphique 2.7 Presque tous les pays partenaires examinent leurs besoins de financement avec les donateurs ...



### ... dans divers cadres de dialogue



Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

Les petits pays disent qu'ils rencontrent des problèmes particuliers pour examiner leurs besoins de financement liés au commerce avec les donateurs. Un problème évident est l'absence de représentation des donateurs dans nombre de petits pays, ce qui rend le dialogue et l'interaction réguliers extrêmement difficiles. La Barbade et le Vanuatu, deux PIED, déclarent qu'ils n'ont que des contacts sporadiques avec les donateurs et seulement en rapport avec des projets particuliers. C'est pourquoi bon nombre de ces pays jugent plus efficace d'acheminer l'aide au niveau régional, par le biais d'organismes régionaux, plutôt qu'au niveau national, parce que la communauté des donateurs peut interagir plus régulièrement avec les petits pays lorsqu'ils sont représentés collectivement. Les Fidji, par exemple, font référence au projet de facilité pour le commerce et le développement dans le Pacifique, qui est considéré, au sein du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, comme une solution possible à ce type de problème.

### ... dans divers cadres de dialogue ...

Les 71 pays partenaires qui examinent leurs priorités liées au commerce directement avec les donateurs utilisent à cette fin divers canaux ou une combinaison de canaux différents. L'approche la plus courante est l'approche bilatérale (80 pour cent), suivie par l'approche régionale (54 pour cent) et le processus des DSRP/SAP (52 pour cent). La Sierra Leone, par exemple, tient des réunions trimestrielles avec l'ensemble de la communauté des donateurs, en plus de ses entretiens bilatéraux réguliers avec des donateurs en particulier. La République du Congo, l'Équateur, l'Indonésie, la Jamaïque, le Niger, l'Ouganda, le Pérou et le Viet Nam, entre autres, indiquent qu'ils ont recours à différents cadres multilatéraux (banques régionales de développement, PNUD, OMC, etc.) pour discuter de leurs besoins liés au commerce avec les donateurs. D'autres pays dialoguent avec les donateurs au niveau sectoriel. Par exemple, la RDP Lao, la République centrafricaine et le Mali font état de contacts fréquents avec la communauté des donateurs à l'occasion de tables rondes sectorielles organisées sous l'égide du CIR. De même, le Panama mène un dialogue thématique avec les donateurs, axé sur les secteurs prioritaires de sa stratégie nationale de développement. Le Ghana rencontre les donateurs dans le cadre de groupes sectoriels.

### ... ou envisagent de le faire à moyen terme.

Onze pays partenaires ne discutent pas pour l'instant de leurs priorités liées au commerce avec les donateurs, mais six (Belize, Bahamas, Botswana, Gabon, Moldavie et Nicaragua) envisagent de le faire à moyen terme. Le Botswana, par exemple, est en train d'élaborer une stratégie commerciale nationale et veut associer directement la communauté des donateurs à sa formulation. Cinq autres pays (Bénin, Guinée-Bissau, Libéria, Sri Lanka et Vanuatu) se sont déjà entretenus de leurs priorités commerciales avec des donateurs, mais souhaitent améliorer ce dialogue en le rendant plus fréquent et en y associant un plus grand nombre de donateurs. Le Bénin, par exemple, est préoccupé par l'absence de groupe formel chargé des questions commerciales dans son processus DSRP, et il tient à remédier à cette lacune.

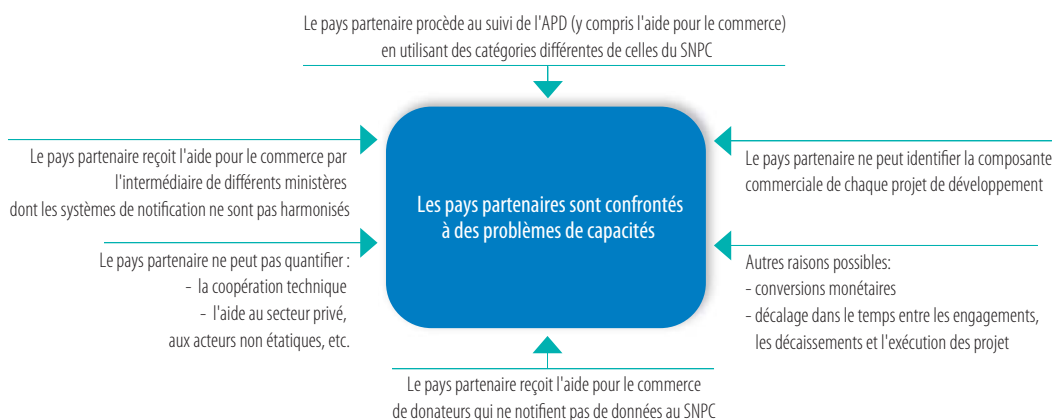
Les auto-évaluations montrent que les pays partenaires dialoguent de plus en plus avec les donateurs au sujet de leurs priorités liées au commerce, et qu'ils ont recours à différents cadres pour le faire. Toutefois, le succès en la matière dépend essentiellement de la mesure dans laquelle les pays partenaires ont intégré le commerce dans leurs stratégies nationales de développement et ont opérationnalisé leurs priorités. Bien que la plupart des pays partenaires déclarent avoir intégré le commerce avec succès et avoir opérationnalisé les priorités, environ 40 pour cent admettent qu'il leur reste fort à faire pour y parvenir. Le rattachement des priorités liées au commerce à une stratégie opérationnelle est une tâche particulièrement difficile. Sans stratégies de développement du commerce opérationnelles, c'est à dire en l'absence de demandes clairement hiérarchisées, planifiées et budgétisées de la part des pays partenaires, il sera plus difficile aux donateurs de justifier et de maintenir des apports accrus d'aide pour le commerce, compte tenu, en particulier, des appels croissants à une augmentation des dépenses sociales pour faire face à la crise économique actuelle.

## FINANCEMENT DES STRATÉGIES EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

L'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce a insisté sur la nécessité d'un financement additionnel et prévisible pour répondre aux priorités liées au commerce. Les donateurs ont réagi en prenant des engagements importants afin d'aider à financer la mise en œuvre des stratégies commerciales des pays partenaires. D'après les données du SNPC, ces engagements ont augmenté de plus de 20 pour cent en 2007. Mais ces données ne rendent compte qu'approximativement des projets et des programmes qui sont mentionnés comme des priorités de développement liées au commerce dans les stratégies nationales de développement des pays partenaires. Pour accroître la transparence et la responsabilité mutuelle, le questionnaire destiné aux pays partenaires leur demandait de comparer leur profil SNPC avec leurs données nationales.<sup>16</sup>

Cet effort pour améliorer le suivi, la transparence et la responsabilité mutuelle est essentiel pour l'efficacité de l'aide. Pour faire le meilleur usage possible de l'assistance liée au commerce, les pays partenaires doivent être en mesure de planifier à moyen et à long terme, et d'optimiser la répartition des ressources à l'intérieur des secteurs et entre eux. En conséquence, les donateurs doivent présenter des engagements indicatifs fiables dans un cadre pluriannuel, et doivent décaisser l'aide en temps voulu et de manière prévisible conformément aux calendriers convenus. La suite de cette section expose les principaux résultats des efforts faits pour mettre en correspondance les profils SNPC et les statistiques nationales, et propose des moyens d'améliorer le processus.

Graphique 2.8 Difficultés de comparaison des apports d'aide pour le commerce aux pays donateurs et des données notifiées au SNPC par les donateurs



Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

### Les pays partenaires ont du mal à reconnaître les apports d'aide pour le commerce ...

Moins de 20 pour cent des pays partenaires (Cameroun, Colombie, Guatemala, RDP Lao, Lesotho, Madagascar, Maldives, Panama, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Saint-Vincent et-les-Grenadines, Ukraine et Uruguay, entre autres) reconnaissent les données fournies par les donateurs telles qu'elles apparaissent dans leur profil SNPC, et 20 pour cent ne le reconnaissent pas. La plupart des pays partenaires ne peuvent répondre dans un sens ou dans l'autre.

Plusieurs facteurs expliquent pourquoi de nombreux pays partenaires ont du mal à confirmer les approximations des apports d'aide pour le commerce figurant dans le SNPC (voir le chapitre 2), notamment :

- ▶ Il faut identifier la part du commerce dans les programmes et projets bénéficiant de l'APD pour pouvoir comparer les données nationales et les profils SNPC. Cette tâche complexe nécessite des ressources importantes et peut ne pas être jugée prioritaire par de nombreux pays partenaires confrontés à des problèmes de capacités.
  - ▶ L'application de différentes méthodes de désagrégation peut rendre difficile la comparaison des données nationales et des profils SNPC. Par exemple, de nombreux pays partenaires ventilent les données sur l'APD par type d'apport (dons ou prêts) et non par secteur. D'autres utilisent une classification sectorielle qui diffère des catégories du SNPC.
  - ▶ La compilation exhaustive des données nationales sur l'aide pour le commerce exige une coordination très étroite entre les ministères pour suivre l'aide qui est acheminée par les différents ministères d'exécution et pour élaborer des systèmes de notification différents.
  - ▶ Bien souvent, les statistiques nationales ne rendent compte que de l'aide acheminée par les pouvoirs publics, en particulier par les bureaux de coordination de l'aide, alors qu'une part croissante de l'aide pour le commerce est aujourd'hui fournie directement au secteur privé et à d'autres acteurs non étatiques.
  - ▶ Les pays partenaires ne reconnaissent pas toujours la valeur monétaire de l'APD en nature – comme la coopération technique et la formation – de sorte que les montants correspondants ne sont pas pris en compte dans les statistiques nationales.
- ▶ Les donateurs non membres du DAC contribuent de plus en plus à l'aide pour le commerce reçue par de nombreux pays partenaires, mais ils ne notifient pas de données au SNPC.
  - ▶ Les différences de conversion monétaire et le décalage dans le temps entre les engagements et les décaissements peuvent aussi rendre difficile la comparaison des données nationales et des profils SNPC.

### ... il faut s'efforcer encore de préciser la définition.

À l'évidence, il y a encore fort à faire pour préciser la portée et la définition de l'aide pour le commerce. En effet, plusieurs pays partenaires – dont le Bénin, le Botswana, le Libéria, le Myanmar et le Népal – déclarent qu'ils ne reçoivent aucune aide pour le commerce. Cela tient peut-être à ce que certains pensent que l'aide pour le commerce est un nouveau fonds vertical distinct et non un financement additionnel de donateurs pour l'assistance liée au commerce passant par les circuits existants.

Maurice, quant à elle, convient qu'une grande partie de l'assistance liée au commerce au sens large qu'elle reçoit entre dans une au moins des catégories d'aide pour le commerce, mais elle fait remarquer que cette assistance n'est pas financée par de nouvelles ressources « spécifiques à l'aide pour le commerce ». En conséquence, Maurice indique qu'elle ne reçoit une aide pour le commerce que sous la forme d'assistance technique et de renforcement des capacités.

Plusieurs pays – comme le Bangladesh, le Cambodge, la Croatie, le Honduras, le Pérou, la Sierra Leone, Sri Lanka et Saint-Kitts-et-Nevis – fournissent des estimations des apports d'aide pour le commerce dont ils bénéficient en se fondant sur leurs propres définitions, et non sur les catégories du SNPC. Le Bangladesh, par exemple, donne des chiffres sur les apports d'aide de 1971 à 2008, en utilisant ses propres définitions et sa propre méthode de ventilation, ainsi qu'une liste de projets relatifs au commerce nécessitant un financement au titre de l'aide pour le commerce.

### Les systèmes de gestion de l'information sur l'aide pourraient aider à mieux suivre les apports d'aide.

La collaboration future entre donateurs, organismes internationaux et pays partenaires devrait aider à préciser la portée et la définition de l'aide pour le commerce, et à améliorer le suivi et l'analyse des apports d'aide. Les pays partenaires qui ne l'ont pas encore fait gagneraient à mettre en place des systèmes de gestion de l'information sur l'aide compatibles avec les normes

internationales, ou à adapter et utiliser les systèmes de gestion financière existants (encadré 2.1). Ces systèmes leur permettraient de suivre l'aide reçue, y compris celle des donateurs non membres du CAD, et simplifierait et renforcerait le suivi et l'évaluation. Un certain nombre de pays partenaires déclarent qu'ils vont dans cette direction. En 2007, le Malawi et la Colombie ont utilisé le système d'information et de suivi du Commonwealth administré par leurs organismes de coopération pour le développement respectifs. Le Cambodge envisage de créer un portail d'information sur le commerce qui sera un élément

important du système de gestion de l'aide à l'échelle du gouvernement tout entier. Les Fidji prennent des mesures pour améliorer leur système global de gestion de l'aide, tandis que le Swaziland envisage d'effectuer prochainement une évaluation de l'aide. Ces mesures sont encouragées par les ministres des PMA qui, dans la *Déclaration de Maseru* de février 2008, ont demandé « l'établissement d'un système ou mécanisme approprié de communication d'informations sur l'Aide pour le commerce et de suivi de ce programme qui prend en compte les systèmes nationaux de suivi des flux d'aide étrangère ».

### Encadré 2.1 Systèmes de gestion de l'information sur l'aide

En général, les pays disposent d'informations de qualité sur les flux d'aide qui passent par leur Ministère des finances. Mais, dans de nombreux pays, une part importante de l'aide ne passe pas par le Ministère des finances, mais est acheminée directement par les ministères d'exécution. Les donateurs peuvent certes fournir des renseignements sur ces projets à un ministère central ou à un ministère d'exécution, mais, bien souvent, les pays n'ont pas accès à des données détaillées sur ces flux et ne disposent pas non plus de moyens de consolider ces renseignements. Dans de nombreux pays, en particulier lorsque les apports qui ne transitent pas par le Ministère des finances sont modestes, il serait possible d'adapter le système de gestion financière existant pour enregistrer ces flux. Dans d'autres cas, il est souhaitable de renforcer le système de gestion de l'information sur l'aide ou d'en établir un en veillant à ce qu'il soit rattaché au processus budgétaire.

Les systèmes de gestion de l'information sur l'aide peuvent permettre à toutes les parties du gouvernement d'accéder aux données essentielles sur les projets – ventilées par secteur, localisation et état d'avancement. De même, la saisie en ligne de données par les donateurs et d'autres partenaires permet de disposer d'un plus grand nombre de données détaillées, au bénéfice de tous les utilisateurs, au lieu de solliciter seulement les pays partenaires.

Les systèmes de gestion de l'information sur l'aide sont des applications informatiques, en général des bases de données, qui enregistrent et traitent l'information sur les initiatives de développement et les flux d'aide correspondants dans un pays donné. Ces systèmes, qui sont plus ou moins puissants et sophistiqués, existent depuis une dizaine d'années. Non seulement ils enregistrent les activités d'aide, mais encore ils sont d'une grande utilité dans la planification et la prise de décisions.

Les systèmes de gestion de l'information sur l'aide ne sont pas des systèmes complets de gestion des finances publiques (SGFP). Ils constituent plutôt une interface entre le SGFP des pays bénéficiaires et l'information stockée dans les systèmes

des donateurs. Ils permettent la notification uniformisée des données sur l'aide fournie ou prévue, et l'information en retour des donateurs sur l'utilisation des fonds. Il s'agit donc d'un outil de responsabilité mutuelle qui peut accroître la prévisibilité de l'aide et réduire la charge administrative pour les bénéficiaires comme pour les donateurs.

Les systèmes de gestion de l'information sur l'aide pour le commerce peuvent :

- ▶ jouer un rôle essentiel dans la prise de décisions sur l'affectation des ressources en présentant un tableau global des flux d'aide, structuré selon des critères modulables;
- ▶ aider à repérer les déficits de financement, en appelant l'attention des gouvernements et des donateurs sur les besoins financiers à venir;
- ▶ soutenir des programmes spécifiques, comme l'Aide pour le commerce, en fournissant des données sur les flux correspondant à des indicateurs spécifiques en vue de l'analyse des coûts;
- ▶ favoriser la transparence et la responsabilité grâce à l'enregistrement et au suivi des projets et des flux financiers;
- ▶ fournir à la communauté internationale des renseignements précis et à jour, accessibles en ligne via le Web, sur l'état d'avancement des activités d'aide dans un pays;
- ▶ permettre aux gouvernements, grâce à des outils de planification et de gestion, de gérer des volumes d'aide plus importants que jamais, tout en rendant l'aide plus efficace et en réduisant la duplication et le chevauchement des activités financées par l'aide;
- ▶ faciliter la programmation pluriannuelle en donnant une idée précise des annonces de contributions et des engagements au regard des besoins futurs.

Pour plus de renseignements, voir : <http://www.aideeffectiveness.org>



## MISE EN ŒUVRE

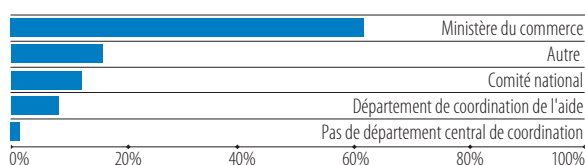
Comme on l'a vu précédemment, les pays partenaires ont besoin de mécanismes institutionnels appropriés pour assurer l'intégration stable et effective du commerce. La coordination avec les parties prenantes, ainsi qu'avec la communauté des donateurs, peut favoriser l'appropriation par les pays et renforcer la responsabilité mutuelle. Cette dernière n'est pas seulement un objectif à part entière (les citoyens ont le droit de savoir comment les deniers publics sont utilisés); c'est aussi un moyen d'inciter à utiliser plus efficacement les ressources, y compris l'aide pour le commerce. Cette section décrit d'abord les mécanismes institutionnels mis en place par les pays partenaires pour coordonner la mise en œuvre des stratégies commerciales, puis examiner leur engagement pris en matière de gestion axée sur les résultats et de responsabilité mutuelle.

### Mécanismes institutionnels

#### En général, le Ministère du commerce coordonne, tandis que la mise en œuvre est décentralisée.

Les activités d'aide pour le commerce recouvrent de nombreux domaines d'intervention et de nombreux secteurs, d'où la nécessité de mécanismes institutionnels favorisant effectivement la coopération et la coordination au sein du gouvernement. Les réponses au questionnaire montrent que les pays partenaires ont mis en place divers mécanismes institutionnels pour atteindre ces objectifs (graphique 2.9).

Graphique 2.9 Modalités préférées par les pays partenaires pour la coordination de leurs stratégies d'intégration du commerce



Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

Dans la majorité des pays partenaires (51 sur 82), le *Ministère du commerce* joue un rôle de coordination, alors que la mise en œuvre est décentralisée entre les ministères. Cette approche peut permettre l'intégration effective du commerce à condition que le Ministère du commerce établisse aussi des mécanismes de coordination adéquats au niveau du gouvernement tout entier. Au Cambodge, par exemple, le Ministère du commerce est responsable de la coordination du soutien lié au commerce, par l'intermédiaire d'un comité interministériel chargé du développement du secteur privé.

Dans dix autres pays partenaires, la coordination du soutien lié au commerce est confiée à un organe interministériel, par exemple à un *comité national*, afin d'encourager un processus plus inclusif au niveau du gouvernement tout entier. Cependant, certains pays signalent que cette approche a été peu fructueuse du fait de l'absence de réunions régulières (Rwanda, par exemple), de l'insuffisance des capacités institutionnelles ou d'autres faiblesses organisationnelles (Sierra Leone, Vanuatu, par exemple).

Dans sept autres pays partenaires, le *département de coordination de l'aide* est chargé de superviser le soutien lié au commerce. Au Guyana, par exemple, c'est le Ministère du commerce qui coordonne la politique commerciale extérieure, mais c'est le département de coordination de l'aide qui contrôle tous les flux d'aide, y compris les activités liées à l'aide pour le commerce.

Quatorze autres pays partenaires ont recours à divers *autres mécanismes de coordination*. En Inde, au Paraguay et en Ukraine, c'est le *Ministère des finances* ou le *Ministère de l'économie* qui assure la coordination, tandis que la mise en œuvre est décentralisée entre les ministères d'exécution. Au Bangladesh, au Chili, au Maroc, au Panama et à Sri Lanka, cette responsabilité est partagée entre le Ministère des finances et le Ministère du commerce. Pour qu'un tel dispositif puisse fonctionner, il est essentiel que les deux ministères communiquent régulièrement et coordonnent efficacement leur action avec celle des autres parties prenantes gouvernementales. Enfin, en Afghanistan, en Jordanie, au Libéria, à Saint-Kitts-et-Nevis et en Zambie, il existe un *comité national de coordination* complété par divers *mécanismes de mise en œuvre propres à chaque pays*. En Zambie, par exemple, les activités financées par l'APD sont coordonnées par le Ministère des finances et de la planification nationale, tandis que la planification et la mise en œuvre des stratégies commerciales sont supervisées conjointement par un comité national, le groupe de travail chargé du développement du commerce, et par le Ministère du commerce et de l'industrie.

#### Un comité national coordonne la mise en œuvre de la stratégie commerciale dans la plupart des pays ...

La représentation du gouvernement au sein du comité national est à peu près la même dans tous les pays partenaires. Dans certains pays, comme le Libéria et la Tanzanie, les donateurs sont aussi invités à participer aux travaux du comité en qualité d'observateurs. Au Botswana, le comité accueille également des universitaires et des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG). Les attributions du comité national varient d'un pays à l'autre – allant de la formulation et de la mise en

œuvre de la stratégie commerciale nationale (Chili, Jordanie, Maldives, par exemple) au suivi des questions concernant l'OMC et du processus du CIR (Comores, par exemple), en passant par la coordination de la répartition des ressources et la participation effective des parties prenantes (Tanzanie, par exemple). Au Belize, le comité national joue aussi un rôle dans le suivi de l'assistance fournie par les donateurs.

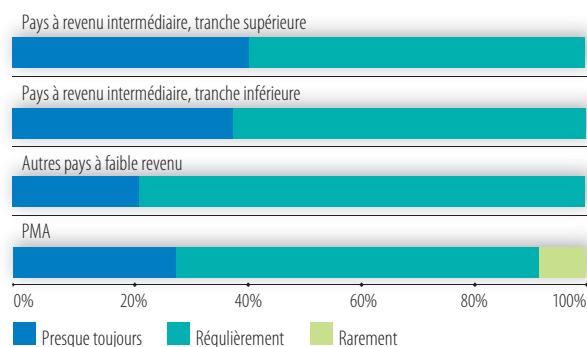
Seulement dix pays partenaires ont actuellement un comité national chargé de coordonner leurs stratégies commerciales, mais plus de la moitié des autres pays partenaires envisagent d'en établir un. Le Bangladesh et le Maroc déclarent l'un et l'autre qu'ils ont l'intention de mettre en place un comité d'aide pour le commerce. Le premier a déjà un comité chargé des questions relatives à l'OMC ainsi que des groupes de travail thématiques, et il souhaite renforcer ces mécanismes, tandis que le second estime qu'un comité d'aide pour le commerce pourrait amener les parties prenantes à s'approprier davantage le processus. La Grenade et les Tonga sont en train de mettre en place des comités de facilitation des échanges, dans l'espoir de mieux faire comprendre l'importance de l'aide pour le commerce et des questions commerciales en général, dans la planification nationale du développement (PNUD, 2009).

### ... et dialogue régulièrement avec les parties prenantes ...

Dans presque tous les pays partenaires, le gouvernement dialogue régulièrement avec le secteur privé et les autres parties prenantes au sujet de la formulation et de la mise en œuvre de la stratégie commerciale (graphique 2.10). La Sierra Leone est le seul pays partenaire qui déclare que les parties prenantes sont rarement associées directement à un dialogue sur les questions commerciales, mais seulement parce qu'une collaboration a déjà lieu dans le cadre du Forum des entreprises de la Sierra Leone, instance créée spécialement pour encourager la coopération entre le secteur public et le secteur privé.

La forme de ce dialogue varie considérablement d'un pays à l'autre – il peut s'agir d'échanges formels lors de réunions et d'ateliers spécifiques (Trinité-et-Tobago, Sri Lanka, par exemple) ou d'échanges informels *ad hoc* (Albanie, République du Congo, Sri Lanka, Vanuatu, par exemple). Parfois, des institutions spécifiques sont créées pour aider à organiser un dialogue et une collaboration suivis entre le secteur public et le secteur privé.

### Graphique 2.10 Les pays partenaires dialoguent avec les parties prenantes, y compris le secteur privé



Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

Il peut alors s'agir d'instances parrainées par l'État (comme au Guatemala) ou de comités interinstitutionnels codirigés par les pouvoirs publics et les entreprises (Ouganda, Paraguay). La fréquence des consultations varie aussi grandement entre les pays partenaires – allant de réunions quotidiennes ou hebdomadaires à des réunions organisées deux fois par an ou encore moins souvent. En termes de groupes de revenu, le dialogue avec les parties prenantes est plus fréquent dans les pays dont le revenu est plus élevé; et du point de vue géographique, il est plus répandu en Amérique latine.

### ... tandis que le degré de participation du secteur privé est variable.

Le dialogue permet d'associer le secteur privé et les autres parties prenantes à la formulation et à la mise en œuvre des stratégies commerciales. Par exemple, Moldavie a adopté une loi qui exige que le secteur privé participe à l'élaboration des nouvelles stratégies commerciales. En Albanie et en Colombie, les conclusions des consultations avec le secteur privé sont systématiquement prises en compte dans les stratégies de développement national et les stratégies sectorielles. En fait, la Colombie a institué un dialogue continu avec le secteur privé qui inspire directement la stratégie commerciale du pays. Dans plusieurs PIED (comme le Suriname), le secteur privé est directement associé à l'élaboration des positions de négociation dans certains domaines et à la mise en œuvre des accords commerciaux en résultant, mais il ne participe pas toujours à la formulation de la politique commerciale au sens large. À la lumière de l'expérience positive des pays partenaires, l'engagement d'un dialogue commercial régulier avec le secteur privé et les autres parties prenantes devrait s'ajouter à la liste de plus en plus longue des bonnes pratiques en matière d'intégration de l'aide pour le commerce.



### Dans les PMA, les points essentiels du CIR sont généralement chargés des questions commerciales.

Dans la plupart des PMA (21 sur 28), le point focal du CIR est chargé de superviser et de coordonner l'assistance liée au commerce<sup>17</sup>; rôle que la préparation des EDIC et des matrices d'action ne fait que renforcer.<sup>18</sup> Cependant, les points focaux ne sont pas pleinement opérationnels dans tous les PMA. Le Cap-Vert en est au début du processus du CIR et il est en train de mettre en place une unité nationale de mise en œuvre. L'Afghanistan est lui aussi aux premiers stades du processus du CIR et ses structures nationales ne sont pas encore opérationnelles. De même, en Tanzanie, le nouveau point focal du CIR a été chargé de la coordination des questions commerciales, mais le système n'est pas encore opérationnel. Le Togo indique que son point focal assumera bientôt ce rôle de coordination. Au Yémen, le point focal du CIR supervise l'exécution des projets, mais pas l'ensemble des activités relatives au commerce. Le Bangladesh ne participe pas au CIR.<sup>19</sup>

### Engagement en matière de gestion axée sur les résultats et de responsabilité mutuelle

Les pays partenaires affirment clairement leur engagement en matière de responsabilité mutuelle et de gestion axée sur les résultats. Ils reconnaissent en général que les donateurs s'efforcent de coordonner et d'aligner leurs actions de manière plus efficace et ils indiquent que les programmes liés au commerce sont régulièrement suivis et évalués, souvent à l'aide de dispositifs propres aux donateurs ou de dispositifs conjoints donateurs-partenaires. Il existe aussi dans la plupart des pays partenaires des mécanismes permettant d'examiner le résultat et l'impact de ces programmes.

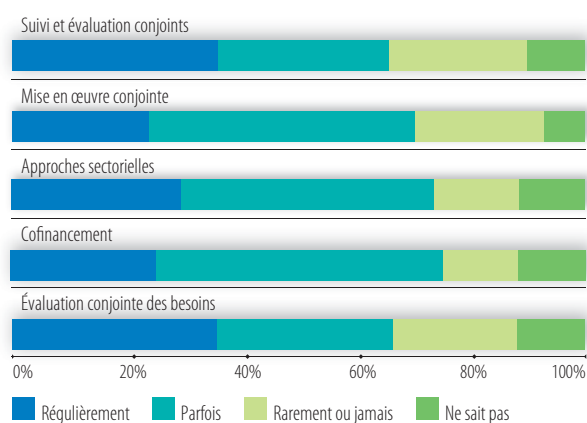
La qualité des cadres de suivi axé sur les résultats en général a été évaluée lors de l'enquête de 2008 sur le suivi de la Déclaration de Paris. L'enquête a porté principalement sur trois points : i) la qualité de l'information produite; ii) l'accès des parties prenantes à l'information; et iii) la mesure dans laquelle l'information est utilisée dans le pays. Il en ressort que des progrès ont été accomplis, mais il y a encore beaucoup à faire.

Les évaluations des pays partenaires confirment ce résultat. La présente section met en lumière les priorités pour améliorer la gestion axée sur les résultats et indique les domaines dans lesquels elle a été particulièrement efficace, y compris les bonnes pratiques.

### Les donateurs assurent la coordination et l'alignement des efforts ...

Environ 30 pour cent des pays partenaires indiquent que, dans l'ensemble, les donateurs assurent « régulièrement » la coordination et l'alignement des efforts et 40 pour cent signalent qu'ils le font « parfois ». L'évaluation conjointe des besoins et le suivi et l'évaluation conjoints sont les outils le plus souvent utilisés par les donateurs pour promouvoir la coordination et l'alignement, suivis par les approches sectorielles (graphique 2.11).

Graphique 2.11 Les donateurs assurent la coordination et l'alignement des efforts.



Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

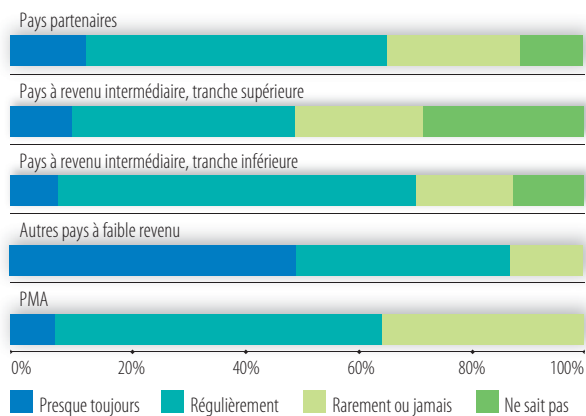
Selon les pays partenaires, il y a des cas où les efforts de coordination et d'alignement des donateurs sont efficaces, et d'autres où ils doivent être améliorés, observation largement corroborée par les évaluations des donateurs eux-mêmes (chapitre 4). Par exemple, les pays partenaires et les donateurs s'accordent pour dire que le CIR est un exemple réussi d'alignement de l'aide sur les systèmes nationaux. Cependant, les États-Unis font remarquer aussi que l'alignement n'est pas seulement la responsabilité des donateurs. En fait, il n'est possible que si les pays partenaires ont intégré le commerce dans leurs stratégies nationales de développement.

### ... les pays partenaires suivent ou évaluent régulièrement les programmes bénéficiant d'un soutien des donateurs ...

Deux tiers des pays partenaires procèdent régulièrement au suivi et à l'évaluation de leurs programmes liés au commerce (graphique 2.12).<sup>20</sup> Mais 18 sur 76 ne le font que rarement ou jamais. Il est intéressant de noter que le suivi et l'évaluation sont plus fréquents dans les pays à faible revenu que dans les pays à

revenu intermédiaire. Dans neuf PMA seulement (Afghanistan, Yémen, Vanuatu, Népal, Maldives, RDP Lao, Guinée-Bissau, Djibouti et Bénin), le suivi est rare ou inexistant. Une fois que le nouveau cadre de suivi et d'évaluation du CIR sera finalisé, la situation devrait s'améliorer encore. Malgré ces bons résultats, il est encore nécessaire de sensibiliser les pays à l'importance du suivi et de l'évaluation, à la fois pour mesurer l'impact de l'aide pour le commerce et pour justifier le soutien continu de cette initiative. Cela est encore plus urgent dans le contexte de la crise économique qui va probablement entraîner une augmentation des demandes d'aide d'urgence et de soutien pour les programmes sociaux.

**Graphique 2.12 Les pays partenaires suivent ou évaluent régulièrement leurs programmes ...**

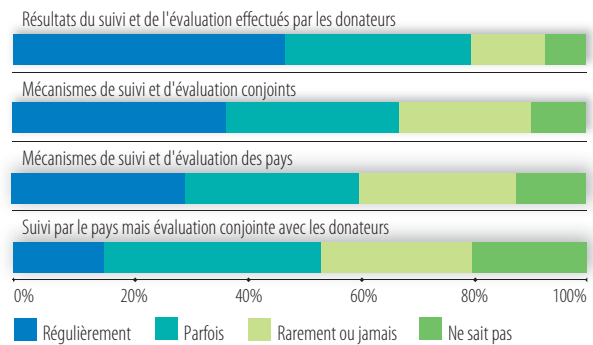


Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

### ... en utilisant le plus souvent les résultats des donateurs ou des mécanismes conjoints ...

Vingt-six pays partenaires utilisent régulièrement les mécanismes de suivi et d'évaluation des donateurs, et 21 recourent à des mécanismes conjoints donateurs-partenaires. Seuls 15 pays partenaires, dont sept PMA, utilisent régulièrement leurs propres systèmes. Encore moins de pays partenaires combinent leurs propres systèmes avec d'autres. Ces diverses démarches montrent que le suivi et l'évaluation restent une tâche ardue. Des complications apparaissent si l'obligation de faire rapport sur des projets spécifiques relatifs au commerce ne cadre pas avec les efforts plus généraux faits par les pays pour suivre l'ensemble de l'APD reçue. Enfin, on ne sait pas très bien si les pays partenaires considèrent le suivi et l'évaluation comme des activités distinctes ou comme un seul et même exercice. Il faut donc redoubler d'efforts pour les aider à suivre et évaluer efficacement l'aide pour le commerce.

**Graphique 2.13 ... en utilisant les résultats des donateurs ou des mécanismes conjoints.**

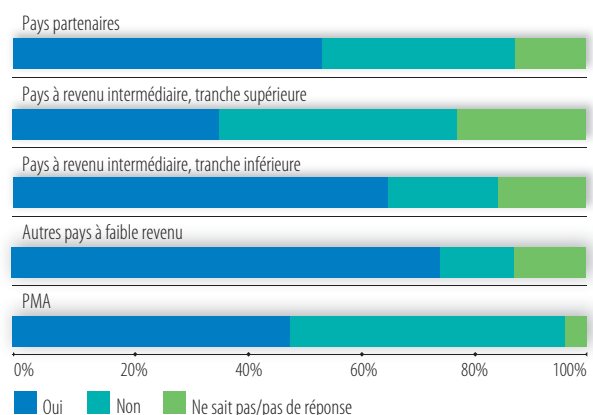


Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

### ... pour examiner le résultat et l'impact des programmes.

La moitié des pays partenaires disent qu'ils disposent de mécanismes permettant d'examiner avec les donateurs le résultat et l'impact des programmes liés au commerce. Nombre d'entre eux tiennent régulièrement des réunions conjointes avec les donateurs, et certains, comme le Ghana et Maurice, évaluent les résultats sur la base d'objectifs et d'indicateurs détaillés. Toutefois, 27 pays partenaires ne disposent pas de tels mécanismes, et dix autres (Albanie, Barbade, Belize, Iraq, Nicaragua, Monténégro, Sainte-Lucie, Tanzanie, Bahamas et Ukraine) n'ont pas répondu clairement à la question (graphique 2.14). Les auto-évaluations ne permettent pas toujours de savoir si les pays partenaires donnent des renseignements sur les mécanismes propres à l'aide pour le commerce ou sur les mécanismes destinés à évaluer l'impact de l'APD en général.

**Graphique 2.14 La plupart des pays partenaires ont mis en place des mécanismes pour évaluer l'aide pour le commerce.**

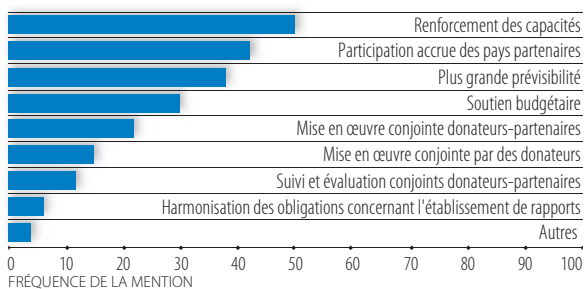


Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

## Priorités pour améliorer l'efficacité de l'aide pour le commerce

Dans leurs auto-évaluations, les pays partenaires indiquent à peu près les mêmes domaines prioritaires pour améliorer l'efficacité de l'aide pour le commerce. Il faudrait notamment que les donateurs mettent davantage l'accent sur le renforcement des capacités, que les partenaires s'approprient davantage la conception des interventions, que le financement soit plus prévisible et que le soutien budgétaire (ou des approches sectorielles) soit davantage utilisé (graphique 2.15).

Graphique 2.15 Efficacité de l'aide pour le commerce :  
Principales priorités des pays partenaires



Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

**Mettre davantage l'accent sur le renforcement des capacités** est une priorité pour les deux tiers des pays partenaires.<sup>21</sup> Les insuffisances en la matière tiennent, notamment, au fait que : i) les initiatives sont souvent fragmentées et ne reposent que sur quelques projets, négligeant les besoins plus généraux en matière de capacités (manque d'alignement); ii) les initiatives s'adressent en général à une audience limitée dans le gouvernement; et iii) les initiatives peuvent être difficiles à soutenir en cas de promotion ou de mutation des fonctionnaires qui ont reçu une formation.

Les pays partenaires soulignent que l'amélioration de l'efficacité de l'aide pour le commerce passe par le renforcement réussi des capacités. De plus, ils estiment que le renforcement des capacités devraient avoir pour but de remédier à la fois aux contraintes institutionnelles (Pérou et Bangladesh) et aux contraintes humaines (Équateur et Comores)<sup>22</sup>; de promouvoir le transfert de connaissances et les bonnes pratiques (Indonésie); de renforcer l'appropriation par les pays (Zambie); d'assurer un meilleur alignement et une meilleure absorption de l'aide (Yémen); d'améliorer l'efficacité et la prévisibilité de l'aide (Kenya et Comores); et de contribuer à la viabilité des programmes (Ouganda et Belize).

## La participation accrue à la conception des interventions

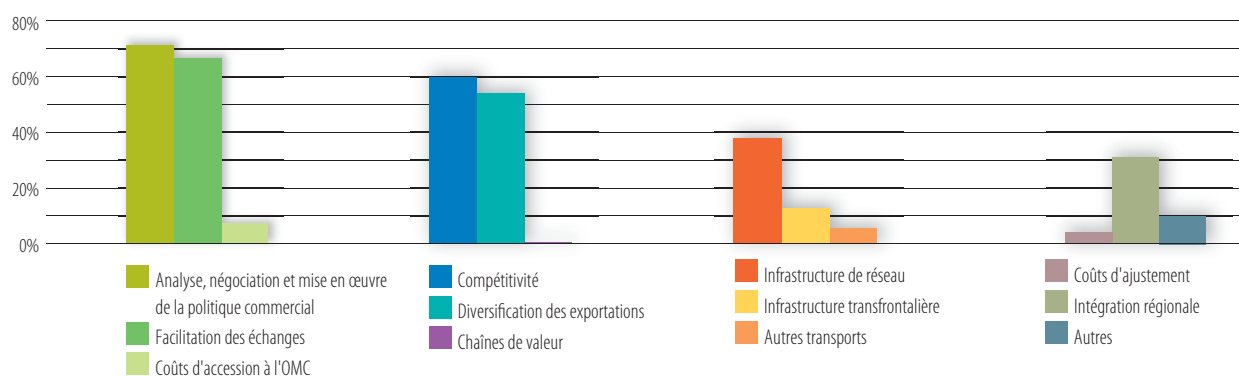
est une priorité pour la moitié des pays partenaires et pour deux PMA sur trois. Cela montre leur attachement profond au principe de l'appropriation par les pays. Par exemple, dans la *Déclaration de Maseru* de février 2008, les ministres des PMA ont accordé « un niveau de priorité et d'importance élevé à l'appropriation nationale par les PMA du CIR en tant qu'instrument efficace pour accroître le développement économique » (27-29 février 2008). La Tanzanie, La Dominique, Sainte-Lucie, le Sénégal et la Colombie soulignent qu'une meilleure appropriation par les pays est essentielle pour que les donateurs orientent leur assistance vers les priorités effectives des pays partenaires en matière d'aide pour le commerce.

**Un financement plus prévisible** est une priorité pour près de la moitié des pays partenaires. À cette fin, il faudrait notamment que les donateurs s'engagent fermement à effectuer les décaissements en temps utile (Tanzanie) et que des plans de dépenses indicatifs soient établis (Zambie, Belize). Saint-Vincent-et-les-Grenadines fait observer que le renforcement des systèmes de gestion des finances publiques permettrait d'avoir une vue d'ensemble plus précise des apports d'aide, ce qui pourrait accroître la prévisibilité, améliorer la planification et renforcer la responsabilité. Le Panama note que des systèmes efficaces de gestion de l'information et des ressources pourraient aussi aider à optimiser le processus de coopération et faciliter l'accès à l'information.

**L'utilisation plus large du soutien budgétaire (ou d'approches sectorielles du commerce)** est considérée comme une priorité par plus du tiers des pays partenaires. Selon l'Ouganda, le soutien budgétaire est la façon la plus directe et la plus efficace de permettre aux pays partenaires d'affecter les ressources aux priorités nationales (alignement) et de veiller à ce que les ressources soient utilisées aux fins prévues. Le Guyana estime que le soutien budgétaire est encore plus important compte tenu de la récession économique actuelle et des perspectives incertaines de l'APD. Moldavie fait valoir que le soutien budgétaire renforce l'utilisation des systèmes nationaux, ce qui est essentiel pour améliorer l'efficacité de l'aide.

**L'amélioration de l'alignement** est jugée importante par plusieurs pays partenaires (bien qu'elle ne soit pas considérée comme une priorité). Madagascar souligne que l'APD devrait être alignée sur les priorités de l'aide pour le commerce énoncées dans les stratégies nationales de développement. D'après le Malawi, les pays partenaires devraient identifier leurs besoins en matière de capacités et les donateurs devraient aligner leur soutien sur ces priorités. Le Bangladesh et la Colombie estiment que, bien souvent, les initiatives prises par les donateurs pour renforcer les capacités ne tiennent pas suffisamment compte des besoins effectifs des pays, de la viabilité des programmes ou des conditions locales.

Graphique 2.16 Domaines où l'aide pour le commerce est la plus efficace



Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

D'autres mesures peuvent être prises pour améliorer l'efficacité de l'aide pour le commerce. On peut notamment supprimer la conditionnalité pour accélérer les décaissements (Cameroun), faire en sorte que ce soit les pays partenaires qui établissent les priorités pour approbation par les donateurs, et non l'inverse (Malawi), mettre en œuvre les plans d'action nationaux dans l'optique de l'intégration régionale, et renforcer les organismes chargés de la mise en œuvre (Viet Nam).

### Efficacité des programmes d'aide pour le commerce

Dans leurs auto-évaluations, les pays partenaires estiment généralement que les quatre programmes d'aide pour le commerce les plus efficaces sont les suivants : i) analyse, négociation et mise en œuvre de la politique commerciale; ii) facilitation des échanges; iii) compétitivité; et iv) diversification des exportations (graphique 2.16). La perception de l'efficacité des programmes d'aide pour le commerce varie aussi en fonction du niveau de revenu des pays partenaires : les PRITS ont tendance à considérer la compétitivité comme le domaine où l'aide a été la plus efficace, tandis que les PRITL, les APFR et les PMA estiment que c'est l'analyse, la négociation et la mise en œuvre de la politique commerciale et la facilitation des échanges.

Si l'infrastructure de réseau est considérée comme une priorité par de nombreux pays partenaires, ce n'est pas à leurs yeux un domaine où l'aide pour le commerce est la plus efficace. Vu que les ressources allouées à l'infrastructure de réseau augmenteront probablement dans l'avenir, ce devrait être là un motif de préoccupation. Cette évaluation négative de l'efficacité des projets dans ce domaine contraste aussi fortement avec l'appréciation généralement positive des projets d'infrastructure régionaux (mis en évidence dans le chapitre 5). Cette déconnexion entre les priorités et l'efficacité de l'aide mérite une analyse approfondie et montre qu'il faut se placer au niveau des pays.

### L'analyse, la négociation et la mise en œuvre de la politique commerciale

est le domaine le plus fréquemment cité comme étant celui où l'aide pour le commerce est jugée la plus efficace. Les Philippines estiment que les activités de formation et les ateliers ont été particulièrement utiles pour aider les fonctionnaires à mieux comprendre la fonction, la structure et les règles du système commercial multilatéral. Sri Lanka déclare que l'assistance technique de l'OMC a aidé à former des négociateurs commerciaux, mais craint qu'en se focalisant trop sur les règles plutôt que sur la politique de développement, les programmes de l'OMC ne fassent des fonctionnaires des « suiveurs de règles » et non des « faiseurs de règles ». La Tanzanie souligne aussi l'efficacité de la formation et des ateliers relatifs au commerce.

**La facilitation des échanges** est le deuxième domaine le plus souvent considéré comme un domaine où l'aide pour le commerce est efficace. La simplification des procédures douanières et l'amélioration du fonctionnement des autorités portuaires sont jugées particulièrement importantes et utiles (Ghana, Kenya, Malawi).

**La compétitivité** est le troisième domaine le plus souvent considéré comme un domaine où l'aide pour le commerce est efficace. Le Belize, par exemple, déclare que le Cadre spécial d'assistance pour la banane financé par l'UE – qui a fourni une assistance technique, des fournitures, une infrastructure et des écoles et assuré la formation d'enseignants – a joué un rôle important dans l'amélioration de la compétitivité de son secteur bananier.

**La diversification des exportations** est le quatrième domaine où l'aide pour le commerce est jugée efficace. La Zambie, par exemple, indique que les projets financés par le Fonds européen de développement ont contribué à l'accroissement de la capacité d'exportation de ses secteurs horticole et floricole.

## Partage d'exemples de bonnes pratiques en matière d'aide pour le commerce

Dans leurs auto-évaluations, les pays partenaires citent aussi un certain nombre d'exemples de bonnes pratiques en matière d'aide pour le commerce, qui montrent les résultats positifs des efforts déployés conjointement par les donateurs et les partenaires pour améliorer l'efficacité de l'aide pour le commerce et qui aident les autres pays ayant une situation analogue à se familiariser avec les démarches et les modèles qui fonctionnent.

### ► Les programmes qui permettent d'améliorer l'élaboration de la politique commerciale

sont cités par 13 pays comme des exemples de bonnes pratiques dans le domaine de l'aide pour le commerce. L'efficacité des programmes de formation et d'assistance technique de l'OMC, notamment en ce qui concerne l'accèsion, est soulignée par l'Azerbaïdjan, le Costa Rica, l'Équateur, le Mali, le Monténégro, les Philippines et le Viet Nam. La République dominicaine, l'Équateur et le Pérou signalent que le Programme d'appui au commerce extérieur de la BID a contribué à renforcer leurs capacités institutionnelles et les a aidés à formuler de meilleures politiques commerciales. La Grenade et le Swaziland évoquent diverses initiatives axées sur l'élaboration de stratégies d'exportation nationales. Dans le cas de la Grenade, l'initiative a réuni le secteur public et le secteur privé, ainsi que des ONG, pour l'élaboration d'une stratégie globale visant à accroître et diversifier les exportations. L'Ouganda se félicite de l'assistance qu'il a reçue pour la mise en place d'un mécanisme efficace de consultation et de coordination public-privé en vue de l'élaboration de la politique commerciale.

### ► Les programmes et projets de renforcement de la capacité de production

sont considérés par huit pays comme de bonnes pratiques en matière d'aide pour le commerce. Le Panama décrit plusieurs projets réussis découlant du programme « Compète Panama ». L'Uruguay souligne l'intérêt d'un programme de promotion des entreprises financé par la BID en faveur de l'industrie des logiciels. La République dominicaine note le succès de divers projets financés par la BID relevant du cadre de renforcement des capacités techniques prévu par l'Accord de libre-échange entre la République dominicaine et l'Amérique centrale (RD-ALEAC), en particulier un projet visant à soutenir l'ajustement dans le secteur agro-alimentaire. Saint-Kitts-et-Nevis décrit l'aide précieuse qu'il a reçue pour construire des bateaux de pêche spécialisés et

améliorer les pistes d'atterrissage. La Jordanie mentionne plusieurs programmes réussis de renforcement des capacités financés par l'UE ou les États-Unis en faveur des petites et moyennes entreprises (PME). Au Kenya, l'Administration fiscale a bénéficié d'un soutien grâce auquel elle a pu informatiser ses différents services. En Tanzanie, le Programme de promotion des entreprises a permis de moderniser les laboratoires de normalisation, de créer un mécanisme pour la compétitivité des PME et d'assurer à une cinquantaine de spécialistes des questions commerciales une formation de niveau postuniversitaire. Le Mali mentionne aussi plusieurs projets réussis d'aide pour le commerce qui visaient à renforcer le secteur des entreprises.

### ► Les projets de facilitation des échanges et de certification

sont mentionnés par cinq pays comme des exemples de bonnes pratiques en matière d'aide pour le commerce. Le Paraguay participe à un important mécanisme de facilitation des échanges, appelé VUE, qui vise à simplifier et accélérer les procédures douanières par la création d'un guichet unique pour les exportations. Le Lesotho a lui aussi mis en place un guichet unique pour simplifier les formalités douanières et faciliter les échanges. Le Pakistan a bénéficié d'un projet d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine SPS, financé par l'UE et exécuté par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), qui a permis à 18 laboratoires d'analyse d'obtenir une accréditation internationale. Le Malawi fait état du succès d'un programme de renforcement des capacités dont a bénéficié son Bureau de normalisation dans le cadre du CIR. L'Indonésie souligne l'intérêt du programme de soutien au commerce financé par l'UE, qui lui a permis d'améliorer les normes et de simplifier les procédures d'importation et d'exportation.

### ► Les processus et les outils du CIR

sont considérés par cinq pays (Cambodge, Comores, Mali, Sénégal et Zambie) comme des exemples de bonnes pratiques en matière d'aide pour le commerce. Les Comores, par exemple, notent que leur EDIC a été un outil très efficace pour identifier et hiérarchiser leurs besoins en matière d'aide pour le commerce. Le Cambodge signale qu'il a utilisé le processus du CIR pour élaborer une approche sectorielle du commerce (et d'autres projets).

Voici d'autres exemples de bonnes pratiques en matière d'aide pour le commerce :

- ▶ Au Guatemala, les donateurs ont procédé avec succès à des évaluations axées sur la facilitation et la promotion des échanges, dont les résultats justifient un complément d'activités en 2009;
- ▶ Le Ghana explique comment son Programme de soutien budgétaire multidonateurs a permis d'assurer le décaissement rapide des fonds. En particulier, le fonds commun créé à l'appui de la Stratégie de développement du secteur privé est un modèle d'alignement réussi et d'harmonisation de la politique d'aide;
- ▶ Saint-Kitts et-Nevis souligne les bons résultats de son nouveau Comité directeur national, qui a vu le jour dans le cadre du Projet de renforcement des capacités en matière de facilitation des échanges et qui institutionnalise le dialogue entre les pouvoirs publics et le secteur privé;
- ▶ Maurice met l'accent sur les outils qu'il a mis au point pour suivre et évaluer son programme de réformes. Après avoir mis en place un cadre global pour l'évaluation des résultats, le pays a institutionnalisé plusieurs forums destinés à encourager le dialogue avec la communauté des donateurs, notamment la réunion pour l'examen conjoint du programme national, qui permet aux fonctionnaires et aux donateurs de réfléchir aux moyens d'améliorer la coordination et la fourniture de l'aide.

L'Afghanistan et le Guyana donnent plusieurs exemples de bonnes pratiques pour le renforcement des capacités institutionnelles et la création d'un environnement favorable aux affaires. Le Guyana souligne les efforts faits pour moderniser la législation et la réglementation relatives aux marchés publics, et établir l'Administration fiscale et le Conseil national d'administration des marchés et des appels d'offres; ces réformes ont rendu obligatoires les appels d'offres ouverts et ont renforcé la transparence et la responsabilité dans le domaine des marchés publics. En Afghanistan, plusieurs programmes d'aide pour le commerce ont donné des résultats importants, allant de l'élaboration d'une nouvelle loi sur le commerce à la mise en place d'un réseau de télécommunication et au développement de nouvelles ressources bancaires (indispensables au financement du commerce).

L'examen des réponses au questionnaire des pays partenaires montre que ceux-ci ont généralement un avis positif sur les résultats des activités d'aide pour le commerce passées et présentes. Ils considèrent que le soutien des donateurs a permis de mettre au point, de manière novatrice, non seulement des stratégies nationales efficaces mais aussi des processus efficaces pour la coordination, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de ces stratégies.

## CONCLUSIONS

L'augmentation en 2009 du taux de réponse au questionnaire destiné aux pays partenaires par rapport à 2007 et les renseignements plus substantiels qui ont été fournis montrent que l'Initiative Aide pour le commerce met davantage en relief les questions commerciales dans les plans et les stratégies de développement et dans leur mise en œuvre. Il ressort des réponses que les prochaines étapes devront viser à formuler plus clairement les besoins liés au commerce au niveau des pays, et à renforcer encore le dialogue entre donateurs et pays partenaires sur les stratégies nationales de développement et sur la mise en œuvre de ces stratégies.

Les pays partenaires déclarent qu'ils s'emploient activement à améliorer la qualité de l'aide en général, et de l'aide pour le commerce en particulier, et qu'ils le font avec le soutien de la communauté des donateurs. L'intégration du commerce dans les stratégies nationales de développement devient une réalité au niveau décisionnel dans la plupart des pays partenaires, processus qui est facilité par l'existence de nouvelles structures de coordination et par la participation régulière des donateurs. Dans l'ensemble, ces résultats sont encourageants en égard aux orientations données dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, qui ont été réitérées dans le récent Programme d'action d'Accra.

Il subsiste des difficultés pour suivre les apports d'aide et déterminer la contribution de l'aide pour le commerce au développement des échanges. Les réponses au questionnaire montrent qu'un certain nombre de pays partenaires ont beaucoup de mal à discerner les flux d'aide pour le commerce dans leurs systèmes de suivi, ce qui tient souvent au fait qu'ils n'ont pas la capacité de recenser les apports d'aide au niveau central et de désagréger les différentes composantes liées au commerce. Certains pays partenaires disent avoir besoin d'un soutien additionnel pour procéder à un suivi et à une évaluation de qualité.



En vue des prochaines étapes de l'Initiative Aide pour le commerce, les pays partenaires prennent des dispositions pour identifier et formuler leurs besoins de manière plus précise. Certes, les besoins varient d'un pays à l'autre, mais nombreux sont ceux qui donnent la priorité à l'infrastructure de réseau, à la compétitivité, à la diversification des exportations et à l'analyse de la politique commerciale. Vu que les donateurs et les pays partenaires s'accordent à penser que l'aide pour le commerce devrait être dictée par la demande, ces priorités devraient avoir un poids important dans la détermination des actions et des apports futurs d'aide pour le commerce (voir les fiches analytiques pour connaître les priorités des différents pays partenaires).

Du point de vue de la mise en œuvre, les pays partenaires soulignent qu'il faut insister davantage sur le renforcement des capacités, l'appropriation et la prévisibilité du financement. Ils soulignent aussi l'importance de la gestion axée sur les résultats et de la responsabilité mutuelle. Les pays partenaires considèrent de plus en plus que les problèmes de mise en œuvre jouent un rôle décisif dans l'efficacité de l'aide pour le commerce. Les mesures prises pour résoudre ces problèmes – et maximiser l'efficacité de l'aide pour le commerce – revêtent une importance toute particulière au regard de la crise économique mondiale. D'autres études devraient être effectuées au niveau national pour mieux cerner la nature et l'étendue des contraintes qui empêchent aujourd'hui les pays partenaires de tirer pleinement parti des avantages du commerce. ■

## NOTES

1. L'analyse initiale a été effectuée sur la base de 83 réponses au questionnaire. Deux pays ont ensuite retiré leurs réponses, et, comme il était trop tard pour modifier l'analyse globale, les passages faisant directement mention de ces pays ont été supprimés de la présente publication. Les réponses de six autres pays (Angola, El Salvador, Haïti, Namibie, Samoa et Seychelles), parvenues après la date limite, n'ont pas été prises en compte dans l'analyse. Elles se trouvent sur le CD-ROM.
2. Dans la plupart des pays partenaires, c'est le *Ministère du commerce* ou des *finances* qui, en coordonnant les contributions des autres ministères, était le mieux placé pour exprimer les vues de l'ensemble du gouvernement dans l'auto-évaluation.
3. On estime que 112 pays partenaires ont reçu le questionnaire.
4. En 2007, seuls huit pays partenaires avaient répondu au questionnaire (Cambodge, Colombie, Malawi, Maurice, Panama, Pérou, Philippines et Uruguay). Ces mêmes pays ont répondu aussi au questionnaire de 2009.
5. Des renseignements supplémentaires sur les raisons de cet important progrès, en particulier sur la modification du questionnaire, sont donnés dans l'annexe consacrée à la méthodologie.
6. Sur les 40 PMA qui ont reçu le questionnaire, 28 ont envoyé leurs réponses avant la date limite et sont pris en compte dans l'analyse. Deux autres réponses ont été reçues hors délai et se trouvent sur le CD-ROM. Ce taux de réponse illustre l'engagement des PMA dans l'Initiative Aide pour le commerce.
7. Les quatre pays qui n'en ont pas sont des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud (Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Belize et Uruguay). Ces pays (à l'exception de l'Uruguay) sont des petits pays en développement insulaires, dont les capacités sont limitées par leur taille. Les quatre pays ont indiqué qu'ils utilisent le budget annuel de l'État pour traiter leurs problèmes commerciaux.
8. Les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) tiennent lieu de stratégie nationale de développement dans 12 des 43 pays qui ont pleinement intégré le commerce (Bangladesh, Bénin, Mali, Pakistan, Rwanda et Sénégal, entre autres). Dans le cas du Mali, le DSRP repose sur une approche hiérarchisée du commerce et de la croissance économique, ce qui a permis la publication d'une stratégie de croissance accélérée en octobre 2008.
9. Trois pays (République centrafricaine, Honduras et Sierra Leone) qui ont pleinement intégré le commerce dans leurs stratégies nationales de développement, établissent leurs priorités commerciales à l'aide d'autres outils – stratégies sectorielles ou budget annuel de l'État, par exemple. La Sierra Leone définit ses priorités commerciales dans son deuxième DSRP. Plusieurs de ses politiques sectorielles (développement rural et développement du secteur privé, par exemple) incluent aussi la dimension commerciale.
10. Un pays partenaire a pleinement intégré le commerce s'il lui accorde un rang de priorité élevé dans son plan de développement national et si le plan prévoit des priorités commerciales et des mesures de mise en œuvre bien définies. Un pays partenaire a partiellement intégré le commerce dans son plan de développement national si le commerce y est mentionné mais le plan n'inclut pas d'objectifs opérationnels ni de plans d'action. Le pays peut définir ses priorités commerciales dans d'autres documents. Aux fins de la présente analyse, il a fallu ranger plusieurs pays partenaires dans l'une des catégories ci-dessus en fonction de leurs réponses écrites.



11. Des stratégies intersectorielles sont utilisées par Antigua-et-Barbuda, le Guatemala, le Kenya, les Maldives, l'Ouganda et le Pérou.
12. Le Cap-Vert n'est plus un PMA mais, comme son changement de statut est récent et du fait de sa participation active, il continuera à bénéficier du CIR.
13. Les pays partenaires ont été invités à identifier leurs trois principales priorités sur une liste de 12 catégories concernant la promotion et l'intégration du commerce. Cette liste a été établie en consultation avec des pays partenaires de manière à être générale et facile à comprendre, si bien qu'elle ne suit pas exactement la ventilation des données du SNPC.
14. Il a été demandé aux pays partenaires de préciser l'état de la mise en œuvre pour chacune de leurs trois principales priorités. Cette statistique représente la moyenne simple de leurs réponses pour les trois priorités.
15. Alors que 59 pour cent des pays ont une stratégie opérationnelle pour au moins une de leurs principales priorités, 52 pour cent seulement indiquent avoir entièrement intégré le commerce dans leurs plans de développement nationaux comportant des priorités liées au commerce et des plans de mise en œuvre bien définis.
16. Bien que les profils SNPC aient été envoyés aux missions à Genève, certains pays n'ont pas reçu le leur et n'ont donc pas pu répondre à la question.
17. Sur les 28 PMA, 27 ont répondu à cette question (le 28ème PMA est le Myanmar, qui ne participe pas au CIR). Le Cap-Vert ne fait plus partie des PMA depuis peu, mais il participe au CIR.
18. Au Lesotho et au Rwanda, le point focal est chargé de coordonner les questions commerciales, bien que l'EDIC n'ait pas été actualisée. Le Rwanda est en train d'actualiser son EDIC. Par contre, au Burkina Faso, l'EDIC reflète exactement les priorités commerciales, mais le point focal ne coordonne pas la stratégie commerciale.
19. Le Burkina Faso ne fournit pas d'autres renseignements.
20. Huit pays ont répondu qu'ils ne savaient pas s'ils suivaient ou évaluaient les programmes liés au commerce bénéficiant d'un soutien des donateurs.
21. Il a été demandé à chaque pays partenaire d'identifier trois priorités principales.
22. Cette demande d'amélioration des capacités institutionnelles/humaines cadre avec le fait que la plupart des pays donnent la priorité à l'analyse, à la négociation et à la mise en œuvre de la politique commerciale.



## CHAPITRE 3

# LES **APPORTS D'AIDE** POUR LE COMMERCE DANS LE MONDE

### RÉSUMÉ

Comme en 2006, l'aide pour le commerce a augmenté de plus de 10 pour cent en valeur réelle en 2007. Le montant des nouveaux engagements des donateurs bilatéraux et multilatéraux s'est élevé au total à 25,4 milliards de dollars EU en 2007, auxquels se sont ajoutés 27,3 milliards de dollars EU de prêts non concessionnels destinés au commerce. L'augmentation de 4,3 milliards de dollars EU de l'aide pour le commerce ne s'est pas faite au détriment des programmes sociaux dans des secteurs tels que la santé ou l'éducation. De plus, il semble à première vue que la plupart des engagements donnent effectivement lieu à des décaissements.

La répartition de l'aide entre les différentes catégories relatives au commerce est restée assez stable. Des augmentations analogues ont été enregistrées pour l'infrastructure commerciale et le renforcement de la capacité de production, avec une forte progression pour les programmes de développement du commerce et une diminution de l'assistance technique destiné au renforcement des capacités humaines et institutionnelles dans le domaine de la politique et de la réglementation commerciales. Le soutien à l'ajustement lié au commerce, qui est encore relativement modeste, devrait augmenter à moyen terme du fait de la crise économique.

La plus grande part de l'aide pour le commerce va à l'Asie, bien que l'Afrique, et notamment l'Afrique subsaharienne, ait reçu l'essentiel des fonds additionnels en 2007. À l'exception de l'Europe, les autres régions (Amérique latine, Caraïbes et Océanie) ont aussi enregistré une augmentation du volume de l'aide pour le commerce. Les apports destinés aux pays à faible revenu augmentent plus vite que ceux destinés aux autres groupes de revenu.

L'aide pour le commerce accordée aux pays à faible revenu est consacrée pour l'essentiel aux besoins d'infrastructure (transport et électricité), alors que les pays en développement à revenu intermédiaire privilégient le renforcement de la capacité de production. Les programmes plurinationaux et régionaux ont doublé en volume.

Dans l'ensemble, les organisations multilatérales, notamment les banques de développement, concentrent leurs efforts sur l'amélioration et le développement de l'infrastructure dans les pays à faible revenu, tandis que les donateurs bilatéraux donnent la priorité au renforcement de la capacité de production des pays à revenu intermédiaire. Cette différence d'approche semble être fonction de la taille des organisations et de leurs principaux modes de financement.

Enfin, les donateurs ont presque atteint ou ont déjà atteint le niveau des contributions annoncées à Hong Kong en 2005 au titre de l'aide pour le commerce. Au vu de leurs plans de dépenses indicatifs, on s'attend à ce que la croissance de l'aide pour le commerce se poursuive à moyen terme.

## INTRODUCTION

L'Initiative Aide pour le commerce permet de regrouper diverses activités d'aide au développement – allant de la formation des négociateurs commerciaux à la mise en relation des marchés – dans le cadre d'une stratégie de développement du commerce cohérente. L'aide pour le commerce n'est ni un nouveau fonds mondial pour le développement ni une nouvelle catégorie d'aide. Au contraire, elle fait partie intégrante de l'APD normale. Plus précisément, l'Équipe spéciale de l'OMC considère que des projets ou des programmes relèvent de l'aide pour le commerce s'ils sont désignés comme des priorités de développement liées au commerce dans les stratégies nationales de développement des pays partenaires.

Par ailleurs, des critères précis sont nécessaires pour assurer un suivi global fiable des apports d'aide pour le commerce. En conséquence, les critères retenus pour mesurer ces apports et évaluer l'additionnalité incluent l'APD<sup>1</sup> destinée aux domaines suivants :

- ▶ *assistance technique pour la politique et la réglementation commerciales* : par exemple, aider les pays à élaborer des stratégies commerciales, à négocier des accords commerciaux et à les mettre en œuvre;
- ▶ *infrastructure liée au commerce* : par exemple, construction de routes, de ports et de réseaux de télécommunication pour mettre les marchés intérieurs en relation avec l'économie mondiale;
- ▶ *renforcement de la capacité de production (y compris le développement du commerce)* : par exemple, octroi d'un soutien au secteur privé pour qu'il exploite ses avantages comparatifs et diversifie ses exportations;
- ▶ *ajustement lié au commerce* : aider les pays en développement à faire face aux coûts de la libéralisation du commerce (abaissement des droits de douane, érosion des préférences ou détérioration des termes de l'échange, par exemple); et
- ▶ *autres besoins liés au commerce* : s'ils sont mentionnés comme des priorités de développement liées au commerce dans les stratégies nationales de développement des pays partenaires.

Il est difficile de mesurer précisément le volume de l'aide pour le commerce parce que les critères ne correspondent pas exactement aux catégories utilisées pour classer les apports d'aide notifiés au SNPC de l'OCDE et parce que certaines dépenses ne sont pas exclusivement liées au commerce. C'est ainsi que la catégorie du SNPC intitulée infrastructure économique, qui désigne indirectement l'infrastructure liée au commerce, comprend des projets qui ne visent pas principalement à améliorer la capacité commerciale, mais visent, par exemple, à raccorder au réseau électrique des communautés rurales pauvres et isolées et non à remédier aux pannes de courant dans les zones d'activité industrielle, pannes qui ont une incidence importante sur le commerce. Malgré ce risque de non-concordance, le SNPC offre les meilleures données disponibles – couvrant environ 90 pour cent des activités en matière d'APD – pour mesurer l'aide pour le commerce et, en particulier, pour évaluer l'additionnalité. Qui plus est, la base de données permet de suivre les engagements et les décaissements au titre de l'APD et fournit des séries de données permettant des comparaisons entre donateurs et partenaires et dans le temps.

Il a été demandé aux pays partenaires et aux donateurs d'indiquer si leur profil dans le SNPC concernant l'aide pour le commerce reflétait bien leurs données nationales. La plupart des pays partenaires n'ont pas pu répondre, mais les autres ont soit validé soit rejeté leur profil (voir le chapitre 2). Les donateurs, par contre, ont reconnu leurs données, mais la moitié d'entre eux ont estimé qu'elles ne reflétaient pas pleinement leurs efforts, notamment dans le domaine du développement du commerce.<sup>2</sup> En conséquence, un certain nombre d'entre eux ont l'intention d'améliorer leurs propres mécanismes de suivi afin de prendre en compte l'ensemble des éléments relatifs au commerce contenus dans leurs programmes d'aide. Les États-Unis et la Banque mondiale suivent déjà séparément leurs programmes de renforcement des capacités commerciales et leurs projets d'infrastructure liée au commerce.<sup>3</sup>

La suite de ce chapitre est consacrée à l'analyse des flux d'aide qui ont le lien le plus étroit avec l'aide pour le commerce. La section III donne un aperçu des tendances mondiales en termes de volumes globaux, d'additionnalité et de versements. La section IV examine la répartition entre les différentes catégories d'aide pour le commerce définies par l'Équipe spéciale de l'OMC. La section suivante passe en revue les principaux bénéficiaires en termes de volume et de niveau de revenu et analyse les flux destinés aux programmes mondiaux, régionaux et pluri-nationaux. Vient ensuite un examen des principaux fournisseurs de l'aide pour le commerce et des perspectives de cette aide en 2009. Enfin, la dernière section appelle l'attention sur certains des obstacles qui restent à surmonter.

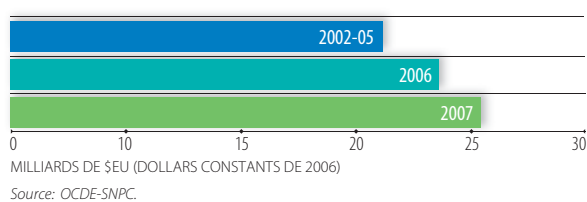
## QUELLES SONT LES TENDANCES AU NIVEAU MONDIAL ?

Les apports d'aide pour le commerce ont considérablement augmenté depuis le lancement de l'Initiative à la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Hong Kong en 2005. En 2007, le montant total des nouveaux engagements des donateurs bilatéraux et multilatéraux a atteint 25,4 milliards de dollars EU, soit une progression de 4,3 milliards de dollars EU par rapport à la moyenne de la période de référence 2002-2005. Cela représente une hausse de 21 pour cent en termes réels (graphique 3.1). De plus, les prêts non concessionnels liés au commerce ont pratiquement triplé pendant la même période pour atteindre 27,3 milliards de dollars EU (voir encadré 3.1). La suite de cette section examine en détail les tendances récentes de l'aide pour le commerce et tente de répondre à la question de savoir si l'aide pour le commerce a un caractère additionnel et si les engagements au titre de l'aide pour le commerce sont suivis de décaissements.

### L'augmentation réelle reste forte ...

L'accroissement des apports d'aide pour le commerce enregistré en 2007 s'inscrit dans le prolongement d'une tendance à long terme qui a commencé au début du siècle et qui a inversé le déclin de l'aide aux secteurs de la croissance amorcé à la fin des années 1980. Comme on l'a déjà vu dans le rapport conjoint OCDE-OMC *Aid for Trade at a Glance: 2007*, l'objectif primordial de réduction de la pauvreté, inscrit dans les OMD, a amené dans un premier temps à orienter les programmes de coopération pour le développement vers des programmes sociaux (santé et éducation, par exemple) et vers des objectifs environnementaux.

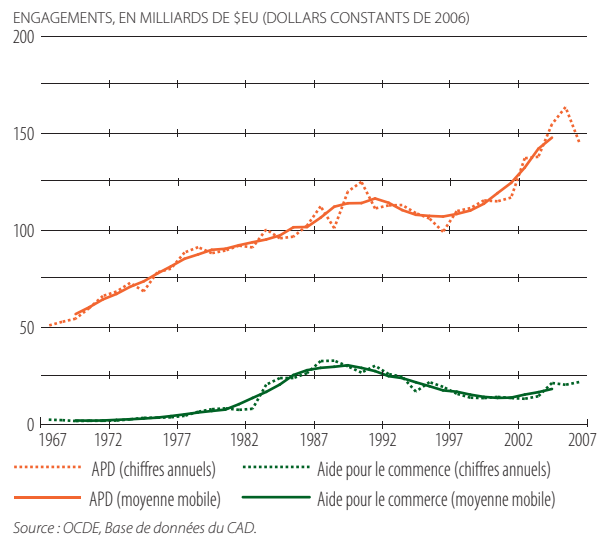
Graphique 3.1 Montant total des engagements en matière d'aide pour le commerce



Cela a détourné l'aide de la lutte contre la pauvreté dans le cadre de programmes visant à stimuler la croissance économique, le commerce international et l'investissement et cette tendance a été accentuée encore par la première initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ), qui faisait de la promotion des politiques sociales une condition préalable à l'allègement de la dette.

La tendance à la diminution de l'aide pour le commerce s'est inversée lorsque l'effet de ces programmes sociaux sur la réduction de la pauvreté s'est révélé décevant et lorsque l'on a commencé à comprendre que la croissance économique pouvait contribuer durablement au recul de la pauvreté, bien que cela soit fonction du rythme et des modalités de la croissance (graphique 3.2).

Graphique 3.2 Tendances à long terme de l'APD et de l'aide pour le commerce



Cependant, l'augmentation du volume de l'aide pour le commerce depuis 2000 est encore insuffisante pour inverser la diminution de sa part dans le total de l'APD ventilable par secteur.<sup>4</sup> En 2007, la part combinée des engagements bilatéraux et multilatéraux a de nouveau fléchi, tombant à 32 pour cent, contre 34 pour cent pendant la période de référence. Cette diminution est due au recul (de 31 à 28 pour cent) de la part moyenne des donateurs bilatéraux, qui n'a pas été compensé par l'augmentation (de 42 à 43 pour cent) de la part moyenne des institutions financières internationales (IFI). Cette évolution divergente s'explique principalement par le fait que les donateurs bilatéraux font de plus en plus appel aux organismes multilatéraux pour mettre en œuvre leur stratégie d'aide pour le commerce (voir le chapitre 4).

### Encadré 3.1 « Autres apports du secteur public » en faveur du commerce

Les données utilisées dans le présent rapport sont basées uniquement sur l'APD, qui est définie comme étant les apports de fonds aux pays et territoires figurant sur la liste des bénéficiaires de l'APD du CAD et aux institutions multilatérales de développement i) qui proviennent d'organismes publics, y compris les administrations nationales et locales, ou de leurs organes exécutifs, et ii) dont chaque transaction a) a pour principal objectif de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement; et b) a un caractère concessionnel et comporte un élément de don d'au moins 25 pour cent (calculé sur la base d'un taux d'actualisation de 10 pour cent).

Le volume important des financements hors APD et faiblement concessionnels, tels que les « autres apports du secteur public (AASP) », n'est donc pas pris en compte dans le suivi global des flux d'aide pour le commerce. Il est bon cependant de souligner le rôle crucial de ces prêts dans le financement des activités liées au commerce (voir le tableau ci-dessous).

**Tableau 1. Financement du commerce, engagements (en millions de \$EU courants)**

AASP destinés à l'aide pour le commerce	2002	2003	2004	2005	2006	2007
APD destinés à l'aide pour le commerce	11 412	11 904	9 986	14 176	20 234	27 305
	14 316	17 855	23 768	21 976	23 589	27 084

Source: OCDE-SNPC.

En 2007, près de la moitié des prêts ont été accordés par les IFI, plus d'un tiers par les CE et le reste principalement par le Japon (2,6 milliards de \$EU), la Corée (2,2 milliards de \$EU) et l'Allemagne (1,7 milliard de \$EU). La plupart des bailleurs ont augmenté leur portefeuille de prêts, mais les CE ont pratiquement doublé le leur, le portant à 8,4 milliards de \$EU.

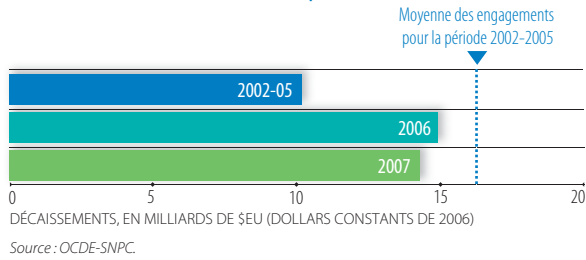
#### ... a un caractère additionnel ...

La diminution de la part de l'aide pour le commerce dans le total de l'APD ventilable par secteur signifie que l'augmentation de son volume ne se fait pas au détriment de soutien des programmes sociaux mais s'inscrit plutôt dans le contexte de l'augmentation du volume global de l'aide. C'est dire que l'augmentation de 4,3 milliards de dollars EU de l'aide pour le commerce a un caractère *additionnel*, ce qui est l'un des critères permettant de juger du succès de l'initiative. Toutefois, malgré l'importance du financement additionnel, Gamberoni et Newfarmer (2008) estiment qu'un certain nombre de pays obtiennent encore des résultats commerciaux insuffisants (en termes de croissance des exportations, de parts de marché, de compétitivité et de concentration) et reçoivent moins d'aide pour le commerce que ne le suggèrent leurs résultats globaux.<sup>5</sup> Par ailleurs, plusieurs fournisseurs moins efficaces des marchés mondiaux risquent de voir leurs gains récents gravement amputés par la récession économique mondiale. C'est pourquoi les auteurs suggèrent que ces pays accordent peut-être plus de place au commerce dans leurs stratégies nationales de développement et demandent aux donateurs de soutenir leurs priorités par une aide pour le commerce accrue.

#### ... et s'accompagne de taux de décaissement élevés.

Les donateurs bilatéraux et les CE déclarent leurs flux d'aide à la fois en termes d'engagements et de décaissements.<sup>6</sup> L'analyse du lien entre engagements et décaissements donne des indications utiles sur la fourniture de l'aide. Les engagements constituent des obligations écrites fermes d'accorder une aide au développement, appuyée par l'ouverture des crédits nécessaires. Ils indiquent les intentions des donateurs et ils permettent d'assurer le suivi de l'aide destinée à des objectifs spécifiques. Ils montrent comment les annonces de contributions et les promesses des donateurs se concrétisent. Autrement dit, ils donnent des indications solides sur les flux d'aide futurs. Les décaissements correspondent aux versements de fonds effectifs, c'est-à-dire à la réalisation des intentions des donateurs et à la mise en œuvre de leurs politiques. Les engagements sont souvent pluriannuels et les décaissements ultérieurs s'étalent sur plusieurs années, les projets d'investissement étant généralement les plus longs à exécuter (cinq à huit ans). De ce fait, il y a presque toujours un décalage entre les décaissements et les engagements.

**Graphique 3.3 Engagements et décaissements des donateurs bilatéraux et des CE au titre de l'aide pour le commerce**



Les décaissements au titre de l'aide pour le commerce effectués par les donateurs bilatéraux et les CE (c'est-à-dire à l'exclusion des autres donateurs multilatéraux) se sont élevés à 14,9 milliards de dollars EU en 2006 et à 14,3 milliards de dollars EU en 2007, ce qui est bien supérieur à la moyenne annuelle de 10,1 milliards de dollars enregistrée pendant la période de référence. Pour faire une estimation précise de la part des engagements aboutissant à des décaissements, il faudrait comparer les engagements des donateurs au niveau des projets avec leur calendrier de décaissement. Cela prendrait beaucoup de temps et sortirait du cadre de ce rapport, qui tente de donner un aperçu rapide de l'aide pour le commerce. Une méthode moins précise, mais illustrative, consiste à comparer les décaissements bilatéraux de 2006 et 2007 (y compris ceux des CE) avec les engagements pendant la période de référence. Cela donne des taux de décaissement de 92 pour cent pour 2006 et de 88 pour cent pour 2007.

Les raisons pour lesquelles certains engagements ne se traduisent pas par des décaissements sont multiples. Par exemple, un changement de gouvernement dans un pays partenaire entraîne souvent une modification des priorités. La réaffectation des engagements aux nouvelles priorités nécessite une longue renégociation avec les donateurs, qui vont probablement prolonger leurs calendriers de décaissement. De plus, les conditions de déblocage des fonds de certains donateurs sont parfois si pesantes que les taux de décaissement pour ces programmes sont très faibles. Enfin, les décaissements sont souvent retardés en raison de la faible capacité d'absorption des pays partenaires.

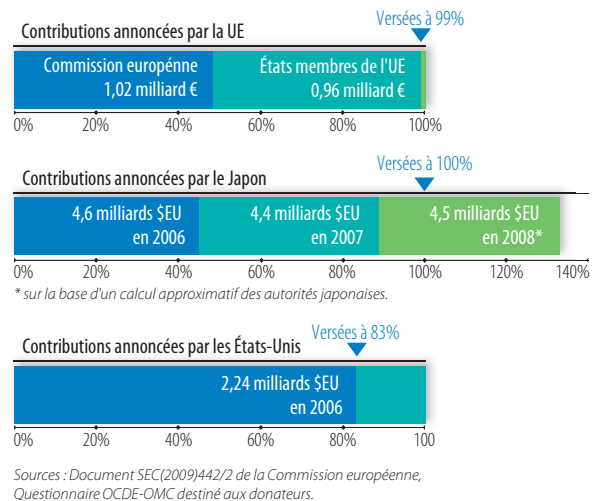
### Les donateurs ont presque atteint le niveau des contributions annoncées au titre de l'aide pour le commerce ...

Lors de la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Hong Kong en 2005, plusieurs donateurs ont annoncé qu'ils augmenteraient leur aide pour le commerce d'ici à 2010. Ainsi, tous les donateurs de l'UE se sont engagés à augmenter leur assistance liée au commerce, conformément à l'annonce faite conjointement par la CE et les États membres de l'UE. Certains d'entre eux (dont

le Danemark, la Finlande et le Royaume-Uni) ainsi que la CE déclarent avoir déjà versé, ou être sur le point d'avoir versé intégralement leur part des contributions annoncées.

D'autres pays – comme l'Australie, le Japon, la Norvège et les États-Unis – déclarent aussi qu'ils sont en passe d'atteindre les montants annoncés initialement, ou qu'ils les ont atteints et espèrent les dépasser. Les États-Unis précisent cependant que la concrétisation de leur annonce de contributions dépend aussi de la mesure dans laquelle les pays en développement partenaires donnent la priorité aux besoins en matière de commerce dans leurs plans de développement nationaux. Plusieurs donateurs (Canada, Corée, Estonie, Hongrie et Suisse, entre autres) disent aussi que le versement des contributions allouées au CIR est en bonne voie.

**Graphique 3.4 Annonces de contributions faites à la Conférence de Hong Kong**



### ... et les plans de dépenses indicatifs affichent une augmentation continue.

L'amélioration de la transparence et de la prévisibilité des apports d'aide pour le commerce est l'une des clés de l'efficacité de cette aide et est « indispensable pour exécuter le mandat relatif à l'aide pour le commerce » (Équipe spéciale de l'OMC, 2006). De surcroît, la plupart des pays partenaires soulignent que la prévisibilité est une de leurs priorités pour améliorer l'efficacité de l'aide pour le commerce. Dans ce contexte, il est encourageant de voir que près de la moitié des donateurs ont des plans de dépenses indicatifs à moyen terme (sur trois ans, par exemple) qui comportent des estimations concernant l'aide pour le commerce (tableau 3.1).

Tableau 3.1 Plans de dépenses indicatifs au titre de l'aide pour le commerce

	DONATEURS	PLANS DE DÉPENSES INDICATIFS
BILATÉRAUX	<b>Australie</b>	Le financement total au titre de l'aide pour le commerce passera à 384 millions de dollars australiens en 2008-2009, et à environ 400 millions de dollars australiens en 2009-2010.
	<b>Canada</b>	Le Canada a alloué un montant annuel supplémentaire de 14 millions de dollars canadiens sur cinq ans dans le budget 2007-2008 au titre des activités d'aide pour le commerce.
	<b>Danemark</b>	Selon les prévisions actuelles, les engagements et les décaissements seront de 55 millions de couronnes danoises dans les trois prochaines années.
	<b>Finlande</b>	La Finlande a l'intention d'atteindre le niveau de 10 millions d'euros pour l'aide multilatérale pour le commerce d'ici à 2010.
	<b>France</b>	Le montant total du financement au titre de l'aide pour le commerce passera à 500 millions d'euros en 2008 et à 2,4 milliards d'euros en 2009 et il avoisinera ensuite 1 milliard d'euros.
	<b>Lituanie</b>	Le montant total du financement au titre de l'aide pour le commerce a régulièrement augmenté, passant de 176 541 euros en 2006 à 393 119 euros en 2007 puis à 877 178 euros en 2008, et il devrait encore augmenter dans les prochaines années.
	<b>Luxembourg</b>	Les contributions du Luxembourg comprennent un montant de 500 000 euros destiné au Fonds global d'affectation spéciale pour le PDD de l'OMC et un montant de 1,5 million d'euros destiné au Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré renforcé en 2008, et un montant additionnel de 500 000 euros pour le premier et de 2 millions d'euros pour le second en 2009.
	<b>Norvège</b>	Un montant de 120 millions de couronnes norvégiennes par an est alloué aux activités concernant les politiques et réglementations commerciales en 2009 et 2010.
	<b>Pays-Bas</b>	Les Pays-Bas comptent consacrer au moins 550 millions d'euros par an à l'aide pour le commerce, dont environ 100 millions d'euros par an aux activités concernant les politiques et réglementations commerciales et le développement du commerce.
	<b>Royaume-Uni</b>	Le Royaume-Uni s'est engagé à porter sa contribution annuelle à 100 millions de livres sterling (sur la base d'une définition étroite) et à 409 millions de livres sterling (sur la base d'une définition plus large) d'ici à 2010.
	<b>Singapour</b>	Jusqu'à 80 pour cent des ressources, du Programme de coopération de Singapour (SCP), d'un montant de 15 millions de \$EU par an, sont consacrés directement ou indirectement à l'aide pour le commerce. Le pays s'est engagé à maintenir à son niveau actuel le budget du SCP destiné à l'aide pour le commerce en 2009.
	<b>République tchèque</b>	Budgets de l'aide pour le commerce pour les trois prochaines années : 2 millions de couronnes tchèques en 2009, 3 millions en 2010 et 4 millions en 2011.
MULTILATÉRAUX	<b>ACICI</b>	Le budget estimatif de l'ACICI pour les programmes entrant dans la catégorie de l'aide pour le commerce s'élève à 1 976 700 \$EU en 2009.
	<b>BAfD</b>	La 11ème reconstitution (FAD-11) des ressources du Fonds africain de développement pour la période 2008-2010 prévoit un budget total de 8,9 milliards de \$EU, dont 17,5 pour cent sont affectés à l'infrastructure, au commerce régional et à l'intégration économique.
	<b>CE</b>	Sur le montant total de 22,7 milliards d'euros alloués aux pays ACP pour la période 2008-2013, un montant de 4 à 5 milliards d'euros ira à des activités entrant dans la catégorie de l'aide pour le commerce au niveau national; un montant de 1,78 milliard d'euros sera fourni pour soutenir les efforts d'intégration des pays ACP au niveau régional; et un montant d'environ 1,16 milliard d'euros est alloué aux programmes d'aide pour le commerce au niveau multirégional.
	<b>CEA-ONU</b>	La CEA-ONU soutient les activités relatives aux politiques et réglementations commerciales et à l'ajustement lié au commerce dans le cadre du projet du Centre africain de politique commerciale et de ses sous-programmes. Le financement total au titre de l'aide pour le commerce passera de 1,13 million de \$EU en 2008 à 2 millions de \$EU en 2009.
	<b>CESAP-ONU</b>	Le budget ordinaire 2008-2009 de la CESAP-ONU alloue au sous-programme sur le commerce et l'investissement un montant de 61 000 \$EU en 2008 et de 78 200 \$EU en 2009.
	<b>ONUDI</b>	Le budget d'exécution des projets en cours, y compris les décaissements futurs pour les projets bien avancés dans la filière, s'élève à 102 millions de \$EU pour la période 2009-2012.
	<b>PNUD</b>	Dans le cadre du plan stratégique actuel 2008-2011, le montant de l'aide accordée aux activités relatives aux politiques et réglementations commerciales par le biais des programmes mondiaux, régionaux et nationaux serait compris entre 8 et 10 millions de \$EU par an.

Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux donateurs.



Plusieurs pays (Australie, Danemark, République tchèque et Norvège) ont fourni des données prospectives sur les dépenses annuelles totales prévues au titre de l'aide pour le commerce pour la période 2009-2011, qui affichent toutes une tendance à la hausse. La Nouvelle-Zélande a elle aussi présenté des plans mais ceux-ci ne sont pas suffisamment détaillés pour donner une idée des dépenses futures au titre de l'aide pour le commerce. L'Irlande envisage d'élaborer un plan de dépenses dans le cadre de la révision de sa stratégie en matière d'aide pour le commerce en 2009. Les Pays-Bas ont fixé un objectif de dépense minimum de 500 millions d'euros par an pour les activités d'aide pour le commerce, ce qui correspond à la moyenne enregistrée pendant la période de référence 2002-2005. Les États-Unis ont affecté des crédits dans le cadre du Millennium Challenge Cooperation (MCC) – sur la base des budgets arrêtés avec les pays partenaires – pour financer intégralement un programme pluriannuel afin d'assurer la prévisibilité de l'aide. D'autres pays comptent maintenir leur financement à son niveau actuel dans les prochaines années (Autriche et Singapour, par exemple), ou sont en train de l'augmenter pour respecter leurs objectifs de dépense respectif (Canada, Finlande et Royaume-Uni, entre autres).

La CE a effectué récemment un exercice de programmation pluriannuelle sur la période 2008-2013 pour les pays ACP, dans lequel un montant de 22,7 milliards d'euros était affecté à l'exécution de diverses activités, y compris l'aide pour le commerce, aux niveaux national, régional et multirégional. Le Fonds africain de développement, qui est le guichet concessionnel du groupe de la BAFD a bénéficié d'une reconstitution beaucoup plus importante, d'un montant de 8,9 milliards de dollars EU, pour couvrir ses prêts pendant la période 2008-2011, avec de grandes priorités stratégiques telles que l'infrastructure, le commerce régional et l'intégration économique (dont la part est de 17,5 pour cent). Par ailleurs, le Fonds d'assistance technique aux pays à revenu intermédiaire de la BAFD a lui aussi bénéficié d'une augmentation de ses ressources. La BID a créé un fonds d'affectation spéciale multi-donateurs, le Fonds stratégique d'aide pour le commerce, pour soutenir l'exécution d'activités prioritaires relatives au commerce en Amérique latine et dans les Caraïbes. Cela permettra à la BID d'accroître le financement des activités d'aide pour le commerce au moyen de ressources affectées hors budget ordinaire (représentant actuellement 7 pour cent des dépenses totales).

## QUELLE EST LA RÉPARTITION DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ?

La répartition sectorielle de l'aide pour le commerce est restée relativement stable entre la période de référence et la période 2006-2007. L'infrastructure économique (transport et stockage, communications et énergie), qui représente indirectement l'infrastructure liée au commerce, se taille la part du lion, avec environ 54 pour cent de total de l'aide pour le commerce. Le renforcement de la capacité de production (services bancaires et financiers, services aux entreprises et autres services, agriculture, sylviculture, industrie, ressources minérales et industries extractives, et tourisme) est le deuxième grand bénéficiaire, avec une part moyenne de 43 pour cent entre 2002 et 2007. De surcroît, plus du tiers des programmes de renforcement de la capacité de production avait pour objectif principal ou secondaire le développement du commerce. Les programmes d'assistance technique liée au commerce ne représentaient que 3 pour cent du total des apports d'aide pour le commerce en 2007. On trouvera dans la suite de cette section une analyse plus détaillée des différentes catégories d'aide pour le commerce et de leur contribution au renforcement de la capacité commerciale.

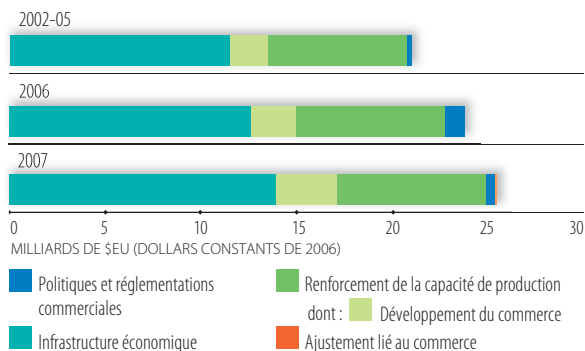
### Augmentations analogues du soutien destiné à l'infrastructure ...

En 2007, le soutien destiné à l'*infrastructure économique* a augmenté de 2,4 milliards de dollars EU (21 pour cent) en termes réels par rapport à la période de référence. Les deux principales sous-catégories (transport et stockage, et énergie), qui ont reçu, respectivement, 53 pour cent et 44 pour cent de l'aide destinée à cette catégorie, ont enregistré des taux de croissance de plus de 20 pour cent. En revanche, le financement concessionnel destiné aux communications (3 pour cent du soutien total dans cette catégorie) a diminué de 8 pour cent. Cela tient probablement au fait que les entreprises du secteur des télécommunications peuvent obtenir assez facilement des prêts commerciaux pour financer leurs activités et leur développement.

La part prédominante de l'infrastructure économique dans le total de l'aide pour le commerce n'a rien de surprenant. En effet, dans les pays à faible revenu par exemple, un certain nombre de contraintes freinent l'apparition d'un secteur industriel et commercial compétitif et dynamique. L'amélioration de la qualité des services d'infrastructure – électricité, mais aussi transports – est la nécessité la plus évidente et la plus immédiate.

Une infrastructure fiable et efficace est indispensable pour stimuler la croissance économique; elle réduit les coûts de production et de transaction, favorise l'investissement privé et accroît la productivité agricole et industrielle. Qui plus est, elle peut aider à créer des marchés plus vastes et mieux connectés, et à supprimer les goulets d'étranglement qui empêchent l'accumulation d'actifs. En bref, une bonne infrastructure réduit le coût des transactions.

Graphique 3.5 Répartition sectorielle de l'aide pour le commerce total



Les nombreux avantages d'une infrastructure de qualité ont été mis en lumière, entre autres, par la Commission sur la croissance et le développement (2008), qui a noté que les dépenses publiques consacrées à l'infrastructure – routes, ports, aéroports, et électricité – sont cruciales pour la transformation structurelle et la diversification des exportations. Le rapport du CAD sur les infrastructures et la croissance pro-pauvres montre combien l'infrastructure est importante non seulement pour le rythme mais aussi pour les modalités de la croissance économique – qui influent sur le rôle de la croissance dans la réduction de la pauvreté.<sup>7</sup> De surcroît, dans les pays à faible revenu, les entreprises doivent supporter les coûts indirects et les pertes – souvent liés aux insuffisances de l'infrastructure – qui font que leur rentabilité globale est inférieure à ce que l'on pourrait attendre au vu de leur productivité intrinsèque. Malgré leur faible productivité et leur manque de compétences souvent citées, les coûts de main d'œuvre unitaires ne sont pas la principale contrainte. En fait, de nombreuses entreprises sont très productives, et le problème est bien souvent de réduire les coûts indirects pour accroître la valeur ajoutée de la production de manière à générer des profits qui permettent d'investir et d'augmenter les salaires.

### ... au renforcement de la capacité de production ...

En 2007, l'aide destinée au *renforcement de la capacité de production*, y compris les programmes ciblés de *développement du commerce*, a augmenté de 21 pour cent en termes réels par rapport à la période de référence. L'agriculture, qui reste le principal secteur économique dans la plupart des pays en développement, a obtenu la majeure partie de l'aide (21 pour cent), alors que le secteur bancaire en a reçu 8 pour cent et le secteur des entreprises en général 7 pour cent. Ces trois secteurs étaient aussi les plus dynamiques et ils ont enregistré une croissance moyenne de 32 pour cent, 33 pour cent et 11 pour cent, respectivement, en termes réels. Par contre, le soutien au secteur minier a chuté de 66 pour cent, ce qui tient probablement à ce qu'il avait plus facilement accès aux capitaux privés du fait des prix alors relativement élevés sur les marchés mondiaux de matières premières.

Il est tout à fait justifié de mettre l'accent sur le renforcement de la capacité de production pour développer le commerce, notamment dans les pays qui ont répondu à leurs besoins les plus pressants en matière d'infrastructure. La communauté du développement a tout intérêt à promouvoir un environnement économique qui stimule la productivité et qui permette au secteur privé de prospérer et de jouer son rôle en tant que principal moteur de la croissance. Ces programmes incitent les entrepreneurs à réagir aux signaux de prix et aux forces du marché, tout en atténuant les risques.

### ... avec une forte progression pour les programmes de développement du commerce ...

En 2007, un marqueur du *développement du commerce* a été introduit dans le SNPC pour assurer la transparence, notamment en ce qui concerne l'indicateur OMD relatif au renforcement de la capacité commerciale (dont fait partie le développement du commerce). Ce marqueur identifie une activité comme contribuant au développement du commerce si elle vise à accroître la capacité du pays bénéficiaire : i) de formuler et appliquer une stratégie de développement du commerce et de créer un environnement favorable à l'accroissement du volume et de la valeur ajoutée des exportations, à la diversification des produits et des marchés d'exportation et à l'augmentation de l'investissement étranger pour favoriser l'emploi et le commerce; ou ii) de stimuler le commerce des entreprises nationales et d'encourager l'investissement dans les secteurs à vocation commerciale. Pour chaque programme destiné au renforcement de la capacité de production, il est demandé aux donateurs d'indiquer si le développement du commerce est l'objectif « principal » ou un objectif « significatif ».

En 2007, le marqueur du développement du commerce a été utilisé par 13 pays donateurs du CAD (Autriche, Belgique, Danemark, CE, Espagne, Etats-Unis, Grèce, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Suède et Suisse). Leur contribution conjuguée au renforcement de la capacité de production s'est élevée à 5,9 milliards de dollars EU, sur un total de 11,1 milliards de dollars EU. Ensemble, ces pays ont alloué 1,8 milliard de dollars EU aux programmes dont l'objectif principal était le développement du commerce et 1,4 milliard de dollars EU aux programmes dont c'était un objectif significatif. Ainsi, au total, plus de 60 pour cent de leurs programmes de renforcement de la capacité de production avaient comme axe principal ou secondaire le développement du commerce.

Le montant total déclaré de l'aide au *développement du commerce* (3,2 milliards de dollars EU) dénote une augmentation de plus de 60 pour cent en termes réels par rapport à la moyenne de la période de référence 2002-2005, extraite de l'ancienne base de données conjointe OCDE/OMC du Programme de Doha pour le développement sur le renforcement des capacités commerciales. Par ailleurs, comme les donateurs n'ont pas tous notifié au SNPC leurs programmes de développement du commerce, on peut supposer sans risque d'erreur que le montant effectif est encore plus élevé. Cela témoigne de la tendance des donateurs à concentrer leur attention sur les programmes de renforcement de la capacité de production qui renforcent aussi les liens internationaux pour permettre aux pays partenaires de profiter de l'accès à des marchés plus vastes et aux nouvelles technologies.

### ... une diminution du soutien technique dans le domaine de la politique commerciale ...

Le soutien dans le domaine de la *politique et de la réglementation commerciales* aide les pays à faible revenu à élaborer des stratégies commerciales, à négocier des accords commerciaux et à les mettre en œuvre. En général, les programmes d'assistance technique visant à renforcer les capacités institutionnelles et humaines liées au commerce sont relativement peu onéreux par rapport aux projets à forte intensité de capital, comme ceux qui sont axés sur le développement de l'infrastructure. Leur part dans l'aide pour le commerce totale n'est donc que de 3 pour cent. L'augmentation de près de 60 pour cent enregistrée en 2006 avait un caractère exceptionnel et était vraisemblablement due à l'inclusion du mandat relatif à l'aide pour le commerce dans la Déclaration de la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Hong Kong en 2005. Le volume de ce type d'aide a ensuite diminué pour retomber, en 2007, au niveau de la période de référence, soit 685 millions de dollars EU.

### ... et une augmentation probable à moyen terme de l'aide destinée à l'ajustement lié au commerce

L'*ajustement lié au commerce* a été introduit dans le SNPC en 2007 en tant que catégorie distincte pour permettre la notification des contributions versées au budget des pays bénéficiaires pour les aider à effectuer des réformes et des ajustements dans le domaine du commerce, et à gérer les déficits de leur balance des paiements dus à la modification de l'environnement commercial mondial. Dans les notifications de 2008 portant sur les apports de 2007, seuls le Canada et les CE ont fait état de leurs programmes d'aide à l'ajustement structurel lié au commerce, dont le montant était respectivement de 0,3 million de dollars EU et de 17,4 millions de dollars EU. Ce faible taux de notification est dû pour l'essentiel à ce que cette nouvelle catégorie n'a été introduite que récemment. À supposer qu'il s'améliore, et compte tenu de la crise économique actuelle, on s'attend à ce que le soutien à l'ajustement lié au commerce augmente sensiblement à moyen terme.

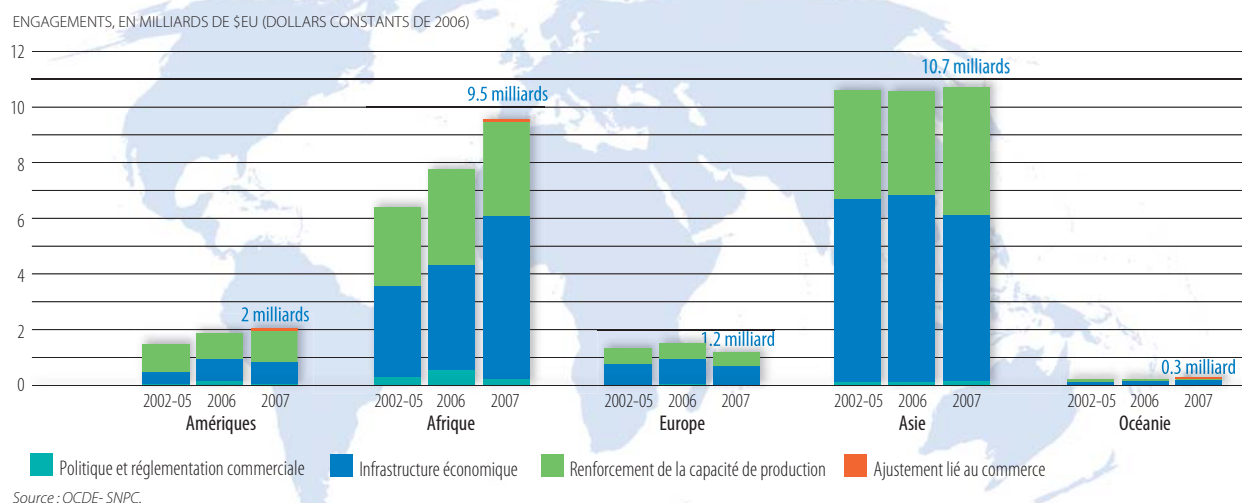
### QUI SONT LES PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES ?

L'Asie est la principale bénéficiaire de l'aide pour le commerce, avec l'Inde, le Viet Nam, l'Afghanistan et l'Iraq. Elle est suivie de près par l'Afrique, où l'augmentation de l'aide est destinée principalement à des projets d'infrastructure en Afrique subsaharienne. Les programmes régionaux et multinationaux en Afrique bénéficient aussi d'un financement beaucoup plus important. En termes de groupes de revenu, l'augmentation du financement a été destinée pour l'essentiel à l'amélioration de l'infrastructure dans les pays à faible revenu et au renforcement de la capacité de production dans les pays à revenu intermédiaire. Avec cet apport important de nouveaux crédits, il est essentiel que l'aide soit fournie de manière efficiente. Si tel n'était pas le cas, cela pourrait avoir pour effet pervers de nuire à la productivité et à la compétitivité internationale – ce qui irait à l'encontre des objectifs mêmes de l'aide pour le commerce. La suite de cette section examine plus en détail la répartition de l'aide pour le commerce par région, par habitant, par groupe de revenu et par pays.

### L'Asie a reçu la majeure partie de l'aide ...

L'Asie et l'Afrique, qui comptent le plus grand nombre de pauvres (personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour), ont reçu la majeure partie de l'aide pour le commerce. En 2007, l'Asie a obtenu 10,7 milliards de dollars EU, et l'Afrique 9,5 milliards de dollars EU. Les apports d'aide aux autres régions ont été beaucoup plus faibles : 2 milliards de dollars EU pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 1,6 milliard de dollars EU pour l'Océanie et 1,2 milliard de dollars EU pour l'Europe. Si le volume de l'aide

Graphique 3.6 Répartition régionale de l'aide pour le commerce



pour le commerce allant à l'Asie est resté relativement stable, sa part du total a diminué, passant de 50 pour cent pendant la période de référence à 42 pour cent en 2007. Par contre, la part de l'Afrique a augmenté, passant de 30 pour cent à 38 pour cent pendant la même période. Celle des autres régions est restée relativement stable (graphique 3.6).

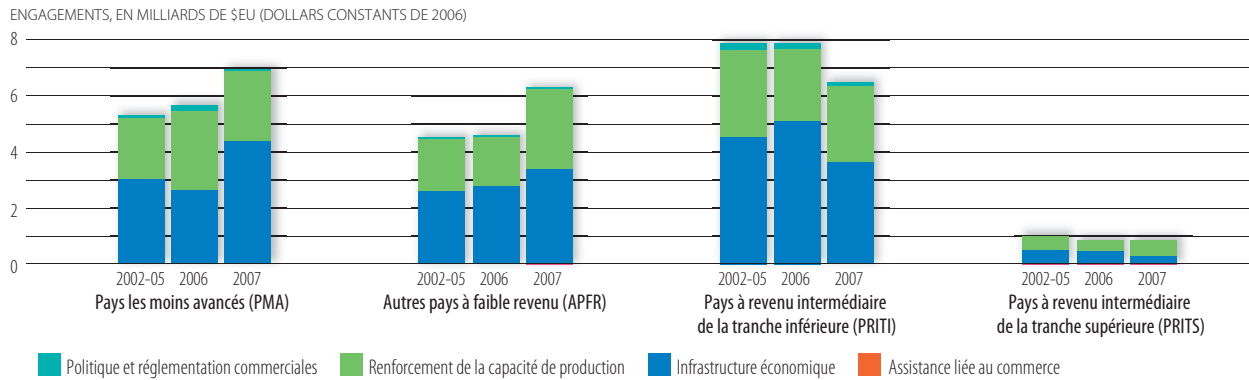
En Asie, la part de l'aide pour le commerce allant à l'Asie du Sud et à l'Asie centrale a encore augmenté en 2007. L'aide pour le commerce destinée à cette sous-région est passée de 4,2 milliards de dollars EU à 5,7 milliards de dollars EU (soit une augmentation de 35 pour cent), ce qui représente bien plus de la moitié du total de l'Asie. Les apports à l'Asie extrême-orientale et au Moyen-Orient sont tombés à 3,4 milliards de dollars EU (moins 17 pour cent) et à 1,5 milliard de dollars EU (moins 32 pour cent), respectivement. La part prépondérante de l'Asie du Sud et de l'Asie centrale tient à deux facteurs : i) deux des trois principaux bénéficiaires (Inde et Afghanistan) se trouvent dans la sous-région; et ii) bon nombre des pays de la sous-région sont des pays à faible revenu.

La répartition à l'intérieur de la région Asie suit la tendance globale à l'accroissement des flux d'aide pour le commerce vers les pays à faible revenu. Cette tendance apparaît aussi dans la répartition sectorielle. Le soutien destiné à l'infrastructure économique a augmenté pour l'Asie du Sud et l'Asie centrale (de 0,5 milliard de dollars EU) mais il a diminué pour l'Asie extrême-orientale (de 0,7 milliard de dollars EU) et pour le Moyen-Orient (de 0,3 milliard de dollars EU). Cette évolution reflète les niveaux de revenu relatifs et les obstacles au commerce qui leur sont associés dans les trois grandes sous-régions, une plus grande partie de l'aide pour le commerce allant à l'infrastructure dans les pays à faible revenu, et au renforcement de capacité de production dans les pays en développement plus prospères (voir aussi la section 3.3).

### ... mais ce sont les apports d'aide à l'Afrique qui ont augmenté le plus rapidement ...

En 2007, l'augmentation totale de l'aide pour le commerce a profité essentiellement à l'Afrique subsaharienne (plus 2,9 milliards de dollars EU). Cela s'est traduit par une augmentation de 59 pour cent de l'aide pour le commerce pour cette sous-région et de 49 pour cent pour l'ensemble du continent africain par rapport à la période de référence. Cette croissance spectaculaire semble être le résultat de l'engagement pris par le G-8 au sommet de Gleneagles en 2005 de doubler l'aide à l'Afrique d'ici à 2010. La majeure partie des crédits additionnels (2,6 milliards de dollars EU) a été consacrée aux besoins d'infrastructure de l'Afrique, qui sont considérés comme l'une des deux principales causes des piètres résultats du continent en matière de développement (l'autre étant la gouvernance). Il a été constaté, par exemple, que les pays en développement sans littoral, où vit plus du quart de la population africaine, sont fortement désavantagés par rapport aux pays côtiers comparables car les coûts de transport y sont plus élevés de 50 pour cent et le volume des échanges y est inférieur de 50 pour cent. C'est pourquoi l'Afrique a besoin d'importants investissements dans l'infrastructure pour pouvoir faire face aux priorités régionales, nationales, urbaines et rurales dans ce domaine – allant des routes rurales et des centrales électriques aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et aux autres infrastructures économiques – pour favoriser l'intégration et pour permettre aux pays de se faire une place sur les marchés mondiaux.

Graphique 3.7 Aide pour le commerce par groupe de revenu et catégorie



## NOTES:

Pays les moins avancés

Autres pays à faible revenu (RNB par habitant &lt; 825 \$EU en 2004)

Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (826 \$EU &lt; RNB par habitant &lt; 3 255 \$EU en 2004)

Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (3 256 \$EU &lt; RNB par habitant &lt; 10 065 \$EU en 2004)

Source : OCDE-SNPC.

### ... et les autres régions ont également reçu plus d'aide, à l'exception de l'Europe.

L'aide pour le commerce destinée à l'Amérique latine et aux Caraïbes a aussi considérablement augmenté (de 35 pour cent) entre la période de référence et 2007, mais à partir d'un niveau modeste de 1,5 milliard de dollars EU. Près des deux tiers de cette augmentation ont résulté de l'accroissement des dépenses d'infrastructure. En 2007, l'aide pour le commerce destinée à l'Océanie a aussi sensiblement augmenté (de 31 pour cent), pour atteindre 274,3 millions de dollars EU. Les volumes à destination de l'Europe orientale ont légèrement fléchi, passant de 1,3 milliard de dollars EU en 2002-2005 à 1,2 milliard de dollars EU en 2007, signe de la réduction des transferts aux anciennes économies en transition qui ont adhéré à l'UE.

### Les apports aux pays à faible revenu sont centrés sur l'infrastructure ...

L'aide pour le commerce va essentiellement aux pays à faible revenu (49 PMA et 18 APFR), dont la part est passée de 47 pour cent pendant la période de référence à 54 pour cent en 2007. Cette aide sert de plus en plus à améliorer la qualité de l'infrastructure. En 2007, les pays à faible revenu ont dépensé à cette fin 8 milliards de dollars, soit près de 60 pour cent du total de l'aide pour le commerce dont ils bénéficient, ce qui représente une augmentation de 2,5 milliards de dollars EU par rapport à la période de référence. En fait, plus de 70 pour cent des 3,3 milliards de dollars EU supplémentaires accordés à ces pays ont été utilisés pour surmonter leurs contraintes en matière d'infrastructure (graphique 3.7).

### ... alors que les pays à revenu intermédiaire mettent l'accent sur le secteur privé.

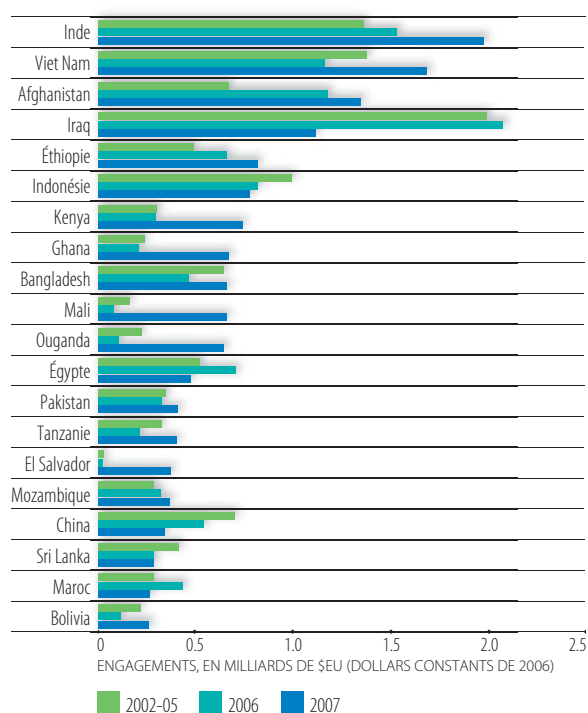
L'aide pour le commerce destiné aux pays en développement à revenu intermédiaire (50 PRITI et 36 PRITS) a encore diminué en 2007. En particulier, les apports d'aide aux PRITI ont fortement reculé, passant de 8 milliards de dollars EU en 2006 à 6,5 milliards de dollars EU en 2007, alors que les apports aux PRITS sont restés relativement stables, à environ 800 millions de dollars EU. Du point de vue de la répartition entre les différentes catégories d'aide pour le commerce, les pays en développement relativement plus riches consacrent une plus grande partie de cette aide au renforcement de la capacité de production et à l'assistance technique liée au commerce.

### La répartition par pays reste stable.

En 2007, 20 pays ont bénéficié de 55 pour cent du total de l'aide pour le commerce. La plupart de ces pays sont des PMA (7) ou des APFR (5). La liste des principaux bénéficiaires a changé en 2007 et comprend désormais neuf pays asiatiques et neuf pays africains (les deux autres étant des pays d'Amérique latine). Les nouveaux bénéficiaires sont la Bolivie, El Salvador, le Ghana, le Mali et l'Ouganda. Les vingt principaux bénéficiaires sont presque tous des pays en développement densément peuplés, ce qui explique dans une large mesure le volume élevé de l'aide pour le commerce qui leur a été accordée.



**Graphique 3.8 Les 20 principaux bénéficiaires de l'aide pour le commerce**



Source : OCDE-SNPC.

Trois des quatre pays qui étaient les principaux bénéficiaires pendant la période de référence le sont restés en 2007, mais dans un ordre différent. L'Inde a reçu près de 2 milliards de dollars EU, ce qui représente une augmentation de 45 pour cent, et est devenue ainsi le principal bénéficiaire, devant le Viet Nam (1,6 milliard de dollars EU) et l'Iraq (1,1 milliard de dollars EU), qui était le premier bénéficiaire en 2002-2005. L'aide pour le commerce accordée à l'Afghanistan a plus que doublé, pour atteindre 1,3 milliard de dollars EU. Ensemble, l'Inde, le Viet Nam, l'Afghanistan et l'Iraq ont reçu 20 pour cent du total de l'aide pour le commerce en 2007. Ces quatre principaux bénéficiaires ont reçu près de la moitié du total de l'aide accordée à l'Asie, ce qui explique en partie le volume global élevé attribué à cette région.

L'examen des flux d'aide pour le commerce pays par pays montre clairement que, dans certains cas, cette aide répond à des objectifs autres que le renforcement des capacités commerciales. L'étude de 2007 notait déjà que le volume important de l'aide accordée à l'Afghanistan et à l'Iraq était plus lié aux efforts de reconstruction (notamment dans le domaine de l'infrastructure) qu'à l'amélioration des capacités commerciales. Il est très

probable que ces objectifs expliquent aussi l'augmentation sensible des flux d'aide pour le commerce vers El Salvador et le Liban, alors que leur recul notable pour Sri Lanka devrait être évalué par rapport au soutien massif apporté à ce pays après le tsunami de 2004. La réduction de moitié du volume de l'aide pour le commerce destinée à la Chine, qui était l'un des quatre principaux bénéficiaires pendant la période de référence, s'explique sans doute par les excellents résultats à l'exportation du pays, qui avait moins besoin d'aide pour renforcer les capacités commerciales.

### Les programmes mondiaux, régionaux et multinationaux sont en progression ...

Les programmes mondiaux, régionaux et multinationaux (y compris les programmes qui ne sont pas destinés à des pays particuliers) jouent un rôle de plus en plus important dans l'aide pour le commerce, et ont plus que doublé en volume, passant d'une moyenne de 2,1 milliards de dollars EU pendant la période 2002-2005 à 4,3 milliards de dollars EU en 2007. De ce fait, leur part dans l'aide pour le commerce totale est passée de 10 pour cent à 16 pour cent. Ces programmes ont enregistré une progression dans les trois grandes catégories d'aide pour le commerce entre la période de référence et 2007 : plus du triple pour l'infrastructure économique (de 3 pour cent à 10 pour cent); près du double pour la politique et la réglementation commerciales et plus du tiers pour le renforcement de la capacité de production.

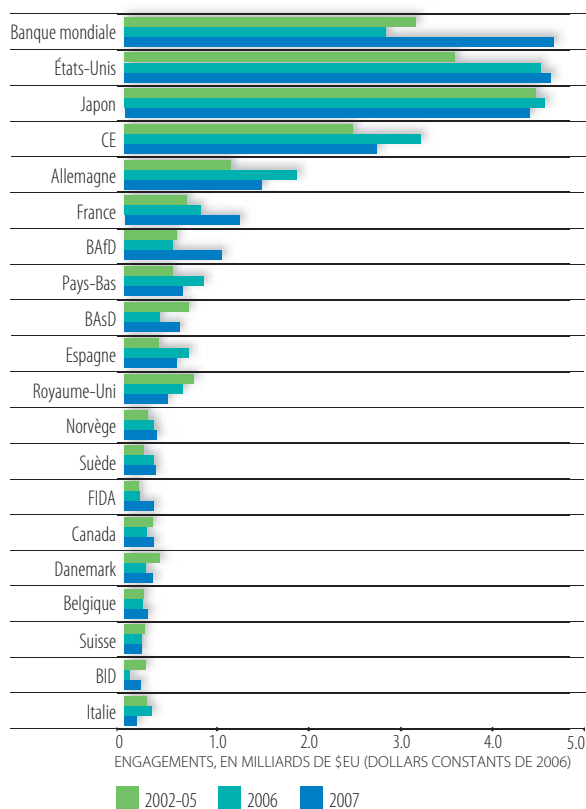
### ... surtout en Afrique

Premier bénéficiaire de cette augmentation, l'Afrique a vu le montant des programmes régionaux et multinationaux passer de 0,7 milliard de dollars EU à 1,8 milliard de dollars EU, de sorte que la part de ces programmes dans la région a doublé, pour atteindre 20 pour cent. L'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que l'Europe ont également enregistré de fortes augmentations dans leurs programmes régionaux et multinationaux mais à partir d'un niveau beaucoup plus bas. En 2007, ces programmes représentaient, respectivement, 19,4 pour cent et 14 pour cent du total de l'aide pour le commerce destinée à ces régions. En Océanie, leur part est passée de 11,5 pour cent à 7,6 pour cent, et elle est restée relativement stable en Asie, mais à un niveau bien inférieur (0,2 milliard de dollars EU).

## QUI SONT LES PRINCIPAUX FOURNISSEURS ?

Quatre donateurs, qui sont aussi les plus gros fournisseurs d'APD (Banque mondiale, États-Unis, Japon et Commission européenne), sont restés en tête des apports d'aide pour le commerce en 2007. Les autres donateurs bilatéraux importants sont l'Allemagne (5,9 pour cent), la France (4,9 pour cent), les Pays-Bas (2,5 pour cent) et l'Espagne (2,2 pour cent). Parmi les dix principaux donateurs, il y a aussi la Bafd et la Banque asiatique de développement (BASD). Ensemble, les dix principaux donateurs financent actuellement 87 pour cent de l'aide pour le commerce au niveau mondial. Le Royaume-Uni, qui est le onzième, a vu son aide pour le commerce bilatérale diminuer de 37 pour cent, mais il a fait remarquer que son programme d'aide pour le commerce consiste en grande partie en un soutien budgétaire général, qui n'apparaît pas en tant que soutien lié au commerce dans le SNPC (graphique 3.9).<sup>8</sup>

Graphique 3.9 Les 20 premiers fournisseurs d'aide pour le commerce



Source : OCDE-SNPC.

En 2007, la Banque mondiale a augmenté son aide pour le commerce de plus de 50 pour cent, devenant ainsi le premier donateur, avec un montant de 4,7 milliards de dollars EU. Cette augmentation notable des ressources augure bien de la participation accrue de la Banque à l'initiative, annoncée par son président lors du premier examen global de l'aide pour

le commerce en 2007.<sup>9</sup> Il en va de même des États-Unis (plus 1 milliard de dollars EU), qui ont supplanté le Japon en tant que premier donateur bilatéral. L'aide pour le commerce fournie par le Japon, qui se chiffre maintenant à 4,4 milliards de dollars EU, a légèrement fléchi, parallèlement au recul de son APD totale (16 pour cent du total de l'aide pour le commerce). La Commission européenne (CE), qui est le quatrième donateur, a augmenté de 11 pour cent son aide pour le commerce, qui s'élève aujourd'hui à 2,7 milliards de dollars EU. L'Union européenne, c'est-à-dire la CE et les États membres de l'UE pris collectivement, a fourni 8,5 milliards de dollars EU, soit plus du tiers du total de l'aide pour le commerce en 2007.

Les banques régionales de développement (Bafd, BASD et BID) affectent toutes une grande partie de leurs programmes de prêts à des secteurs qui sont étroitement liés aux catégories d'aide pour le commerce, en particulier l'infrastructure économique. Dans leurs régions respectives, elles figurent parmi les principaux fournisseurs d'aide pour le commerce et elles comptent ensemble parmi les 20 principaux donateurs.

D'après les données du SNPC, quatre donateurs bilatéraux ont réduit leurs apports d'aide pour le commerce (Australie, Danemark, Italie et Suisse). Dans le cas du Danemark et de l'Italie, cela s'explique par la diminution globale de leur APD. L'Australie et la Suisse, quant à elles, ont de plus en plus recours à des organismes multilatéraux pour mettre en œuvre leur stratégie d'aide pour le commerce.

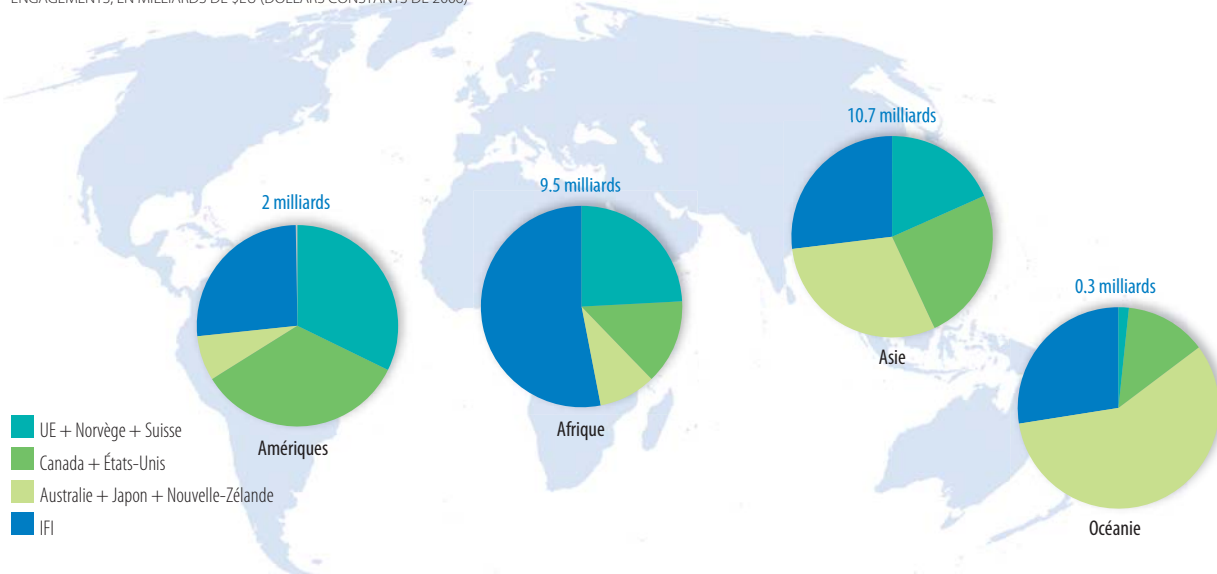
### Les donateurs se concentrent sur des priorités différentes ...

Globalement, il y a plusieurs différences notables entre les fournisseurs bilatéraux et les fournisseurs multilatéraux d'aide pour le commerce. Ces différences tiennent à la taille et aux mandats des divers organismes multilatéraux et bilatéraux, et à leurs principales modalités de financement (prêts ou dons). La différence d'orientation géographique est fonction de la relation d'aide existante, qui repose souvent sur d'anciens liens coloniaux.

- Les donateurs bilatéraux ont fourni 15,8 milliards de dollars EU d'aide pour le commerce en 2007, ce qui représente bien plus de 60 pour cent du total des apports d'aide pour le commerce pendant l'année. Les donateurs multilatéraux ont eu tendance à allouer à l'aide pour le commerce une part de leur APD ventilable par secteur beaucoup plus élevée (43 pour cent) que les donateurs bilatéraux (28 pour cent).

Graphique 3.10 Répartition régionale de l'aide pour le commerce (2007)

ENGAGEMENTS, EN MILLIARDS DE SEU (DOLLARS CONSTANTS DE 2006)



Source : OCDE-SNPC.

- ▶ De surcroît, si, entre 2002-2005 et 2007, la part de l'aide pour le commerce des donateurs bilatéraux dans l'APD ventilable par secteur est passée de 31 à 28 pour cent, celle des donateurs multilatéraux a augmenté, de 42 à 43 pour cent. L'aide multilatérale pour le commerce a augmenté plus de deux fois plus vite (31 pour cent) que l'aide bilatérale (15 pour cent). Cela tient à ce qu'un certain nombre de donateurs (Finlande, Irlande, Norvège, Royaume-Uni) ont de plus en plus recours aux circuits multilatéraux ou au soutien budgétaire général pour l'exécution de leurs programmes liés au commerce.
- ▶ Les organismes multilatéraux concentrent leurs efforts sur les pays à faible revenu, tandis que les organismes bilatéraux s'intéressent plus aux pays à revenu intermédiaire. Les premiers ont alloué plus de 60 pour cent de leur aide pour le commerce aux pays en développement les plus pauvres, tandis que les seconds ont accordé moins de la moitié de leur aide aux pays à faible revenu.
- ▶ Enfin, les organismes multilatéraux concentrent leur aide pour le commerce sur les projets d'infrastructure, plus que les organismes bilatéraux. En 2007, les IFI ont alloué à ces projets plus de 60 pour cent de leur aide alors que les organismes bilatéraux leur ont alloué autant (48 pour cent) aux activités de renforcement de la capacité de production.

### ... et des régions différentes.

Il n'est pas étonnant de voir que l'Asie et l'Afrique sont les deux principales destinations de l'aide pour le commerce provenant de la plupart des donateurs (graphique 3.10). En 2007, l'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande pris ensemble ont alloué près des trois quarts de leur aide à l'Asie. Le Canada et les États-Unis allouent à cette région plus de la moitié de leur aide pour le commerce, et l'Europe (Commission européenne, États membres de l'UE, Norvège et Suisse) lui alloue un quart de son aide totale. Les organismes multilatéraux accordent à l'Asie un tiers de leur aide pour le commerce. Près de 40 pour cent de l'aide pour le commerce de l'Europe est destinée à l'Afrique, qui reçoit un quart de l'aide fournie par le Canada et les États-Unis et un cinquième de celle fournie par l'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande. Les IFI, quant à elles, ont alloué à l'Afrique plus de la moitié de leur aide pour le commerce. Par ailleurs, les donateurs européens accordent les deux tiers de leur aide pour le commerce à des pays européens. L'Australie, le Japon et, en particulier, la Nouvelle-Zélande, sont les principaux donateurs en Océanie. En Amérique latine et aux Caraïbes, la moitié du soutien vient de l'Europe, un tiers du Canada et des États-Unis, et moins de 10 pour cent des autres donateurs.



## CONCLUSIONS

Depuis la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Hong Kong en 2005, l'Initiative Aide pour le commerce a réussi à susciter des engagements en faveur de l'octroi d'un soutien concessionnel additionnel pour les catégories d'activités qui sont très étroitement liées à l'objectif de renforcement des capacités commerciales dans les pays en développement. À l'exception du soutien technique destiné au renforcement des capacités institutionnelles et humaines, les engagements en matière d'APD pour toutes les autres catégories ont augmenté pour la plupart des régions et, en particulier, pour les pays à faible revenu. Le financement des programmes mondiaux, régionaux et multinationaux liés au commerce – considéré comme l'un des principaux défis lors du premier examen global de l'aide pour le commerce – a également augmenté en 2006 et 2007. Cela montre que les donateurs respectent les engagements qu'ils ont pris en matière d'aide pour le commerce qu'ils avaient faites à la Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong et les plans de dépenses indicatifs affichent une croissance soutenue. Enfin, d'après les calculs, les taux de décaissement ont atteint 92 pour cent en 2006 et 88 pour cent en 2007.

Pour maintenir la dynamique qui sous-tend l'Initiative et pour assurer une croissance réelle soutenue du volume de l'aide pour le commerce, il faut que les pays partenaires continuent de demander un soutien pour le commerce, et aussi que les programmes aient clairement un effet positif sur les résultats commerciaux et sur la réduction de la pauvreté (voir le chapitre 6). Ces défis sont encore plus pressants dans le contexte de la crise économique mondiale car la demande d'aide s'accroît alors que les budgets de l'aide vont être soumis à une pression croissante à moyen terme. ■

## NOTES

1. La mesure des apports d'aide pour le commerce est basée exclusivement sur l'APD. Le suivi ne tient donc pas compte du financement non concessionnel (par exemple les autres apports du secteur public).
2. Pour plus de précisions, voir la section de l'Annexe consacrée à la méthodologie.
3. Contrairement au SNPC, qui prend en compte tous les projets d'infrastructure économique. Base de données de l'USAID sur le renforcement des capacités commerciales : <http://quesdb.usaid.gov/tcb/index.html>. Base de données sur les projets et opérations de la Banque mondiale : <http://go.worldbank.org/0FRO32VEI0>.
4. L'aide ventilable par secteur est l'aide qui est destinée à des secteurs économiques ou sociaux particuliers, par opposition à l'aide allouée à l'allègement de la dette, aux opérations d'urgence, aux dépenses administratives et aux réfugiés.
5. Gamberoni et Newfarmer (2008) *Aid for Trade: Matching Potential Demand with Supply*, Banque mondiale, Washington, D.C.
6. Les IFI ne déclarent pas leurs décaissements au SNPC.
7. « Vers une croissance pro-pauvres : Les infrastructures » (<http://www.oecd.org/dataoecd/62/8/38842203.pdf>).
8. Dans un rapport d'auto-évaluation, joint à leur réponse au questionnaire figurant sur le CD-ROM, le Royaume-Uni fournit une analyse très détaillée de ses activités d'aide pour le commerce au niveau multilatéral, notamment des renseignements sur le soutien budgétaire général qui peut être attribué à titre indicatif à l'aide pour le commerce.
9. La Banque mondiale a récemment effectué sa propre analyse de ses apports d'aide pour le commerce. Il en ressort une bonne concordance globale avec les agrégats du SNPC pour les années les plus récentes, mais une divergence notable pour la période 2002-2004. La Banque collabore avec l'OCDE pour mettre au point une méthodologie solide pour la communication de ses données au SNPC.

## CHAPITRE 4

# STRATÉGIES, POLITIQUES ET PRATIQUES DES **DONATEURS**

### RESUMÉ

Le premier Examen global de l'Aide pour le commerce a montré que la plupart des donateurs avaient adopté une stratégie dans ce domaine – ou étaient en train de le faire – et que leur programme de travail ordinaire faisait, à bien des égards, une plus large place aux questions commerciales. Ce deuxième rapport de suivi OCDE/OMC révèle l'existence d'une dynamique qui contribue au maintien de l'Initiative Aide pour le commerce au premier plan des stratégies de développement des donateurs. Ces derniers ont été plus nombreux à participer au deuxième exercice de suivi, et leurs réponses montrent clairement que l'aide pour le commerce prend de plus en plus d'importance dans leurs programmes est qu'elle sera sans doute maintenue, voire élargie, à moyen terme.

La plupart des donateurs ont aujourd'hui des stratégies opérationnelles axées spécialement sur l'aide pour le commerce, ou ont fait du commerce un élément central de leur politique ou de leur stratégie de développement. Certains donateurs, qui ont adopté une stratégie avant la Conférence ministérielle de l'OMC de décembre 2005, ont formulé ensuite – dans des déclarations ou des discours de politique générale – de nouvelles orientations stratégiques qui tiennent compte de l'évolution du contexte de l'Initiative Aide pour le commerce. Conformément à leur objectif général de réduction de la pauvreté, les donateurs orientent leur soutien aux activités liées au commerce dans un sens favorable aux pauvres de manière à accélérer la réalisation des OMD.

L'importance grandissante du commerce dans les stratégies des donateurs est illustrée aussi par l'augmentation du volume de l'aide pour le commerce. En dépit de la récession mondiale, de nombreux donateurs ont indiqué qu'ils entendaient accroître encore leur assistance au cours des prochaines années. La plupart des donateurs du CAD sont sur le point de tenir, ou ont d'ores et déjà tenu, les engagements qu'ils ont pris en 2005 en matière d'aide pour le commerce (voir le chapitre 3). Les donateurs, en particulier les donateurs européens et les petits donateurs émergents, utilisent de plus en plus les canaux multilatéraux pour acheminer l'aide pour le commerce. Nombreux sont ceux qui utilisent le CIR pour fournir une aide pour le commerce aux PMA – à titre de contribution financière à son fonds d'affectation spéciale multidonateurs.

Le commerce est de plus en plus intégré dans les programmes d'aide, et il occupe aujourd'hui une place plus importante dans le dialogue avec les pays partenaires. Les donateurs renforcent leur capacité de répondre à la demande croissante d'aide pour le commerce en affectant à l'aide davantage de ressources, en renforçant leurs compétences internes et en sensibilisant les décideurs et les praticiens au siège et sur le terrain. De plus, ils s'alignent sur les procédures et systèmes des pays partenaires et ils prennent des initiatives conjointes et soutiennent des actions de coopération Sud-Sud ou triangulaire.

Les auto-évaluations révèlent que les donateurs suivent et évaluent systématiquement, du point de vue quantitatif et qualitatif, les projets et programmes liés au commerce, conformément à des directives génériques. Nombre d'entre eux prennent des mesures pour faire en sorte que leurs cadres d'évaluation respectifs soient davantage axés sur les résultats. L'équipe spéciale de l'OMC chargée de l'Aide pour le commerce ayant souligné la «nécessité [d'obtenir des] résultats concrets et visibles sur le terrain», la plupart des donateurs suivent l'impact potentiel de leurs activités sur les performances commerciales. Et la plupart procèdent au suivi et à l'évaluation dans un cadre participatif, parfois par le biais d'initiatives conjointes avec les gouvernements des pays partenaires.

Les observations qui précèdent montrent que l'Initiative Aide pour le commerce a permis, à ce jour, de galvaniser le soutien politique et de mobiliser des ressources financières accrues auprès des donateurs. La fourniture de l'aide pour le commerce s'est elle aussi améliorée. Surtout, malgré la crise financière et économique actuelle, les donateurs ont réaffirmé leur volonté de poursuivre leur aide et de maintenir l'élan.

## INTRODUCTION

Ce chapitre examine les auto-évaluations de la fourniture et de l'impact de l'aide pour le commerce effectuées par les donateurs depuis le rapport de 2007, en s'appuyant sur les conclusions du questionnaire qui leur a été adressé en 2009.<sup>1</sup> Sur les 70 donateurs interrogés, 57 ont répondu (38 donateurs bilatéraux et 19 organisations régionales et multilatérales), soit un taux de réponse de 81 pour cent. Ensemble, ces 57 donateurs fournissent plus de 90 pour cent de l'aide pour le commerce au niveau mondial.<sup>2</sup>

L'objectif de ce chapitre est de mettre en évidence les progrès accomplis depuis le premier Examen global de l'Aide pour le commerce effectué en novembre 2007, notamment les progrès dans la mise en œuvre des stratégies d'aide pour le commerce, et de mesurer les résultats tangibles obtenus par la communauté des donateurs grâce à des processus, des projets et des programmes d'aide pour le commerce efficaces. Cet exercice permet aux pays de comparer leurs forces et leurs faiblesses, d'identifier les lacunes dans la mise en œuvre et les moyens d'y remédier, et de suivre les progrès accomplis dans le temps. Il permet aussi aux pays partenaires et aux donateurs de se faire une idée précise de l'impact de leurs efforts en matière d'aide pour le commerce. Le fait de pouvoir démontrer des résultats positifs peut susciter un soutien politique et public accru parmi les donateurs et les pays partenaires, et peut aussi infléchir le

comportement des donateurs. Et cela peut permettre d'améliorer les résultats, d'accroître la responsabilité et la transparence et de renforcer l'apprentissage et l'acquisition de connaissances.

Le reste du chapitre est organisé comme suit. La section III met en lumière les progrès récents des donateurs dans l'élaboration de stratégies opérationnelles d'aide pour le commerce. La section IV examine comment les donateurs traduisent ces stratégies en programmes concrets qu'ils exécutent conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Les différentes mesures prises par les donateurs pour améliorer la qualité de leurs programmes d'aide pour le commerce sont décrites dans la section V, et la section VI conclut l'analyse en rappelant qu'il importe d'entretenir l'élan de l'Initiative Aide pour le commerce. Enfin, les réponses des donateurs sont reproduites intégralement sur le CD-ROM qui accompagne le rapport.

## QUELLES SONT LES STRATÉGIES ET LES PRIORITÉS ?

Le premier Examen global a révélé que la plupart des donateurs avaient élaboré des stratégies d'aide pour le commerce ou étaient en train de le faire, et que leur soutien accru au commerce s'exprimait dans de nombreux aspects de leur programme de travail ordinaire.<sup>3</sup> Les dernières auto-évaluations montrent qu'il existe une véritable dynamique permettant de maintenir l'Initiative Aide pour le commerce au premier plan des stratégies de développement des donateurs. Le taux de participation de ces derniers au processus d'auto-évaluation a progressé depuis le premier exercice de suivi en 2007<sup>4</sup>, et leurs réponses montrent clairement que l'aide pour le commerce prend de plus en plus d'importance dans leurs programmes et qu'elle sera vraisemblablement maintenue, voire élargie, à moyen terme. Depuis le premier examen, plusieurs autres donateurs ont élaboré des cadres stratégiques ou des principes opérationnels axés spécialement sur l'aide pour le commerce, ou ont fait du commerce un élément central de leur politique ou de leur stratégie de développement. Certains donateurs, qui ont adopté une stratégie avant la Conférence ministérielle de l'OMC de décembre 2005, ont ensuite formulé de nouvelles orientations stratégiques qui tiennent compte de l'évolution du contexte dans lequel s'inscrit le programme d'aide pour le commerce.

Cette section met en lumière les progrès accomplis récemment par les donateurs dans la formulation de cadres stratégiques pour répondre à la demande croissante d'aide pour le commerce et décrit leurs principaux objectifs et leurs modalités de fourniture de l'aide.

### Les donateurs ont des stratégies d'aide pour le commerce opérationnelles.

Les principaux donateurs d'aide pour le commerce (États-Unis, Japon, Communauté européenne, Banque mondiale) ont tous mis en place des principes opérationnels pour intensifier leurs efforts.

Les États-Unis ont adopté en 2008 une nouvelle stratégie de développement (*Assurer l'avenir : une stratégie pour la croissance*), qui fait fond sur la stratégie de renforcement des capacités commerciales de 2003 et guide l'action menée par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) pour aider les pays en développement à parvenir à une croissance soutenue, entre autres, en renforçant leur compétitivité commerciale.<sup>5</sup> La politique des États-Unis en matière d'assistance liée au commerce s'inscrit aussi dans le cadre global de son aide au développement (*Cadre stratégique pour l'aide extérieure*) qui fait partie du pilier « croissance économique ». Outre le canal de l'USAID, la Millennium Challenge Corporation (MCC) achemine les fonds destinés à l'aide pour le commerce, qui fait partie des diverses activités de la MCC regroupées dans un compte « Défi du Millénaire ». Selon les États-Unis, plus de la moitié des fonds que la MCC a alloués entre 2005 et 2008 relèvent de l'aide pour le commerce.

Le Japon a poursuivi la mise en œuvre de son Initiative de développement pour le commerce, ensemble complet de mesures lancé en 2005 pour aider les pays à faible revenu à tirer plus d'avantages du système commercial multilatéral. Dans le cadre de cette initiative, le Japon divise son aide au développement en trois volets – soutien de l'offre (*produire*), soutien de la distribution et des exportations (*vendre*) et soutien de l'accès aux marchés (*acheter*) – et fournit une assistance technique et financière pour chacun de ces trois volets. En outre, il a renforcé son engagement en faveur de l'aide pour le commerce en annonçant une augmentation de l'aide à l'Afrique subsaharienne, en particulier dans les domaines de l'infrastructure régionale et de l'énergie, lors de la Quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD-IV), qui s'est tenue en mai 2008.<sup>6</sup>

La Stratégie d'Aide pour le commerce de l'UE<sup>7</sup> a pour objectif de soutenir collectivement<sup>8</sup> l'intégration des pays en développement dans le système commercial multilatéral. Elle comporte une section distincte consacrée au soutien apporté aux pays ACP pour les aider dans leurs efforts d'intégration régionale, notamment dans les négociations en cours sur des accords de partenariat économique (APE).<sup>9</sup> Ce cadre stratégique, qui est orienté clairement vers la réalisation des OMD, prévoit des actions

prioritaires et des objectifs financiers concrets à court et moyen termes pour augmenter et élargir l'aide pour le commerce proportionnellement à l'augmentation de l'APD totale. Il s'organise autour de cinq piliers : i) respecter l'engagement pris conjointement par la CE et les États membres au sujet de l'assistance liée au commerce, ii) améliorer la qualité de l'aide pour le commerce et son orientation en faveur des pauvres, iii) fournir l'aide conformément aux principes de l'efficacité de l'aide, iv) soutenir les processus d'intégration régionale des pays ACP et v) permettre un processus de suivi et de notification efficace.

Lors du premier Examen global effectué en 2007, la Banque mondiale a présenté sa stratégie commerciale à plusieurs volets visant à renforcer encore son action en matière d'aide pour le commerce. Depuis, cette stratégie est devenue opérationnelle dans sept grands domaines : i) soutien accru des programmes nationaux et régionaux relatifs au commerce et à la compétitivité, notamment analyse des politiques, prêts et assistance technique, ii) octroi de ressources supplémentaires pour l'infrastructure liée au commerce, iii) extension des programmes de financement du commerce par le biais de la SFI, iv) augmentation de l'aide accordée pour la facilitation des échanges et la logistique, v) investissements accrus dans la formation et le renforcement des capacités à l'intention des décideurs, vi) élaboration d'outils et d'indicateurs pour aider les pays à analyser les obstacles au commerce et vii) poursuite du développement de la recherche et des connaissances afin d'éclairer les grands débats de politique commerciale sur les moyens de mettre la mondialisation au service de la croissance et de la réduction de la pauvreté.

### Les stratégies d'aide pour le commerce varient selon les donateurs.

Comme cela a été dit précédemment, la Stratégie d'Aide pour le commerce de l'UE couvre la Commission européenne et les États membres de l'UE. Elle vise à renforcer leurs efforts concertés visant à aider les pays en développement à s'intégrer dans le système commercial mondial et à mieux utiliser le commerce pour réduire la pauvreté. Elle encourage à accroître les efforts financiers et met fortement l'accent sur la qualité et les résultats, comme le préconisent la Déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra (voir l'encadré 4.1). En conséquence, les États membres de l'UE sont maintenant plus nombreux à appliquer le Code de conduite de l'UE sur la complémentarité et la division du travail. La Finlande, par exemple, concentre son aide pour le commerce dans les domaines où elle dispose d'un avantage comparatif par rapport aux autres donateurs et où elle peut apporter une valeur ajoutée.<sup>10</sup>

#### Encadré 4.1 Améliorer l'efficacité de l'aide : des aspirations aux actes

La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, adoptée en 2005, revêt une importance décisive car elle définit les principes qui permettraient de rendre l'aide plus efficace, elle énonce des engagements pratiques en faveur de nouveaux modes opératoires, elle fixe l'échéance de 2010 pour la réalisation des objectifs d'efficacité de l'aide sur la base d'indicateurs de progrès mesurables et elle établit un système de suivi. C'est dans cet esprit que les spécialistes de l'aide et de la politique commerciale des pays donateurs et des pays partenaires sont convenus, à l'unanimité, que les principes de la Déclaration de Paris devraient guider la fourniture de l'aide pour le commerce. Ce consensus a été un succès en soi, et c'est un pas important vers l'amélioration de l'efficacité de l'aide pour le commerce. Même s'il existe une forte dynamique politique, des efforts soutenus et une attention suivie seront nécessaires pour maintenir l'initiative à l'ordre du jour de la communauté internationale et pour appliquer plus largement les principes d'efficacité de l'aide.

Le Forum de haut niveau, tenu à Accra en 2008, portait sur l'application de ces principes dans la pratique; il a été l'occasion d'examiner à mi-parcours la question de la responsabilité des parties prenantes et de réaffirmer et redéfinir, le cas échéant, les engagements pris. Il est évident que, dans l'ensemble, des progrès ont été accomplis, mais il faudra dans bien des cas les accélérer si l'on veut atteindre les objectifs en 2010. L'enquête de suivi effectuée en 2008 a montré que trois des 12 objectifs en matière d'efficacité de l'aide peuvent être atteints d'ici à 2010 (alignement et coordination de la coopération technique, mise en place de systèmes fiables de gestion des finances publiques (GFP) et passage progressif à une aide non liée). Trois autres pourraient l'être également, mais pour cela, il faudrait redoubler d'efforts au niveau national (éviter la mise en place par les donateurs de structures parallèles de mise en œuvre, enregistrement précis des apports d'aide dans les budgets nationaux et plus grande prévisibilité de l'aide au cours de l'année où elle est prévue). Cependant, les efforts faits pour atteindre six des objectifs ont pris du retard et il sera difficile de les atteindre si les pays partenaires et les donateurs n'intensifient pas leur action. C'est en particulier le cas des objectifs suivants : les pays rendent leurs stratégies de développement opérationnelles; les donateurs utilisent les systèmes nationaux de GFP et de passation des marchés publics; les donateurs coordonnent leurs mécanismes de fourniture de l'aide, leurs missions et leurs études par pays; les pays élaborent des cadres appropriés pour suivre les résultats de développement; et des mécanismes de responsabilité mutuelle sont établis au niveau des pays. Les progrès varient considérablement selon les donateurs et les pays partenaires, certains sont allés bien au-delà des engagements énoncés dans

la Déclaration de Paris et offrent d'excellents exemples de ce qui peut-être réalisé. Mais il y a encore trop de comportements qui nuisent à l'efficacité de l'aide.

Les ministres des pays en développement et des pays donateurs ont approuvé le Programme d'action d'Accra, qui identifie trois défis majeurs dont dépend aussi le succès de l'Initiative d'Aide pour le commerce :

- ▶ **Le renforcement de l'appropriation par les pays :** élargir le dialogue national sur le développement; renforcer la capacité des pays en développement de conduire et gérer le développement; consolider et utiliser le plus possible les systèmes des pays en développement.
- ▶ **La mise en place de partenariats plus efficaces et inclusifs :** réduire la fragmentation coûteuse de l'aide; améliorer le rapport coûts résultats de l'aide; accueillir tous les partenaires de développement et collaborer avec eux; approfondir le dialogue avec les organisations de la société civile; adapter les politiques d'aide pour les pays en situation précaire.
- ▶ **L'obtention de résultats de développement dont on rend compte de manière transparente :** mettre l'accent sur l'obtention de résultats; rendre mieux compte des résultats au public de façon plus transparente; continuer à modifier la nature de la conditionnalité pour favoriser l'appropriation; rendre l'aide plus prévisible à moyen terme.

En outre, il y a plusieurs autres points qui sont essentiels pour améliorer l'efficacité de l'aide :

- ▶ Mettre l'accent non plus sur les apports et la conditionnalité mais sur la responsabilité mutuelle des résultats obtenus.
- ▶ Être pragmatique en matière de planification : s'il est difficile de parvenir à un consensus sur un "plan parfait", être prêt à commencer la mise en œuvre en mesurant les résultats et en améliorant le plan au fur et à mesure.
- ▶ Placer le renforcement des capacités et des institutions au centre des programmes et stratégies sectoriels, mais éviter de considérer l'assistance technique comme la seule solution.
- ▶ Donner la priorité à l'alignement plutôt qu'à l'harmonisation (des procédures) entre donateurs.
- ▶ Promouvoir des mécanismes pragmatiques d'appropriation démocratique et d'implication des parties prenantes.
- ▶ Faire en sorte que tous les acteurs disposent de connaissances et d'incitations appropriées.

Comme prévu, l'attachement aux principes de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra a été souligné dans les rapports d'auto-évaluation de l'aide pour le commerce présentés par les pays partenaires et les donateurs.



Plusieurs États membres de l'UE se sont dotés de stratégies – avec des lignes directrices et des instructions supplémentaires – qui complètent et soutiennent la Stratégie d'Aide pour le commerce de l'UE. Depuis 2007, la Belgique, la Finlande<sup>11</sup>, l'Irlande et le Royaume-Uni<sup>12</sup> ont élaboré une stratégie spécifique d'aide pour le commerce, et d'autres États membres de l'UE – tels que l'Autriche, la République tchèque, la Grèce, la Pologne et l'Espagne – ont fait de cette aide un domaine prioritaire ou un poste budgétaire distinct dans le cadre de leur politique de développement. L'Allemagne, la Lettonie, la Lituanie et les Pays Bas inscrivent explicitement leur stratégie dans le cadre de celle de l'UE – y compris le niveau des contributions financières, les priorités et les mécanismes de fourniture. Enfin, la France, l'Italie, la République slovaque et la Suède sont en train d'élaborer une stratégie d'aide pour le commerce ou prévoient de le faire. Les États membres de l'UE et la CE s'efforcent ensemble de définir des pratiques optimales et des indicateurs pour mettre en place un cadre effectif de suivi et d'évaluation de l'aide pour le commerce.

Pour certains donateurs bilatéraux, le commerce est un élément essentiel de leurs documents de stratégie sur la coopération pour le développement. Par exemple, les activités du Canada liées au commerce sont guidées par la *Politique de développement du secteur privé* de 2003 et par la *Stratégie de développement durable* (dans le cadre de son soutien à un développement économique équitable) dans lesquelles le commerce est considéré comme un instrument essentiel de croissance et de développement. La stratégie adoptée par la Suisse pour soutenir l'aide pour le commerce est fondée sur les *crédits-cadres 2009-2012*, dont elle fait partie intégrante et qui vise notamment à façonner une forme de mondialisation propice au développement. D'autres donateurs ont renforcé les liens avec le commerce dans leurs stratégies existantes. Par exemple, le Ministre australien du commerce a récemment prononcé une allocution (à l'occasion de la *Conférence biennale Sir Alan Westerman* en octobre 2008) dans laquelle il a présenté les nouvelles orientations stratégiques de l'Australie en matière d'aide pour le commerce<sup>13</sup> pour les années à venir. De même, la *politique de croissance économique et de revenus* adoptée par la Nouvelle-Zélande en 2008 renforce l'engagement en faveur de l'aide pour le commerce.

Pour certaines organisations multilatérales comme l'Agence de coopération et d'information pour le commerce international (ACICI), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Centre du commerce international (CCI) et l'Organisation mondiale des douanes (OMD), c'est leur mandat qui définit essentiellement leur stratégie d'aide pour le commerce puisque leur mission première est étroitement liée aux objectifs

de l'aide pour le commerce. Le FMI oriente ses activités relatives à l'aide pour le commerce conformément à son mandat plus vaste, qui est de promouvoir la stabilité financière mondiale et des régimes de change ordonnés. Il soutient en particulier les réformes liées au commerce et l'ajustement aux modifications des politiques commerciales en fournissant une assistance technique, un soutien financier et des conseils de politique économique.

Conformément aux engagements énoncés dans les OMD et dans les résultats du Sommet mondial de 2005, les organisations du système des Nations Unies ont entrepris, collectivement et individuellement, de redoubler d'efforts pour mettre en œuvre l'Initiative Aide pour le commerce. La CNUCED a adopté une stratégie en la matière qui découle de son rôle en tant que point focal du système pour la gestion intégrée du commerce et du développement. L'ONUDI s'est dotée d'un service chargé du renforcement des capacités commerciales, qui est l'une de ses trois priorités, thématiques, afin de mieux répondre aux défis et aux besoins des pays partenaires. Sa stratégie d'aide pour le commerce repose sur la formation de partenariats stratégiques avec d'autres organisations pour maximiser l'impact. L'engagement politique du PNUD en faveur de l'Initiative Aide pour le commerce est souligné dans son plan stratégique 2008-2011 et dans son programme global 2009-2011, qui donnent tous deux la priorité au renforcement de la capacité des pays en développement de s'intégrer dans l'économie mondiale. En outre, le PNUD copréside (avec le Département des affaires économiques et sociales [DAES] de l'ONU) le Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD8) qui examine les progrès du partenariat mondial dans la réalisation de ces objectifs.<sup>14</sup>

Les stratégies des commissions économiques régionales de l'ONU sont naturellement axées sur les priorités régionales, et mettent donc l'accent avant tout sur l'assistance au niveau régional. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a un programme de travail fondé sur quatre piliers, dont deux concernent le renforcement des capacités commerciales. En mai 2008, la CEA, la BAfD et l'OMC ont établi conjointement un groupe de travail africain sur l'aide pour le commerce qui est chargé de conduire et de coordonner – en consultation avec les communautés économiques et les pays de la région – les activités liées au commerce en Afrique et de faire en sorte que la dimension régionale de l'aide pour le commerce soit élargie de manière appropriée. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) fournit aux pays en développement de la région, en collaboration avec l'OMC, une assistance technique liée au commerce dans le cadre de ses activités de base en matière de commerce et d'investissement.



Les banques régionales ont elles aussi des approches différentes de l'aide pour le commerce. La BAfD, qui n'a pas de stratégie explicite d'aide pour le commerce, consacre environ 90 pour cent de son portefeuille à des activités relevant de la catégorie générale de l'aide pour le commerce (infrastructure, agriculture et développement rural). L'aide pour le commerce est aussi une question transversale dans la prochaine stratégie d'intégration régionale de la BAfD. Après sa réorganisation, la BID a créé un nouveau Secteur intégration et commerce, placé sous la vice-présidence secteurs et savoirs. Ce secteur est chargé de superviser l'Aide pour le commerce au sein de la BID, en se fondant sur les objectifs stratégiques suivants : i) renforcer les compétences internes en matière de commerce et d'intégration, ii) intégrer le commerce dans les programmes de développement des pays partenaires de la région et dans les opérations de la Banque, iii) résoudre les problèmes de coopération transfrontières au moyen d'approches régionales et iv) renforcer la collaboration interinstitutions.

### **Un développement favorable aux pauvres est essentiel pour faire face à la récession mondiale et atteindre les OMD.**

Le deuxième exercice de suivi OCDE-OMC a lieu à un moment où le monde traverse la plus grave crise économique qu'il ait connue depuis des générations. Les flux d'APD vont certainement diminuer du fait du ralentissement de la croissance et de la récession dans les pays donateurs, et il se peut que les budgets d'aide soient modifiés pour répondre aux besoins humanitaires – peut-être au détriment d'activités stimulant la croissance économique comme l'aide pour le commerce (voir le chapitre 1). Avant même que la crise éclate, les donateurs n'étaient pas près d'atteindre les objectifs d'APD fixés au Sommet de Gleneagles.<sup>15</sup> Malgré les progrès accomplis récemment à cet égard<sup>16</sup>, certains craignent que les pays développés prennent encore plus de retard dans l'exécution de leur engagement d'accroître le volume de l'aide (qui est souvent calculé en pourcentage du revenu national) à mesure que les revenus nationaux diminuent et que les gouvernements revoient leurs priorités budgétaires.

Nonobstant ces pressions, le message qui ressort des réponses de nombreux donateurs est clair : ils ont la ferme volonté de favoriser un développement durable et de soutenir une progression plus rapide vers les OMD et la réduction de la pauvreté. Il apparaît aussi que les donateurs sont conscients des conséquences potentiellement catastrophiques d'une réduction de l'aide et de l'absence d'action pour protéger les plus vulnérables. En conséquence leurs stratégies ont une forte orientation

pro-pauvres. Par exemple, le soutien du PNUD en matière d'aide pour le commerce vise essentiellement à renforcer la capacité des pays partenaires de tirer parti du commerce pour réduire la pauvreté et atteindre les OMD. Les pays membres de la CNUCED lui ont récemment donné pour instruction de renforcer son travail sur les liens entre le commerce, les OMD et la réduction de la pauvreté.<sup>17</sup> Les États-Unis veillent à ce que les programmes financés par la MCC stimulent la croissance économique d'une façon qui procure des bénéfices tangibles aux pauvres, en évaluant ex ante le rendement économique des programmes, leur effet sur les pauvres et leur faisabilité. L'Initiative de développement en faveur du commerce lancée par le Japon met l'accent, quant à elle, sur le soutien des entreprises locales et la création d'emplois dans les communautés rurales par le biais du programme « *Un village, un produit* », qui encourage les exportations des PMA et des autres pays à faible revenu.

Des pays comme le Canada, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et plusieurs donateurs de l'UE mettent l'accent sur les activités visant à remédier aux inégalités qui entravent la croissance et la réduction de la pauvreté ou qui limitent l'effet de la croissance sur le recul de la pauvreté. Leurs programmes visent à donner aux plus vulnérables (les femmes, par exemple) les moyens de participer au commerce mondial sur une base équitable. La Banque mondiale a affiné son approche de l'aide pour le commerce suite à l'évaluation indépendante de ses activités liées au commerce, effectuée en 2006<sup>18</sup>, qui recommandait d'accorder une plus grande attention aux effets des réformes commerciales et des chocs externes sur la pauvreté et la répartition des revenus afin d'y remédier.

Pour respecter l'engagement d'accroître l'impact de l'aide pour le commerce sur la réduction de la pauvreté, les donateurs de l'UE alignent leur stratégie sur celle de l'Union européenne, qui fait de la croissance pro-pauvres et inclusive l'un de ses cinq objectifs stratégiques. Tout le monde reconnaît qu'il faut chercher à mieux comprendre les liens entre le commerce, la pauvreté et l'inégalité et à déterminer comment l'aide pour le commerce peut contribuer au mieux à la réduction de la pauvreté. Dans ce contexte, la Suède et le Royaume-Uni ont pris l'initiative de travaux pour formuler des orientations pratiques en vue de *promouvoir une croissance inclusive et la réduction de la pauvreté*.

Enfin, l'aide pour le commerce peut permettre aux pays pauvres d'atténuer certains effets de la crise économique et de s'attaquer aux contraintes sous-jacentes qui freinent la croissance, de manière à faciliter la reprise à terme. L'Australie, par exemple, soutient que « *la poursuite de la libéralisation du commerce, conjuguée à la mise en œuvre de réformes structurelles appropriées, sera essentielle pour rétablir la confiance et ramener l'économie mondiale sur le chemin de la croissance* ». Le Fonds fiduciaire de la BID pour la promotion du commerce et la réduction de la pauvreté soutient l'analyse des effets redistributifs de l'intégration du commerce et la mise en œuvre de stratégies, de politiques et instruments favorables aux pauvres dans les domaines du commerce et de l'intégration.

### Les circuits multilatéraux sont de plus en plus utilisés.

Le financement par le biais d'organisations ou d'initiatives multilatérales (fonds d'affectation spéciale multidonateurs, approches programmatiques) semble être la pratique la plus courante, en particulier parmi les donateurs de l'UE. Au Royaume-Uni, par exemple, plus de 60 pour cent des fonds affectés à l'aide pour le commerce sont acheminés par l'intermédiaire d'organisations multilatérales.<sup>19</sup> Pour améliorer l'alignement et l'harmonisation, certains donateurs (Allemagne, Australie, Espagne, Finlande, Irlande, Norvège et Royaume-Uni, par exemple) prévoient d'augmenter ce pourcentage dans les prochaines années. Le CIR, en particulier, est largement considéré comme un outil important pour l'élaboration d'analyses et de stratégies conjointes aux niveaux national et mondial.<sup>20</sup> De nombreux donateurs (CE et États membres de l'UE, Corée, Suisse, par exemple) soulignent qu'ils ont augmenté leur engagement et leurs contributions budgétaires au programme du CIR. La stratégie de l'UE, par exemple, considère le CIR comme une plate-forme essentielle pour les donateurs pour promouvoir l'intégration des questions commerciales dans les stratégies de développement des PMA et pour améliorer l'harmonisation et l'alignement des apports d'aide pour le commerce dans chaque pays.

Les organismes multilatéraux signalent aussi une augmentation de la part des activités d'aide pour le commerce financées au moyen de ressources complémentaires ou extrabudgétaires. Par exemple, les fonds fiduciaires alimentés par des contributions volontaires sont, de plus en plus, la principale source de financement des activités de coopération technique de la

CNUCED dans le domaine du commerce (ils représentaient 88 pour cent des dépenses totales consacrées à ces activités en 2007). La Banque mondiale, quant à elle, a créé deux fonds fiduciaires : i) la facilité pour la facilitation du commerce, nouveau fonds fiduciaire de coopération technique fondé sur la demande et destiné à améliorer la fourniture de l'aide et l'exécution des projets visant à faciliter le commerce dans les pays en développement, et ii) le fonds fiduciaire multidonateurs pour le commerce et le développement, qui fournit des ressources additionnelles à l'appui de la stratégie commerciale de la Banque aux niveaux national, régional et mondial.<sup>21</sup> La BID a également lancé un fonds fiduciaire multidonateurs, le Fonds thématique stratégique pour l'Aide pour le commerce, afin de soutenir la mise en œuvre d'activités prioritaires liées au commerce en Amérique latine et dans les Caraïbes. Cela pourrait accroître le financement par la BID des activités d'aide pour le commerce au moyen de ressources complémentaires affectées (qui représente actuellement 7 pour cent des dépenses totales).

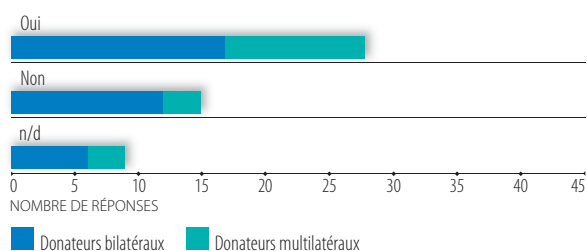
### L'Afrique est considérée comme le destinataire prioritaire de l'aide.

La plupart des donateurs considèrent l'Afrique subsaharienne comme le destinataire prioritaire de leur aide pour le commerce. L'accent marqué mis sur cette région se traduit par l'augmentation des apports qu'elle reçoit (voir le chapitre 3). Comme nous l'avons vu, la stratégie de l'UE insiste tout particulièrement sur l'augmentation de l'aide à l'Afrique, en particulier, pour relever les défis de l'intégration régionale. La stratégie d'aide pour le commerce de la Banque mondiale en Afrique subsaharienne est axée principalement sur les problèmes d'offre et de compétitivité de la région, en particulier sur les obstacles liés au climat d'investissement. Le Danemark, par exemple, a directement incorporé l'aide pour le commerce dans sa stratégie régionale pour l'Afrique subsaharienne, à laquelle il consacre la plus grande partie de son aide régionale. Le Japon renforce lui aussi son action en Afrique subsaharienne. Les autres régions fréquemment citées comme des priorités par les donateurs sont l'Asie, les Caraïbes et la région du Pacifique, en relation avec la négociation d'APE. La dimension régionale du soutien des donateurs est analysée plus en détail au chapitre 5.

### Les bonnes pratiques sont recensées.

Tirant les leçons de leur expérience dans le domaine de l'assistance liée au commerce, plus de la moitié des donateurs ont adopté des pratiques optimales, ou sont en train de recueillir des éléments pour se faire une idée plus précise de leurs forces et de leurs faiblesses en matière d'aide pour le commerce (graphique 1). L'USAID a entrepris un vaste examen de ses projets antérieurs pour tenter d'identifier les pratiques optimales. Au niveau régional, les États-Unis sont en train d'élaborer une série de bonnes pratiques dans le cadre de leur initiative en faveur de la compétitivité de l'Afrique dans le monde (AGCI), notamment avec le *Compendium of Trade Related Success Stories* de 2007, qui présente des exemples d'aide apportée aux pays africains pour améliorer leur compétitivité commerciale. La France est en train d'évaluer son Programme de renforcement des capacités commerciales (PRCC) afin d'identifier les bonnes pratiques pour améliorer et développer les mesures prioritaires. La Commission européenne a lancé plusieurs initiatives, notamment pour mettre à jour ses directives techniques dans différents domaines de l'aide pour le commerce, pour identifier d'autres pratiques optimales (en partie en coopération avec les donateurs de l'UE) et pour effectuer une évaluation à mi-parcours de son assistance en Amérique latine, en Asie et dans les pays méditerranéens.<sup>22</sup>

Graphique 4.1 Les donateurs ont élaboré un ensemble de bonnes pratiques



De nombreux donateurs disposent aussi d'instruments d'orientation ou d'évaluation opérationnels qui définissent les principes, les responsabilités et les dispositifs organisationnels permettant d'assurer l'application des pratiques optimales. L'Allemagne, par exemple, a établi un groupe de travail sur l'aide pour le commerce composé d'experts du ministère du commerce et des principaux organismes d'exécution afin de partager les pratiques optimales et d'élaborer des outils et des directives pour certaines mesures de soutien liées au commerce.

La Finlande considère le partage des bonnes pratiques comme l'un de ses principaux objectifs stratégiques. Comme cela a été dit plus haut, la Suède et le Royaume-Uni ont pris la tête des efforts faits par l'UE pour formuler des orientations afin de rendre les programmes d'aide pour le commerce plus favorables aux pauvres. Ces efforts sont engagés dans le cadre plus global de l'amélioration de l'efficacité de l'aide prévue dans le programme d'action d'Accra.

Plusieurs agences spécialisées font état de plusieurs initiatives en cours pour améliorer la conception et la fourniture de l'aide pour le commerce. La FAO prépare à ce sujet un certain nombre de documents sur l'aide pour le commerce en 2009. L'ONUDI prévoit d'exécuter une série de projets pilotes d'assistance technique qui s'inspireront de ses directives concernant les pratiques optimales. Elle a coordonné la rédaction en 2008 du premier *Guide des ressources interinstitutions sur le renforcement des capacités commerciales*, fruit d'un vaste effort de collaboration entre 21 organismes des Nations Unies.<sup>23</sup> Ce guide présente de façon exhaustive le large éventail de compétences et de services spécialisés que proposent les organismes des Nations Unies dans le domaine du renforcement des capacités commerciales.

Le FMI, quant à lui, ne fournit pas directement d'aide pour le commerce, mais son Bureau d'évaluation indépendant est en train d'examiner son approche des questions commerciales internationales. D'autres organisations, comme le CCI, le PNUD et la Banque mondiale, ont énoncé des pratiques optimales sous la forme de stratégies sectorielles (CCI, par exemple), de manuels opérationnels (PNUD, par exemple, *Trade and Human Development: How to Conduct Trade Needs Assessment in Transition Economies*) ou de lignes directrices pour l'évaluation (Banque mondiale, par exemple, *General Completion and Results Report*). Enfin, le Forum de coopération économique Asie Pacifique (APEC) procède régulièrement à un examen par les pairs, pour suivre l'application par ses membres des recommandations du Plan d'action d'Osaka, feuille de route stratégique pour la réalisation des objectifs de Bogor fixés par l'APEC, à savoir la libéralisation et l'ouverture du commerce et de l'investissement dans la région Asie-Pacifique.

## COMMENT L'AIDE EST-ELLE FOURNIE ?

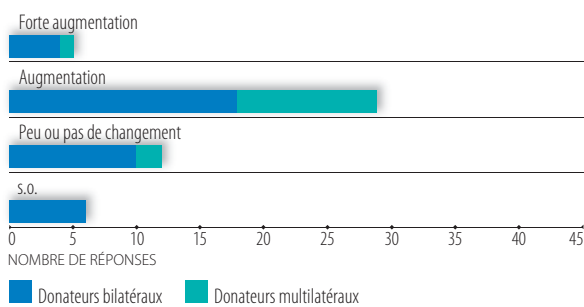
Le commerce est de plus en plus intégré dans les programmes des donateurs, et il occupe aujourd'hui une place plus importante dans le dialogue avec les pays partenaires. Les donateurs prennent des mesures pour renforcer leur capacité de répondre à la demande croissante d'aide pour le commerce en affectant à celle-ci plus de ressources, en renforçant leurs compétences internes et en sensibilisant les décideurs et les praticiens au siège et sur le terrain.

Cette section décrit comment les donateurs – individuellement ou collectivement – mettent en œuvre sur le terrain leurs stratégies d'aide pour le commerce et traduisent leurs engagements en programmes et projets concrets. Elle montre aussi comment les donateurs rendent opérationnels les principes de la Déclaration de Paris.

### Les donateurs enregistrent une demande croissante d'aide pour le commerce ...

Plus des deux tiers des donateurs (34 sur 52) indiquent que la demande d'aide pour le commerce de la part des pays partenaires a augmenté, parfois fortement (graphique 4). Cette demande croissante émane généralement i) de pays concernés par les négociations commerciales en cours ou les accords commerciaux, ii) de pays voisins ou ayant une proximité régionale, ou iii) des pays ayant des liens culturels, linguistiques ou historiques.

Graphique 4.2 La demande augmente



L'augmentation de la demande des pays insulaires du Pacifique, par exemple, reflète l'importance croissante des questions commerciales dans le contexte de la négociation d'APE et de l'Accord du Pacifique pour le renforcement des relations économiques (PACER), conclu avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande.<sup>24</sup> Des pays comme l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie reçoivent davantage de demandes des pays d'Europe orientale et du Caucase qui ont besoin d'un soutien pour consolider l'économie de marché, améliorer le climat d'investissement et promouvoir le respect des normes internationales et des règles de l'UE.

Le Chili fournit une assistance technique liée au commerce à ses voisins d'Amérique du Sud et aux pays d'Amérique centrale. Le Portugal soutient principalement les activités de renforcement des capacités commerciales principalement dans les pays africains lusophones.

La Commission européenne et les donateurs membres de l'UE font état d'une augmentation de la demande des pays ACP, due en partie à l'activité des groupes de travail préparatoires régionaux créés au sein de chaque groupement régional APE pour fournir des renseignements sur les besoins de développement des pays participants. Ce constat cadre avec la stratégie d'aide pour le commerce de l'UE (et avec les tendances des flux d'aide pour le commerce présentées au chapitre 3). Il permet de penser que la part du financement – sur la base des 2 milliards d'euros que les pays de l'UE se sont engagés collectivement à affecter à l'assistance liée au commerce – destiné à répondre aux besoins des pays ACP devrait représenter « environ 50 pour cent de l'augmentation » des ressources globales allouées à l'assistance liée au commerce, et que l'aide pour le commerce, plus largement, devrait elle aussi augmenter en proportion de l'augmentation globale de l'APD.

D'autres facteurs circonstanciels liés aux politiques expliquent l'augmentation de la demande d'aide pour le commerce. La Finlande, par exemple, fait état d'une augmentation de la demande des pays bénéficiant en priorité de son assistance bilatérale. Le Japon, suite à la Conférence TICAD-IV et au plan d'action de Yokohama qui en découle, enregistre une progression de la demande d'aide pour le commerce de la part des pays d'Afrique subsaharienne, en particulier pour l'infrastructure liée au commerce et la facilitation des échanges.

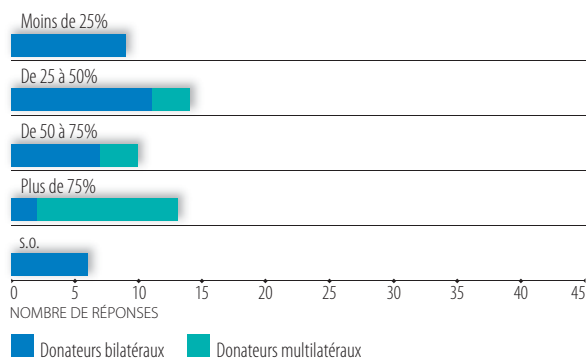
Presque tous les donateurs régionaux et multilatéraux font état d'une augmentation de la demande d'aide pour le commerce, qui est jugée significative par trois d'entre eux (CEA, FAO, CCI). Pour la CEA, cette augmentation est due avant tout à ce que ses États membres africains et les commissions économiques régionales ont de plus en plus besoin d'aide pour les négociations à l'OMC et pour la négociation d'APE. Le nouveau cadre opérationnel de la BAfD, mis en place lors de la 11<sup>ème</sup> reconstitution des ressources du FAD (FAD-11), affecte 60 pour cent de ses fonds au développement de l'infrastructure (routes, barrages et ponts) dans les pays à faible revenu au cours des trois prochaines années. Pour la BID, c'est l'intensification du processus d'intégration commerciale régionale qui est la principale cause de l'augmentation de la demande d'assistance technique et de renforcement des capacités liés au commerce. L'ONUDI constate elle aussi une augmentation de la demande d'aide pour le commerce émanant des pays ACP, en particulier

dans le contexte de la négociation d'APE. La CNUCED répond de plus en plus aux demandes d'assistance des pays qui se préparent à accéder à l'OMC. Le CCI, enfin, attribue l'augmentation de la demande au fait que les pays partenaires comprennent mieux qu'ils ont besoin de capacités commerciales de plus en plus complexes.

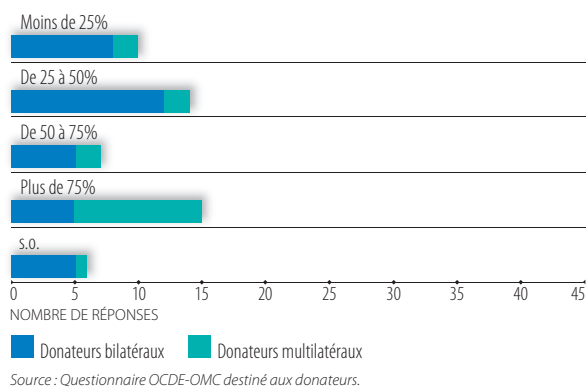
### ... et le commerce occupe une place plus importante dans le dialogue avec les pays partenaires.

Pour plus des deux tiers des donateurs (36 sur 52), les questions liées au commerce occupent une place importante dans leur dialogue avec les pays partenaires (graphique 4.3). Néanmoins, le nombre de pays partenaires avec lesquels les problèmes commerciaux sont examinés en priorité est plus élevé pour les donateurs multilatéraux que pour les donateurs bilatéraux. De même, comme le montre la graphique 4.4, la part des stratégies d'aide-pays contenant un volet consacré au commerce ou à l'aide pour le commerce est plus élevée pour les donateurs multilatéraux (12 sur 17 estiment qu'elle est supérieure à 50 pour cent) que pour les donateurs bilatéraux (10 sur 35).

Graphique 4.3 Le commerce occupe une place plus importante dans le dialogue avec les pays partenaires



Graphique 4.4 Davantage de stratégies d'aide-pays comportent un volet commercial



Il est important toutefois de situer ces résultats dans leur contexte. Premièrement, bon nombre de donateurs multilatéraux interrogés sont des institutions spécialisées dont l'activité essentielle est (ou est étroitement liée à) l'aide pour le commerce. Il est naturel pour ces donateurs que les questions d'aide pour le commerce soient au cœur de leur dialogue avec bon nombre des pays partenaires qu'ils soutiennent. Deuxièmement, il n'est pas surprenant de voir que les questions d'ordre commercial occupent une place moins importante, voire secondaire, dans le dialogue des donateurs avec les pays partenaires qui sortent d'un conflit ou qui sont des États fragiles. De même, certains donateurs choisissent de ne pas fournir d'aide pour le commerce parce qu'ils n'ont pas d'avantage comparatif dans ce domaine – conformément aux principes de division du travail. Il est donc logique qu'ils n'abordent pas les questions commerciales dans leur dialogue avec les pays partenaires.<sup>25</sup>

En définitive, lorsque les besoins en matière d'aide pour le commerce ne graphiquent pas parmi les priorités dans les plans de développement nationaux des pays partenaires, certains donateurs dans l'optique de l'appropriation – n'incluent pas l'aide pour le commerce dans leurs stratégies et programmes d'aide à ces pays. C'est un point sur lequel certains donateurs (États-Unis et Nouvelle-Zélande, par exemple) ont beaucoup insisté. En d'autres termes, le fait que les pays partenaires donnent préférentiellement la priorité au commerce permet aux donateurs d'intégrer l'aide pour le commerce dans leurs programmes d'aide. Dans le cadre de la MCC, par exemple, les priorités et les programmes d'assistance sont définis et élaborés par les pays partenaires eux-mêmes. Des activités d'aide pour le commerce ne sont donc incluses dans les programmes du MCA que si les pays partenaires en ont fait une priorité.

Le chapitre 2 montre que le commerce est de plus en plus intégré dans les stratégies de développement des pays partenaires, dont certains définissent clairement les actions prioritaires ainsi que des plans d'exécution. Il est probable que le commerce prendra encore plus d'importance dans l'avenir dans le dialogue entre les donateurs et les pays partenaires sur l'aide au développement.

### Les donateurs intègrent aussi le commerce ...

Comme il a été dit plus haut, la plupart des donateurs ont adopté une stratégie spécifique d'aide pour le commerce ou ont inséré un volet « commerce » dans leur politique ou stratégie de développement.<sup>26</sup> Nombre d'entre eux utilisent des mécanismes formels ou informels pour faire en sorte que les questions commerciales soient incorporées dans les programmes d'aide en veillant au dialogue et à la coordination entre les responsables de l'aide, les spécialistes du commerce et les experts nationaux ou régionaux. L'Agence d'aide de la Suède (SIDA), par exemple, a établi un document d'orientation spécifique, le *Plan de coopération pour le développement lié au commerce*, qui définit le cadre de l'intégration de l'aide pour le commerce dans les autres secteurs. Certains pays ont créé des groupes de travail interagences au sein de leur gouvernement afin de tirer le meilleur parti des synergies possibles et d'assurer la cohérence de leurs activités d'assistance liée au commerce. Des efforts d'intégration ont lieu aussi au niveau de l'exécutif. Aux États-Unis, par exemple, le Directeur de l'aide extérieure au Département d'État, qui est aussi le chef de l'USAID, collabore étroitement avec le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales (USTR) et les principaux représentants des autres agences spécialisées dans le commerce et le développement pour faire en sorte que l'aide pour le commerce soit intégrée et prise en compte dans le projet de budget annuel de l'aide extérieure que le Président soumet au Congrès.

Dans le cadre de leurs efforts d'intégration du commerce, d'autres donateurs ont pris – ou sont en train de prendre – des mesures pour renforcer leurs compétences internes dans le domaine du commerce. En Allemagne, par exemple, un conseiller au sein du Ministère de la coopération (BMZ) est chargé de veiller à l'intégration du commerce et d'épauler les organismes d'exécution allemands. De même, l'Agence d'aide de la Nouvelle-Zélande dispose, depuis 2006, d'un conseiller économique attitré qui s'occupe des questions de commerce et de développement et qui aide l'agence à mieux comprendre l'aide pour le commerce. La Belgique a créé, au sein de son organisme de coopération technique (BTC), un centre du commerce pour le développement, dont la mission est de veiller à l'intégration du commerce dans les programmes bilatéraux. La réforme institutionnelle aide aussi à renforcer l'importance de l'aide pour le commerce et à accroître la cohérence. En 2007, le Royaume-Uni a fusionné le département du commerce extérieur et le département du développement pour créer une Unité de politique commerciale ayant à sa tête un ministre qui est chargé des questions de commerce et de développement et qui assure une supervision politique.

Plusieurs pays ont aussi pris des initiatives afin de faire mieux connaître l'aide pour le commerce dans leurs ambassades et leurs bureaux à l'étranger et pour l'intégrer dans leur dialogue avec les pays partenaires. Le Japon, par exemple, a demandé à ses ambassades dans les pays participant au CIR de renforcer les synergies entre son Initiative de développement pour le commerce et le programme du CIR sur le terrain. En 2008, la Finlande a organisé en Zambie un atelier de formation pratique sur l'aide pour le commerce à l'intention de ses spécialistes du développement travaillant en Afrique, auquel ont également participé des experts d'autres pays nordiques ou membres de l'UE et leurs homologues zambiens.

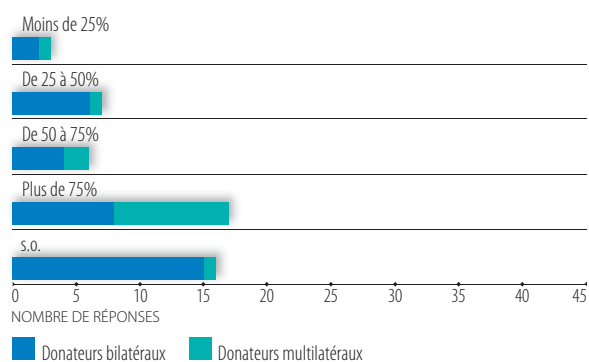
Les institutions multilatérales prennent aussi des mesures pour intégrer le commerce dans leurs activités globales. Par exemple, la BID a créé un Secteur intégration et commerce, ce qui lui a permis d'améliorer la coordination interne entre « le commerce » et les autres secteurs et d'élaborer des programmes complets d'aide pour le commerce pour la région. Le Programme de l'ONUDI pour le renforcement des capacités commerciales et l'Unité du commerce et du développement humain du PNUD ont été créés pour rationaliser et renforcer les compétences internes et soutenir les programmes nationaux et régionaux. Dans le cadre de la coopération entre les organismes des Nations Unies, la CNUCED veille à ce que les plans nationaux prévoient, parmi leurs priorités, des mesures et une assistance liées au commerce. Au niveau du système des Nations Unies, le Groupe interagences pour le commerce et la capacité productive a organisé, au collège de l'ONU à Turin, un atelier de formation sur la programmation du commerce destiné aux hauts fonctionnaires de terrain en poste en Asie centrale et dans le Caucase. Un autre atelier de ce genre est prévu en 2009. Quant aux institutions spécialisées comme l'ACICI, la FAO, le CCI et l'OMD, elles considèrent que l'aide pour le commerce fait partie intégrante de leurs activités de base et elles l'intègrent pleinement dans leurs programmes.



### ... ils s'alignent sur les systèmes des pays partenaires ...

Près de la moitié des donateurs (24 sur 52) indiquent que leurs activités sont fondées sur la demande et alignées sur les plans de développement et les systèmes nationaux dans plus de la moitié des pays partenaires (graphique 4.5). Le CIR est souvent considéré par les donateurs bilatéraux et multilatéraux comme un mécanisme important qui leur permet d'aligner leurs contributions sur les systèmes des pays partenaires. Les organismes des Nations Unies s'efforcent eux aussi d'harmoniser leurs approches du renforcement des capacités commerciales dans le but de les aligner sur les systèmes des pays partenaires. Cependant, de nombreux donateurs (37 pour cent), en particulier des donateurs bilatéraux, ont répondu « Pas sûr/Sans objet », sans autre explication, peut-être parce qu'ils ne disposent pas de données suffisamment détaillées sur l'alignement au niveau national.

**Graphique 4.5 Un plus grand nombre de donateurs s'alignent sur les systèmes des pays partenaires**

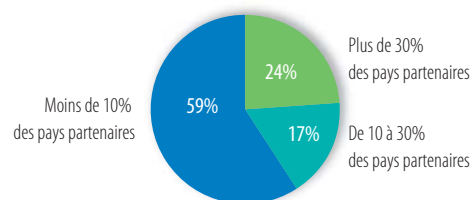


Source : Questionnaire OCDE OMC destiné aux donateurs.

### ... font des progrès en matière d'initiatives conjointes et ...

Pour ce qui est de l'harmonisation entre les donateurs, les réponses montrent que la plupart des donateurs ne sont pas encore nombreux à contribuer ou à participer à des initiatives conjointes – évaluation des besoins, formulation de stratégies d'aide pour le commerce, programmes d'aide pour le commerce, mise en commun des fonds, suivi et évaluation, coopération déléguée. En moyenne, la plupart des donateurs (59 pour cent) n'ont entrepris des initiatives conjointes dans des domaines liés au commerce que dans un dixième des pays partenaires (graphique 4.6). La Nouvelle-Zélande, par exemple, note que dans les pays insulaires du Pacifique, dont l'économie est de petite taille, les donateurs décident souvent d'apporter un soutien dans des secteurs différents afin d'éviter tout chevauchement. Toutefois, cette forme tacite d'harmonisation n'a pas encore débouché sur une programmation conjointe ou sur la mise en commun des

**Graphique 4.6 Les donateurs prennent quelques initiatives conjointes**



Source : Questionnaire OCDE OMC destiné aux donateurs.

ressources. Il est donc encore possible d'améliorer l'harmonisation entre les donateurs (en faisant en sorte que l'aide pour le commerce soit plus concertée et moins dispersée), conformément aux engagements énoncés dans la Déclaration de Paris et dans le Programme d'action d'Accra.

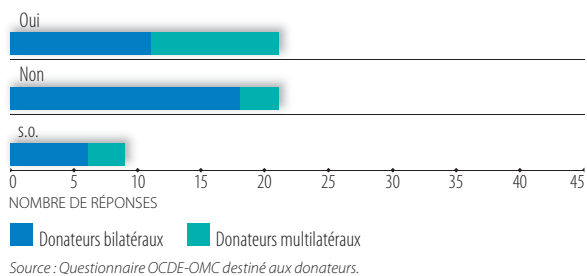
Les donateurs prennent plus d'initiatives conjointes au niveau multilatéral. Par exemple, les organismes des Nations Unies qui s'occupent de l'assistance liée au commerce ont créé conjointement le Groupe interagences du CEB pour le commerce et la capacité productive<sup>27</sup>, qui est chargé d'améliorer la coopération et la cohérence dans l'ensemble du Système des Nations Unies (processus intitulé « Unis dans l'action »<sup>28</sup>). Cela se fait, entre autres, par la programmation conjointe au niveau des pays. Le Cap-Vert, l'Albanie et le Mozambique sont parmi les premiers bénéficiaires de ce soutien coordonné de l'ONU. Dans le contexte du processus du CIR, les donateurs bilatéraux et les six organisations multilatérales – Banque mondiale, CCI, CNUCED, FMI, OMC et PNUD – collaborent avec les pays partenaires pour répondre collectivement aux besoins des PMA en matière de développement du commerce. Le mécanisme du CIR peut servir à coordonner l'action de ces organismes sur le terrain dans ces pays.

La Commission européenne indique que plus de 30 délégations de la CE dans les pays ont contribué récemment à des activités conjointes de suivi et d'évaluation des programmes d'aide pour le commerce. En 2006, elle a effectué, avec la France, la Belgique et le Royaume-Uni, une évaluation conjointe de la coordination entre les donateurs dans le domaine du renforcement des capacités commerciales dans les pays partenaires.<sup>29</sup> Enfin, la CE étudie, avec les organisations régionales, comment mieux harmoniser les efforts des donateurs au niveau régional et comment utiliser plus efficacement leurs instruments de financement respectifs (les fonds régionaux, par exemple).

### ... renforcent leur soutien à la coopération Sud-Sud.

Plus de 40 pour cent des donateurs (21 sur 51) ont une approche spécifique de la coopération Sud-Sud ou triangulaire en matière d'aide pour le commerce (graphique 4.7). Dans le cadre de ses programmes de formation de « Pays tiers », le Japon collabore avec les pays émergents d'Asie qui ont eux-mêmes bénéficié de son aide dans le passé. Il appuie en particulier les efforts de coopération trilatérale Asie-Afrique visant à assurer le partage des bonnes pratiques entre l'Asie et l'Afrique. Par exemple, la Malaisie coopère avec la Zambie pour améliorer le climat d'investissement dans le pays et promouvoir le commerce et l'investissement privé par le biais du Forum des entreprises Afrique-Asie.

**Graphique 4.7 Certains donateurs n'ont pas d'approche spécifique de la coopération Sud-Sud**



Dans le cadre de leur initiative en faveur de la compétitivité de l'Afrique dans le monde, les États-Unis réunissent les gouvernements des pays hôtes, les organisations régionales et le secteur privé pour promouvoir diverses activités, telles que la coopération Sud-Sud, visant à stimuler le développement du commerce et la compétitivité. La Commission européenne s'occupe aussi de plus en plus des questions relatives à la coopération Sud-Sud ou triangulaire et commence à dialoguer davantage avec les donateurs émergents. En 2008, elle a publié un communiqué intitulé *L'UE, l'Afrique et la Chine : vers un dialogue et une coopération trilatérale*, qui portait notamment sur l'infrastructure et le développement agricole.<sup>30</sup>

Les stratégies de la Finlande et de l'Espagne mettent l'accent sur l'intensification des efforts de coopération Sud-Sud et triangulaire sur le terrain, en coordination avec d'autres donateurs, notamment les organisations régionales. Le commerce régional est une priorité de la stratégie d'aide pour le commerce de la Norvège et il est considéré comme un élément de la coopération Sud-Sud, que la Suède cherche à promouvoir par l'affectation de fonds spécifiques. L'Australie met l'accent sur la coopération triangulaire avec la BASD et la Chine pour aider

les pays de la sous-région du Grand Mékong à se conformer à l'accord de transport transfrontalier. La Lettonie a lancé, en coopération avec le Canada, plusieurs projets de coopération triangulaire en Moldavie et en Ukraine, qui portent notamment sur la politique commerciale, la gestion administrative et le respect des normes internationales et européennes.

La plupart des organisations régionales et multilatérales soutiennent la coopération Sud-Sud dans le cadre de leur engagement en faveur du renforcement des échanges et de l'intégration entre les pays en développement. L'Unité spéciale du PNUD pour la coopération Sud-Sud aide les gouvernements – en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et des donateurs bilatéraux – à entreprendre des programmes de coopération Sud-Sud ou triangulaire. La stratégie du PNUD souligne aussi l'importance des partenariats Sud-Sud pour relever les défis transfrontaliers et transrégionaux.<sup>31</sup> La FAO et l'ONUDI ont des programmes qui visent à promouvoir les échanges de savoir-faire technique et la formation de réseaux entre pays en développement et qui prévoient notamment l'envoi d'experts du Sud dans d'autres pays du Sud. Le CCI s'efforce d'encourager les partenariats d'entreprises et de faciliter la constitution de réseaux entre les entreprises du Sud pour promouvoir et développer le commerce Sud-Sud. La CNUCED soutient la relance et l'utilisation accrue du Système global de préférences commerciales (SGPC) entre les pays en développement ainsi que d'autres initiatives visant à stimuler le commerce Sud-Sud.

Au niveau régional, les commissions régionales de l'ONU – CEA, CESAP et CESAO – encouragent la coopération Sud-Sud pour approfondir l'intégration régionale. La BID s'efforce de mettre en place, avec les États membres qui participent à la coopération Sud-Sud, un cadre institutionnel pour renforcer et suivre cette coopération en Amérique latine et dans les Caraïbes. Partenaire stratégique du NEPAD, la BafD a établi des partenariats solides avec la CEA et la Commission de l'Union africaine pour apporter un large soutien politique et technique aux communautés économiques régionales (CER) sur les approches possibles pour assurer et renforcer la coopération et l'intégration régionales. Le chapitre 5 présente une analyse plus approfondie de la coopération Sud-Sud dans le contexte du soutien des efforts d'intégration régionale.



## SUIVI, ÉVALUATION ET RESPONSABILITÉ MUTUELLE

Le suivi et l'évaluation font partie intégrante de l'Initiative Aide pour le commerce. Pour transformer les « relations » d'aide entre donateurs et pays partenaires en « partenariats » d'aide, il faut suivre et évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements réciproques. L'enquête révèle que les donateurs suivent et évaluent systématiquement, du point de vue quantitatif et qualitatif, les projets et programmes liés au commerce conformément à des directives génériques. Nombre d'entre eux prennent des mesures pour faire en sorte que leurs cadres d'évaluation respectifs soient davantage axés sur les résultats. L'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'Aide pour le commerce ayant souligné la « nécessité [d'obtenir des] résultats concrets et visibles sur le terrain », la plupart des donateurs suivent l'impact potentiel de leurs activités sur les performances commerciales. Et la plupart procèdent au suivi et à l'évaluation dans un cadre participatif, notamment, si possible, dans le cadre d'initiatives conjointes avec les gouvernements des pays partenaires.

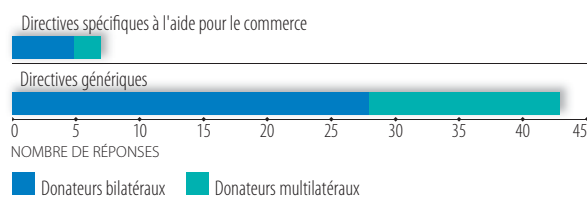
Cette section décrit les diverses initiatives prises par les donateurs dans le domaine du suivi et de l'évaluation – au niveau institutionnel et sur le terrain – afin d'améliorer la qualité de leurs programmes et projets d'aide pour le commerce.

### Les donateurs utilisent principalement des directives génériques concernant l'évaluation et ...

Environ 86 pour cent des donateurs (43 sur 50) suivent et évaluent leurs programmes d'aide pour le commerce en suivant des directives d'évaluation génériques ou des directives spécifiques pour les sujets et les secteurs relevant de l'aide pour le commerce (graphique 4.8). Les États-Unis, par exemple, indiquent que la MCC suit et évalue l'aide pour le commerce de la même manière que les autres programmes de développement qu'elle finance, c'est-à-dire par rapport à des produits ou des résultats cibles fondés sur une analyse coûts-avantages rigoureuse. L'USAID applique une méthode d'évaluation groupée pour disposer d'un cadre simple et efficace qui lui permet de suivre les progrès accomplis dans tous les domaines d'activité constituant ensemble l'aide pour le commerce. La stratégie de l'UE prévoit un cadre de suivi pour évaluer annuellement les progrès de la mise en œuvre.

Le Royaume-Uni est en train d'élaborer une méthode de suivi et d'évaluation dans le cadre de sa stratégie d'aide pour le commerce, tandis que le Danemark participe aux évaluations conjointes des organisations – CCI et ACICI – qui exécutent ses

Graphique 4.8 Les donateurs utilisent des directives génériques



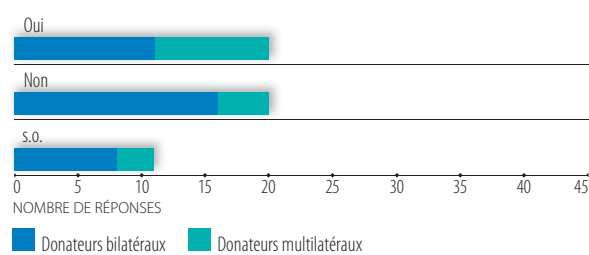
Source : Questionnaire OCDE OMC destiné aux donateurs.

programmes d'aide pour le commerce ainsi qu'aux travaux du CIR visant à améliorer son cadre d'évaluation et de suivi (lequel devrait être finalisé et opérationnel en 2009). L'Irlande procède régulièrement à des évaluations sur dossier des organisations multilatérales qui mettent en œuvre sa contribution à l'aide multilatérale pour le commerce, et effectue chaque année une visite programmée dans ces organisations.

### ... l'impact potentiel sur le commerce est évalué régulièrement.

Plus de 40 pour cent des donateurs bilatéraux et multilatéraux (21 sur 51) suivent régulièrement l'impact potentiel de leurs programmes ou projets d'aide sur le commerce, tandis que 37 pour cent (19 sur 51) ne le font pas (graphique 4.9). Les donateurs qui suivent et évaluent leurs projets et programmes le font à différents stades du cycle du projet (*ex ante*, à *mi-parcours*, à *l'achèvement du projet* ou *ex post*), mais le choix du moment varie selon les donateurs.

Graphique 4.9 Les donateurs suivent régulièrement l'impact potentiel sur le commerce



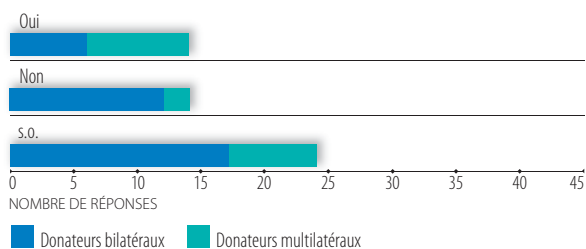
Source : Questionnaire OCDE OMC destiné aux donateurs.

Toutes les activités de la Banque mondiale, y compris les fonds fiduciaires, sont soumises à des procédures de suivi et d'évaluation rigoureuses. Les résultats des projets sont évalués à différents niveaux, notamment par les services chargés de l'exécution, par le Groupe d'assurance de la qualité et par le Groupe d'évaluation indépendant. Le FMI, qui ne finance pas de projets spécifiques d'aide pour le commerce, examine l'impact que ses propres programmes peuvent avoir sur le commerce, car c'est un indicateur important pour déterminer dans quelle mesure ils répondent à la situation de la balance des paiements des pays membres concernés. La BID a procédé

récemment à l'évaluation de ses deux principaux programmes liés au commerce, l'Initiative d'intégration de l'infrastructure régionale en Amérique du Sud (IIRSA) et le Plan Puebla Panama (PPP). La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) suit régulièrement les contributions de ses projets à la consolidation des marchés et des institutions de marché et au renforcement du secteur privé, bien qu'elle n'analyse pas expressément leur impact sur le commerce. Le Groupe d'évaluation des Nations Unies est en train d'évaluer l'impact de la programmation conjointe dans huit pays pilotes dans le cadre du Groupe interagences pour le commerce et la capacité productive. Enfin, la Bafd prévoit de suivre l'impact de ses activités sur le commerce en 2009.

La plupart des donateurs suivent et évaluent les résultats par rapport aux objectifs initiaux des programmes, mais il peut-être difficile d'identifier et de mesurer les résultats relatifs au commerce. La Nouvelle-Zélande fait valoir qu'il peut-être difficile de mesurer (et d'attribuer) l'impact potentiel d'une activité sur le commerce si les résultats relatifs au commerce ne sont pas identifiés et incorporés dans les objectifs initiaux du programme. De son côté, la Commission européenne, dont les efforts d'évaluation sont axés sur les produits et les résultats, soutient qu'il est impossible de suivre et évaluer l'impact des programmes d'aide sur le commerce, vu la multiplicité des facteurs extérieurs qui influent sur les échanges (c'est le problème classique de l'attribution). En outre, quand on fixe les objectifs et les calendriers des interventions d'aide pour le commerce, il est important de considérer qu'il faut du temps pour remédier aux nombreuses difficultés auxquelles se heurtent les pays en développement pour profiter des possibilités offertes par le commerce. Quand elle élabore ou actualise sa stratégie d'aide-pays, l'Australie analyse la situation du pays en tenant compte du contexte général et des implications du programme d'aide proposé, notamment de son impact possible sur le commerce.

Graphique 4.10 Des études d'impact ont été effectuées



Par ailleurs, il a été demandé aux donateurs de dire s'ils envisagent d'évaluer l'impact de leurs programmes d'aide pour le commerce dans un proche avenir (graphique 4.10). Près des trois quarts d'entre eux (38 sur 52) n'ont pas pu répondre, mais certains donateurs de l'UE ont indiqué qu'ils prévoient d'évaluer l'impact de leurs programmes d'aide pour le commerce dans les mois qui viennent (par exemple l'Irlande en juin 2009, la Suède en décembre 2009, la Norvège en 2009, l'Allemagne en mars 2010 et le Royaume-Uni en 2010). La Banque mondiale, le CCI et la Bafd ont évalué l'impact de leurs programmes d'aide pour le commerce en 2006, 2007 et 2008, respectivement. Aux États-Unis, la MCC a pris plusieurs mesures pour renforcer sa stratégie d'évaluation de l'impact, notamment en établissant un budget distinct pour les études d'impact, sous le contrôle de l'économiste en chef et indépendamment de la gestion de l'exécution du programme, afin d'assurer la transparence et l'indépendance du processus d'évaluation.

#### Les cadres d'évaluation sont renforcés et ...

De nombreux donateurs indiquent qu'ils prennent, ou envisagent de prendre, des mesures pour améliorer la qualité et la rigueur de leur cadre d'évaluation de l'aide pour le commerce. L'Australie et le Japon, par exemple, réexaminent et actualisent régulièrement leurs moyens et méthodes d'évaluation des projets de coopération pour le développement, y compris dans le domaine de l'aide pour le commerce. La Suisse met au point, en collaboration avec l'ONUDI, un cadre logique type pour chaque catégorie d'activités (promotion des exportations, concurrence, protection des consommateurs) dans le cadre de ses efforts pour renforcer la gestion axée sur les résultats. Au cours des deux dernières années, la Nouvelle-Zélande a augmenté les ressources allouées au renforcement du suivi et de l'évaluation de tous ses programmes. Le CCI est aussi en train de renforcer le suivi et l'évaluation en étoffant l'effectif chargé de ces activités.

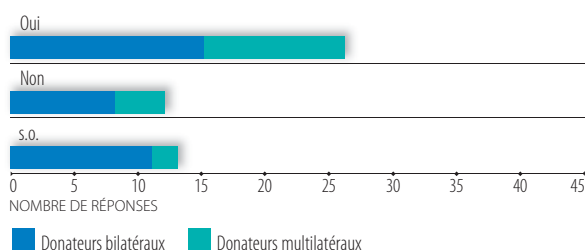
Dans le cadre de l'évaluation continue de son programme de renforcement des capacités commerciales (PRCC), la France a entrepris d'étudier les moyens d'améliorer la qualité des évaluations de ses différentes activités d'aide pour le commerce. La Finlande et la Suède prévoient de renforcer leurs systèmes d'évaluation et de suivi en élaborant des indicateurs spécifiques, couvrant aussi, dans le cas de la Finlande, des questions transversales comme les questions de genre. L'Allemagne examine comment concevoir un mécanisme, comprenant des chaînes

et des indicateurs d'impact, pour suivre la mise en œuvre des APE et envisage d'expérimenter ce mécanisme dans un pays ACP. L'Irlande et l'Espagne réexamineront leurs cadres de suivi et d'évaluation dans le contexte de leurs nouvelles stratégies. Enfin, pour assurer la mise en œuvre efficace de sa nouvelle stratégie d'aide pour le commerce, le Royaume-Uni suit les progrès annuellement et procédera à une évaluation à mi-parcours (2010) et dans la dernière année (2013).

### ... les parties prenantes des pays partenaires participent au processus et ...

Conformément à l'engagement de renforcer la responsabilité mutuelle, la moitié des donateurs (26 sur 51), y compris les principaux, associent les parties prenantes des pays partenaires au suivi et à l'évaluation de leur aide pour le commerce (graphique 4.11). La Suisse, par exemple, a adopté la méthode de l'examen par les pairs pour évaluer son programme de coopération au Pérou, ce qui a permis aux parties prenantes nationales d'évaluer elles-mêmes chaque composante du programme et de présenter un rapport sur les résultats lors d'un atelier conjoint d'examen par les pairs.

Graphique 4.11 Les donateurs font participer les parties prenantes des pays partenaires



Source : Questionnaire OCDE OMC destiné aux donateurs.

La Belgique, le Canada et la Finlande signalent que des indicateurs sont élaborés régulièrement pour les projets et les programmes, en coopération avec toutes les parties prenantes. La Suède a choisi de passer par le CIR pour assurer le suivi et l'évaluation de ses activités d'aide pour le commerce au niveau des pays. La Nouvelle-Zélande envisage de faire participer les parties prenantes des pays partenaires lorsqu'elle améliorera ses systèmes de mesure des résultats. La Banque mondiale a établi des procédures de suivi et d'évaluation conjointes avec les parties prenantes des pays partenaires aux niveaux macro-économique

(prêts) et microéconomique (projets). Les programmes-pays qui relèvent du Cadre d'assistance au développement des Nations Unies sont élaborés et approuvés conjointement par l'équipe de l'ONU dans le pays et le gouvernement du pays partenaire, dans le cadre de consultations auxquelles participent aussi la société civile et le secteur privé.

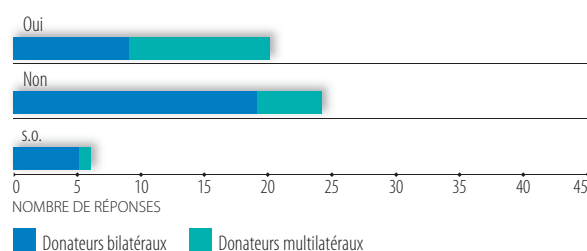
Dans leur réponse au questionnaire destiné aux donateurs, les États-Unis soulignent qu'il appartient au premier chef, aux gouvernements des pays partenaires, de définir les priorités en matière de commerce et de les inscrire dans leur stratégie de développement pour qu'une assistance puisse être fournie afin de répondre à leurs besoins en matière de capacités commerciales. Les pays qui ont accès aux fonds du MCA, par exemple, doivent non seulement élaborer et exécuter leurs propres programmes MCA, mais aussi présenter des rapports trimestriels et annuels sur les résultats obtenus et évaluer l'impact des programmes. C'est pourquoi des indicateurs concernant les produits et les résultats, ainsi que des scénarios de base et des cibles de suivi, sont élaborés conjointement par la MCC et les parties prenantes du pays partenaire, dans le cadre du processus de conception du programme.

Le CCI signale aussi qu'une forte appropriation par les pays partenaires est essentielle pour le succès de ses projets d'aide pour le commerce. Le fait de confier aux bénéficiaires, au stade de la conception, un rôle important dans la définition des critères de réussite peut faciliter grandement l'appropriation par tous les partenaires.

### ... des activités de suivi et d'évaluation conjointes sont entreprises.

Environ 40 pour cent des donateurs (20 sur 50) ont entrepris des évaluations conjointes de leurs programmes d'aide pour le commerce avec les pays partenaires (graphique 4.12). Bien que près de la moitié d'entre eux (24) n'aient pas encore effectué d'évaluation conjointe, la plupart signalent que le suivi de leurs activités d'aide est toujours effectué en collaboration et en consultation étroites avec les parties prenantes des pays partenaires.

Graphique 4.12 Des évaluations conjointes ont été effectuées avec les partenaires



Source : Questionnaire OCDE OMC destiné aux donateurs.

Le Japon a effectué avec le Viet Nam une évaluation conjointe d'un projet de développement de l'infrastructure exécuté en 2005-2006 dans la région du Delta du Fleuve rouge.<sup>32</sup> Il a aussi aidé les gouvernements des pays partenaires à évaluer divers projets (évaluation de l'impact de la construction de routes et de ponts sur le développement économique et social à Sri Lanka; évaluation de la mise en place d'infrastructures, de bases de distribution et d'activités manufacturières dans l'est d'El Salvador). De même, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique ont effectué, au premier semestre de 2008, un examen conjoint du Programme de facilitation du commerce régional dans le Pacifique, dont les conclusions ont été examinées à la réunion annuelle des ministres du commerce de la région en juillet 2008. L'Allemagne, en collaboration avec plusieurs pays partenaires, étudie actuellement les forces et faiblesses de ses programmes d'aide pour le commerce. La Banque mondiale exige que tous les rapports d'achèvement des projets – premier niveau d'évaluation – soient établis conjointement avec le gouvernement du pays partenaire concerné. Le bureau d'évaluation de la BID évalue également les programmes nationaux en étroite collaboration avec les parties prenantes des pays partenaires.

## CONCLUSIONS

Malgré la crise financière et économique mondiale, les donateurs ont réaffirmé leur volonté de maintenir les apports d'aide aux niveaux annoncés. Leurs réponses à la deuxième enquête de suivi de l'Aide pour le commerce montrent que l'initiative Aide pour le commerce a permis à ce jour de galvaniser le soutien politique et de mobiliser des ressources financières supplémentaires. Des progrès ont été faits aussi dans la fourniture de l'aide pour le commerce, notamment au niveau des mécanismes destinés à améliorer l'efficacité de l'aide. Toutefois, étant donné que la crise a déjà réduit les échanges – et freinera à terme la croissance – dans la plupart des pays en développement et que les bons résultats économiques enregistrés par ces pays avant la crise dépendaient beaucoup de facteurs extérieurs, il est capital d'entretenir l'élan en faveur de l'aide pour le commerce.

De fait, la crise actuelle rend encore plus nécessaire de donner la priorité à l'aide pour le commerce dans les prochaines années, comme l'ont souligné plusieurs donateurs dans leurs réponses. Les intérêts bien compris de chaque partie étayent cet argument. Comme le dit Jeffrey Sachs, « c'est le bon moment pour financer et construire des routes et des ports dans des régions comme l'Afrique subsaharienne, car les entreprises des pays qui fournissent la technologie tournent à moitié de leur capacité. On pourrait donc obtenir le triple avantage de la relance, du développement et de la viabilité ».<sup>33</sup> Comme l'a rappelé le rapport 2008 de la Commission sur la croissance et le développement, il est indispensable d'obtenir des taux de croissance élevés et soutenus pour atteindre les OMD. Dans ce contexte, l'aide pour le commerce a un rôle essentiel à jouer en aidant les pays pauvres à utiliser le commerce comme un important instrument de croissance autonome et de réduction de la pauvreté.

Pour maintenir cet élan, il faut plus que jamais donner clairement la priorité aux besoins liés au commerce dans le dialogue entre donateurs et pays partenaires. Les conclusions du chapitre 2, qui indiquent que c'est précisément le cas dans de nombreux pays partenaires, augurent bien de l'amélioration de l'efficacité de l'aide pour le commerce dans les années qui viennent. ■

## NOTES

1. L'Argentine, le Brésil et la Chine ont répondu à un questionnaire spécialement conçu pour les pays engagés dans les efforts de coopération Sud-Sud, dont les résultats sont analysés au chapitre 5, qui traite de la dimension régionale. L'Inde a répondu elle aussi au questionnaire Sud-Sud, mais après la date limite. Le Chili, quant à lui, a répondu aux trois questionnaires en tant que donateur, pays partenaire et acteur de la coopération Sud-Sud; il est donc mentionné dans les chapitres correspondants. Toutes les réponses aux questionnaires figurent sur le CD-ROM.

2. Les donateurs bilatéraux sont : l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, le Canada, la Chine, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, le Qatar, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, Singapour, la Suède, la Suisse et le Taipei chinois.

Les organisations régionales et multilatérales sont : la BAfD, l'Agence de coopération et d'information pour le commerce international (ACICI), le Secrétariat de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), la Commission européenne, le secrétariat du CIR, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la BID, le FMI, le Centre du commerce international (CCI), la CNUCED, le PNUD, l'ONUUDI, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et l'OMC.

3. Voir le chapitre 2 du précédent rapport OCDE-OMC intitulé « Aid For Trade at a Glance 2007: 1st Global Review ».

4. Au total, 38 donateurs bilatéraux ont répondu à la seconde enquête, contre 29 en 2007. Outre les 22 membres du CAD, six autres pays de l'OCDE qui n'appartiennent pas au CAD et dix autres pays non membres de l'OCDE (dont le Brésil, le Chili, la Chine et l'Estonie) ont pris part à l'exercice de suivi. Les donateurs multilatéraux ont été eux aussi plus nombreux à y participer (19 organisations, contre 14 en 2007).

5. [http://www.usaid.gov/our\\_work/economic\\_growth\\_and\\_trade/eg/eg\\_strategy/eg\\_strategy\\_v4\\_final.pdf](http://www.usaid.gov/our_work/economic_growth_and_trade/eg/eg_strategy/eg_strategy_v4_final.pdf).

6. Le Plan d'action de Yokohama, adopté lors de la TICAD-IV, dispose que des mesures seront prises pour « améliorer "l'Aide pour le commerce", afin d'augmenter globalement la compétitivité des pays africains en accélérant l'assistance, y compris "l'Initiative de développement pour le commerce" du Japon ». Dans ce but, le Japon s'est engagé à doubler, d'ici à 2012, l'APD (hors allègements de dettes) qu'il accorde à l'Afrique, en particulier l'aide sous la forme de dons.

7. [http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2008/november/tradoc\\_141470.pdf](http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2008/november/tradoc_141470.pdf).

8. La stratégie de l'UE s'appuie elle-même sur les principes énoncés dans le *Code de conduite de l'UE sur la complémentarité et la division du travail dans la politique de développement* (2007) et dans le *Consensus européen pour le développement* de 2005.

9. Bien que l'aide pour le commerce ne soit pas subordonnée à la conclusion d'un APE, la Stratégie d'Aide pour le commerce de l'UE énonce des actions visant à répondre aux besoins des pays ACP spécifiquement liés au commerce, l'UE ayant officiellement décidé (dans les conclusions du Conseil de l'Union européenne sur l'aide pour le commerce de 2006) de répondre aux besoins d'ajustement liés aux APE dans le cadre plus large de l'aide pour le commerce.

10. En outre, certains pays ont davantage recours, si possible, à la coopération déléguée et à des partenariats « fantômes ». Le Royaume-Uni, par exemple, a mis en place des arrangements de coopération déléguée dans 29 pays.
11. <http://formin.finland.fi/public/default.aspx?contentid=137494&nodeid=15457&contentlan=2&culture=en-US>.
12. [http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/Aid\\_for\\_trade.pdf](http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/Aid_for_trade.pdf).
13. Il s'agit notamment : i) d'améliorer l'accès aux marchés par des accords commerciaux et en aidant les pays partenaires à satisfaire aux prescriptions commerciales; et ii) d'améliorer l'environnement commercial au niveau national par des réformes structurelles et le développement de l'infrastructure liée au commerce.
14. L'assistance technique et le renforcement des capacités liées au commerce sont un pilier essentiel du partenariat mondial convenu dans le cadre du huitième Objectif du Millénaire pour le développement, qui est de « *poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire* ».
15. OCDE/CAD (2008), *Aid Targets Slipping Out of Reach*.
16. En 2008, l'APD totale fournie par les donateurs du CAD a augmenté de 10 pour cent en termes réels, s'établissant à 119,6 milliards de dollars EU, soit 0,30 pour cent du RNB combiné de ces pays.
17. L'Accord d'Accra, adopté lors de la CNUCED XII en 2008.
18. [http://siteresources.worldbank.org/EXTASSWBSUPTRA1987/Resourcess/trade\\_evaluation.pdf](http://siteresources.worldbank.org/EXTASSWBSUPTRA1987/Resourcess/trade_evaluation.pdf).
19. Voir le rapport du Royaume-Uni sur les activités d'aide pour le commerce menées en 2006 et 2007 au niveau multilatéral, qui figure sur le CD-ROM joint au rapport.
20. Le CIR devrait être pleinement opérationnel au début de 2009. Il est conçu pour i) fournir des ressources financières accrues, additionnelles et prévisibles afin de mettre en œuvre les matrices d'action, ii) renforcer les capacités dont disposent les pays pour gérer, mettre en œuvre et suivre le processus du CI, et iii) améliorer la gouvernance du CI.
21. Ce fonds est financé par la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède, dont la contribution totale est d'environ 30 millions de dollars EU sur la période 2007-2010.
22. La CE souligne que l'aide pour le commerce est une des priorités de la prochaine génération de programmes indicatifs pluriannuels nationaux et régionaux destinés à ces pays (qui seront adoptés en 2010 pour le cycle de programmation 2011-2013).
23. AIEA, CCI, CEA, CEE ONU, CEPALC, CESAP, CNUCED, DAES, FAO, Groupe de la Banque mondiale, OACI, OIT, OMC, OMI, OMPI, OMS, ONUDI, ONU HABITAT, PNUD, PNUE et UNRWA.
24. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont établi, conjointement avec la Banque mondiale et la BASD, un fonds fiduciaire multidonateurs, la Facilité pour les infrastructures régionales dans le Pacifique.
25. L'Allemagne, par exemple, a limité son engagement à trois secteurs par pays partenaire et s'est totalement désengagée des secteurs économiques dans certains pays d'Asie et d'Amérique latine. L'Autriche, en revanche, observe que les principes de complémentarité et de division du travail limitent la possibilité pour elle d'engager un dialogue sur l'aide pour le commerce avec les pays partenaires, ou réduisent le nombre de sujets pouvant être abordés.
26. La Norvège souligne que le processus d'élaboration de sa stratégie d'aide pour le commerce a permis, en soi, de sensibiliser davantage le gouvernement à cette question.

27. Le Groupe interagences du CEB pour le commerce et la capacité productive a été créé officiellement lors de la douzième Session de la CNUCED qui s'est tenue à Accra (Ghana) en avril 2008. Il comprend la FAO, le CCI, la CNUCED, le PNUD, l'ONUDI, l'OMC et les commissions régionales de l'ONU. De plus, plusieurs organismes clés des Nations Unies opérant dans le domaine de l'aide pour le commerce ont collaboré récemment (sous l'égide de la CNUCED et de l'Université des Nations Unies) pour rédiger un rapport sur l'intégration régionale, *Aid for Trade: Global and Regional Perspectives*.
28. <http://www.un.org/events/panel/resources/pdfs/HLP-SWC-FinalReport.pdf>.
29. Le rapport d'évaluation peut-être consulté à l'adresse suivante :  
[http://ec.europa.eu/europeaid/how/evaluation/evaluation\\_reports/2006/727\\_docs\\_en.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/how/evaluation/evaluation_reports/2006/727_docs_en.htm).
30. [http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/COMM\\_PDF\\_COM\\_2008\\_0654\\_F\\_COMMUNICATION\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/COMM_PDF_COM_2008_0654_F_COMMUNICATION_en.pdf).
31. Le PNUD a récemment effectué une évaluation de sa contribution à la coopération Sud-Sud (2008).
32. Le rapport d'évaluation peut-être consulté à l'adresse suivante :  
<http://www.mofa.go.jp/policy/oda/evaluation/index.html>.
33. *Financial Times*, 10 mars 2009.



## CHAPITRE 5

# LA DIMENSION **RÉGIONALE**

### RESUMÉ

L'expérience internationale a montré que l'intégration commerciale régionale peut être un puissant catalyseur de la croissance économique. Toutefois, les pays en développement sont parfois confrontés à des problèmes de capacités qui limitent leur aptitude à tirer pleinement profit de ce processus. Par exemple, la qualité médiocre de l'infrastructure transfrontalière peut constituer un obstacle particulier pour les pays en développement à faible revenu. Cela montre qu'il est nécessaire d'accroître et d'améliorer l'aide pour remédier à ces contraintes qui freinent l'intégration commerciale régionale, point sur lequel les pays partenaires et les donateurs insistent de plus en plus.

Les pays partenaires sont de plus en plus nombreux à aborder les questions régionales dans leurs stratégies commerciales et régionales, mais ils continuent à éprouver des difficultés pour renforcer les capacités régionales. La plupart participent à des dialogues et des initiatives visant à promouvoir l'intégration régionale. Et dans leurs réponses au questionnaire OCDE-OMC, ils ont identifié un certain nombre de priorités communes en matière d'intégration régionale, telles que l'infrastructure de transport, la facilitation des échanges, la compétitivité, la diversification des exportations et la capacité de mener des négociations commerciales régionales.

Les donateurs reconnaissent généralement l'importance de l'intégration régionale dans leur stratégie d'aide pour le commerce. Ils signalent une augmentation de la demande d'aide pour le commerce au niveau régional et ils se disent prêts à apporter un soutien additionnel aux activités dans ce domaine. Les critères qui guident leurs décisions d'allouer des ressources accrues sont notamment la proximité géographique et la pertinence pour les négociations et les accords commerciaux régionaux.

La coopération Sud-Sud est devenue un élément important pour promouvoir les initiatives d'intégration régionale. Dans le cycle actuel de suivi de l'aide pour le commerce, quatre pays fournissant une coopération Sud-Sud (Argentine, Brésil, Chili et Chine) indiquent qu'ils apportent une assistance dans le domaine du renforcement des capacités commerciales pour l'intégration régionale.<sup>1</sup>

Le présent chapitre présente trois études de cas qui illustrent les efforts faits au niveau régional en matière d'aide pour le commerce. Il s'agit : i) d'un programme pilote lancé récemment pour améliorer le corridor de commerce et de transport en Afrique australe destiné à faciliter la circulation des biens et des personnes; ii) d'un projet d'intégration régionale visant à améliorer l'interconnexion des pays méso-américains grâce à l'amélioration de l'infrastructure de transport et du cadre réglementaire; et iii) d'un projet de développement d'un corridor économique dans la sous-région du Grand Mékong en Asie pour améliorer les liens physiques et promouvoir le resserrement des liens économiques entre les pays de la sous-région. Ces trois études de cas montrent comment l'aide pour le commerce est utilisée pour remédier à des problèmes communs et à des problèmes régionaux spécifiques.

Enfin, les donateurs et les pays partenaires sont confrontés à un certain nombre de difficultés communes. La plupart des pays partenaires disent qu'ils bénéficient d'une aide pour le commerce au niveau régional, qui permet de répondre aux contraintes régionales. Toutefois, les efforts d'intégration régionale sont souvent entravés par le manque de coordination entre donateurs et pays partenaires. Pour renforcer les capacités régionales et assurer la participation effective aux systèmes commerciaux régionaux et multilatéraux, il est nécessaire de renforcer la coordination de l'aide pour le commerce.

## INTRODUCTION

Selon l'OMC, quelque 230 accords commerciaux régionaux (ACR) étaient en vigueur en 2008 et il pourrait y en avoir près de 400 en 2010.<sup>2</sup> Cette poussée du régionalisme est liée à l'importance croissante des relations transrégionales dans le contexte plus large de la mondialisation, due à l'accroissement des flux transfrontières de biens, de services, de capitaux et de main-d'œuvre.

L'intégration régionale peut jouer un rôle essentiel dans le renforcement de la compétitivité des pays en développement dans le système commercial multilatéral. Le fait de s'attaquer aux contraintes pesant sur l'offre au niveau régional (infrastructure de transport, facilitation des échanges et harmonisation des normes) peut encourager les économies d'échelle et élargir l'accès aux marchés régionaux et mondiaux. L'action et la coopération au niveau régional sont essentielles pour s'attaquer aux problèmes qui sont, par nature, transfrontaliers, en particulier pour les pays sans littoral ou les petits pays insulaires en développement dont l'accès aux marchés régionaux et mondiaux dépend souvent de l'infrastructure et des politiques des pays voisins (Collier, 2006).

Dans ce contexte, l'Initiative Aide pour le commerce met fortement l'accent sur la promotion de l'intégration économique régionale. La première enquête de suivi n'a pas permis de se faire une idée claire des tendances aux niveaux régional et sous-régional. Pour obtenir ce type de renseignements, il a été demandé aux pays partenaires et aux donateurs d'évaluer de manière plus détaillée les difficultés rencontrées dans la fourniture de l'aide pour le commerce au niveau régional. En outre, les banques régionales de développement, qui sont des partenaires naturels pour s'attaquer aux contraintes régionales, ont été invitées à présenter des études de cas sur les corridors d'infrastructure régionaux.

La suite de ce chapitre est organisée comme suit. La section III traite des besoins des pays partenaires en matière d'aide régionale pour le commerce (« côté demande »). La Section IV examine la réponse des donateurs (« côté offre ») et décrit les efforts visant à faire correspondre l'offre et la demande en mettant l'accent sur les difficultés de mise en œuvre et les bonnes pratiques. La Section V présente trois études de cas portant sur des initiatives régionales d'aide pour le commerce en Afrique (COMESA-CAE-CDAA), en Asie (BASD) et en Amérique latine (BID). Enfin, la Section VI contient quelques observations finales.

## LA DEMANDE D'AIDE RÉGIONALE POUR LE COMMERCE

### Les problèmes de capacités commerciales au niveau régional sont abordés dans les stratégies commerciales des pays partenaires et ...

La plupart des pays partenaires (61 sur 78) indiquent qu'ils abordent les problèmes de capacités commerciales régionales à la fois dans leurs stratégies commerciales nationales et dans le cadre des stratégies régionales des communautés économiques régionales (CER) dont ils font partie (graphique 5.1). Neuf autres pays partenaires (Belize, Botswana, Iraq, Maldives, Mexique, Panama, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sénégal et Vanuatu) n'abordent pas les problèmes régionaux dans leurs stratégies nationales, tandis que sept (Bahamas, Bolivie, Colombie, Jamaïque, Libéria, Swaziland et Ukraine) n'ont pas été en mesure de répondre précisément.

Les pays partenaires qui abordent les questions régionales dans leurs stratégies nationales mentionnent un certain nombre de défis et d'objectifs différents. Par exemple, Madagascar indique que sa participation active aux commissions d'intégration régionale constitue un élément important de sa politique commerciale nationale. L'un des principaux objectifs du plan de développement national des Philippines est de négocier des accords de libre-échange régionaux et d'adhérer à de tels accords. La stratégie nationale d'exportation des Tonga vise à surmonter les contraintes liées aux mesures SPS et OTC, tandis que le Nicaragua met l'accent sur l'élargissement de la portée des initiatives commerciales régionales en continuant d'harmoniser et de réduire les droits de douane et sur la facilitation du transit transrégional des marchandises.

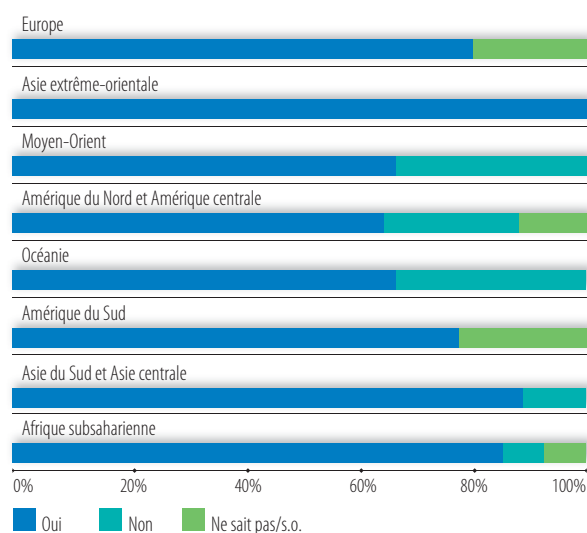
Pour un nombre croissant de pays partenaires, la tenue de négociations commerciales régionales est indispensable pour résoudre les problèmes d'intégration régionale et constitue une priorité majeure de leur stratégie commerciale nationale.

Par exemple, Sri Lanka aborde les questions commerciales régionales dans le cadre de l'Accord commercial Asie-Pacifique (APTA), de l'Accord de libre-échange de l'Asie du Sud (SAFTA) et d'autres initiatives régionales. Maurice a une stratégie régionale à plusieurs niveaux (sous-régional, régional et trans-régional). La priorité du Cap-Vert est d'élaborer, avec le soutien du CIR, une stratégie d'intégration régionale dans le cadre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

### ... dans le cadre d'initiatives d'intégration régionale.

Presque tous les pays partenaires participent à des initiatives d'intégration régionale (graphique 5.2) allant des CER aux ACR et aux unions douanières à part entière. Par exemple, le Lesotho promeut ses intérêts économiques régionaux en participant à la fois à l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) et à la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA). Moldavie agit dans le cadre de la Communauté d'États indépendants (CEI), de l'Accord de libre-échange centre-européen (ALECE) et des programmes de l'UE. Le plus vaste programme de l'Azerbaïdjan en matière d'aide pour le commerce (infrastructure et facilitation des échanges) est abordé dans le cadre d'ACR.

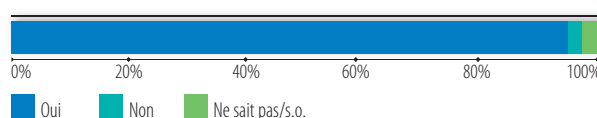
Graphique 5.1 Examen des problèmes régionaux dans le cadre des stratégies commerciales



Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

De nombreux pays partenaires considèrent l'intégration régionale comme un défi majeur. Ils jugent essentiel d'évaluer ses avantages potentiels avant de lancer des initiatives concrètes. Les Comores, par exemple, se disent préoccupées par l'intérêt limité de leur adhésion au Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) en raison de l'éloignement des autres pays membres et de l'absence de complémentarité économique. D'autres pays partenaires s'inquiètent de la difficulté d'harmoniser les politiques nationales et régionales après l'adhésion à un accord régional. Pour le Niger, par exemple, le principal problème de capacité réside dans l'harmonisation de ses politiques et réglementations avec celles de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la CEDEAO.

Graphique 5.2 Participation aux efforts d'intégration régionale



Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

En Afrique, de nombreux pays partenaires sont membres d'un ou plusieurs accords d'intégration sous-régionaux, tels que le COMESA, la CEDEAO, la CDAA, la SACU et l'UEMOA. La CEA et la BAFD sont également considérées comme des partenaires régionaux essentiels sur le continent. Au Moyen-Orient, un certain nombre de pays partenaires participent au Conseil économique et social de la Ligue arabe, à l'Accord d'Agadir, aux réunions Euro-Med et à l'Union euroméditerranéenne. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les pays partenaires participent à divers organismes sous-régionaux, comme le MERCOSUR, la Communauté andine et la CARICOM ainsi qu'à des arrangements régionaux, comme l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) et l'Arc du Pacifique latino-américain (Arco del Pacífico).<sup>3</sup> La BID joue également le rôle de partenaire dans l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes. En Asie, les principaux organismes sous-régionaux sont l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), tandis que dans le Pacifique, la principale enceinte pour l'examen des initiatives d'intégration régionale est le Forum des Îles du Pacifique. La BASD et la CESAP jouent également un rôle central dans la promotion de l'intégration et de la coopération économiques dans la région Asie-Pacifique.

### Les pays partenaires identifient des priorités analogues.

Les pays partenaires identifient un certain nombre de priorités communes en matière d'intégration régionale : infrastructure, facilitation des échanges (en particulier questions SPS et OTC et questions douanières), compétitivité, diversification des exportations et capacités en matière de négociations commerciales régionales. La Barbade souligne que nombre de ses priorités nationales reflètent celles de la région des Caraïbes dans son ensemble, étant donné la taille comparable des pays voisins et leurs vulnérabilités analogues. Les mêmes points communs sont observés dans plusieurs régions et sous-régions.

De nombreux pays partenaires considèrent que le renforcement des capacités humaines, institutionnelles et productives est l'un des principaux besoins régionaux, résultat qui reflète la conclusion du chapitre 3 selon laquelle l'assistance dans le domaine des politiques et réglementations commerciales régionales a presque doublé depuis le dernier rapport. La formation d'unions douanières (par exemple en Amérique centrale), la négociation d'ACR (par exemple les APE entre l'UE et les pays ACP), l'élaboration de stratégies régionales ou l'harmonisation des cadres juridiques nationaux figurent parmi les nombreux problèmes politiques et institutionnels régionaux qui sont mis en relief.

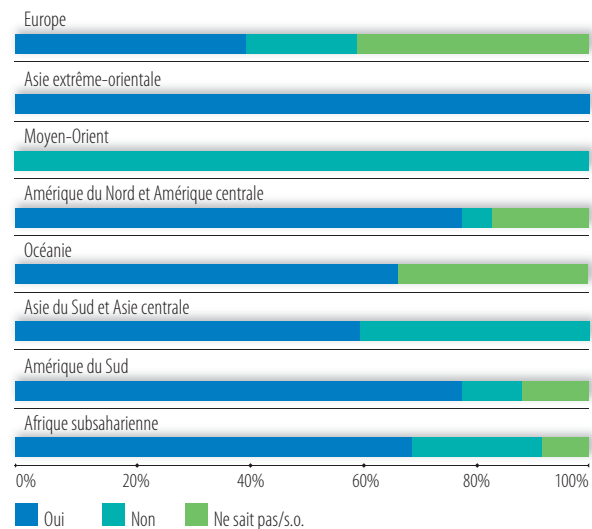
Un certain nombre de pays partenaires considèrent aussi l'infrastructure comme une priorité régionale. L'Ouganda, PMA sans littoral, souligne la difficulté d'harmoniser les normes et de construire une infrastructure commune avec ses partenaires régionaux. Le Cameroun met l'accent sur la nécessité de corridors de transport régionaux et d'une application plus stricte des règles d'origine. Les priorités régionales de la Tanzanie sont notamment les négociations commerciales, l'amélioration de la qualité et l'infrastructure transfrontalière. Dans le cas de Maurice, petit État insulaire en développement, les principaux problèmes d'infrastructure ont été traités au niveau régional par la création d'une ligne de transport maritime et d'un système d'entreposage.

### La plupart des pays partenaires bénéficient d'une aide pour le commerce au niveau régional ...

Plus des deux tiers des pays partenaires (54 sur 79) indiquent qu'ils bénéficient de programmes régionaux d'aide pour le commerce (graphique 5.3). Les autres ne bénéficient pas actuellement d'une telle aide (16), ou ne sont pas en mesure

de répondre à la question faute de renseignements (9), ce qui peut être dû à ce que les programmes régionaux sont rarement conduits par les pays de sorte que les autorités nationales ne sont pas toujours bien informées. Cela souligne la nécessité de renforcer les synergies et la coordination entre les efforts nationaux et régionaux et de donner davantage la priorité aux problèmes régionaux dans la planification nationale.

Graphique 5.3 Les pays partenaires bénéficient d'une aide pour le commerce au niveau régional



Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

### ... en particulier pour l'infrastructure et le renforcement des capacités en matière de négociations commerciales.

Dans les diverses régions, les pays partenaires indiquent qu'ils reçoivent une aide pour le commerce, au niveau régional, destinée principalement à l'infrastructure et au renforcement des capacités en matière de négociations commerciales. En Afrique, par exemple, cette aide est généralement destinée à l'infrastructure transfrontalière (par exemple corridors de transport), à la facilitation des échanges et au renforcement de la capacité de respecter les normes de qualité (par exemple programme de qualité de l'ONUDI pour l'Afrique de l'Est et de l'Ouest). Il est intéressant de noter que si l'infrastructure constitue une priorité majeure pour de nombreux pays africains, la plupart considèrent que c'est avant tout une question nationale, plutôt que régionale. En fait, le renforcement des capacités, en particulier le soutien aux CER (CEDEAO, UMOA, COMESA, SACU) est généralement considéré comme le point de départ de l'assistance régionale.

## La coopération Sud-Sud

Le fait qu'un certain nombre d'économies émergentes sont devenus des acteurs majeurs dans le système commercial mondial a stimulé la demande de coopération Sud-Sud. Étant donné l'importance croissante du commerce intrarégional et transrégional, la coopération Sud-Sud est aujourd'hui un élément important pour les pays en développement et un outil précieux pour réaliser les OMD et promouvoir l'interdépendance mondiale. L'augmentation de la coopération Sud-Sud signifie que les pays partenaires disposent de ressources financières additionnelles<sup>4</sup> et d'un plus large éventail d'options pour répondre à leurs besoins de développement. La coopération Sud-Sud est aussi un autre moyen d'aider les pays en développement à faire face aux effets négatifs de la crise économique mondiale, laquelle pourrait même renforcer la logique de la coopération Sud-Sud.

En tant que membres du monde en développement, les acteurs du Sud ont souvent une meilleure compréhension des possibilités et des difficultés que rencontrent les autres pays en développement. Souvent aussi, ils connaissent mieux leur région et sont plus au courant des exigences techniques et des conditions culturelles et politiques locales. Cela explique la tendance des acteurs du Sud à souligner que la proximité géographique est un facteur déterminant de leur coopération au développement aux niveaux bilatéral ou régional. La principale exception est la Chine qui a fourni une assistance à plus de 100 pays en développement en Afrique, en Asie, Amérique latine et en Océanie.

En 2003, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud ont établi un forum de développement trilatéral<sup>5</sup> pour promouvoir le dialogue et la coopération Sud-Sud. Ce forum encourage notamment l'échange de renseignements, de bonnes pratiques, de technologies et de compétences entre les pays en développement. Un autre objectif du forum est d'aider les pays en développement à adopter des positions communes sur les questions qui revêtent une importance internationale.

Dans le cadre de l'enquête de 2009, les prestataires de coopération Sud-Sud ont eu le choix entre le questionnaire destiné aux donateurs et un questionnaire spécial sur la coopération Sud-Sud, dont l'objectif était d'obtenir plus de renseignements sur les pratiques et programmes Sud-Sud et sur les idées qui les sous-tendent. L'Argentine, le Brésil, le Chili et la Chine, pays qui jouent depuis longtemps un rôle important dans la coopération pour le développement, ont répondu au questionnaire Sud-Sud.

La Chine, par exemple, fournit une assistance depuis plus de 50 ans, tandis que l'Argentine participe à la coopération Sud-Sud depuis 15 ans. Chacun de ces pays a une expérience unique à la fois en tant que bénéficiaire de l'aide et exemple de réussite d'un pays en développement, ce qui permet un dialogue enrichissant entre pairs.

Ces quatre pays ont répondu que leurs activités liées au commerce font partie d'une politique globale de coopération Sud-Sud. Ils soulignent que cette politique est fondée sur le principe de l'appropriation et de l'alignement, c'est-à-dire sur l'idée que les besoins et les priorités doivent être définis par les pays partenaires eux-mêmes (ils doivent donc être déterminés par la demande). Ainsi, le Brésil note que la coopération Sud-Sud pour le développement ne doit pas être considérée comme de l'APD classique, mais comme un exercice visant à promouvoir les partenariats et la solidarité entre les pays en développement. Ces pays partagent aussi l'avis général selon lequel l'aide au développement ne doit pas interférer avec les affaires internes des pays partenaires.

La coopération Sud-Sud porte principalement sur le développement des capacités humaines et institutionnelles. Les quatre principaux prestataires de coopération Sud-Sud partagent en gros les mêmes motivations : i) contribuer au développement économique et social, ii) effectuer un transfert de technologie, de compétences et de savoir, iii) échanger des expériences dans les domaines présentant un intérêt et des avantages mutuels, iv) relever les défis stratégiques communs et v) renforcer les relations bilatérales. La coopération commerciale Sud-Sud est généralement axée sur les mêmes domaines : i) renforcement des capacités en matière de négociations commerciales, ii) soutien des infrastructures commerciales des pays voisins et iii) assistance pour renforcer la compétitivité.

Le renforcement de l'intégration régionale est un objectif important pour l'Argentine, le Brésil et la Chine, qui soutiennent activement les secteurs productifs des pays voisins, en particulier les organismes de promotion des exportations. Ces dernières années, le Brésil a considérablement élargi ses initiatives de coopération Sud-Sud en Amérique latine et en Afrique subsaharienne (par des activités de coopération triangulaire). La coopération technique de l'Argentine et du Chili dans le domaine du commerce est destinée essentiellement aux pays voisins d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud.

Les renseignements sur les projets de coopération Sud-Sud du Brésil sont stockés dans deux banques de données (SAP et SGPFIN), qui contiennent le profil de chaque projet et qui servent à gérer les aspects financiers de son portefeuille de coopération Sud-Sud. Le système de suivi actuel du Brésil ne précise pas les éléments des projets qui correspondent à une aide pour le commerce, mais un nouveau programme est lancé pour suivre la coopération Sud-Sud dans laquelle l'aide pour le commerce constitue une catégorie particulière.

La Chine indique que ses activités de coopération liées au commerce ont augmenté depuis la Conférence ministérielle de Hong Kong (2005) et qu'elle est résolue à renforcer encore ses activités. Son aide liée au commerce comprend trois éléments : i) l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour les produits des PMA, ii) de grands projets d'infrastructure (routes, ports, usines) pour remédier aux contraintes du côté de l'offre et iii) des programmes de formation pour le développement des capacités. Pour ce qui est du suivi et de l'évaluation, la Chine indique que tous ses projets liés au commerce sont évalués à chaque stade du cycle du projet : *ex ante* (avant et après l'approbation du projet), à mi-parcours, à l'achèvement du projet et *ex post*. Selon la Chine, l'indice de satisfaction des pays partenaires est l'un des indicateurs les plus importants de l'efficacité de son aide.

### La coopération triangulaire

En principe, on entend par coopération Sud-Sud la coopération entre pays en développement, mais, dans la pratique, cette coopération est souvent, et de plus en plus, financée par une troisième partie « développée ». On parle alors de « coopération triangulaire », c'est-à-dire qu'un pays développé ou une organisation multilatérale finance des projets de coopération entre deux ou plusieurs pays en développement. La coopération triangulaire est en train de devenir un élément important de l'architecture de l'aide internationale, en particulier de la coopération Sud-Sud.

Certains donateurs traditionnels, comme le Japon et divers organismes des Nations Unies, pratiquent activement la coopération triangulaire (voir aussi le chapitre 4). Ainsi, l'Argentine et le Japon ont adopté en 2001 un programme de coopération triangulaire (Programme de partenariat Japon-Argentine – PPJA), dans le cadre duquel des experts argentins fournissent une assistance technique à d'autres pays en développement avec le soutien financier du Japon. Le Chili et le Brésil renforcent également leurs liens avec les donateurs traditionnels (Canada, Norvège, Espagne, États-Unis et diverses institutions

multilatérales) ainsi qu'avec des prestataires de coopération Sud-Sud, en participant conjointement à des programmes de coopération triangulaire.

Le Brésil collabore aussi activement avec d'autres pays du Sud, comme l'Argentine, l'Indonésie et l'Égypte, pour exécuter des projets de coopération triangulaire en Asie et en Amérique latine. Le Brésil met fortement l'accent sur la collaboration directe avec les pays bénéficiaires à tous les stades du cycle d'un projet de coopération triangulaire (identification, élaboration, exécution, suivi et évaluation) et ne considère pas qu'un projet constitue une « coopération triangulaire » s'il n'est pas élaboré avec la participation du pays bénéficiaire ou s'il implique seulement l'envoi d'un expert brésilien dans un autre pays du Sud. Selon le Brésil, il s'agit là simplement d'une variante de la coopération classique Nord-Sud.

### LA FOURNITURE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE AU NIVEAU RÉGIONAL

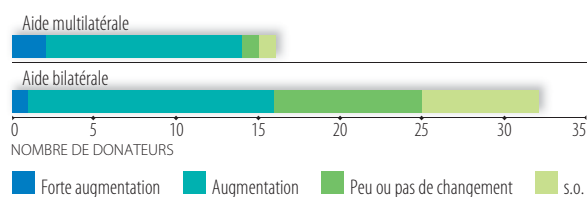
Les donateurs considèrent que la dimension régionale est un élément essentiel de l'Initiative Aide pour le commerce. Ils indiquent aussi que, pour répondre à la demande croissante d'aide pour le commerce au niveau régional, ils allouent beaucoup plus de ressources aux activités régionales. Les donateurs se heurtent cependant à des difficultés de mise en œuvre au niveau régional, liées notamment au coût élevé de la coordination des programmes multinationaux, à l'absence de notation financière pour de nombreuses entités régionales et à l'absence d'instruments de prêt et de décaissement de l'aide adaptés aux contextes régionaux.

#### L'aide régionale pour le commerce a augmenté ...

Près des trois quarts des donateurs font état d'une augmentation de la demande d'aide pour le commerce au niveau régional (graphique 5.4). Plus de la moitié indiquent que leur aide régionale pour le commerce a augmenté de plus de 15 pour cent depuis 2005 et un quart signale une augmentation de 5 à 15 pour cent. La plupart des donateurs attribuent l'augmentation de la demande d'aide régionale pour le commerce à l'intensification de l'activité en matière de négociations commerciales régionales (APE, par exemple). À la question de savoir quels facteurs déterminent si une région ou un programme régional particulier recevra un soutien, la majorité des donateurs répondent que c'est d'abord « la pertinence des accords existants/les négociations commerciales régionales en cours », puis « la proximité régionale/le soutien des processus d'intégration économique régionale des pays voisins » et « l'existence d'une contrepartie viable au niveau régional ».



### Graphique 5.4 Augmentation de la demande d'aide pour le commerce au niveau régional



Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

Pour les CE, le principal facteur déterminant est l'engagement de la région concernée dans un processus d'intégration régionale pour lequel elle a demandé une aide (voir l'encadré 1). Les États-Unis soulignent aussi que l'engagement du pays partenaire est crucial pour le succès de l'assistance régionale, mettant l'accent sur le principe de l'appropriation par les pays. Le Canada note également que le soutien dépend des besoins exprimés par chaque région. La majeure partie de son aide régionale va aux Caraïbes (pour les négociations commerciales et le développement de l'infrastructure) et à l'Afrique (pour la facilitation des échanges et le renforcement des capacités des organisations régionales). La stratégie de l'Australie en matière d'aide régionale pour le commerce donne la priorité à l'Asie et au Pacifique, en raison de leur proximité géographique, l'accent étant mis en particulier sur les négociations commerciales en cours dans les deux régions : Accord PACER Plus pour le Pacifique et Accord de libre-échange ASEAN-Australie-Nouvelle Zélande (AANZFTA).

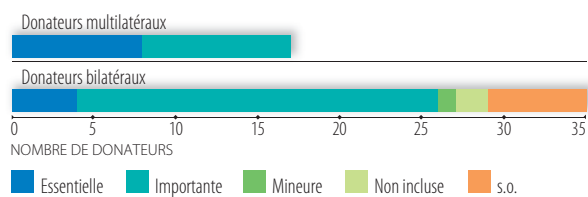
### ... c'est une priorité essentielle pour les donateurs et ...

Les quatre cinquièmes des donateurs bilatéraux et multilatéraux (43 sur 52) considèrent la dimension régionale comme un élément « essentiel » ou « important » de leur stratégie d'aide pour le commerce et attachent une grande importance au soutien de l'intégration régionale et du commerce Sud-Sud (graphique 5.5). Ce chiffre comprend non seulement les banques régionales de développement et les commissions économiques régionales de l'ONU, qui jouent déjà un rôle régional évident, mais aussi les grands donateurs, comme le Japon, la CE, les États-Unis et la Banque mondiale, pour lesquels la dimension régionale est devenue une priorité essentielle de leurs stratégies.

Dans le cadre de l'Initiative pour la compétitivité de l'Afrique sur le plan mondial (AGCI), les États-Unis ont établi quatre Centres pour la compétitivité de l'Afrique sur le plan mondial (au Ghana, au Sénégal, au Kenya et au Botswana) pour répondre directement aux besoins régionaux en matière de renforcement des capacités commerciales et pour servir de point focal pour l'information et l'assistance technique dans les domaines du commerce, de l'investissement et des affaires dans la région.

La Banque mondiale met aussi fortement l'accent sur l'intégration régionale « favorable au développement » afin d'optimiser l'impact des ACR sur le développement. Elle prévoit d'élargir ses activités régionales de facilitation des échanges et, en Afrique, elle collabore avec les CER et d'autres organismes pour l'exécution de divers projets régionaux et multinationaux (par exemple le COMESA, pour l'élargissement de la zone de libre-échange et le passage à une union douanière; la CDAA, pour les résultats commerciaux régionaux, les protocoles commerciaux et les règles d'origine; la CAE, pour l'harmonisation des politiques commerciales).

### Graphique 5.5 La dimension régionale est importante pour les donateurs



Source : Questionnaire OCDE-OMC destiné aux pays partenaires.

Les membres du Groupe interorganisations de l'ONU pour le commerce et la capacité productive estiment également que l'intégration régionale est essentielle pour le succès de l'Initiative Aide pour le commerce. Le PNUD, par exemple, met l'accent sur la mondialisation inclusive et les aspects du commerce relatifs au développement humain et il s'occupe de plus en plus des questions concernant le commerce transfrontières. Par l'intermédiaire de ses Centres régionaux de Bratislava, du Caire, de Colombo et de Johannesburg, il maintient des programmes régionaux axés sur les questions régionales, en collaboration avec ses programmes mondiaux et l'Unité du commerce international et du développement humain de Genève. La CNUCED et l'ONUDI, en coopération avec les CER, d'autres organismes des Nations Unies et des donateurs bilatéraux, s'efforcent également de renforcer les capacités régionales pour la négociation et la mise en œuvre d'accords commerciaux et pour le renforcement des mécanismes régionaux de coopération et d'intégration des marchés.



### Encadré 5.1 L'Aide pour le commerce et les accords de partenariat économique

Dans le cadre de la Convention de Lomé et des accords qui l'ont précédée, les relations commerciales entre le Groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP) et l'UE étaient fondées sur des préférences commerciales unilatérales. Peu avant l'expiration de la Convention de Lomé, en 2000, les pays ACP et l'UE ont conclu que ces préférences n'avaient pas eu l'impact escompté sur le développement. En conséquence, dans l'Accord de Cotonou signé en 2000, les pays ACP et l'UE sont convenus de remanier leurs relations commerciales et de négocier, d'ici à 2007, des accords de partenariat économique (APE) détaillés, compatibles avec les règles de l'OMC.

Les APE sont des accords commerciaux ayant des objectifs de développement qui sont destinés à aider les pays ACP à s'intégrer dans l'économie mondiale, à soutenir leur processus d'intégration régionale, à améliorer leur gouvernance et leur compétitivité, à promouvoir la diversification de leur économie et de leurs exportations et à fournir des biens et des services plus nombreux, de meilleure qualité et meilleur marché. Leurs dispositions commerciales seront axées sur le développement et complétées par des dispositions concernant la coopération pour le développement. Dans le cadre de l'Accord de Cotonou, les pays ACP ont bénéficié d'une aide au développement de grande ampleur fournie par le Fonds européen de développement (FED) dans le cadre de programmes nationaux et régionaux.

Un APE complet a été conclu avec la région des Caraïbes, mais les négociations se poursuivent avec les six autres régions ACP (Afrique de l'Ouest, Afrique orientale et australe, Communauté de l'Afrique de l'Est, Afrique centrale, Groupe APE de la Communauté de développement de l'Afrique australe (qui comprend l'Afrique du Sud) et Pacifique. Pour respecter les engagements pris envers les autres Membres de l'OMC et la date d'expiration de la dérogation accordée dans le cadre de l'OMC, les pays ACP et l'UE ont négocié en 2007 une série d'accords dits « intérimaires » qui prévoient des arrangements commerciaux compatibles avec les règles de l'OMC et destinés à améliorer l'accès des pays ACP aux marchés de l'UE. Ces accords intérimaires seront remplacés par les APE régionaux en cours de négociation.

Parallèlement à ce processus et à la suite du lancement de l'Initiative Aide pour le commerce, l'UE a adopté en octobre 2007 une stratégie en faveur de l'Aide pour le commerce, qui vise à soutenir une meilleure intégration des pays en développement dans le système commercial multilatéral et à utiliser plus efficacement le commerce pour réduire la pauvreté.<sup>6</sup> La stratégie comprend un pilier axé sur les pays ACP, à savoir « s'appuyer sur les processus d'intégration régionale des pays ACP, les encourager et les renforcer ». L'Aide pour le commerce

devrait aider les pays ACP à « tirer pleinement parti des opportunités et des réformes commerciales, y compris celles qui découlent des accords de partenariat économique ». La Stratégie de l'UE en faveur de l'Aide pour le commerce se fonde sur les principes du Code de conduite de l'UE sur la division du travail dans la politique de développement.<sup>7</sup>

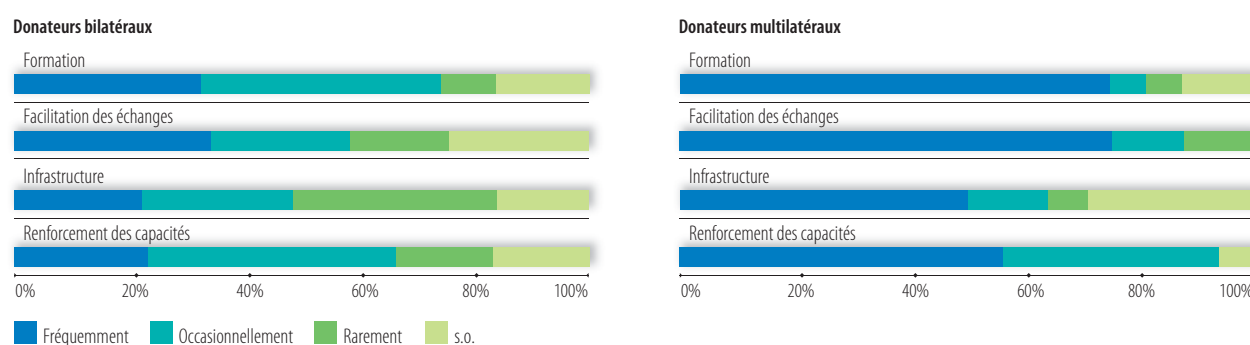
En mai 2008, l'UE a annoncé l'élaboration, conjointement avec les régions ACP, de programmes régionaux d'aide pour le commerce en vue de soutenir les programmes d'intégration régionale des pays ACP en leur fournissant un soutien financier coordonné et accru. En novembre 2008, l'UE a réitéré son engagement de collaborer avec les régions ACP pour l'exécution de programmes régionaux d'aide pour le commerce correspondant à leurs priorités d'ici au premier semestre de 2009.

L'élaboration des programmes régionaux se fait région par région. Elle comprend l'identification et le chiffrage des besoins de soutien et des priorités aux niveaux national et régional, y compris un relevé des activités pertinentes en cours et la mise en correspondance des principales lacunes avec les apports financiers des différents acteurs (UE et autres donateurs). Les principaux défis sont, d'une part, de parvenir à des stratégies régionales communes et, d'autre part, de mobiliser un soutien financier additionnel.

Les organisations régionales des pays ACP sont les chefs de file naturels de ce travail, en tant que coordonnateurs des processus d'intégration régionale. Le défi pour elles est de faire participer de manière appropriée les parties prenantes de leurs membres ainsi que l'UE et les autres donateurs au processus d'évaluation et de hiérarchisation des besoins. L'UE s'est engagée à soutenir les organisations régionales dans ces efforts en finançant des études, en favorisant le dialogue sur l'intégration régionale au niveau national, etc.

Les programmes régionaux du 10<sup>ème</sup> FED servent de base au soutien de l'UE aux programmes régionaux d'aide pour le commerce. Conjointement avec la Commission, les organisations régionales des pays ACP ont élaboré les documents de stratégie régionale du 10<sup>ème</sup> FED, qui reflètent les visions de l'intégration régionale des pays ACP ainsi que les programmes indicatifs régionaux du 10<sup>ème</sup> FED, qui constituent le principal soutien de la CE à ces pays de 2008 à 2013. La signature de ces programmes en novembre 2008 peut être considérée comme un jalon dans l'établissement des programmes régionaux d'aide pour le commerce. Avec un montant de 1,78 milliard d'euros alloué à l'intégration régionale des pays ACP dans le cadre du 10<sup>ème</sup> FED, l'enveloppe financière a presque doublé par rapport à la période précédente (2000-2007), ce qui traduit le consensus UE-ACP sur l'importance des questions régionales pour le développement.

Graphique 5.6 Les donateurs multilatéraux fournissent davantage d'aide régionale pour le commerce



Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) – partenariat multidonateurs entre l'OMC, la Banque mondiale, la FAO, l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) – promeut également des approches régionales en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine SPS en encourageant les pays amissibles à présenter des propositions de projets de portée régionale.<sup>8</sup>

### ... elle passe par des canaux régionaux.

La plupart des donateurs bilatéraux fournissent leur aide régionale pour le commerce par le biais des banques régionales de développement, des CER et d'autres mécanismes régionaux (comme les fonds d'affectation spéciale multidonateurs) (graphique 5.6). Ainsi, en 2008, le Royaume-Uni a lancé un nouveau programme quinquennal d'intégration régionale en Afrique de l'Est d'un montant de 20 millions de livres sterling, qui vise à développer les principaux corridors de transport de la région, à soutenir le programme d'intégration de la CAE et à faciliter l'expansion régionale du secteur privé. Des approches sous-régionales analogues sont mises au point pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe.

Le renforcement de la coopération et de l'intégration régionales est un objectif fondamental des banques régionales de développement qui investissent actuellement des ressources considérables pour soutenir diverses initiatives régionales, allant de l'assistance technique au développement de l'infrastructure. Ces banques jouent également un rôle essentiel dans l'acheminement des fonds destinés à des programmes et des projets de portée régionale. Le Programme régional de coopération technique n'est qu'un exemple des instruments stratégiques utilisés

par la BID pour fournir une assistance liée au commerce au niveau régional. Faisant fond sur son engagement déjà important dans l'intégration régionale en Afrique, la Bafd est en train de préparer une série de documents stratégiques sur l'intégration régionale pour ses quatre communautés sous-régionales (Afrique du Nord [pays de l'Union du Maghreb arabe], Afrique de l'Ouest [CEDEAO], Afrique centrale [CEEAC] et Afrique orientale et australe [COMESA/CDAA/CAE]), documents qui serviront de base à des interventions régionales futures. Ces stratégies seront également intégrées dans les documents de stratégie nationaux pour assurer leur mise en œuvre effective.

### Le soutien à l'infrastructure régionale augmente ...

L'infrastructure reste l'un des biens publics régionaux les plus importants, qui peut grandement faciliter le commerce transfrontières, la croissance et le développement. Comme le montre le chapitre 3, les donateurs fournissent de plus en plus un soutien régional pour le développement de l'infrastructure; en fait, le volume du soutien régional et multinational a plus que quadruplé par rapport au niveau de référence de 2002-2005. Un bon exemple est l'Initiative de la BID pour l'intégration de l'infrastructure régionale en Amérique du Sud (IIRSA)<sup>9</sup>, qui met l'accent sur l'amélioration de l'infrastructure physique des 12 pays sud-américains afin de promouvoir le commerce, la compétitivité et le développement économique. D'après leurs auto-évaluations, la plupart des organisations multilatérales et régionales interviennent au niveau régional dans tous les domaines de l'aide pour le commerce, de l'assistance technique aux grands projets d'infrastructure.

**Tableau 5.1 Programmes multinationaux par catégorie**

ENGAGEMENTS, en millions de \$EU (en prix constants de 2006) et pourcentages

	2002-05 moyenne	2006	2007
Politique et réglementation commerciales	100,0	274,8	196,8
Pourcentage du total, politique et réglementation commerciales	15,2	26,3	28,7
Infrastructure économique	347,3	1 120,1	1 352,2
Pourcentage du total, infrastructure économique	3,1	8,9	9,9
Renforcement de la capacité de production	625,3	1 125,6	1 030,3
Pourcentage du total, renforcement de la capacité de production	6,8	11,3	9,3
Assistance liée au commerce	--	--	0,3
Pourcentage du total, assistance liée au commerce	--	--	36,4
Total multinational	1 072,7	2 520,5	2 579,6
Pourcentage du total de l'aide pour le commerce	5,1	10,7	10,1

Source : OCDE-SNPC.

### ... et les programmes de financement du commerce sont renforcés.

L'accès à un coût abordable au financement des importations et des exportations est vital pour l'activité économique dans de nombreux pays en développement (voir aussi le chapitre 1). Plusieurs gros donateurs renforcent leurs programmes de financement du commerce en réponse au resserrement récent des marchés financiers mondiaux et pour en atténuer les effets négatifs sur les échanges. Par exemple, lors de la Conférence du FMI de mars 2009 sur la croissance économique de l'Afrique, la BAfD a annoncé un train de mesures nouvelles pour aider les États membres à faire face à la crise financière, notamment la mise en place d'un Fonds de liquidités d'urgence doté de 1,5 milliard de dollars EU, d'une Initiative pour le financement du commerce de 1 milliard de dollars EU et d'un cadre pour accélérer le transfert des ressources du Fonds africain de développement.

## L'AIDE RÉGIONALE POUR LE COMMERCE DANS LA PRATIQUE

Cette section présente trois études de cas sur des programmes régionaux d'aide pour le commerce en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Ces études montrent comment les organisations régionales collaborent avec les donateurs et les gouvernements partenaires pour renforcer les liaisons de transport transfrontalières – ou corridors de transport – en tant qu'éléments stratégiques essentiels des plans visant à accroître les échanges, la connectivité et l'intégration dans les trois régions.

### ÉTUDE DE CAS N° 1 : Le Corridor Nord-Sud<sup>10</sup>

Le Programme pilote d'Aide pour le commerce du Corridor Nord-Sud est une initiative conjointe du COMESA, de la CAE et de la CDAA. Son objectif est de réduire la durée, et donc le coût, des transports routiers et ferroviaires le long des deux corridors prioritaires identifiés dans le programme du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) (graphique 5.7) : i) le Corridor de Dar es-Salaam qui relie le port de Dar es-Salaam au Copperbelt et ii) le Corridor Nord-Sud qui relie le Copperbelt aux ports méridionaux de l'Afrique du Sud. Ce dernier, avec ses ramifications, dessert huit pays : Tanzanie, République démocratique du Congo (RDC), Zambie, Malawi, Botswana, Zimbabwe, Mozambique et Afrique du Sud. Le programme pilote repose sur deux initiatives : le processus tripartite COMESA-CAE-CDAA et le processus de l'Aide pour le commerce.

Il vise à améliorer, sur toute la longueur du Corridor Nord-Sud, l'infrastructure matérielle de transport (routes, rail, postes frontalières, ports) et de l'infrastructure de production et de distribution d'électricité, ainsi que le cadre réglementaire pour le commerce, les transports (simplification et allègement des procédures de dédouanement, harmonisation des règlements en matière de transit et de transport, simplification des prescriptions administratives, etc.) et l'énergie (par exemple tarifs de l'électricité).

Les parties prenantes reconnaissent qu'il existe plusieurs autres corridors de commerce et de transport qui sont tout aussi importants en Afrique orientale et australe, dont beaucoup sont reliés au Corridor Nord-Sud. Il est donc envisagé d'utiliser le programme du Corridor Nord-Sud comme projet pilote pour développer des méthodes et des approches susceptibles d'être appliquées à d'autres projets similaires.

## Importance du Corridor Nord-Sud

Pour que les pays africains puissent atteindre les niveaux de croissance économique nécessaires pour réduire la pauvreté de manière durable, il faudra d'importants investissements privés dans les secteurs productifs. Cela signifie que les coûts de production devront être suffisamment bas pour permettre aux producteurs d'être compétitifs sur le marché mondial. Tant que les coûts des transports intérieurs et de l'énergie seront relativement élevés, l'incitation à investir dans l'économie productive sera faible et les niveaux de production resteront bas. D'importants investissements publics et privés sont nécessaires pour améliorer la qualité de l'infrastructure régionale en Afrique (transports, communications et énergie) et abaisser les coûts du commerce et des affaires.

En Afrique orientale et australe, les coûts de transport sont influencés par les retards aux frontières, aux ponts-bascules et dans les ports, ainsi que par la complexité et la longueur des procédures douanières. Plus les délais de transit sont longs, plus les coûts de transport sont élevés pour les usagers. En Afrique australe, la réduction des délais de franchissement des frontières aurait le plus grand impact sur le coût des transports. En Afrique orientale et australe, le moyen le plus efficace de réduire les coûts est de réhabiliter les routes, d'abaisser le coût des carburants et de réduire les retards aux frontières.

Les apports d'aide et l'allègement de la dette, pour importants qu'ils soient, ne peuvent pas suffire à eux seuls pour couvrir intégralement le coût du développement économique de l'Afrique. D'importants investissements privés sont également nécessaires pour développer l'infrastructure conformément aux normes et aux attentes des entreprises compétitives. Toutefois, tant que ces investissements ne produiront pas des rendements élevés dans un environnement sûr, l'engagement du secteur privé restera prudent.

Le Corridor Nord-Sud a été choisi en tant que programme pilote d'Aide pour le commerce parce que c'est le plus fréquenté de la région, tant par le volume que par la valeur des marchandises en transit, et l'on s'attend à ce que le trafic augmente encore dans les prochaines années. L'objectif est de faire en sorte que les investissements et les mesures prises pour faciliter le commerce soient mis en œuvre d'une manière cohérente, coordonnée et progressive, afin de maximiser les synergies et d'amplifier l'impact positif sur les producteurs et les consommateurs.

## Financement de projets et de programmes

Les Partenaires tripartites COMESA-CAE-CDAA sont en train d'identifier un ensemble de projets pour améliorer les systèmes de transport le long du Corridor Nord-Sud. Le Programme pilote élabore des mesures progressives pour mettre en œuvre diverses interventions, dans les domaines des transports et de l'énergie, qui permettront d'apporter des solutions globales à divers utilisateurs. Cela suppose la mise en place d'un réseau de transport reliant convenablement la route et le rail pour que les utilisateurs aient accès à un ensemble efficace de services de transport bon marché et pour améliorer les capacités de production d'électricité et les réseaux de distribution de l'électricité dans toute la région.

Il faut panacher les sources de financement. L'investissement privé est possible immédiatement dans certains domaines et certaines activités (ponts à péage, projets de génération d'énergie, par exemple), mais en réalité les investisseurs privés ne seront prêts à financer à grande échelle certains éléments des systèmes de production d'énergie et de transport (routes en particulier) que s'il se produit un certain nombre de changements, notamment l'augmentation du trafic, l'amélioration des infrastructures, la simplification du cadre réglementaire, l'harmonisation des procédures et la création d'un climat d'affaires qui encourage la concurrence tout en la régulant.

On prévoit qu'un volume important de fonds publics et de ressources concessionnelles pour le développement seront nécessaires, dans un premier temps, pour améliorer l'infrastructure publique le long du Corridor Nord-Sud. Ces fonds serviront à :

- i. améliorer l'infrastructure de transport et de communication, là où elle est manifestement en mauvais état;
- ii. améliorer l'entretien de l'infrastructure existante;
- iii. améliorer la coordination entre les multiples autorités nationales et entités régionales;
- iv. établir de meilleures liaisons entre les modes de transport terrestre complémentaires; et
- v. catalyser les investissements dans le cadre de partenariats public-privé (PPP).

Graphique 5.7 Projet pilote du corridor Nord-Sud



Source : COMESA

## La Conférence internationale de haut niveau

Une importante conférence de haut niveau sur le Corridor Nord-Sud a eu lieu à Lusaka (Zambie) les 6 et 7 avril 2009; à cette occasion, la communauté internationale a annoncé l'octroi d'un montant total de 1,2 milliard de dollars EU pour améliorer les infrastructures, faciliter les échanges et actualiser les mesures réglementaires en relation directe avec le Corridor Nord-Sud. En outre, 500 millions de dollars EU ont été mis à disposition pour améliorer les autres corridors reliés au Corridor Nord-Sud. Par ailleurs, la Banque de développement de l'Afrique australe (BDAS) a annoncé qu'elle fournirait 1,5 milliard de dollars EU pour soutenir des projets dans les domaines de l'énergie, des TIC et des transports.

Les projets et programmes présentés à la Conférence de haut niveau sur le Corridor Nord-Sud portaient sur les domaines suivants :

- ▶ **Facilitation des échanges** – L'objectif est de recourir plus efficacement aux mesures existantes de facilitation des échanges (y compris l'établissement de postes frontière à guichet unique, l'harmonisation de la documentation douanière et la mise en œuvre d'un programme régional de contrôle de la charge par essieu, l'amélioration des normes de sécurité, la création d'un système régional de cautionnement en douane et d'un système de licences de transporteur et d'assurance aux tiers) afin de permettre d'importantes économies de temps et d'argent. Des travaux considérables ont déjà été menés pour élaborer et améliorer les mesures régionales de facilitation des échanges, mais les efforts doivent se poursuivre et il faut avoir la volonté politique d'appliquer les décisions prises et de résister aux revirements politiques ou administratifs. Le coût total de la mise en œuvre du programme de facilitation des échanges, considéré comme une priorité dans le Programme pilote d'aide pour le commerce pour le Corridor Nord-Sud, est d'environ 20 millions de dollars EU sur cinq ans. Certaines de ces mesures sont déjà soutenues par les organisations régionales et le processus tripartite. Ce qu'il faut maintenant, ce sont des mesures pour identifier et combler les lacunes dans le financement.
- ▶ **Projets routiers** – La communauté internationale a soutenu l'établissement de fonds et organismes routiers pour financer l'entretien et la construction de routes. Les fonds routiers sont financés par des crédits budgétaires, des taxes sur les carburants, des redevances routières et des contributions des donateurs. Il a été demandé à la communauté internationale de fournir des fonds supplémentaires par le truchement des organismes routiers nationaux (sauf pour l'Afrique du Sud) et de structures analogues de manière à pouvoir mobiliser 7,4 milliards de dollars EU sur 20 ans. Il faut maintenant déterminer quel pourcentage de cette somme est déjà disponible de façon à pouvoir combler le déficit.
- ▶ **Projets ferroviaires** – L'infrastructure ferroviaire a besoin de nouveaux investissements massifs pour fonctionner à sa capacité nominale. Avant que ces investissements ne soient effectués, il faudra s'attaquer aux obstacles à l'investissement privé et public dans le secteur, comme les accords de concessions, et renforcer l'Association des chemins de fer d'Afrique australe (SARA). Il a été demandé dans un premier temps à la communauté internationale d'aider les pays à surmonter ces obstacles, puis de collaborer avec eux pour améliorer l'infrastructure ferroviaire. Le coût des études et des consultations est estimé à 7,25 millions de dollars EU, auxquels s'ajouteront 800 millions de dollars EU de dépenses d'équipement. Un financement est déjà disponible dans le cadre des programmes existants, mais il ne suffit pas.
- ▶ **Projets portuaires** – Des projets ont été proposés à l'issue de l'étude récente du plan directeur du port de Dar es-Salaam, à savoir : agrandissement du terminal de conteneurs, dragage du chenal d'accès, création de dépôts de conteneurs terrestres et de plates-formes logistiques près du port, planification d'accès routiers et ferroviaires spéciaux et plan d'extension du port à plus long terme. Il a été demandé à la communauté internationale de fournir 3,5 millions de dollars EU pour les études et les consultations et 425 millions de dollars EU pour la construction du nouveau terminal de conteneurs et le dragage du principal chenal d'accès.
- ▶ **Projets énergétiques** – Les projets identifiés dans le secteur de l'énergie comprennent des projets de production et de transport d'électricité, qui font partie des programmes en cours de l'East African Power Pool et du Southern African Power Pool et des programmes de réforme réglementaire recommandés par la Regional Electricity Regulators Association (RERA).



## Résultats

La Conférence de haut niveau est convenue de ce qui suit :

- ▶ Etablissement d'un Comité directeur des projets composé des trois CER (COMESA, CAE et CDAA) et de représentants des partenaires de développement qui ont contribué au financement des projets et programmes du Corridor Nord-Sud. Le Comité sera chargé de la direction de l'ensemble du Programme d'Aide pour le commerce pour le Corridor Nord-Sud.
- ▶ Établissement d'une Unité d'exécution des projets qui sera chargée de faciliter, coordonner et suivre la mise en œuvre des projets et programmes identifiés dans le cadre du Programme pilote d'aide pour le commerce pour le Corridor Nord-Sud.
- ▶ Accord selon lequel les États membres du processus tripartite mettront en œuvre les politiques et réglementations régionales convenues et établiront un mécanisme pour empêcher les revirements de politique. Certains aspects de la mise en œuvre des projets du Corridor Nord-Sud seront progressivement délégués au Secrétariat tripartite, notamment : l'engagement de consultants, l'évaluation des offres, la coordination du processus de direction, le suivi et l'évaluation et la présentation de rapports. Ces mesures permettront d'appliquer des procédures harmonisées dans l'ensemble des CER, au lieu d'une multiplicité de procédures nationales et régionales qui ne font qu'accroître la bureaucratie et les lenteurs administratives.
- ▶ Création et renforcement d'organes réglementaires régionaux chargés de superviser la mise en œuvre et l'application des politiques et réglementations harmonisées au niveau régional dans les secteurs de l'énergie et des transports.
- ▶ Établissement d'un fonds d'affectation spéciale pour financer les projets et programmes identifiés visant à rendre plus efficaces les corridors de transport en Afrique orientale et australe, y compris le Corridor Nord-Sud. Le fonds sera géré par la BDAS.

Ultérieurement, l'objectif des CER est de continuer de développer le Programme d'aide pour le commerce pour le Corridor Nord-Sud et, aussi, d'appliquer les méthodes et les enseignements dégagés à d'autres corridors régionaux très importants en Afrique.

## ÉTUDE DE CAS N° 2 : Couloir d'intégration méso-américain<sup>11</sup>

Le Projet d'intégration et de développement méso-américain (« Projet méso-américain »)<sup>12</sup> a été lancé en juin 2001 pour faciliter et faire avancer le processus d'intégration et de développement des pays méso-américains : Mexique, Guatemala, Belize, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica et Panama. La Colombie s'est associée au projet en 2006.

Le projet vise, par le biais de l'intégration, à améliorer la qualité de vie dans l'ensemble de la région et à accroître ses ressources tout en protégeant l'environnement. Pour atteindre ces objectifs, il soutient l'élaboration, le financement et l'exécution de projets régionaux d'infrastructure, d'interconnectivité et de développement social.

Le Projet méso-américain comprend un portefeuille de près de 100 projets et prévoit plus de 8 milliards de dollars EU d'investissements dans les domaines du développement humain, du développement durable, de l'énergie, des télécommunications, de la facilitation des échanges, de la prévention des catastrophes naturelles et des transports.

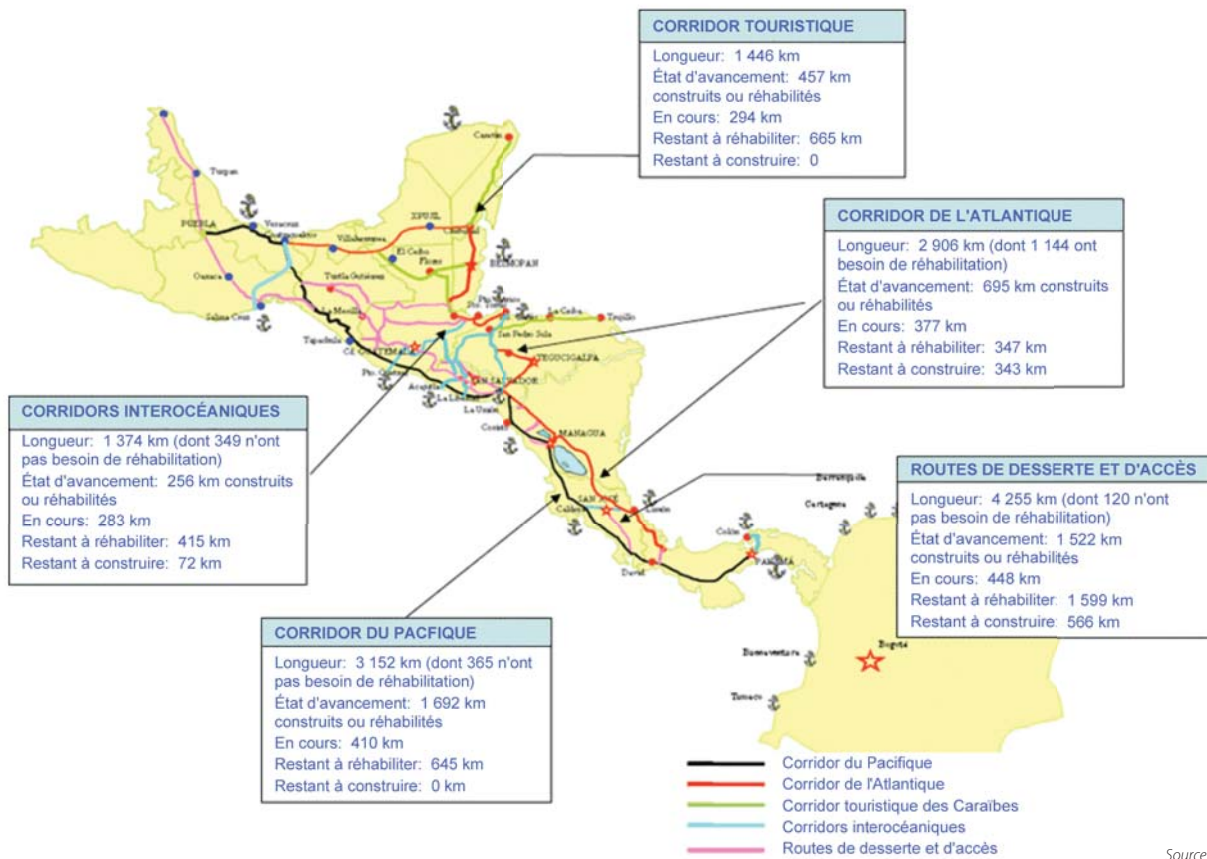
### L'Aide pour le commerce et le Plan méso-américain

Dans la plupart des pays latino-américains, il existe d'importants problèmes d'offre qu'il faut résoudre pour que ces pays puissent jouer un rôle actif dans le système commercial mondial et utiliser le commerce comme un instrument de croissance et de réduction de la pauvreté. Pour certains de ces pays, les coûts de transport sont beaucoup plus élevés que les coûts tarifaires, tant à l'importation qu'à l'exportation, en particulier dans le commerce intrarégional.

Les investissements dans les infrastructures matérielles et immatérielles liées au commerce qui sont envisagés dans le Projet méso-américain visent à relier les marchés, à réduire les coûts de transport et les coûts commerciaux, à renforcer la compétitivité commerciale, à améliorer le climat de l'investissement étranger et à fournir plus efficacement des biens et des services aux marchés mondiaux.



Graphique 5.8 Réseau international des routes méso-américaines (RICAM)



### Un plan pour assurer l'intégration physique

Le Réseau international des routes méso-américaines (RICAM) est le programme de transport phare du Projet méso-américain (graphique 5.8). Son objectif est d'assurer une intégration physique complète et de permettre la circulation fluide des marchandises et des voyageurs en réduisant les distances sur les itinéraires nord-sud et de côte à côte. Le RICAM est en train de réhabiliter 13 132 kilomètres de routes, dont deux grands corridors (du Pacifique et de l'Atlantique), une route touristique, des corridors interocéaniques et une série de routes de desserte et d'accès. Il mettra en place des règles et des normes internationales pour le transit des véhicules ainsi qu'une réglementation homogène en matière de poids et de dimensions.

### Objectifs du RICAM

L'objectif du RICAM est de renforcer la connectivité interne et externe des économies de la région en améliorant l'infrastructure routière. Cela créera de nouvelles possibilités d'intégration méso-américaine et assurera aux producteurs de la région un meilleur accès par la route aux marchés d'exportation en reliant les

communautés, les zones de production et les principaux centres de distribution et d'expédition. Le RICAM favorisera également le tourisme dans la région et coordonnera les services de transport tout en renforçant la sécurité et la rentabilité des routes.

Ces activités font partie de la mission du Projet méso-américain, qui est de contribuer à une croissance économique soutenue et à la protection de l'environnement et des ressources naturelles de la région, en coordonnant et unissant les efforts des gouvernements du Mexique, de la Colombie et des pays centra-méricains dans le respect de la souveraineté de chacun et dans un esprit d'accord et de consensus. Le RICAM est un élément essentiel de la vision du Projet méso-américain pour la région à l'horizon 2011, à savoir l'interconnexion grâce à des voies de communication faciles et sûres.

### Budget/financement

Le coût total du RICAM est estimé à 9,3 milliards de dollars EU. Le financement des projets routiers (7,2 milliards de dollars EU) a déjà été identifié et des investissements supplémentaires, estimés à environ 2 milliards de dollars EU, sont prévus.

Tableau 5.2 Ressources et sources de financement du RICAM

RESSOURCES	MILLIARDS DE \$EU	POURCENTAGE
Public	5,1	70
• Ressources propres : 3,442 milliards de \$EU (soit 47,7% du montant financé)		
• Financement extérieur : 1,617 milliard de \$EU (soit 22,4% du montant financé)		
Privées (concessions)	2,1	30
<b>TOTAL À CE JOUR</b>	<b>7,2</b>	<b>100</b>
Montant estimé des ressources additionnelles (publiques ou privées)	2,1	
<b>TOTAL (montants financés et estimés)</b>	<b>9,3</b>	

Source : BID.

### Encadré 5.2 Accélération du Corridor du Pacifique du Projet méso-américain

Dans la région méso-américaine, plus de 95% des biens commerciaux, d'une valeur d'environ 6 milliards de dollars EU, sont transportés par voie terrestre, par le Corridor du Pacifique. Cette route, longue de 3 160 km, qui va de Puebla au Mexique à Panama en traversant sept pays, est destinée à devenir l'épine dorsale du commerce en Méso-Amérique. En outre, elle réduira d'environ 300 kilomètres la distance entre Panama et Mexico.

Mais, pour cela, il faut créer les conditions appropriées, car l'infrastructure au passage des frontières le long du Corridor du Pacifique est peu fiable et inefficace et les installations sont médiocres. Cette situation est aggravée par l'insuffisance de la planification logistique et opérationnelle aux frontières, le manque d'information et l'absence d'harmonisation des réglementations.

Dans le cadre du Projet méso-américain, l'une des principales initiatives en 2009 sera « d'accélérer le Corridor du Pacifique » en réalisant un vaste plan d'action qui prévoit des améliorations et des investissements sur les tronçons qui en ont le plus besoin, ainsi que l'amélioration de tous les points de passage des frontières. Ces actions faciliteront le transit par le Corridor du Pacifique.

L'objectif général de ce projet est d'améliorer les conditions de circulation le long du Corridor du Pacifique dans le cadre d'une approche globale concernant l'infrastructure matérielle, les procédures logistiques et la réglementation et le contrôle du trafic. Ses objectifs particuliers sont i) de rénover et améliorer certains tronçons de la route et les voies d'accès à celle-ci, ii) d'améliorer les points de passage des frontières et l'infrastructure douanière, iii) de mettre en place les meilleures procédures de contrôle aux frontières et iv) de renforcer la sécurité routière et personnelle.

Comme l'indique le tableau 5.2, 70 pour cent des ressources destinées aux projets dont la source de financement est identifiée sont publiques et 30 pour cent sont privées (concessions). Dans le cas des ressources publiques, 47,7 pour cent sont des ressources propres des gouvernements et 22,4 pour cent correspondent à des financements extérieurs. Le financement public extérieur (1,617 milliard de dollars EU) provient essentiellement d'organisations multilatérales et d'organismes donateurs et a été affecté aux coûts de préinvestissement et d'exécution. Les principales sources sont la BID, la Banque centraméricaine d'intégration économique, la Société andine de développement, la Banque mondiale et les gouvernements de plusieurs pays, dont 406 millions de dollars EU accordés sous forme de dons, principalement par le Mexique, le Japon, Taïwan, la Norvège et les États-Unis pour des travaux d'infrastructure à El Salvador, au Honduras, au Guatemala et au Nicaragua.

Les kilomètres déjà financés représentent 64 pour cent du réseau total, les progrès les plus importants étant enregistrés dans le financement du Corridor du Pacifique (78 pour cent), du Corridor de l'Atlantique (76 pour cent) et des Corridors interocéaniques (65 pour cent). Pour la majeure partie du corridor touristique et des routes d'accès, le financement reste à trouver et à programmer. Les Ministres se sont fixé comme priorité de programmer et d'assurer le financement des tronçons restants des deux principales routes. Pour le Corridor du Pacifique, le calendrier d'exécution va de 2009 à 2012; 685 kilomètres (22 pour cent du total) restant à réhabiliter et aucun à construire (voir l'encadré 2). Dans le cas du Corridor de l'Atlantique, il reste 347 kilomètres à réhabiliter et 343 kilomètres à construire (24 pour cent du total). Le tableau 5.3 indique la ventilation du financement de chaque corridor.

**Tableau 5.3 Ventilation du financement des corridors du RICAM**

KILOMÈTRES FINANCÉS PAR CORRIDOR			MONTANT FINANCÉ (MILLIONS DE \$EU)	
Corridor	Total kilomètres	Kilomètres financés	FONDS PUBLICS (propres et extérieurs)	FONDS PRIVÉS (concessions)
Pacifique	3 152	2 466	1 433,2	241
Atlantique	2 906	2 216	1 199	
Touristique	1 446	781	3 04	
Interocéaniques	1 374	888	4 61,3	518
Routes d'accès	4 255	2 090	1 672	1 375
<b>TOTAUX</b>	<b>13 132 km</b>	<b>8 440 km</b>	<b>\$5 058,5</b>	<b>\$2 133,5</b>

Source : BID.

**Tableau 5.4 État d'avancement du RICAM**

KILOMÈTRES	KM	%
Nombre total de kilomètres achevés	6 629	50%
• Kilomètres achevés depuis 2002	4 651	35%
• Kilomètres qui n'ont pas eu besoin de réhabilitation	1 978	15%
Kilomètres en cours d'exécution (construction et réhabilitation)	1 811	14%
Kilomètres restants	4 692	36%
Kilomètres à réhabiliter	3 711	28%
Kilomètres à construire	980	7%

Source : BID.

### État d'avancement du RICAM

Le RICAM est achevé à 50 pour cent pour ce qui est des travaux de construction et de réhabilitation. Depuis 2002, 4 651 kilomètres ont été achevés et 1 978 kilomètres n'ont pas eu besoin de réhabilitation. Pour le reste, les travaux de construction ou de réhabilitation se poursuivent sur 14 pour cent du réseau (1 811 km) et l'identification d'une source de financement est en cours pour les 35 pour cent restants (4 692 km). Le tableau 5.4 indique l'état d'avancement des travaux du RICAM.

L'achèvement des deux grands axes routiers du Pacifique et de l'Atlantique est prévu pour 2012. Dans les autres corridors, les travaux avancent à un rythme différent.

#### Le Projet TIM (transit international de marchandises) :

La vitesse de circulation le long du Corridor du Pacifique est de seulement 17 km/h, ce qui nuit à la compétitivité et à l'intégration économique de la région. Ce problème est dû en partie à la faiblesse de l'infrastructure routière, mais aussi à la lenteur des procédures de contrôle aux frontières.

#### Encadré 5.3 : Le Projet pilote TIM

Ce projet pilote a été lancé à El Amatillo, à la frontière entre El Salvador et le Honduras. Grâce à l'introduction d'un formulaire électronique unique de déclaration en douane et d'une procédure unique pour toutes les agences de contrôle, le temps moyen de passage de la frontière a été ramené, à ce jour, de 61 minutes à 8 minutes, ce qui permet des gains de temps précieux. Cela a eu un effet positif sur les activités de contrôle des autorités douanières, car elles reçoivent les renseignements à l'avance, ce qui les aide à analyser et évaluer les risques.

Le 22 juillet 2008, un projet pilote a été lancé dans la région pour établir un système informatique standard afin de faciliter et moderniser le contrôle du transit international des marchandises (TIM), pour l'aligner sur les systèmes de contrôle les plus avancés du monde (voir l'encadré 5.3).

Forts du succès du projet pilote, les pays participants ont demandé un soutien technique pour élargir l'application du système TIM à tous leurs postes frontière et à tous leurs ports. D'autres pays de la région méso-américaine ont demandé à participer au système.

#### Autres domaines d'intégration

Outre l'intégration physique, le Projet méso-américain crée un système d'interconnexion électrique centraméricain (le SIEPAC), grâce à la construction d'une ligne de transport de 230 kW, longue de 2 000 kilomètres. Cette interconnexion ouvrira la voie à la création d'un marché régional de l'électricité qui permettra de réduire les prix de 15 à 20 pour cent, ce qui stimulera considérablement la compétitivité.

En outre, le Projet méso-américain prévoit des investissements dans les domaines du développement durable et du changement climatique, de la prévention des catastrophes naturelles et du logement bon marché.

## Conclusions

La croissance et le développement des pays méso-américains sont liés à leur capacité de s'intégrer les uns aux autres et dans l'économie mondiale. Toutefois, la médiocrité de l'infrastructure matérielle et les différences de réglementation constituent un obstacle majeur à ce processus d'intégration.

Il est essentiel de s'attaquer à ces contraintes pour permettre à ces pays de s'intégrer dans l'économie mondiale et de tirer profit de la libéralisation du commerce.

Le Projet méso-américain aidera à surmonter ces obstacles en encourageant la création d'un marché régional plus uni et la fourniture plus large de biens publics, en complément des vastes investissements dans l'infrastructure, ce qui contribuera globalement à la réduction des coûts commerciaux engendrés par l'intégration imparfaite des marchés locaux et nationaux.

Cela permettra aussi une intégration plus poussée, contribuera au renforcement du consensus sur la libéralisation des échanges et facilitera la transition vers une répartition plus équitable des gains tirés du commerce.

## ÉTUDE DE CAS N° 3 :

### La route Phnom Penh-Hô Chi Minh-Ville<sup>13</sup>

La route Phnom Penh-Hô Chi Minh-Ville est le premier projet de liaison de transport transfrontalière dans le cadre du Programme de coopération économique dans la sous-région du grand Mékong (Programme SGM). Lancé en 1992 avec l'aide de la BASD, le Programme SGM vise à promouvoir le resserrement des liens économiques entre le Cambodge, la Chine, la RDP Lao, le Myanmar, la Thaïlande et le Viet Nam. Il vise aussi à favoriser une croissance économique soutenue et à réduire la pauvreté dans la sous-région dans le cadre de la stratégie dite des 3C : amélioration de la « compétitivité » et de la « connectivité » et appartenance à une « communauté ».

La connectivité entre les pays de la sous-région est améliorée grâce au développement de l'infrastructure régionale, en particulier de corridors de transport, de systèmes d'interconnexion électrique et de réseaux de télécommunication. Le renforcement des liens physiques est un moyen d'accroître les échanges transfrontières et intrarégionaux, l'investissement et le tourisme, et d'améliorer la gestion des ressources naturelles communes. Une attention égale est portée aux aspects plus immatériels du développement sous-régional, notamment aux préoccupations sociales et environnementales communes, telles que la prévention et le contrôle des maladies transmissibles et la protection de la riche biodiversité et des écosystèmes de la sous-région.

## Description du projet

Le secteur des transports a été l'un des premiers domaines de coopération dans le cadre du Programme SGM, car on a reconnu très tôt que les liaisons de transport transfrontalières avaient l'impact le plus important et le plus immédiat sur l'accroissement de la connectivité. L'amélioration de la route Bangkok-Phnom Penh-Hô Chi Minh-Ville-Vung Tau a donc été jugée prioritaire par les gouvernements des pays de la sous-région dès la deuxième Conférence sur la coopération économique sous-régionale tenue en août 1993, à laquelle ils envisageraient déjà d'entreprendre des projets conjoints suite au lancement du Programme SGM en 1992. La route Phnom Penh-Hô Chi Minh-Ville est un segment essentiel de cette importante liaison routière (graphique 5.9).

Financé par un prêt de la BASD approuvé en 1998, d'un montant total de 140 millions de dollars EU (40 millions de dollars EU pour le Cambodge et 100 millions de dollars EU pour le Viet Nam, les gouvernements des deux pays prenant à leur charge le reste du coût total, qui était de 197 millions de dollars EU), ce projet prévoyait la reconstruction de 105 km de la RN1 au Cambodge, entre Neak Leoung et Bavet à la frontière avec le Viet Nam, y compris des travaux de réfection mineurs de sur 58 km entre Phnom Penh et le ferry du Mékong, et la reconstruction au Viet Nam de 80 km, dont 22 km de la RN1A entre Thu Duc et An Suong et 58 km de la RN22A entre An Suong et Moc Bai à la frontière avec le Cambodge. Le projet prévoyait aussi l'amélioration des installations à la frontière du côté cambodgien, à Bavet.<sup>14</sup>

Cette route était une première étape vers le développement de *corridors économiques* dans la sous-région, c'était le principal segment du Corridor économique Sud de la SGM reliant la Thaïlande, le Cambodge et le Viet Nam. Le développement régional basé sur la création de corridors économiques, stratégie caractéristique du Programme SGM, est une approche globale dans laquelle la conception et la réalisation de l'infrastructure sont liées aux potentiels productifs et commerciaux afin de maximiser les retombées économiques des investissements dans l'infrastructure. Il est prévu que l'ensemble de la sous-région sera couvert de réseaux de corridors économiques, intégrant et reliant des marchés et des centres de production dynamiques.



Graphique 5.9 Route Phnom Penh-Hô Chi Minh-Ville



Source : BASD.

## Résultats du projet

Les principaux objectifs du projet, qui étaient de faciliter la circulation des personnes, des biens et des véhicules au passage de la frontière entre le Cambodge et le Viet Nam, à Bavet/Moc Bai en réduisant les coûts d'utilisation des véhicules et la durée des trajets et en augmentant le volume du trafic, ont été atteints pour l'essentiel. La valeur totale des échanges passant par le poste frontière de Bavet/Moc Bai a augmenté d'environ 41 pour cent par an entre 2003 et 2006. Le nombre de personnes franchissant la frontière a augmenté de 53 pour cent par an en moyenne pendant la même période, et le nombre de véhicules de 38 pour cent par an en moyenne.

D'après des estimations prudentes, les coûts d'utilisation des véhicules ont baissé de 10 pour cent pour les voitures de tourisme et de 15 pour cent pour les camions et les autobus. Au Cambodge, la durée du trajet entre Phnom Penh et Bavet a été réduite de 30 pour cent. Des réductions analogues ont été obtenues au Viet Nam, en particulier dans les zones urbaines, où les embouteillages ont diminué. Grâce au projet, la durée du trajet en autobus sur plusieurs lignes a été réduite, notamment sur une ligne où la durée moyenne a été ramenée de 1 heure 10 minutes à 50 minutes, soit une réduction de 28 pour cent.

Le volume du trafic du côté cambodgien (de Neak Loeung, sur les rives du Mékong, à la frontière de Bavet) est passé de 851 véhicules par jour (motocycles non compris) en 1996 à 1 879 en 2005, soit plus que le nombre projeté de 1 804 véhicules par jour. Au Viet Nam, le trafic sur la RN22A jusqu'au poste frontière de Moc Bai est passé de 3 265 véhicules par jour (motocycles non compris) en 1996 à 10 354 en 2005, soit une croissance annuelle moyenne de 12 pour cent. Sur la RN1A à proximité de Thu Duc, le trafic est passé de 7 784 véhicules par jour en 1996 à 29 310 en 2006, soit une augmentation annuelle moyenne de 14 pour cent. Malgré l'augmentation considérable du trafic, le nombre d'accidents sur la RN1A au Viet Nam est tombé de 323 en 2002 (avant la réfection de la route) à seulement 124 en 2005, soit une réduction de 60 pour cent. On a enregistré des réductions comparables sur certains tronçons de la RN22A, où le nombre d'accidents de la circulation est passé de 95 en 2003 à 42 en 2005, soit une diminution de 56 pour cent.

À ce jour, l'impact socioéconomique du projet a été considérable dans les deux pays. Au Cambodge, le long de la RN1, on a observé un important développement linéaire, avec la construction de logements, de bâtiments et de magasins. Au poste frontière de Bavet, l'augmentation du trafic de voyageurs et de marchandises en provenance du Viet Nam a entraîné la création d'installations commerciales et de loisirs, dont plusieurs casinos et hôtels qui attirent de nombreux touristes. Les services auxiliaires, comme les restaurants et les stations-service, se sont également multipliés le long de la route. À proximité de Bavet, un parc industriel a vu le jour, offrant des emplois à la population locale. Au Viet Nam, le projet a profité aux tronçons urbains, en particulier près de Ho Chi Minh-Ville. De nouvelles zones industrielles ont été aménagées près des routes. L'une d'elles emploie plus de 10 000 personnes et il est prévu d'élargir ses activités sur un nouveau site.

En termes d'efficacité économique, le projet a été un grand succès, avec un taux de rentabilité économique interne de 23 pour cent, selon les calculs effectués au moment de l'évaluation (compte tenu de tous les avantages et coûts économiques). Le taux a été recalculé six ans après l'achèvement des travaux en tenant compte des coûts effectifs et non plus des coûts projetés, des retards d'exécution et des différences entre la croissance projetée et effective du trafic, ce qui a donné un taux plus élevé de 25 pour cent.

S'agissant des risques environnementaux généralement associés aux projets d'infrastructure routière, les évaluations initiales effectuées pendant la préparation du projet n'ont fait apparaître aucun effet négatif important sur l'environnement, ce qui tient en partie au fait que les travaux de génie civil consistaient simplement en la réhabilitation d'une route existante. De même, aucun problème concernant la population autochtone ou les minorités ethniques n'est apparu pendant l'exécution du projet. En ce qui concerne les déplacements de population liés au projet, quelques problèmes se sont posés, en particulier au Cambodge, ce qui a affecté le rythme des travaux de génie civil et nécessité une vérification des conditions de déplacement, mais des mesures efficaces ont été prises; la BASD a notamment facilité le dialogue entre le gouvernement cambodgien, les parties concernées et les ONG, ce qui a permis le règlement concret de ces questions.

### Tâches restant à accomplir pour aller de l'avant

Bien que la réhabilitation de la route Phnom Penh-Hô Chi Minh-Ville ait eu un effet sensible sur la durée des trajets, les coûts d'utilisation des véhicules et le développement socioéconomique général dans les zones d'influence, elle n'a pas encore produit pleinement ses effets sur le mouvement transfrontières des personnes, des biens et des capitaux. Il n'y a pas encore de trafic commercial direct entre la Thaïlande, le Cambodge et le Viet Nam, la plupart des camions devant encore s'arrêter à la frontière pour que leurs marchandises soient transférées sur des véhicules locaux qui poursuivent ensuite leur route dans l'autre pays, processus coûteux appelé transbordement.

Pour aller de l'avant, il faudra avant tout faire en sorte que la route devienne un véritable lien transfrontalier continu en éliminant les derniers obstacles non physiques à la libre circulation des véhicules, des biens et des personnes et en transformant ce couloir de transport en un véritable corridor économique. Sur le premier point, les pays de la SGM ont élaboré, avec le concours de la BASD, l'Accord de transport transfrontalier (ATTF) de la SGM, qui est une convention et un instrument multilatéral détaillé couvrant en un seul document tous les aspects pertinents de la facilitation des transports transfrontaliers, à savoir l'établissement d'un système d'inspection douanière à guichet unique, le mouvement transfrontières des personnes, le régime du trafic en transit, les prescriptions et les normes relatives aux véhicules routiers, l'échange de droits de trafic commercial et les normes d'infrastructure.

Toutefois, comme la mise en œuvre intégrale de cet accord complexe entre six pays, qui comporte 20 annexes et protocoles, prendra du temps, les pays de la SGM ont décidé de l'appliquer d'abord sur une base pilote à certains points de passage des frontières, dont celui de Bavet-Moc Bai sur la route Phnom Penh-Hô Chi Minh-Ville. Les gouvernements cambodgien et vietnamien ont signé en 2006 un mémorandum d'accord ouvrant la voie à cette application pilote. Un accord bilatéral connexe sur le transport routier entre les deux pays leur permet d'échanger des droits de trafic commercial de manière limitée (possibilité d'utiliser les véhicules d'un pays sur le territoire du pays voisin). De nouvelles installations de contrôle à la frontière ont été construites avec l'aide de la BASD au poste frontière de Bavet-Moc Bai. L'application pilote de l'ATTF à ce point de passage et, ultérieurement, sa mise en œuvre intégrale, devraient stimuler le commerce transfrontières, le tourisme et l'investissement le long de cet important corridor routier.

La route Phnom Penh-Hô Chi Minh-Ville est une initiative pionnière en vue du développement d'un corridor économique, ce qui constitue, comme on l'a vu, une approche globale et multisectorielle incluant non seulement l'infrastructure transfrontalière mais aussi la facilitation des transports et des échanges, la promotion des investissements transfrontaliers et, dans les zones frontalières, le développement de systèmes logistiques, l'élaboration et l'harmonisation des normes industrielles et des normes de produit, le développement des chaînes d'approvisionnement, les innovations financières et le développement des micro, petites et moyennes entreprises. Les pays de la SGM ont établi un Forum des corridors économiques (FCE) pour unifier et centraliser toutes les initiatives visant à transformer les couloirs de transport de la SGM en véritables corridors économiques. Le Forum sert aussi de cadre à une coopération étroite entre les secteurs public et privé, entre les gouvernements centraux et locaux et entre les divers organismes et ministères des six pays de la sous-région.

Sous les auspices du FCE, des stratégies et des plans d'action sont élaborés en vue du développement global des principaux corridors économiques de la SGM (Corridors Nord-Sud, Est-Ouest et Sud). Pour ce dernier, dont l'axe central est la route Bangkok-Phnom Penh-Hô Chi Minh-Ville-Vung Tau, la stratégie et le plan d'action sont déjà en application. Ils serviront de schéma pour transformer le corridor en une succession de nœuds de croissance dans la partie méridionale de cette sous-région de plus en plus dynamique et prospère.

### LES DÉFIS

L'évolution vers plus de régionalisme pose de nouveaux défis pour l'aide au développement, car elle nécessite une plus grande coordination au niveau régional entre les donateurs, d'une part, et entre les pays partenaires, d'autre part (notamment pour faire en sorte que la capacité d'absorption de l'aide au niveau régional soit suffisante).

#### Meilleure coordination au niveau régional

Les trois principaux défis mentionnés par les donateurs pour la mise en œuvre de l'aide régionale pour le commerce sont : i) l'absence de demande d'aide régionale pour le commerce ou la faiblesse de cette demande, ii) le manque de cohérence entre les priorités nationales et régionales et iii) l'absence de coordination effective au niveau régional. Cela souligne clairement la nécessité de renforcer les capacités au sein des CER et d'accroître



le dialogue entre les autorités nationales et leurs homologues régionaux. Un certain nombre de donateurs suggèrent de mettre en place des mécanismes spécifiques pour assurer une information en retour effective entre le niveau national et le niveau régional. Plusieurs donateurs (par exemple les Pays-Bas, la BAFD et la CNUCED) préconisent aussi des évaluations régionales des besoins pouvant être prises en compte dans les stratégies nationales de développement et les CSLP. Ces évaluations reflètent en grande partie le diagnostic des pays partenaires concernant les défis de l'intégration régionale et le fait qu'ils identifient comme une priorité essentielle le renforcement des capacités régionales.

### **Renforcement des capacités humaines et institutionnelles**

Les capacités institutionnelles des CER varient considérablement, ce qui peut avoir une forte incidence sur la capacité d'absorption de l'aide des régions. Comme le soulignent de nombreux donateurs, les institutions régionales ont presque toujours une capacité institutionnelle – et donc une capacité d'absorption de l'aide – plus faible que les entités nationales. En outre, l'existence de multiples accords et organismes d'intégration régionale qui se chevauchent peut rendre difficile l'établissement d'une relation stable entre donateurs et bénéficiaires. En Afrique subsaharienne, par exemple, sept pays seulement font partie d'un accord d'intégration régionale, tandis que 27 pays font partie de 2 accords, 18 de 3 et 1 (la République démocratique du Congo) de 4 (CEA, 2009).

Les organismes régionaux ne sont pas tous dénués des moyens de relever les défis régionaux. Les pays partenaires de la région des Caraïbes, par exemple, s'attaquent avec succès à leurs problèmes de capacités commerciales au niveau régional, tant dans le cadre de leurs stratégies nationales de développement respectives que dans le cadre des stratégies régionales de développement élaborées au niveau de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Certains de ces pays participent aussi à des stratégies sous-régionales par le biais de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO).

Toutefois, dans l'ensemble, la majorité des donateurs soulignent que l'absence de demandes et de priorités claires en matière d'aide régionale pour le commerce constitue le principal obstacle à la fourniture d'un soutien au niveau régional. Les autres obstacles sont le manque de cohérence entre les priorités nationales et régionales et l'absence de coordination effective entre les partenaires et les donateurs au niveau régional. L'hétérogénéité des économies nationales au sein d'une même région – qui entraîne des besoins différents et nécessite des réponses différentes – accroît encore la difficulté de concevoir et de fournir un soutien régional.

Les pays partenaires et les donateurs restent confrontés à un certain nombre de défis régionaux. La plupart des pays partenaires affirment qu'ils bénéficient d'une aide pour le commerce au niveau régional et qu'une réponse est apportée à leurs contraintes régionales. Mais les efforts d'intégration régionale sont trop souvent entravés par le manque de coordination entre donateurs et pays partenaires. Pour renforcer les capacités régionales et assurer la participation effective au commerce régional et multilatéral, il faut améliorer la coordination. ■

## NOTES

1. L'Inde, qui a envoyé sa réponse après la date limite officielle, n'a pas été incluse dans l'analyse. Voir le CD-ROM pour la version complète de ses réponses au questionnaire.
2. [http://www.wto.org/french/tratop\\_f/region\\_f/region\\_f.htm](http://www.wto.org/french/tratop_f/region_f/region_f.htm).
3. L'ALADI est un forum d'intégration visant à créer, à terme, un marché commun en Amérique latine. L'UNASUR est une union intergouvernementale qui vise à intégrer les deux unions douanières existantes, le MERCOSUR et la Communauté andine, sur le modèle de l'Union européenne. L'*Arco del Pacífico* est une instance informelle de coordination et de consultation pour l'identification et la mise en œuvre d'actions conjointes visant à créer des synergies dans les domaines de l'économie et du commerce. Ses principaux domaines d'activité sont a) la convergence et l'intégration commerciales, b) la promotion et la protection de l'investissement, c) le développement de l'infrastructure et de la logistique et la facilitation des échanges et d) la coopération économique et technique pour améliorer la compétitivité.
4. Par exemple, le Fonds de convergence structurelle du MERCOSUR (FOCEM) a été créé en 2005 avec des contributions du Brésil, de l'Argentine, de l'Uruguay et du Paraguay dans le but d'atténuer les asymétries au sein du bloc du MERCOSUR. Le Brésil est le principal contributeur (70 millions de dollars EU par an depuis 2006, soit 70 pour cent du total); lors du Sommet du MERCOSUR de décembre 2008, il a annoncé qu'il doublerait sa contribution en 2009.
5. <http://www.ibsa-trilateral.org/>
6. Voir *Stratégie de l'UE en faveur de l'Aide pour le commerce : renforcement du soutien de l'UE concernant les besoins liés au commerce dans les pays en développement, Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil, Conseil de l'Union européenne*, 15 octobre 2007, <http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/07/st14/st14470.fr07.pdf>.
7. Voir <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2007:0072:FIN:FR:PDF>.
8. En outre, le FANDC finance à hauteur de 90 pour cent, sous la forme de dons, tout projet régional englobant au moins un pays à faible revenu; pour les projets n'englobant pas de pays à faible revenu, il fournit jusqu'à 80 pour cent du financement sous forme de dons.
9. L'IIRSA est un forum qui vise à encourager le dialogue entre les pays d'Amérique du Sud. Il cherche à promouvoir le développement des infrastructures régionales dans les domaines des transports, de l'énergie et des télécommunications, à encourager l'intégration physique de ses 12 membres et à établir un schéma d'aménagement du territoire équitable et durable (<http://www.iirsa.org/>).
10. Cette section se fonde sur l'étude de cas établie par le Secrétariat du COMESA.
11. Cette section s'appuie sur l'étude de cas préparée par la BID.
12. En juin 2008, les Présidents de la région ont annoncé que le Plan Puebla-Panama, lancé en juin 2001, deviendrait le Projet méso-américain. Ce projet complète un processus d'intégration régionale poursuivi dans le cadre du Système d'intégration centraméricain (SICA) et l'élargit au Mexique et à la Colombie.
13. Cette section s'appuie sur l'étude de cas préparée par la BASD.
14. En outre, du fait des économies réalisées par les deux pays sur leur part des prêts alloués pour le projet, le Cambodge a pu entreprendre des travaux supplémentaires, à savoir la réhabilitation de la RN11, gravement endommagée par les inondations de 2000, et le Viet Nam a pu effectuer des travaux de réfection sur 96,35 km au lieu de 80 et effectuer d'autres travaux pour améliorer la sécurité routière.



## CHAPITRE 6

# LA **MARCHÉ À SUIVRE** :

## MESURER L'IMPACT

## ET FAIRE PROGRESSER LE DIALOGUE

### RÉSUMÉ

La relation entre le commerce, la croissance et la réduction de la pauvreté est complexe. Cependant, il est clair que l'ouverture et l'intégration peuvent contribuer au développement économique et à la réduction de la pauvreté. L'Initiative Aide pour le commerce a permis de faire mieux connaître ces liens importants ainsi que les contraintes liées au commerce qui empêchent les pays en développement de tirer profit de l'expansion des échanges. L'Initiative a aussi permis de mobiliser des ressources pour renforcer les capacités commerciales dans le domaine des politiques, des institutions et de l'infrastructure.

Afin de maintenir la dynamique de l'Initiative, compte tenu en particulier de la crise économique actuelle, on peut envisager quatre mesures concrètes :

- ▶ Premièrement, il reste impératif de démontrer – et de faire savoir largement – que la libéralisation multilatérale du commerce à grande échelle et l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale peuvent procurer des gains considérables. Il faut montrer que l'Aide pour le commerce vaut la peine.
- ▶ Deuxièmement, les parties prenantes doivent reconnaître que l'Aide pour le commerce fait partie d'un ensemble plus large qui englobe la coopération internationale, l'amélioration de la cohérence entre les politiques et une approche du développement économique et de la réduction de la pauvreté à l'échelle du gouvernement tout entier. Il faut montrer que l'Aide pour le commerce contribue à la réalisation de ces objectifs plus larges des pays partenaires.
- ▶ Troisièmement, il est nécessaire d'identifier au cas par cas, pays par pays, la nature et l'étendue des obstacles qui empêchent actuellement de concrétiser pleinement les avantages du commerce. L'Aide pour le commerce doit avoir des buts identifiables.
- ▶ Quatrièmement, il doit y avoir, là aussi au cas par cas et pays par pays, une identification claire de la façon dont l'Aide pour le commerce remédiera aux obstacles identifiés, dont elle complétera et valorisera les initiatives prises par les entreprises privées, et dont elle s'insérera dans le cadre évolutif de la coopération régionale et multilatérale. Il faut montrer que l'Aide pour le commerce peut atteindre son but.

En somme, il faut renforcer l'Initiative Aide pour le commerce aux niveaux national et régional. Les fiches récapitulatives sur l'aide pour le commerce sont un excellent moyen de faire progresser le dialogue à ces deux niveaux et d'encourager l'appropriation locale et la gestion axée sur les résultats.

## INTRODUCTION

Comme on l'a vu dans les chapitres précédents, pour tirer parti des résultats de l'Aide pour le commerce, il faut montrer que l'Initiative contribue au bout du compte à la création d'échanges et à la réduction de la pauvreté. Aujourd'hui, face à la pire crise économique depuis des générations, les parties prenantes ont plus que jamais intérêt à déterminer si l'Initiative Aide pour le commerce donne les résultats souhaités. En particulier, les stratégies commerciales que les pays se sont appropriées et les programmes liés au commerce financés par les donateurs renforcent-ils la capacité de faire du commerce, améliorent-ils les performances commerciales et réduisent-ils la pauvreté ? Comment savoir si nous sommes sur la bonne voie ? Comment discerner le succès de l'échec ? Telles sont les questions que posent les parties prenantes, dans les pays développés comme dans les pays en développement. Il est préférable de chercher à répondre à ces questions aux niveaux national et régional. D'ailleurs, c'est à ces deux niveaux qu'il faut faire progresser le dialogue, comme le recommande l'Équipe spéciale de l'OMC, pour que l'Initiative puisse aller de l'avant.

Ce chapitre examine certaines des difficultés qui subsistent et donne quelques indications sur la marche à suivre. Il est structuré comme suit : la section III résume certaines évaluations récentes de l'impact de l'aide liée au commerce sur les performances commerciales. Puis la section IV passe en revue divers travaux récents sur les liens entre les performances commerciales et la réduction de la pauvreté. La section V aborde quelques-unes des questions soulevées par l'évaluation de l'aide pour le commerce. La section VI montre que l'appropriation par les pays est une condition clé du succès de l'Initiative Aide pour le commerce. Enfin, la dernière section explique que, pour aller de l'avant, il faut faire progresser le dialogue sur ces questions.

## MESURER L'IMPACT

Selon l'Équipe spéciale de l'OMC, « si elle est effective, l'Aide pour le commerce améliorera les perspectives de croissance et réduira la pauvreté dans les pays en développement, [...] et elle en répartira plus équitablement les avantages entre les pays en développement et à l'intérieur de ces pays ». Toutefois, il est toujours malaisé de mesurer l'impact de l'aide pour le commerce car il est difficile de vérifier l'hypothèse inverse, c'est-à-dire ce qui se passerait en l'absence d'intervention. C'est pourquoi l'analyse macro-économique de la corrélation entre l'aide pour le commerce et les performances commerciales est un moyen utile de déterminer ce qui fonctionne ou ne fonctionne pas et ce qui doit être amélioré.

Cette analyse est particulièrement appropriée dans le contexte de la crise économique actuelle, qui entraînera certainement de toutes parts une concurrence croissante pour l'obtention de financements d'aide. Malheureusement, il y a eu à ce jour peu d'évaluations de l'aide pour le commerce et il faudrait en faire davantage.

Une étude de Cali et te Velde (2008) indique que l'aide destinée au renforcement des capacités de production semble avoir contribué à stimuler les exportations. Les effets positifs de l'aide sur les exportations de produits miniers et de produits manufacturés sont relativement plus importants que ses effets sur le tourisme et l'agriculture. Les auteurs notent que le manque de ressources intérieures pour les secteurs à forte intensité de capital (comme les industries extractives et le secteur manufacturier) constitue un obstacle majeur dans les pays en développement. Cela cadre avec l'idée plus générale selon laquelle, dans ces pays, les secteurs à forte intensité de capital sont souvent désavantagés par la relative étroitesse du marché intérieur et le manque d'accès au crédit.

Cette étude indique aussi qu'une augmentation de 10 pour cent de l'aide dans le domaine de la politique et de la réglementation commerciale est associée à une réduction de 1,5 pour cent des coûts de transaction. Cette observation est confirmée par des études plus spécifiques, portant, par exemple, sur le soutien technique pour la mise en œuvre de mesures SPS. L'analyse économique du rendement des investissements visant à renforcer les capacités dans le domaine SPS est assez limitée, mais les études disponibles tendent à montrer que le renforcement des capacités SPS procure des bénéfices considérables, en permettant à la fois de trouver de nouveaux débouchés et de maintenir l'accès aux marchés. Par exemple, en Amérique latine, des investissements d'environ 157 millions de dollars EU par an sur 15 ans pour l'amélioration de la santé animale ont généré une valeur actuelle nette de 1,9 milliard de dollars EU. En Asie, on estime que les programmes d'éradication de la fièvre aphteuse ont apporté des avantages, en termes d'amélioration des échanges et de l'accès aux marchés, qui représentent plusieurs fois le montant investi. Au Belize, l'analyse des coûts et des avantages directs d'un programme national de lutte contre la mouche méditerranéenne, visant à donner accès à de nouveaux marchés d'exportation pour les fruits et légumes frais, fait apparaître un rendement de 100 dollars EU pour chaque dollar investi. Les programmes de renforcement des capacités SPS sont particulièrement importants pour les pays où l'agriculture reste une activité économique essentielle et une importante source de recettes en devises, c'est-à-dire pour la grande majorité des pays en développement.

De même, les programmes visant à moderniser les procédures à la frontière et à renforcer les capacités en matière de facilitation des échanges semblent procurer des bénéfices considérables en termes de compétitivité à l'exportation et d'IED. Les gains de temps à la frontière et la réduction du coût de traitement des marchandises a un effet analogue à celui de réductions tarifaires : on a calculé que la réduction de moitié du temps de dédouanement en Éthiopie équivaldrait à une augmentation de près d'un cinquième de la productivité moyenne des entreprises. L'accélération du dédouanement et l'amélioration des systèmes de transport et de logistique entraînent une diminution des coûts en permettant aux entreprises de réduire considérablement leurs stocks, qui, dans de nombreux pays en développement, sont en moyenne 200 pour cent à 500 pour cent plus élevés qu'au États-Unis. L'effet sur les recettes fiscales n'est pas négligeable non plus. Selon une étude de l'OCDE (2009), les réformes douanières – souvent soutenues par des programmes d'assistance technique, une aide financière ou des partenariats public-privé – peuvent accroître considérablement les recettes douanières en relativement peu de temps : par exemple, de 150 pour cent en Angola à mi-chemin du programme de réforme de cinq ans, ou de 58 pour cent au Mozambique pendant les deux premières années du programme. En d'autres termes, ces programmes ont des effets bénéfiques importants sur le volume des échanges et les recettes.

D'après une étude de la Banque mondiale (2008) qui analyse l'efficacité de 88 programmes de développement du commerce mis en œuvre dans 48 pays, les exportations ont fortement augmenté dans de nombreux cas, mais il subsiste des questions quant au lien de causalité et au choix du meilleur critère pour juger de l'efficacité d'un programme. Les auteurs notent cependant qu'il y a au moins une raison *a priori* de conclure que les programmes ont, en général, coïncidé avec l'amélioration des résultats à l'exportation pour les produits visés, ou l'ont précédée. De plus, l'étude montre que la taille initiale du secteur exportateur peut influencer sur l'efficacité de l'assistance technique. Les programmes destinés à des secteurs dont les exportations sont déjà importantes sont beaucoup plus efficaces. L'étude semble indiquer qu'il peut être plus facile d'identifier les obstacles à la croissance des exportations existantes, puis d'y remédier en fournissant une assistance technique, que de s'attaquer aux obstacles rencontrés par les nouveaux exportateurs. Dans certains cas, il peut être préférable de fournir une assistance technique aux exportateurs qui se sont déjà montrés capables de pénétrer les marchés étrangers mais qui rencontrent maintenant des difficultés particulières liées, par exemple, à la gestion, à la commercialisation, à la conception des produits ou à l'information sur les marchés, plutôt que de soutenir de nouvelles entreprises.

Bien qu'elle ne porte pas directement sur l'Aide pour le commerce, une étude de la Banque mondiale (2007) montre que les infrastructures de transport et de communication, ainsi que la qualité des institutions, sont de puissants stimulants des exportations en termes de volume et de probabilité d'exporter. Les auteurs constatent que l'infrastructure et la qualité des institutions sont des facteurs beaucoup plus importants que les modifications des droits de douane pour expliquer les variations du commerce Nord-Sud. De fait, les obstacles non tarifaires, comme les coûts de transport, sont souvent un frein au commerce plus que les droits de douane, comme on l'a constaté dans le passé. D'après le Forum économique mondial (2008), la réduction de l'écart de prix entre les États-Unis et l'Europe entre 1820 et 2000 est imputable pour 18 pour cent seulement à la libéralisation du commerce, le reste étant dû à la baisse des coûts de transport. Aujourd'hui, les données sur les importations des États-Unis indiquent que les coûts d'assurance et de fret représentent le double des coûts tarifaires.

## LIENS ENTRE LE COMMERCE ET LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Les études sur les liens entre le commerce et la pauvreté sont beaucoup plus nombreuses. Malgré des divergences de vues entre universitaires, il existe un assez large consensus sur les avantages réels et globalement positifs que les pays peuvent retirer de l'ouverture de leur économie. En effet, les observations faites à ce jour montrent clairement que l'ouverture économique est un important facteur de croissance et est au cœur d'un développement réussi. Aucun pays ne s'est développé avec succès en se fermant au reste du monde, très peu de pays ont connu de longues périodes de croissance sans une forte expansion de leur commerce, et la plupart des pays en développement où la pauvreté recule rapidement bénéficient aussi d'une vigoureuse croissance économique (en d'autres termes, la croissance explique en grande partie les changements observés dans la réduction de la pauvreté monétaire). Mais le lien entre le commerce et la croissance est complexe. La plupart des nombreuses études empiriques réalisées sur le sujet n'ont pas réussi à établir une relation systématique entre le renforcement de l'intégration et la croissance, et l'existence d'un lien de causalité est loin de faire l'unanimité.

La littérature ne permet pas non plus de dégager une conclusion simple et générale sur le lien de causalité entre le commerce et la pauvreté, qu'il soit direct ou qu'il passe par l'effet du commerce sur la croissance et donc sur la pauvreté.

Dans plusieurs études récentes, les éléments tendant à montrer que la pauvreté diminue sont minces (par exemple Bannister et Thugge, 2001; Berg et Krueger, 2003; Winters, McCulloch et McKay, 2004). D'autres études constatent un accroissement des inégalités : la Banque mondiale (2005) conclut qu'au cours des années 1990, les pays qui ont connu une croissance économique rapide avec une libéralisation des échanges ont obtenu une réduction de la pauvreté absolue mais les inégalités se sont creusées; le PNUD (2005) constate que la répartition inégale des coûts et des avantages de la libéralisation du commerce entre les pays et à l'intérieur des pays a conduit à un schéma d'intégration inégal; Kremer et Maskin (2007) établissent que l'augmentation du commerce a profité aux élites, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, aggravant ainsi les inégalités de revenus. D'autres travaux aboutissent à des conclusions plus nuancées : Turner, Nguyen et Bird (2008) constatent que la relation entre le commerce et la pauvreté est extrêmement complexe et varie selon les cas, ce qui rend difficile, dans la pratique, toute analyse empirique systématique.

La nature des réductions tarifaires a aussi un rôle important. Une étude récente constate qu'une baisse des droits de douane sur les produits finals entraîne une diminution des salaires dans les entreprises en concurrence avec les importations alors qu'ils augmentent dans les entreprises exportatrices. En revanche, une baisse des droits de douane sur les intrants augmente les salaires dans les entreprises utilisant des produits importés par rapport aux salaires des entreprises qui s'approvisionnent seulement localement (Amiti et Davis, 2008). D'après une autre étude récente, la libéralisation du commerce est associée à une augmentation des inégalités dans les pays bien pourvus en main-d'œuvre très qualifiée et en capital, ou bien dans les pays où la main-d'œuvre est très peu instruite, mais elle est associée à une réduction des inégalités dans les pays où de nombreux travailleurs ont une instruction primaire. La dotations relative en capital est cependant l'élément déterminant, de sorte que la libéralisation du commerce s'accompagne d'une diminution des inégalités de revenu dans les pays à faible revenu (De Melo, Gourdon et Maistre, 2006).

Enfin, certaines études montrent que le commerce a un effet bénéfique sur la réduction de la pauvreté mais que ce n'est peut-être pas le facteur prépondérant. Une étude du FMI (2002), selon laquelle l'ouverture commerciale réduit les inégalités de revenus dans les pays développés comme dans les pays en développement, conclut cependant que l'inégalité des revenus a augmenté dans la plupart des pays au cours des deux dernières décennies du fait des progrès technologiques, qui entraînent

une augmentation des salaires de la main-d'œuvre qualifiée par rapport à ceux de la main-d'œuvre non qualifiée. Bien que l'élasticité de la croissance par rapport à la pauvreté puisse varier sensiblement d'un pays à l'autre et dans le temps (voir, par exemple, Banque mondiale, 2005), aucune donnée empirique ne vient étayer l'idée que la libéralisation du commerce a un effet « négatif » sur les pauvres. Cashin *et al.* (2001) ont examiné la relation entre les politiques macro-économiques et l'amélioration de l'indice de développement humain pour un taux de croissance donné du PIB par habitant et ils n'ont trouvé aucune preuve solide qu'une variable d'ouverture est associée à une croissance favorable ou défavorable aux pauvres. Cling (2006) conclut également, sur la base d'un examen détaillé de la littérature, que le commerce n'est pas le principal facteur déterminant l'évolution de la pauvreté et des inégalités dans les pays.<sup>1</sup>

En conclusion, la croissance économique est, en général, un processus assez compliqué et l'on ne doit pas s'attendre à ce qu'elle soit automatiquement équitable pour tous. C'est pourquoi les gouvernements doivent adopter des politiques de croissance favorables aux pauvres, visant à atteindre les catégories de population qui, sans cela, seraient laissées pour compte. Pour cela, comme le souligne l'OCDE (2006a), il faut des politiques qui tiennent compte des multiples dimensions de la pauvreté, y compris les questions transversales du genre et de l'environnement, et des politiques qui facilitent l'autonomisation des pauvres et les aident à participer davantage au processus de croissance. En examinant à la fois les liens entre le commerce et la croissance et entre la croissance et la pauvreté, Cicowiez et Conconi (2008) concluent que, pour que la croissance économique se traduise par une réduction de la pauvreté, il semble essentiel d'avoir des politiques publiques complémentaires et multidimensionnelles. Ces conclusions sont confirmées par d'autres travaux, effectués par l'Université d'Adélaïde, qui portent sur les liens entre le commerce, la croissance et la réduction de la pauvreté et qui ont mis en lumière cinq conditions nécessaires pour qu'il existe une relation positive entre le commerce et la réduction de la pauvreté : i) l'ouverture commerciale; ii) les réformes intérieures; iii) l'existence d'un secteur privé solide et responsable; iv) les réformes institutionnelles; et v) la volonté politique et la coopération. En bref, si le commerce, et donc l'aide pour le commerce, est positivement lié à la croissance, un pays ne peut pas compter sur les seules politiques commerciales pour atteindre ses objectifs en matière de réduction de la pauvreté.



## ÉVALUER L'AIDE POUR LE COMMERCE

L'aide pour le commerce est un concept relativement nouveau, bien que les donateurs fournissent une assistance liée au commerce depuis de nombreuses années. Plusieurs d'entre eux ont récemment réexaminé leurs programmes et la plupart ont conclu qu'il était assez difficile de déterminer leurs effets directs sur le volume (la croissance) des exportations. Parmi les résultats positifs de l'assistance liée au commerce fournie par les donateurs, on cite le plus souvent la meilleure compréhension de la contribution potentielle du commerce au développement, une meilleure connaissance des questions commerciales (y compris celles qui concernent l'OMC) et le renforcement du dialogue national. Mais à ce jour, il y a très peu d'évaluations spécifiques de l'aide pour le commerce, ce qui tient en partie à ce qu'elle n'est apparue que récemment comme un objectif distinct de la coopération pour le développement.

En conséquence, l'Équipe spéciale de l'OMC a recommandé de promouvoir et de financer l'évaluation plus approfondie de l'aide pour le commerce. Elle a suggéré, en particulier, ce qui suit : *« Il faudrait effectuer des évaluations approfondies de l'incidence sur les pays des programmes d'Aide pour le commerce pour accroître les connaissances et permettre une approche de l'aide axée sur les résultats. L'évaluation des mécanismes nationaux devrait porter, entre autres, sur les progrès accomplis dans l'intégration du commerce dans les plans de développement nationaux. Pour ces évaluations, il faudrait adopter une approche axée sur les résultats pour assurer l'efficacité des programmes d'Aide pour le commerce par rapport aux objectifs. »*

Ce programme d'évaluation devrait passer en revue ce que l'on sait de l'efficacité des projets et programmes d'aide pour le commerce et identifier les lacunes dans la connaissance des résultats. Il faudrait ensuite déterminer comment les évaluations peuvent contribuer à l'amélioration des connaissances et des résultats. L'analyse des évaluations déjà effectuées permet de faire la synthèse des expériences afin d'accroître l'efficacité de l'aide et d'améliorer les pratiques et les résultats en matière d'évaluation. Voici quelques-unes des questions qui pourraient être abordées : quelle est la situation actuelle en ce qui concerne le nombre d'évaluations existantes, leur rigueur et leur solidité ? Quelles sont les conclusions des évaluations existantes des programmes et activités d'aide pour le commerce ? Quelles sont les principales lacunes dans les connaissances qui empêchent d'élaborer des bonnes pratiques en matière d'évaluation de l'aide pour le commerce ?

Deuxièmement, il faut étudier en profondeur les méthodes d'évaluation de l'aide pour le commerce qui sont les plus appropriées au niveau de l'élaboration des programmes et des politiques. En particulier, les spécialistes de l'évaluation et des politiques d'aide pour le commerce devraient répondre à la question de savoir comment tenir compte de ce qui fait la spécificité de l'évaluation des activités d'aide pour le commerce par rapport aux autres programmes de développement. Les questions particulières à examiner pourraient être, entre autres, les suivantes : quelles sont les difficultés rencontrées pour convenir d'une définition opérationnelle de l'aide pour le commerce ? Comment tenir compte des aspects transfrontaliers, régionaux, sous-régionaux et internationaux de nombreuses activités d'aide pour le commerce (élément qui accroît la difficulté d'évaluer les résultats et les incidences) ? Comment appliquer la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et, en particulier, comment incorporer dans les programmes d'aide pour le commerce les principes d'appropriation, de responsabilité mutuelle et de gestion axée sur les résultats ? Comment analyser l'effet d'un projet ou d'un programme donné sur les capacités commerciales d'un pays (par exemple au vu de la difficulté de démontrer les liens entre les projets au niveau micro et les conditions macro-économiques) ? Comment tenir compte des points de vue du secteur privé et de la société civile ? Comment faire face au manque de données et aux difficultés particulières rencontrées pour établir des informations de base ?<sup>2</sup>

## RENFORCER L'APPROPRIATION PAR LES PAYS

L'aide, et par implication, l'aide pour le commerce, n'est efficace que lorsqu'elle permet aux pays partenaires d'atteindre leurs propres objectifs de développement. Il appartient donc à leurs gouvernements de favoriser l'appropriation de leurs efforts de développement en consultation avec les parlements, les citoyens, la société civile et le secteur privé. L'appropriation locale des efforts de développement dépend essentiellement du leadership politique, de la participation effective de la société, de la surveillance et de la responsabilité internes.

Par exemple, l'examen récent de 45 études de cas portant sur la façon dont différents pays de par le monde ont relevé les défis de la participation à l'OMC, a montré l'importance centrale de l'appropriation par les pays et du dialogue national (OMC, 2005). Les principales parties prenantes nationales (gouvernement, entreprises et société civile) ont besoin d'avoir prise sur le rythme et la nature de l'intégration de leur pays dans les marchés régionaux et mondiaux et de tirer pleinement profit

de la participation à l'OMC. Ces études de cas montrent aussi qu'il y a un « seuil » de capacités et de ressources institutionnelles qui est nécessaire pour mettre en œuvre les Accords de l'OMC et pour maintenir une présence effective « à la table » des négociations menées à l'OMC. Mais si ce seuil est franchi, la solution pour gérer efficacement la participation au système commercial mondial réside dans l'appropriation locale et le dialogue entre les différents organismes gouvernementaux et entre ces organismes et ceux du secteur privé et de la société civile.

Les pays qui ont atteint un haut niveau d'interaction, d'échange d'informations et de collaboration entre les principales parties prenantes ont généralement connu un succès notable. Ceux où, pour diverses raisons, cette collaboration et cet échange ont fait défaut et où les priorités des pouvoirs publics et du secteur privé divergeaient ont généralement tiré peu d'avantages de leur plus grande intégration dans l'économie mondiale. Outre la condition essentielle de l'appropriation nationale et du dialogue entre les parties prenantes, les études de cas ont montré qu'il fallait une ferme volonté politique et un fort leadership au plus haut niveau pour que les pays puissent créer un environnement macro-économique propice au développement du secteur privé et à la croissance par le biais de la libéralisation du commerce.

Il est largement reconnu aujourd'hui qu'une stratégie de développement du commerce ne peut réussir durablement et que l'aide pour le commerce ne peut être pleinement efficace que si le pays partenaire prend l'initiative de déterminer les objectifs et les priorités de la stratégie et s'il définit lui-même les mesures à prendre pour les réaliser. Le principe de l'appropriation est maintenant mieux connu et mieux accepté, mais, comme l'indique le chapitre 2, l'appropriation locale est encore assez limitée dans nombre de pays en développement. Par conséquent, pour maintenir la dynamique de l'aide pour le commerce, il faut renforcer la composante locale de l'Initiative, et il faut faire progresser le dialogue entre les pays partenaires et les donateurs sur les difficultés qui subsistent, ce qui est le deuxième aspect de la marche à suivre.

## FAIRE PROGRESSER LE DIALOGUE

L'Initiative Aide pour le commerce n'est encore vraiment compréhensible que par les parties prenantes qui y participent directement. Cela souligne la nécessité d'accroître l'engagement et d'élargir le champ de l'Initiative pour éviter qu'elle devienne seulement un sujet de dialogue entre bureaucrates, hors du contexte politique dans lequel elle doit être poursuivie.

Étant donné le caractère politiquement sensible de nombreuses réformes commerciales, il faudrait élargir le dialogue sur l'aide pour le commerce pour y associer plus effectivement les parlementaires, les citoyens, la société civile et le secteur privé. En fait, il reste impératif de démontrer – et de faire savoir largement – que des gains considérables peuvent être retirés d'une libéralisation multilatérale du commerce à grande échelle et de l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale. De plus, les parties prenantes doivent reconnaître que l'Aide pour le commerce fait partie d'un ensemble plus large qui englobe la coopération internationale, l'amélioration de la cohérence entre les politiques et une approche du développement économique et de la réduction de la pauvreté à l'échelle du gouvernement tout entier.

Le dialogue entre pays partenaires et donateurs doit être non seulement élargi mais aussi approfondi. Au cas par cas, pays par pays et région par région, il devrait permettre d'identifier la nature et l'étendue des obstacles qui empêchent actuellement de profiter pleinement des bénéfices du commerce. Les pays partenaires et les donateurs devraient ensuite déterminer comment l'aide pour le commerce remédiera aux contraintes majeures qui pèsent sur le commerce et comment elle complètera et valorisera les initiatives prises par les entreprises privées. Enfin, il faut évidemment agir de concert pour faire en sorte que les décisions soient davantage prises sur la base de données de fait, en mettant l'accent moins sur les *apports* que sur l'obtention de *résultats* et d'*impacts* clairement définis. Pour consolider la nécessaire culture de la performance, il faut procéder à une série de réformes institutionnelles et humaines, en donnant plus d'importance au suivi et à l'évaluation, en renforçant les liens entre la planification, la budgétisation et les résultats et, surtout, en encourageant le leadership et la responsabilité.

Les fiches récapitulatives jointes à ce rapport sur l'*Aide pour le commerce – Panorama 2009* constituent un premier effort pour renforcer les liens, pays par pays, entre les « demandes » des pays partenaires, les « réponses » des donateurs, les résultats des programmes prioritaires et leur impact sur les performances commerciales. L'intérêt de ces fiches est d'inciter, grâce à une plus grande transparence fondée sur un dialogue soutenu entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les donateurs, à améliorer la cohérence entre l'aide pour le commerce et les stratégies de développement globales sur lesquelles les donateurs doivent aligner leur soutien. En somme, l'accent mis sur la transparence et la responsabilité aux niveaux local et régional incitera à accroître l'aide pour le commerce et à en améliorer la qualité. ■

## NOTES

1. Parmi les autres travaux récents sur la relation entre la mondialisation, les inégalités et le développement, on peut citer Niskanen et Thorbecke (2007), Mamoon (2007) et Goldberg et Pavcnik (2007).
2. L'OCDE a entrepris un programme de travail sur l'évaluation de l'aide pour le commerce, qui abordera plusieurs de ces questions et précisera qui sont les principaux destinataires et quels sont leurs besoins en matière d'évaluation.



## BIBLIOGRAPHIE

- ACDI (Agence canadienne de développement international) (2003), *Politique de l'ACDI en matière de développement du secteur privé*, ACDI, Gatineau, Québec
- ACDI (2006), *Stratégie de développement durable : 2007-2009*, ACDI, Gatineau, Québec
- Amiti, M. et D.R. Davis (2008), « Trade, Firms and Wages: Theory and Evidence », CEPR Discussion Paper, No. DP6872, Centre for Economic Policy Research, Londres
- Anderson, K. et W. Martin (2006), *Agricultural Trade Reform and the Doha Development Agenda*, Banque mondiale, Washington, D.C.
- Bannister, G.J. et K. Thugge (2001), « International Trade and Poverty Alleviation », *IMF Working Paper*, No. 03/30, FMI, Washington, D.C.
- Banque mondiale (2005), *Pro-Poor Growth in the 1990s: Lessons and Insights from 14 Countries*, Washington, D.C.
- Banque mondiale (2006), *Assessing World Bank Support for Trade 1987-2004 – An IEG Evaluation*, Groupe d'évaluation indépendante de la Banque mondiale, Banque mondiale, Washington, D.C.
- Banque mondiale (2007), *Institutions, Infrastructure and Trade*, Policy Working Paper 4152, Banque mondiale, Washington D.C.
- Banque mondiale (2008), *Migration and Development Brief 8*, 11 novembre 2008, Development Prospects Group, Banque mondiale, Washington, D.C.
- Banque mondiale (2009a), *Swimming Against the Tide: How Developing Countries Are Coping with the Global Crisis*, document d'information élaboré pour la réunion des Ministres des finances et des Gouverneurs des banques centrales du G-20 (Horsham, Auto-évaluation, 13-14 mars 2009), Banque mondiale, Washington, D.C.
- Banque mondiale (2009b), *Rapport de suivi mondial 2009 – Une situation d'urgence dans le domaine du développement*, Banque mondiale, Washington, D.C.
- Berg, A. et A. Krueger (2003), « Trade, Growth, and Poverty: A Selective Survey », *IMF Working Paper*, WP/01/54, FMI, Washington, D.C.
- Brenton, P. et E. von Uexkull (2008), « Has Product-Specific Aid for Trade Increased Exports? », Banque mondiale, Washington, D.C.
- Calì, M. et D.W. te Velde (2008) « The Effectiveness of Aid for Trade: Some Empirical Evidence », *Trade Hot Topics*, Issue No. 50, Secrétariat du Commonwealth, Londres
- Cashin, P. *et al.* (2001), « Macroeconomic Policies and Poverty Reduction: Stylized Facts and an Overview of Research », *IMF Working Paper*, WP/01/135, FMI, Washington, D.C.
- CE (Commission européenne) (2005), *Le consensus européen pour le développement*, Déclaration conjointe du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission sur la politique de développement de l'Union européenne intitulée « Le consensus européen », [Journal officiel C 46 du 24 février 2006], CE, Bruxelles

- CE (2006), *Joint Evaluation of Co-ordination of Trade Capacity Building in Partner Countries*, Studies in European Development Cooperation Evaluation No. 5, Evaluation Services of the European Union, CE, Bruxelles
- CE (2007), *Stratégie de l'UE en faveur de l'aide pour le commerce : Renforcement du soutien de l'UE concernant les besoins liés au commerce dans les pays en développement*, Conseil de l'Union européenne, Note 14470/07, 29 octobre 2007, CE, Bruxelles
- CE (2008), *L'UE, l'Afrique et la Chine : vers un dialogue et une coopération trilatérale*, Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, COM(2008)654 final, 17 octobre 2008, CE, Bruxelles
- Cicowiez, M. et A. Conconi (2008), « Linking Trade and Pro-Poor Growth: A Survey », dans Cockburn, J. et P. Giordano (éds.), *Trade and Poverty in the Developing World*, Banque interaméricaine de développement, Washington, D.C.
- Clark, X., D. Dollar et A. Micco (2004), « Port Efficiency, Maritime Transport Costs and Bilateral Trade », *Journal of Development Economics*, 75 (2004), pp. 417-450
- CNUCED (2008), Accord d'Accra, adopté à la douzième session de la CNUCED, 20-25 avril 2008, Accra, Ghana, CNUCED (2009), UNCTAD *Investment Brief*, No. 1, 2009, CNUCED, PNUD Genève (Programme des Nations Unies pour le développement) (2005), Rapport mondial sur le développement humain : *La coopération internationale à la croisée des chemins – L'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités*, PNUD, New York
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) (2008), *[Concevoir un cadre de politique commerciale pour intégrer le commerce aux plans de développement national : mesures concrètes au titre du cadre intégré renforcé]*, CNUCED, Genève
- Collier, P. et A. J. Venables (2007), « Rethinking Trade Preferences: How Africa Can Diversify its Exports », CEPR Discussion Paper, No. DP6262, Centre for Economic Policy Research, Londres
- Commission sur la croissance et le développement (2008), *The Growth Report – Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development*, Banque mondiale, Washington, D.C.
- Conseil de l'Union européenne (2006), *Aide aux échanges commerciaux*, Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil, 141018/06, 16 octobre 2006, Luxembourg
- Conseil de l'Union européenne (2007a), *Code de conduite de l'UE sur la complémentarité et la division du travail dans la politique de développement*, Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil, 9558/07, 15 mai 2007, Bruxelles
- Conseil de l'Union européenne (2007b), *Stratégie de l'UE en faveur de l'aide pour le commerce : Renforcement du soutien de l'UE concernant les besoins liés au commerce dans les pays en développement*, Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil, 14470/07, 29 octobre 2007, Bruxelles
- Crean, Simon (2008), *Building Prosperity Through Trade: Helping Developing Countries Reap the Benefits*, The Biennial Sir Alan Westermann Lecture in Australian Trade Policy, 15 octobre 2008, Canberra
- DDC (Direction du développement et de la coopération suisse) (2008), *Stratégie uniforme dans le domaine de la coopération suisse au développement – Message Sud 2009-2012*, DDC, Berne

- De Lombaerde, P. et P. Lakshmi (éds.) (2009), *Aid for Trade: Global and Regional Perspectives*, 2ème Rapport mondial sur l'intégration régionale, United Nations University Series on Regionalism, Vol. 2, Springer, New York
- De Melo, J., J. Gourdon et N. Maystre (2006), « Openness, Inequality and Poverty: Endowments Matter », *CEPR Discussion Paper*, No. 5738, Centre for Economic Policy Research, Londres, juillet
- Déclaration de Maseru* (2008), adoptée à la réunion des Ministres du commerce des PMA, 27-29 février 2008, Maseru, Lesotho
- Déclaration d'Oulan-Bator* (2007), adoptée à la réunion des Ministres du commerce des pays en développement sans littoral, 28-29 août 2007, Oulan-Bator, Mongolie
- DfID (Département du Auto-évaluation pour le développement international) (2008), *UK Aid for Trade Strategy*, DfID, Londres
- FMI (Fonds monétaire international) (2002), *Améliorer l'accès au marché : pour une plus grande cohérence entre l'aide et le commerce*, FMI, Washington, D.C.
- FMI (2009a), *The Implications of the Global Financial Crisis for Low-Income Countries*, FMI, Washington, D.C.
- FMI (2009b), *Survey of Private Sector Trade Credit Developments*, Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation, FMI, Washington, D.C.
- Francois, J.F. et M. Manchin (2007), « Institutions, Infrastructure and Trade », *CEPR Discussion Paper*, No. 6068, Centre for Economic Policy Research, Londres
- Gamberoni, E. et R. Newfarmer (2008), *Aid for Trade: Matching Potential Demand and Supply*, document d'information préliminaire élaboré en vue de la réunion du Groupe d'experts de l'OMC, 15-16 septembre 2008, Genève
- Goldberg, P.K. et N. Pavcnik (2007), « Distribution Effects of Globalisation in Developing Countries », *Journal of Economic Literature*, Vol. XLV, pp. 39-82
- IIF (Institut de finance internationale) (2009), *Capital Flows to Emerging Market Economies*, 27 janvier 2009, IIF, Washington, D.C.
- Kremer, M. et E. Maskin (2007), *Globalisation and Inequality*, Harvard University Press, Cambridge, MA
- Kuroda, H. (2009), *Crisis and Beyond: Shaping Asia's New Development Paradigm*, discours d'ouverture de la 42ème réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque asiatique de développement, 4 mai 2009, Bali
- Lamy, P. (2009), *Réconcilier l'Amérique avec un système commercial ouvert*, discours au Peterson Institute for International Economics, 24 avril 2009, Washington, D.C.
- Madhumanti (2005), *Global Partnership for Development: Contextualising Trade, Aid & Poverty Reduction*, Briefing Paper, TDP 1/2005, CUTS International, Jaipur
- Mamoon, D. (2007), *How May International Trade Affect Poverty in a Developing Country Set-up?* The Inequality Channel, non publié



Ministère de la planification et de l'investissement et Ministère du transport, gouvernement de la République socialiste du Viet Nam, et Ministère des affaires étrangères, gouvernement du Japon (2006), *Vietnam-Japan Joint Evaluation on the Japanese ODA Program for the Transport Infrastructure Development in the Red River Delta Area of the Socialist Republic of Vietnam – Final Report*, Vientiane, Tokyo

Ministère des affaires étrangères de Finlande (2008), *Finland's Aid for Trade Action Plan (2008-2011)*, Ministère des affaires étrangères de Finlande, Helsinki

Nissanke, M. et E. Thorbecke (éds.) (2007), *The Impact of Globalisation on the World's Poor*, Palgrave Macmillan, London

NZAID (Agence néo-zélandaise d'aide internationale et de développement) (2008), *Economic Growth and Livelihoods*, NZAID, Wellington

OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2005), *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement*, OCDE, Paris

OCDE (2006a), *Vers une croissance propauvres : les infrastructures*, OCDE, Paris

OCDE (2006b), *Vers une croissance propauvres - Les messages clés*, OCDE, Paris

OCDE (2007), *Assistance technique liée au commerce : Que nous apprennent les évaluations récentes ?* OCDE, Paris

OCDE (2008a), *Les objectifs d'aide seraient-ils en passe de devenir inaccessibles ?* OCDE, Paris

OCDE (2008c), *Enquête 2008 de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris : Une aide efficace d'ici 2010 ?* OCDE, Paris

OCDE (2009a), *Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire*, OCDE, Paris

OCDE (2009b), *L'aide au développement en 2008 à son plus haut niveau*, communiqué de presse, 30 mars 2009, OCDE, Paris

OCDE (2009c), *Coopération pour le développement : Rapport 2009*, OCDE, Paris

OCDE/OMC (2007), *Aid for Trade at a Glance 2007 – 1st Global Review*, OCDE/OMC, Paris, Genève

OMC (Organisation mondiale du commerce) (2005), *Déclaration ministérielle de Hong Kong*, adoptée le 18 décembre 2005 à la Conférence ministérielle de l'OMC de 2005, à Hong Kong, WT/MIN(05)/DEC, Programme de travail de Doha

OMC (2006), *Communication présentée par l'Arménie, la République kirghize et la République de Moldavie*, WT/AFT/W/23, OMC, Genève

OMC (2006), *Recommandations de l'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce*, Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce, WT/AFT/1, OMC, Genève

OMC (2009a), *Le commerce mondial en 2008 et les perspectives pour 2009*, communiqué de presse, PRESS/554, 23 mars 2009, OMC, Genève

OMC (2009b), *Rapport du Directeur général à l'Organe d'examen des politiques commerciales sur la crise financière et économique et sur les faits nouveaux relatifs au commerce*, JOB(09)/30, OMC, Genève

OMT (Organisation mondiale du tourisme) (2009), *World Tourism Barometer*, Vol. 7 Issue 1, janvier 2009, UNWTO, Madrid

- ONU (Organisation des Nations Unies) (2006), *Unis dans l'action – Rapport du Groupe de haut niveau du Secrétaire général*, Groupe de haut niveau du Secrétaire général sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies dans les domaines du développement, de l'aide humanitaire et de la protection de l'environnement, Nations Unies, New York
- ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) (2008), *Trade Capacity Building Inter-Agency Resource Guide*, Nations Unies, Vienne
- [PNUD (2007), *Partenariats Sud-Sud – Évaluation de la contribution du Programme des Nations Unies pour le développement à la coopération Sud-Sud*, Evaluation Office], PNUD, New York
- PNUD (2008a), *Programme mondial du PNUD pour 2009-2011*, Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population, Deuxième session ordinaire de 2008, 8-12 septembre 2008, Genève, Nations Unies, New York
- PNUD (2008b), *Plan stratégique du PNUD pour 2008-2011 – Progresser plus rapidement sur la voie du développement humain*, Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population, Session annuelle de 2008, 16-27 juin 2008, Genève, Nations Unies, New York
- PNUD (2008c), *Trade and Human Development: How to Conduct Trade Needs Assessment in Transition Economies*, Commerce et développement humain, Centre régional du PNUD pour l'Europe et la Communauté des États indépendants, Bratislava
- [PNUD (2009), *Trade for Poverty Reduction: The Policy in Poverty Reduction Strategy Papers*, PNUD, New York] *Programme d'action d'Accra*, approuvé au 3<sup>ème</sup> Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide au développement, 2-4 septembre 2008, Accra, Ghana
- Sachs, Jeffrey (2009) dans Harvey Morris, *Forgotten Victims of the Global Downturn*, 10 mars 2009, The Financial Times, Londres
- Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable*, présentée à la Réunion internationale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, 10-14 janvier 2005, Port-Louis, Maurice
- Turner (2008), *Quantifying Aid for Trade: A Case Study of Tanzania*, Overseas Development Institute et Secrétariat du Commonwealth, Londres
- Turner, L., N. Nguyen et K. Bird (2008), *An Overview of Ex Ante Tools for Assessing the Impact of Trade Liberalisation on the Poor*, rapport élaboré par BMZ/GTZ, Overseas Development Institute, Londres
- USAID (Agence des États-Unis pour le développement international) (2007), *Compendium of Trade Related Success Stories*, African Global Competitiveness Initiative, USAID, Washington, D.C.
- USAID (2008), *Securing the Future: A Strategy for Economic Growth*, USAID, Washington, D.C., Département d'État des États-Unis (2007), *Foreign Assistance Framework*, Département d'État, Washington, D.C., WEF (World Economic Forum) (2008a), *The Global Competitiveness Report 2008-2009*, WEF, Genève, WEF (2008b), *The Global Enabling Trade Report 2008*, WEF, Cologny/Genève
- Winters, L.A., N. McCulloch et A. McKay (2004), « Trade Liberalisation and Poverty: The Evidence So Far », *Journal of Economic Literature*, Vol. XLII, pp. 72-115







# L'AIDE POUR LE COMMERCE :

## PANORAMA 2009

### FICHES ANALYTIQUES

Lors du premier Examen global de l'Aide pour le commerce, il a été suggéré d'élaborer une série d'indicateurs qui permettraient d'évaluer d'un coup d'œil les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de l'Initiative. Suite à cette recommandation, l'OMC a organisé, en septembre 2008, un symposium d'experts pour examiner avec les principales parties prenantes une série d'indicateurs possibles. Certains de ces indicateurs ont servi de base aux fiches analytiques sur l'Aide pour le commerce, qui présentent un aperçu, par pays, des priorités en matière d'aide pour le commerce, des apports d'aide, de la politique commerciale et des résultats commerciaux. Pris ensemble, ces indicateurs donnent une idée des progrès et des défis au niveau de chaque pays. Ils complètent les rapports d'auto-évaluation et les données sur les apports mondiaux.

La présentation des indicateurs est avant tout un moyen d'évaluer globalement les tendances et les progrès enregistrés.<sup>1</sup> Les indicateurs permettent des comparaisons instantanées entre pays et visent à susciter un dialogue national entre les parties prenantes (par exemple, gouvernement, donateurs, société civile et secteur privé) sur la manière d'améliorer les résultats commerciaux en tenant compte des contraintes et des besoins en matière d'aide pour le commerce. Un tel dialogue national favorisera la responsabilisation des parties prenantes. Il devrait aussi contribuer à l'élaboration d'indicateurs de résultats plus précis par pays et par programme et faciliter l'évaluation des engagements et des décaissements au titre de l'aide pour le commerce.

La présente section contient des fiches analytiques pour les 85 pays qui ont répondu au questionnaire destiné aux pays partenaires.<sup>2</sup> Les données figurant dans ces fiches constituent les meilleures estimations disponibles auprès de divers organismes internationaux au moment de la rédaction du rapport. Les fiches analytiques sont basées sur la liste des bénéficiaires du CAD de 2007 et sur les rapports sur l'Aide pour le commerce reçus jusqu'en 2007.<sup>3</sup>

#### **Les fiches analytiques sont divisées en quatre sections sur la base du cadre logique de l'Aide pour le commerce :**

La *première* section contient un certain nombre d'*indicateurs de base*, dont certains indiquent les progrès accomplis sur la voie des Objectifs du Millénaire pour le développement. Ces indicateurs concernent la population, le PIB, la part des secteurs productifs dans le PIB, le budget de l'État, la dépendance à l'égard de l'aide, la pauvreté, la répartition des revenus, le genre et le classement du pays selon l'indice de développement humain du PNUD.

La *deuxième* section présente des données sur l'aide pour le commerce par pays qui sont extraites de la base de données du SNPC de l'OCDE (à savoir, la répartition sectorielle, la part de l'aide pour le commerce dans l'aide ventilable par secteur et les principaux donateurs). Le cas échéant, il est fait mention à la fois des engagements et des décaissements. Les engagements constituent une obligation ferme d'accorder une aide au développement. Ils permettent d'évaluer les intentions des donateurs et ils montrent comment leurs annonces de contributions se concrétisent, donnant ainsi une indication précise des apports d'aide futurs. Les décaissements correspondent aux versements réellement effectués chaque année; ils permettent de comparer les engagements des donateurs et leurs contributions effectives. Les engagements sont souvent pluriannuels et les décaissements qui suivent s'étalent sur plusieurs années.

De ce fait, une augmentation de l'aide allouée (c'est-à-dire des engagements) n'apparaît dans les données sur les décaissements qu'avec un décalage de quelques années. Malheureusement, des données sur les décaissements ne sont disponibles que pour les donateurs bilatéraux et la CE.

La *troisième* section contient des indicateurs relatifs à la politique commerciale du pays. Elle indique d'abord dans quelle mesure le commerce est intégré dans les stratégies nationales de développement et les autres plans stratégiques. Puis elle présente un indicateur des restrictions à l'importation et à l'exportation représentant l'engagement en faveur de l'ouverture du commerce. Enfin, elle établit un lien entre les trois principales priorités du pays en matière d'aide pour le commerce (sur la base de son auto-évaluation) et les indicateurs qui pourraient être utilisés pour évaluer les progrès réalisés pour surmonter ses contraintes spécifiques du côté de l'offre. Ces indicateurs vont de la qualité de l'infrastructure aux résultats commerciaux. Ils peuvent tous être considérés comme des prédicteurs fiables de la capacité commerciale future – en d'autres termes, si les gouvernements peuvent améliorer les politiques ou les conditions sur lesquelles reposent ces indicateurs, ils seront mieux à même d'accroître plus rapidement leurs exportations et de tirer profit de l'intégration dans le système commercial multilatéral. Les sources des indicateurs utilisés dans cette section sont indiquées ci-après. Lorsque cela est possible, plusieurs indicateurs sont combinés pour donner une image plus globale (par exemple, infrastructure de réseau, infrastructure transfrontières). En ce qui concerne les indicateurs incluant une moyenne pour la région/ la catégorie de revenu, il convient de noter que la liste de référence des pays utilisée pour calculer ces moyennes est la liste des bénéficiaires du CAD établie en 2007.

La *quatrième* section examine les résultats commerciaux et donne un aperçu de la capacité, passée et actuelle, de participer effectivement au marché mondial. Outre l'accroissement des exportations et des importations de marchandises et de services, la section présente une ventilation sectorielle des données. Dans le cas des marchandises, elle indique aussi les principales origines des importations et les principales destinations des exportations. Lorsque l'on ne dispose pas de données pour les années 2005-2007, ce sont les données disponibles les plus récentes qui sont indiquées. En ce qui concerne les exportations et les importations des principaux groupes de produits et des principaux types de services, la part résiduelle correspond aux valeurs non attribuées (c'est-à-dire à la part des exportations/ des importations totales que les compilateurs n'ont pu classer dans aucune des autres catégories de produits définies et qu'ils ont classées dans celle des autres produits, qui ne sont ni des produits agricoles, ni des produits des industries extractives, ni des produits manufacturés). Cette part est désignée par l'expression « non compris ailleurs »(n.c.a.).

Trois mises en garde importantes doivent être faites au sujet des fiches analytiques :

- ▶ *Problèmes méthodologiques* : les données disponibles ne correspondent pas exactement au cadre logique de l'Initiative Aide pour le commerce, ce qui oblige à recourir à des indicateurs indirects, qui ne sont pas parfaits et dont le choix est sujet à discussion.
- ▶ *Attribution* : La fiche analytique n'implique pas de corrélation directe entre l'aide pour le commerce, la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Si l'aide pour le commerce peut améliorer les résultats commerciaux, ce qui est un important moteur de la croissance économique et un puissant outil de réduction de la pauvreté, il faut garder à l'esprit que l'incidence du commerce sur le revenu (et sur la pauvreté) dépend des conditions locales et peut être positive, négative ou neutre.
- ▶ *Décalages* : L'exécution des projets et des programmes d'Aide pour le commerce prend du temps et, une fois qu'ils sont achevés, il faut encore du temps pour en déterminer les incidences. En conséquence, l'impact de l'aide pour le commerce ne n'est pas toujours ressenti immédiatement.



## SOURCES DES INDICATEURS RELATIFS AUX PROGRAMMES

### Analyse, négociation et mise en œuvre de la politique commerciale :

Moyenne simple des droits NPF appliqués : Correspond à la moyenne simple des taux de droits appliqués par un pays. Plus le taux est bas, plus il est facile pour l'exportateur d'entrer sur le marché considéré.

(Source : CCI).

De plus amples renseignements sur la politique commerciale sont disponibles sur le site Web de l'OMC sous la rubrique « Examens des politiques commerciales ».

### Coûts de l'accession à l'OMC :

Cet indicateur combine deux éléments d'information concernant l'état d'avancement du processus d'accession du pays considéré : i) présentation, ou non, au Groupe de travail de l'accession à l'OMC de l'aide-mémoire sur la politique commerciale; et ii) présentation, ou non, du projet de rapport du Groupe de travail de l'accession à l'OMC.

(Source : Accessions en cours).

Il est difficile d'évaluer le coût de l'accession : le maintien d'une mission à Genève et le paiement des contributions sont des charges courantes supportées également pour tous les Membres, à l'exception des PMA qui en sont exonérés en raison de leurs contraintes propre.

### Facilitation des échanges :

Le nombre de jours nécessaires pour exporter et importer à destination ou en provenance d'un pays est un indicateur de la facilitation des échanges qui est largement admis.

(Source : Banque mondiale – *Doing Business*).

### Infrastructure de réseau :

Le nombre d'abonnés au téléphone fixe et mobile renseigne sur l'accès à une infrastructure de réseau adéquate.

(Source : Base de données statistiques sur les TIC de l'UIT).

La consommation d'électricité mesure la production des centrales électriques et des centrales de cogénération, déduction faite des pertes liées au transport, à la distribution et à la transformation et de la consommation propre des centrales.

(Source : Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde).

### Infrastructure transfrontières :

L'indice de densité des aéroports est le nombre d'aéroports de chaque pays qui a été le point de départ d'au moins un vol régulier en 2007. L'indice le plus bas est 0,1 et l'indice le plus élevé est 28,9.

(Source : Global Enabling Trade Report 2009, Forum économique mondial).

L'indice de connectivité pour le transbordement renseigne sur le type de liaisons de transbordement dont disposent les expéditeurs de chaque pays/économie sur les routes bilatérales. L'indice le plus bas est 60 et l'indice le plus élevé est 135.

(Source : Global Enabling Trade Report 2009, Forum économique mondial).

**Autre infrastructure de transport :**

Le premier indicateur mesure le pourcentage de routes revêtues (routes recouvertes de macadam (pierres concassées), goudronnées, bitumées, cimentées ou pavées par rapport à la longueur totale du réseau routier d'un pays.

(Source : Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde).

La qualité du transport ferroviaire et du transport aérien de passagers dans un pays est notée de 1 à 7 (1 = réseau sous-développé, 7 = réseau étendu et efficient au regard des normes internationales).

(Source : Global Enabling Trade Report 2009, Forum économique mondial).

**Compétitivité :**

En ce qui concerne l'indice de performance commerciale, plus l'écart entre le taux de croissance des exportations d'un pays et le taux de croissance des exportations mondiales est élevé, plus le gain de part de marché au niveau mondial est important. L'indice actuel est basé sur cinq éléments : i) exportations nettes, ii) exportations par habitant, iii) part du marché mondial, iv) diversification des produits, et v) diversification des marchés.

(Source : CCI).

**Diversification des exportations :**

La diversification des produits est mesurée par le nombre de produits équivalents (sur la base de la Classification des produits) qu'un pays exporte vers le reste du monde. C'est le nombre de produits pour lesquels l'indice de valeur (ou de production) serait le même si le panier d'exportations du pays considéré était uniformément limité à chacun de ces produits.

(Source : *Trade Competitiveness Map* du CCI).

**Chaînes de valeur :**

Aucun indicateur approprié n'a pu être identifié pour cette priorité.

**Intégration régionale :**

L'intégration régionale est mesurée par le nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) qu'un pays partenaire a notifiés à l'OMC et a mis en application (Base de données de l'OMC sur les ACR, 30 avril 2009). Naturellement, ce pays peut aussi participer à divers accords qui n'ont pas été notifiés à l'OMC, mais la base de données de l'OMC reste la meilleure source d'information disponible. Les données fournies concernant les années 2002, 2005 et 2008.

**Coûts d'ajustement :**

Il n'est pas facile d'évaluer les coûts d'ajustement et il n'existe aucun indicateur mesurant exactement cette variable complexe.

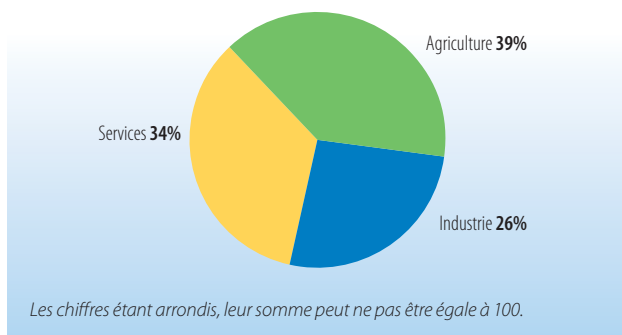
## NOTES

1. Les fiches analytiques ne sauraient servir de base à des travaux de recherche universitaire, ni être considérées comme un outil de diagnostic ou d'évaluation pour la programmation de l'aide pour le commerce.
2. L'Angola, El Salvador, la Namibie, le Samoa et les Seychelles ont communiqué leurs réponses pour le chapitre 2 après la date limite; des fiches analytiques ont quand même été établies pour ces pays, en partie sur la base de leurs réponses.
3. Par souci de cohérence, les pays partenaires qui sont passés dans une catégorie de revenu supérieure depuis 2007 sont indiqués dans leur groupe de revenu antérieur (par exemple, l'Inde et le Nicaragua).

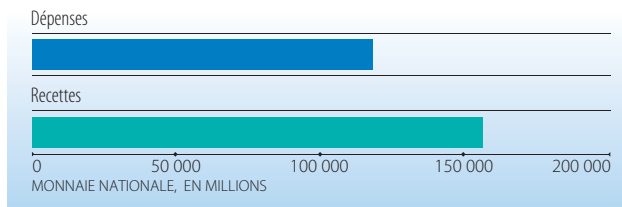
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants) <sup>1</sup>	–
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	11 627
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2006) <sup>2</sup>	5,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants) <sup>2</sup>	–
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	–
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 1990) <sup>5</sup>	17,8
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	–
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	31,9

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 14 CCI
- 15 Banque mondiale – *Doing Business*
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

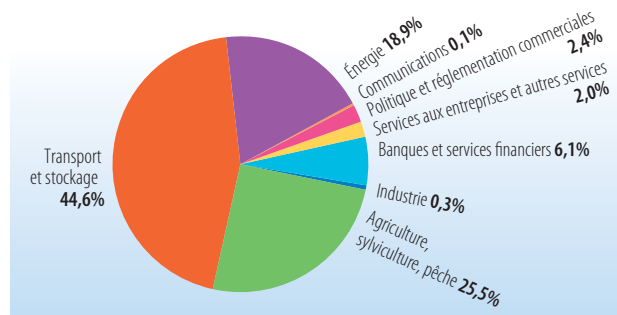
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	16,7	31,8	17,3
Infrastructure économique	421,6	854,5	194,8
Renforcement de la capacité de production	226,8	455,0	551,6
dont: marqueur du développement du commerce	–	23,4	429,6
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>665,0</b>	<b>1 341,4</b>	<b>763,7</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>

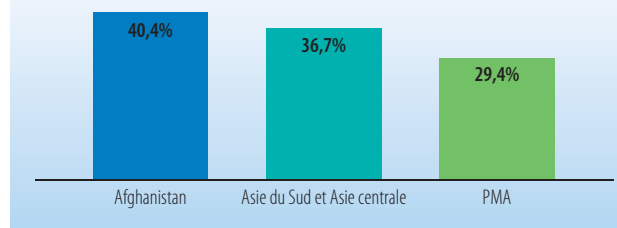
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

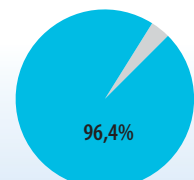


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Etats-Unis	908,7
Banque mondiale	130,1
Canada	67,3
BASD	56,7
Allemagne	26,6
CE	20,7

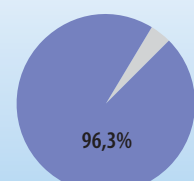
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	583,2
Canada	39,4
Royaume-Uni	24,0
Allemagne	20,2
CE	20,0
Italie	11,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans diverses stratégies sectorielles.

L'Afghanistan participe au CIR, mais n'a pas encore d'EDIC.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

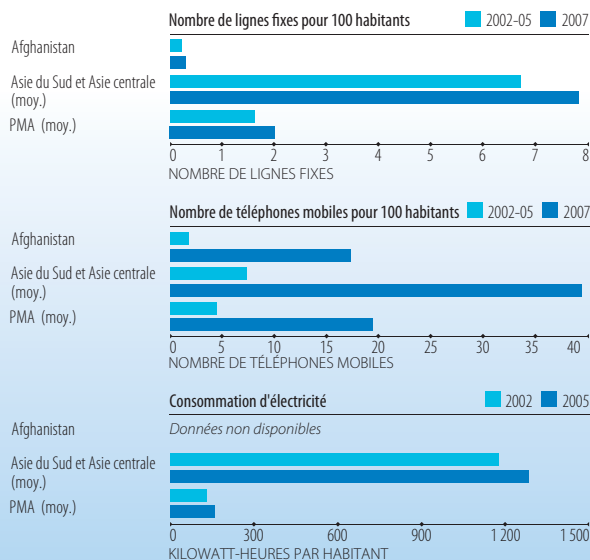
*Données non disponibles*

Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

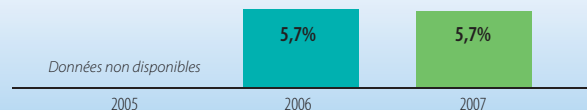
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>



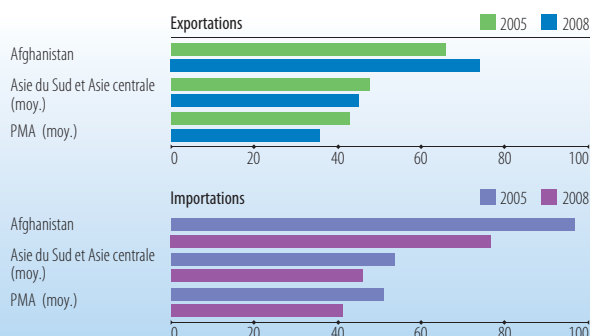
### PRIORITÉ N° 2 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>14</sup>

#### Moyenne simple des taux NPF appliqués



### PRIORITÉ N° 3 : FACILITATION DES ÉCHANGES<sup>15</sup>

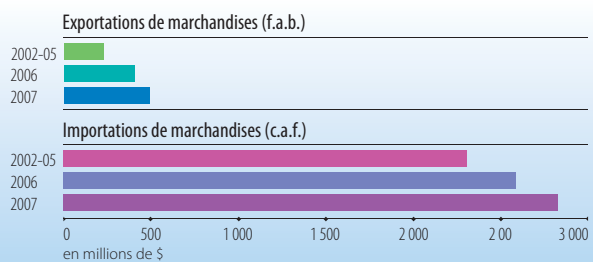
#### Nombre de jours requis pour le commerce transfrontalier



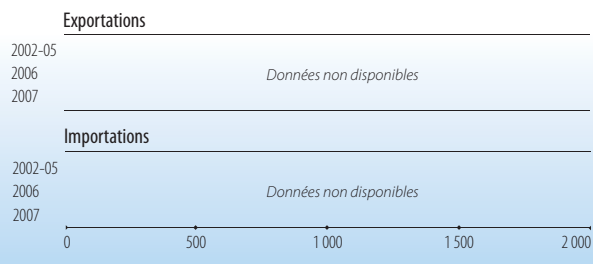
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

#### Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



#### Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

#### Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
<i>Données non disponibles</i>	-	-	-
-	-	-	-
-	-	-	-

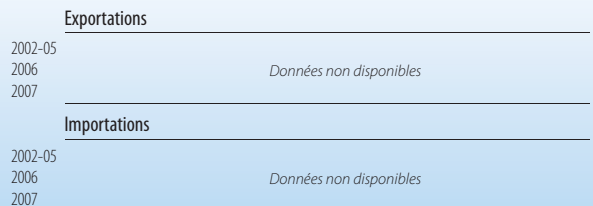
#### Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
<i>Données non disponibles</i>	-	-	-
-	-	-	-
-	-	-	-

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

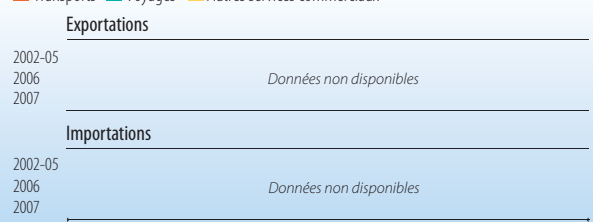
#### Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



#### Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

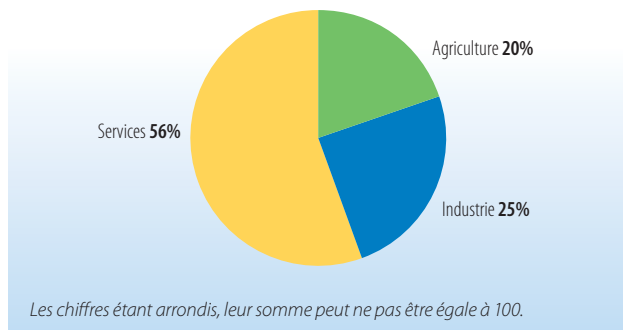
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



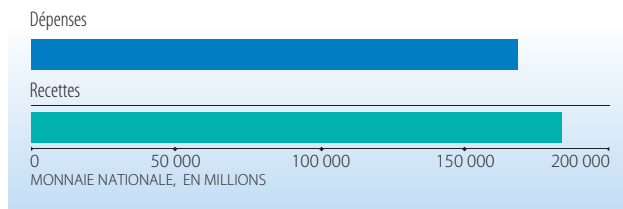
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	3 181
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	10 569
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants) <sup>2</sup>	6 385
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	<2
Part du revenu des 20% les plus riche (% , 2004) <sup>2</sup>	39,5
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2003) <sup>5</sup>	33
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	69 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	3,4

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2004)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 14 CCI
- 15 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

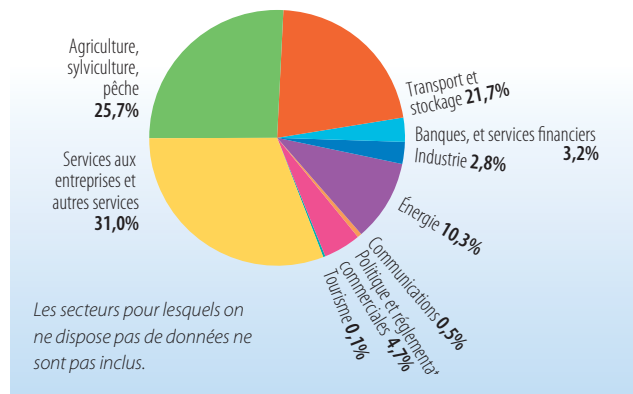
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	2,6	1,1	1,3
Infrastructure économique	85,2	7,7	24,6
Renforcement de la capacité de production	31,7	14,8	17,1
dont : marqueur du développement du commerce	–	7,2	9,4
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>119,5</b>	<b>23,6</b>	<b>42,9</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>38,2</b>	<b>7,4</b>	<b>13,5</b>

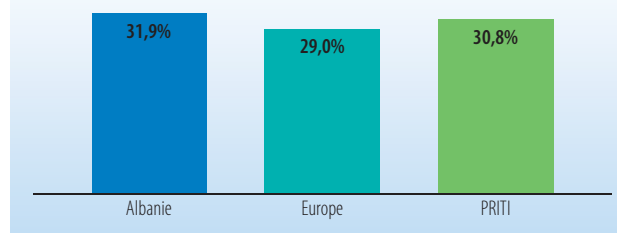
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

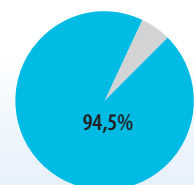


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Italie	73,6
États-Unis	7,1
CE	6,7
Allemagne	6,0
Espagne	5,0
Grèce	4,9

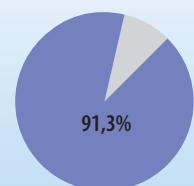
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décassements 2006-2007 (moyenne)

Allemagne	11,1
États-Unis	10,8
Corée	10,6
Grèce	5,0
CE	4,4
Suisse	2,3

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

### INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2005)<sup>12</sup>

Restrictions des importations

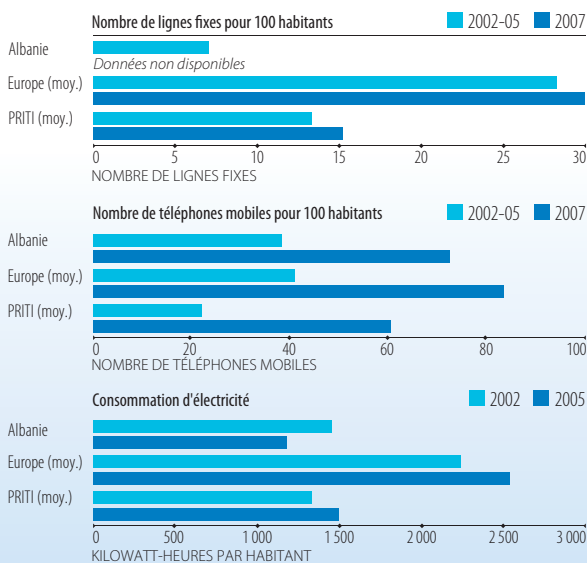


Restrictions des exportations



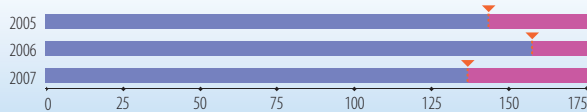
### INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

#### PRIORITÉ N° 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>



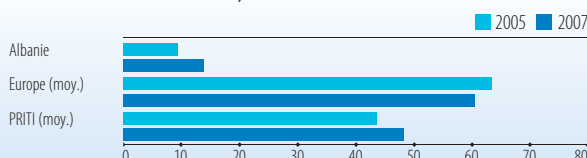
#### PRIORITÉ N° 2 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



#### PRIORITÉ N° 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>15</sup>

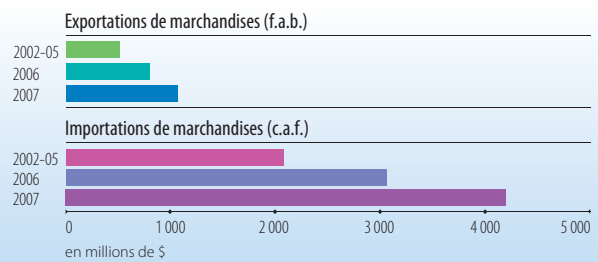
Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



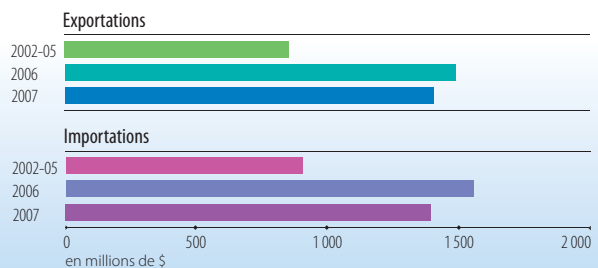
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

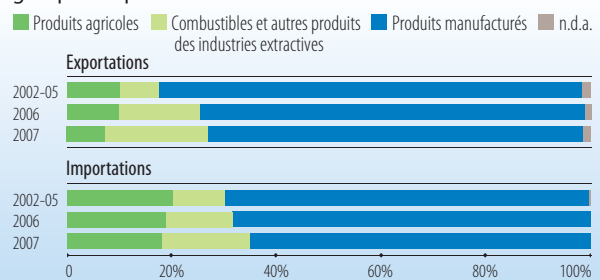
Année	UE	Serbie	ERY Macédoine
2005	–	–	–
2006	88,6	5,1	1,6
2007	–	–	–

Importations par principale origine (% du total)

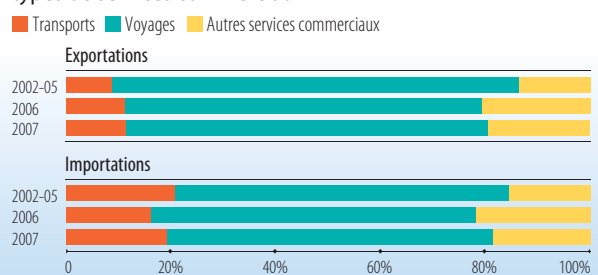
Année	UE	Turquie	Chine
2005	67,2	7,5	6,6
2006	65,5	7,6	6,0
2007	–	–	–

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

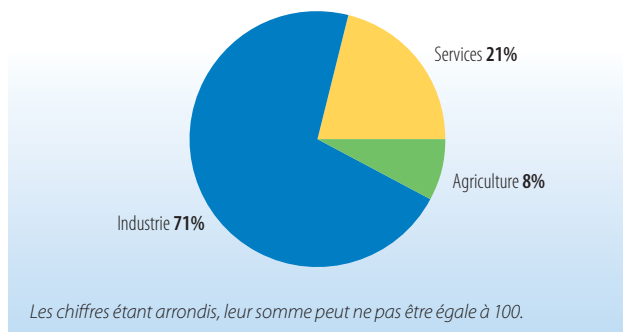




## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	17 019
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	58 547
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	21,1
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants) <sup>2</sup>	5 467
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2000) <sup>4</sup>	54,3
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 1996) <sup>5</sup>	23,5
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	157 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,4

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses	Données non disponibles
Recettes	Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 14 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 15 CCI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

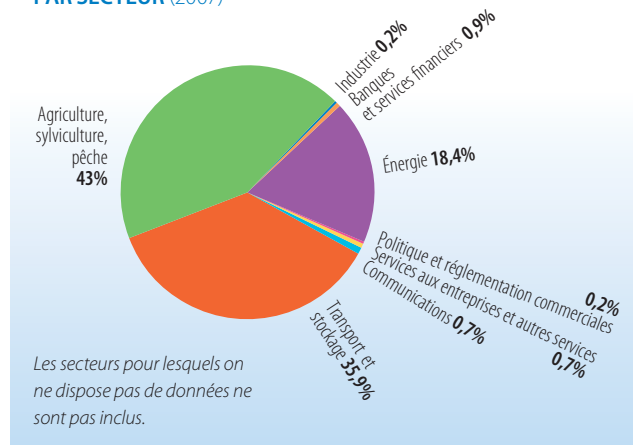
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,2	1,0
Infrastructure économique	4,9	76,1	3,2
Renforcement de la capacité de production	12,6	62,1	14,2
dont : marqueur du développement du commerce	–	0,8	0,7
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>17,5</b>	<b>138,4</b>	<b>18,5</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>1,1</b>	<b>8,1</b>	<b>1,1</b>

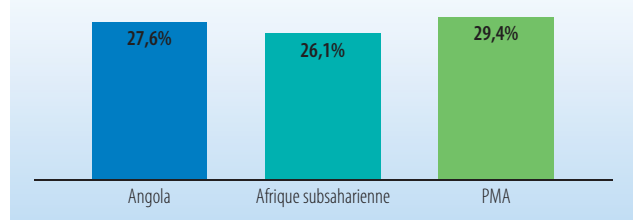
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

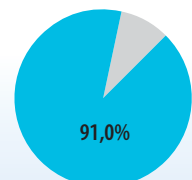


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Banque mondiale	25,9
Corée	23,7
CE	18,6
FIDA	3,8
Norvège	2,7
Suède	2,1

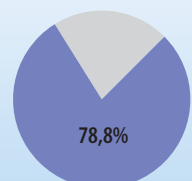
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Corée	8,5
Japon	1,6
Norvège	1,4
CE	1,2
Irlande	1,0
Espagne	1,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce **n'est pas** intégré dans le plan de développement national.

L'EDIC **reflète partiellement** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

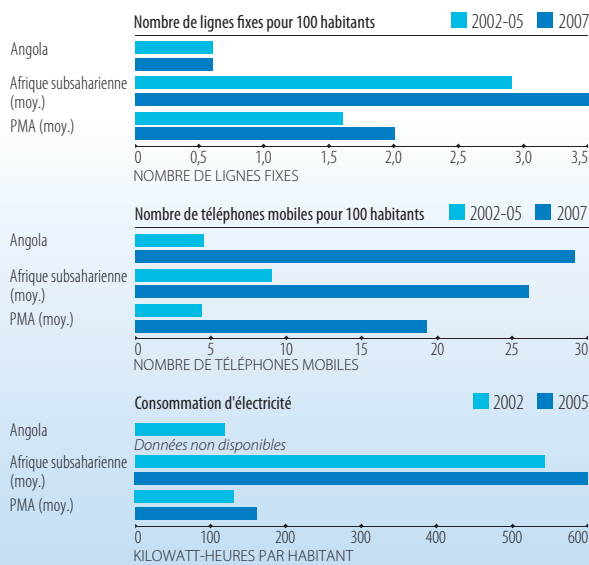
*Données non disponibles*

Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

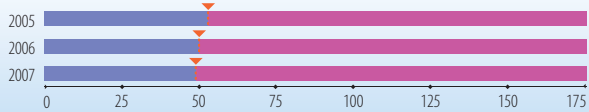
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>



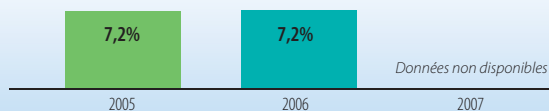
### PRIORITÉ N° 2 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



### PRIORITÉ N° 3 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>15</sup>

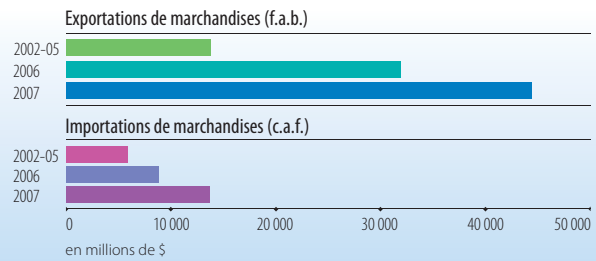
Moyenne simple des taux NPF appliqués



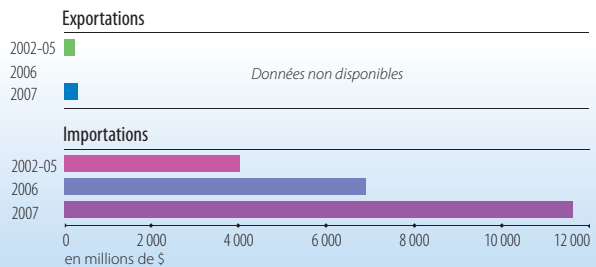
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
<i>Données non disponibles</i>	—	—	—
—	—	—	—
—	—	—	—

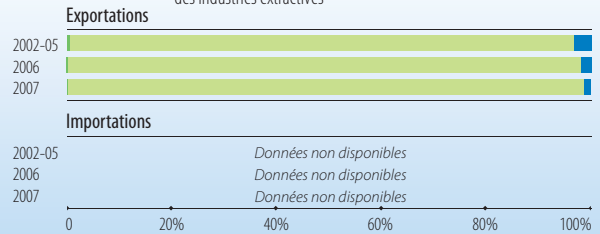
Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
<i>Données non disponibles</i>	—	—	—
—	—	—	—
—	—	—	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

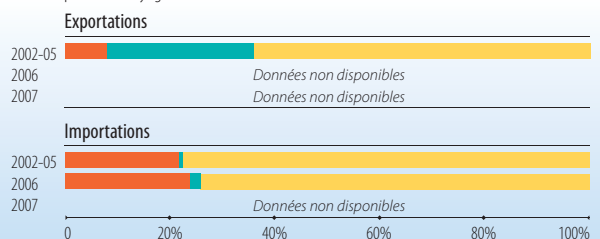
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

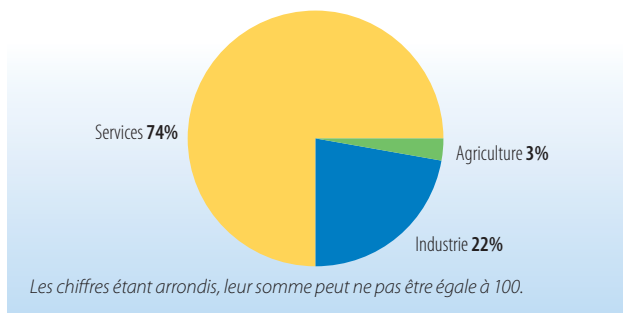
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	85
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	1 026
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	-1,2
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	18 640
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	–
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2001) <sup>5</sup>	50,6
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	59 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2000) <sup>7</sup>	0,4

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses	Données non disponibles
Recettes	Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 15 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

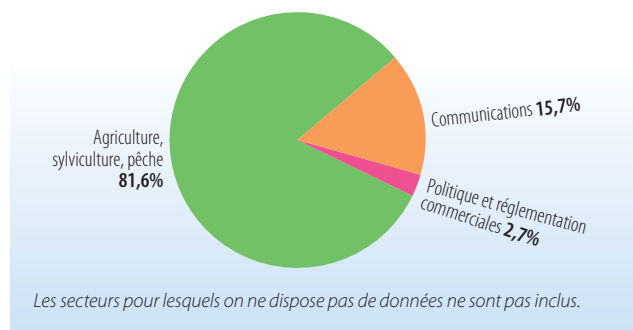
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,0	0,0
Infrastructure économique	0,0	0,0	0,0
Renforcement de la capacité de production	2,1	0,2	0,2
dont : marqueur du développement du commerce	–	–	–
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>2,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>26,8</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>

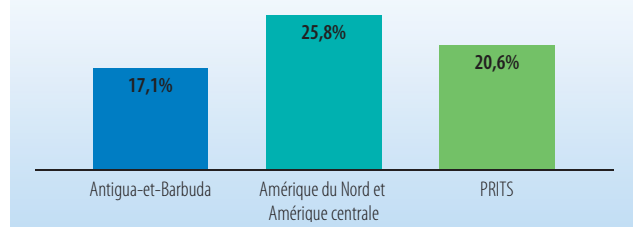
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)



## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	0,1
OMC	0,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

100%

### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Japon	1,1
OMC	0,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

100%



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce **n'est pas** intégré dans le plan de développement national mais il est pris en compte dans le **budget annuel** et dans une **stratégie intersectorielle**.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

Données non disponibles

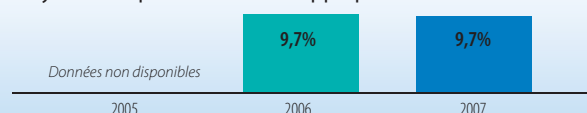
Restrictions des exportations

Données non disponibles

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

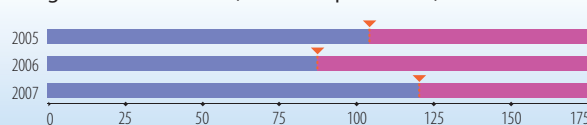
### PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués

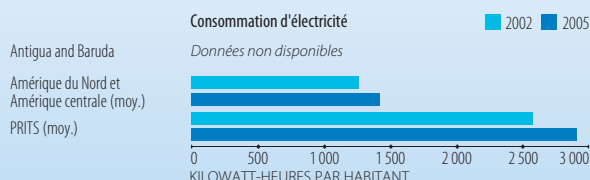
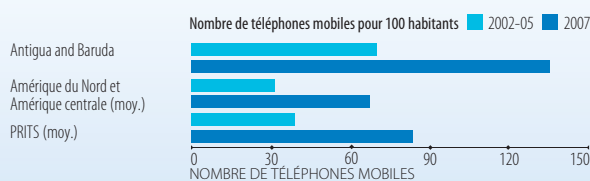
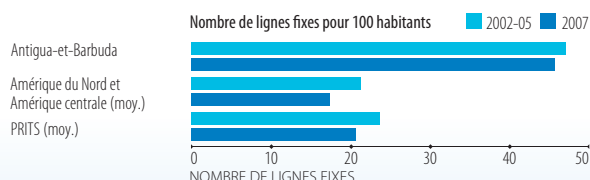


### PRIORITÉ N° 2 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



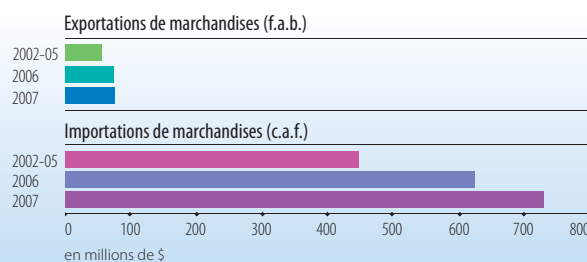
### PRIORITÉ N° 3 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>15</sup>



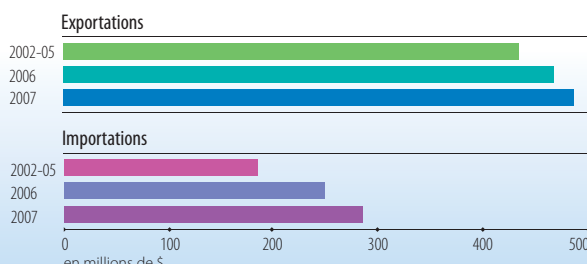
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

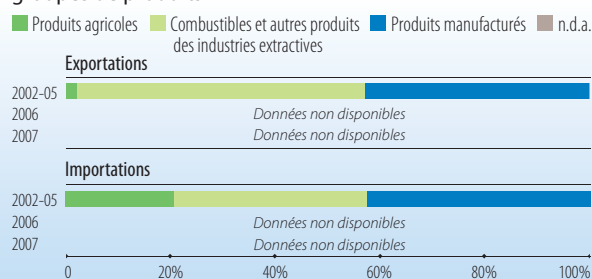
	2005	2006	2007
UE	23,2	—	—
Saint-Kitts-et-Nevis	10,3	—	—
Antilles néerlandaises	23,4	—	—

Importations par principale origine (% du total)

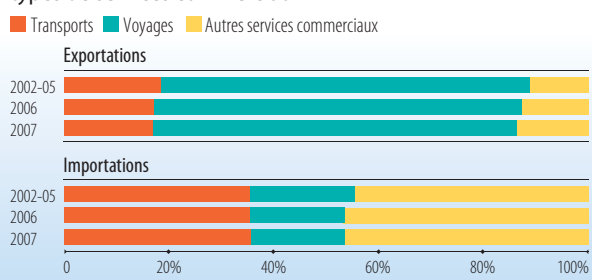
	2005	2006	2007
UE	11,6	—	—
États-Unis	48,9	—	—
Trinité-et-Tobago	10,9	—	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



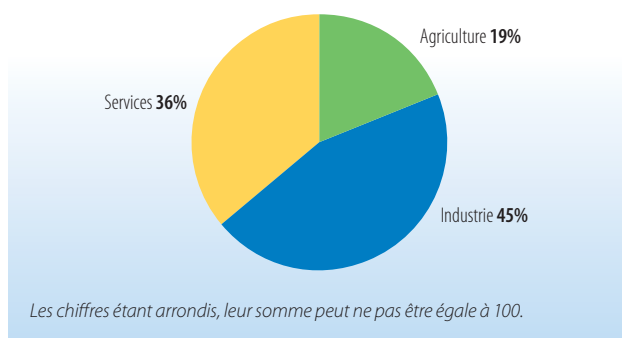
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



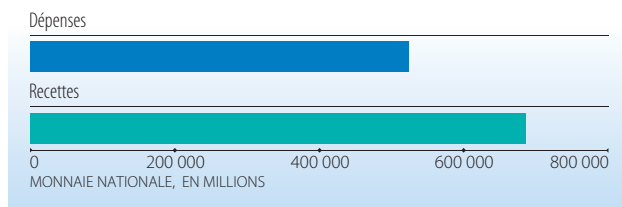
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	3 001
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	9 177
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	13,8
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	5 711
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRIT)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2003) <sup>4</sup>	10,6
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2003) <sup>2</sup>	42,8
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	45,7
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	83 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	3,2

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 14 OMC – Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 15 Banque mondiale – *Doing Business*
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

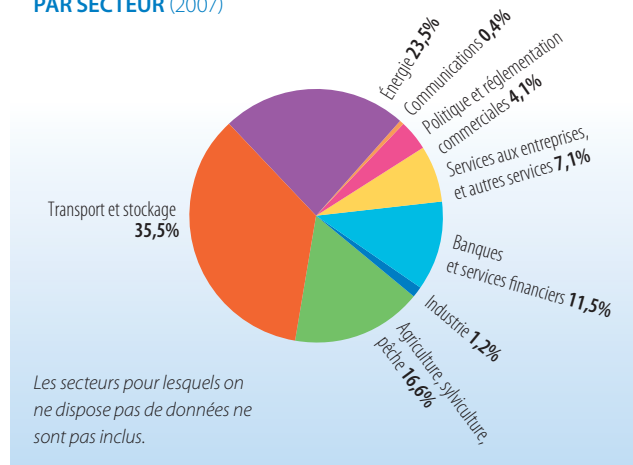
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,4	3,4	0,6
Infrastructure économique	51,7	49,5	14,9
Renforcement de la capacité de production	37,0	30,4	26,4
dont : marqueur du développement du commerce	–	9,6	14,4
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>89,1</b>	<b>83,3</b>	<b>41,9</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>29,4</b>	<b>27,7</b>	<b>14,0</b>

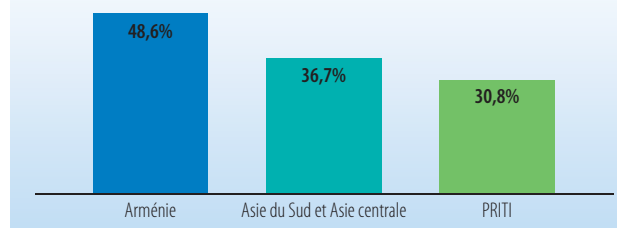
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

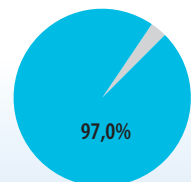


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	124,1
BAsD	14,6
Allemagne	8,9
CE	8,8
Banque mondiale	6,8
Grèce	1,4

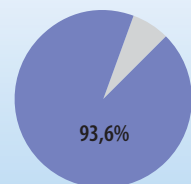
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décassements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	14,8
Allemagne	9,2
CE	2,8
Japon	1,9
Grèce	1,5
Suède	1,2

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

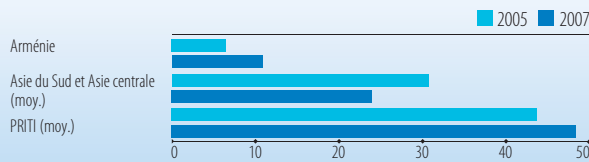
Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

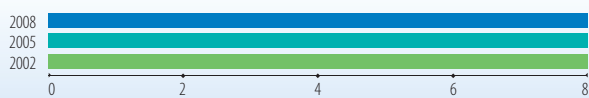
### PRIORITÉ N°1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>13</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCL)



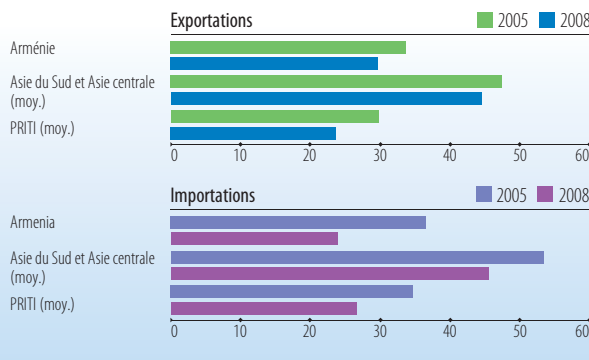
### PRIORITÉ N° 2 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>14</sup>

Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



### PRIORITÉ N° 3 : FACILITATION DES ÉCHANGES<sup>15</sup>

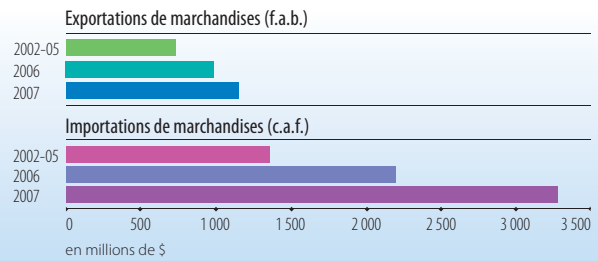
Nombre de jours requis pour le commerce transfrontalier



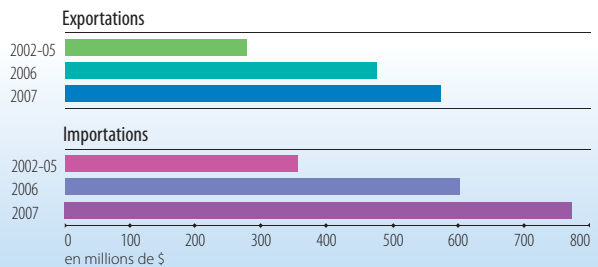
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

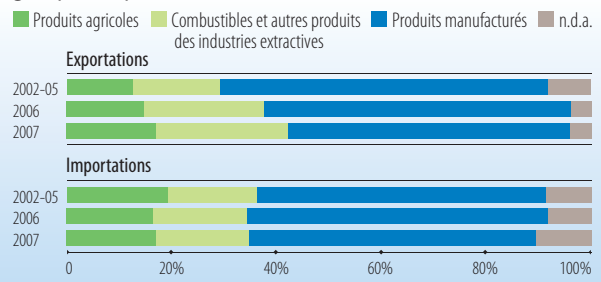
	2005	2006	2007
UE	47,2	46,9	48,7
Fédération de Russie	12,4	11,6	17,2
Israël	12	10,6	6

Importations par principale origine (% du total)

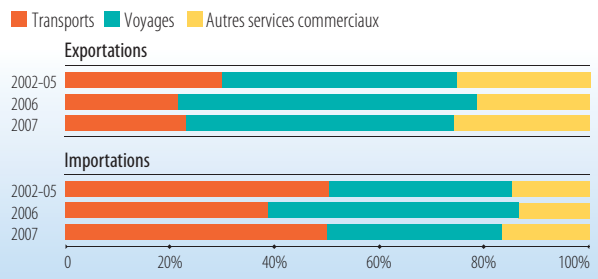
	2005	2006	2007
UE	34,4	31,4	31
Fédération de Russie	14,8	13,7	14,9
Israël	6,1	7,7	7,7

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



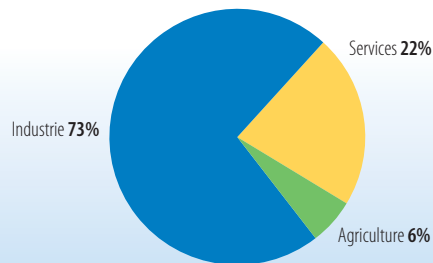
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	8 571
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	31 248
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	25
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	7 477
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRIT)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	<2
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2001) <sup>2</sup>	44,5
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	50,1
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	97 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	1,1

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses

Données non disponibles

Recettes

Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement ans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 15 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

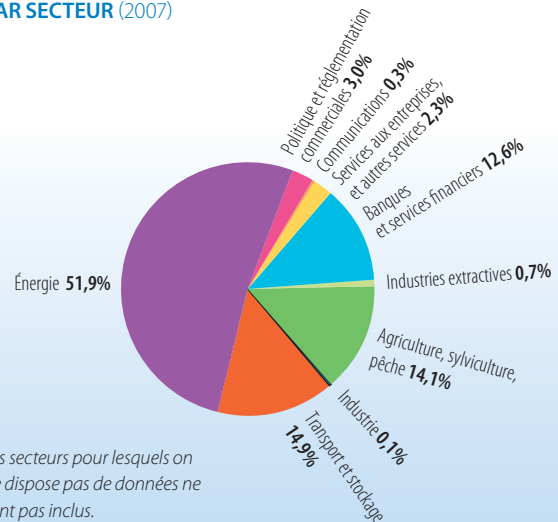
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,8	3,7	0,8
Infrastructure économique	72,4	82,8	21,1
Renforcement de la capacité de production	34,4	36,7	26,5
dont : marqueur du développement du commerce	–	2,9	0,8
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>107,6</b>	<b>123,2</b>	<b>48,5</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>13,0</b>	<b>14,4</b>	<b>5,7</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

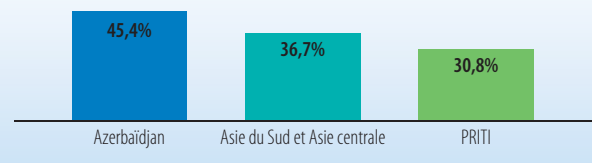
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

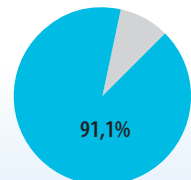


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

Engagements 2006-2007 (moyenne)

Allemagne	29,2
États-Unis	17,8
Banque mondiale	17,1
France	9,1
CE	8,7
FIDA	7,9

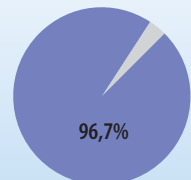
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



Décassements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	18,7
Allemagne	12,2
Japon	4,4
CE	2,0
Norvège	1,3
Suisse	0,8

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce







## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

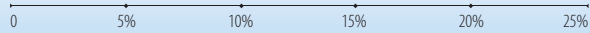
Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

Données non disponibles

Restrictions des exportations



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

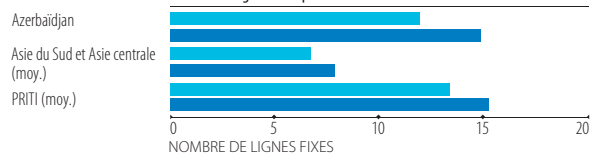
### PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués

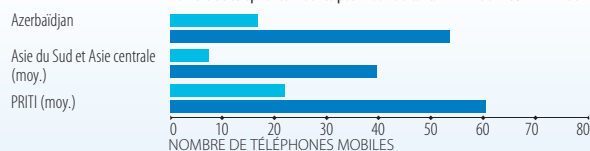


### PRIORITÉ N° 2 : INFRASTRUCTURE DU RÉSEAU<sup>14</sup>

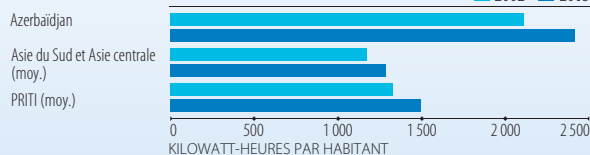
Nombre de lignes fixes pour 100 habitants



Nombre de téléphones mobiles pour 100 habitants

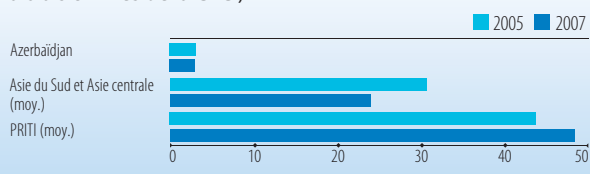


Consommation d'électricité



### PRIORITÉ N° 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>15</sup>

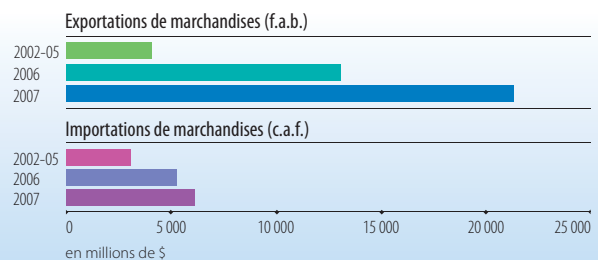
Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTIC)



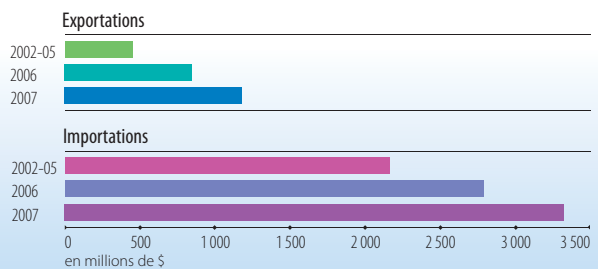
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
UE	51,7	57,2	27,6
Fédération de Russie	6,6	10,7	17,4
Turquie	6,3	6,1	8,7

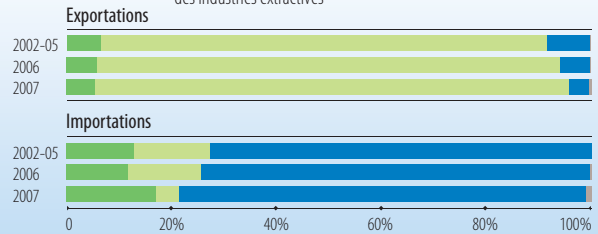
Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
UE	29,9	30,8	29,3
Fédération de Russie	17,0	22,4	17,6
Singapour	9,1	7,3	10,9

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

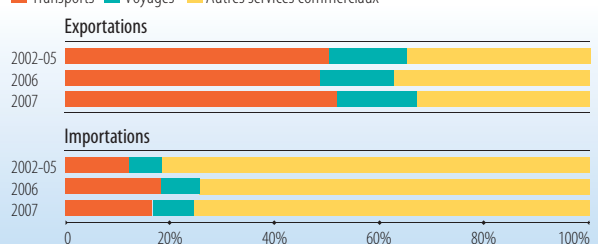
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

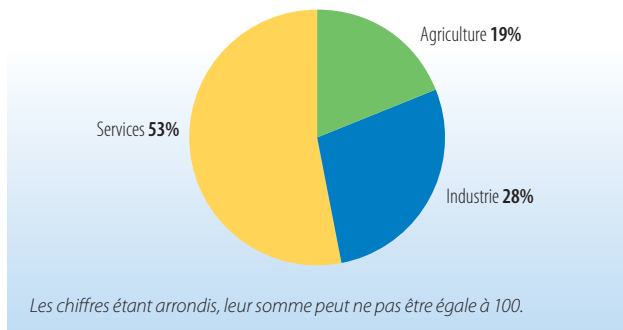
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



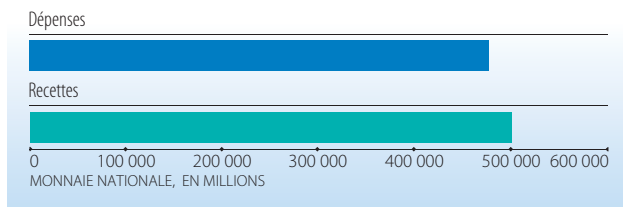
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	158 572
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	67 694
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	6,4
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	1 242
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	49,6
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2005) <sup>2</sup>	42,5
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2006) <sup>5</sup>	20,1
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	147 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	1,9

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles: UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité: Banque mondiale – WDI
- 14 CCI
- 15 Banque mondiale – *Doing Business*
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

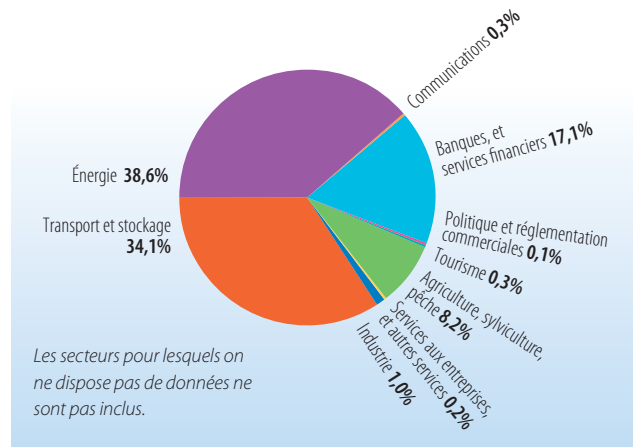
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	5,3	0,4	13,3
Infrastructure économique	422,0	501,7	52,3
Renforcement de la capacité de production	214,9	185,1	72,5
dont : marqueur du développement du commerce	–	0,6	1,1
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>642,1</b>	<b>687,2</b>	<b>138,0</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>4,3</b>	<b>4,3</b>	<b>0,9</b>

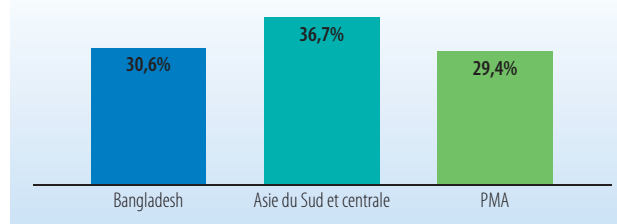
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

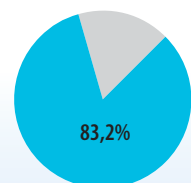


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	200,7
Royaume-Uni	94,1
BASD	72,1
Danemark	46,8
Banque mondiale	45,4
Corée	29,8

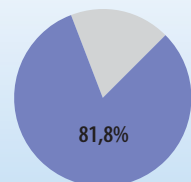
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Royaume-Uni	42,0
Allemagne	17,8
Japon	16,1
Corée	12,8
Danemark	12,4
CE	11,3

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





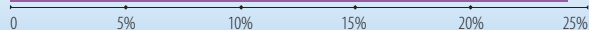
## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>

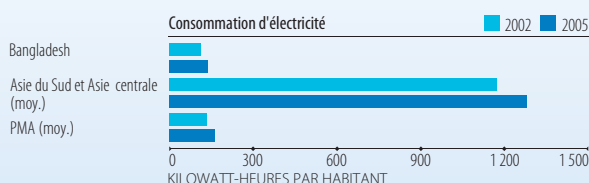
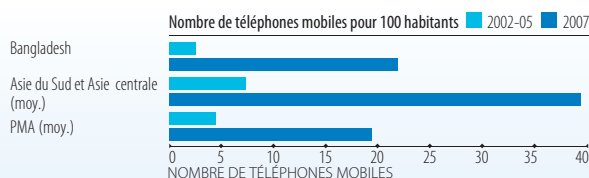
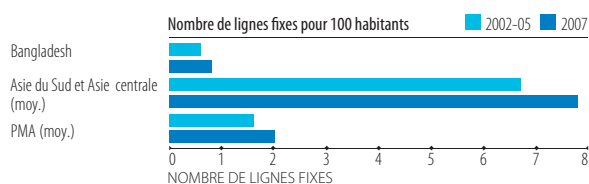
Restrictions des importations

Restrictions des exportations



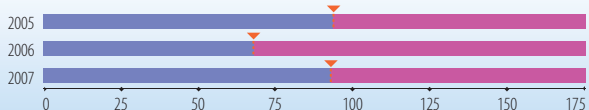
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>



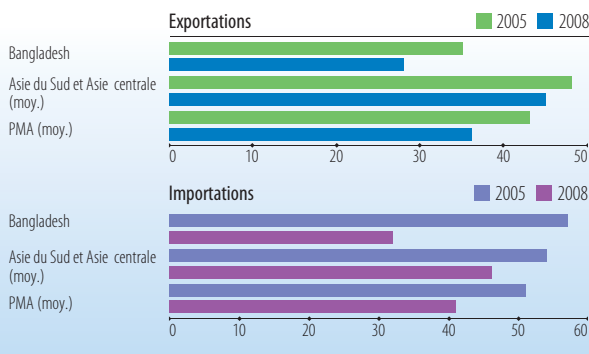
### PRIORITÉ N° 2 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



### PRIORITÉ N° 3 : FACILITATION DES ÉCHANGES<sup>15</sup>

Nombre de jours requis pour le commerce frontalier

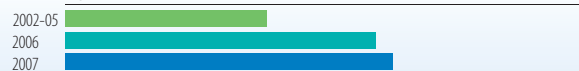


## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises

Exportations de marchandises (f.a.b.)

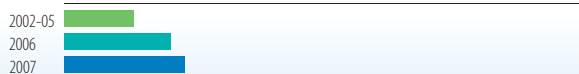


Importations de marchandises (c.a.f.)



Exportations et importations de services commerciaux

Exportations



Importations



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2004	2006	2007
UE	56,1	—	—
États-Unis	26,2	—	—
Canada	4	—	—

Importations par principale origine (% du total)

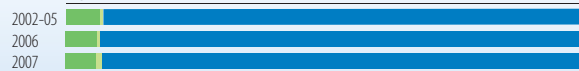
	2004	2006	2007
Chine	13,9	—	—
Inde	11,2	—	—
UE	10	—	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

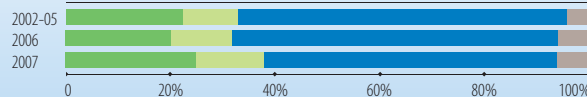
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

Produits agricoles, Combustibles et autres produits des industries extractives, Produits manufacturés, n.d.a.

Exportations



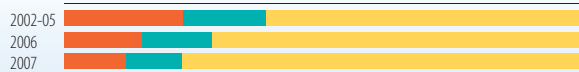
Importations



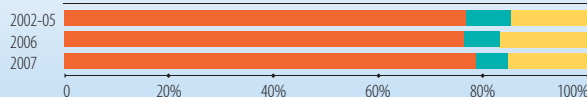
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

Transports, Voyages, Autres services commerciaux

Exportations



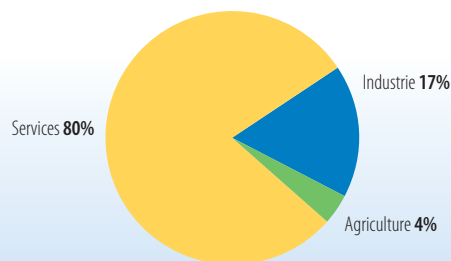
Importations



## INDICATEURS DE BASE

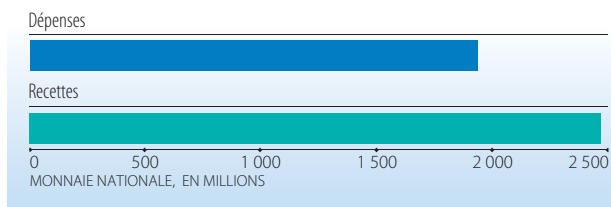
Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	294
PIB (millions de \$ courants 2006) <sup>1</sup>	3 430
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2000) <sup>2</sup>	2,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	–
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	–
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2005) <sup>5</sup>	48,7
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	37 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2005) <sup>7</sup>	-0,1

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET (2004)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 CCI
- 15 OMC – Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

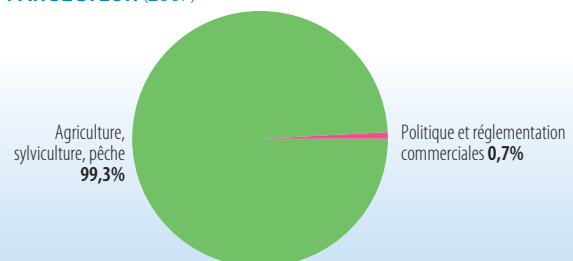
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,1	0,0
Infrastructure économique	0,0	–	–
Renforcement de la capacité de production	0,4	13,7	–
dont : marqueur du développement du commerce	–	–	–
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>0,4</b>	<b>13,8</b>	<b>0,0</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>1,4</b>	<b>46,8</b>	<b>0,1</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

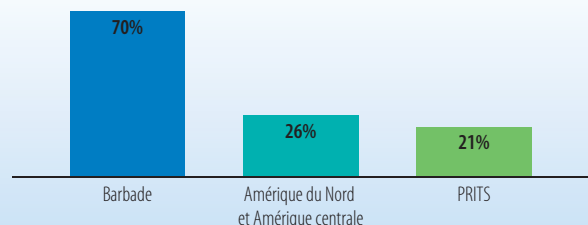
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)



## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	8,3
Royaume-Uni	0,2
FMI	0,0
OMC	0,0
Japon	0,0
Corée	0,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

100%

### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

OMC	0,0
Japon	0,0
Corée	0,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

100%

## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

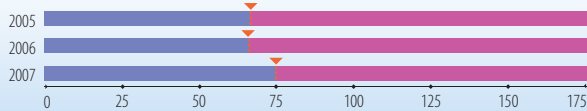
Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

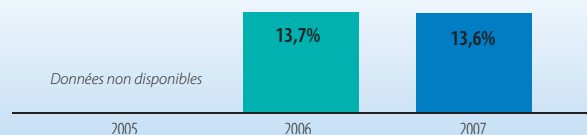
### PRIORITÉ N° 1 : COMPÉTITIVITÉ<sup>13</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



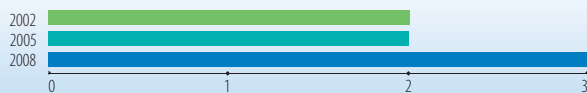
### PRIORITÉ N° 2 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués



### PRIORITÉ N° 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>15</sup>

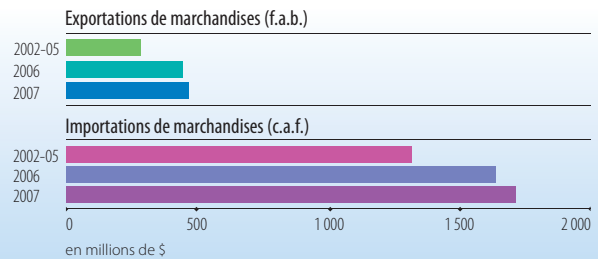
Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



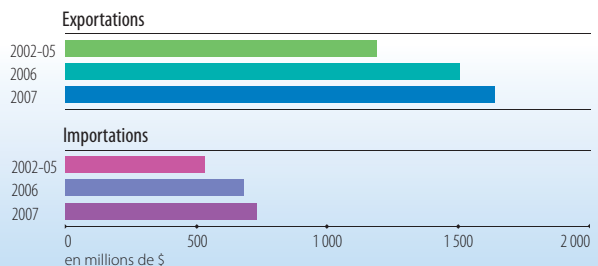
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

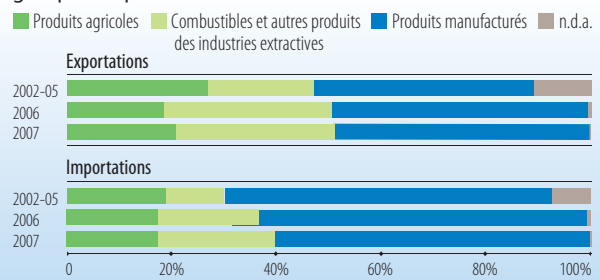
	2005	2006	2007
États-Unis	13,4	États-Unis 20,1	Trinité-et-Tobago 27,8
UE	12,4	Trinité-et-Tobago 11	États-Unis 14,2
Trinité-et-Tobago	10,8	UE 10,6	UE 12,6

Importations par principale origine (% du total)

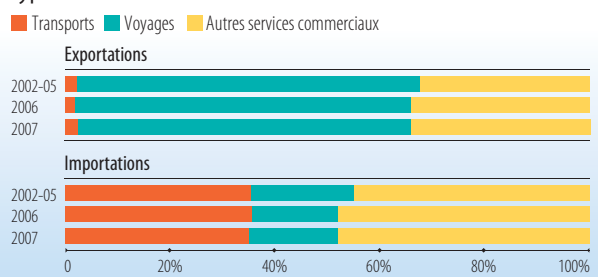
	2005	2006	2007
États-Unis	35,9	États-Unis 37,6	États-Unis 43,7
Trinité-et-Tobago	21,2	Trinité-et-Tobago 22,5	UE 17,2
UE	13,3	UE 13,8	Trinité-et-Tobago 7,7

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



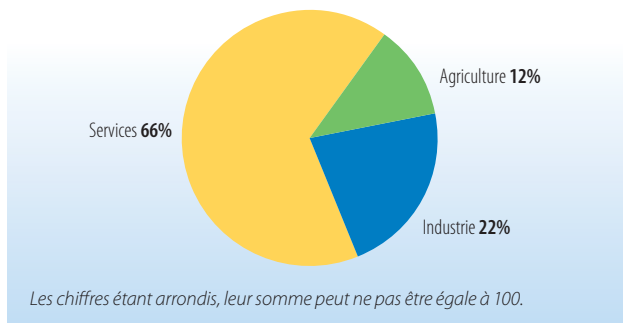
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	304
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	1 274
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	1,2
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	6 860
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	–
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2005) <sup>5</sup>	37,6
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	88 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,7

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses	Données non disponibles
Recettes	Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Banque mondiale – *Doing Business*
- 14 CCI – Trade Competitiveness Map
- 15 OMC, Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

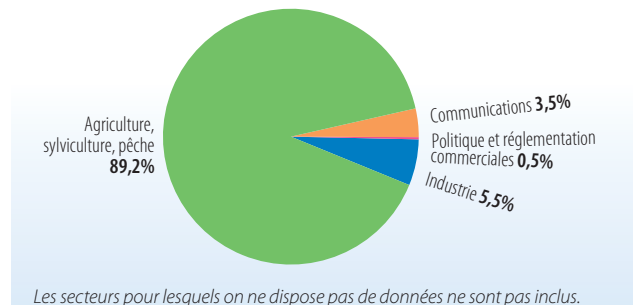
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,0	0,0
Infrastructure économique	0,1	0,1	0,1
Renforcement de la capacité de production	8,3	2,8	4,0
dont : marqueur du développement du commerce	–	2,3	–
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>8,4</b>	<b>2,3</b>	<b>4,1</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>30,2</b>	<b>9,5</b>	<b>13,5</b>

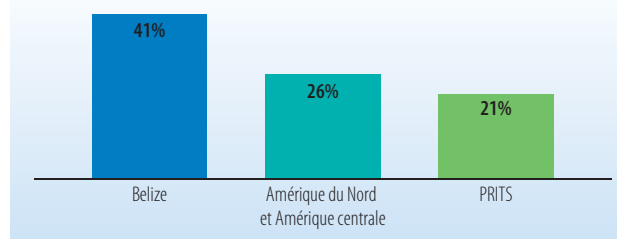
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)



## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	6,8
Japon	0,3
Canada	0,1
Corée	0,0
OMC	0,0
Finlande	0,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

100%

### Décassements 2006-2007 (moyenne)

CE	3,2
Japon	0,3
Corée	0,0
Autriche	0,0
Canada	0,0
OMC	0,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

99,9%



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce **n'est pas** intégré dans le plan de développement national mais il est pris en compte dans le **budget annuel** et dans **diverses stratégies sectorielles**.

## TRADE POLICY INDICATORS<sup>12</sup>

Restrictions des importations

Données non disponibles

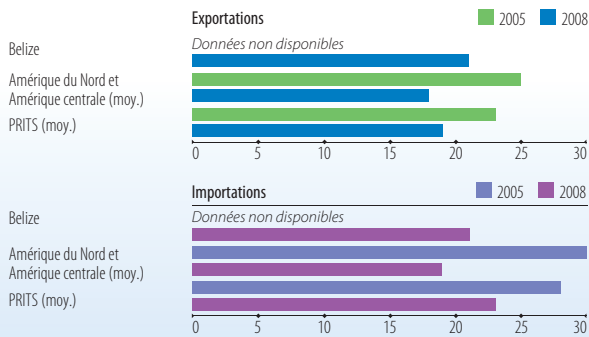
Restrictions des exportations

Données non disponibles

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

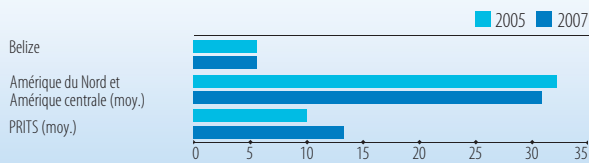
### PRIORITÉ N° 1 : FACILITATION DES ÉCHANGES<sup>13</sup>

Nombre de jours acquis pour le commerce transfrontalier



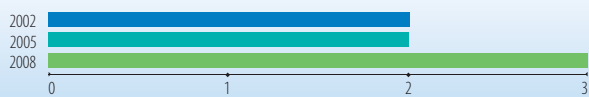
### PRIORITÉ N° 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>14</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



### PRIORITÉ N° 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>15</sup>

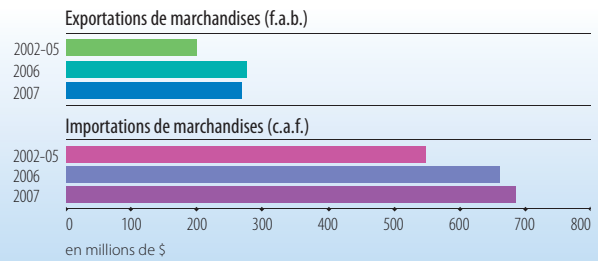
Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



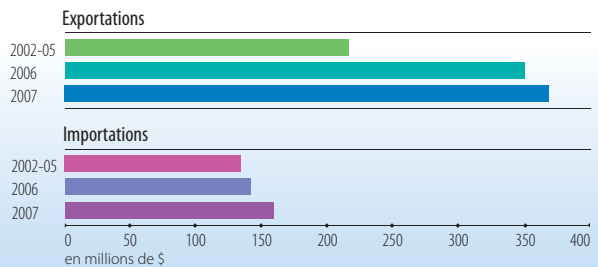
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

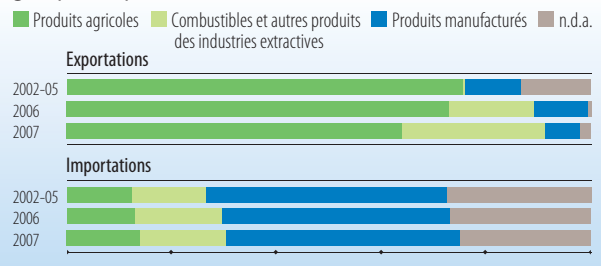
	2005	2006	2007
États-Unis	53,9	42	31,9
UE	27	30,8	26,8
Trinité-et-Tobago	5,4	Costa Rica 7,8	Panama 14,3

Importations par principale origine (% du total)

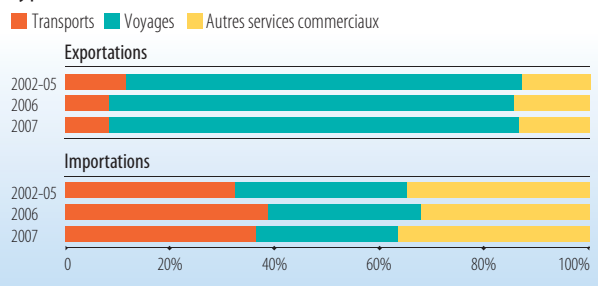
	2005	2006	2007
États-Unis	40,3	38,8	33,9
Cuba	14,8	Antilles néerlandaises 10,7	Cuba 11,4
Mexique	11,6	Panama 9,6	Panama 9,8

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

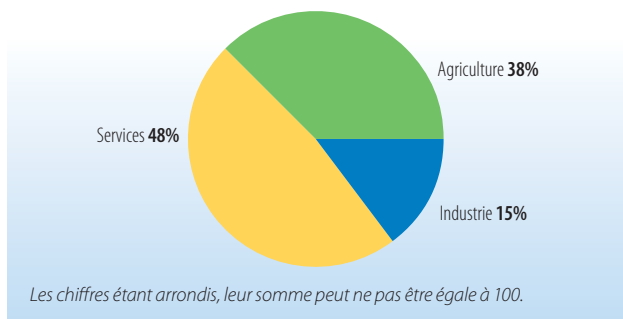




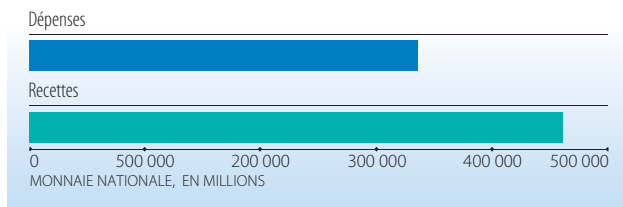
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	9 025
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	5 428
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	4,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	1 312
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2003) <sup>4</sup>	47,3
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2003) <sup>2</sup>	44,5
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2002) <sup>5</sup>	24,3
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	161 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	8,1

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2006)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 15 ONU – Base de données Comtrade

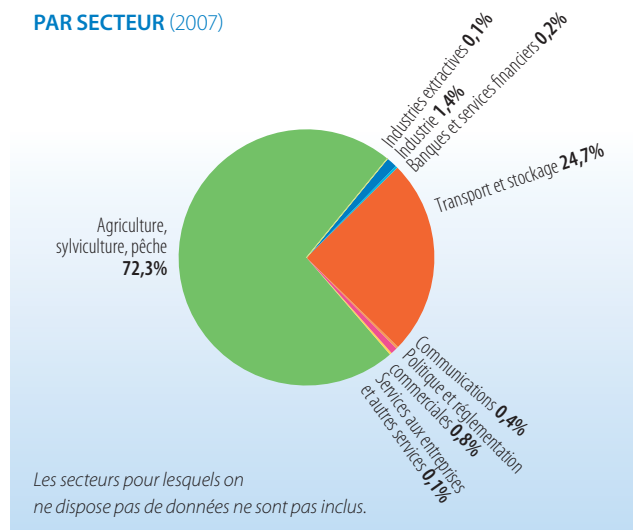
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,5	0,4
Infrastructure économique	72,7	15,8	37,7
Renforcement de la capacité de production	49,1	46,5	22,8
dont : marqueur du développement du commerce	–	16,2	0,7
Ajustement lié au commerce	–	0,0	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>121,8</b>	<b>62,8</b>	<b>61,0</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>15,0</b>	<b>7,0</b>	<b>6,8</b>

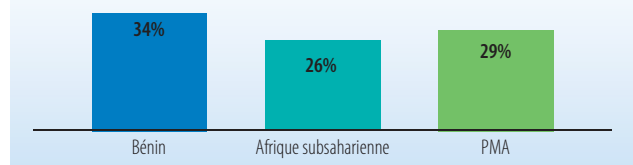
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

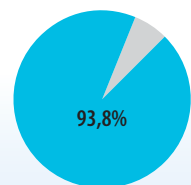


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	94,9
CE	38,6
France	11,0
Danemark	7,2
Belgique	4,5
Pays-Bas	3,7

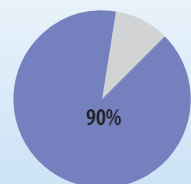
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décassements 2006-2007 (moyenne)

Danemark	15,5
CE	11,6
France	8,0
Belgique	2,9
Japon	2,1
Suisse	1,9

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

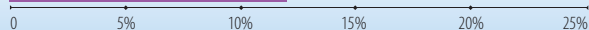
L'EDIC **reflète partiellement** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

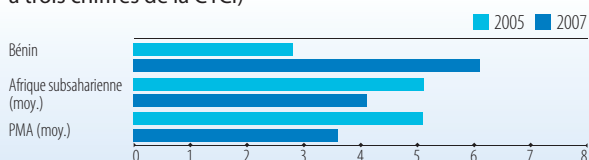
Restrictions des exportations



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTIC)



### PRIORITÉ N° 2 :

Plusieurs priorités choisies (infrastructure de réseau et transports). Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

### PRIORITÉ N° 3 : FACILITATION DES ÉCHANGES

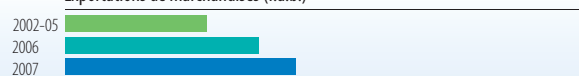
Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

## RÉSULTATS COMMERCIAUX

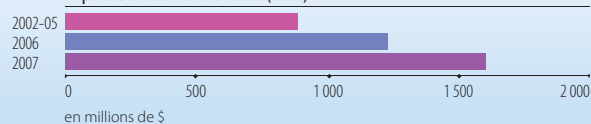
### VALEUR TOTALE<sup>14</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises

Exportations de marchandises (f.a.b.)

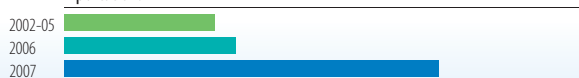


Importations de marchandises (c.a.f.)

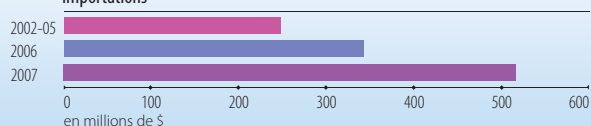


### Exportations et importations de services commerciaux

Exportations



Importations



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>15</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
Chine	36,2	—	—
UE	10,1	—	—
Inde	6,9	—	—

Importations par principale origine (% du total)

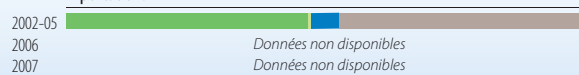
	2005	2006	2007
UE	38,5	—	—
Chine	8,8	—	—
Ghana	7,2	—	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>14</sup>

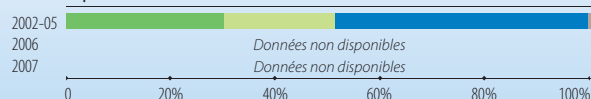
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.

Exportations



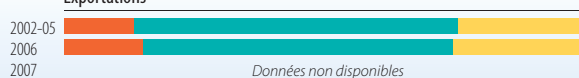
Importations



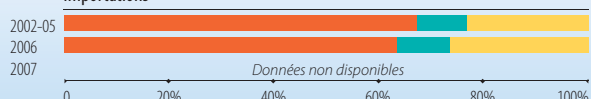
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux

Exportations



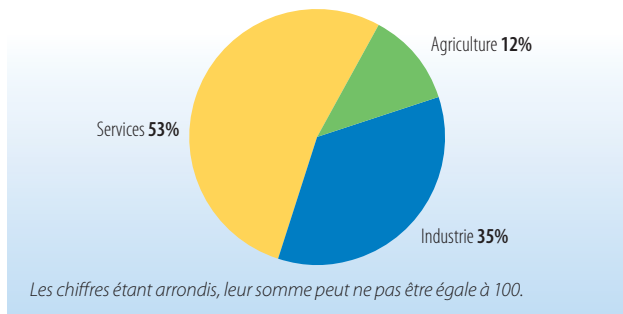
Importations



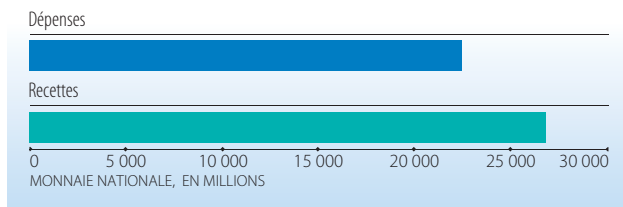
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	9 518
PIB (millions de \$ courant 2007) <sup>1</sup>	13 120
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	4,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	4 208
Groupe de revenu <sup>3</sup> Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRIT)	
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	19,6
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2002) <sup>2</sup>	63
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2000) <sup>5</sup>	38,6
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	111 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2003) <sup>7</sup>	5,3

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 CCI
- 15 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 16 ONU – Base de données Comtrade

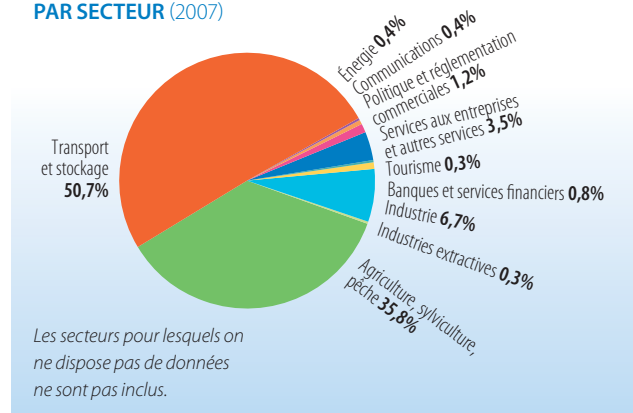
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	4,4	3,0	1,3
Infrastructure économique	67,9	133,4	23,1
Renforcement de la capacité de production	143,3	122,6	89,9
dont : marqueur du développement du commerce	–	8,2	7,5
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>215,6</b>	<b>259,0</b>	<b>114,2</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>24,2</b>	<b>27,2</b>	<b>12,0</b>

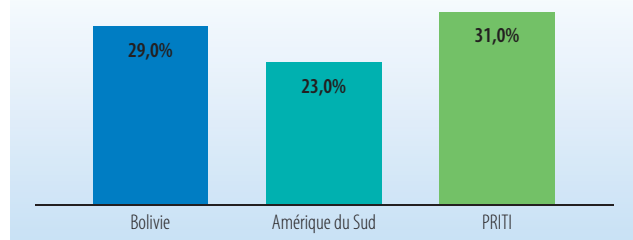
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

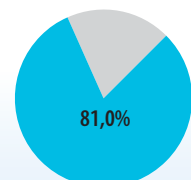


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

BID	60,3
États-Unis	34,0
Banque mondiale	19,9
Japon	15,0
Allemagne	11,7
CE	10,6

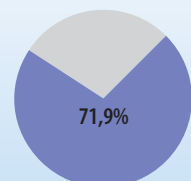
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décassements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	37,6
Japon	15,1
Espagne	7,8
Allemagne	7,7
Pays-Bas	7,4
Danemark	7,2

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

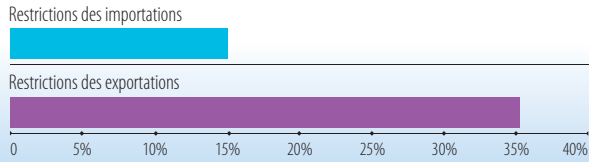




## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>

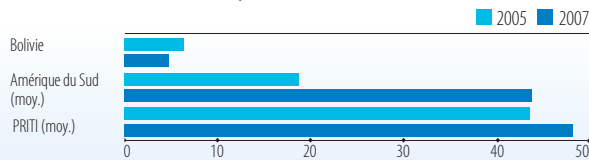


## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

Priorités : trois domaines ont été identifiés comme prioritaires mais sans être classés par ordre.

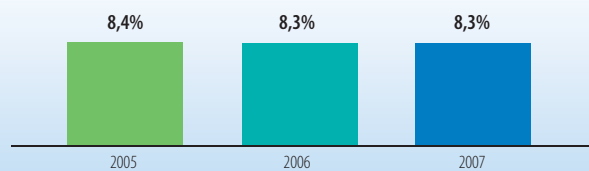
### PRIORITÉ : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>13</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



### PRIORITÉ : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>14</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués



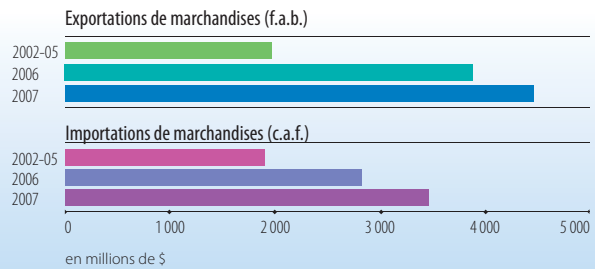
### PRIORITÉ : CHAÎNES DE VALEUR

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

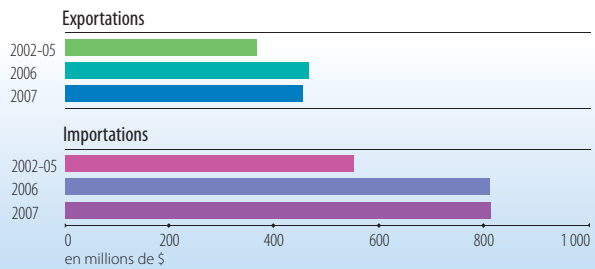
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>15</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>16</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

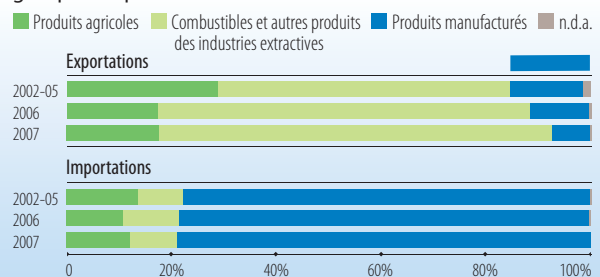
	2005	2006	2007
Brésil	36,3	37,7	36,7
États-Unis	14,6	9,8	8,7
Argentine	9,5	9,3	8,6

Importations par principale origine (% du total)

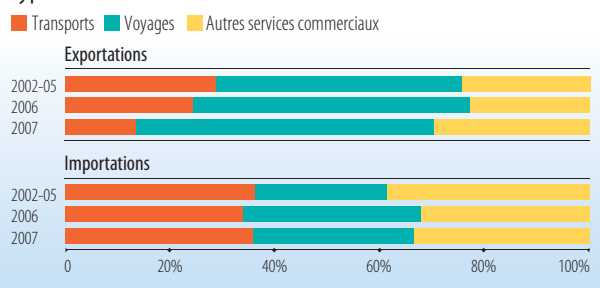
	2005	2006	2007
Brésil	21,9	20,4	20,2
Argentine	16,7	15,8	16,9
États-Unis	13,8	12,1	11,7

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>15</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



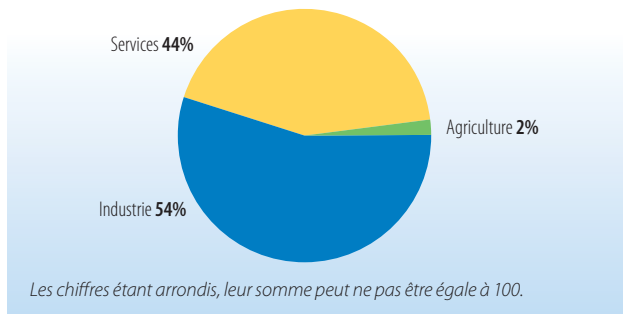
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	1 881
PIB (millions de \$ courant 2007) <sup>1</sup>	11 781
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	5,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	13 415
Groupe de revenu <sup>3</sup> Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)	
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 1993-94) <sup>4</sup>	31,2
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2006) <sup>5</sup>	42,4
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	126 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,6

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>

Dépenses	Données non disponibles
Recettes	Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 14 OMC – Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 15 Banque mondiale – *Doing Business*
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

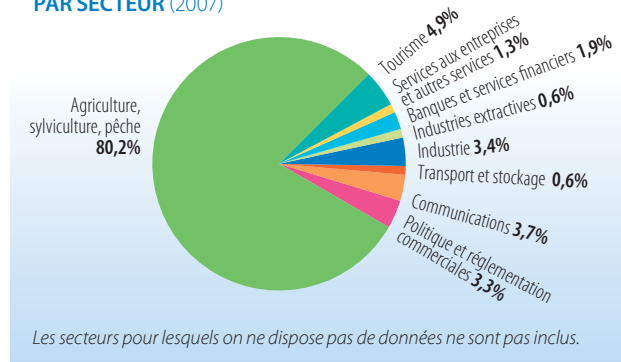
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,1	0,3	0,2
Infrastructure économique	1,3	0,4	0,5
Renforcement de la capacité de production	12,7	8,0	11,9
dont : marqueur du développement du commerce	–	–	–
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce</b>	<b>14,2</b>	<b>8,7</b>	<b>12,5</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>7,8</b>	<b>4,6</b>	<b>6,7</b>

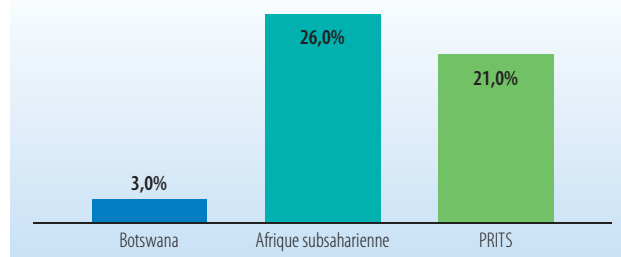
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

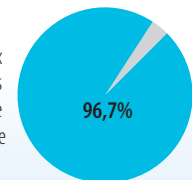


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

France	3,2
Japon	1,0
États-Unis	0,4
Allemagne	0,4
Royaume-Uni	0,1
Canada	0,1

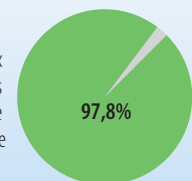
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	5,1
France	3,5
Japon	1,0
Danemark	0,5
États-Unis	0,5
Allemagne	0,4

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans **diverses stratégies sectorielles**.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

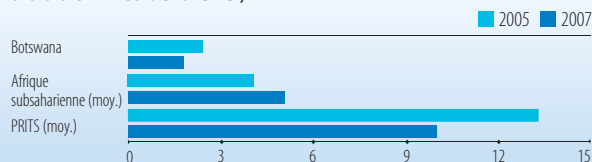
Restrictions des exportations



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

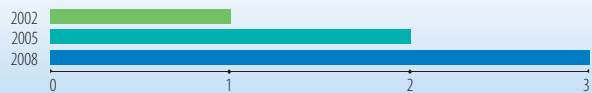
### PRIORITÉ N° 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>13</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCL)



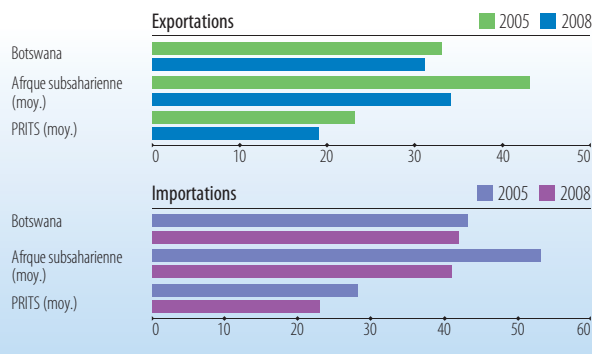
### PRIORITÉ N° 2 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>14</sup>

Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



### PRIORITÉ N° 3 : FACILITATION DES ÉCHANGES<sup>15</sup>

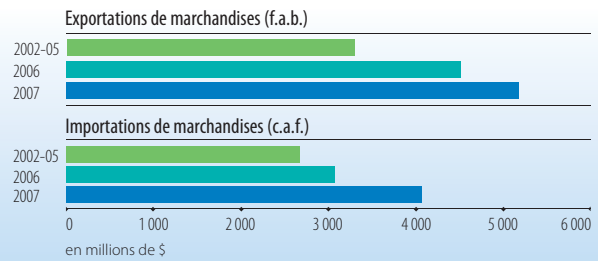
Nombre de jours requis pour le commerce frontalier



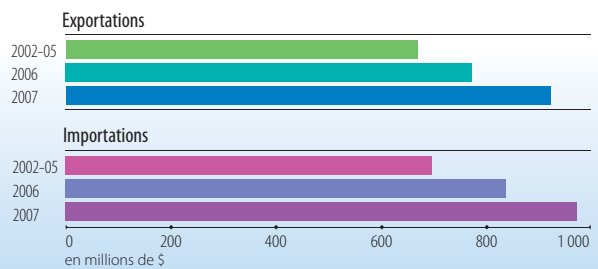
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

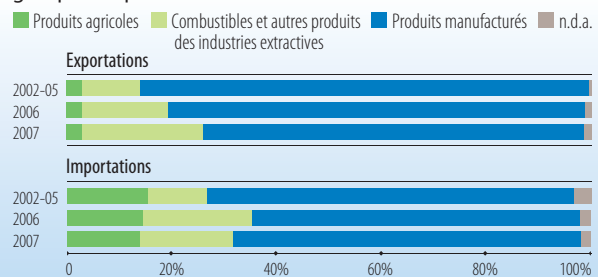
	2005	2006	2007
UE	77,1	74,3	67,7
Afrique du Sud	8,8	9,4	10,2
Norvège	5,9	6,4	8,1

Importations par principale origine (% du total)

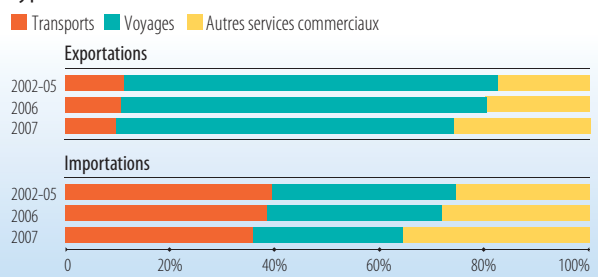
	2005	2006	2007
Afrique du Sud	84,1	85,8	83,5
UE	6,8	4,1	6,0
Zimbabwe	1,5	1,6	1,8

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



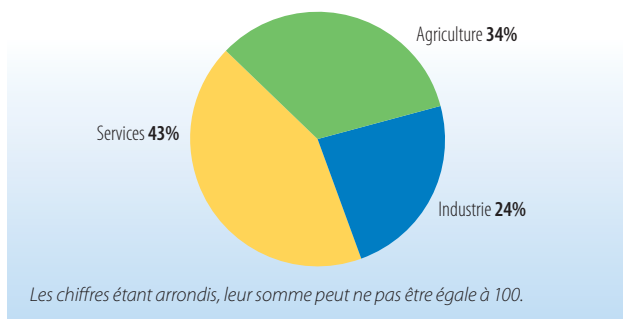
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



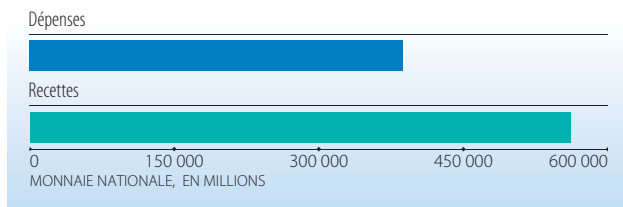
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	14 777
PIB (millions de \$ courant 2007) <sup>1</sup>	6 767
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	4
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	1 124
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2003) <sup>4</sup>	56,5
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2003) <sup>2</sup>	47,2
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 1992) <sup>5</sup>	12,5
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	173 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	15,1

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2006)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 14 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 15 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 16 ONU – Base de données Comtrade

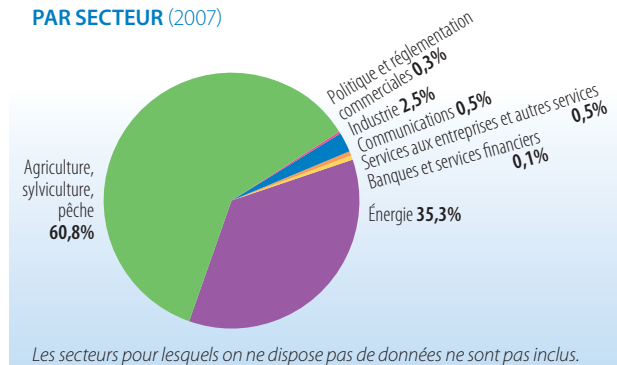
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

### APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	1,7	0,4	0,3
Infrastructure économique	128,0	38,8	101,3
Renforcement de la capacité de production	67,8	69,4	60,2
dont: marqueur du développement du commerce	–	15,5	1,9
Ajustement lié au commerce	–	0,0	1,0
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>197,5</b>	<b>108,6</b>	<b>162,8</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>14,9</b>	<b>7,3</b>	<b>11,0</b>

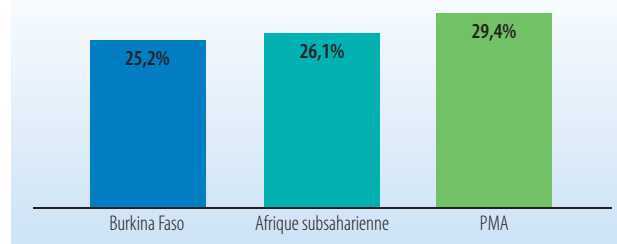
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

### PAR SECTEUR (2007)



### PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

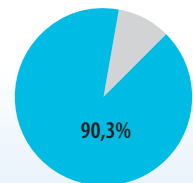


### PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

#### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Banque mondiale	52,4
France	27,4
FIDA	12,2
CE	9,0
Japon	4,6
Belgique	3,3

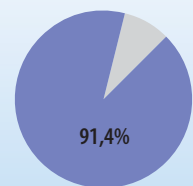
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



#### Décassements 2006-2007 (moyenne)

CE	69,7
France	30,4
Danemark	6,8
Allemagne	6,8
Japon	4,7
Belgique	3,3

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





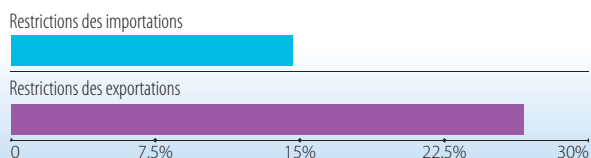


## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans **diverses stratégies sectorielles**.

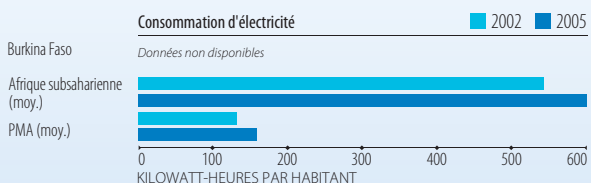
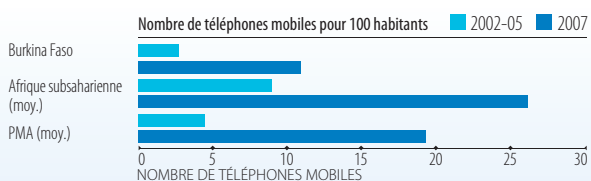
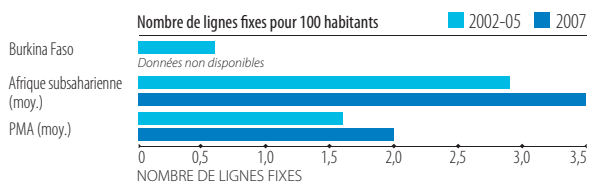
L'EDIC **reflète pleinement** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>

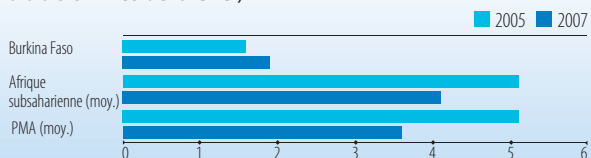


### PRIORITÉ N° 2 : CHAÎNES DE VALEUR

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

### PRIORITÉ N° 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>14</sup>

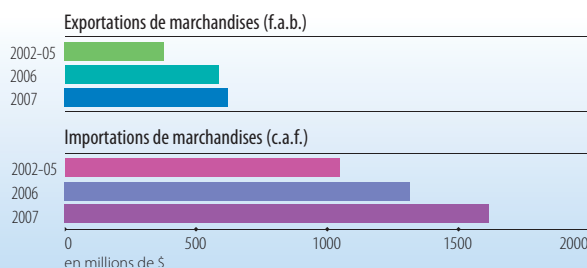
Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCL)



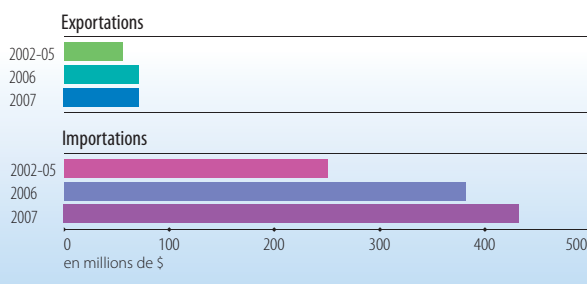
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>15</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



### Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>16</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2004	2006	2007
Ghana	60,9	—	—
UE	15,4	—	—
Cote d'Ivoire	3,8	—	—

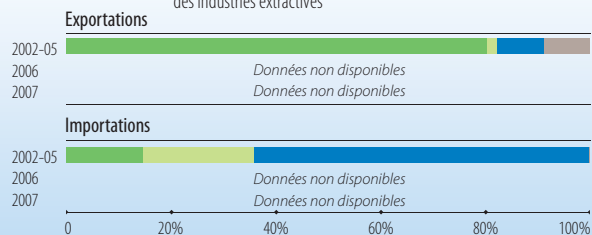
Importations par principale origine (% du total)

	2004	2006	2007
UE	29,7	—	—
Cote d'Ivoire	17,9	—	—
Japan	13,1	—	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>15</sup>

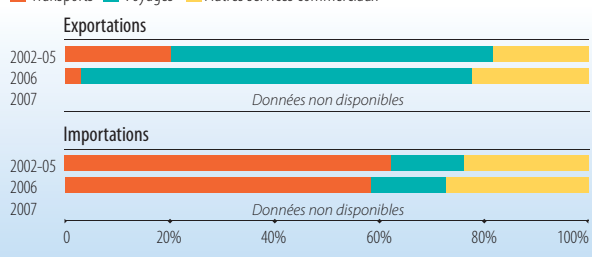
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

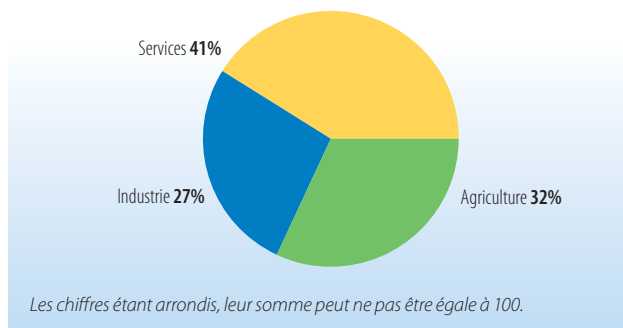
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



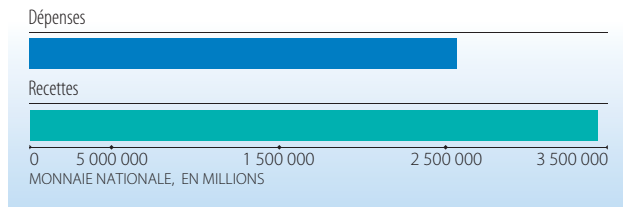
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	14 446
PIB (millions de \$ courant 2007) <sup>1</sup>	8 628
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	10,2
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	1 802
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2004) <sup>4</sup>	40,2
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2004) <sup>2</sup>	49,6
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2004) <sup>5</sup>	43,5
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	136 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	7,6

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2006)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Banque mondiale – *Doing Business*
- 14 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 15 CCI
- 15 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 16 ONU – Base de données Comtrade

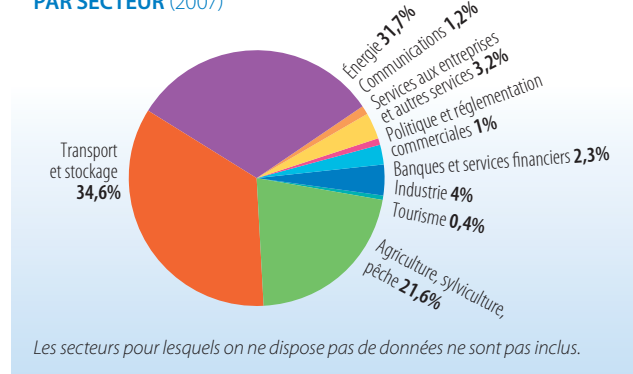
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	3,8	1,6	1,8
Infrastructure économique	95,8	106,2	53,8
Renforcement de la capacité de production	66,7	49,6	57,4
dont : marqueur du développement du commerce	–	6,2	3,8
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>166,4</b>	<b>157,5</b>	<b>113,0</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>12,2</b>	<b>10,9</b>	<b>7,8</b>

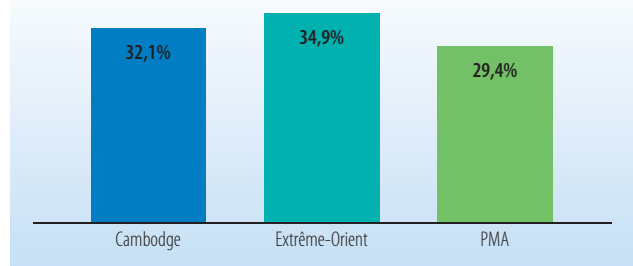
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

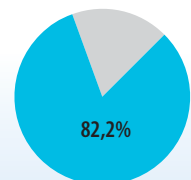


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	54,2
BASD	30,8
Corée	24,9
Banque mondiale	15,2
CE	10,6
Royaume-Uni	8,3

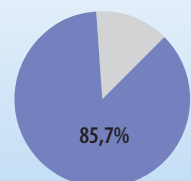
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Japon	49,7
Allemagne	10,7
Corée	9,8
Australie	6,9
France	6,5
CE	5,1

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national

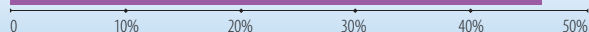
L'EDIC **reflète pleinement** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

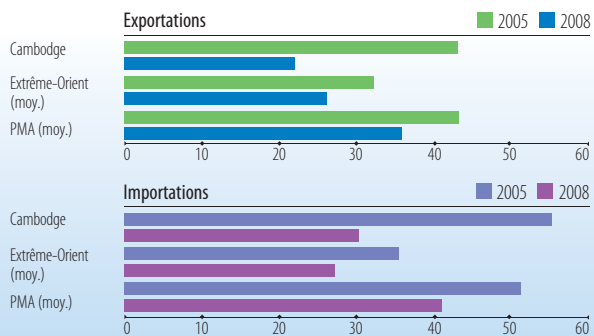
Restrictions des exportations



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

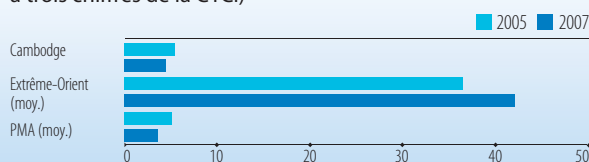
### PRIORITÉ N° 1 : FACILITATION DES ÉCHANGES<sup>13</sup>

Nombre de jours requis pour le commerce frontalier



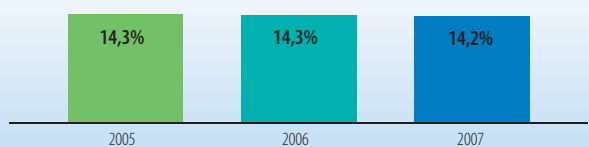
### PRIORITÉ N° 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>14</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



### PRIORITÉ N° 3 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>15</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués



## RÉSULTATS COMMERCIAUX

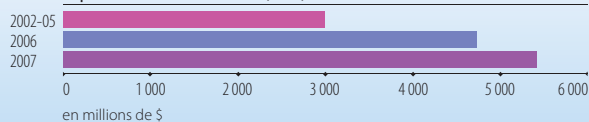
### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises

Exportations de marchandises (f.a.b.)



Importations de marchandises (c.a.f.)

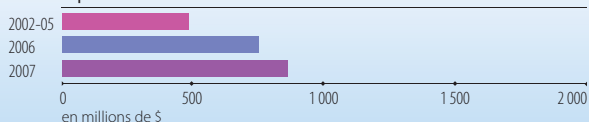


### Exportations et importations de services commerciaux

Exportations



Importations



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2004	2006	2007
États-Unis	46,9	—	—
Hong Kong, Chine	22	—	—
UE	21,2	—	—

Importations par principale origine (% du total)

	2004	2006	2007
Hong Kong, Chine	19,9	—	—
Chine	16,5	—	—
Taipei chinois	11,8	—	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

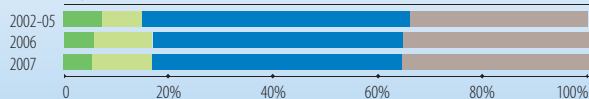
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.

Exportations



Importations



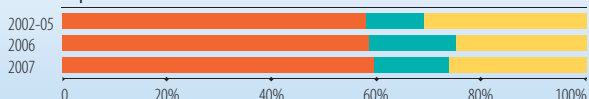
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux

Exportations



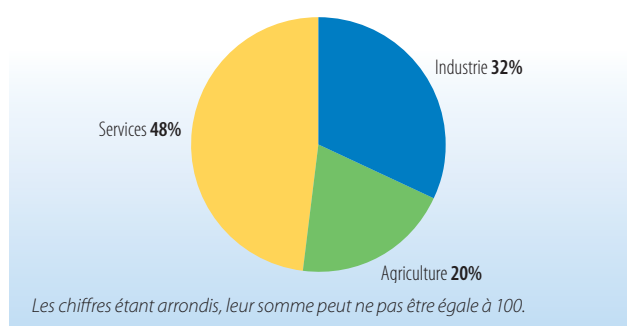
Importations



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	18 533
PIB (millions de \$ courant 2007) <sup>1</sup>	20 644
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	3,5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	2 124
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Autres pays à faible revenu (APFR)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2001) <sup>4</sup>	32,8
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2001) <sup>2</sup>	50,9
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2001) <sup>5</sup>	22,2
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	150 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	9,5

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses	Données non disponibles
Recettes	Données non disponibles
MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS	

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 14 CCI
- 15 Forum économique mondial – *Global Enabling Trade Report 2009*
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

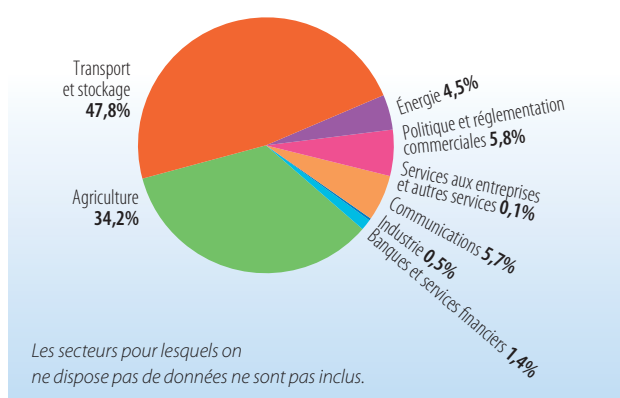
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

### APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	8,3	1,5
Infrastructure économique	39,6	84,2	50,2
Renforcement de la capacité de production	48,3	52,5	57,9
dont : marqueur du développement du commerce	–	8,4	0,3
Ajustement lié au commerce	–	0,0	6,8
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>88,0</b>	<b>145,1</b>	<b>116,4</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>5,1</b>	<b>7,8</b>	<b>6,3</b>

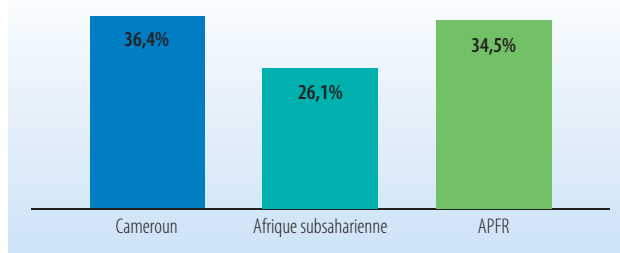
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

### PAR SECTEUR (2007)



### PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

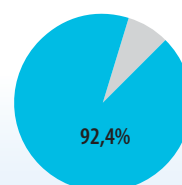


### PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

#### Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	107,2
BAD	31,5
France	25,8
Espagne	7,3
Banque mondiale	6,3
Royaume-Uni	6,0

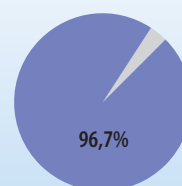
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



#### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	45,4
France	30,9
Allemagne	7,7
Royaume-Uni	3,8
Japon	1,9
Belgique	1,1

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

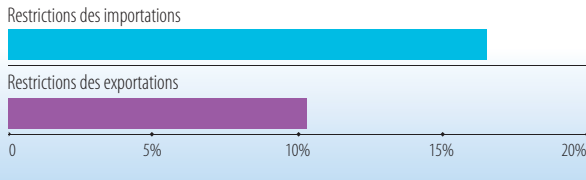




## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

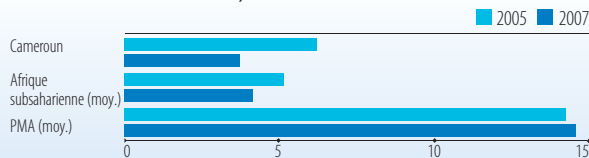
### INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2005)<sup>12</sup>



### INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

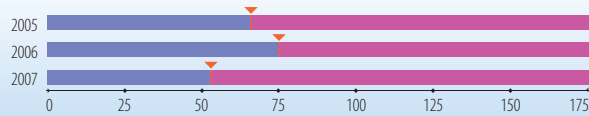
#### PRIORITÉ N° 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>13</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTIC)



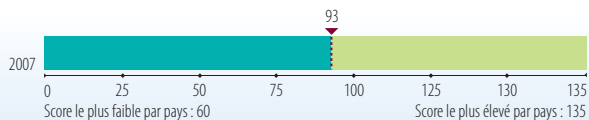
#### PRIORITÉ N° 2 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)

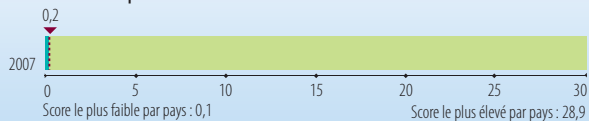


#### PRIORITÉ N° 3 : INFRASTRUCTURE TRANSFRONTIÈRES<sup>15</sup>

Indice de connectivité en matière de transbordement



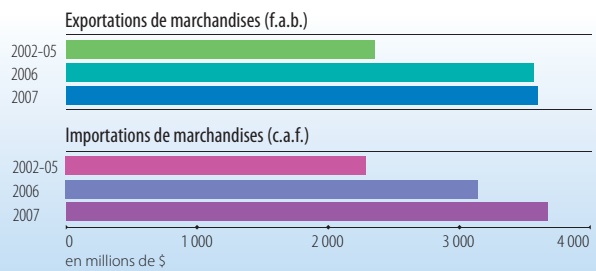
Densité aéroportuaire



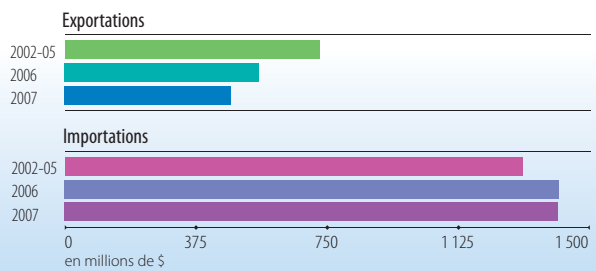
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

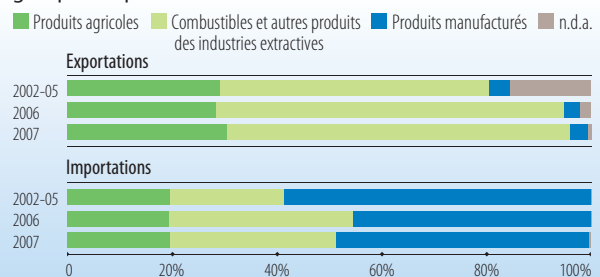
	2005	2006	2007
UE	66,1	74,3	—
États-Unis	4,6	6,4	—
Chine	2,8	3,4	—

Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
UE	37,7	35,0	—
Nigéria	22,1	23,3	—
Chine	5,2	6,3	—

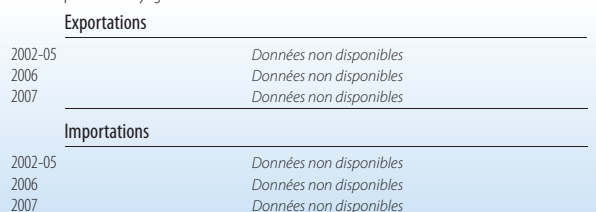
### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

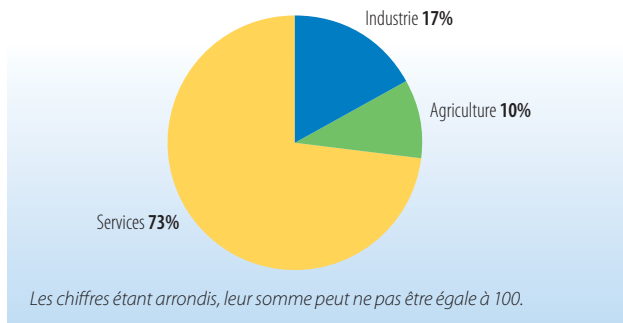
Transport, Voyages, Autres services commerciaux



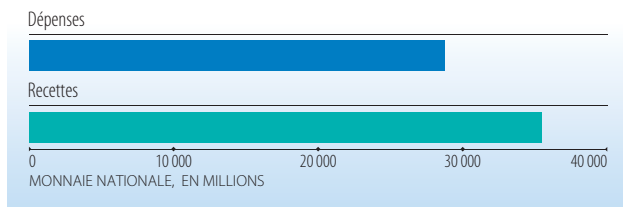
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	530
PIB (millions de \$ courant 2007) <sup>1</sup>	1 434
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	6,9
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	3 042
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRIT)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2001) <sup>4</sup>	20,6
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2001) <sup>2</sup>	55,6
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2000) <sup>5</sup>	38,9
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	118 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	12,2

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2006)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 15 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

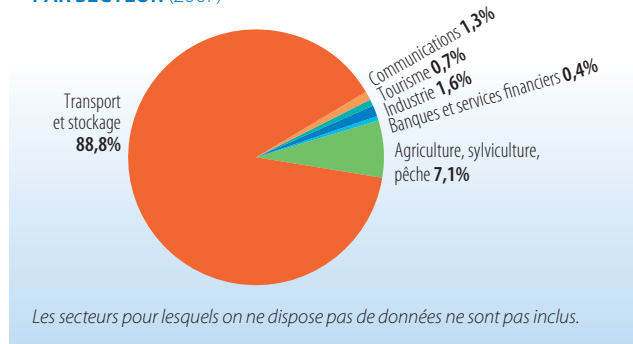
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

### APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,0	0,0
Infrastructure économique	49,7	63,1	21,2
Renforcement de la capacité de production	23,7	6,9	5,8
dont : marqueur du développement du commerce	–	1,4	1,6
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>73,4</b>	<b>70,0</b>	<b>27,0</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>150,0</b>	<b>132,0</b>	<b>50,9</b>

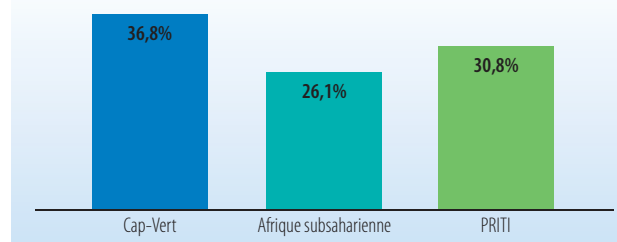
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

### PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

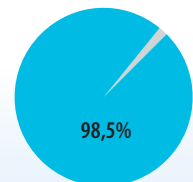


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Portugal	31,3
Espagne	5,7
CE	4,0
Luxembourg	2,5
Japon	1,9
États-Unis	0,6

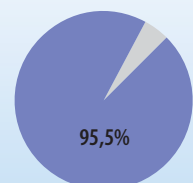
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Portugal	15,8
CE	6,3
Luxembourg	2,5
Espagne	1,7
Allemagne	1,3
États-Unis	1,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national.

Le Cap-Vert ne fait plus partie des PMA et est devenu un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure mais il reste bénéficiaire du CIR.

L'EDIC **reflète pleinement** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

Données non disponibles

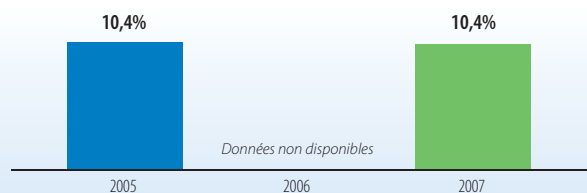
Restrictions des exportations

Données non disponibles

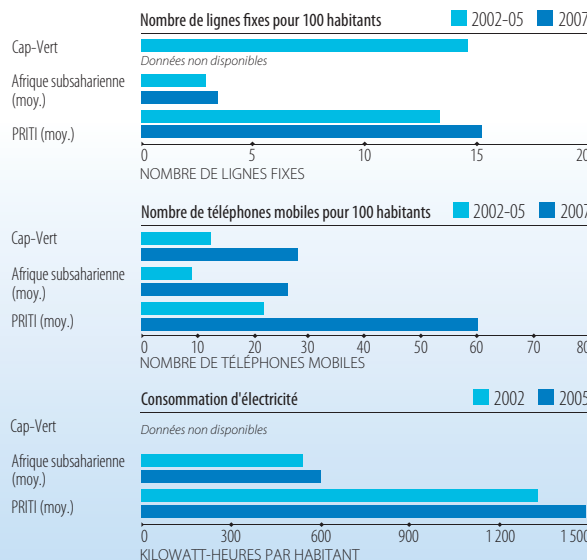
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués

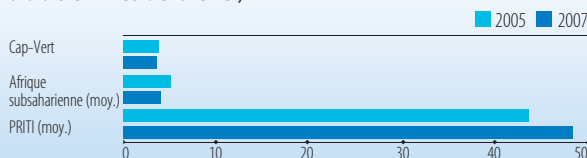


### PRIORITÉ N° 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>14</sup>



### PRIORITÉ N° 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>15</sup>

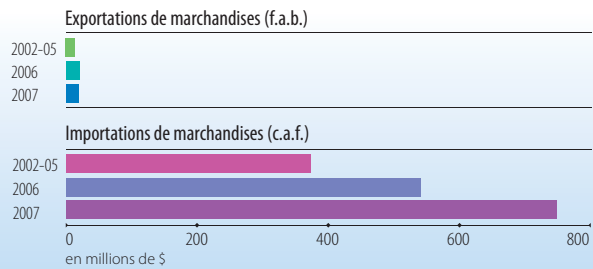
Diversification des produits (Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



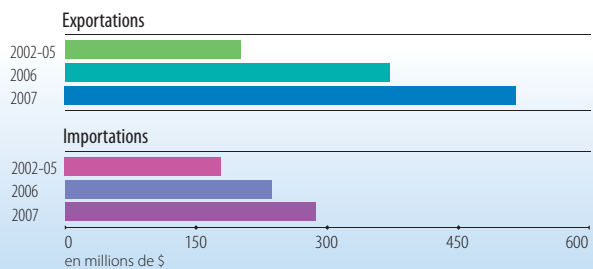
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

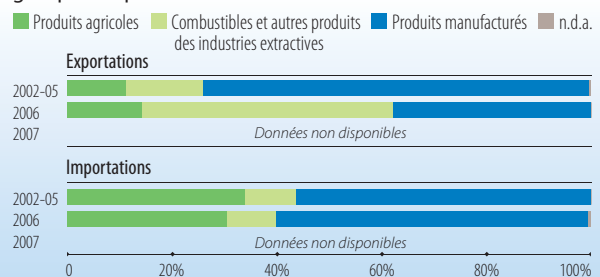
	2005	2006	2007
UE	57,1	60,8	60,3
Côte d'Ivoire	13,3	26,4	30,7
Sénégal	9,7	2,7	1,2

Importations par principale origine (% du total)

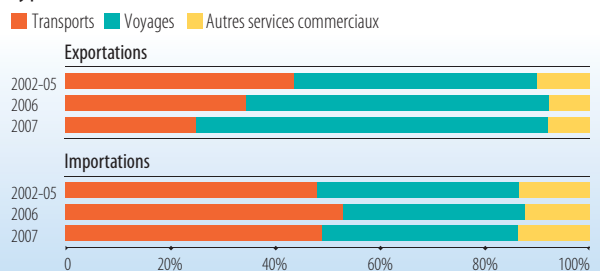
	2005	2006	2007
UE	71,8	77,7	78,7
Brésil	8,4	6,4	6,2
États-Unis	4,4	4,0	3,6

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

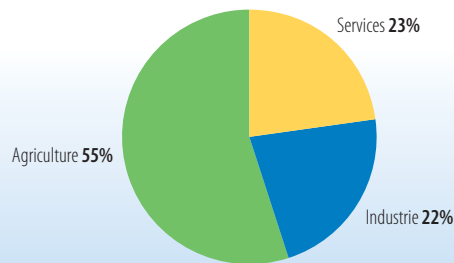




## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	4 343
PIB (millions de \$ courant 2007) <sup>1</sup>	1 712
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	4,2
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	714
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2003) <sup>4</sup>	62,4
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2003) <sup>5</sup>	46,8
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	178 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	8,6

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET (2004)<sup>9</sup>

Dépenses



Recettes



0 20 000 40 000 60 000 80 000  
MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 14 CCI
- 15 Banque mondiale – *Doing Business*
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

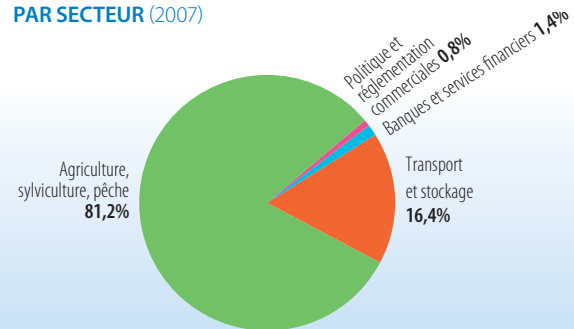
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	–	0,2	0,2
Infrastructure économique	23,5	3,3	2,3
Renforcement de la capacité de production dont : marqueur du développement du commerce	12,2	16,7	22,1
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>35,7</b>	<b>20,2</b>	<b>24,5</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>8,7</b>	<b>4,7</b>	<b>5,6</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

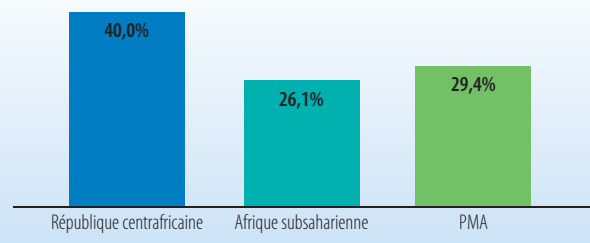
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

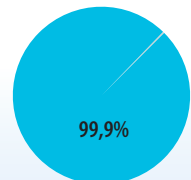


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	37,3
France	11,5
Banque mondiale	1,7
PNUD	0,3
OMC	0,1
Belgique	0,1

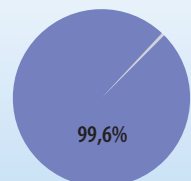
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

France	11,3
États-Unis	10,4
Allemagne	2,5
CE	0,7
PNUD	0,3
OMC	0,1

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans une stratégie intersectorielle.

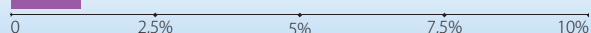
L'EDIC **reflète pleinement** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

Restrictions des exportations



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

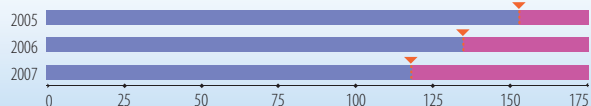
### PRIORITÉ N° 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>13</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



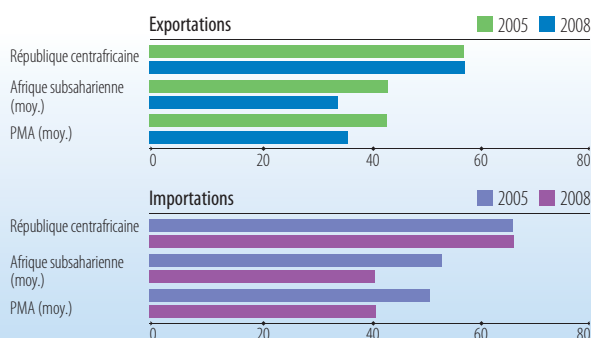
### PRIORITÉ N° 2 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



### PRIORITÉ N° 3 : FACILITATION DES ÉCHANGES<sup>15</sup>

Nombre de jours requis pour le commerce frontalier



## RÉSULTATS COMMERCIAUX

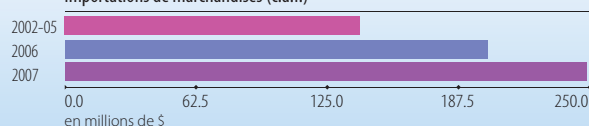
### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises

Exportations de marchandises (f.a.b.)



Importations de marchandises (c.a.f.)

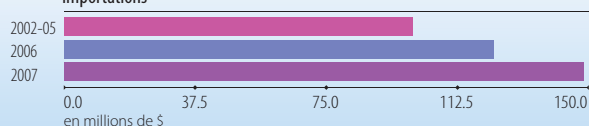


Exportations et importations de services commerciaux

Exportations



Importations



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
UE	55,9	—	—
Suisse	13,7	—	—
Cameroun	11,9	—	—

Importations par principale origine (% du total)

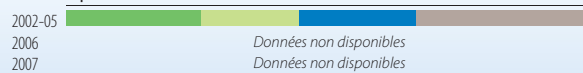
	2005	2006	2007
UE	20,8	—	—
Cameroun	15,7	—	—
Congo, Rép, dém,	6,1	—	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

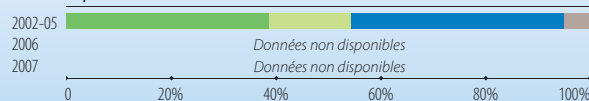
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.

Exportations



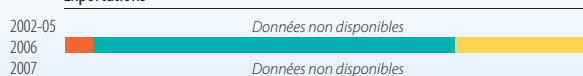
Importations



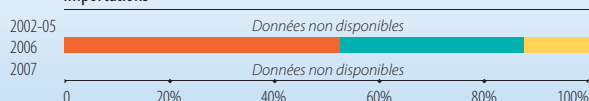
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux

Exportations



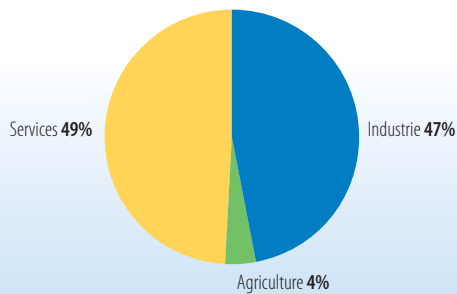
Importations



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	16 595
PIB (millions de \$ courant 2007) <sup>1</sup>	163 915
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	5,1
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	13 885
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2003) <sup>4</sup>	<2
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2003) <sup>2</sup>	60
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	37,4
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	40 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,1

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET (2007)<sup>9</sup>

Dépenses



Recettes



0 6 250 000 12 500 000 18 750 000 25 000 000  
MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 14 CCI
- 15 OMC – Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

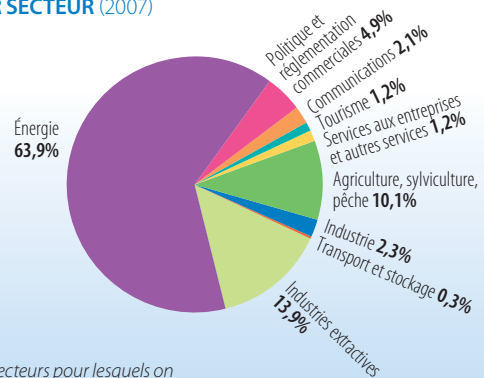
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	1,7	0,8	1,0
Infrastructure économique	4,4	11,5	36,3
Renforcement de la capacité de production	30,6	5,0	28,6
dont : marqueur du développement du commerce	–	0,1	1,1
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>36,7</b>	<b>17,3</b>	<b>65,8</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>2,3</b>	<b>1,0</b>	<b>4,0</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

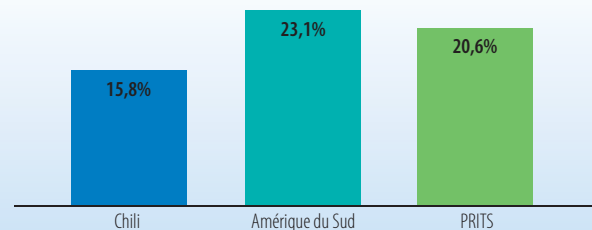
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

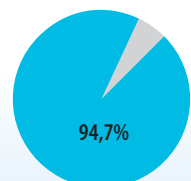


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Allemagne	5,8
Japon	4,0
Banque mondiale	1,5
Canada	0,5
OMC	0,3
États-Unis	0,3

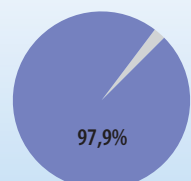
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Allemagne	22,3
Norvège	17,3
Japon	4,0
CE	4,0
OMC	0,3
États-Unis	0,3

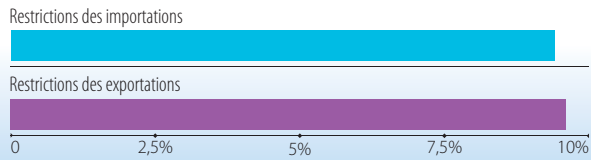
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

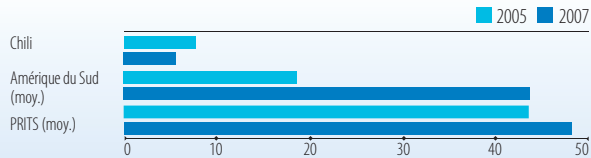
### INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



### INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

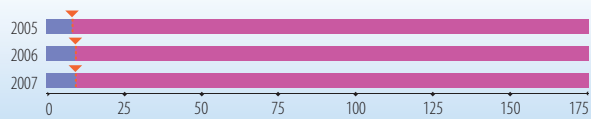
#### PRIORITÉ N° 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>13</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



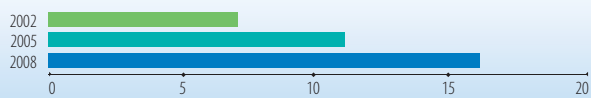
#### PRIORITÉ N° 2 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



#### PRIORITÉ N° 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>15</sup>

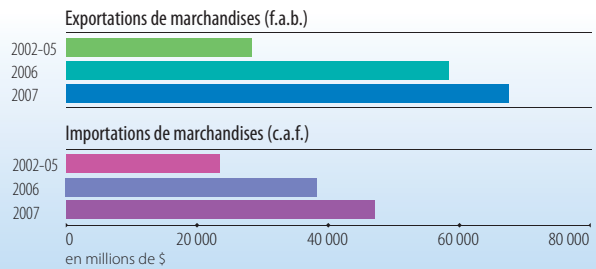
Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



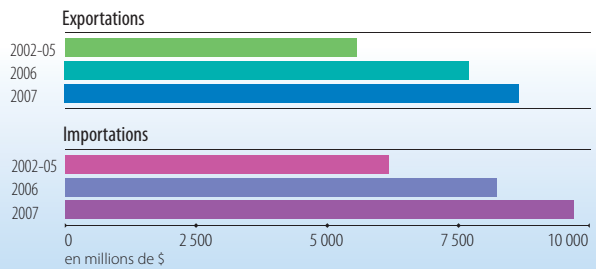
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

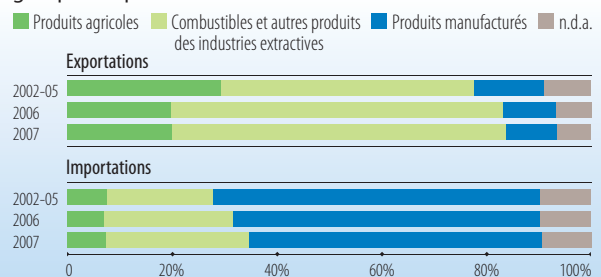
	2005	2006	2007
UE	24,0	27,5	—
États-Unis	16,2	16,0	—
Japon	11,8	10,8	—

Importations par principale origine (% du total)

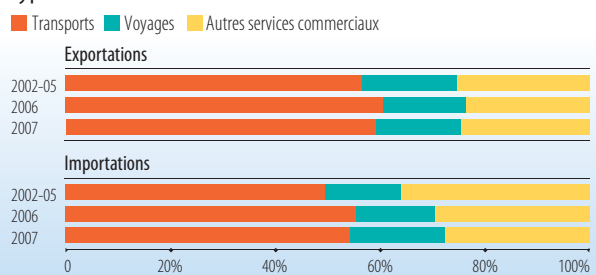
	2004	2006	2007
UE	17,0	États-Unis 16,0	—
Argentine	16,1	UE 15,0	—
États-Unis	15,8	Argentine 12,9	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



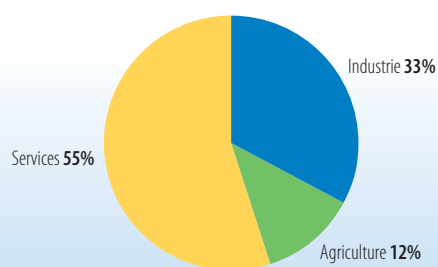
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	46 117
PIB (millions de \$ courant 2007) <sup>1</sup>	171 979
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	7,5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	6 958
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRIT)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2003) <sup>4</sup>	15,4
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2004) <sup>2</sup>	60,9
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	48,5
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	80 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,8

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>

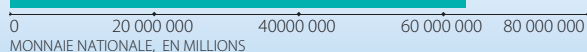


Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET (2003)<sup>9</sup>

Dépenses

Recettes



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 15 ONU – Base de données Comtrade

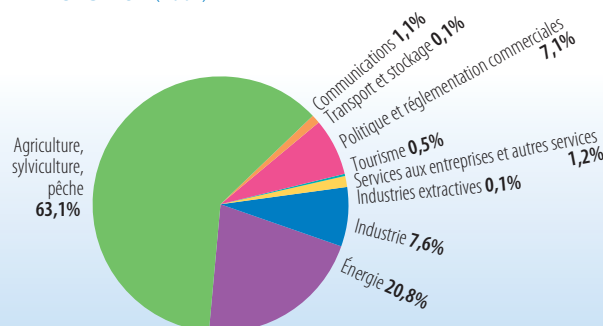
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,3	8,8	0,4
Infrastructure économique	1,6	27,0	6,0
Renforcement de la capacité de production	74,4	86,8	107,0
dont : marqueur du développement du commerce	–	11,5	3,9
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>76,4</b>	<b>122,5</b>	<b>113,4</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>1,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,5</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

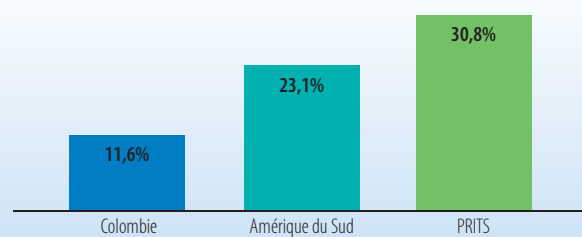
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

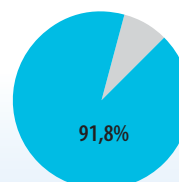


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	67,2
CE	10,8
Pays-Bas	10,7
Allemagne	10,1
FIDA	10,0
Espagne	4,9

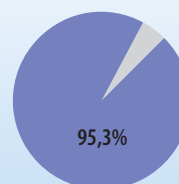
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	75,5
Pays-Bas	6,9
Espagne	4,9
France	3,8
CE	3,6
Japon	1,6

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





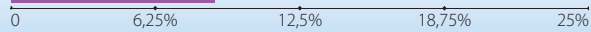
## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

### INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>

Restrictions des importations

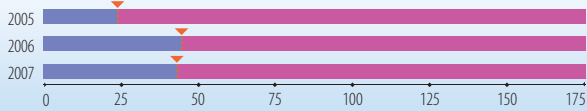
Restrictions des exportations



### INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

#### PRIORITÉ N° 1 : COMPÉTITIVITÉ<sup>13</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



#### PRIORITÉ N° 2 : AUTRES – INTERNATIONALISATION DE L'ÉCONOMIE

Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

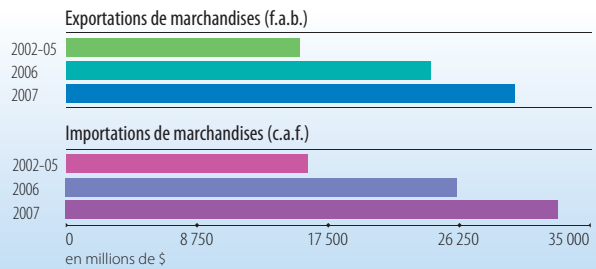
#### PRIORITÉ N° 3 : AUTRES – TRANSFORMATION DE LA PRODUCTION

Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

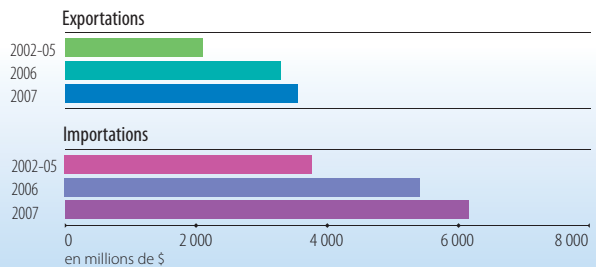
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>14</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>15</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

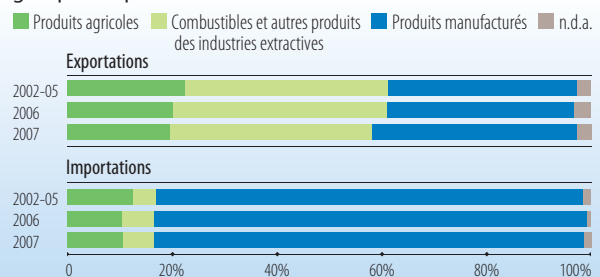
	2005	2006	2007
États-Unis	41,8	40,8	35,4
UE	14,2	15,3	17,4
Venezuela, R. b. du	9,9	11,1	15,2

Importations par principale origine (% du total)

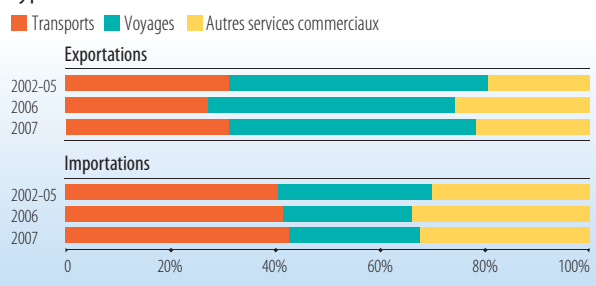
	2005	2006	2007
États-Unis	28,5	26,6	26,2
UE	13,8	13,3	12,4
Mexique	8,3	8,8	10,7

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>14</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



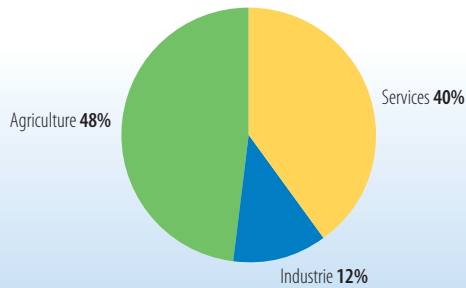
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	626
PIB (millions de \$ courant 2007) <sup>1</sup>	449
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	-1
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	1 148
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2004) <sup>4</sup>	46,1
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	-
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 1996) <sup>5</sup>	18
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	137 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	7,5

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses

Données non disponibles

Recettes

Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité: Banque mondiale – WDI
- 14 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 15 CCI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

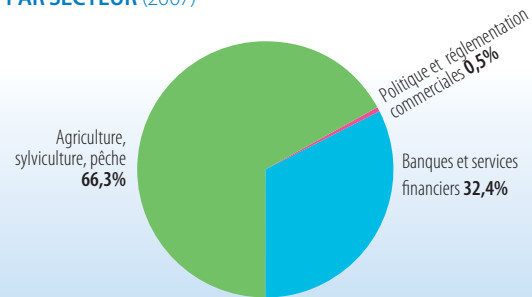
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	–	0,0	0,0
Infrastructure économique	2,6	–	2,4
Renforcement de la capacité de production	1,3	8,5	1,5
dont : marqueur du développement du commerce	–	–	–
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>4,0</b>	<b>8,5</b>	<b>3,9</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>6,8</b>	<b>13,6</b>	<b>6,2</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

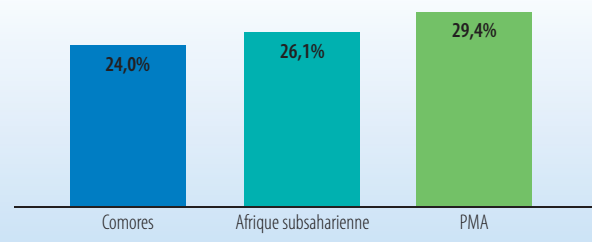
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

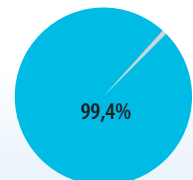


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

France	3,7
FIDA	2,1
CE	1,8
Banque mondiale	0,5
Belgique	0,2
PNUD	0,1

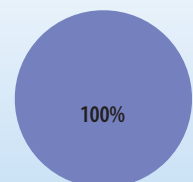
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

France	1,8
CE	1,2
Belgique	0,2
PNUD	0,1

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce







## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national.

L'EDIC **reflète pleinement** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

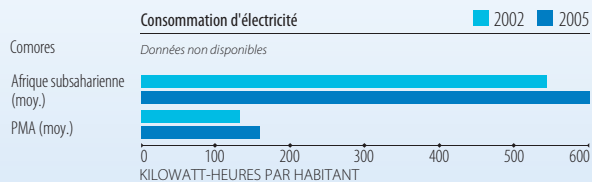
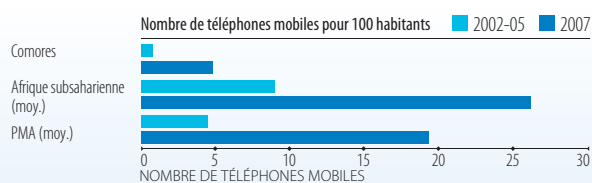
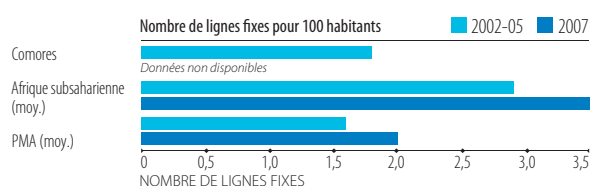
*Données non disponibles*

Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

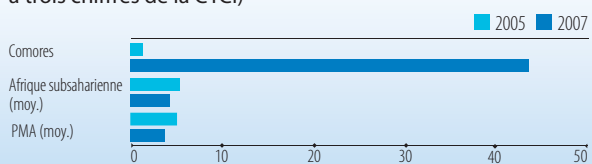
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>



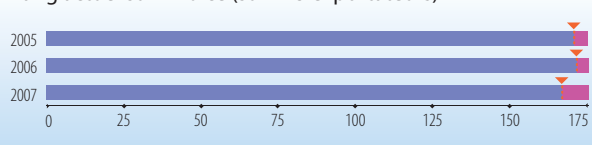
### PRIORITÉ N° 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>14</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



### PRIORITÉ N° 3 : COMPÉTITIVITÉ<sup>15</sup>

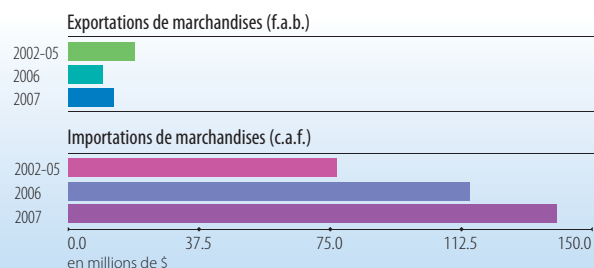
Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



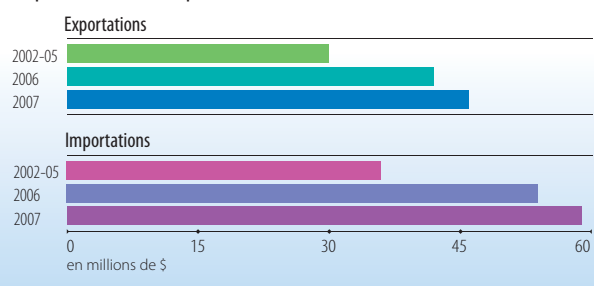
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



### Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2004	2006	2007
Samoa	29,7	—	—
UE	5,2	—	—
États-Unis	3,7	—	—

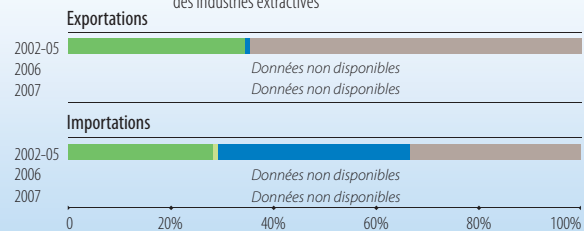
Importations par principale origine (% du total)

	2004	2006	2007
UE	33,6	—	—
Émirats arabes unis	13,1	—	—
Afrique du Sud	4,6	—	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

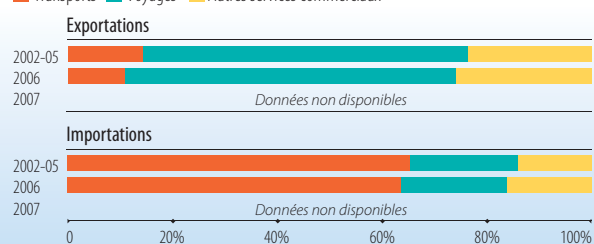
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

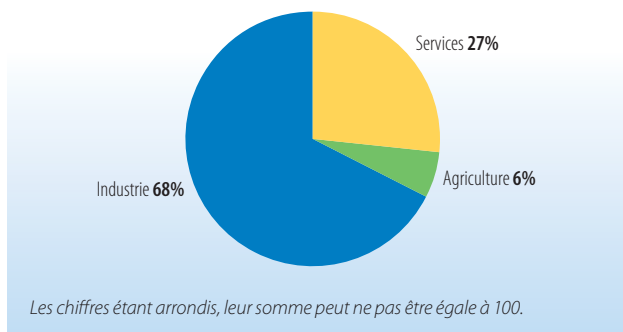
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



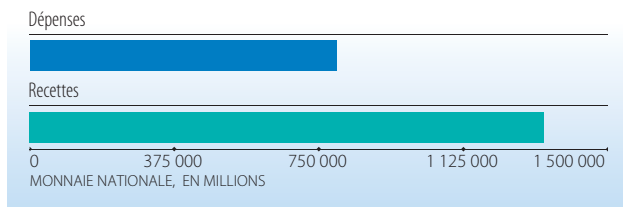
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	3 767
PIB (millions de \$ courant 2007) <sup>1</sup>	7 646
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	-1,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	3 512
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Autres pays à faible revenu (APFR)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	54,1
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	-
Femmes employées dans le secteur non agricole (% 1990) <sup>5</sup>	26,1
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	130 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	4,3

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2005)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 14 OMC – Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 15 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 16 ONU – Base de données Comtrade

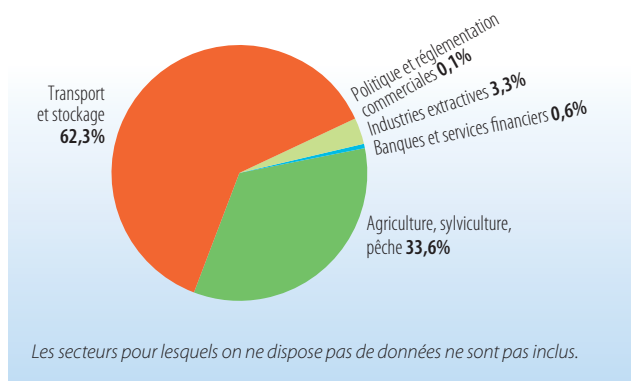
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

### APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	–	0,0	0,0
Infrastructure économique	20,3	33,9	26,9
Renforcement de la capacité de production	1,4	20,4	7,9
dont : marqueur du développement du commerce	–	0,9	0,0
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>21,7</b>	<b>54,3</b>	<b>34,8</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>6,2</b>	<b>14,4</b>	<b>9,2</b>

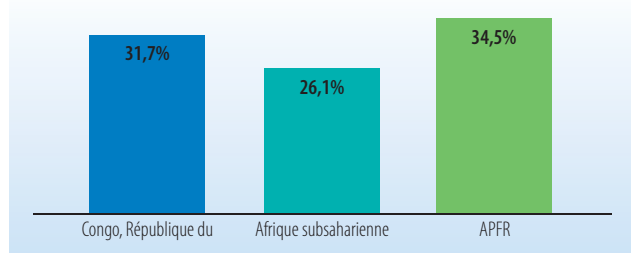
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

### PAR SECTEUR (2007)



### PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

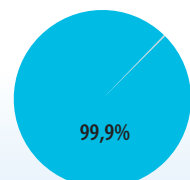


### PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

#### Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	21,8
Banque mondiale	10,1
France	3,2
Luxembourg	0,2
Canada	0,1
Corée	0,1

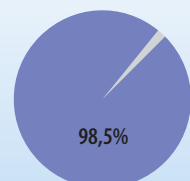
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



#### Décassements 2006-2007 (moyenne)

CE	17,3
France	3,2
Luxembourg	0,2
Canada	0,2
Corée	0,1
PNUD	0,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

Restrictions des exportations

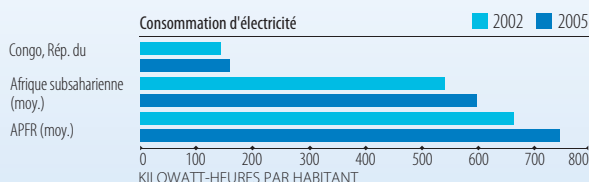
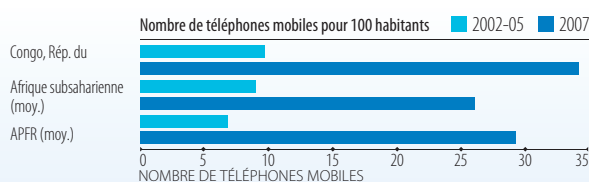
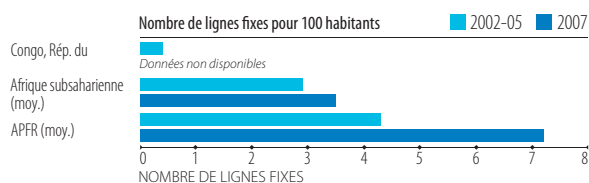
*Données non disponibles*

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : CHAÎNES DE VALEUR

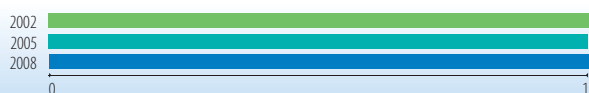
Pas d'indicateurs disponibles. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

### PRIORITÉ N° 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>



### PRIORITÉ N° 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>14</sup>

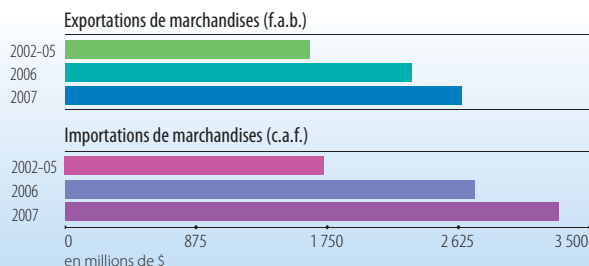
Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



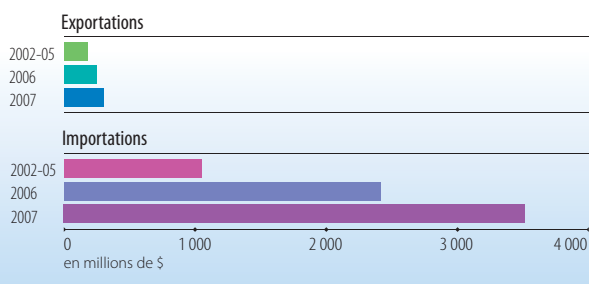
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>15</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



### Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>16</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2004	2006	2007
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-

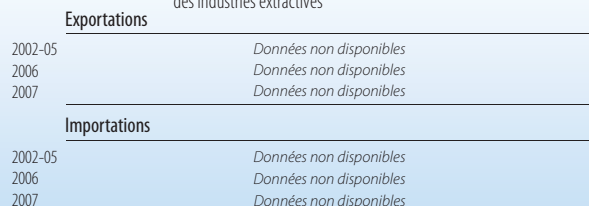
Importations par principale origine (% du total)

	2004	2006	2007
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>15</sup>

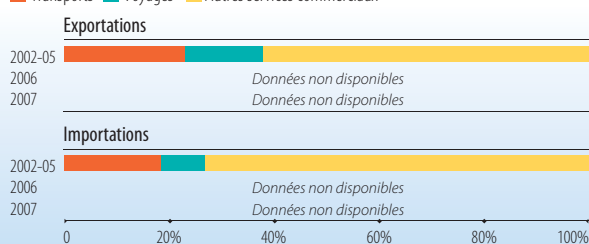
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

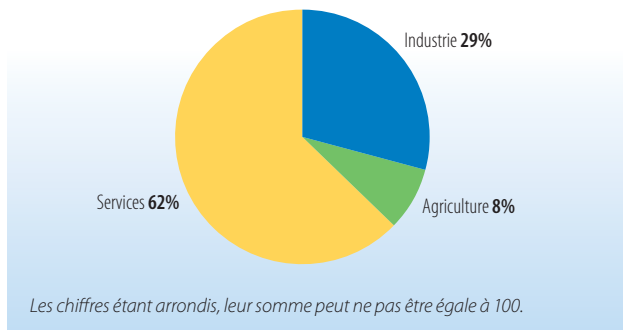
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



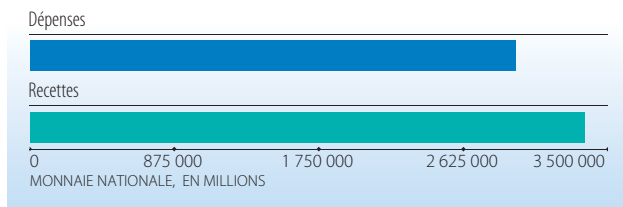
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	4 462
PIB (millions de \$ courant 2007) <sup>1</sup>	25 225
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	7,8
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	10 638
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	2,4
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2004) <sup>2</sup>	53,3
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	41,1
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	50 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,1

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 CCI
- 15 OMC – Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

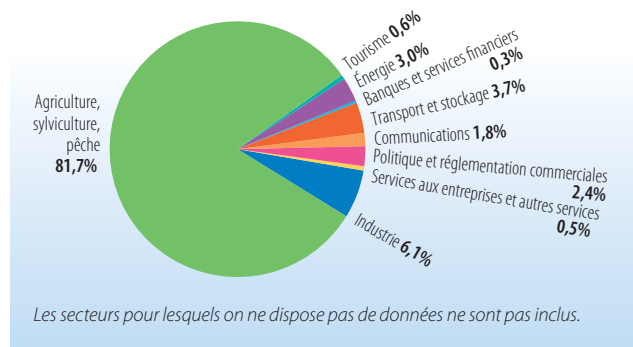
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

### APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,5	0,5	0,5
Infrastructure économique	21,9	2,0	24,9
Renforcement de la capacité de production dont : marqueur du développement du commerce	25,7	20,7	20,6
	–	0,9	1,0
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>48,0</b>	<b>23,3</b>	<b>46,0</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>11,4</b>	<b>5,2</b>	<b>10,3</b>

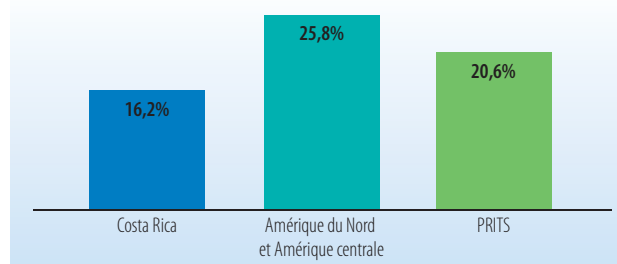
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

### PAR SECTEUR (2007)



### PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

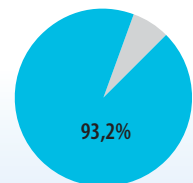


### PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

#### Engagements 2006-2007 (moyenne)

France	8,6
Banque mondiale	3,7
Japon	3,4
Norvège	1,5
Allemagne	0,8
Canada	0,8

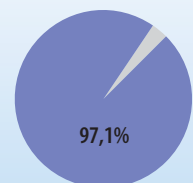
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



#### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Japon	17,9
France	8,6
Allemagne	3,2
CE	2,7
Suisse	0,8
Canada	0,7

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

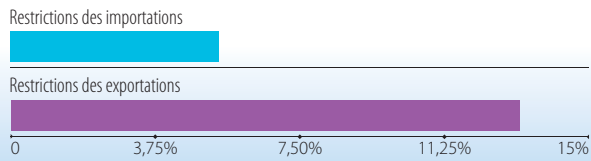




## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

### INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2005)<sup>12</sup>



### INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

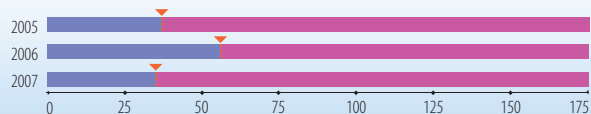
#### PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués



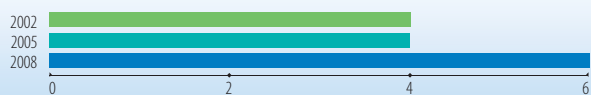
#### PRIORITÉ N° 2 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



#### PRIORITÉ N° 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>15</sup>

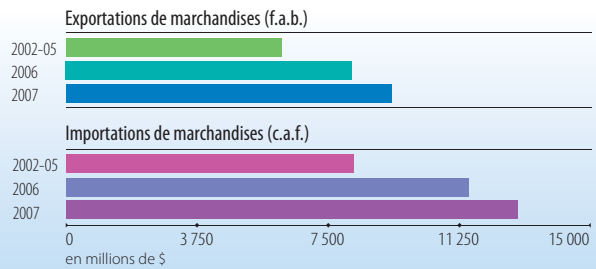
Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



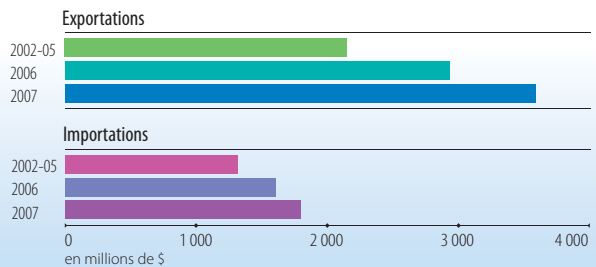
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
États-Unis	42,8	42,5	—
UE	17	17,8	—
Hong Kong, Chine	6,8	7,7	—

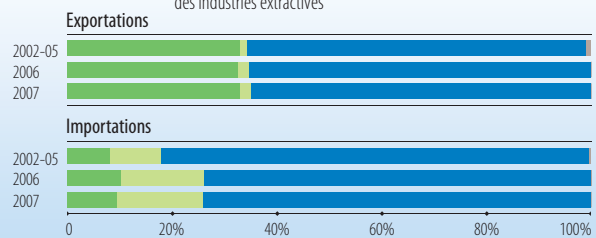
Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
États-Unis	41,1	39,6	—
UE	13,1	13,7	—
Japon	5,8	5,3	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

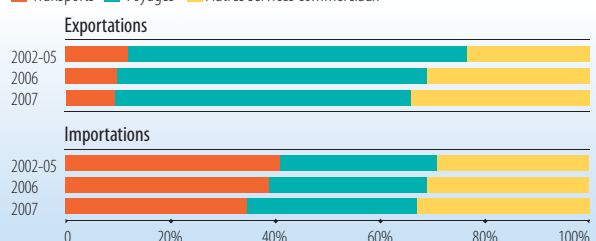
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

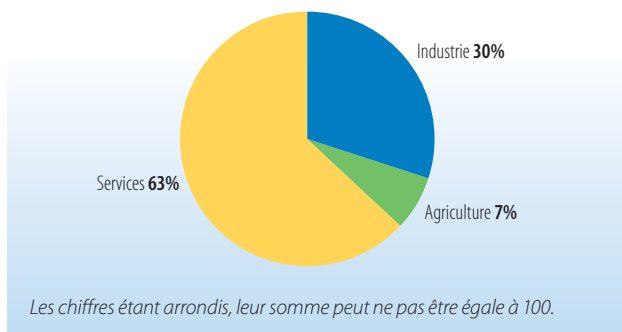
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



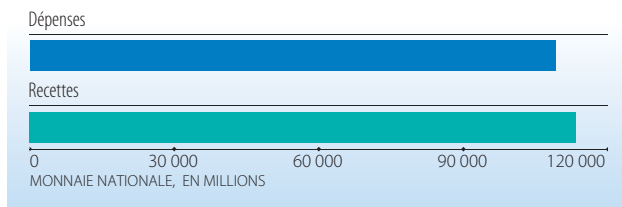
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	4 438
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	51 277
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	5,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	15 515
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	<2
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2005) <sup>2</sup>	38
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	46,3
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	45/179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,5

## PIB – COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de la statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 14 CCI
- 15 OMC – Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

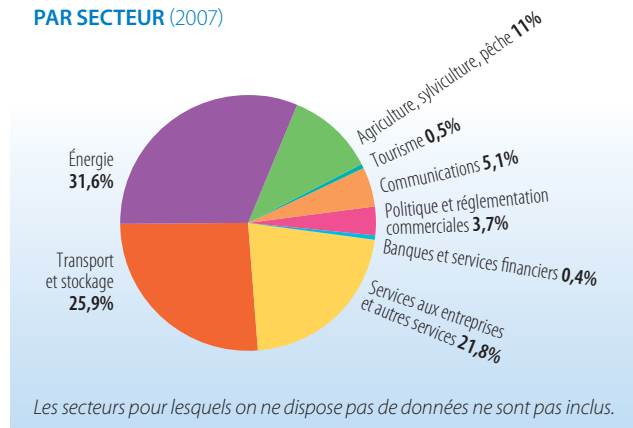
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	2	3	1
Infrastructure économique	36	51	4
Renforcement de la capacité de production	22	27	24
dont : marqueur du développement du commerce	–	5	10
Ajustement lié au commerce	–	18,3	9,3
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>60</b>	<b>81</b>	<b>29</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>13,5</b>	<b>18,2</b>	<b>6,5</b>

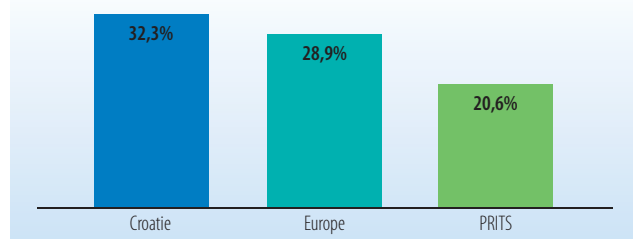
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

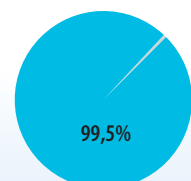


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	52,7
Allemagne	13,3
États-Unis	5,0
Norvège	1,5
Suède	1,2
Japon	0,2

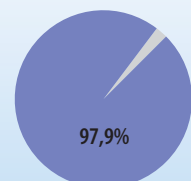
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	11,2
États-Unis	10,2
Allemagne	2,2
Norvège	1,5
Suède	0,6
Autriche	0,5

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

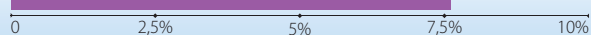
Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

### INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>

Restrictions des importations

Données non disponibles

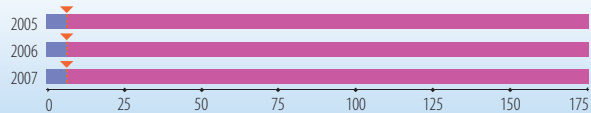
Restrictions des exportations



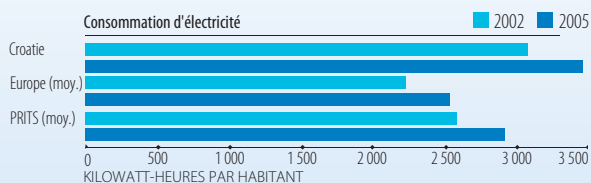
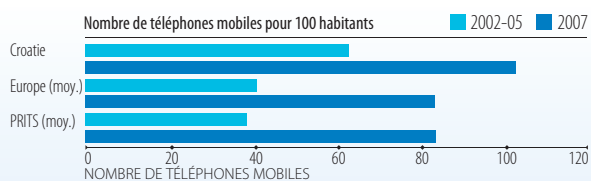
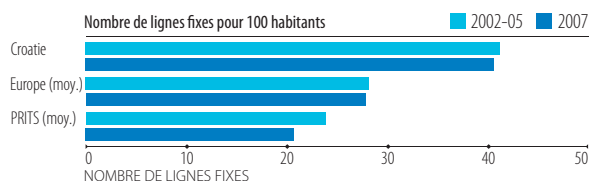
### INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

#### PRIORITÉ N° 1 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)

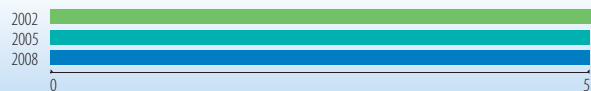


#### PRIORITÉ N° 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>



#### PRIORITÉ N° 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>15</sup>

Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



## RÉSULTATS COMMERCIAUX

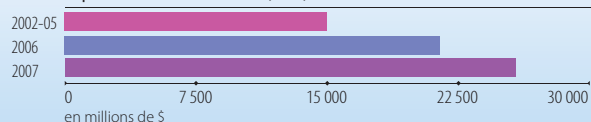
### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises

Exportations de marchandises (f.a.b.)



Importations de marchandises (c.a.f.)

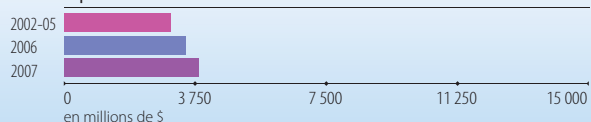


Exportations et importations de services commerciaux

Exportations



Importations



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
UE	63,4	64,2	60,3
Bosnie-Herzégovine	14,3	12,6	14,4
Serbie-et-Monténégro	4,5	5,3	5,4

Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
UE	67,9	67,2	64,8
Fédération de Russie	9,2	10,1	10,1
Chine	4,7	5,3	6,2

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

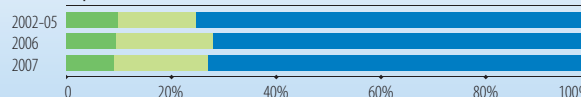
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.

Exportations



Importations



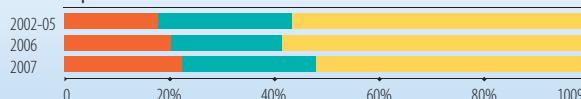
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux

Exportations



Importations

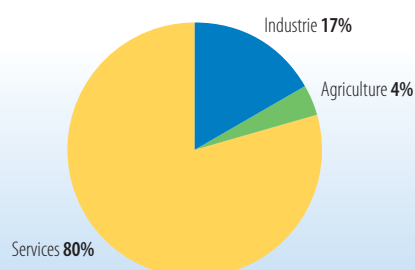




## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	883
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	830
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	4
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	2.062
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2002) <sup>4</sup>	18,8
Part du revenu des 20% les plus riches (%)	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2002) <sup>5</sup>	26,7
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	151 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	13,7

## PIB – COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses

Données non disponibles

Recettes

Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 OMC – Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 14 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 15 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 16 ONU – Base de données Comtrade

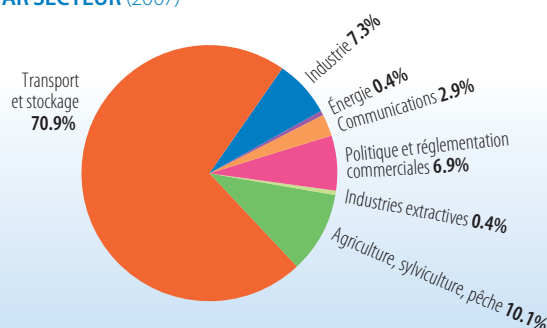
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	–	0	–
Infrastructure économique	19	2	5
Renforcement de la capacité de production	3	0	0
dont : marqueur du développement du commerce	–	–	–
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>21</b>	<b>3</b>	<b>5</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>27,4</b>	<b>3,1</b>	<b>6,2</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

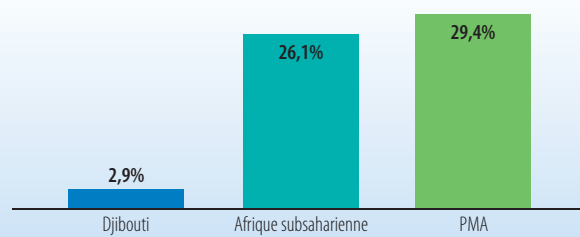
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)



## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Banque mondiale	0,8	Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce
Japon	0,7	
Pays-Bas	0,6	
FMI	0,1	
PNUD	0,0	

100%

### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	1,7	Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce
Japon	0,7	
Pays-Bas	0,6	
États-Unis	0,0	
PNUD	0,0	

100%

## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

L'EDIC **reflète partiellement** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : CHAÎNES DE VALEUR

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

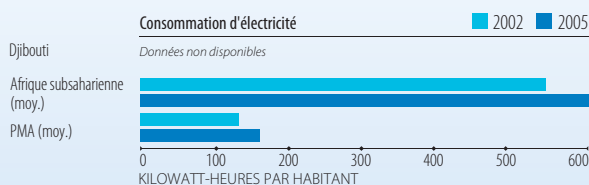
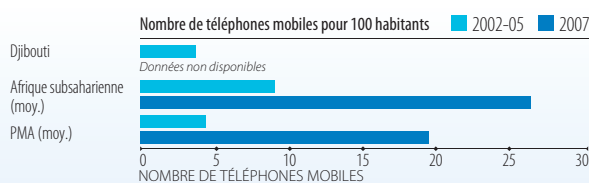
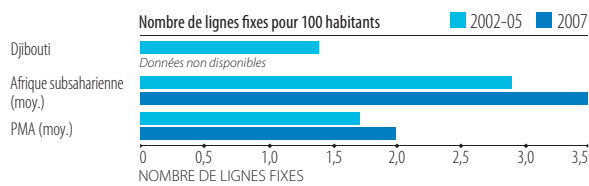
### PRIORITÉ N° 2 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>13</sup>

Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur

2002  
2005  
2008

*Données non disponibles*

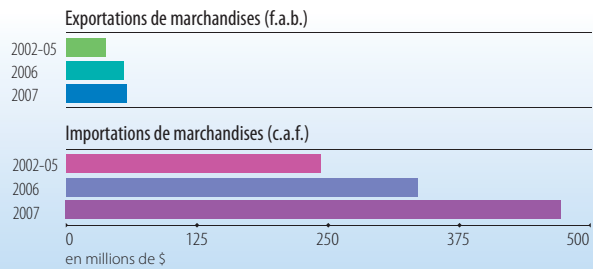
### PRIORITÉ N° 3 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>14</sup>



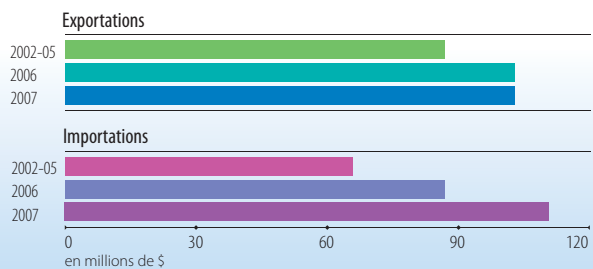
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>15</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>16</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
	–	–	–
	–	–	–
	–	–	–

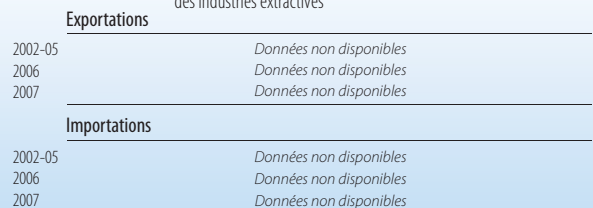
Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
	–	–	–
	–	–	–
	–	–	–

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>15</sup>

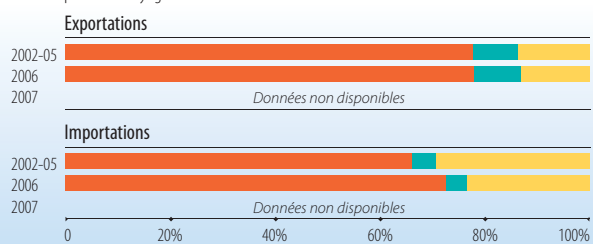
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

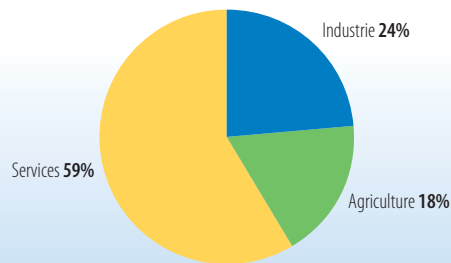
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	73
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	328
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2006) <sup>2</sup>	3,2
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	7 948
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	–
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2001) <sup>5</sup>	43,8
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	77 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	6,5

## PIB – COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses

Données non disponibles

Recettes

Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 OMC – Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 15 CCI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

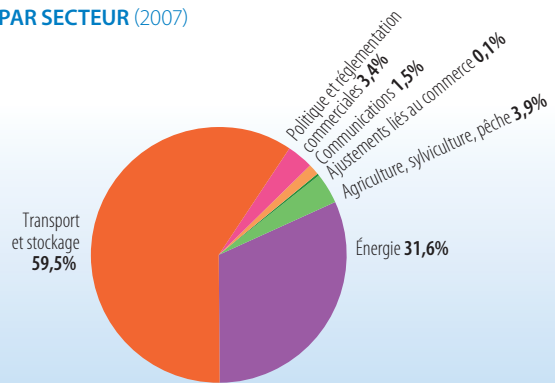
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,2	0,0
Infrastructure économique	5,5	5,4	3,8
Renforcement de la capacité de production	5,9	0,2	5,2
dont : marqueur du développement du commerce	–	–	–
Ajustement lié au commerce	–	0,0	0,2
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>11,4</b>	<b>5,8</b>	<b>9,3</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>160,2</b>	<b>79,7</b>	<b>127,2</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

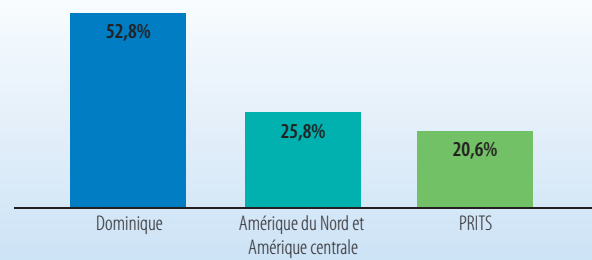
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)



## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	5,1
Japon	0,3
FMI	0,1
OMC	0,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

100%

Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	7,0
Japon	0,3
France	0,1
OMC	0,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

100%



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans le **budget annuel**.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

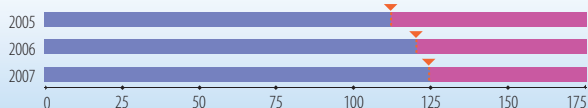
Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

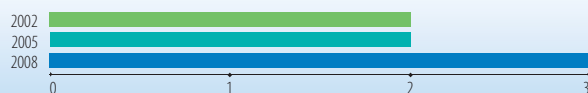
### PRIORITÉ N° 1 : COMPÉTITIVITÉ<sup>13</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



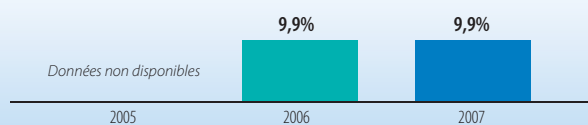
### PRIORITÉ N° 2 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>14</sup>

Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



### PRIORITÉ N° 3 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>15</sup>

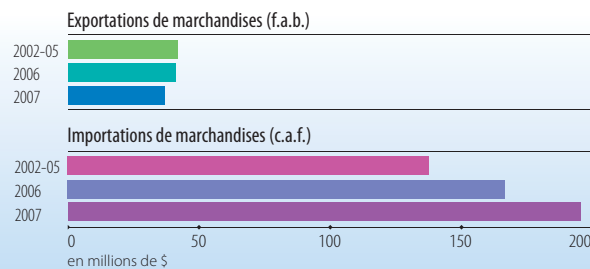
Moyenne simple des taux NPF appliqués



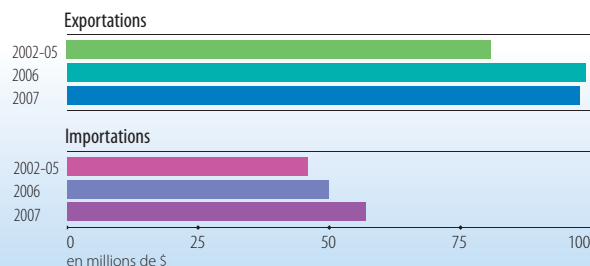
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

2005		2006		2007	
UE	27,8	UE	26,8	UE	23,9
Jamaïque	12,7	Jamaïque	15,1	Jamaïque	20
Antigua-et-Barbuda	11,3	Antigua-et-Barbuda	12,9	Antigua-et-Barbuda	15,5

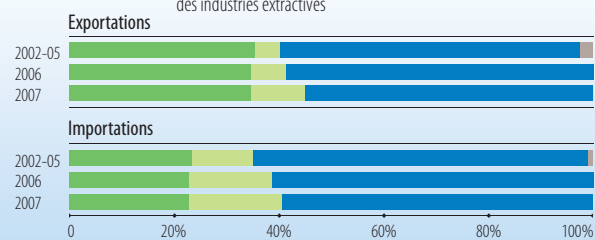
Importations par principale origine (% du total)

2005		2006		2007	
États-Unis	36,6	États-Unis	36,1	États-Unis	35,7
Trinité-et-Tobago	20,5	Trinité-et-Tobago	22,1	Trinité-et-Tobago	23,1
UE	13,4	UE	12,6	UE	11,4

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

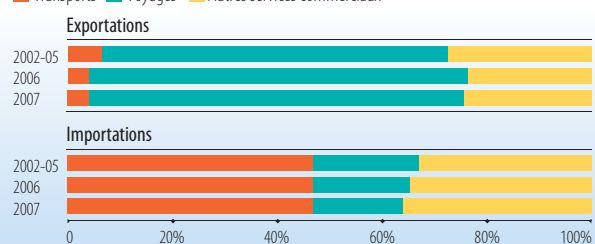
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

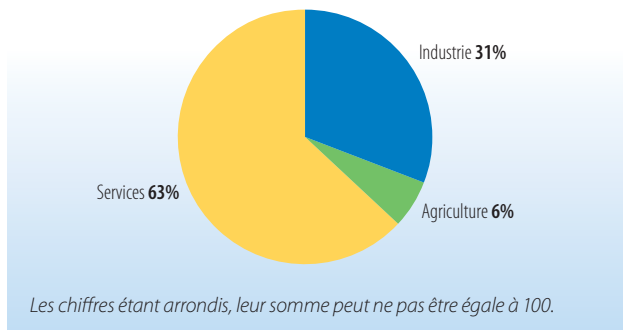
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



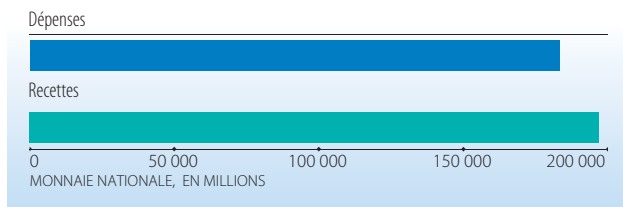
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	9 752
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	36 686
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	8,5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	6 690
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	5
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2005) <sup>2</sup>	55,3
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	38,8
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	91 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,2

## PIB – COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2006)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 OMC – Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 15 CCI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

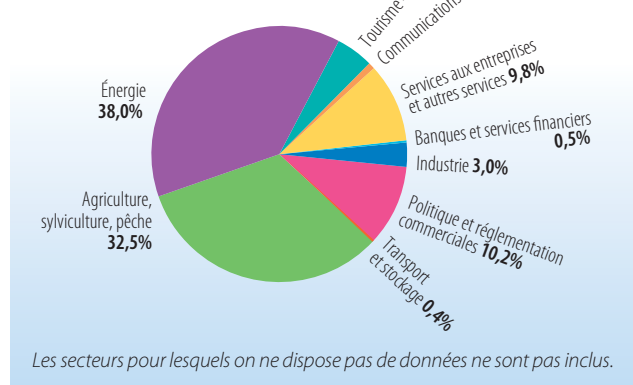
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

### APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,1	3,3	4,1
Infrastructure économique	10,0	12,7	8,8
Renforcement de la capacité de production	28,2	16,4	24,1
dont : marqueur du développement du commerce	–	4,9	3,2
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>38,2</b>	<b>32,4</b>	<b>37,0</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>4,1</b>	<b>3,3</b>	<b>3,8</b>

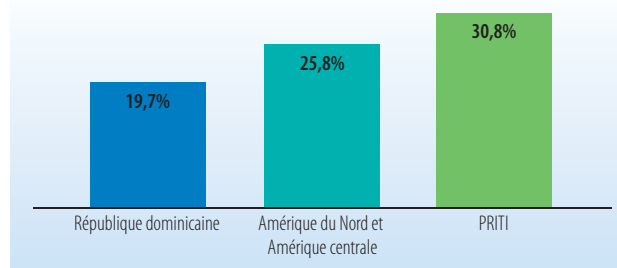
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

### PAR SECTEUR (2007)



### PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

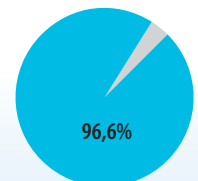


### PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

#### Engagements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	11,3
CE	8,0
Japon	6,8
Espagne	3,7
Corée	0,3
Italie	0,3

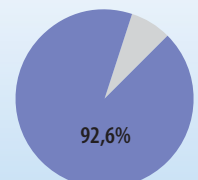
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



#### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Allemagne	8,9
CE	7,7
Japon	5,8
France	5,1
Espagne	3,7
Danemark	1,6

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

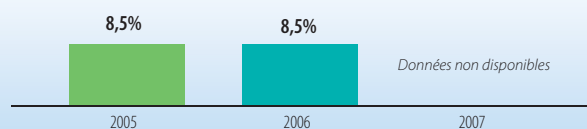
Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

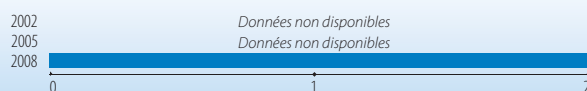
### PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués



### PRIORITÉ N° 2 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>14</sup>

Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



### PRIORITÉ N° 3 : COMPÉTITIVITÉ<sup>15</sup>

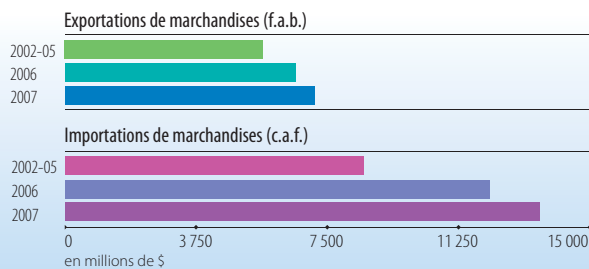
Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



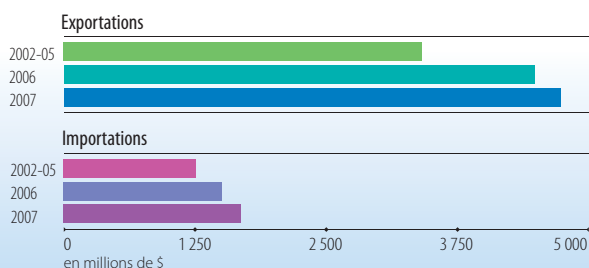
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2001	2006	2007
États-Unis	40,2	–	–
UE	18,8	–	–
Haïti	8,8	–	–

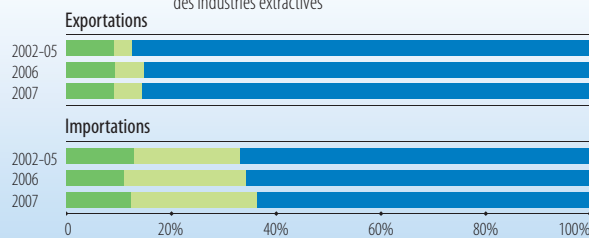
Importations par principale origine (% du total)

	2001	2006	2007
États-Unis	44,8	–	–
Venezuela, RB	13,4	–	–
UE	10,8	–	–

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

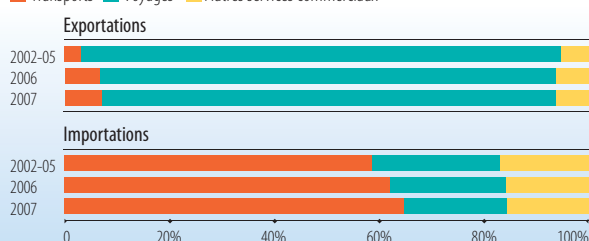
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

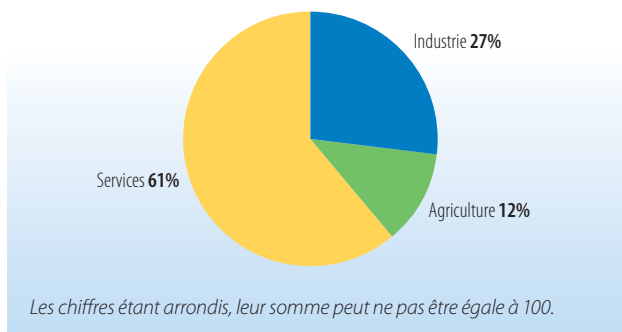
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



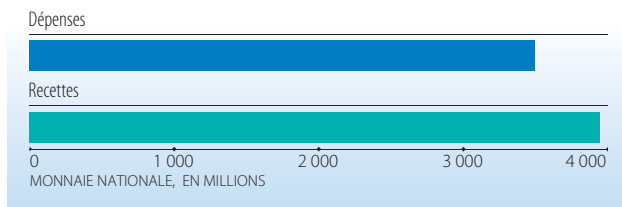
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	6 853
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	20 215
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	4,7
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	5 781
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2003) <sup>4</sup>	14,3
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2002) <sup>2</sup>	55,9
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2006) <sup>5</sup>	48,6
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	101 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,9

## PIB – COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 14 Ligne fixes et mobiles pour 100 habitants  
UIT : Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 15 OMC – Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

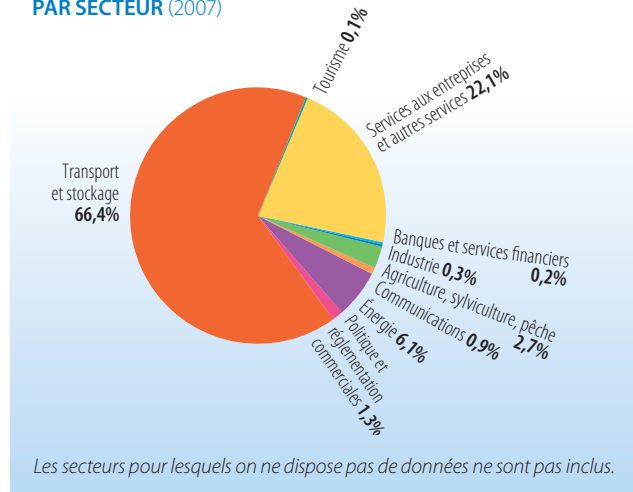
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

### APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,3	4,8	0,4
Infrastructure économique	9,4	273,1	22,0
Renforcement de la capacité de production	17,3	94,6	15,9
dont : marqueur du développement du commerce	–	79,6	2,1
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>27,0</b>	<b>372,5</b>	<b>38,4</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>4,1</b>	<b>54,4</b>	<b>5,6</b>

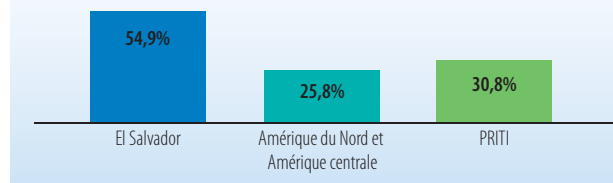
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

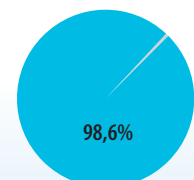


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	177,6
Japon	5,3
Royaume-Uni	5,1
Espagne	4,5
Allemagne	1,5
Corée	1,3

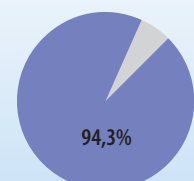
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Japon	23,3
Espagne	4,5
CE	2,7
Allemagne	2,3
États-Unis	1,5
France	1,2

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



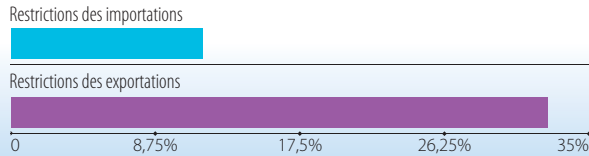




## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

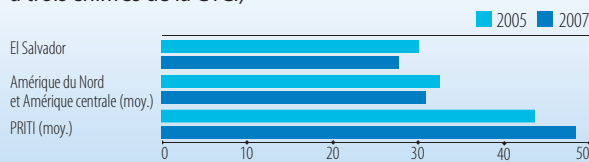
## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2005)<sup>12</sup>



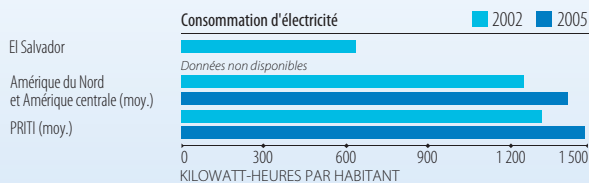
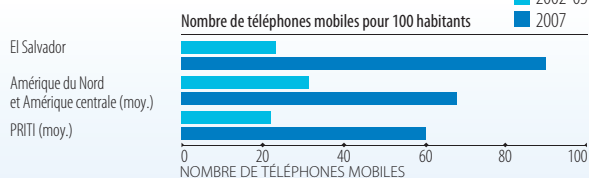
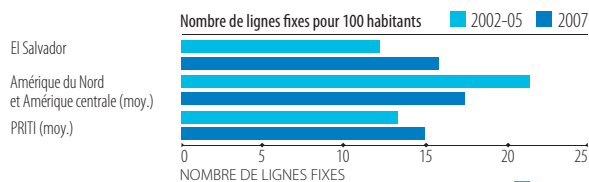
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>13</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



### PRIORITÉ N° 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>14</sup>



### PRIORITÉ N° 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>15</sup>

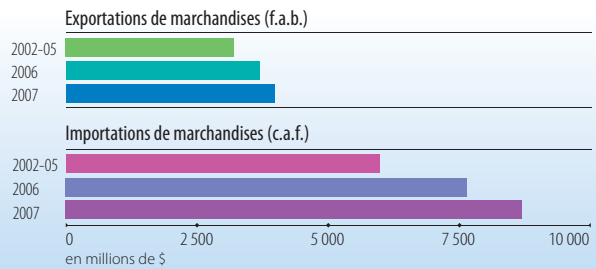
Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



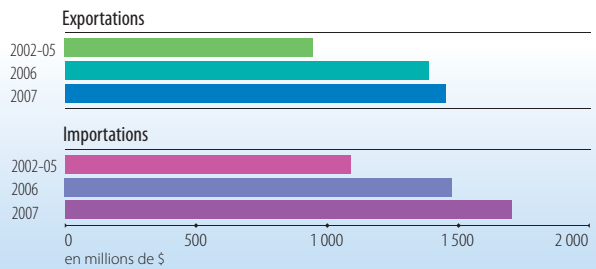
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

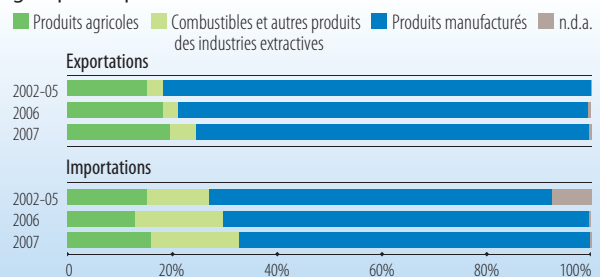
	2005	2006	2007
Guatemala	24,7	États-Unis 28,6	Guatemala 24,3
États-Unis	20,2	Guatemala 16,3	États-Unis 19,9
Honduras	15,2	EU 11,9	Honduras 15,9

Importations par principale origine (% du total)

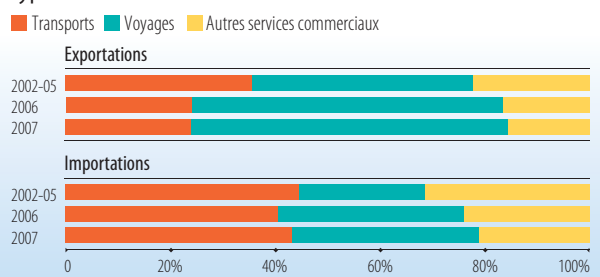
	2005	2006	2007
États-Unis	28,6	États-Unis 31,8	États-Unis 31,0
Guatemala	10,3	Mexique 9,9	Mexique 11,3
Mexique	9,9	UE 8,7	Guatemala 9,7

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



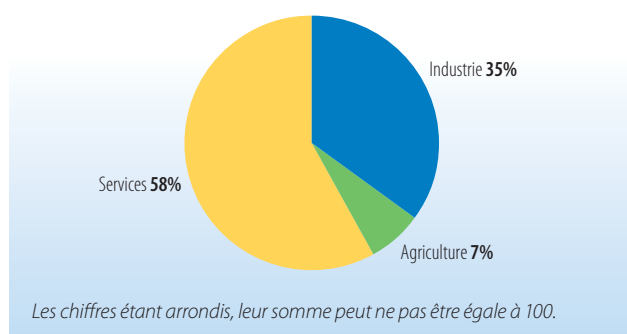
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	13 340
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	44 184
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	2,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	7 398
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	9,8
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 1998) <sup>2</sup>	58
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2006) <sup>5</sup>	36,6
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	72 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,5

## PIB – COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses

Données non disponibles

Recettes

Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 14 ONU – Base de données Comtrade

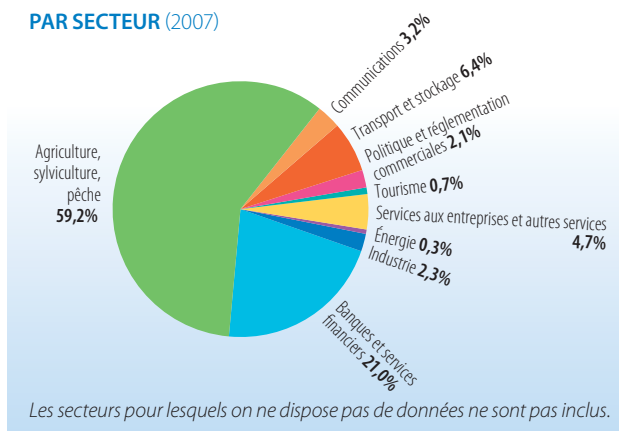
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	4,3	1,7	3,2
Infrastructure économique	1,4	8,1	2,9
Renforcement de la capacité de production	36,3	71,7	28,6
dont : marqueur du développement du commerce	–	9,3	6,5
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>42,0</b>	<b>81,5</b>	<b>34,8</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>3,3</b>	<b>6,1</b>	<b>2,6</b>

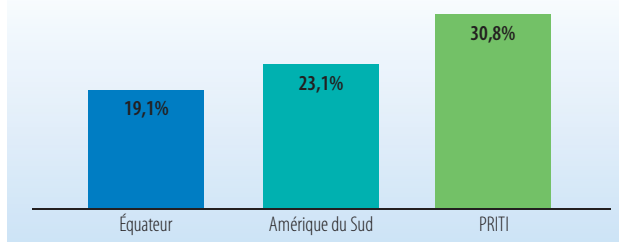
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

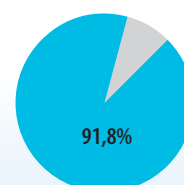


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Belgique	14,2
Espagne	14,0
États-Unis	6,9
Japon	5,9
France	2,2
Allemagne	2,0

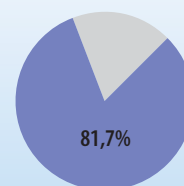
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Espagne	6,5
Belgique	5,5
Japon	3,3
Suisse	3,0
CE	2,9
Allemagne	2,3

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

Restrictions des exportations

0 5% 10% 15%

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

Plus de trois priorités choisies, sans classement. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

## RÉSULTATS COMMERCIAUX

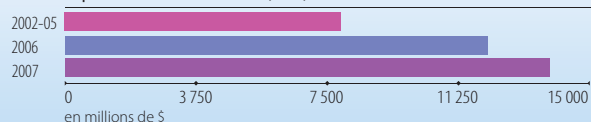
### VALEUR TOTALE<sup>13</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises

Exportations de marchandises (f.a.b.)

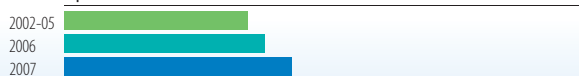


Importations de marchandises (c.a.f.)

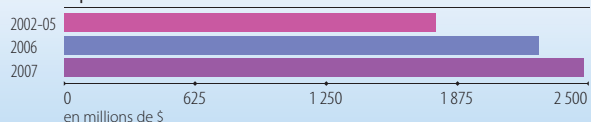


Exportations et importations de services commerciaux

Exportations



Importations



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>14</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
États-Unis	50,1	53,6	43,3
UE	12,8	11,7	12,7
Pérou	8,8	8,2	10,8

Importations par principale origine (% du total)

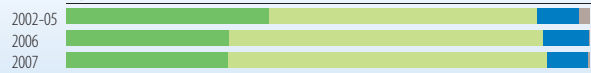
	2005	2006	2007
États-Unis	19,2	22,6	20,6
Colombie	14,4	12,8	11,0
UE	11,0	10,0	Venezuela, RB 9,7

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>13</sup>

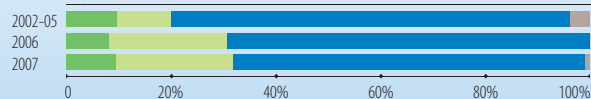
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.

Exportations



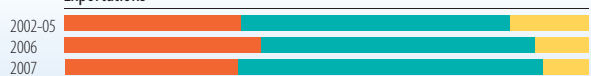
Importations



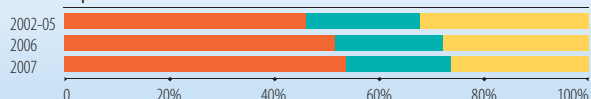
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux

Exportations



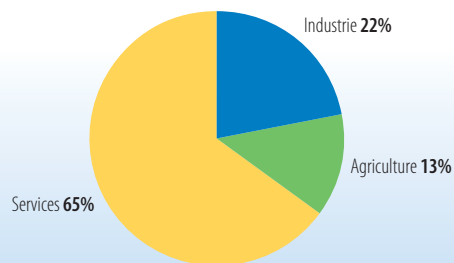
Importations



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	838
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	3 433
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	- 6,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	4 438
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	–
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2003) <sup>5</sup>	29,6
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	103 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	1,8

## PIB – COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



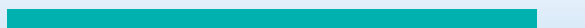
Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET (2006)<sup>9</sup>

Dépenses



Recettes



0 375 750 1 125 1 500  
MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 14 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 15 CCI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

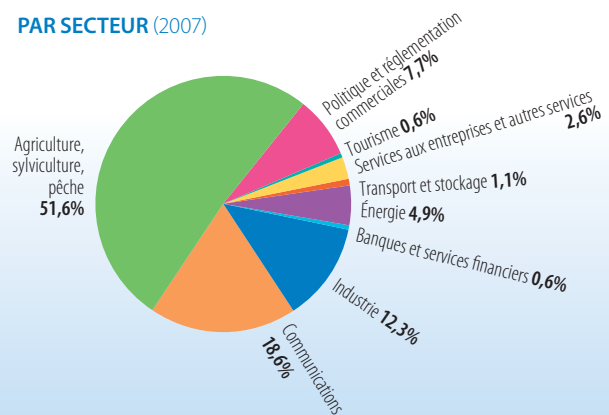
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,1	0,4	0,4
Infrastructure économique	1,0	1,2	1,2
Renforcement de la capacité de production	5,6	3,3	5,4
dont : marqueur du développement du commerce	–	–	–
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>6,7</b>	<b>4,9</b>	<b>6,9</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>8,1</b>	<b>5,9</b>	<b>8,3</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

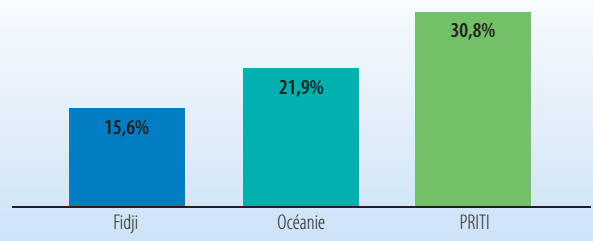
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

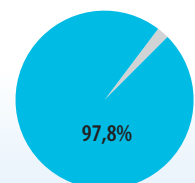


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	2,8
CE	2,5
Australie	0,9
Corée	0,6
Allemagne	0,3
PNUD	0,1

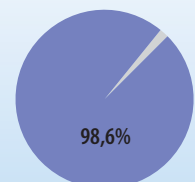
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	3,1
Japon	2,8
Australie	1,2
Corée	0,6
Nouvelle Zélande	0,4
PNUD	0,1

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans le **budget annuel**, dans **diverses stratégies sectorielles** et dans une **stratégie intersectorielle**.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

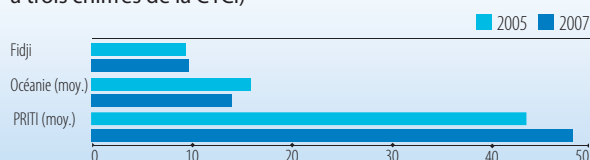
Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

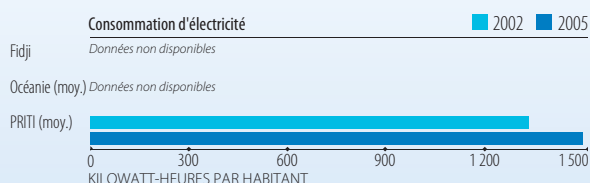
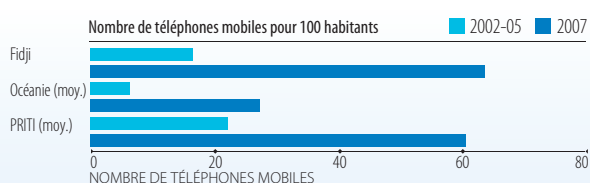
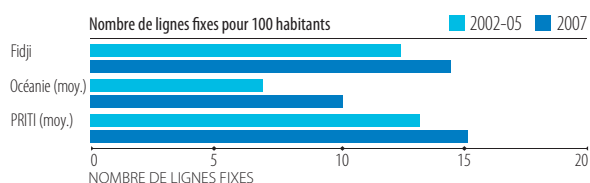
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>13</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)

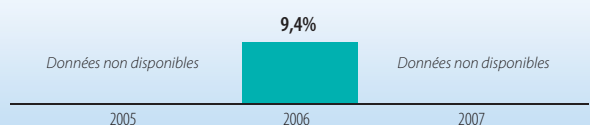


### PRIORITÉ N° 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>14</sup>



### PRIORITÉ N° 3 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>15</sup>

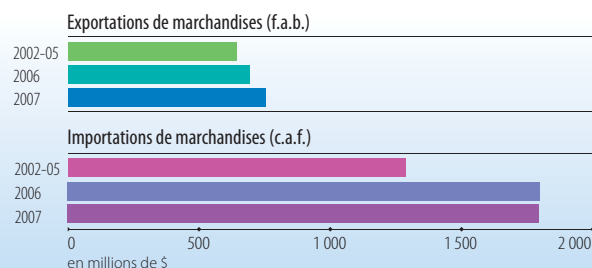
Moyenne simple des taux NPF appliqués



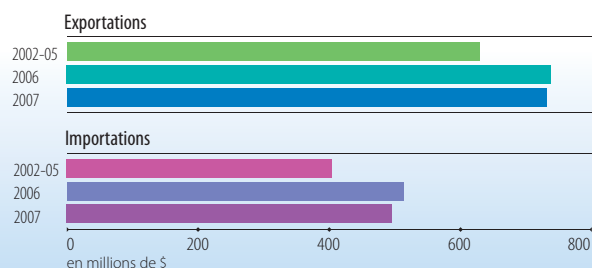
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



### Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
Australie	20,4	17,4	Singapour 18,6
Singapour	20,4	États-Unis 14,4	UE 15,5
UE	15,9	UE 11,9	États-Unis 14,7

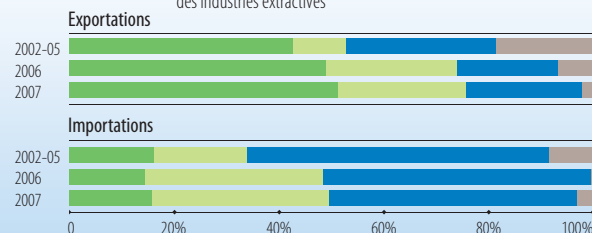
Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
Singapour	29,9	Singapour 34,5	Singapour 34,2
Australie	24,5	Australie 22,4	Australie 22,8
Nouvelle-Zélande	18	Nouvelle-Zélande 15,9	Nouvelle-Zélande 17,7

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

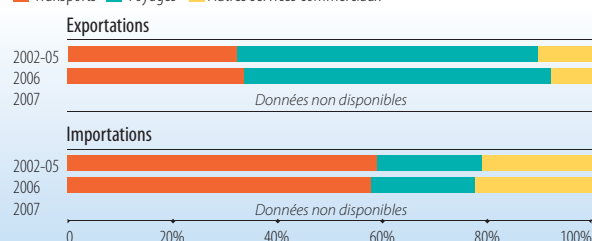
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

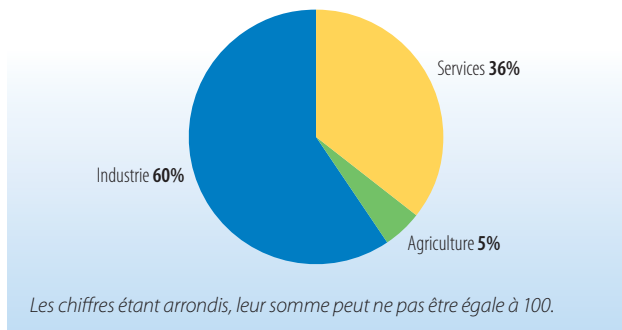
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	1 330
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	10 654
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	5,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	15 175
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	4,8
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 1996) <sup>5</sup>	29,3
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	107 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,4

## PIB – COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses

Données non disponibles

Recettes

Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 CCI
- 15 OMC – Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

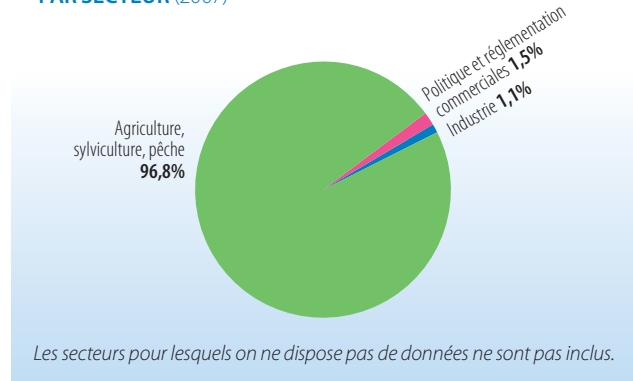
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	–	0,2	0,2
Infrastructure économique	14,3	0,0	6,5
Renforcement de la capacité de production	22,1	13,9	23,9
dont : marqueur du développement du commerce	–	–	–
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>36,4</b>	<b>14,1</b>	<b>30,6</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>28,9</b>	<b>10,6</b>	<b>23,0</b>

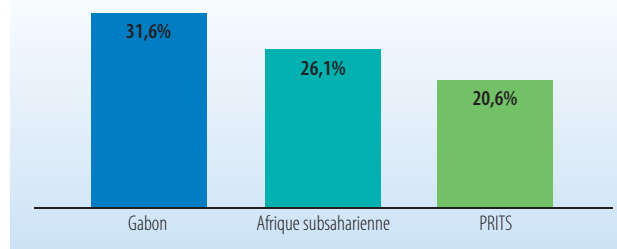
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

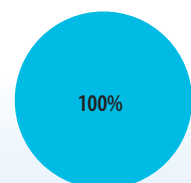


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

France	29,0
CE	8,6
Banque mondiale	4,0
Japon	1,4
Belgique	0,1
OMC	0,1

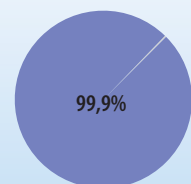
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

France	14,6
CE	7,1
Japon	1,4
Belgique	0,1
OMC	0,1
États-Unis	0,1

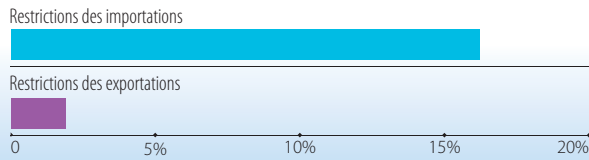
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce n'est **pas intégré** dans le plan de développement national mais il est pris en compte dans **diverses stratégies sectorielles**.

### INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2005)<sup>12</sup>



### INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

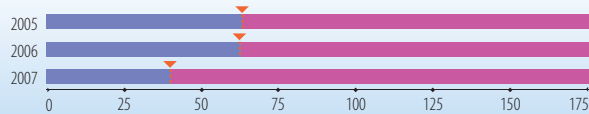
#### PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués



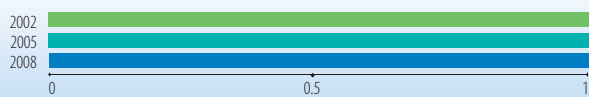
#### PRIORITÉ N° 2 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



#### PRIORITÉ N° 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>15</sup>

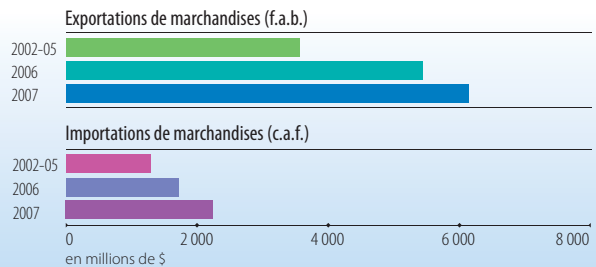
Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



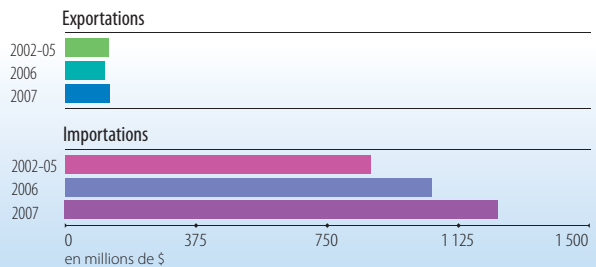
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

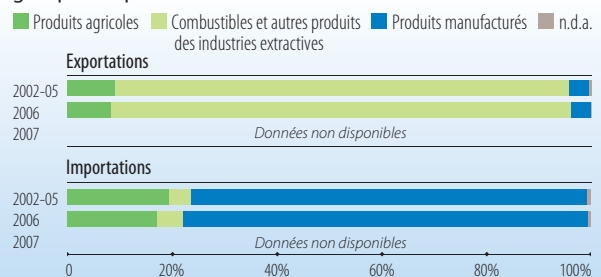
	2005	2006	2007
États-Unis	66,4	58,4	—
UE	9,8	12,1	—
Suisse	5,4	10,6	—

Importations par principale origine (% du total)

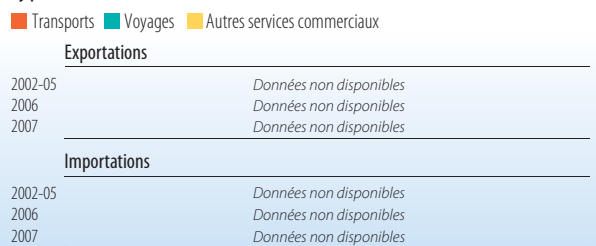
	2005	2006	2007
UE	64,7	66,9	—
États-Unis	6,5	7,3	—
Cameroun	3,6	3,5	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

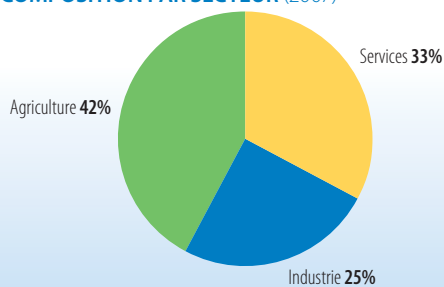




## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	23 462
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	15 246
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	6,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	1 335
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Autres pays à faible revenu (APFR)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	30
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 1998) <sup>2</sup>	46,6
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2000) <sup>5</sup>	31,7
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	142 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	9,3

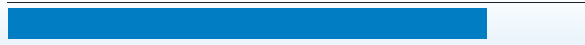
## PIB – COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET (2007)<sup>9</sup>

Dépenses



Recettes



0 1 250 2 500 3 750 5 000  
MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 Lignes fixes et mobiles: UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité: Banque mondiale – WDI
- 15 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 16 ONU – Base de données Comtrade

## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

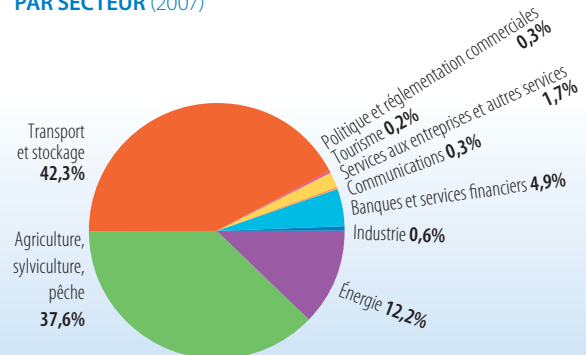
APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	10,6	1,7	1,4
Infrastructure économique	109,7	366,6	71,3
Renforcement de la capacité de production	115,3	300,5	98,4
dont : marqueur du développement du commerce	–	220,0	23,3
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>235,6</b>	<b>668,9</b>	<b>171,1</b>

Aide pour le commerce par habitant (\$)	10,8	28,5	7,3
---	------	------	-----

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

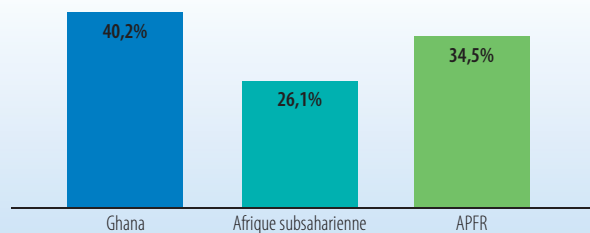
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

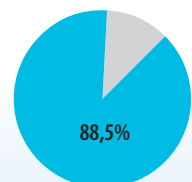


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	212,3
Banque mondiale	83,7
CE	39,0
France	24,8
Japon	15,1
Allemagne	12,6

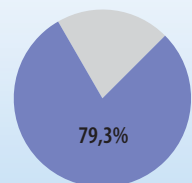
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	32,3
Japon	23,2
Canada	22,9
Danemark	22,5
Allemagne	18,8
États-Unis	11,4

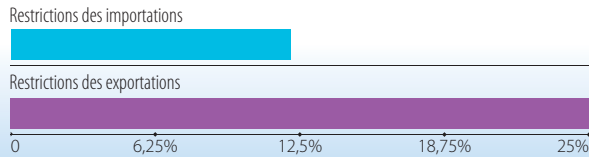
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans le **budget annuel** et dans **diverses stratégies sectorielles**.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2004)<sup>12</sup>



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : COMPÉTITIVITÉ<sup>13</sup>

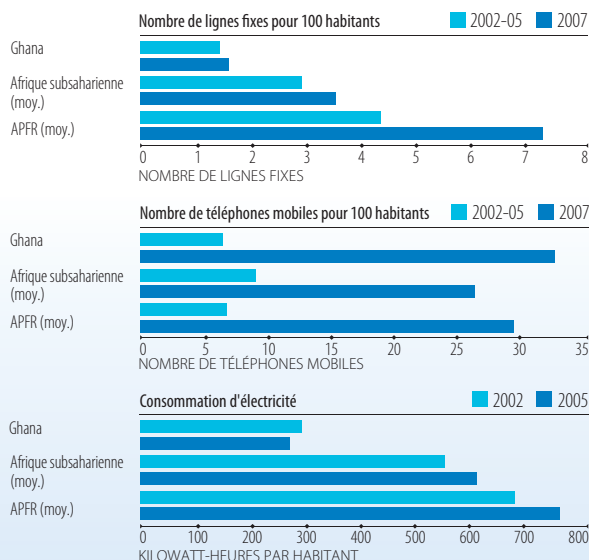
Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



### PRIORITÉ N° 2 : COÛTS D'AJUSTEMENT

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

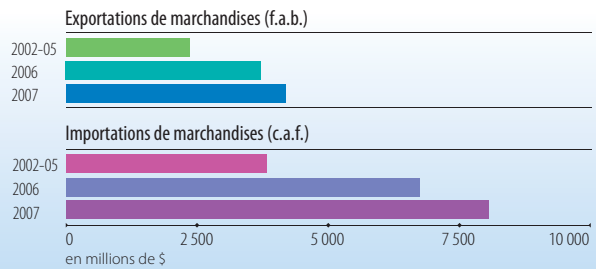
### PRIORITÉ N° 3 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>14</sup>



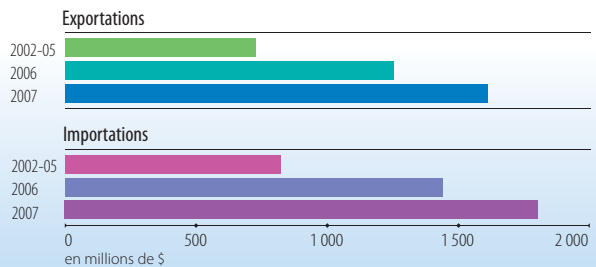
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>15</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>16</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

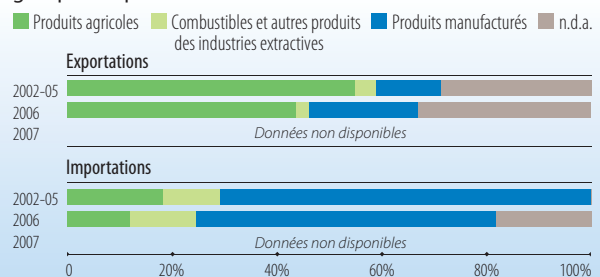
	2005	2006	2007	
États-Unis	33,6	UE	34,2	—
UE	29,8	Afrique du Sud	25,8	—
Afrique du Sud	13,9	Burkina Faso	12,6	—

Importations par principale origine (% du total)

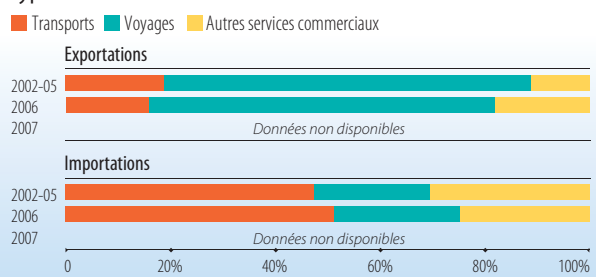
	2005	2006	2007	
UE	40,5	UE	36,3	—
Chine	8,5	Nigéria	9,6	—
États-Unis	7,4	Chine	9,5	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>15</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



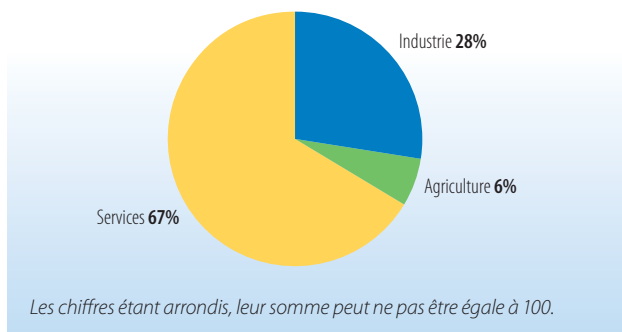
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	108
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	554
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	7 633
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	–
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 1998) <sup>5</sup>	42,6
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	86 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	5,4

## PIB – COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses	Données non disponibles
Recettes	Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 14 CCI
- 15 CCI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

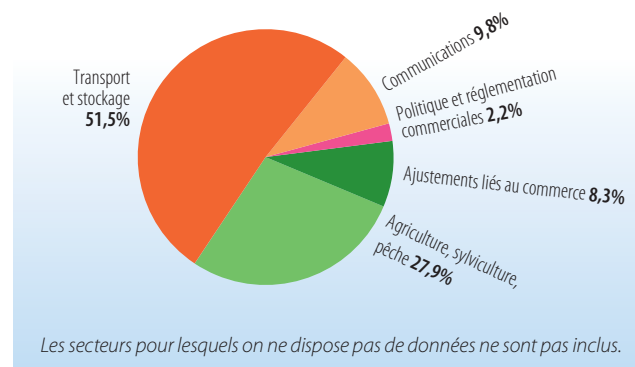
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

### APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,0	0,0
Infrastructure économique	1,7	0,1	0,0
Renforcement de la capacité de production	4,4	0,1	0,5
dont : marqueur du développement du commerce	–	–	–
Ajustement lié au commerce	–	0,0	0,0
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>6,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,5</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>57,9</b>	<b>1,8</b>	<b>4,7</b>

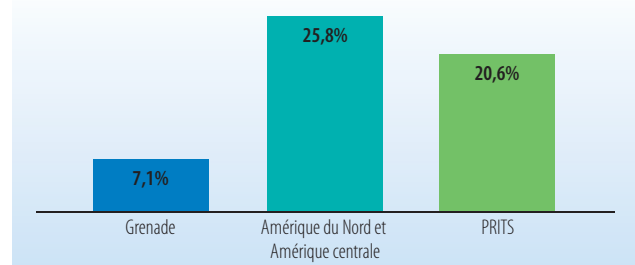
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

### PAR SECTEUR (2007)



### PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

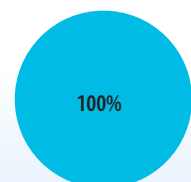
Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)



### PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

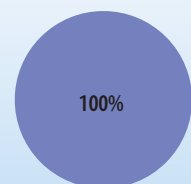
#### Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	0,3	Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce
Japon	0,1	
Canada	0,1	
Corée	0,0	
OMC	0,0	



#### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	0,4	Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce
Japon	0,1	
Royaume-Uni	0,0	
Canada	0,0	
Corée	0,0	
OMC	0,0	





**INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>**

Le commerce n'est **pas intégré** dans le plan de développement national mais il est pris en compte dans le **budget annuel**.

**INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>**

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

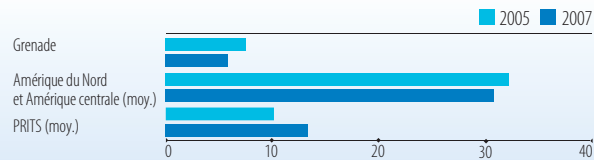
Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

**INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL**

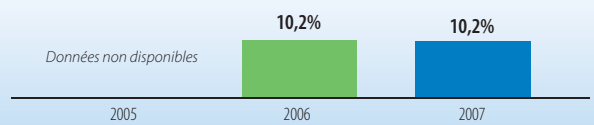
**PRIORITÉ N° 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>13</sup>**

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCL)



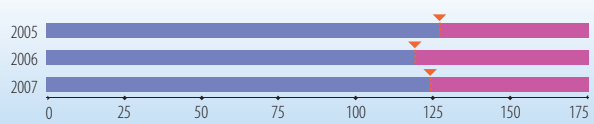
**PRIORITÉ N° 2 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>14</sup>**

Moyenne simple des taux NPF appliqués



**PRIORITÉ N° 3 : COMPÉTITIVITÉ<sup>15</sup>**

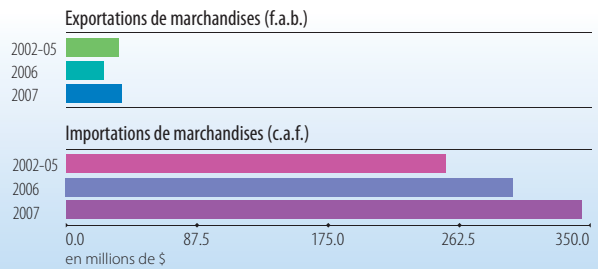
Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



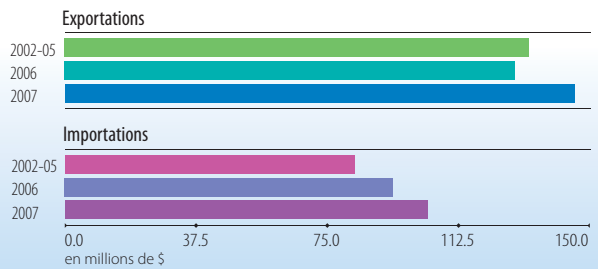
**RÉSULTATS COMMERCIAUX**

**VALEUR TOTALE<sup>16</sup>**

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



**PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>**

Exportations par principale destination (% du total)

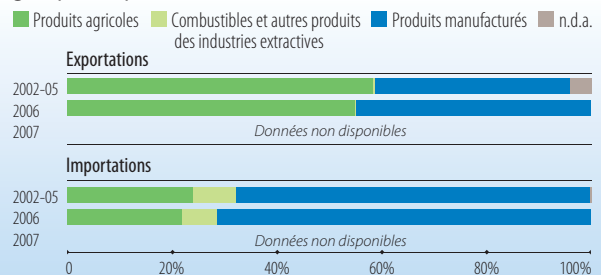
	2005	2006	2007
UE	24,3	États-Unis 27,7	–
États-Unis	21,4	Sainte-Lucie 13,2	–
Trinité-et-Tobago	10	UE 10,7	–

Importations par principale origine (% du total)

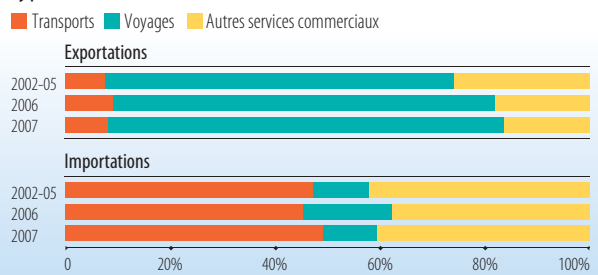
	2005	2006	2007
États-Unis	37,5	États-Unis 39,3	–
Trinité-et-Tobago	20,9	Trinité-et-Tobago 19,2	–
UE	14	UE 12,7	–

**COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>**

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



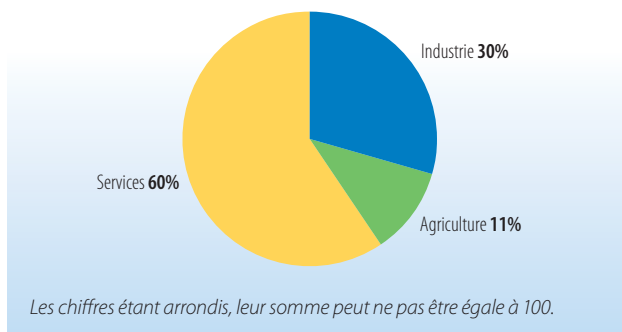
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



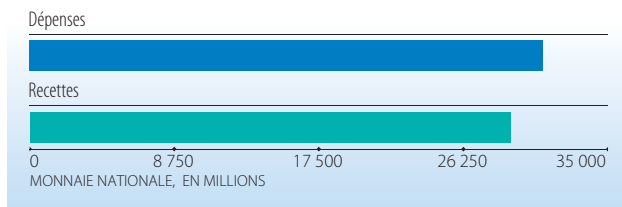
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	13 348
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	33 432
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	5,7
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	4 565
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2006) <sup>4</sup>	12,7
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2004) <sup>2</sup>	54,1
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2006) <sup>5</sup>	43
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	121/179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	1,6

## PIB – COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2006)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 15 OMC – Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

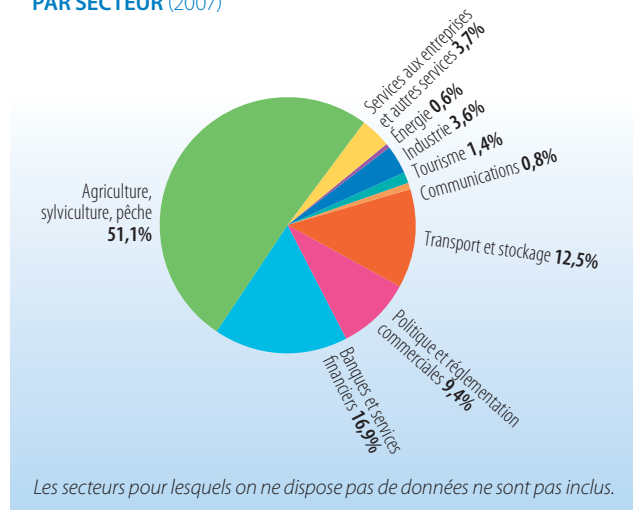
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

### APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,3	2,5	5,8
Infrastructure économique	1,1	3,7	5,7
Renforcement de la capacité de production	19,9	20,5	12,9
dont : marqueur du développement du commerce	–	1,8	1,1
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>21,3</b>	<b>26,8</b>	<b>24,3</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>1,7</b>	<b>2,0</b>	<b>1,8</b>

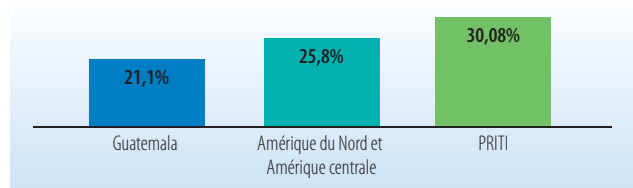
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

### PAR SECTEUR (2007)



### PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

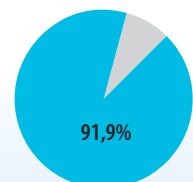


### PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

#### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	35,6
CE	6,3
États-Unis	5,2
Espagne	3,9
Suisse	2,0
Pays-Bas	1,5

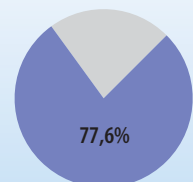
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



#### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	4,3
Japon	4,0
Espagne	3,9
Pays-Bas	2,2
Allemagne	1,3
Corée	1,3

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

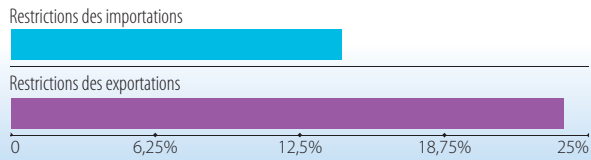




**INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>**

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans le **budget annuel** et dans une **stratégie intersectorielle**.

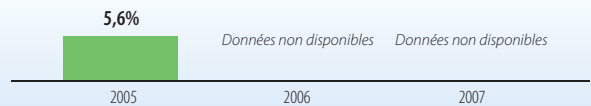
**INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2005)<sup>12</sup>**



**INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL**

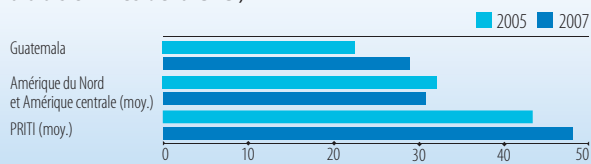
**PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>13</sup>**

Moyenne simple des taux NPF appliqués



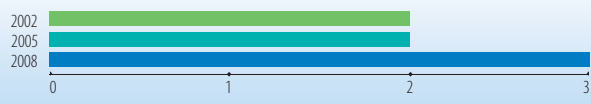
**PRIORITÉ N° 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>14</sup>**

Diversification des produits (Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



**PRIORITÉ N° 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>15</sup>**

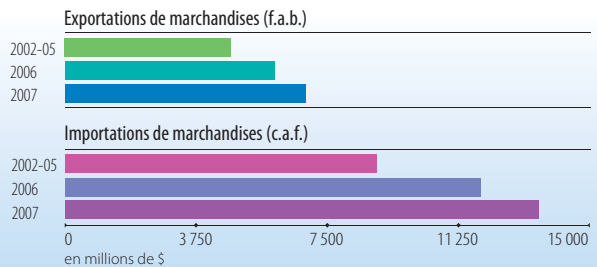
Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



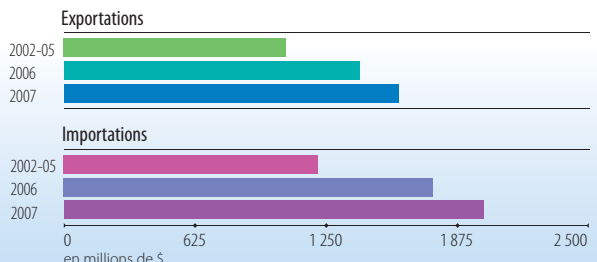
**RÉSULTATS COMMERCIAUX**

**VALEUR TOTALE<sup>16</sup>**

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



**Exportations et importations de services commerciaux**



**PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>**

Exportations par principale destination (% du total)

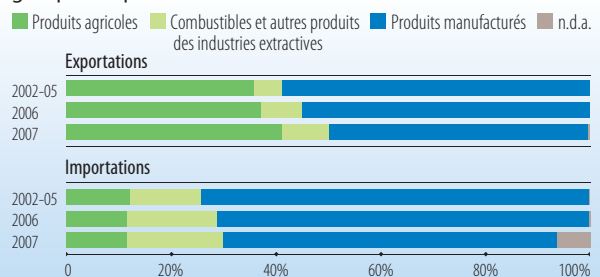
	2005	2006	2007
États-Unis	50,1	31,4	42,6
El Salvador	12,1	15,3	12,2
Honduras	7,3	9,7	8,6

Importations par principale origine (% du total)

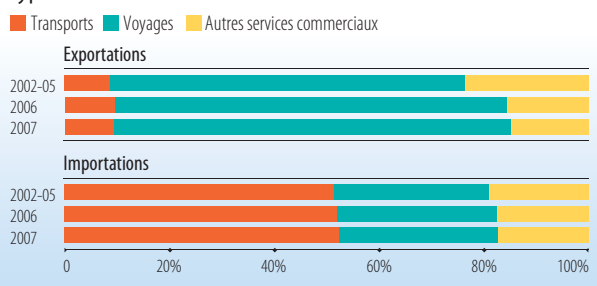
	2005	2006	2007
États-Unis	33,9	38,8	34,1
Mexique	8,7	9,1	8,8
UE	7,9	8,3	7,6

**COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>**

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



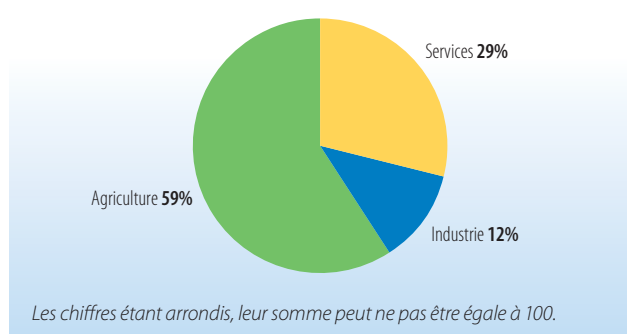
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	1 695
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	357
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	2,7
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	478
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2002) <sup>4</sup>	48,8
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 1990) <sup>5</sup>	10,8
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	171 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	27,6

## PIB – COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses

Données non disponibles

Recettes

Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 NUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 14 ONU – Base de données Comtrade

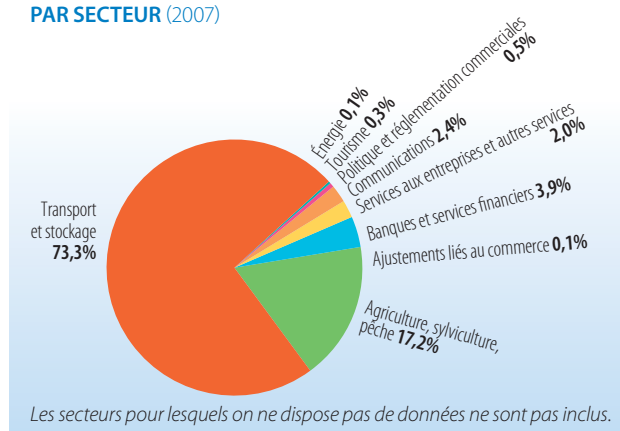
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,1	0,1	0,1
Infrastructure économique	13,9	11,2	27,5
Renforcement de la capacité de production	11,0	3,5	2,4
dont : marqueur du développement du commerce	–	0,8	0,8
Ajustement lié au commerce	–	0,0	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>24,9</b>	<b>14,7</b>	<b>30,0</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>16,3</b>	<b>8,7</b>	<b>17,7</b>

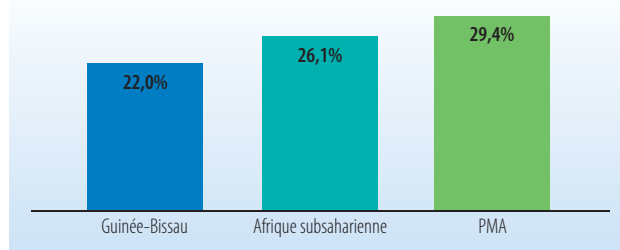
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

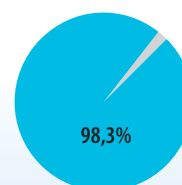


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	6,0
Banque mondiale	4,3
BAFD	4,3
Espagne	1,0
PNUD	0,6
Portugal	0,5

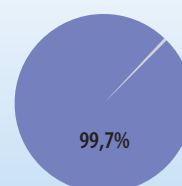
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	24,4
Espagne	1,0
PNUD	0,6
Portugal	0,5
Italie	0,1
Belgique	0,1

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce







## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national.

L'EDIC **reflète pleinement** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

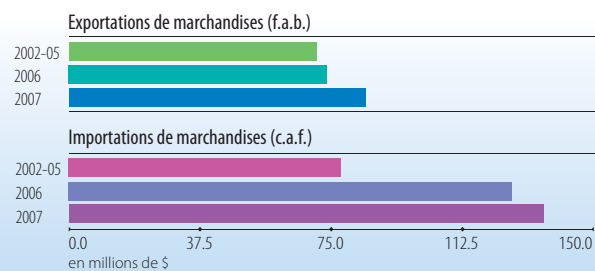
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

Plus de trois priorités choisies, sans classement. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

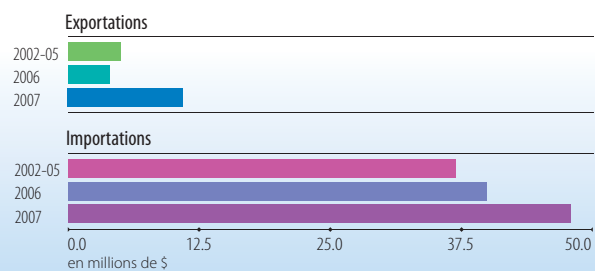
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>13</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>14</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

2005	2006	2007
–	–	–
–	–	–
–	–	–

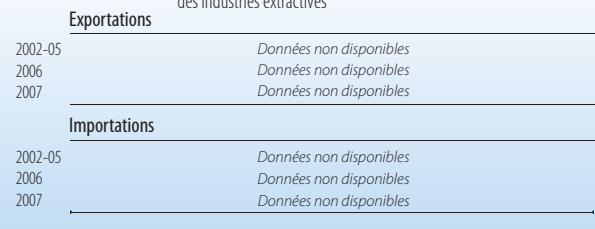
Importations par principale origine (% du total)

2005	2006	2007
–	–	–
–	–	–
–	–	–

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>13</sup>

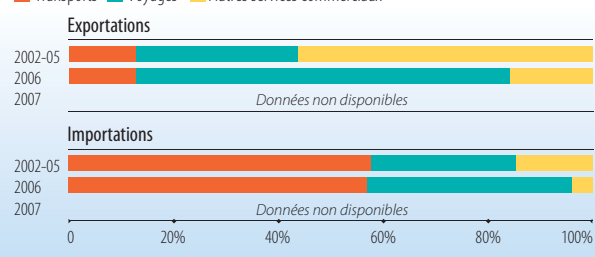
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

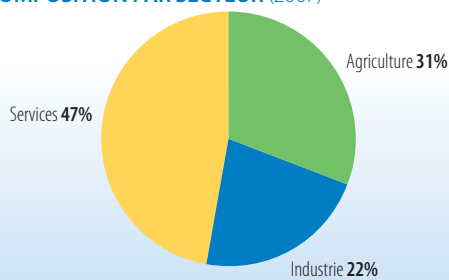
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	739
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	1 044
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	9,1
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	3 012
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRIT)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 1998) <sup>4</sup>	7,7
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 1999) <sup>2</sup>	49,7
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2002) <sup>5</sup>	34,7
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	110 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	20

## PIB – COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses

Données non disponibles

Recettes

Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 14 CCI
- 15 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

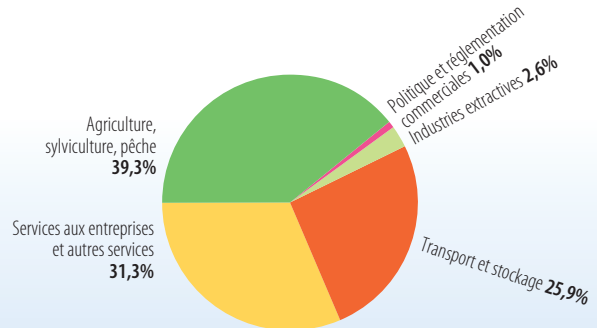
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,4	0,9	1,0
Infrastructure économique	29,5	22,4	0,2
Renforcement de la capacité de production	7,8	63,4	7,9
dont : marqueur du développement du commerce	–	35,9	0,5
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>37,7</b>	<b>86,7</b>	<b>9,1</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>51,1</b>	<b>117,3</b>	<b>12,3</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

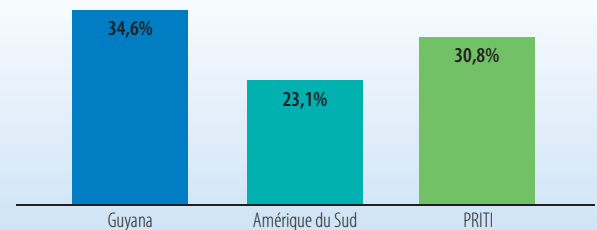
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

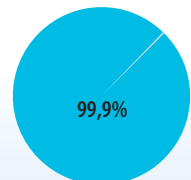


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

BID	23,5
CE	20,2
États-Unis	2,4
Canada	1,6
Japon	0,4
Royaume-Uni	0,1

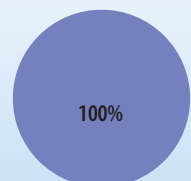
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	3,5
États-Unis	1,9
Canada	0,6
Japon	0,4
Royaume-Uni	0,1
OMC	0,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

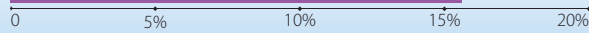
Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

### INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

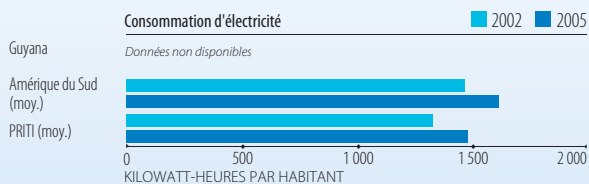
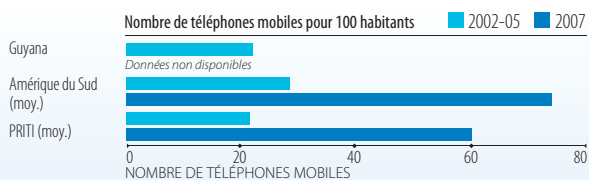
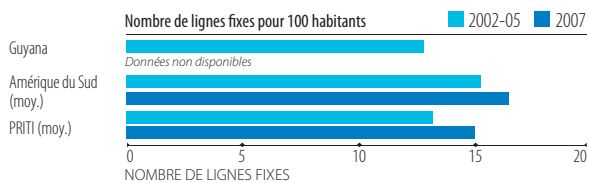
Données non disponibles

Restrictions des exportations



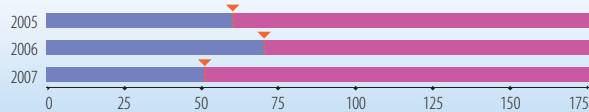
### INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

#### PRIORITÉ N° 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>



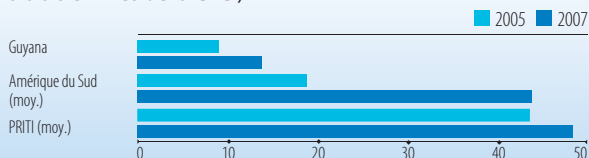
#### PRIORITÉ N° 2 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



#### PRIORITÉ N° 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>15</sup>

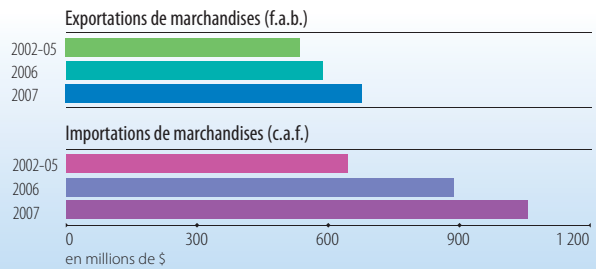
Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTIC)



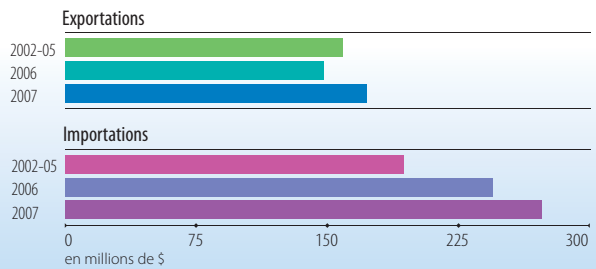
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

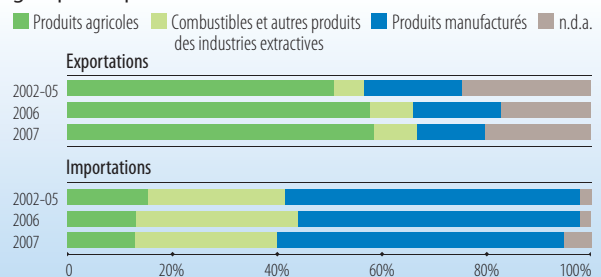
	2005	2006	2007
UE	38,0	35,2	—
Canada	16,0	18,0	—
États-Unis	15,5	15,5	—

Importations par principale origine (% du total)

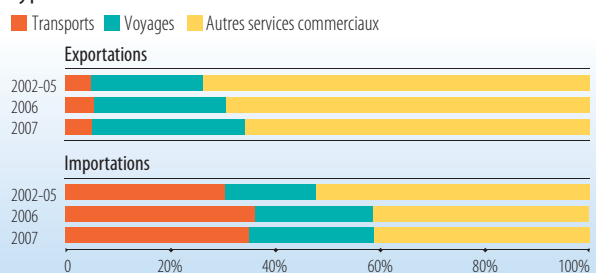
	2005	2006	2007
Trinité-et-Tobago	33,3	33,6	—
États-Unis	31,1	27,2	—
UE	8,4	9,8	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



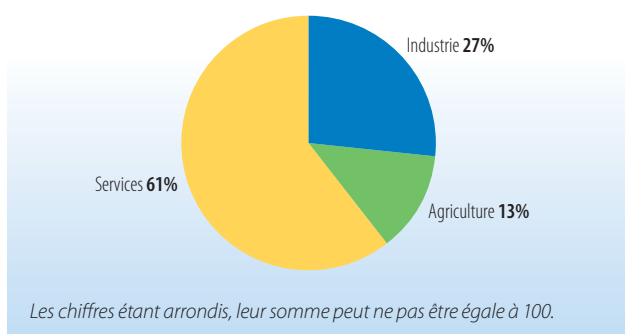
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



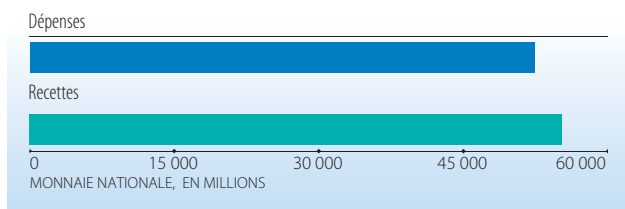
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	7 091
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	12 279
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	6,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	3 810
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRIT)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	22,2
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2003) <sup>2</sup>	58,3
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2005) <sup>5</sup>	33,4
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	117 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	5,7

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 15 CCI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

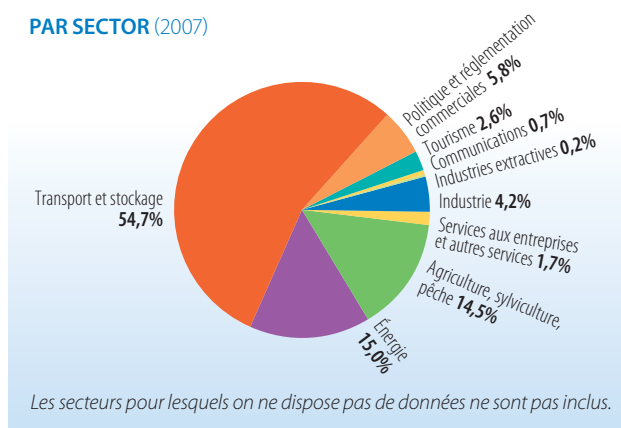
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	1,9	1,7	0,5
Infrastructure économique	81,6	21,1	13,0
Renforcement de la capacité de production	79,5	7,1	17,8
dont : marqueur du développement du commerce	–	2,5	10,0
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>163,0</b>	<b>29,9</b>	<b>31,3</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>24,6</b>	<b>4,2</b>	<b>4,4</b>

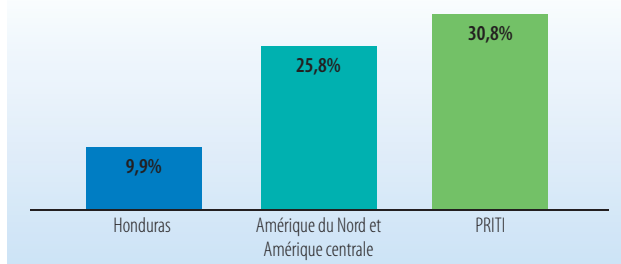
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

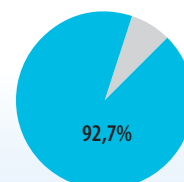
Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)



## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

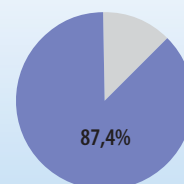
### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	11,2	Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce
Allemagne	9,0	
États-Unis	3,9	
Espagne	2,6	
Irlande	0,9	
Danemark	0,7	



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	8,9	Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce
Japon	6,3	
Espagne	6,0	
Allemagne	2,2	
Irlande	0,9	
CE	0,9	

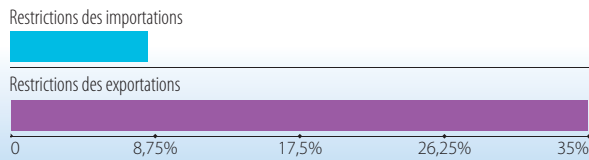




## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans **diverses stratégies sectorielles**.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2005)<sup>12</sup>



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

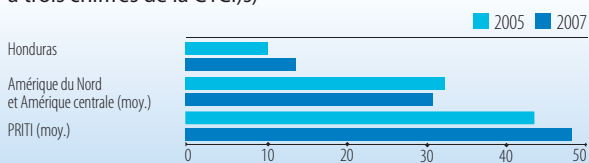
### PRIORITÉ N°1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués



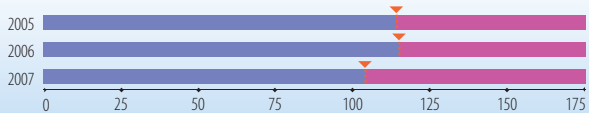
### PRIORITÉ N° 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>14</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCL)s



### PRIORITÉ N° 3 : COMPÉTITIVITÉ<sup>15</sup>

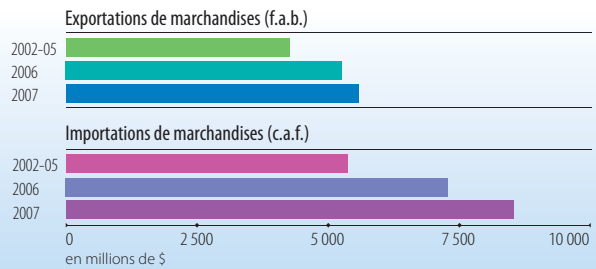
Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



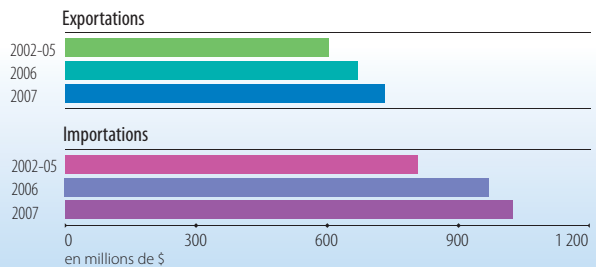
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

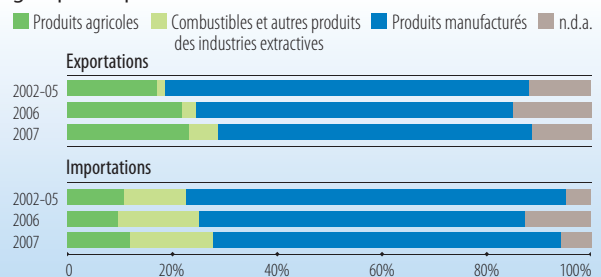
	2005	2006	2007
États-Unis	41,6	52,2	42,8
UE	22,1	22,8	20,3
El Salvador	9,8	Mexique 4,8	Guatemala 9,2

Importations par principale origine (% du total)

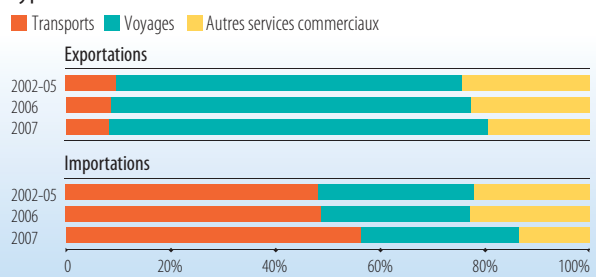
	2005	2006	2007
États-Unis	36,8	45,1	40
Guatemala	7,8	6,9	8,3
UE	6,9	6,3	6,6

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



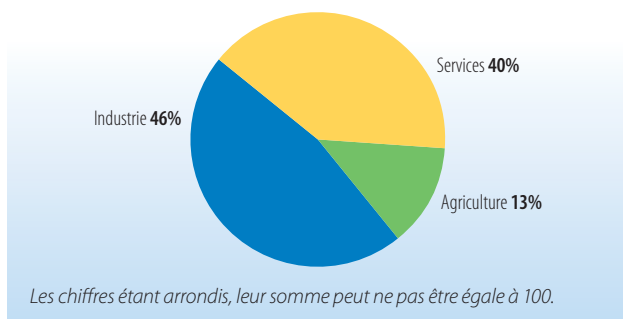
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



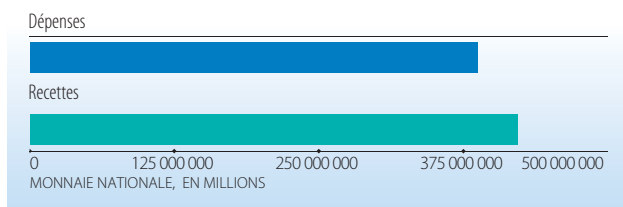
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	225 630
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	432 817
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	6,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	3 728
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	21,4
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2005) <sup>2</sup>	47,3
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	30,6
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	109 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,4

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2004)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Banque mondiale – *Doing Business*
- 14 CCI
- 15 Lignes fixes et mobiles: UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité: Banque mondiale – WDIs
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

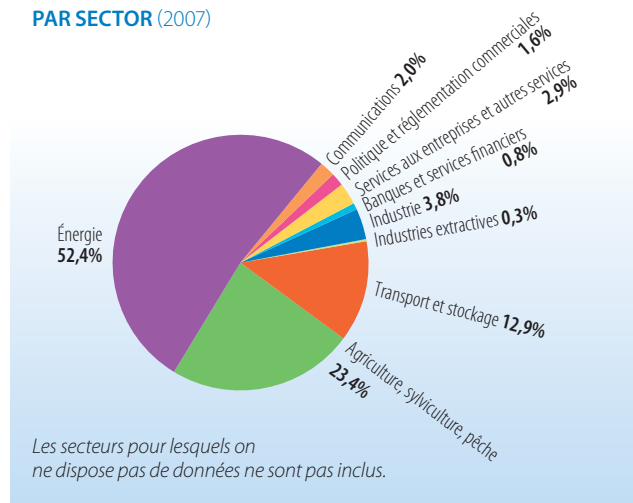
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

### APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	7,9	12,7	7,0
Infrastructure économique	743,3	531,3	341,9
Renforcement de la capacité de production	235,7	245,8	255,9
dont : marqueur du développement du commerce	–	9,1	2,1
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>986,9</b>	<b>789,8</b>	<b>604,8</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>4,6</b>	<b>3,5</b>	<b>2,7</b>

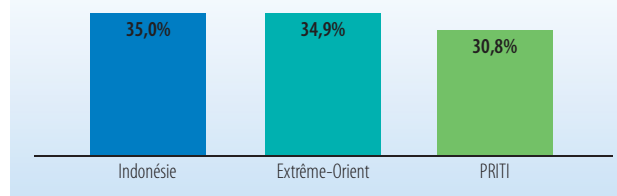
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

### PAR SECTEUR (2007)



### PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

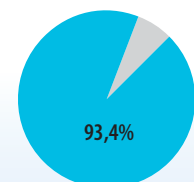


### PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

#### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	588,5
Banque mondiale	101,9
Corée	29,1
Australie	17,8
BAD	16,3
Allemagne	15,1

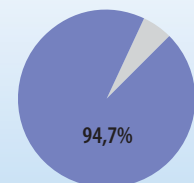
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



#### Décassements 2006-2007 (moyenne)

Japon	472,8
Allemagne	42,7
Australie	34,2
Royaume-Uni	14,6
France	13,3
CE	10,2

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

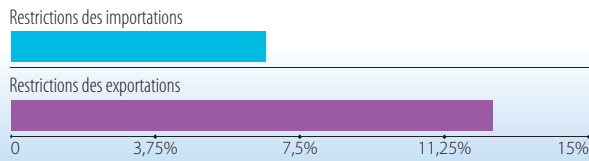




## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

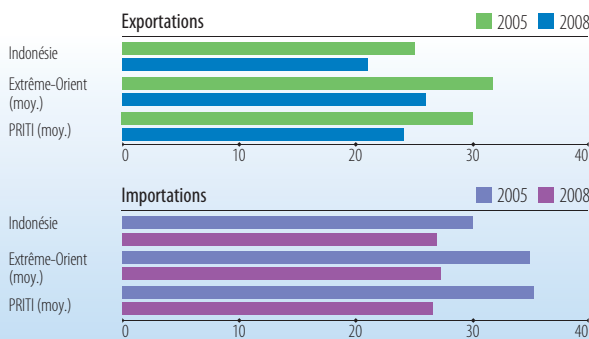
### INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



### INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

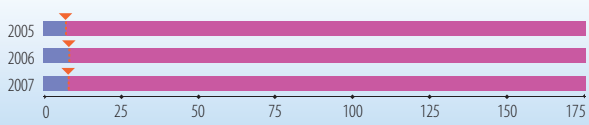
#### PRIORITÉ N° 1 : FACILITATION DES ÉCHANGES<sup>13</sup>

Nombre de jours requis pour le commerce frontalier

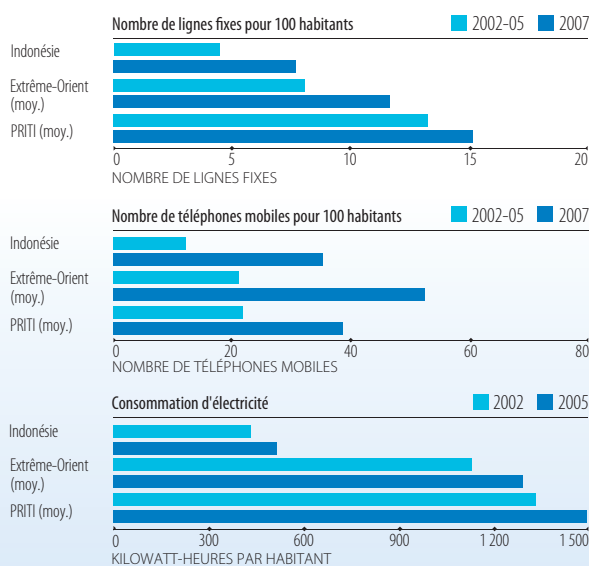


#### PRIORITÉ N° 2 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



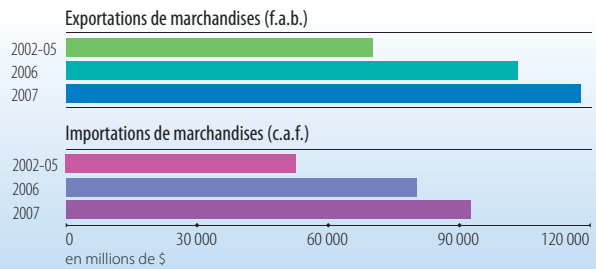
#### PRIORITÉ N° 3 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>15</sup>



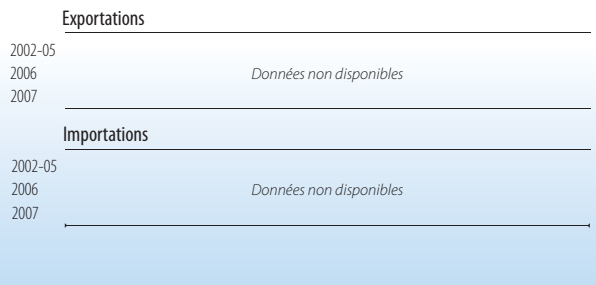
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

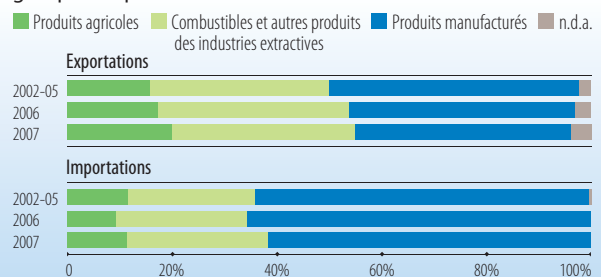
	2005	2006	2007
Japon	21,1	21,6	20,7
UE	12,1	12	11,7
États-Unis	11,5	11,2	10,2

Importations par principale origine (% du total)

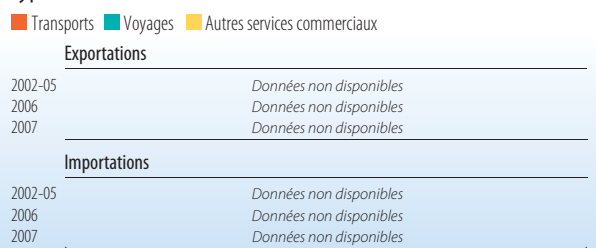
	2005	2006	2007
Singapour	16,4	16,4	13,2
Japon	12	10,9	11,5
UE	10,2	9,9	10,3

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

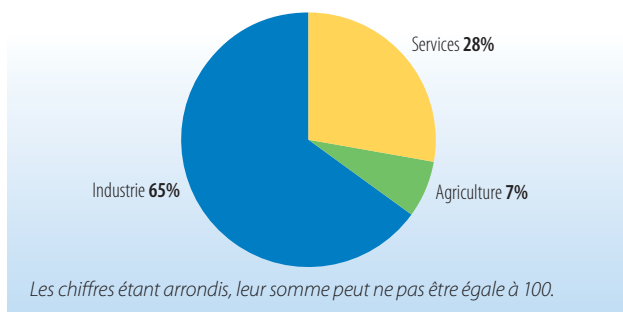




## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	24 392
PIB (millions de \$ courants, 2003) <sup>1</sup>	12 602
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2000) <sup>2</sup>	-4,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	-
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	-
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	-
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2003) <sup>5</sup>	21,3
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	- / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB) <sup>7</sup>	-

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses	Données non disponibles
Recettes	Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Banque mondiale – *Doing Business*
- 14 Lignes fixes et mobiles: UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité: Banque mondiale – WDI
- 15 Forum économique mondial – *Global Enabling Trade Report 2009*
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

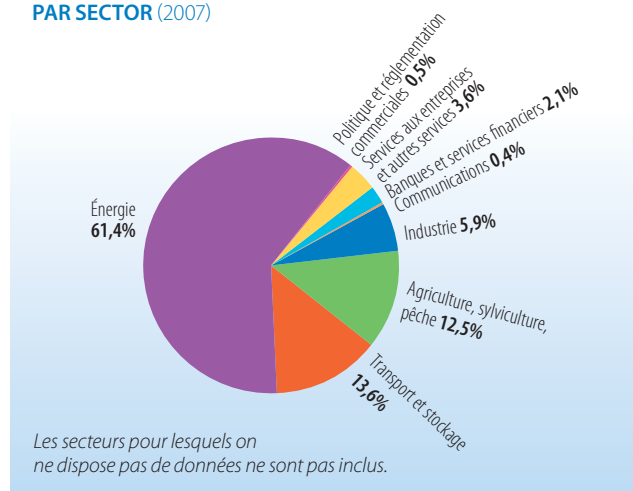
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,2	5,2	0,1
Infrastructure économique	1 193,4	847,0	1 186,3
Renforcement de la capacité de production	785,6	270,5	375,6
dont : marqueur du développement du commerce	-	37,4	49,3
Ajustement lié au commerce	-	-	-
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>1 979,2</b>	<b>1 122,7</b>	<b>1 562,0</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

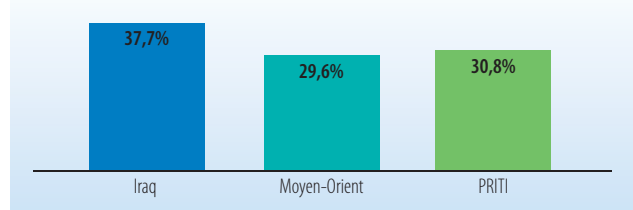
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

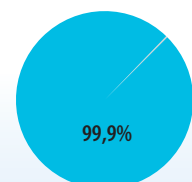


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	1 430,2
Banque mondiale	144,7
Corée	12,2
CE	4,1
Suède	3,9
Japon	1,4

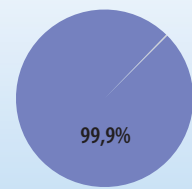
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	2 123,9
Royaume-Uni	20,1
Corée	12,1
Suède	3,6
Danemark	3,0
Japon	1,4

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

Données non disponibles

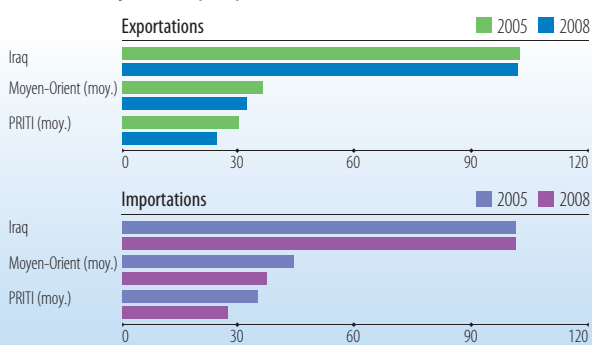
Restrictions des exportations

Données non disponibles

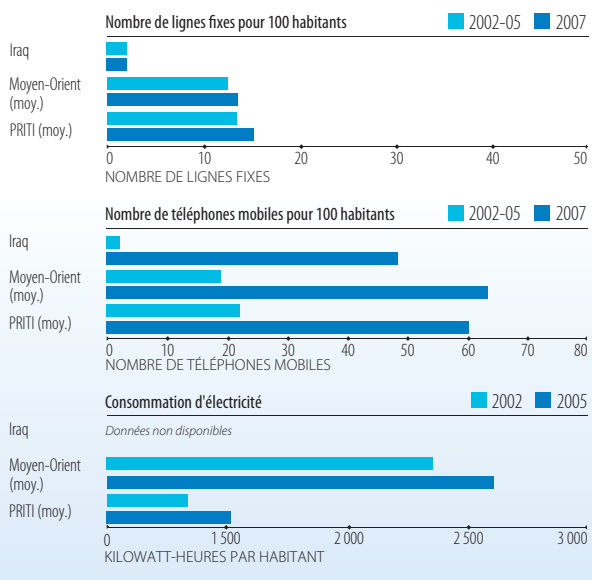
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : FACILITATION DES ÉCHANGES<sup>13</sup>

Nombre de jours requis pour le commerce frontalier

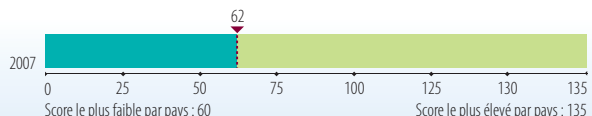


### PRIORITÉ N° 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>14</sup>

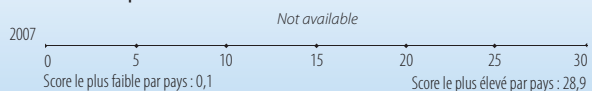


### PRIORITÉ N° 3 : INFRASTRUCTURE TRANSFRONTIÈRES<sup>15</sup>

Indice de connectivité en matière de transbordement



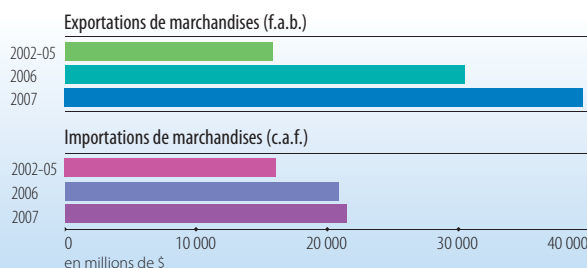
Densité aéroportuaire



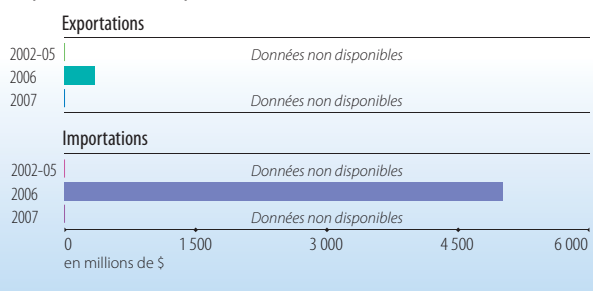
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

Année	2005	2006	2007
1	-	-	-
2	-	-	-
3	-	-	-

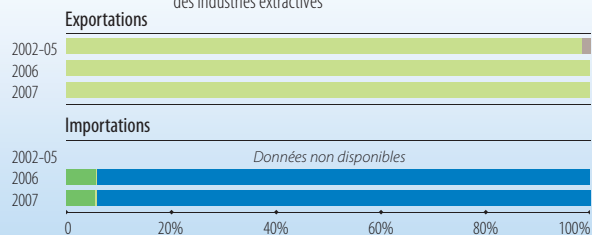
Importations par principale origine (% du total)

Année	2005	2006	2007
1	-	-	-
2	-	-	-
3	-	-	-

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

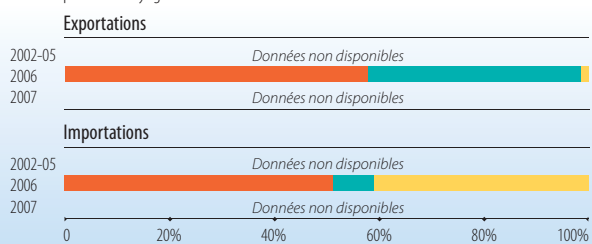
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

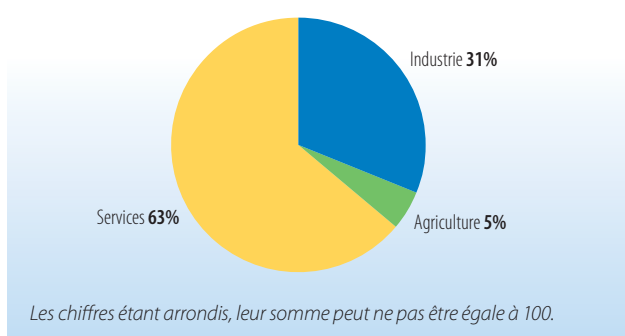
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



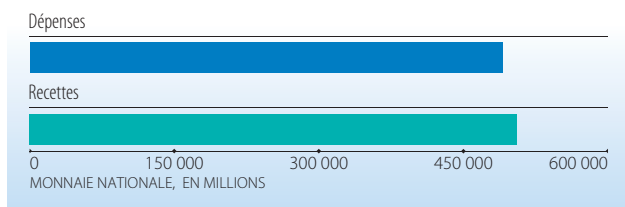
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	2 677
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	10 739
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	-7,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	6 689
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2004) <sup>4</sup>	<2
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2004) <sup>2</sup>	51,6
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2006) <sup>5</sup>	45,8
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	87/179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,4

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles: UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité: Banque mondiale – WDI
- 14 CCI
- 15 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

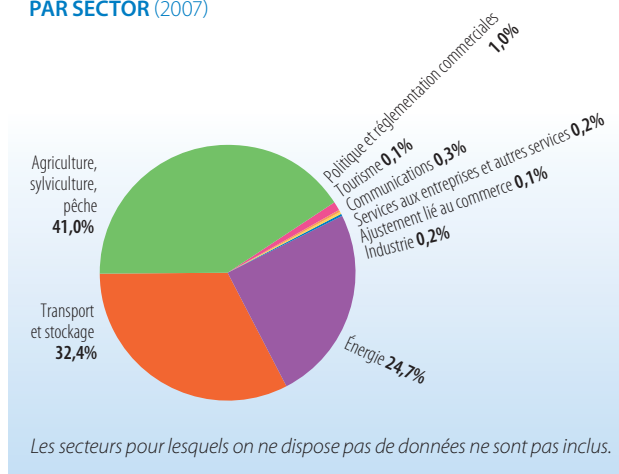
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	1,4	0,5	2,3
Infrastructure économique	8,4	26,7	20,7
Renforcement de la capacité de production	20,8	19,4	13,7
dont : marqueur du développement du commerce	–	3,7	0,0
Ajustement lié au commerce	–	0,0	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>30,6</b>	<b>46,6</b>	<b>36,7</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>11,6</b>	<b>17,4</b>	<b>13,7</b>

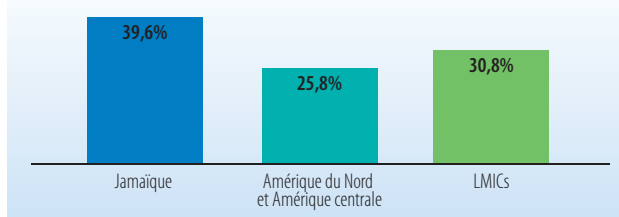
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

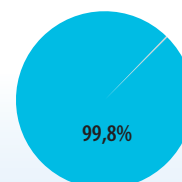


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	23,7
États-Unis	6,7
Japon	0,8
Royaume-Uni	0,3
OMC	0,0
Pays-Bas	0,0

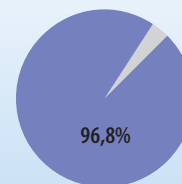
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	21,9
Belgique	3,1
États-Unis	2,2
Japon	0,8
Canada	0,5
Suède	0,1

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

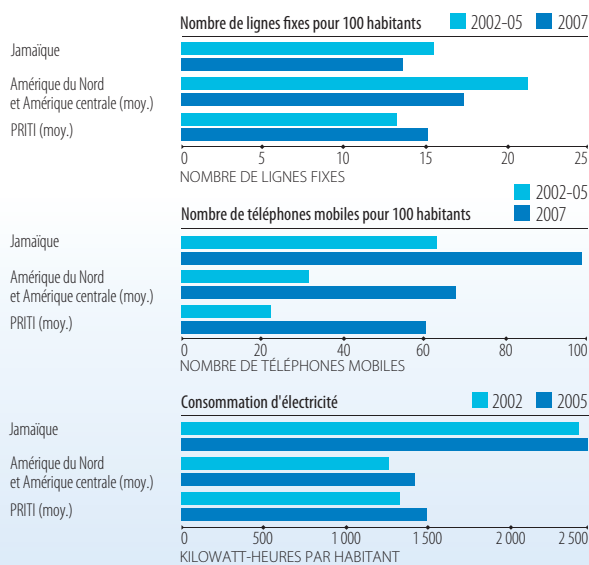
Données non disponibles

Restrictions des exportations

Données non disponibles

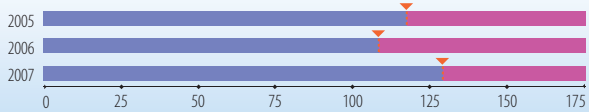
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>



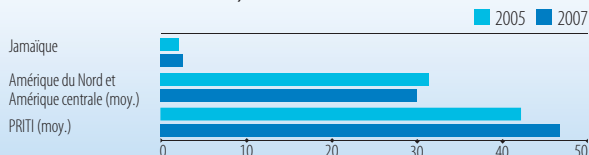
### PRIORITÉ N° 2 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



### PRIORITÉ N° 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>15</sup>

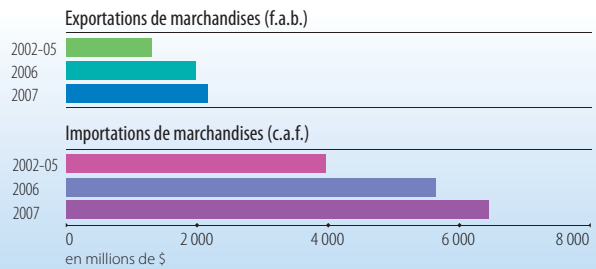
Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



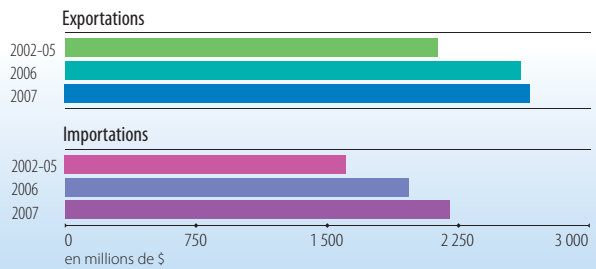
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

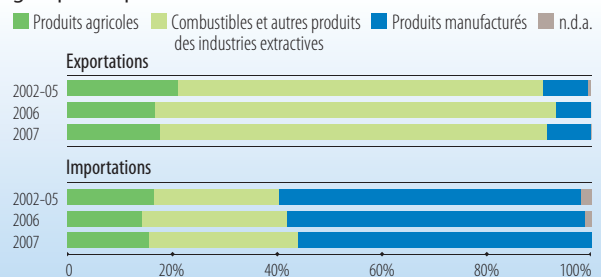
	2005	2006	2007
États-Unis	25,6	30,4	37,2
UE	24,0	24,5	26,8
Canada	19,4	15,6	15,0

Importations par principale origine (% du total)

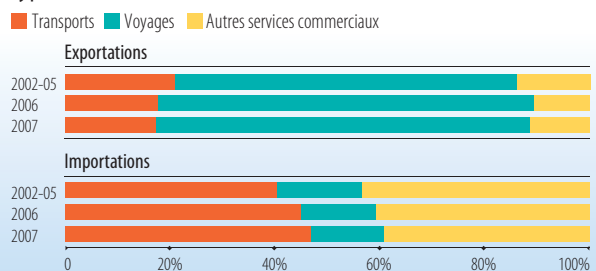
	2005	2006	2007
États-Unis	41,6	36,8	40,4
Trinité-et-Tobago	15,0	11,5	15,7
UE	7,2	Venezuela, RB	Venezuela, RB
		10,7	10,7

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



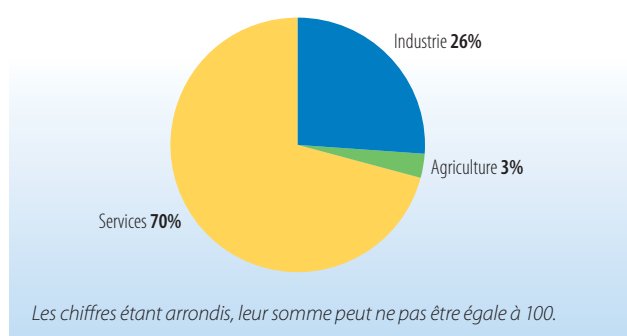
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



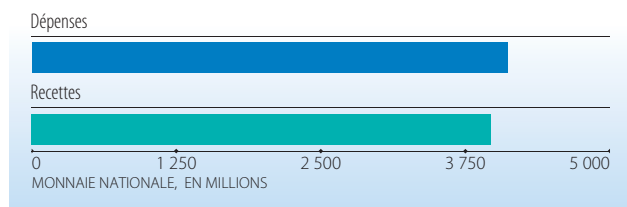
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	5 719
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	15 832
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	4 903
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2006) <sup>4</sup>	<2
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2002) <sup>2</sup>	46,3
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2005) <sup>5</sup>	25,9
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	90 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	3,9

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 15 Lignes fixes et mobiles: UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité: Banque mondiale – WDI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

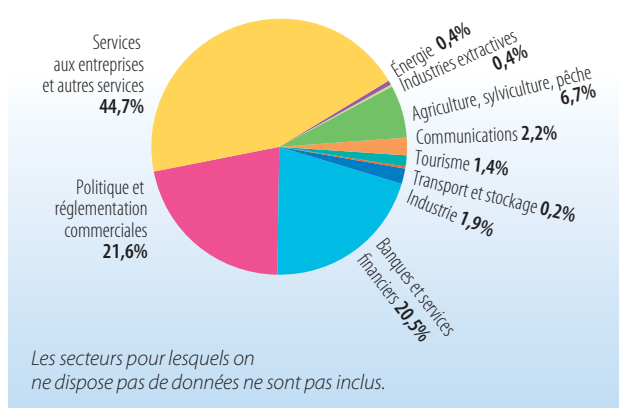
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	11,8	14,2	4,4
Infrastructure économique	2,5	1,8	1,5
Renforcement de la capacité de production	22,7	49,8	31,1
dont : marqueur du développement du commerce	–	30,6	1,1
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>37,1</b>	<b>65,8</b>	<b>37,0</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>7,1</b>	<b>11,5</b>	<b>6,5</b>

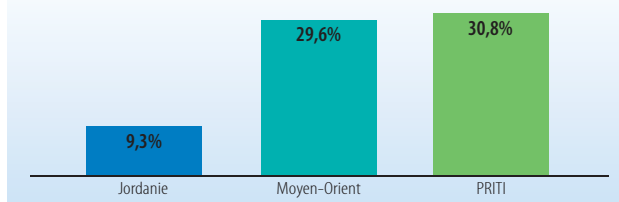
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

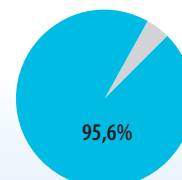
Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)



## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

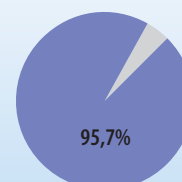
### Engagements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	14,9	Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce
CE	9,2	
Espagne	5,8	
Japon	1,9	
France	1,7	
Allemagne	0,9	



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	30,0	Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce
Japon	2,8	
États-Unis	1,9	
Allemagne	0,7	
Espagne	0,4	
Suisse	0,3	

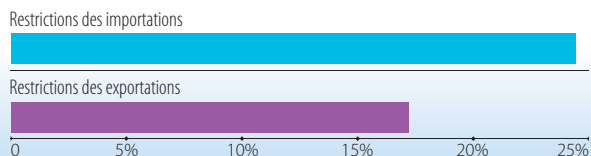




## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est pleinement **intégré** dans le plan de développement national.

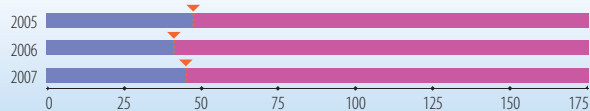
### INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



### INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

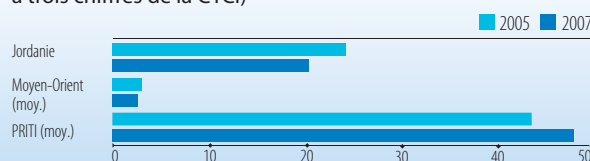
#### PRIORITÉ N° 1 : COMPÉTITIVITÉ<sup>13</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)

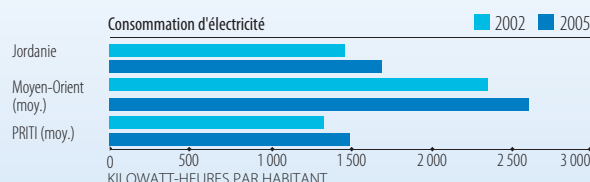
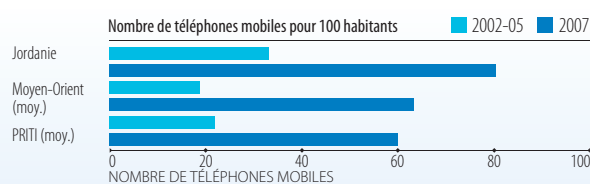
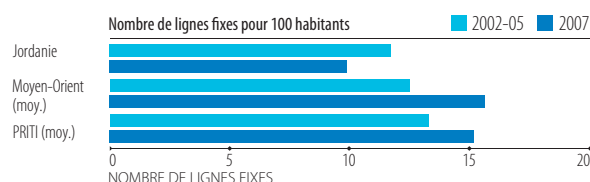


#### PRIORITÉ N° 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>14</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



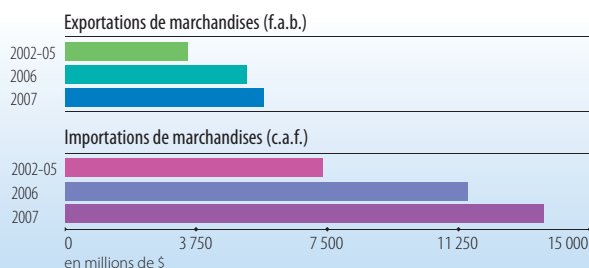
#### PRIORITÉ N° 3 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>15</sup>



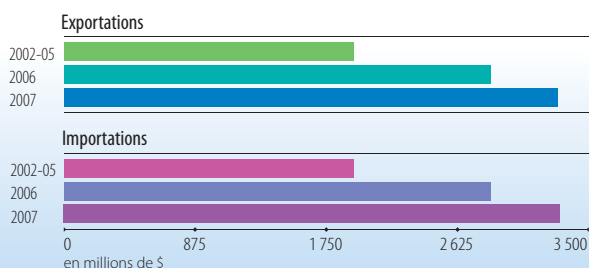
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

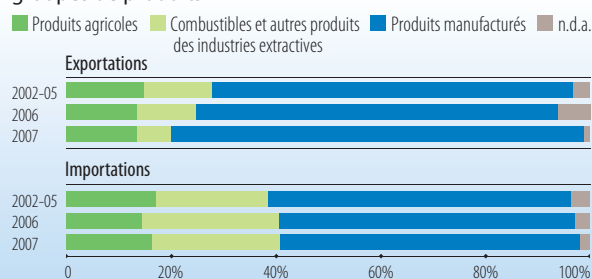
	2005	2006	2007
États-Unis	26,3	25,1	21,8
Iraq	17,1	12,3	12,7
Inde	8,1	7,7	8,3

Importations par principale origine (% du total)

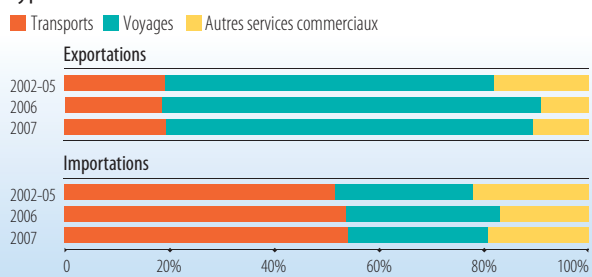
	2005	2006	2007
États-Unis	24,6	Arabie saoudite 25,6	États-Unis 24,7
Arabie saoudite	23,7	États-Unis 23,6	Arabie saoudite 21
Chine	9,2	Chine 10,4	Chine 9,7

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



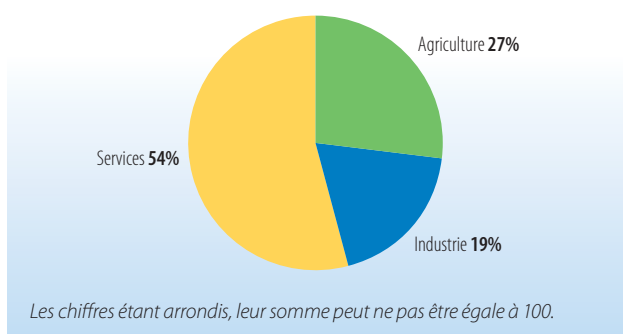
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



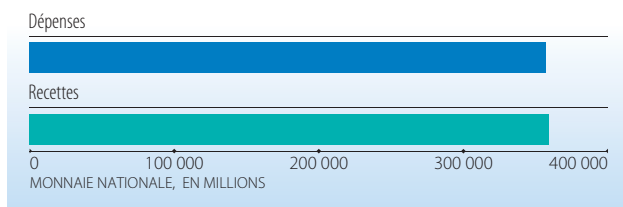
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	37 531
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	29 509
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	7
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	1 535
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Autres pays à faible revenu (APFR)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005-06) <sup>4</sup>	19,7
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 1997) <sup>2</sup>	49,1
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 1997) <sup>5</sup>	32,2
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	144 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	4,1

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde
- 8 2009 (publication)
- 9 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 10 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 11 OCDE – Base de données SNPC
- 12 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles: UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité: Banque mondiale – WDI
- 14 CCI
- 15 CCI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

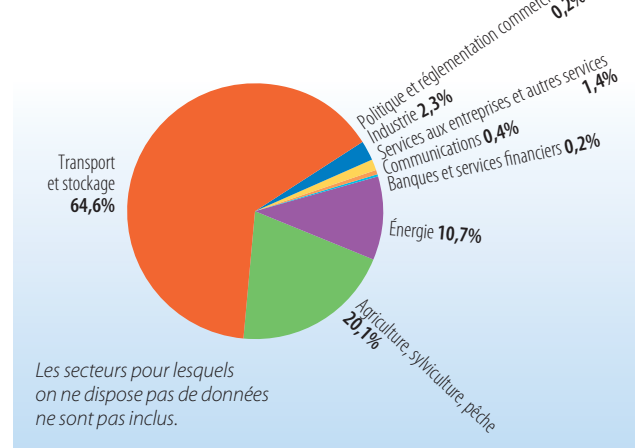
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	13,4	1,4	1,7
Infrastructure économique	174,5	557,3	92,5
Renforcement de la capacité de production	112,1	177,5	87,4
dont : marqueur du développement du commerce	–	4,7	1,9
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>300,0</b>	<b>736,2</b>	<b>181,6</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>8,8</b>	<b>19,6</b>	<b>4,8</b>

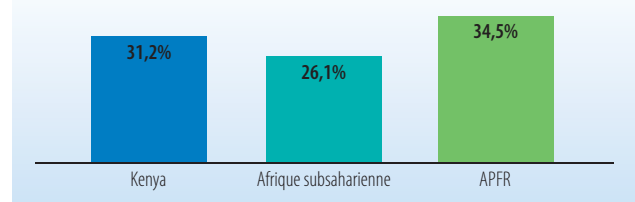
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

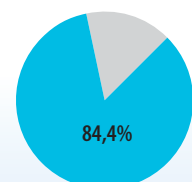


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	148,9
BAfD	115,1
Banque mondiale	56,1
CE	49,1
France	36,8
Suède	28,7

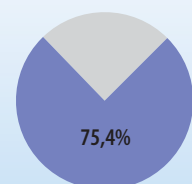
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décèsissements 2006-2007 (moyenne)

Japon	37,9
CE	32,7
France	17,8
Suède	12,7
Danemark	11,9
États-Unis	10,9

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



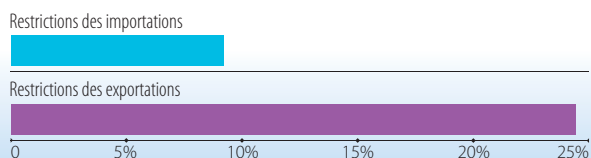




## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

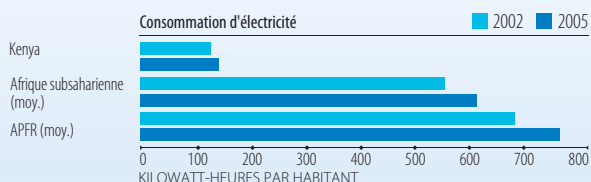
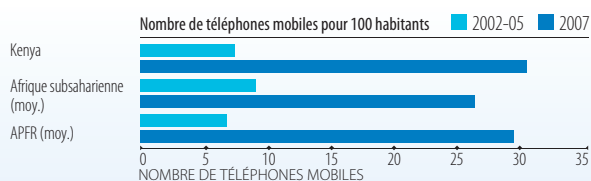
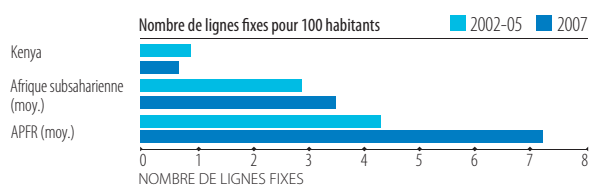
Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans le **budget annuel**, dans **diverses stratégies sectorielles** et dans une **stratégie intersectorielle**.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>



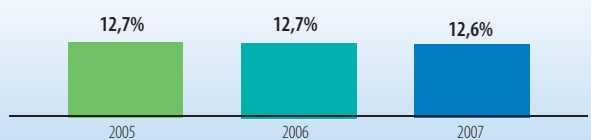
### PRIORITÉ N° 2 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



### PRIORITÉ N° 3 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>15</sup>

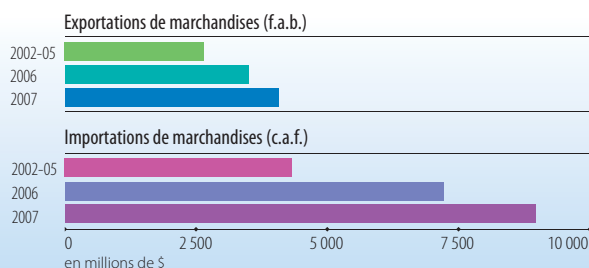
Moyenne simple des taux NPF appliqués



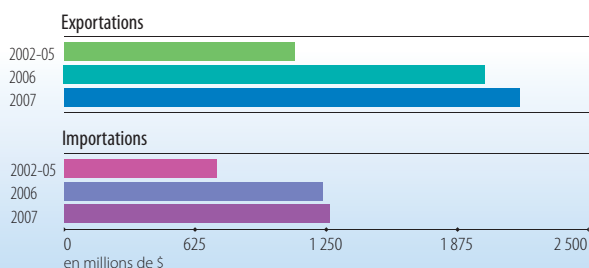
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
UE	24,0	26,4	26,6
Ouganda	17,8	11,1	12,2
Tanzanie	7,5	8,1	8,1

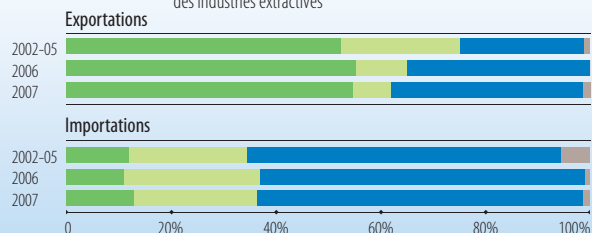
Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
UE	27,5	22,7	20,2
Émirats arabes unis	13,7	14,9	14,8
Afrique du Sud	9,2	7,2	9,4

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

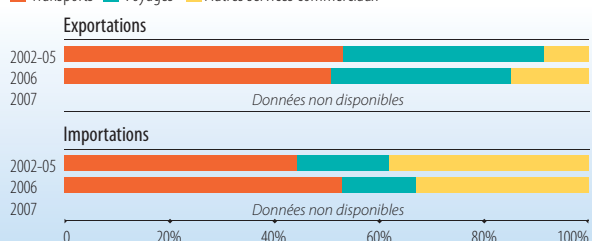
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

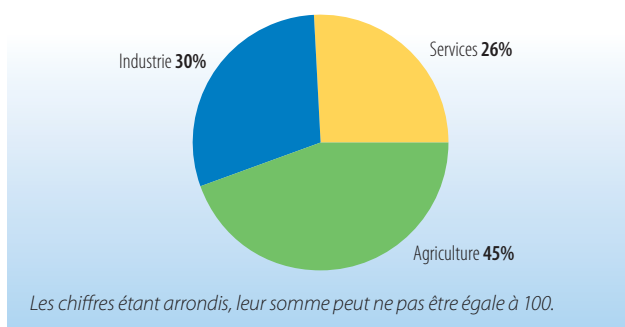
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



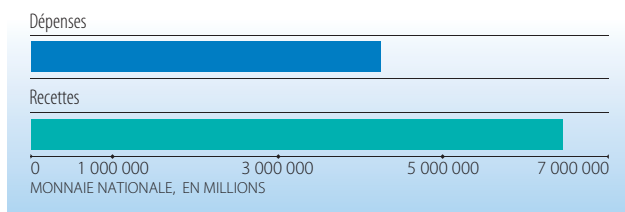
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	5 860
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	4 008
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	7,9
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	2 140
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2002-03) <sup>4</sup>	44
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2002) <sup>2</sup>	43,3
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2005) <sup>5</sup>	50,2
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	133 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	12,1

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 14 ONU – Base de données Comtrade

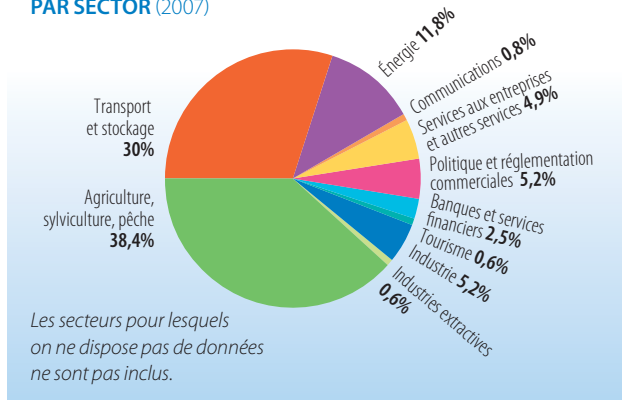
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,6	6,8	1,4
Infrastructure économique	64,3	55,1	43,2
Renforcement de la capacité de production	49,8	67,5	50,4
dont : marqueur du développement du commerce	–	0,4	0,0
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>114,7</b>	<b>129,3</b>	<b>95,1</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>20,7</b>	<b>22,1</b>	<b>16,2</b>

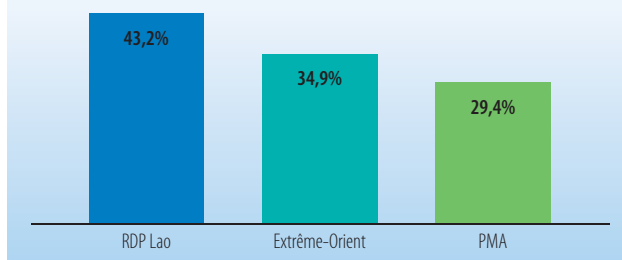
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

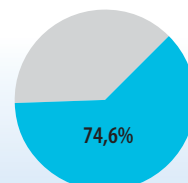


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	24,6
Suède	15,4
Banque mondiale	14,8
Corée	14,3
France	10,6
Allemagne	7,3

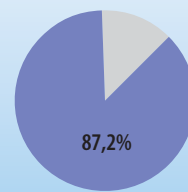
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Japon	34,9
France	11,9
Suède	9,7
Allemagne	9,5
Australie	6,2
Norvège	4,9

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national.

L'EDIC **reflète partiellement** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 :

Plus de trois priorités choisies, sans classement. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

### PRIORITÉ N° 2 :

Plus de trois priorités choisies, sans classement. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

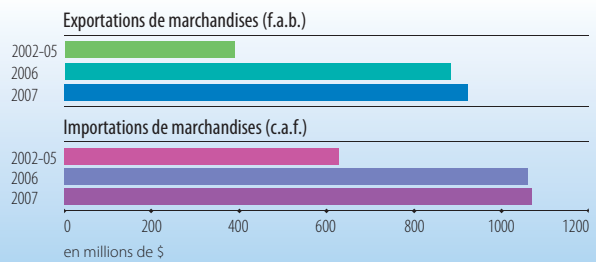
### PRIORITÉ N° 3 :

Plus de trois priorités choisies, sans classement. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

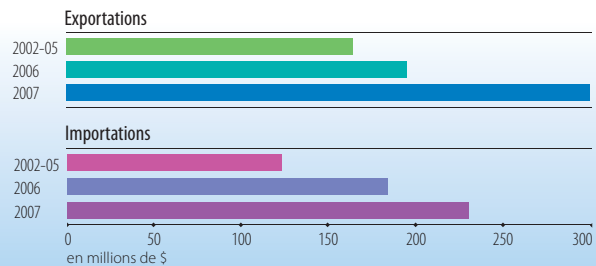
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>13</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>14</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
<i>Données non disponibles</i>		–	–
–	–	–	–
–	–	–	–

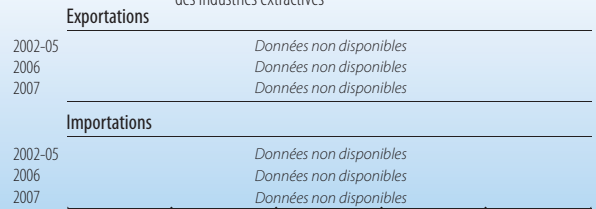
Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
<i>Données non disponibles</i>		–	–
–	–	–	–
–	–	–	–

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>13</sup>

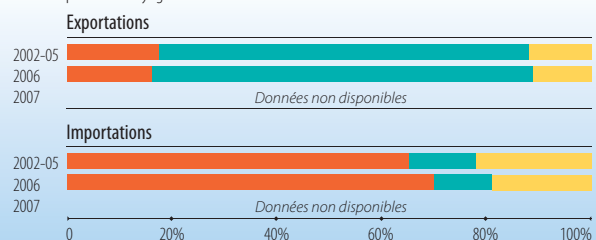
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

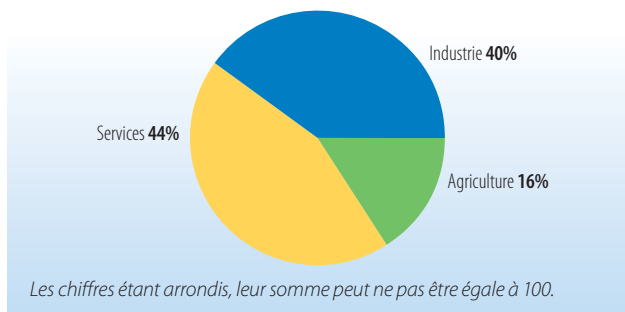
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



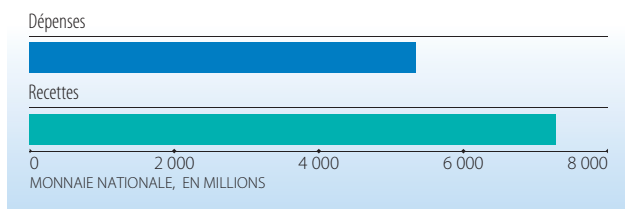
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	2 006
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	1 600
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	4,9
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	1 542
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2002-03) <sup>4</sup>	43,4
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 1999) <sup>5</sup>	51
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	155 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	3,8

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

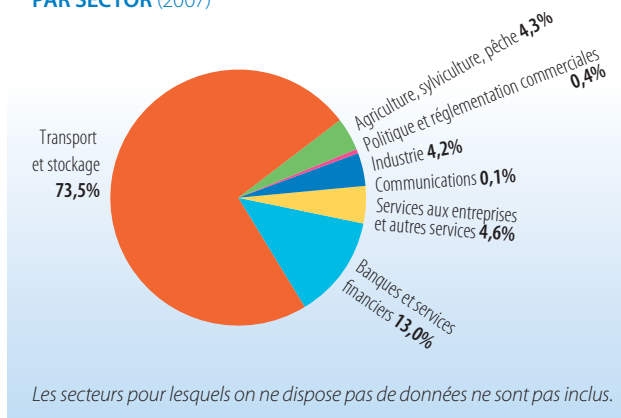
- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 15 Forum économique mondial *Global Enabling Trade Report 2009*
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

## APPORTS D'AIDE <sup>D</sup>

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,2	0,2
Infrastructure économique	12,4	45,7	0,5
Renforcement de la capacité de production	1,5	6,2	0,5
dont : marqueur du développement du commerce	–	–	–
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>14,0</b>	<b>62,2</b>	<b>1,2</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>7,1</b>	<b>31,0</b>	<b>0,6</b>

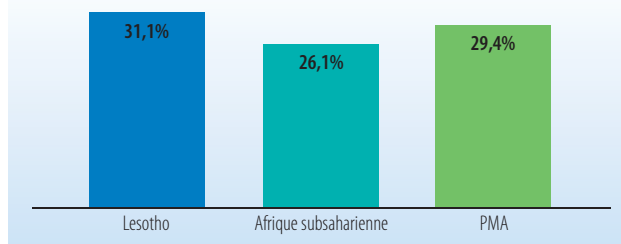
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

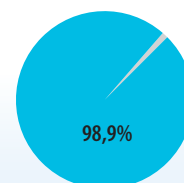


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	18,0
Banque mondiale	11,6
BaFD	4,8
FIDA	4,0
Allemagne	0,9
Norvège	0,2

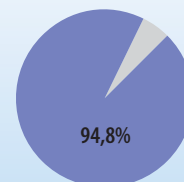
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	1,1
Allemagne	0,8
Norvège	0,2
Irlande	0,2
PNUD	0,1
Japon	0,1

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

L'EDIC **ne reflète pas** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

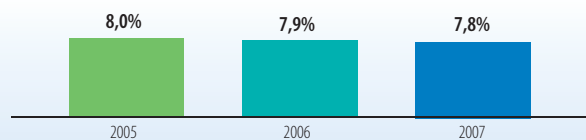
Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

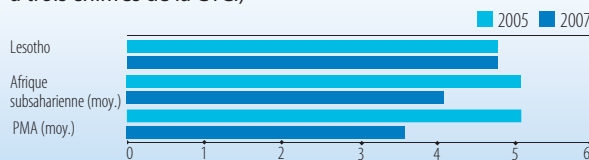
### PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués



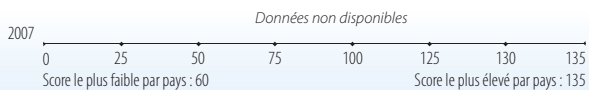
### PRIORITÉ N° 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>14</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTIC)

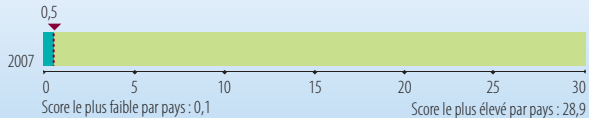


### PRIORITÉ N° 3 : INFRASTRUCTURE TRANSFRONTIÈRES<sup>15</sup>

Indice de connectivité en matière de transbordement



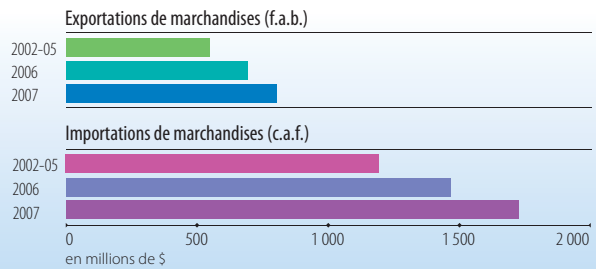
Densité aéroportuaire



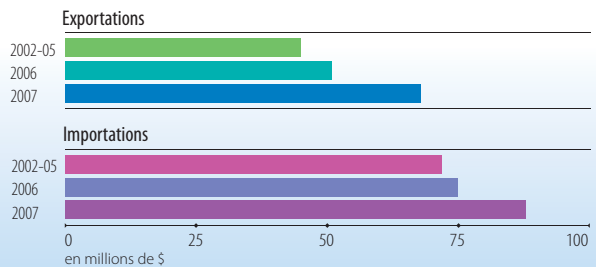
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2004	2006	2007
États-Unis	68,5	—	—
Afrique du Sud	17,6	—	—
UE	9,9	—	—

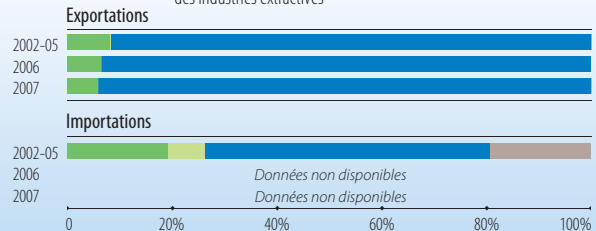
Importations par principale origine (% du total)

	2004	2006	2007
Afrique du Sud	78,2	—	—
Taipei chinois	6,3	—	—
Hong Kong, Chine	5,7	—	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

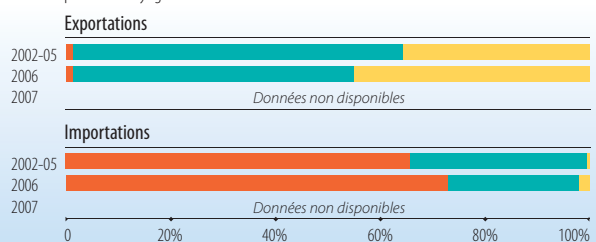
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

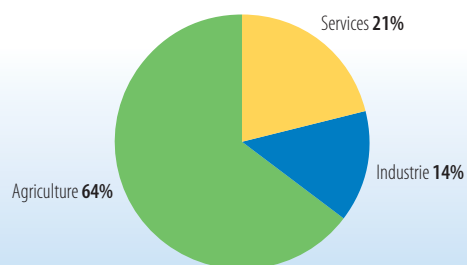
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	3 800
PIB (millions de \$ courants) <sup>1</sup>	–
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	9,4
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	358
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2007) <sup>4</sup>	83,7
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2002) <sup>5</sup>	11,4
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	176 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	56,3

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses

Données non disponibles

Recettes

Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- Banque mondiale
- OMC – Profils commerciaux 2008
- CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- BIT – Département de statistique
- PNUD – RDH (2007/2008)
- Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies  
FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- OCDE – Base de données SNPC
- Réponses au questionnaire
- Banque mondiale – Indices OTRI
- Lignes fixes et mobiles: UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité: Banque mondiale – WDI
- CCI – *Trade Competitiveness Map*
- OMC – Base de données statistiques en ligne
- ONU – Base de données Comtrade

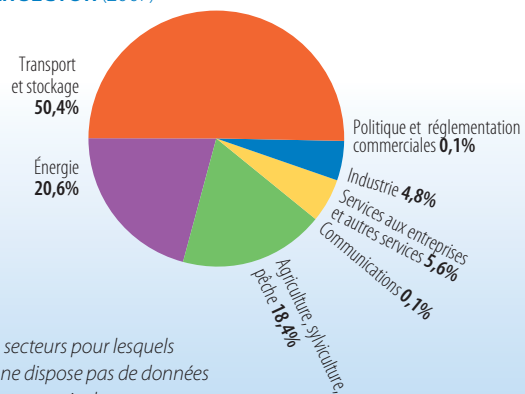
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	–	0,1	0,0
Infrastructure économique	0,1	63,0	3,2
Renforcement de la capacité de production	0,7	25,5	2,0
dont : marqueur du développement du commerce	–	2,4	0,3
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>0,8</b>	<b>88,6</b>	<b>5,2</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>0,2</b>	<b>23,6</b>	<b>1,4</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

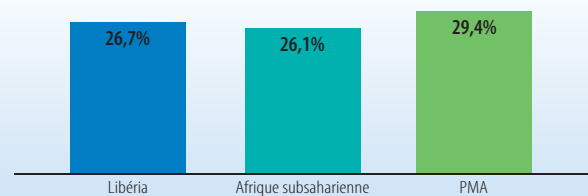
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

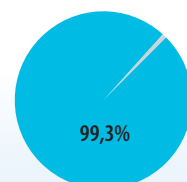


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Banque mondiale	34,8
États-Unis	19,7
CE	7,7
Norvège	3,9
Allemagne	2,5
Irlande	0,4

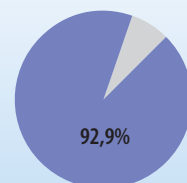
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Norvège	1,0
États-Unis	1,0
Irlande	0,4
CE	0,4
Belgique	0,2
Suisse	0,2

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national.

L'EDIC **reflète pleinement** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

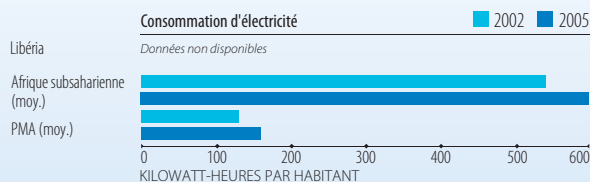
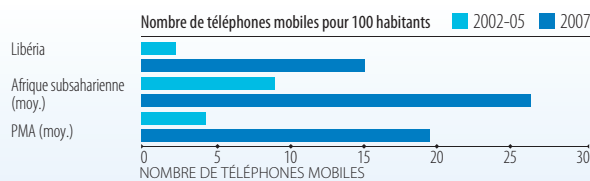
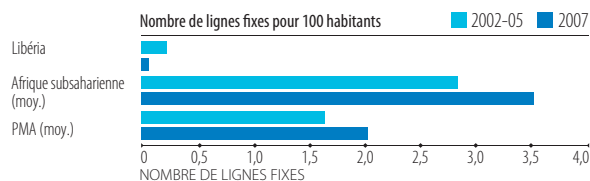
*Données non disponibles*

Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

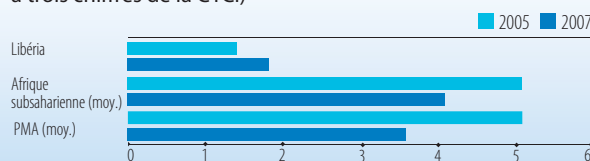
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>



### PRIORITÉ N° 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>14</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



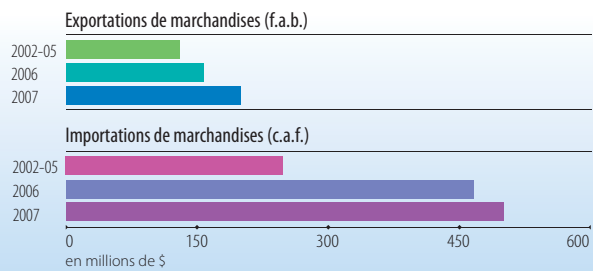
### PRIORITÉ N° 3 : CHAÎNES DE VALEUR

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

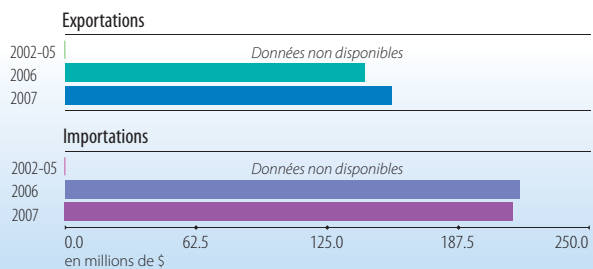
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>15</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



### Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>16</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

2005	2006	2007
–	–	–
–	–	–
–	–	–

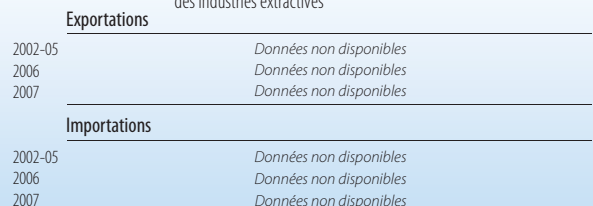
Importations par principale origine (% du total)

2005	2006	2007
–	–	–
–	–	–
–	–	–

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>15</sup>

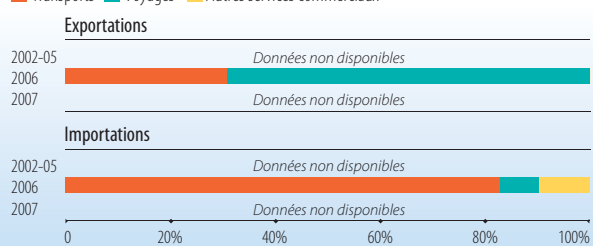
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux

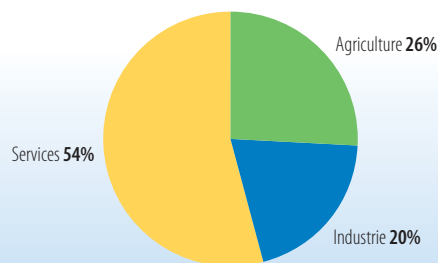




## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	19 670
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	7 326
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	6,2
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	935
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	67,8
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2001) <sup>2</sup>	53,5
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2005) <sup>5</sup>	37,7
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	143 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	13,9

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>

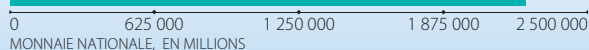


Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET (2007)<sup>9</sup>

Dépenses

Recettes



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Banque mondiale – *Doing Business*
- 14 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 15 ONU – Base de données Comtrade

## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

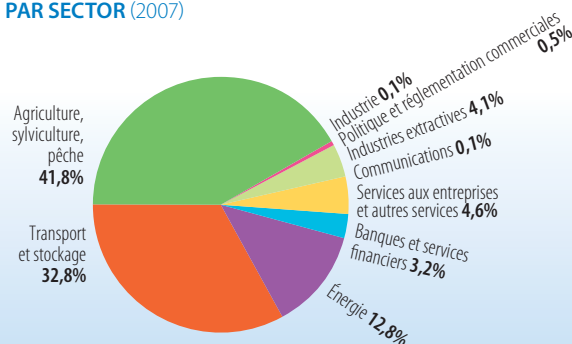
APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,7	0,7
Infrastructure économique	196,5	73,9	92,7
Renforcement de la capacité de production	59,1	87,1	82,4
dont : marqueur du développement du commerce	–	2,6	8,4
Ajustement lié au commerce	–	0,0	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>255,6</b>	<b>161,8</b>	<b>175,7</b>

Aide pour le commerce par habitant (\$)	2002-05	2007
	14,3	8,2

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

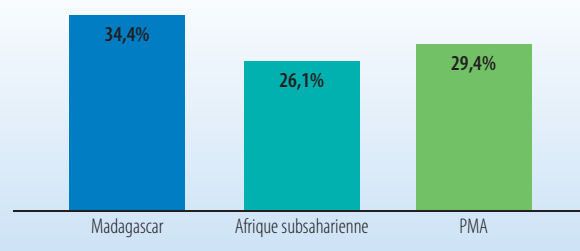
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

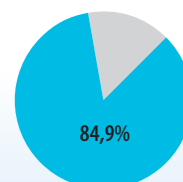


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	38,0
France	32,0
Banque mondiale	29,7
Norvège	9,7
Corée	6,8
Japon	6,2

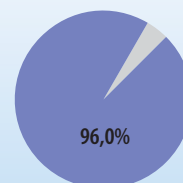
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	85,2
France	34,6
Japon	6,2
États-Unis	5,6
Pays-Bas	5,4
Suisse	4,5

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



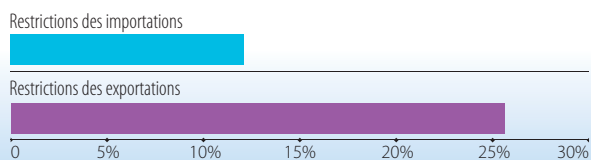


## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

L'EDIC **reflète partiellement** les priorités en matière de commerce.

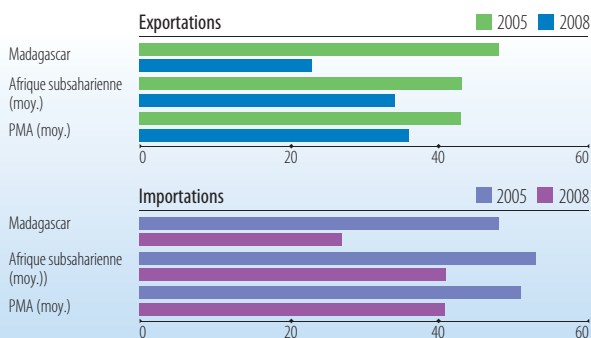
## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : FACILITATION DES ÉCHANGES<sup>13</sup>

Nombre de jours requis pour le commerce frontalier



### PRIORITÉ N° 2 : CHAÎNES DE VALEUR

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

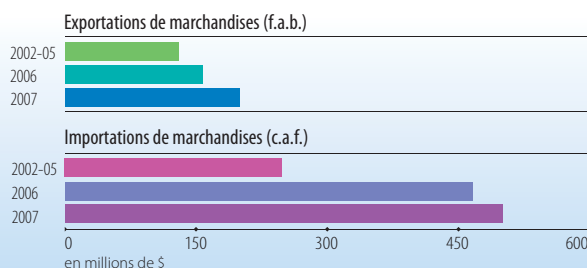
### PRIORITÉ N° 3 : CHAÎNES DE VALEUR

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

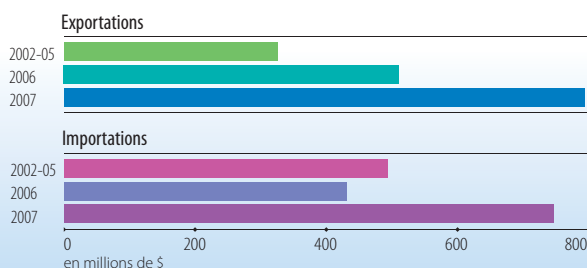
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>14</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>15</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

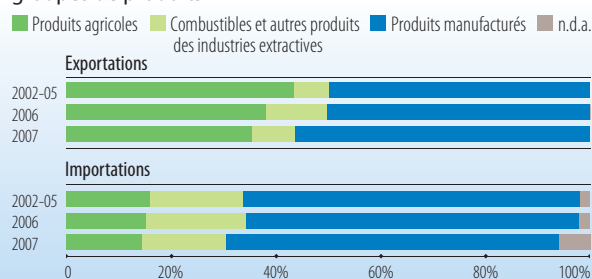
	2005	2006	2007
UE	50,8	60,1	62,7
États-Unis	22,0	15,0	17,7
Chine	4,1	2,2	2,9

Importations par principale origine (% du total)

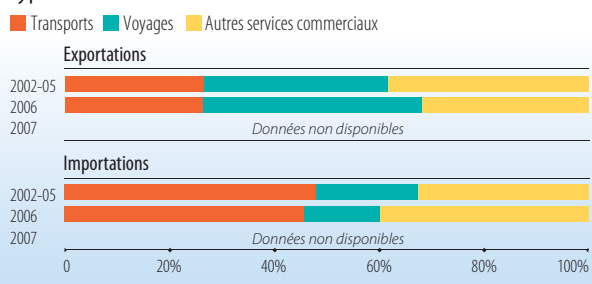
	2005	2006	2007
UE	25,6	23,7	23,1
Chine	13,9	17,8	19,1
Bahreïn	13,1	16,4	15,2

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>14</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



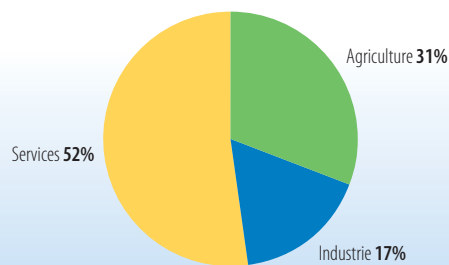
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	13 920
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	3 552
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	7,9
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	756
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2004-05) <sup>4</sup>	73,9
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2004) <sup>2</sup>	46,6
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 1995) <sup>5</sup>	11,3
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	162 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	21,4

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses

Données non disponibles

Recettes

Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Routes revêtues: Banque mondiale – WDI  
Qualité des infrastructures de transport ferroviaire et aérien:  
Forum économique mondial: Global Enabling Trade Report 2009
- 14 Lignes fixes et mobiles: UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité: Banque mondiale – WDI
- 15 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

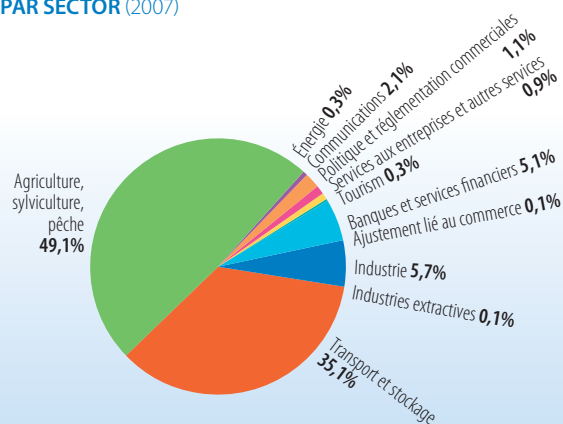
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,5	0,9	1,2
Infrastructure économique	32,3	28,7	13,6
Renforcement de la capacité de production	57,9	46,8	48,9
dont : marqueur du développement du commerce	–	12,2	2,1
Ajustement lié au commerce	–	0,0	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>90,7</b>	<b>76,5</b>	<b>63,7</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>7,1</b>	<b>5,5</b>	<b>4,6</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

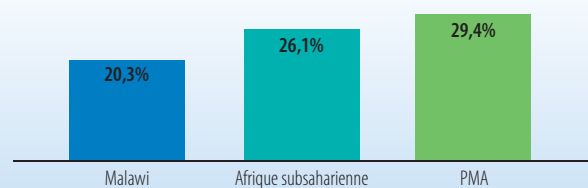
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

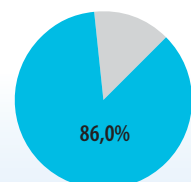


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	18,4
Banque mondiale	16,8
Japon	13,6
Norvège	13,2
BAfD	11,0
États-Unis	6,1

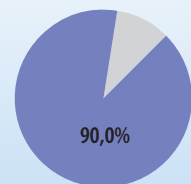
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décassements 2006-2007 (moyenne)

CE	12,5
Japon	12,1
Norvège	8,1
États-Unis	6,6
Royaume-Uni	4,0
Irlande	2,1

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



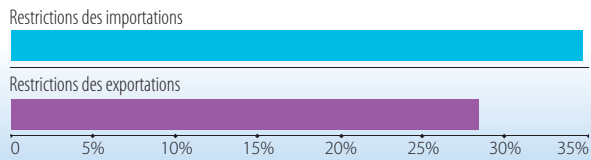


## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

L'EDIC **reflète pleinement** les priorités en matière de commerce.

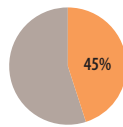
## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



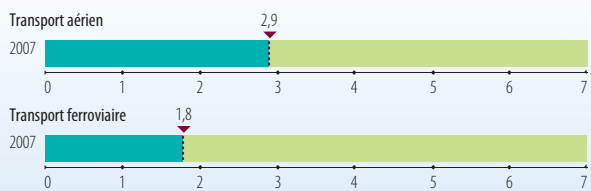
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : AUTRES TRANSPORTS<sup>13</sup>

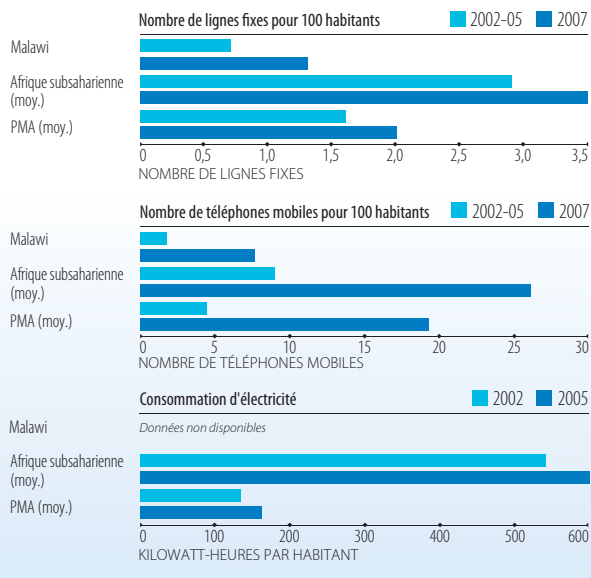
Routes revêtues  
(% des voies de circulation), 2003



Qualité des infrastructures de transport ferroviaire et aérien  
1 = insuffisamment développées, 7 = bien développées et efficaces par comparaison internationale

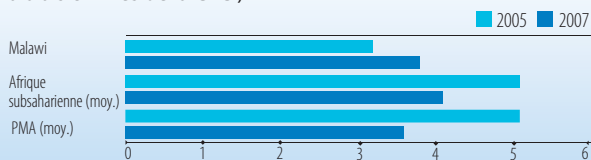


### PRIORITÉ N° 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>14</sup>



### PRIORITÉ N° 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>15</sup>

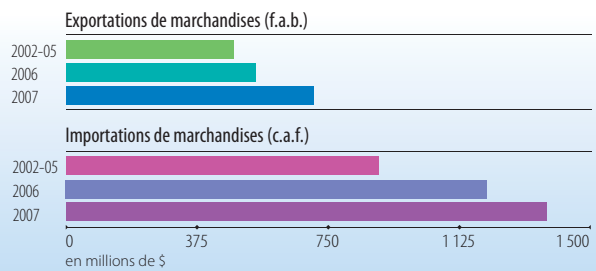
Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTIC)



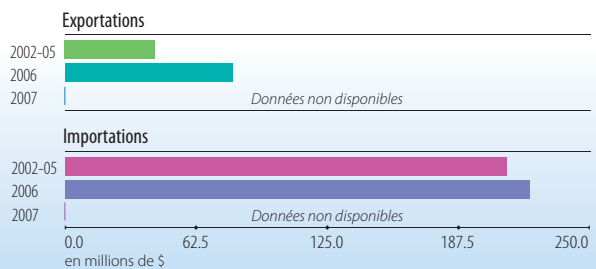
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

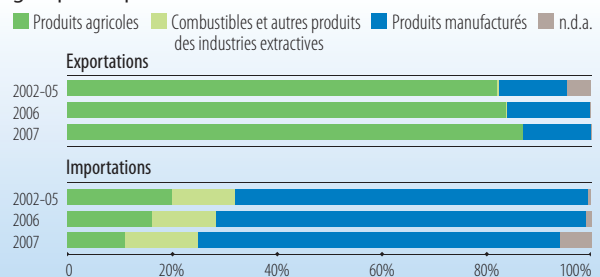
	2005	2006	2007
UE	36,0	39,6	39,0
Afrique du Sud	18,6	22,2	15,2
États-Unis	11,2	8,2	14,8

Importations par principale origine (% du total)

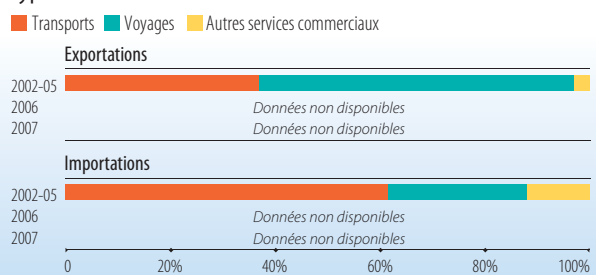
	2005	2006	2007
Afrique du Sud	32,7	35,9	29,1
UE	14,9	14,8	15,8
Mozambique	12,7	12,5	12,2

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



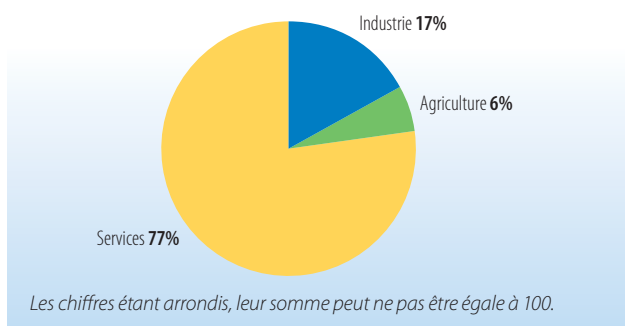
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



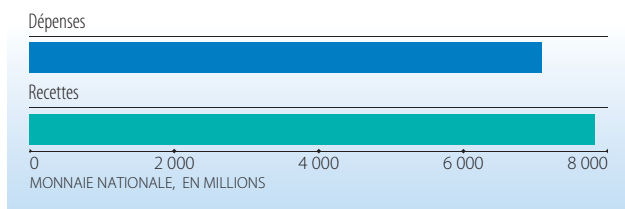
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	305
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	1 049
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	6,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	5 335
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	–
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2006) <sup>5</sup>	30
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	99 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	4,4

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – Government Finance Statistics Yearbook 2007 et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 CCI – Trade Competitiveness Map
- 15 Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

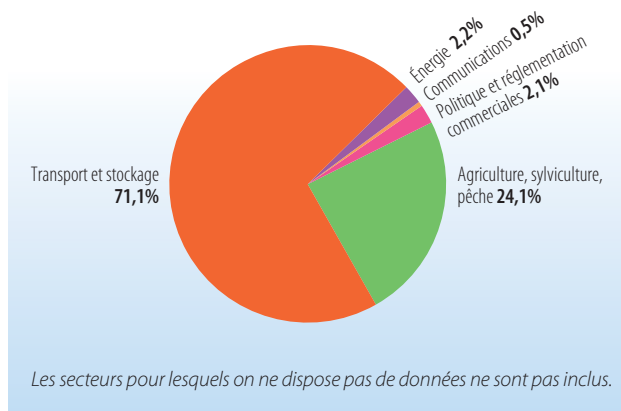
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

### APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,3	0,1
Infrastructure économique	6,1	10,0	4,8
Renforcement de la capacité de production	1,6	3,3	0,0
dont : marqueur du développement du commerce	–	–	–
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>7,7</b>	<b>13,6</b>	<b>4,9</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>26,7</b>	<b>44,5</b>	<b>15,9</b>

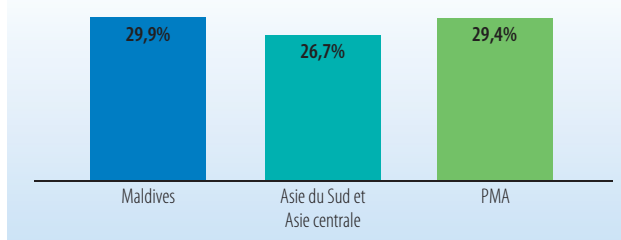
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

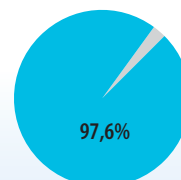


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

BAD	2,6
Pays-Bas	2,2
FIDA	1,6
Japon	0,2
Danemark	0,1
Banque mondiale	0,1

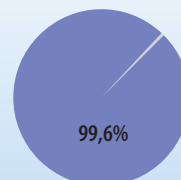
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décassements 2006-2007 (moyenne)

Pays-Bas	2,2
Japon	0,2
Danemark	0,1
Finlande	0,1
OMC	0,0
Corée	0,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans une **stratégie intersectorielle**.

L'EDIC **reflète pleinement** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

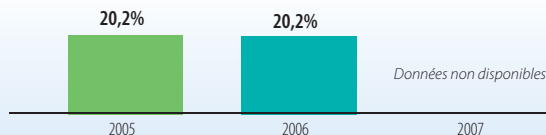
Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

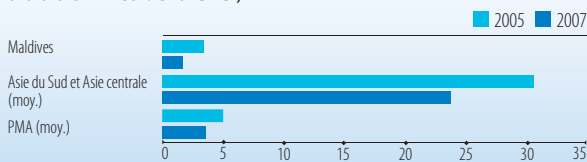
### PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués



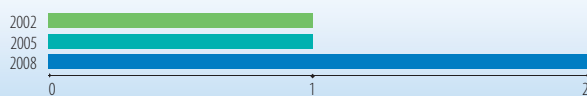
### PRIORITÉ N° 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>14</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



### PRIORITÉ N° 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>15</sup>

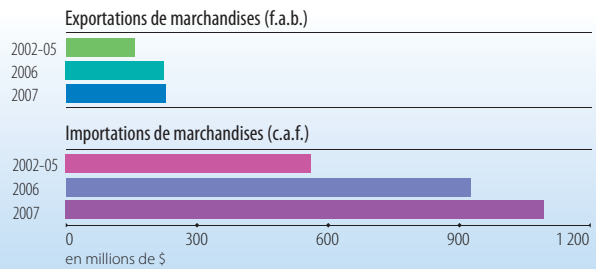
Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



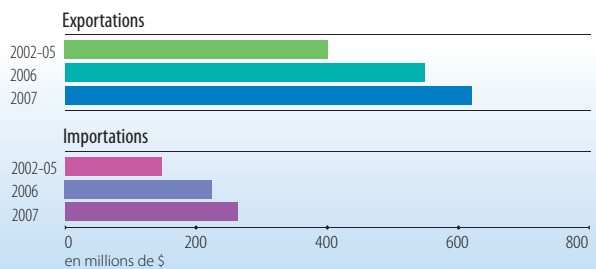
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
Émirats arabes unis	24,2	26	Thaïlande 40,9
UE	18,1	24,6	UE 29,3
Thaïlande	15,3	Japon 15	Sri Lanka 14,9

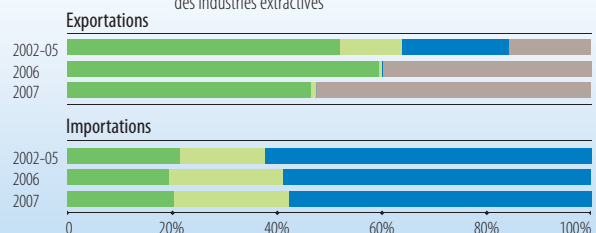
Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
Singapour	24,1	Singapour 23,9	Singapour 22,5
Émirats arabes unis	15,7	Émirats arabes unis 21,1	Émirats arabes unis 19,1
UE	14,2	Inde 9,4	Inde 11,5

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

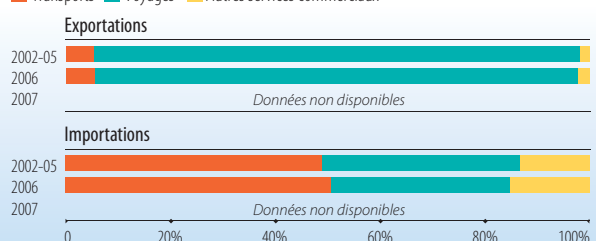
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

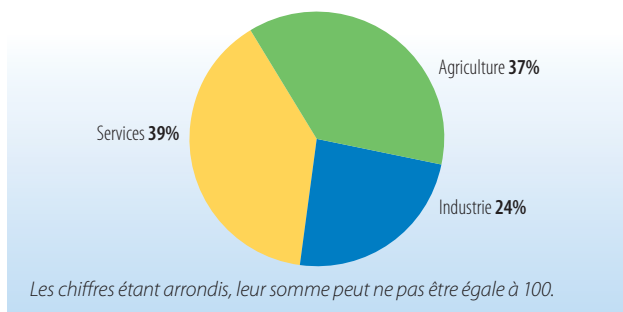
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



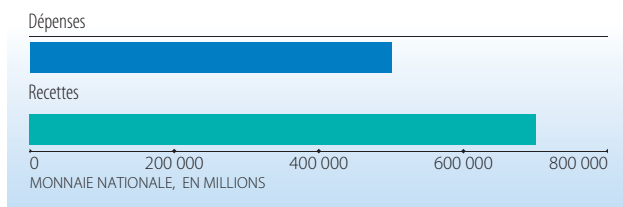
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	12 334
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	6 863
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	2,8
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	1 084
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2006) <sup>4</sup>	51,4
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2001) <sup>2</sup>	46,6
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2004) <sup>5</sup>	34,6
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	168 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	14,9

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 14 CCI
- 15 CCI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

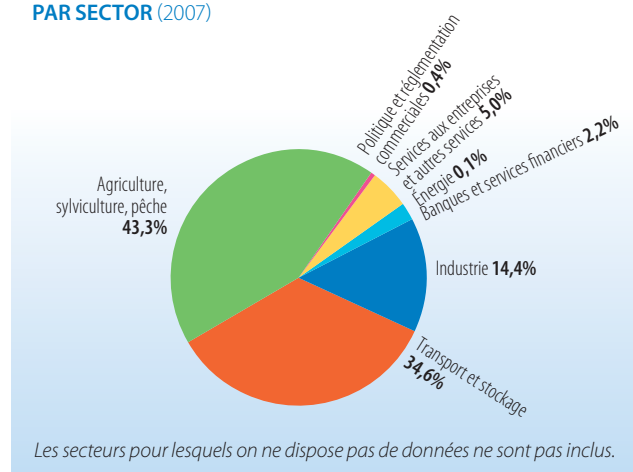
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

### APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,4	2,8	0,3
Infrastructure économique	78,7	227,1	94,4
Renforcement de la capacité de production	80,3	423,6	71,5
dont : marqueur du développement du commerce	–	297,3	11,1
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>159,5</b>	<b>653,6</b>	<b>166,2</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>14,4</b>	<b>53,0</b>	<b>13,5</b>

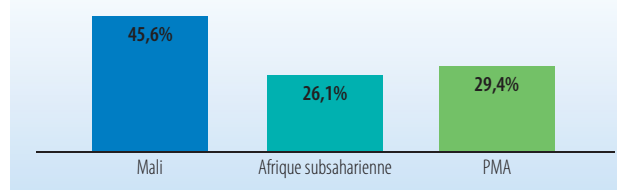
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

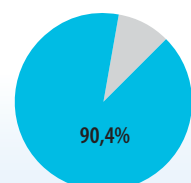


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	198,4
Banque mondiale	48,8
Danemark	28,1
BAfD	21,6
France	17,4
CE	17,3

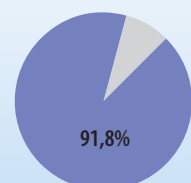
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décassements 2006-2007 (moyenne)

CE	73,2
France	14,6
Allemagne	12,1
Pays-Bas	7,8
États-Unis	6,7
Japon	3,9

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





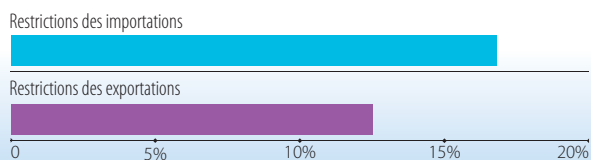


## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

L'EDIC **reflète pleinement** les priorités en matière de commerce.

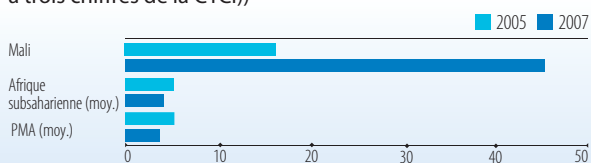
## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

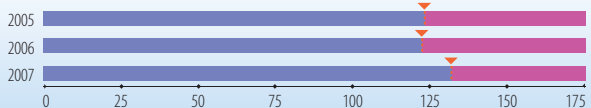
### PRIORITÉ N° 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>13</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI))



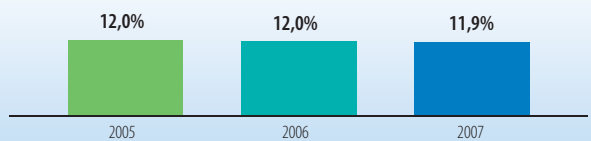
### PRIORITÉ N° 2 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



### PRIORITÉ N° 3 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>15</sup>

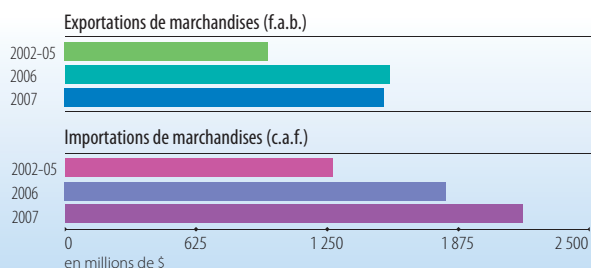
Moyenne simple des taux NPF appliqués



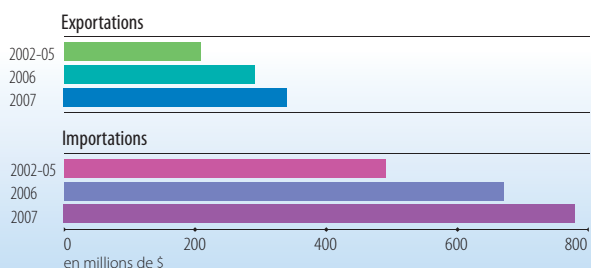
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
Afrique du Sud	34,9	71,0	–
Suisse	30,3	6,2	–
Sénégal	6,9	4,0	–

Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
UE	21,3	25,6	–
Sénégal	11,5	12,1	–
Côte d'Ivoire	10,2	10,9	–

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

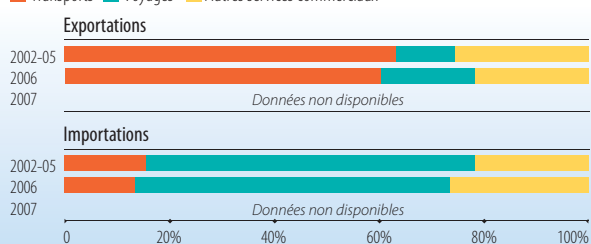
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.

Année	Exportations	Importations
2002-05	Données non disponibles	Données non disponibles
2006	Données non disponibles	Données non disponibles
2007	Données non disponibles	Données non disponibles

Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

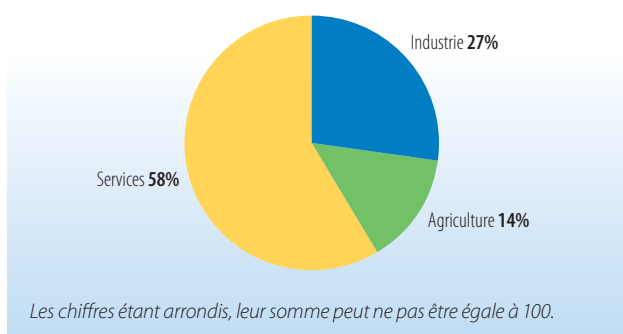
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



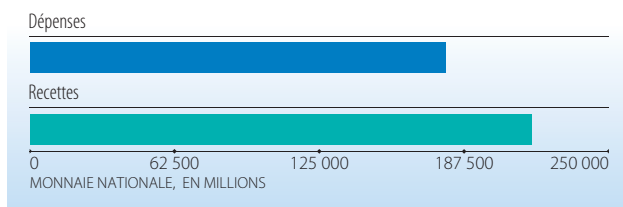
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	30 861
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	73 275
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	2,7
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	4 063
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire tranche inférieure (PRITI)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	2,5
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 1998) <sup>2</sup>	46,6
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	28,4
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	127 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	1,6

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook* k 2007 et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 14 ONU – Base de données Comtrade

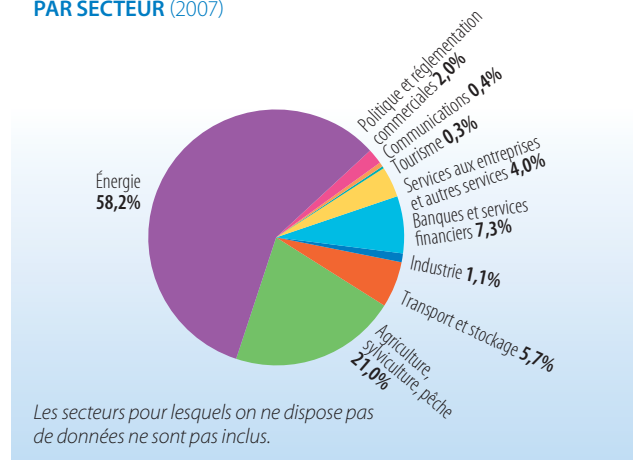
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	4,6	5,4	1,2
Infrastructure économique	215,7	170,8	280,9
Renforcement de la capacité de production	60,4	89,3	76,5
dont : marqueur du développement du commerce	–	27,1	11,8
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>280,6</b>	<b>265,4</b>	<b>358,6</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>9,5</b>	<b>8,6</b>	<b>11,6</b>

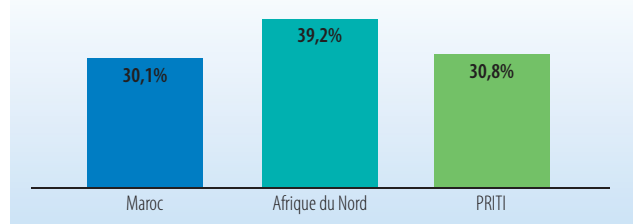
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

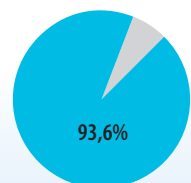


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	83,0
Espagne	69,5
Allemagne	57,9
France	54,7
Italie	40,3
États-Unis	22,4

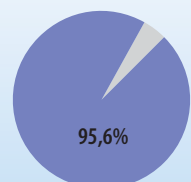
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

France	98,6
Allemagne	77,8
CE	77,3
Japon	50,4
États-Unis	9,5
Espagne	8,7

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

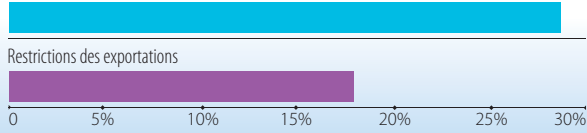


## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

### INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>

Restrictions des importations



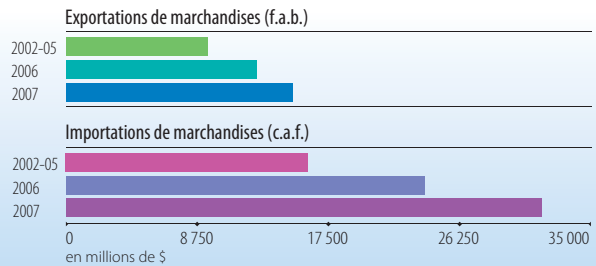
### INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

Plus de trois priorités choisies, sans classement. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

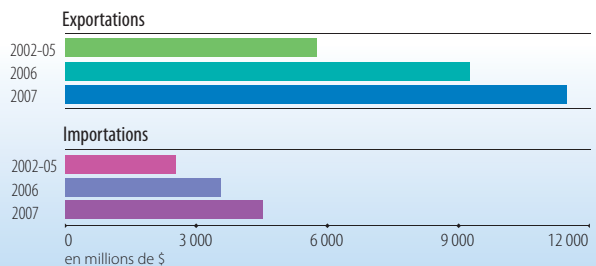
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>13</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>14</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
UE	74,1	UE 73,1	–
Inde	4,0	Inde 4,3	–
États-Unis	2,6	Brésil 2,3	–

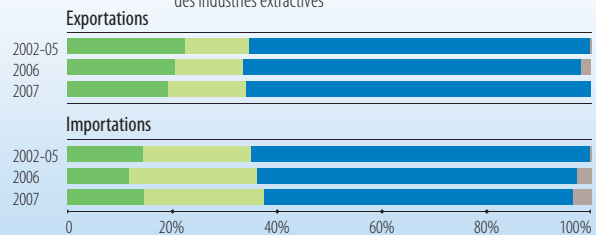
Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
UE	53,2	UE 52,3	–
Fédération de Russie	6,9	Arabie saoudite 6,8	–
Arabie saoudite	6,6	Chine 5,4	–

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>13</sup>

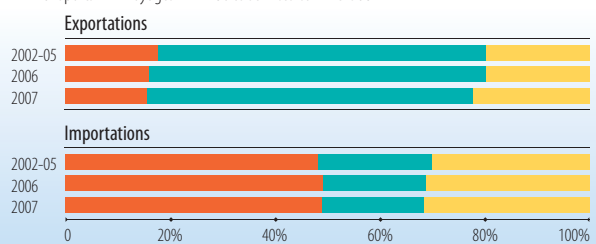
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

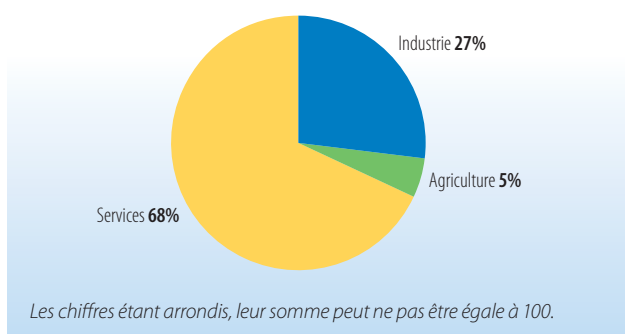
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



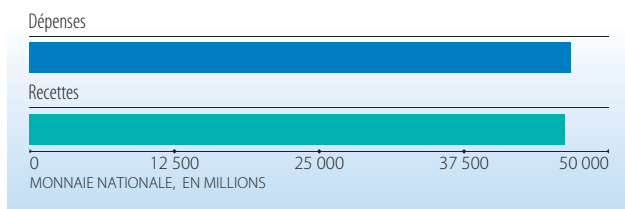
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	1 263
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	6 363
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	4,7
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	11 278
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	–
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2006) <sup>5</sup>	37,2
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	74 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,3

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 Routes revêtues : Banque mondiale – WDI  
Qualité des infrastructures de transport ferroviaire et aérien:  
Forum économique mondial : *Global Enabling Trade Report 2009*
- 15 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 16 ONU – Base de données Comtrade

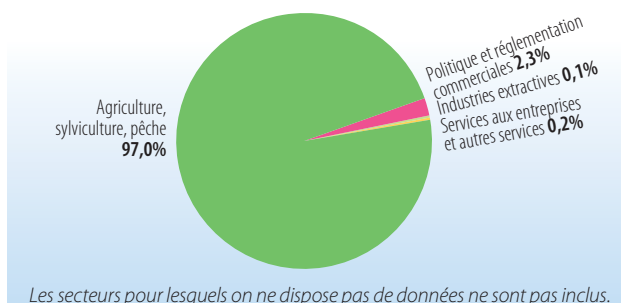
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

### APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,1	0,3	0,3
Infrastructure économique	40,7	„	0,1
Renforcement de la capacité de production	14,7	12,5	11,6
dont : marqueur du développement du commerce	–	6,1	–
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>55,4</b>	<b>12,8</b>	<b>12,0</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>45,1</b>	<b>10,1</b>	<b>9,5</b>

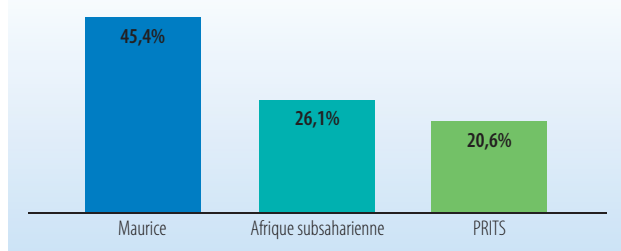
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

### PAR SECTEUR (2007)



### PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

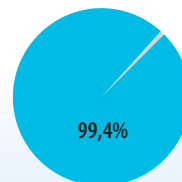


### PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

#### Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	18,8
Royaume-Uni	5,8
Grèce	0,4
Japon	0,3
États-Unis	0,2
France	0,1

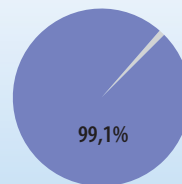
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



#### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	5,9
Grèce	0,4
Japon	0,3
France	0,1
OMC	0,1
PNUD	0,1

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

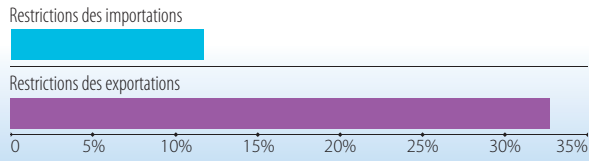




## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

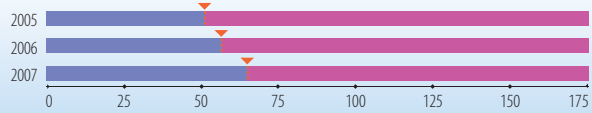
### INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



### INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

#### PRIORITÉ N° 1 : COMPÉTITIVITÉ<sup>13</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)

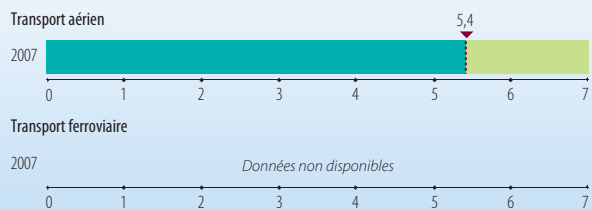


#### PRIORITÉ N° 2 : AUTRES TRANSPORTS<sup>14</sup>

Routes revêtues (% des voies de circulation), 2004



Qualité des infrastructures de transport ferroviaire et aérien  
1 = insuffisamment développées, 7 = bien développées et efficaces par comparaison internationale



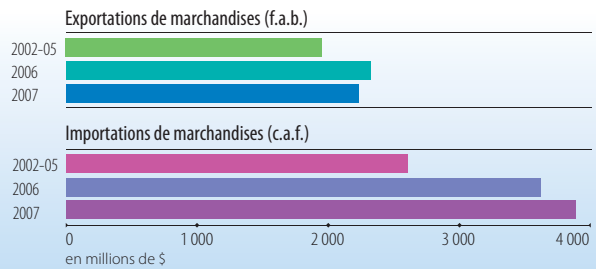
#### PRIORITÉ N° 3 : COÛTS D'AJUSTEMENT

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

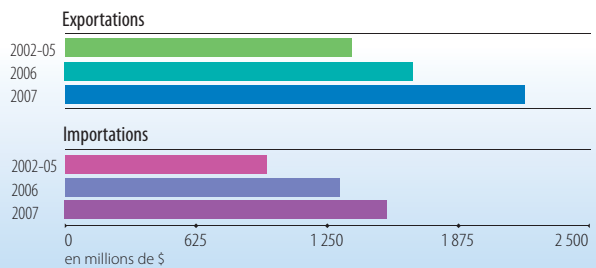
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>15</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>16</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

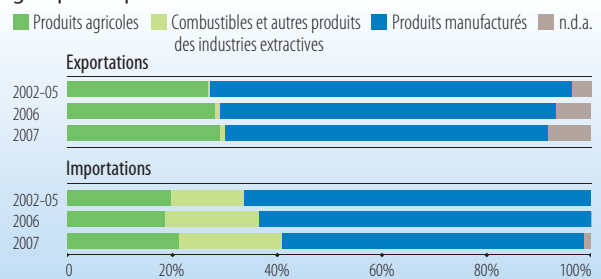
	2004	2006	2007
UE	65,7	62,9	69,9
États-Unis	9,6	11,4	7,5
Émirats arabes unis	8,6	8,3	6,0

Importations par principale origine (% du total)

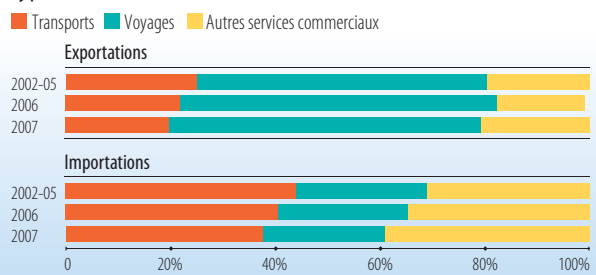
	2004	2006	2007
UE	30,7	34,6	27
Chine	9,8	13,6	21,2
Afrique du Sud	8,6	8,6	11,4

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>15</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	3 792
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	4 396
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	2 560
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Autres pays à faible revenu (APFR)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	8,1
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2003) <sup>2</sup>	41,4
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	54,6
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	113 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	6

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR<sup>8</sup>

Données non disponibles

## BUDGET (2008)<sup>9</sup>

Dépenses

Recettes

0 5 000 10 000 15 000 20 000  
MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 14 ONU – Base de données Comtrade

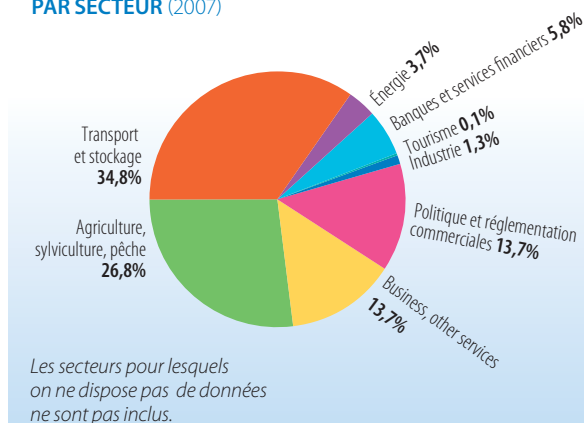
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	3,6	5,8	3,1
Infrastructure économique	12,8	16,5	2,0
Renforcement de la capacité de production	34,8	20,5	15,3
dont : marqueur du développement du commerce	–	5,0	7,1
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>51,2</b>	<b>42,8</b>	<b>20,4</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>13,0</b>	<b>11,3</b>	<b>5,4</b>

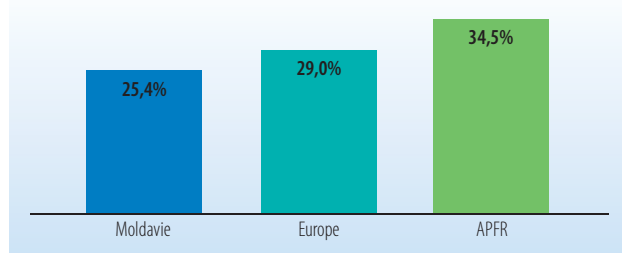
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

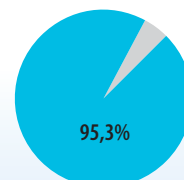


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Banque mondiale	17,6
États-Unis	6,5
Suède	6,2
Japon	4,8
Royaume-Uni	2,7
Allemagne	2,4

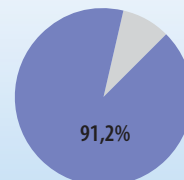
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	8,7
Suède	3,6
Japon	1,6
Royaume-Uni	1,5
Allemagne	1,5
CE	0,9

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

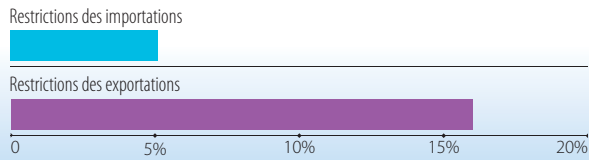




## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans **diverses stratégies sectorielles**.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ :

Plus de trois priorités choisies, sans classement. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

### PRIORITÉ :

Plus de trois priorités choisies, sans classement. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

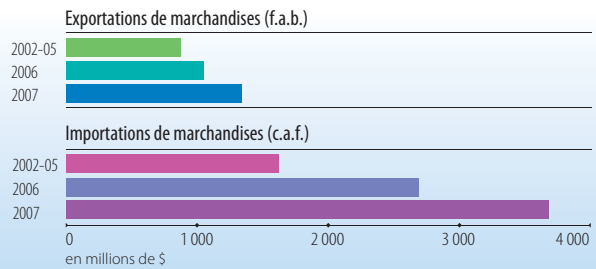
### PRIORITÉ :

Plus de trois priorités choisies, sans classement. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

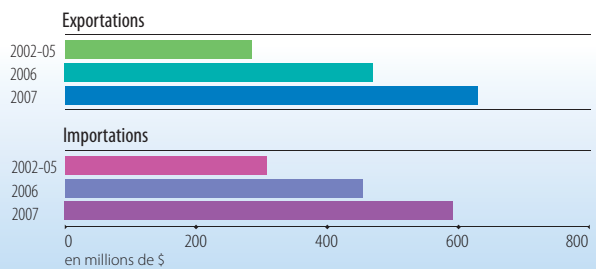
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>13</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>14</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

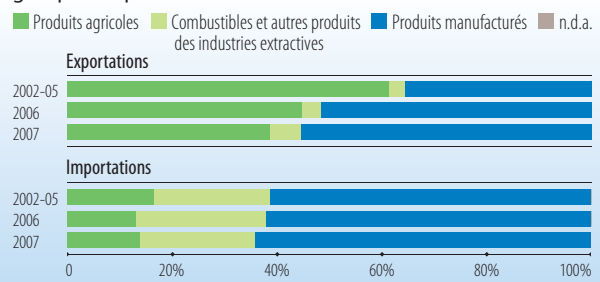
	2005	2006	2007
UE	40,6	51,1	50,6
Fédération de Russie	31,8	17,3	17,3
Ukraine	9,2	12,2	12,5

Importations par principale origine (% du total)

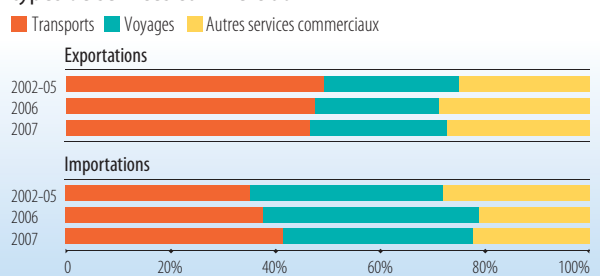
	2005	2006	2007
UE	45,3	45,2	45,6
Ukraine	20,9	19,2	18,6
Fédération de Russie	11,7	15,5	13,5

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>13</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

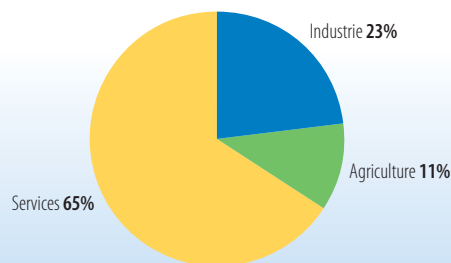




## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	600
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	3 557
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	10,7
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	10 221
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire tranche inférieure (PRITI)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	–
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% 2005) <sup>5</sup>	43,4
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	64 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	3,5

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses

Données non disponibles

Recettes

Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 14 Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 15 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 16 ONU – Base de données Comtrade

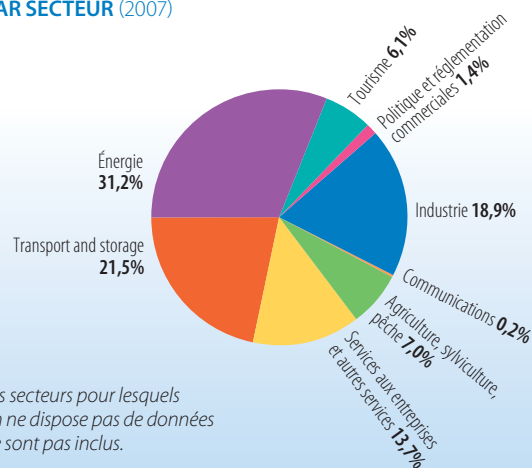
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	–	0,6	2,0
Infrastructure économique	–	21,2	4,6
Renforcement de la capacité de production	–	18,3	9,8
dont : marqueur du développement du commerce	–	8,3	3,1
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	–	<b>40,0</b>	<b>16,4</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	–	<b>66,7</b>	<b>27,4</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

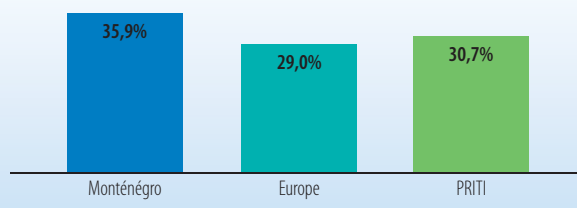
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

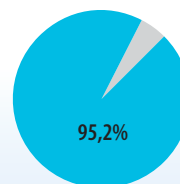


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	11,9
Banque mondiale	9,2
Autriche	2,4
États-Unis	2,3
Allemagne	2,1
Luxembourg	1,5

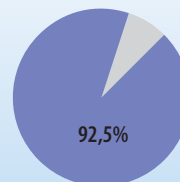
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	5,3
États-Unis	3,8
Luxembourg	1,5
Autriche	1,4
Allemagne	0,7
Italie	0,4

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

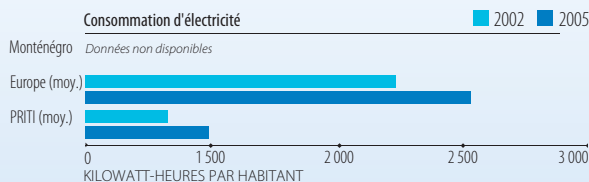
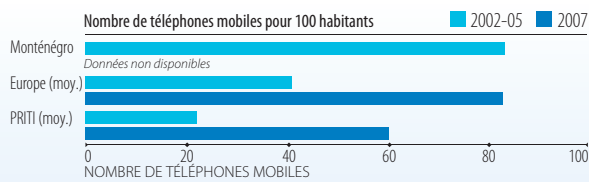
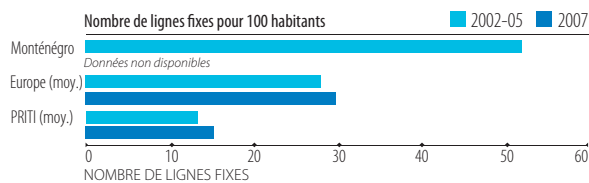
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : ACCESSION À L'OMC

L'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur **a été** distribué au Groupe de travail de l'accession de l'OMC.

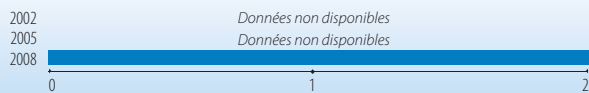
Le projet de rapport du Groupe de travail **a été** distribué au Groupe de travail de l'accession de l'OMC (dernière révision 26 janvier 2009).

### PRIORITÉ N° 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>



### PRIORITÉ N° 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>14</sup>

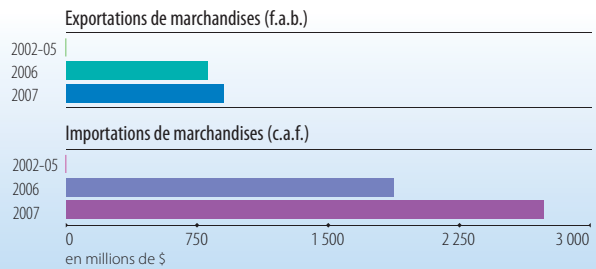
Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



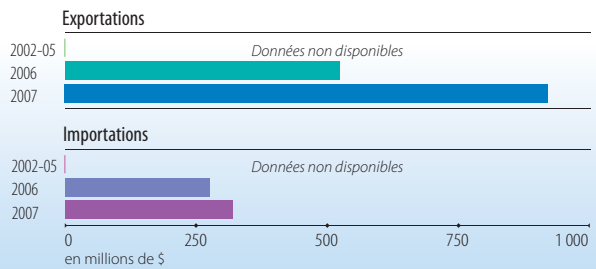
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>15</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>16</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-

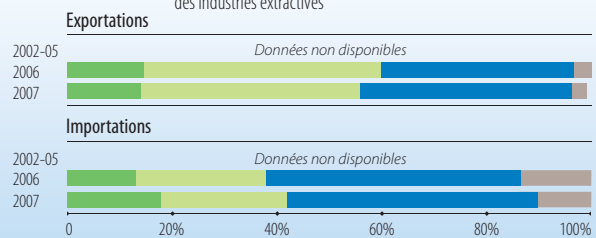
Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>15</sup>

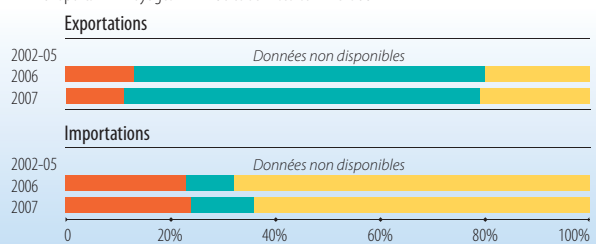
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

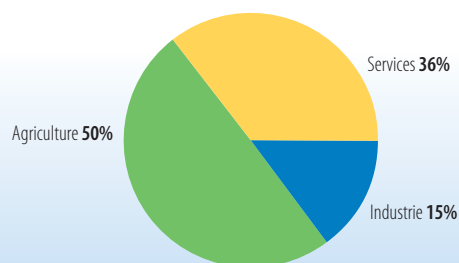
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

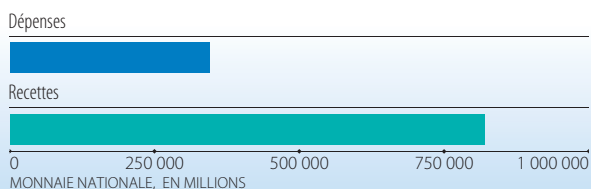
Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	56 505
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	13 123
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants) <sup>2</sup>	–
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	–
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 1990) <sup>5</sup>	40,6
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	135 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB) <sup>7</sup>	–

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET (2005)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 14 Banque mondiale – *Doing Business*
- 15 CCI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,1	0,2	0,2
Infrastructure économique	2,0	2,2	2,3
Renforcement de la capacité de production	7,7	7,0	8,7
dont : marqueur du développement du commerce	–	–	–
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>9,8</b>	<b>9,4</b>	<b>11,2</b>

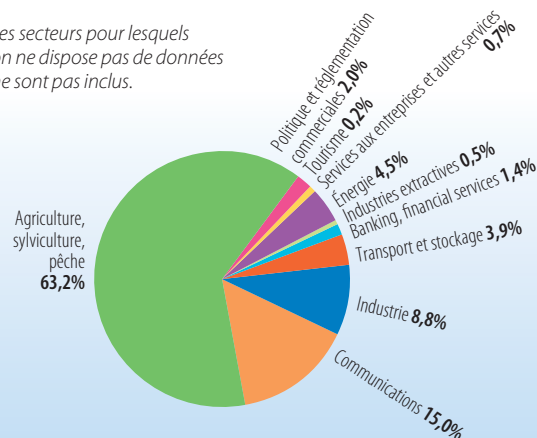
  

Aide pour le commerce par habitant (\$)	2002-05	2007
	0,2	0,2

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

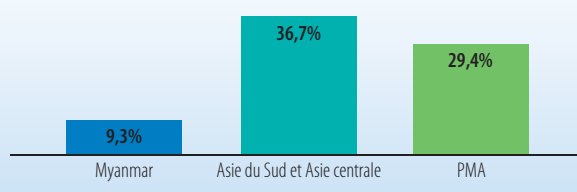
## PAR SECTEUR (2007)

Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

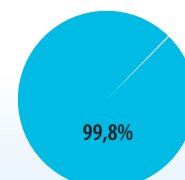


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	7,3
Corée	1,9
Australie	1,3
Norvège	0,2
Allemagne	0,2
Royaume-Uni	0,1

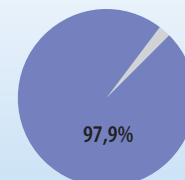
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Japon	8,5
Corée	1,9
Australie	1,6
Norvège	0,5
Royaume-Uni	0,3
CE	0,2

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

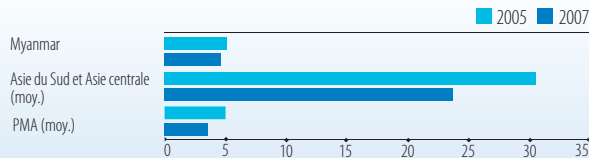
Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

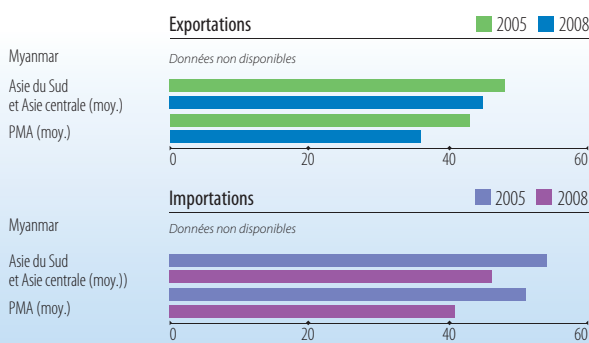
### PRIORITÉ N° 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>13</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



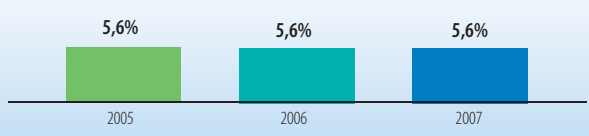
### PRIORITÉ N° 2 : FACILITATION DES ÉCHANGES<sup>14</sup>

Nombre de jours requis pour le commerce frontalier



### PRIORITÉ N° 3 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIAL<sup>15</sup>

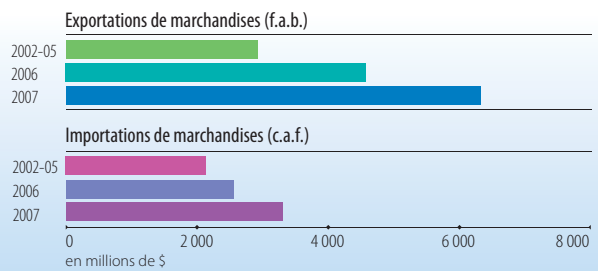
Moyenne simple des taux NPF appliqués



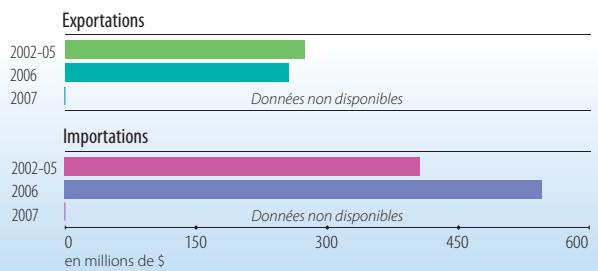
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
Myanmar	-	-	-
Asie du Sud et Asie centrale (moy.)	-	-	-
PMA (moy.)	-	-	-

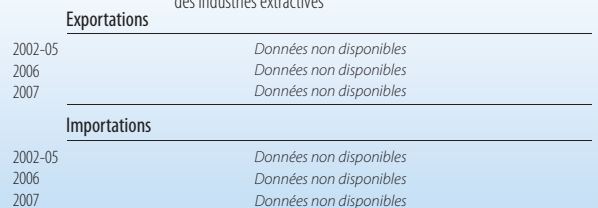
Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
Myanmar	-	-	-
Asie du Sud et Asie centrale (moy.)	-	-	-
PMA (moy.)	-	-	-

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

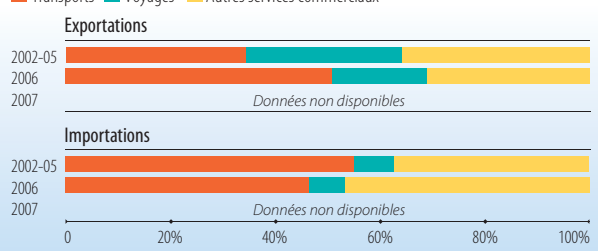
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

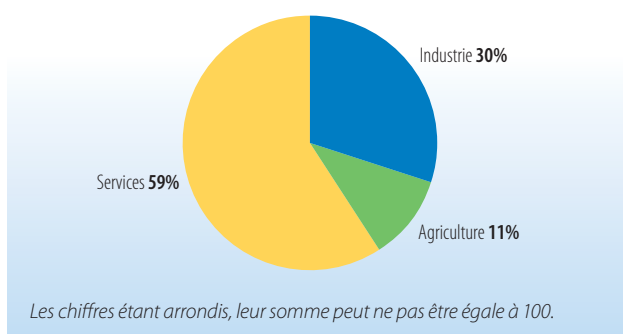
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



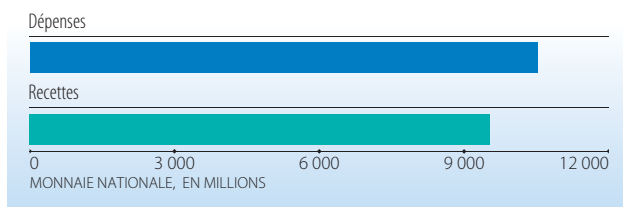
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	2 074
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	6 740
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	5,9
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	5 173
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire tranche inférieure (PRITI)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	49,1
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2004) <sup>5</sup>	41,4
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	129 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	2,2

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2003)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Banque mondiale – Doing Business
- 14 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 15 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

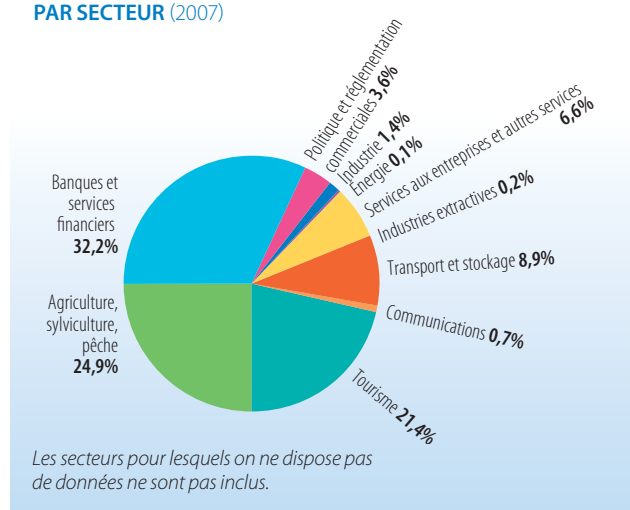
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	1,1	1,0	1,0
Infrastructure économique	14,2	2,6	7,1
Renforcement de la capacité de production	14,1	23,7	17,6
dont : marqueur du développement du commerce	–	6,7	6,5
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>29,4</b>	<b>27,3</b>	<b>25,7</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>14,8</b>	<b>13,2</b>	<b>12,4</b>

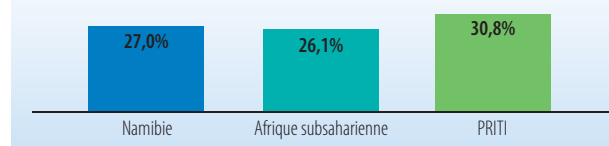
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

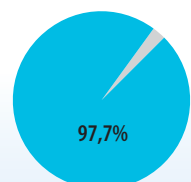


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	44,2
Allemagne	10,9
Espagne	4,5
CE	2,5
Luxembourg	1,3
Finlande	0,5

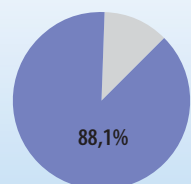
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Allemagne	8,2
Espagne	6,0
Japon	2,4
Luxembourg	1,3
CE	1,3
Danemark	0,8

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

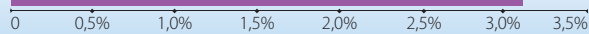
Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans le **budget annuel**.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>

Restrictions des importations

Données non disponibles

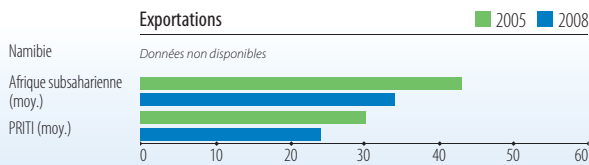
Restrictions des exportations



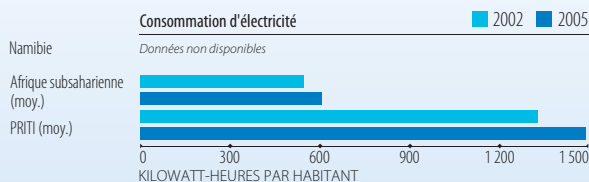
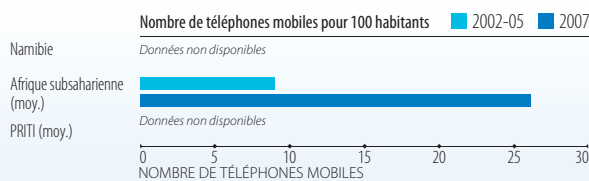
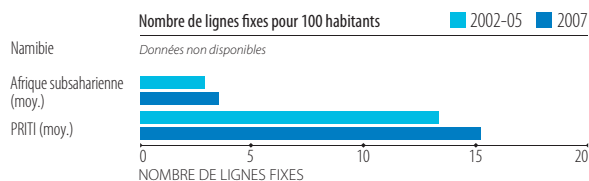
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : FACILITATION DES ÉCHANGES<sup>13</sup>

Nombre de jours requis pour le commerce frontalier

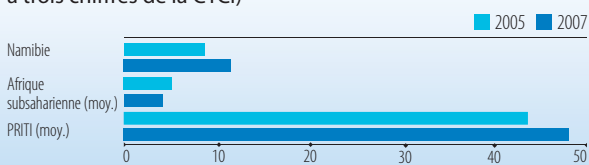


### PRIORITÉ N° 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>14</sup>



### PRIORITÉ N° 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>15</sup>

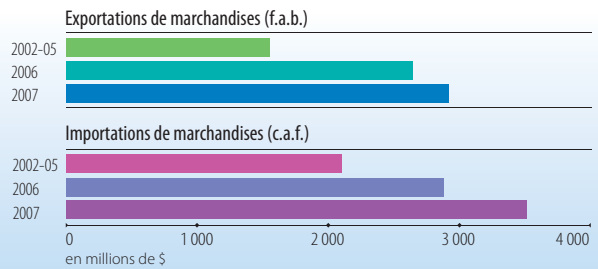
Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTIC)



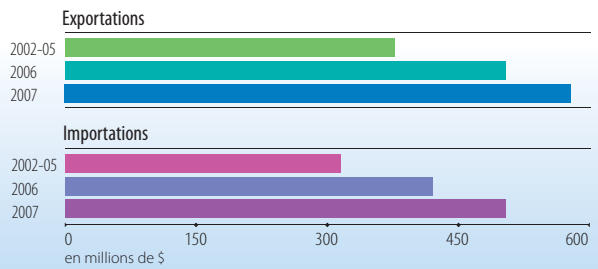
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

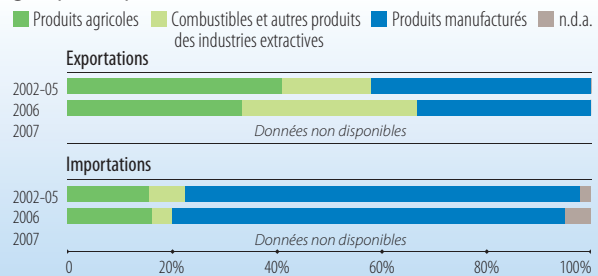
	2005	2006	2007
UE	36,7	45,5	—
Afrique du Sud	30,5	24,6	—
États-Unis	9,2	5,7	—

Importations par principale origine (% du total)

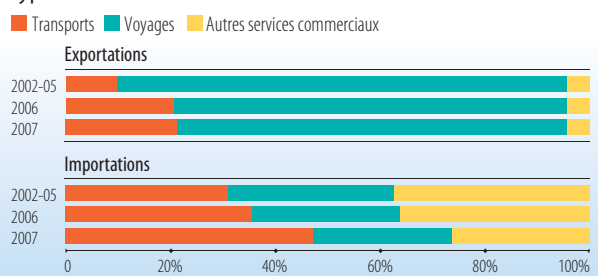
	2005	2006	2007
Afrique du Sud	83,2	82,4	—
UE	8,2	5,9	—
Chine	1,6	3,5	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



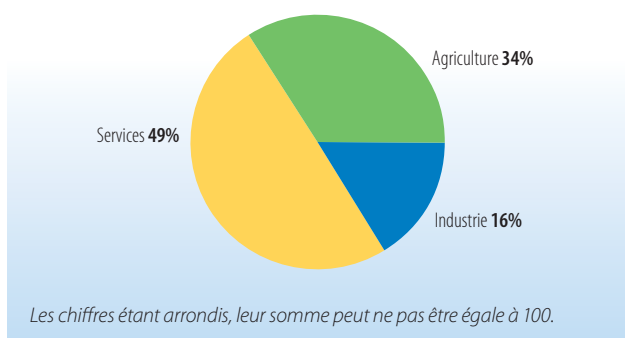
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



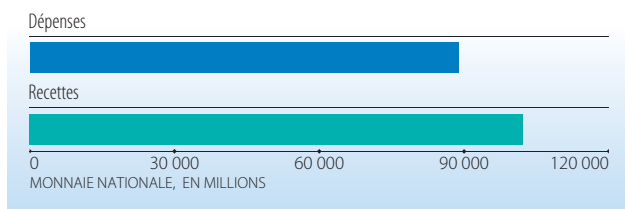
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	28 108
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	10 207
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	3,2
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	1 033
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2003-04) <sup>4</sup>	55,1
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2003) <sup>2</sup>	54,6
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 1999) <sup>5</sup>	15,1
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	145 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	5,7

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2005)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – Government Finance Statistics Yearbook 2007 et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 15 CCI – Trade Competitiveness Map
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

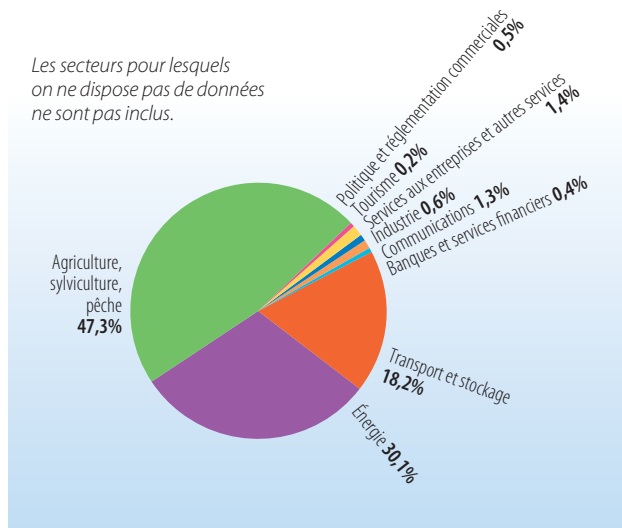
APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,1	1,2	0,8
Infrastructure économique	68,3	111,4	63,5
Renforcement de la capacité de production	75,7	111,9	24,8
dont : marqueur du développement du commerce	–	3,4	1,3
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>144,1</b>	<b>224,5</b>	<b>89,1</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>5,5</b>	<b>8,0</b>	<b>3,2</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

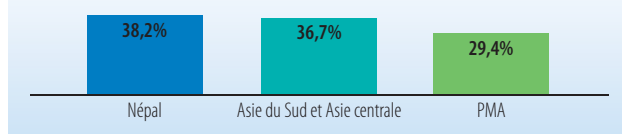
## PAR SECTEUR (2007)

Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

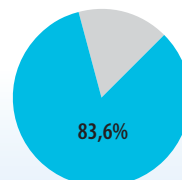


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Banque mondiale	74,2
BAsD	28,2
Allemagne	19,7
Royaume-Uni	17,5
Danemark	15,7
Norvège	14,4

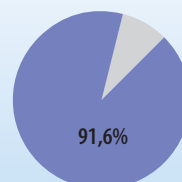
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décèsissements 2006-2007 (moyenne)

Royaume-Uni	25,3
Allemagne	14,9
Japon	13,6
Suisse	7,1
Norvège	5,0
États-Unis	3,4

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

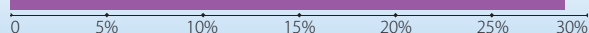
L'EDIC **reflète partiellement** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

Données non disponibles

Restrictions des exportations



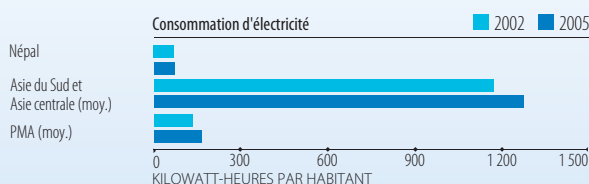
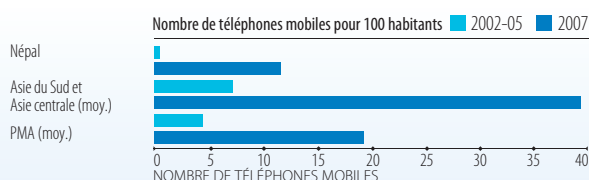
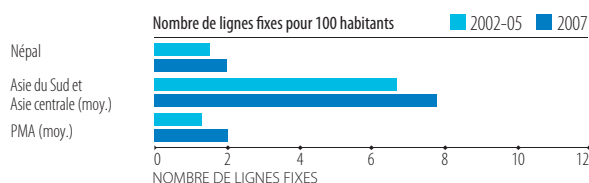
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués

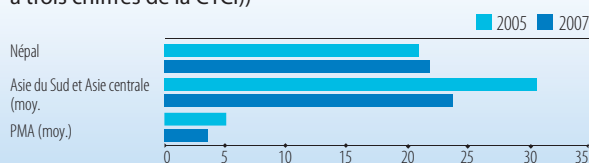


### PRIORITÉ N° 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>14</sup>



### PRIORITÉ N° 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>15</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI))



## RÉSULTATS COMMERCIAUX

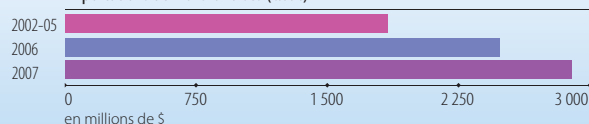
### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises

Exportations de marchandises (f.a.b.)

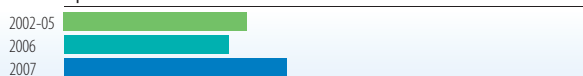


Importations de marchandises (c.a.f.)

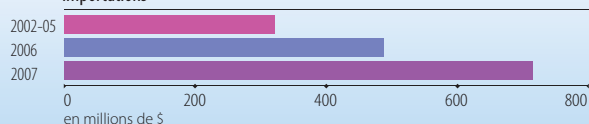


Exportations et importations de services commerciaux

Exportations



Importations



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
	–	–	–
	–	–	–
	–	–	–

Importations par principale origine (% du total)

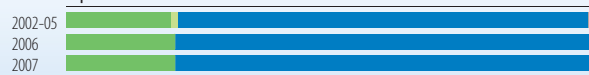
	2005	2006	2007
	–	–	–
	–	–	–
	–	–	–

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

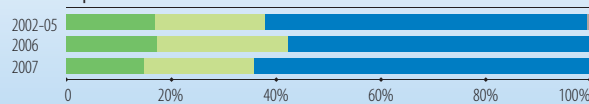
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.

Exportations



Importations



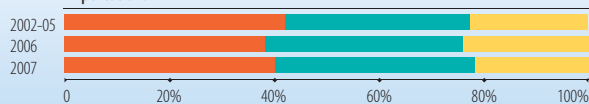
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux

Exportations



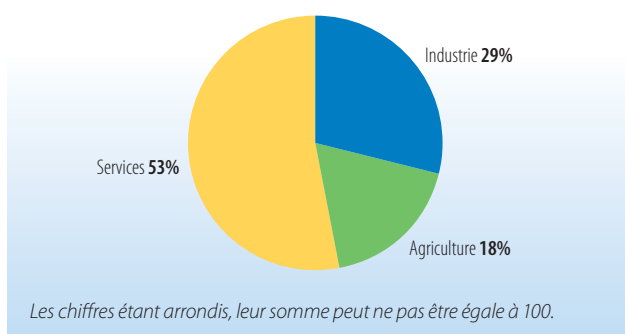
Importations



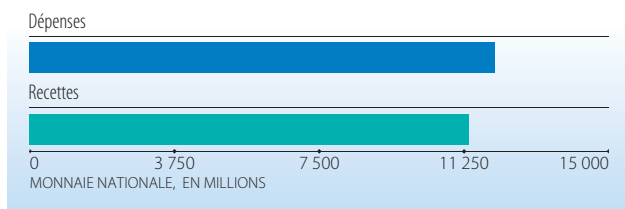
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	5 605
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	5 676
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	3,9
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	2 578
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Autres pays à faible revenu (APFR)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	15,8
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2001) <sup>2</sup>	49,3
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2005) <sup>5</sup>	38,6
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	120 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	14,2

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2001)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – Government Finance Statistics Yearbook 2007 et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 CCI
- 15 Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

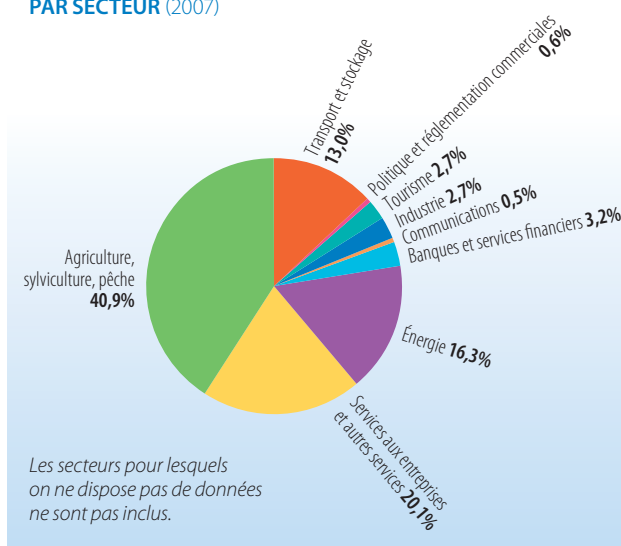
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	3,6	0,4	2,1
Infrastructure économique	60,4	20,6	28,4
Renforcement de la capacité de production	94,9	48,3	70,9
dont : marqueur du développement du commerce	–	13,3	7,6
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>158,9</b>	<b>69,4</b>	<b>101,4</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>29,7</b>	<b>12,4</b>	<b>18,1</b>

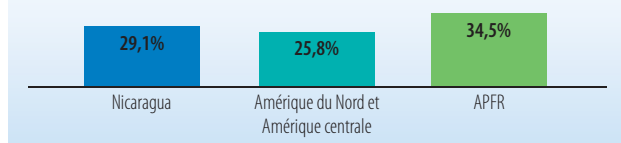
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

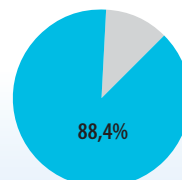


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	61,8
Banque mondiale	37,1
BID	27,6
Espagne	13,7
Japon	9,4
CE	4,2

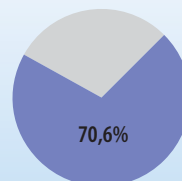
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décassements 2006-2007 (moyenne)

CE	21,8
Danemark	16,9
Japon	11,1
Suède	7,3
Espagne	5,2
Suisse	4,5

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

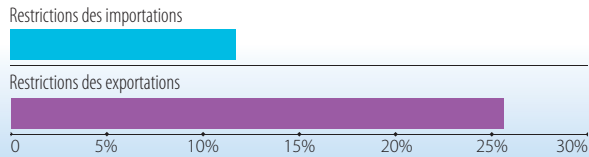




## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans **diverses stratégies sectorielles**.

### INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2005)<sup>12</sup>



### INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

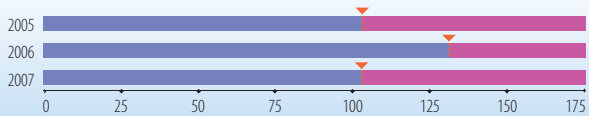
#### PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués



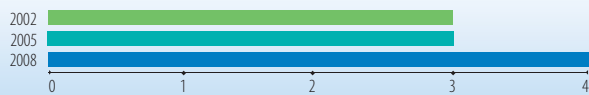
#### PRIORITÉ N° 2 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



#### PRIORITÉ N° 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>15</sup>

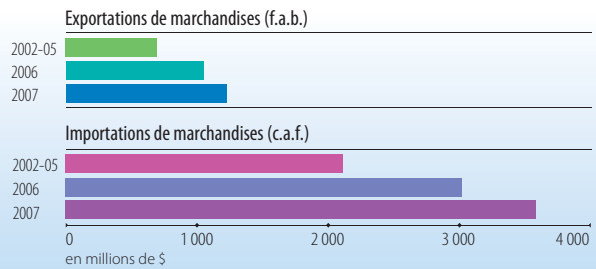
Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



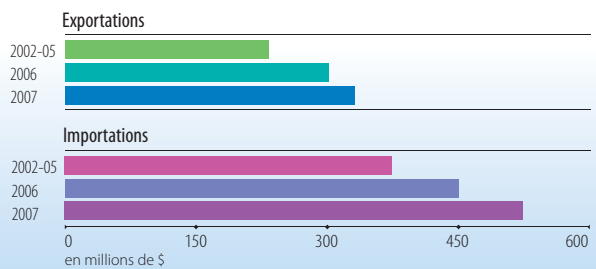
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

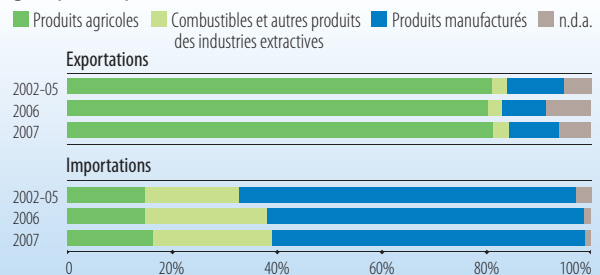
	2005	2006	2007
États-Unis	35,1	46,5	31,2
El Salvador	14,2	20,0	14,1
UE	12,7	6,2	14,0

Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
États-Unis	20,8	22,8	23,0
Costa Rica	9,2	14,8	13,1
Mexique	8,6	7,6	8,6

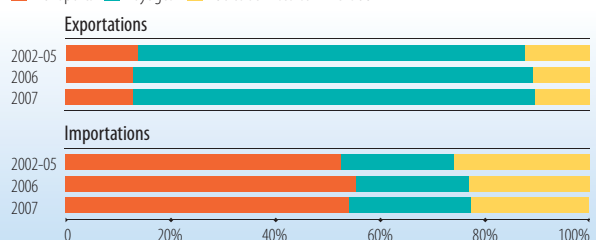
### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

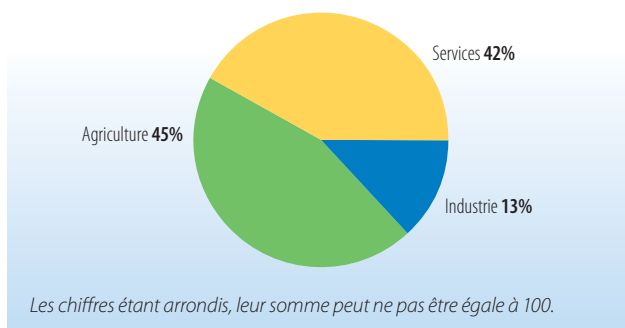
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



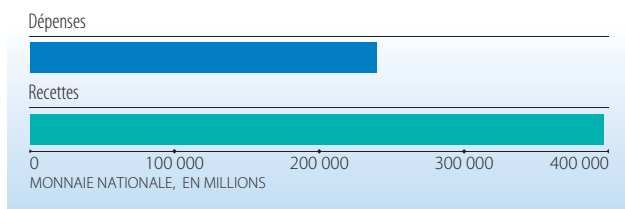
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	14 195
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	4 170
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	3,2
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	628
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	65,9
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 1991) <sup>5</sup>	8,6
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	174 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	10,8

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 15 Banque mondiale – *Doing Business*
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

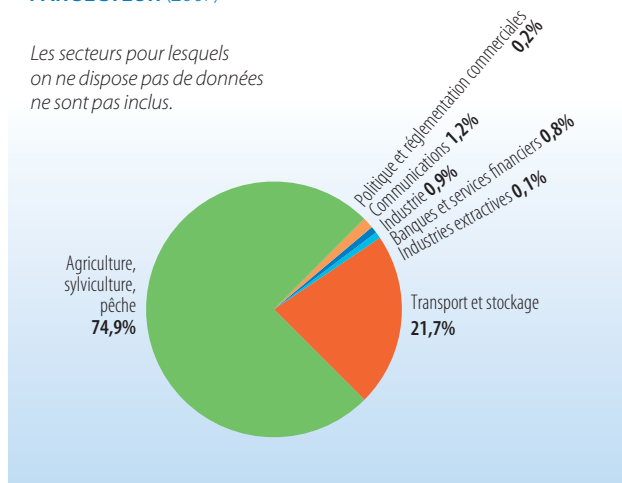
APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,1	0,1
Infrastructure économique	36,9	7,1	40,5
Renforcement de la capacité de production	59,1	23,9	24,6
dont : marqueur du développement du commerce	–	7,2	0,2
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>96,1</b>	<b>31,1</b>	<b>65,2</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>7,6</b>	<b>2,2</b>	<b>4,6</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

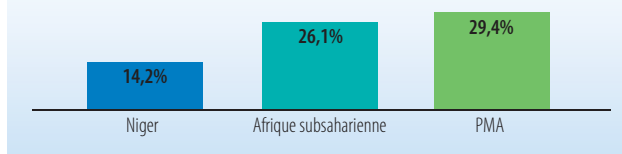
## PAR SECTEUR (2007)

Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

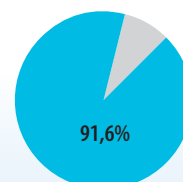


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

BAfD	16,2
CE	5,7
Belgique	5,6
France	4,0
Japon	3,7
Italie	2,4

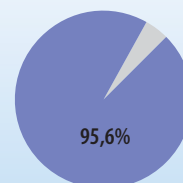
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	35,7
France	5,2
Japon	3,7
Belgique	3,2
Suisse	1,3
Italie	0,5

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans le **budget annuel**.

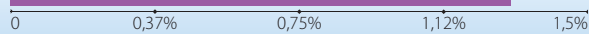
L'EDIC **reflète pleinement** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

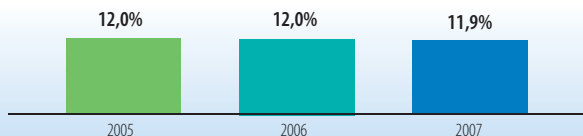
Restrictions des exportations



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

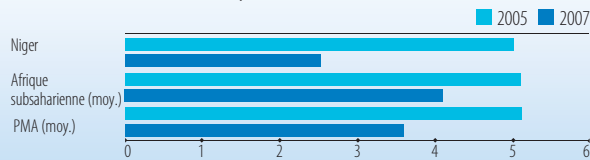
### PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIAL<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués



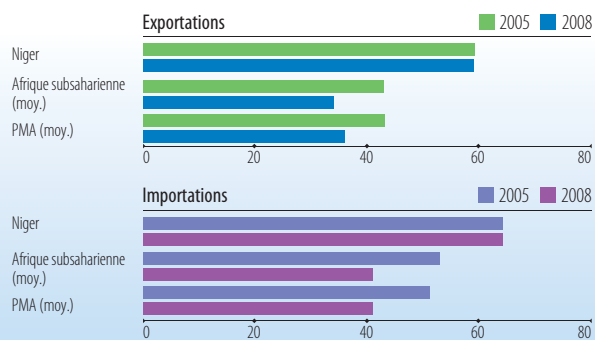
### PRIORITÉ N° 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>14</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



### PRIORITÉ N° 3 : FACILITATION DES ÉCHANGES<sup>15</sup>

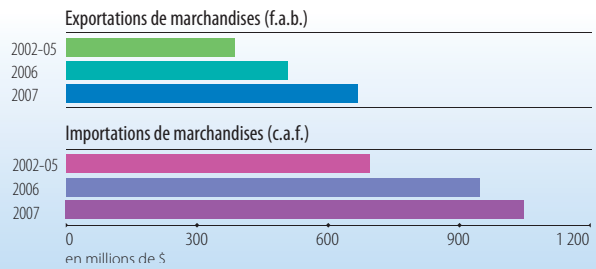
Nombre de jours requis pour le commerce frontalier



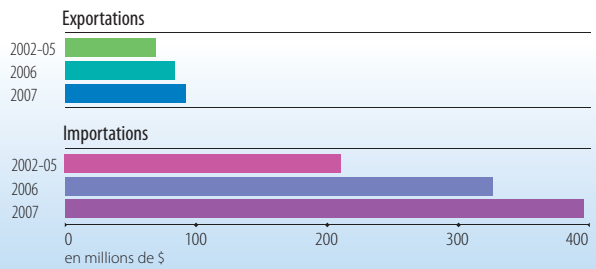
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

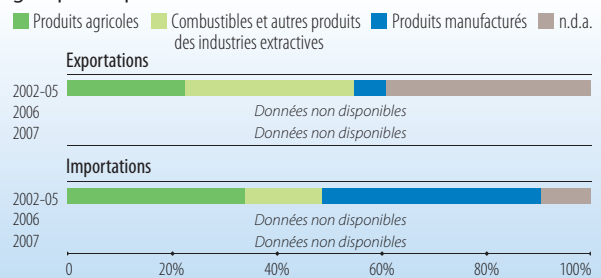
	2005	2006	2007
UE	36,3	—	—
Suisse	18,6	—	—
Nigéria	14,3	—	—

Importations par principale origine (% du total)

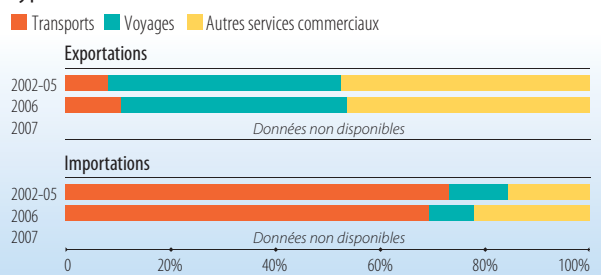
	2005	2006	2007
UE	23,9	—	—
Côte d'Ivoire	9,1	—	—
Chine	5,5	—	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



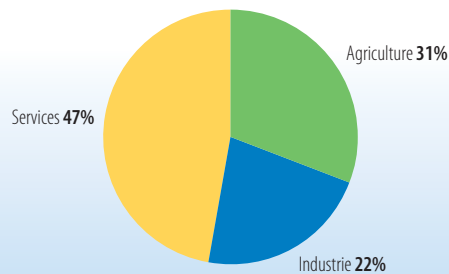
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	30 930
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	11 214
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	7,9
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	939
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	51,5
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2002) <sup>2</sup>	52,5
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2003) <sup>5</sup>	39
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	156 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	16,8

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET (2006)<sup>9</sup>

Dépenses



Recettes



0 875 000 1 750 000 2 625 000 3 500 000  
MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 14 ONU – Base de données Comtrade

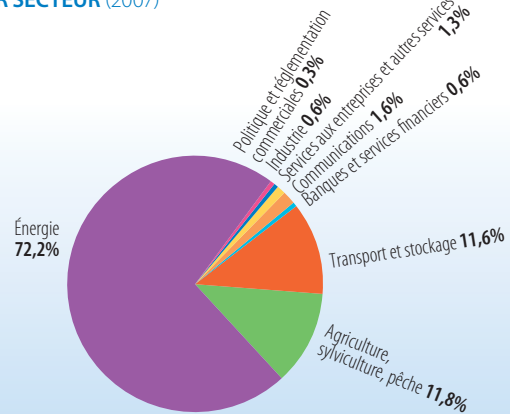
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (en millions de \$ constants 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	1,3	2,1	0,7
Infrastructure économique	95,2	547,7	49,4
Renforcement de la capacité de production	124,7	91,4	89,8
dont : marqueur du développement du commerce	–	2,3	2,2
Ajustement lié au commerce	–	0,1	12,0
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>221,2</b>	<b>641,2</b>	<b>151,9</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>8,0</b>	<b>20,7</b>	<b>4,9</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

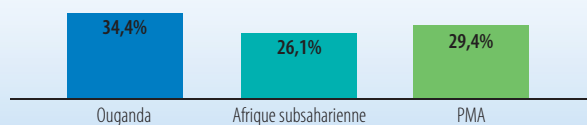
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

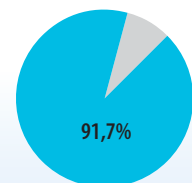


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Banque mondiale	201,4
BAfD	58,0
CE	31,3
Japon	28,7
États-Unis	11,8
Norvège	11,3

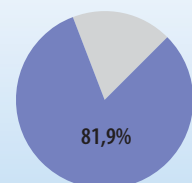
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	44,8
États-Unis	19,0
Norvège	13,4
Danemark	11,5
Royaume-Uni	10,7
Suède	9,5

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



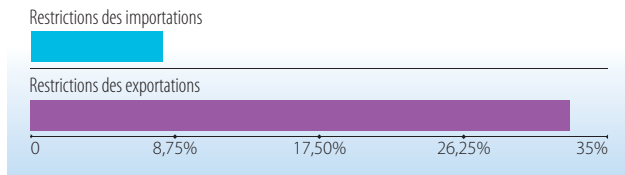


**INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>**

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans le **budget annuel**, dans **diverses stratégies sectorielles** et dans une **stratégie intersectorielle**.

L'EDIC **reflète pleinement** les priorités en matière de commerce.

**INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>**



**INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL**

**PRIORITÉ**

Plus de trois priorités choisies, sans classement. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays..

**PRIORITÉ**

Plus de trois priorités choisies, sans classement. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays..

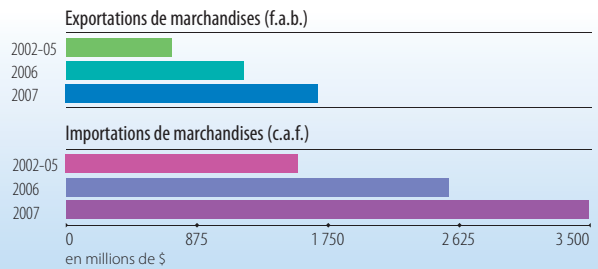
**PRIORITÉ**

Plus de trois priorités choisies, sans classement. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays..

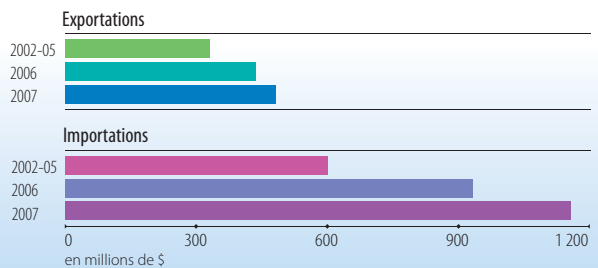
**RÉSULTATS COMMERCIAUX**

**VALEUR TOTALE<sup>13</sup>**

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



**PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>14</sup>**

Exportations par principale destination (% du total)

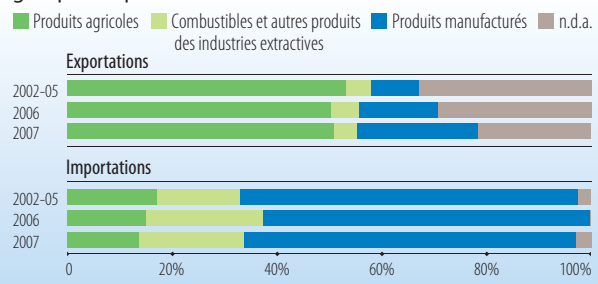
	2005	2006	2007
UE	31,9	27,6	24,3
Émirats arabes unis	10,4	19,4	13,3
Suisse	9,2		
Soudan		9,5	11,8

Importations par principale origine (% du total)

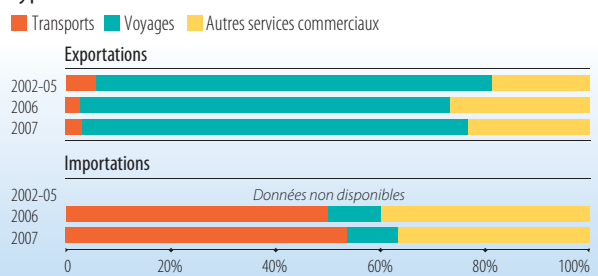
	2002-05	2006	2007
Kenya	25,3	19,1	20,6
UE	18,9	15,7	13,5
Japon	7,1		
Émirats arabes unis		12,7	12,0

**COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>13</sup>**

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

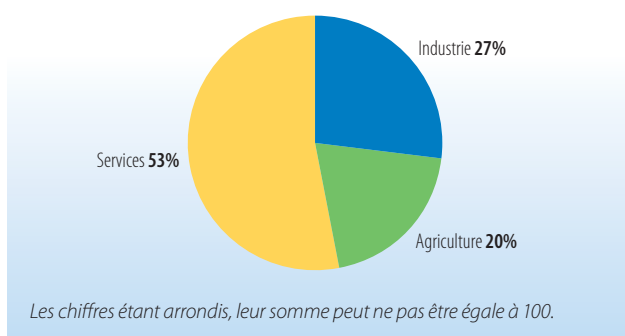




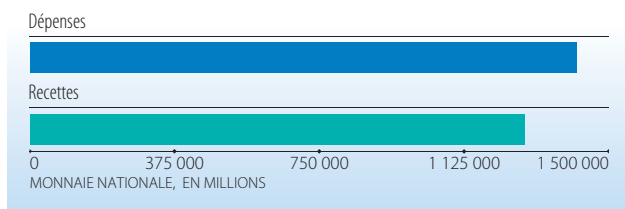
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	162 389
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	143 597
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	2 525
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Autres pays à faible revenu (APFR)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2004-05) <sup>4</sup>	22,6
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2005) <sup>2</sup>	40,8
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	13,2
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	139 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	1,7

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – Government Finance Statistics Yearbook 2007 et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 Forum économique mondial : Global Enabling Trade Report 2009
- 15 CCI – Trade Competitiveness Map
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

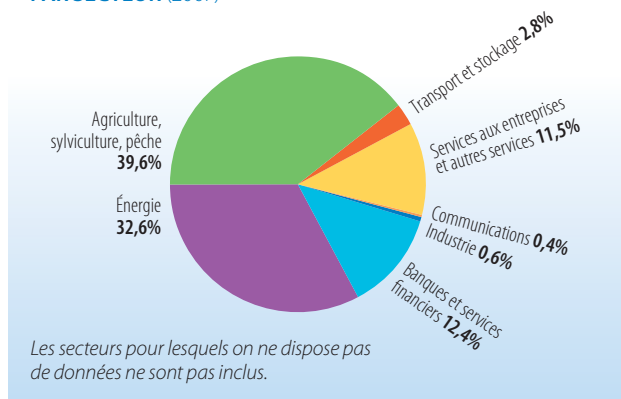
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	1,9	0,1	0,3
Infrastructure économique	109,1	162,3	51,7
Renforcement de la capacité de production	234,7	290,2	71,0
dont : marqueur du développement du commerce	–	38,2	2,6
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>345,8</b>	<b>452,6</b>	<b>122,9</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>2,3</b>	<b>2,8</b>	<b>0,8</b>

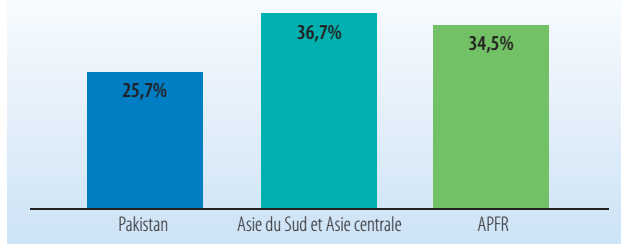
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

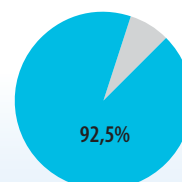


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	123,0
États-Unis	82,1
Banque mondiale	76,5
BAD	38,3
Corée	22,4
FIDA	16,1

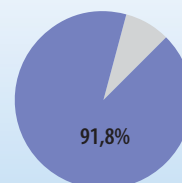
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Japon	31,0
États-Unis	22,2
Allemagne	16,8
CE	9,9
Canada	3,1
Royaume-Uni	2,5

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

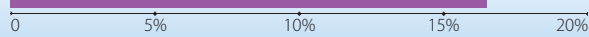
Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

Données non disponibles

Restrictions des exportations



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

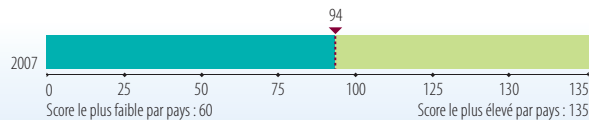
### PRIORITÉ N° 1 : COMPÉTITIVITÉ<sup>13</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)

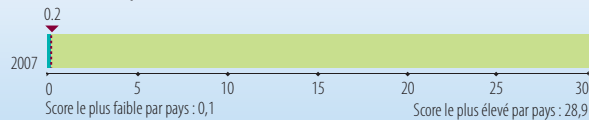


### PRIORITÉ N° 2 : INFRASTRUCTURE TRANSFRONTIÈRES<sup>14</sup>

Indice de connectivité en matière de transbordement

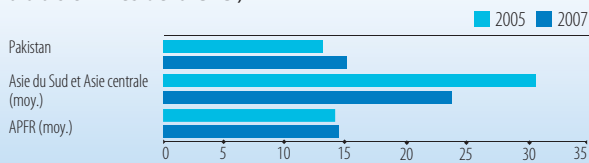


Densité aéroportuaire



### PRIORITÉ N° 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>15</sup>

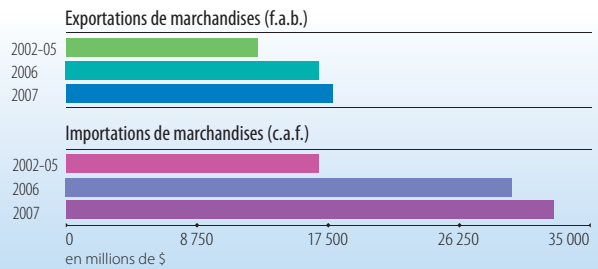
Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTIC)



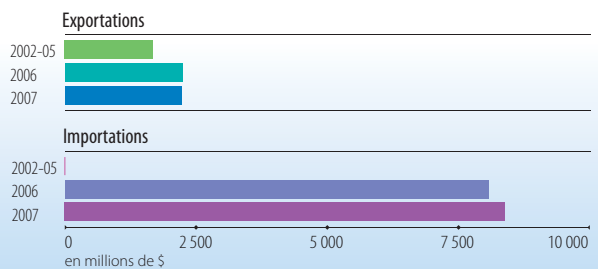
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

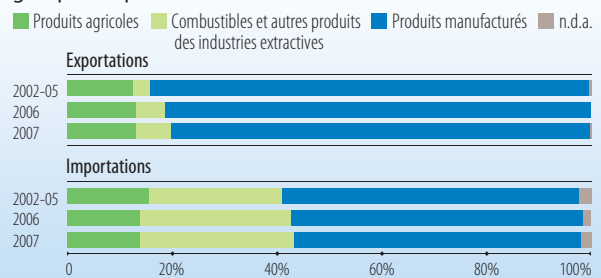
	2005	2006	2007
UE	17,6	16,6	14,6
États-Unis	10,6	11,4	12,8
Émirats arabes unis	9,9	10,2	12,3

Importations par principale origine (% du total)

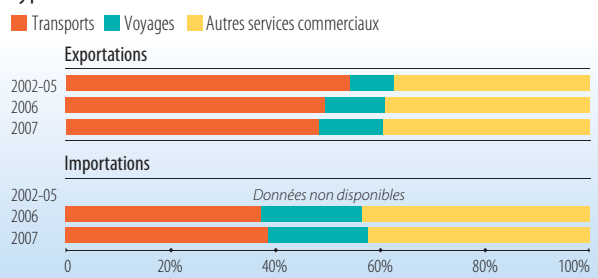
	2005	2006	2007
UE	17,6	16,6	14,6
Arabie saoudite	10,6	Émirats arabes unis 11,4	Chine 12,8
Émirats arabes unis	9,9	Arabie saoudite 10,2	Arabie saoudite 12,3

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



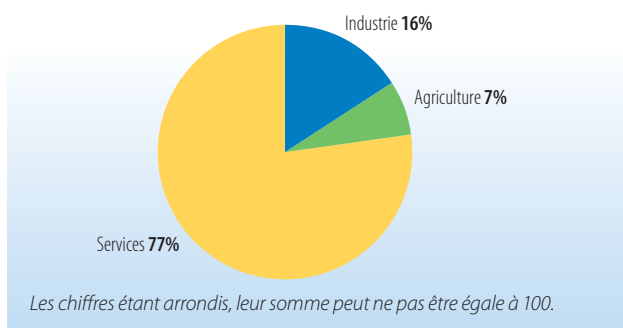
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



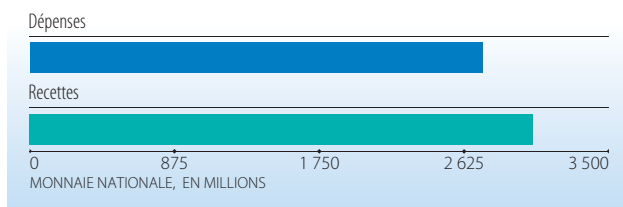
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	3 341
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	19 740
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	11,5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	11 387
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2004) <sup>4</sup>	9,2
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2003) <sup>2</sup>	59,9
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	43,1
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	58 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,2

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2001)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – Government Finance Statistics Yearbook 2007 et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 14 CCI – Trade Competitiveness Map
- 15 CCI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

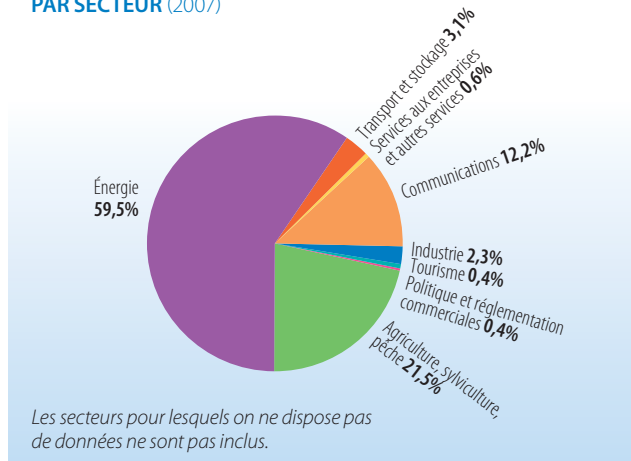
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,1	0,1
Infrastructure économique	4,8	15,7	2,7
Renforcement de la capacité de production	4,1	5,2	5,6
dont : marqueur du développement du commerce	–	1,9	1,9
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>9,0</b>	<b>21,0</b>	<b>8,4</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>2,9</b>	<b>6,3</b>	<b>2,5</b>

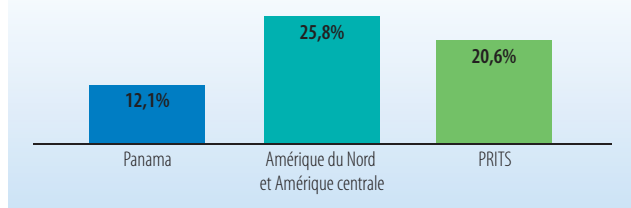
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

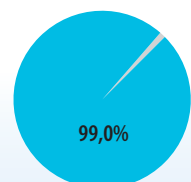


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	6,8
Japon	3,4
Banque mondiale	3,0
Espagne	1,8
Corée	1,1
Canada	0,1

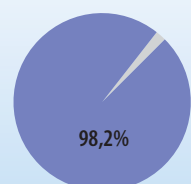
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Japon	3,4
Espagne	1,8
Corée	0,8
États-Unis	0,7
Pays-Bas	0,1
Canada	0,1

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

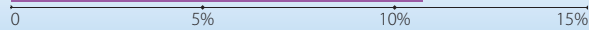
Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

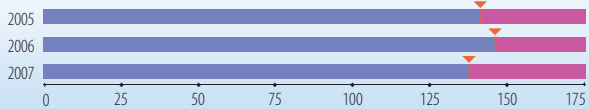
Restrictions des exportations



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

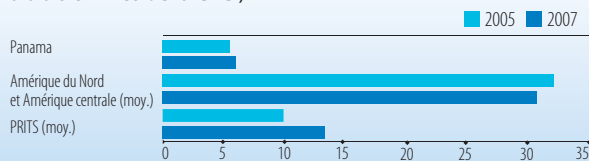
### PRIORITÉ N° 1 : COMPÉTITIVITÉ<sup>13</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



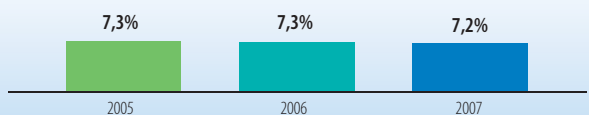
### PRIORITÉ N° 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>14</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



### PRIORITÉ N° 3 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIAL<sup>15</sup>

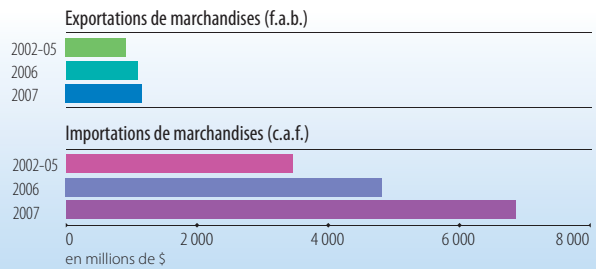
Moyenne simple des taux NPF appliqués



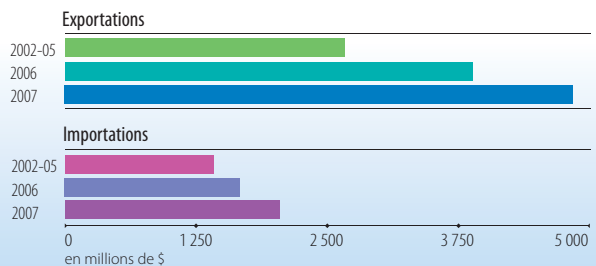
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

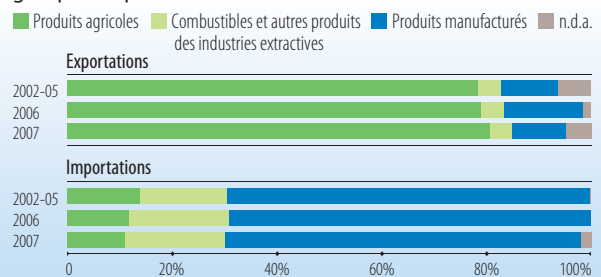
	2005	2006	2007
États-Unis	44,9	États-Unis 39,0	États-Unis 35,7
UE	28,2	UE 31,4	UE 34,0
Costa Rica	4,0	Costa Rica 5,2	Chine 5,6

Importations par principale origine (% du total)

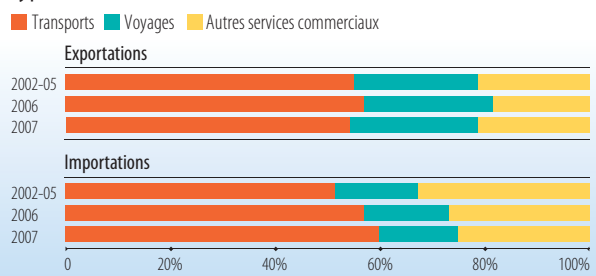
	2005	2006	2007
États-Unis	27,5	États-Unis 27,0	États-Unis 30,8
Antilles néerlandaises	11,4	Antilles néerlandaises 10,1	Antilles néerlandaises 7,1
UE	7,1	UE 6,8	UE 7,1

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



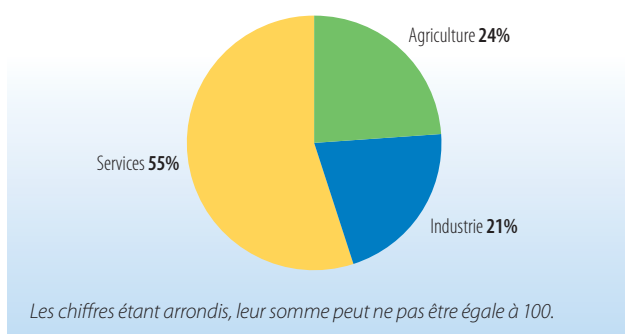
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



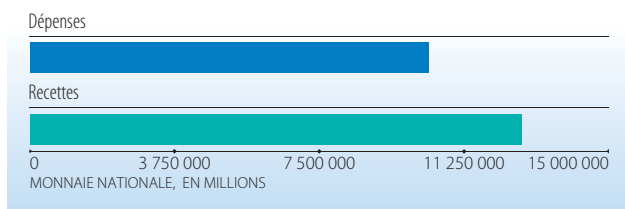
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	6 120
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	12 004
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	6,8
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	4 332
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire tranche inférieure (PRIT)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	9,3
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2003) <sup>2</sup>	61,9
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	40,2
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	98 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,6

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – Government Finance Statistics Yearbook 2007 et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 14 Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 15 CCI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

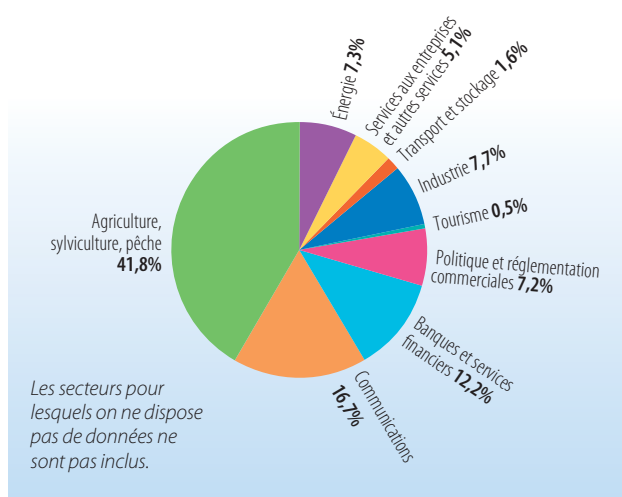
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	4,6	1,5	8,4
Infrastructure économique	0,7	5,2	4,1
Renforcement de la capacité de production	7,8	13,6	11,0
dont : marqueur du développement du commerce	–	2,1	1,5
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>13,1</b>	<b>20,2</b>	<b>23,5</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>2,3</b>	<b>3,3</b>	<b>3,8</b>

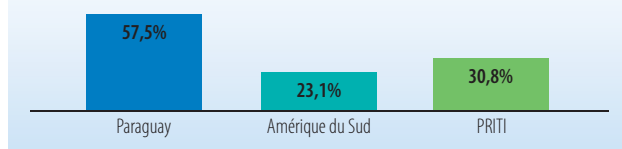
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

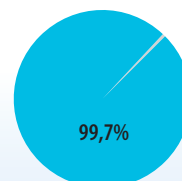


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	98,6
Corée	2,6
Espagne	2,0
États-Unis	1,1
Allemagne	1,1
France	1,1

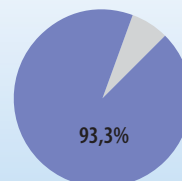
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Japon	6,7
CE	4,2
Corée	2,1
Allemagne	1,2
France	1,1
Espagne	1,1

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

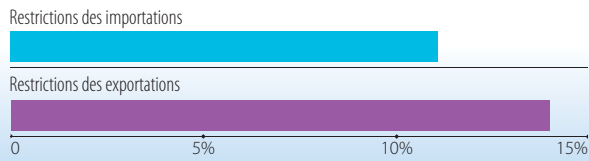




## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

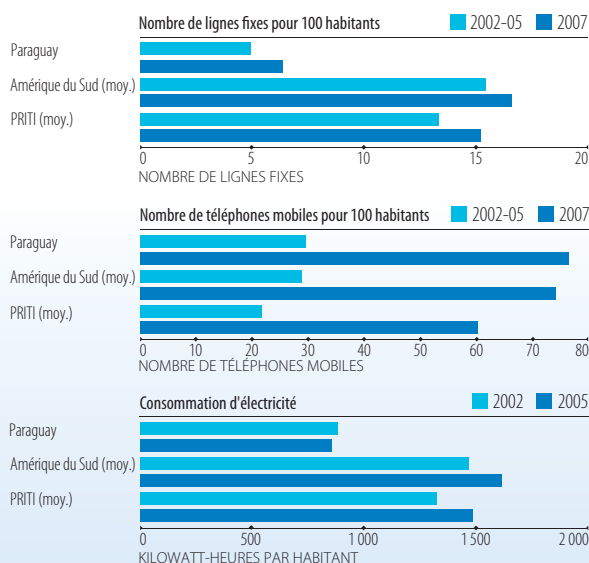
Le Paraguay ne donne pas d'indication concernant l'intégration du commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



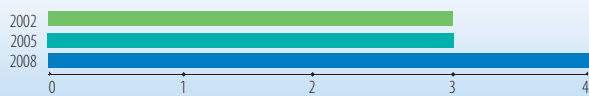
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>



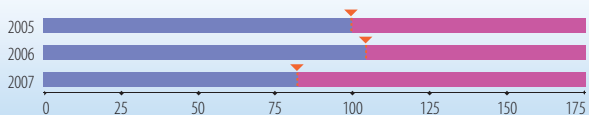
### PRIORITÉ N° 2 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>14</sup>

Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



### PRIORITÉ N° 3 : COMPÉTITIVITÉ<sup>15</sup>

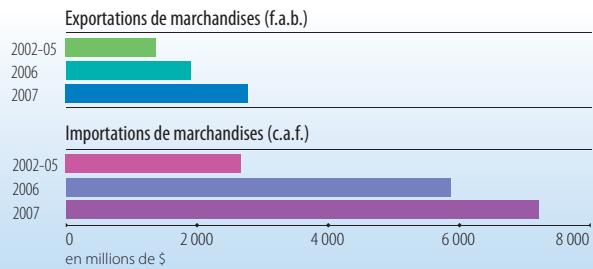
Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



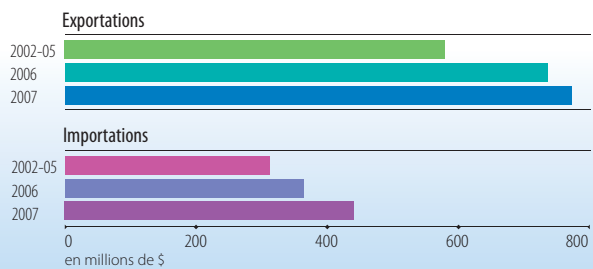
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

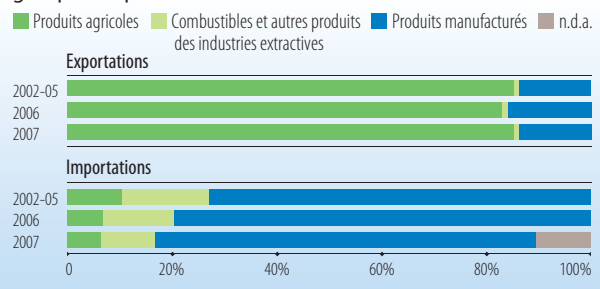
	2005	2006	2007
Uruguay	28,4	22,0	—
Brésil	19,3	17,2	—
Îles Caymanes	10,0	Fédération de Russie 11,9	—

Importations par principale origine (% du total)

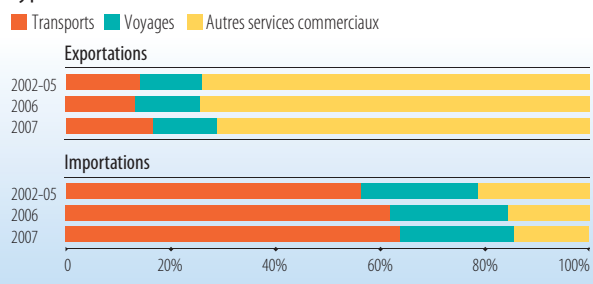
	2005	2006	2007
Brésil	25,5	Chine 25,1	—
Chine	19,3	Brésil 19,0	—
Argentina	18,3	Argentina 13,0	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



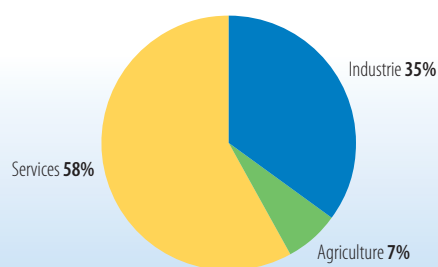
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

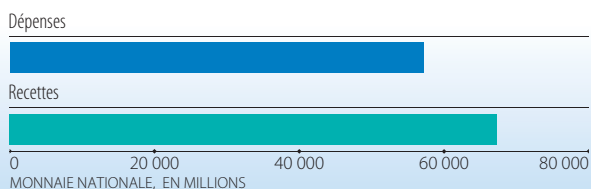
Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	27 898
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	109 088
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	8,9
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	7 842
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire tranche inférieure (PRITI)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	8,2
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2003) <sup>2</sup>	56,7
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	42,9
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	79 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,6

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – Government Finance Statistics Yearbook 2007 et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 CCI
- 15 CCI – Trade Competitiveness Map
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

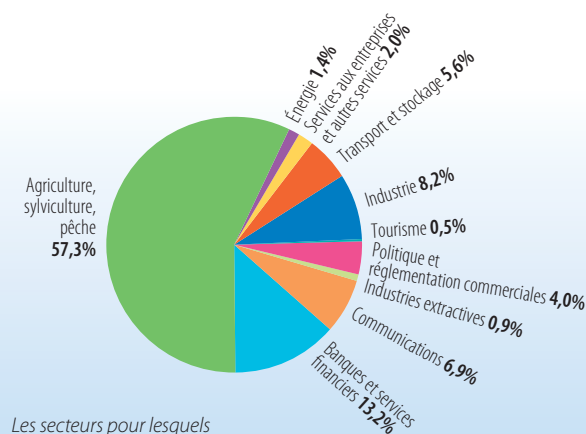
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	6,6	4,2	2,5
Infrastructure économique	29,9	14,4	100,7
Renforcement de la capacité de production	86,5	85,6	96,2
dont : marqueur du développement du commerce	–	9,9	10,7
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total Aide pour le commerce*</b>	<b>123,0</b>	<b>104,2</b>	<b>199,4</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>4,6</b>	<b>3,7</b>	<b>7,1</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

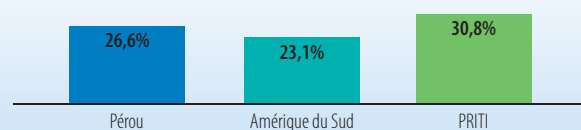
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

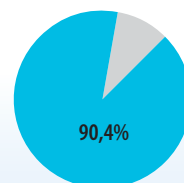


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	48,7
Japon	38,8
Espagne	15,6
Allemagne	7,6
Banque mondiale	6,9
Belgique	6,4

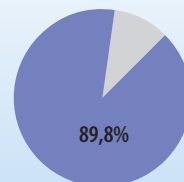
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	48,2
Norvège	40,4
CE	24,7
Espagne	10,1
Japon	9,2
Allemagne	6,4

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



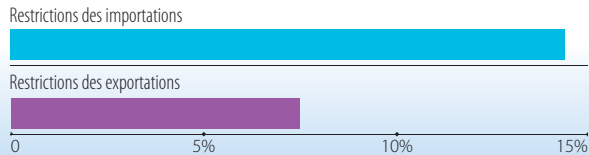




## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans **diverses stratégies sectorielles** et dans une **stratégie intersectorielle**.

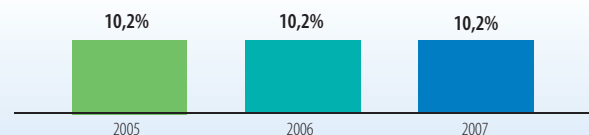
## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

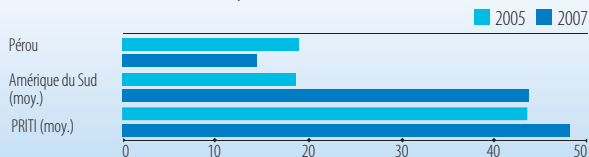
### PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIAL<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués



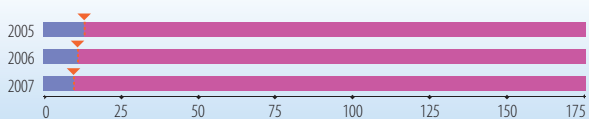
### PRIORITÉ N° 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>14</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCL)



### PRIORITÉ N° 3 : COMPÉTITIVITÉ<sup>15</sup>

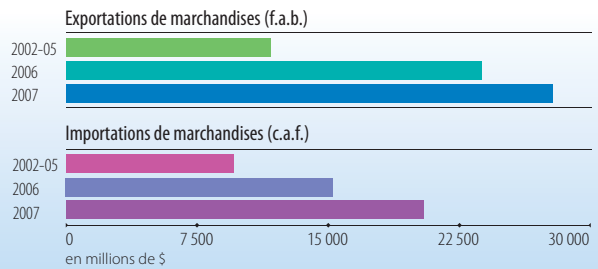
Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



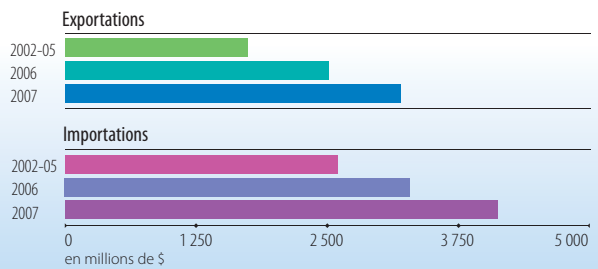
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

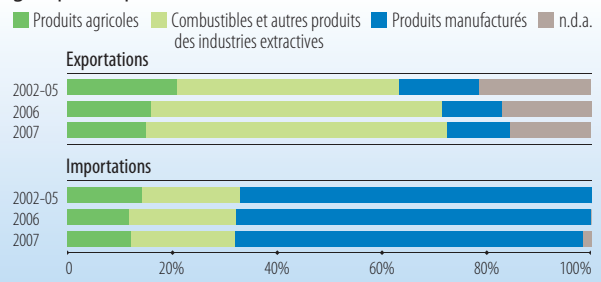
	2005	2006	2007
États-Unis	30,7	24,0	19,4
UE	17,3	19,9	18,0
Chine	10,9	9,5	10,9

Importations par principale origine (% du total)

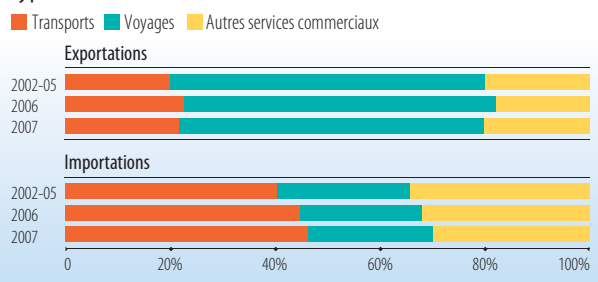
	2005	2006	2007
États-Unis	17,8	16,4	17,7
UE	12,0	11,7	12,1
Chine	8,5	10,4	11,6

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



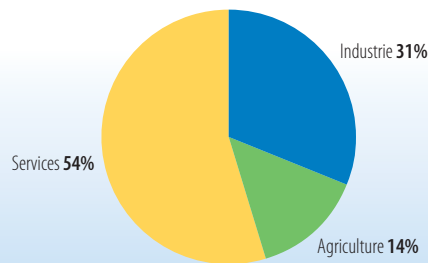
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	87 892
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	144 129
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	7,2
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	3 410
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2006) <sup>4</sup>	22,6
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2003) <sup>2</sup>	50,6
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	42,3
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	102 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,4

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



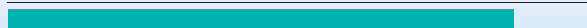
Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET (2007)<sup>9</sup>

Dépenses



Recettes



0 300 000 600 000 900 000 1 200 000  
MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 Lignes fixes et mobiles UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 15 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 16 ONU – Base de données Comtrade

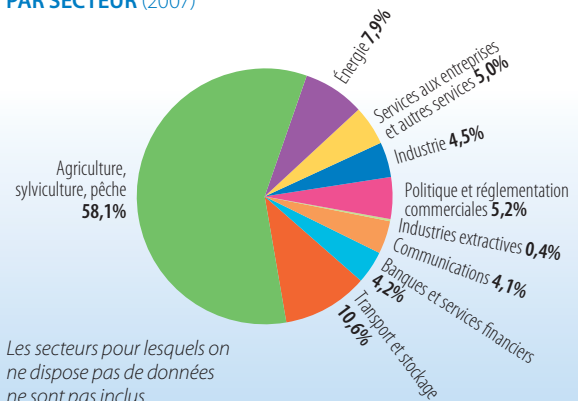
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	2,9	11,2	2,4
Infrastructure économique	202,5	48,3	531,0
Renforcement de la capacité de production	98,6	154,7	95,3
dont : marqueur du développement du commerce	–	5,6	13,9
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>303,9</b>	<b>214,2</b>	<b>628,7</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>3,7</b>	<b>2,4</b>	<b>7,2</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

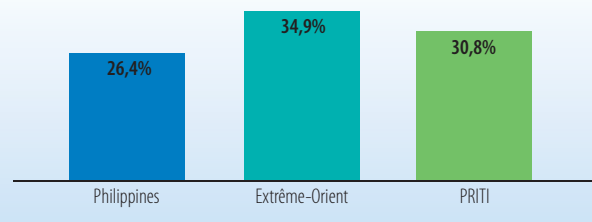
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

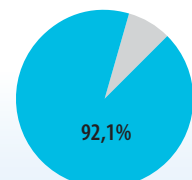


## PRINCIPAUX DONATEURS (millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	82,1
États-Unis	21,7
Espagne	8,5
Allemagne	8,2
Corée	7,5
CE	4,0

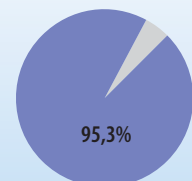
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Japon	348,4
Norvège	34,8
Allemagne	25,5
États-Unis	19,9
Corée	15,0
CE	4,6

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

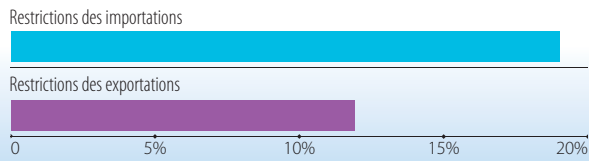




## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

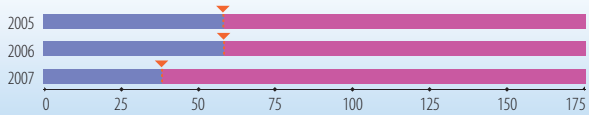
### INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



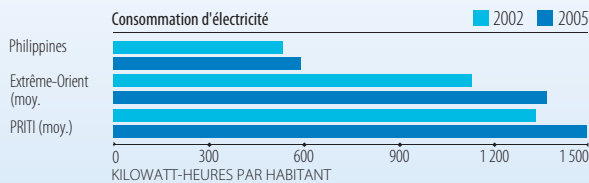
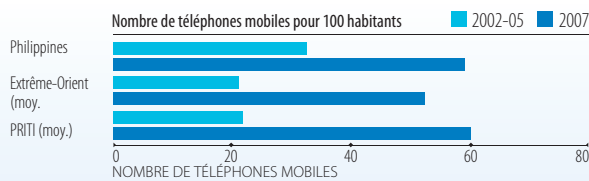
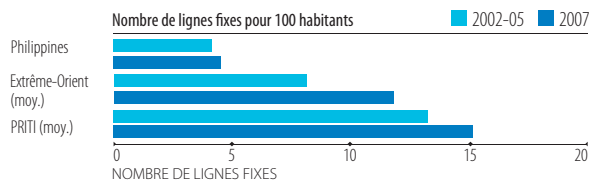
### INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

#### PRIORITÉ N° 1 : COMPÉTITIVITÉ<sup>13</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



#### PRIORITÉ N° 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>14</sup>



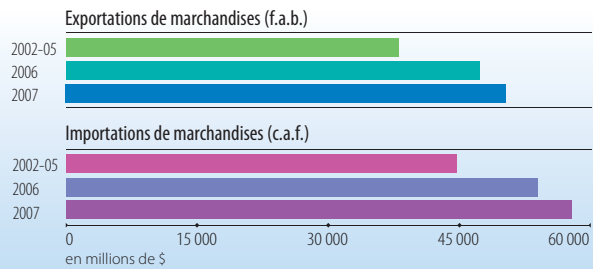
#### PRIORITÉ N° 3 : COÛTS D'AJUSTEMENT

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

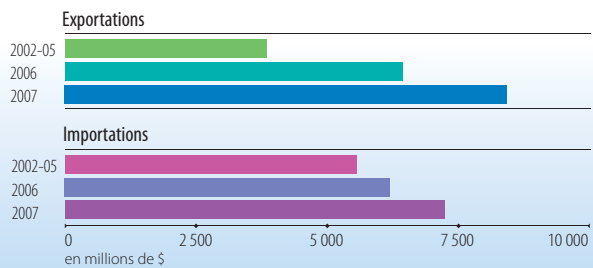
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>15</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>16</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

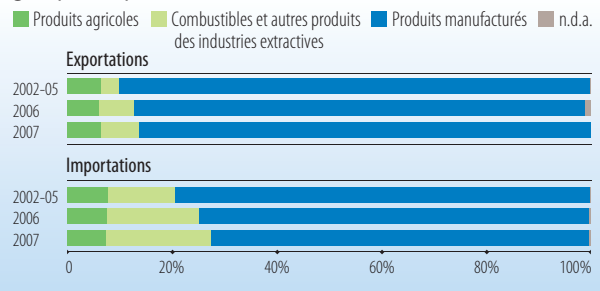
	2004	2006	2007
États-Unis	18	18,4	—
Japon	17,5	18,3	—
UE	17	16,7	—

Importations par principale origine (% du total)

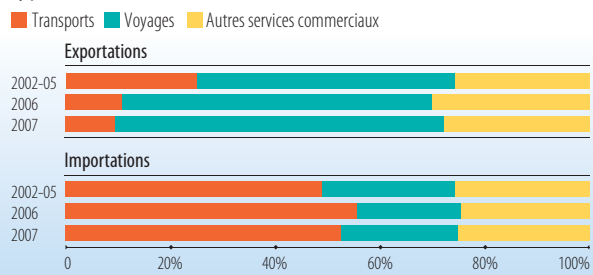
	2004	2006	2007
États-Unis	18,9	16,1	—
Japon	17,1	14,2	—
UE	7,9	8,6	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>15</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



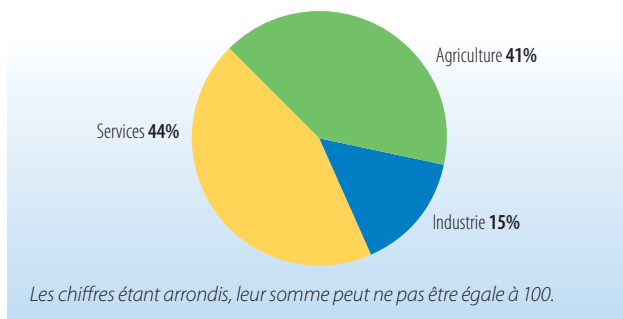
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	9 736
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	3 320
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	867
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2000) <sup>4</sup>	76,6
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2000) <sup>2</sup>	53
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2000) <sup>5</sup>	33
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	165 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	20,5

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses

Données non disponibles

Recettes

Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 14 CCI
- 15 Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

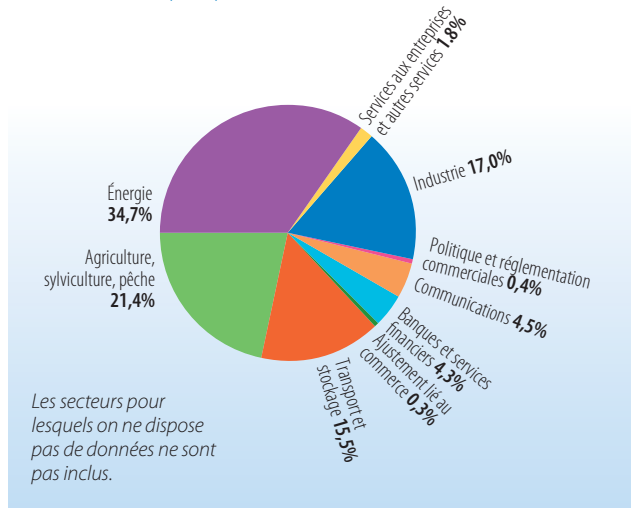
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,3	0,1
Infrastructure économique	43,0	47,3	13,6
Renforcement de la capacité de production	33,8	38,4	29,7
dont : marqueur du développement du commerce	–	1,1	0,0
Ajustement lié au commerce	–	0,3	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>76,8</b>	<b>86,4</b>	<b>43,5</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>8,5</b>	<b>8,9</b>	<b>4,5</b>

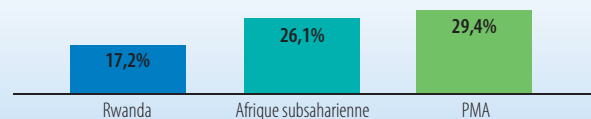
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

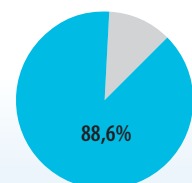


## PRINCIPAUX DONATEURS (millions de \$ constants, 2006)

Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	33,9
Belgique	16,4
Suède	8,4
BAfD	7,4
États-Unis	4,1
Japon	3,9

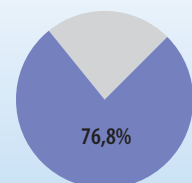
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



Décassements 2006-2007 (moyenne)

CE	7,7
Japon	6,5
Belgique	5,8
Suède	3,6
Pays-Bas	3,6
États-Unis	2,7

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



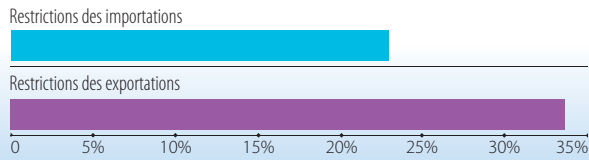


## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

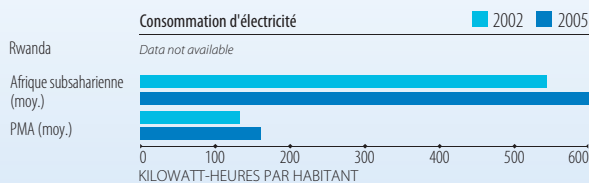
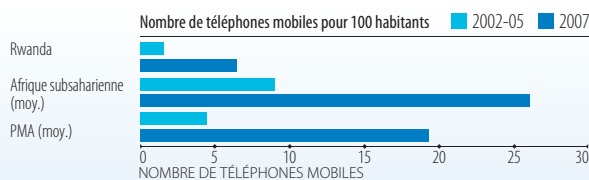
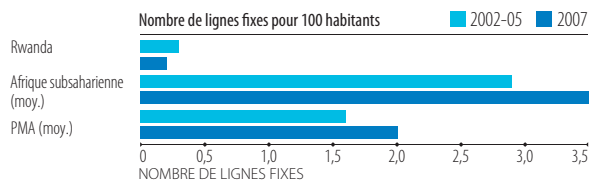
L'EDIC **ne reflète pas** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



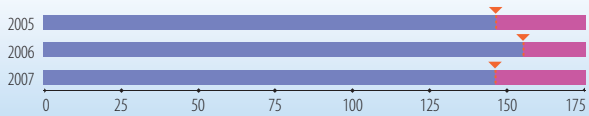
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>



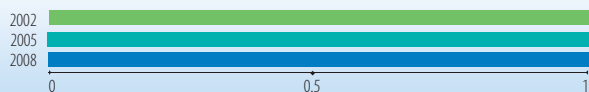
### PRIORITÉ N° 2 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



### PRIORITÉ N° 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>15</sup>

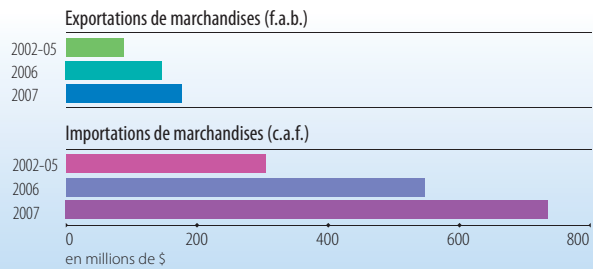
Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



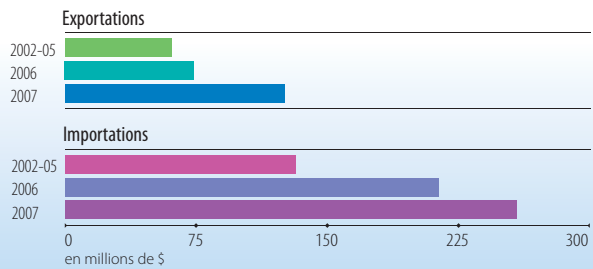
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
UE	48,1	40,6	—
Kenya	22,1	21,3	—
Hong Kong, Chine	9,3	10,7	—

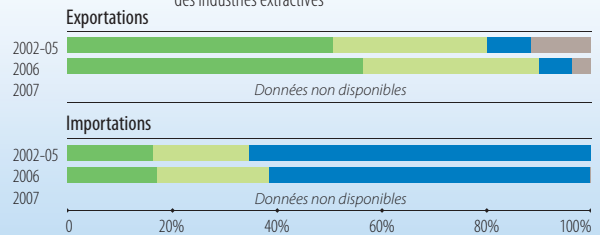
Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
UE	24,8	Kenya 26,1	—
Kenya	18,0	UE 20,0	—
Ouganda	11,6	Ouganda 13,3	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

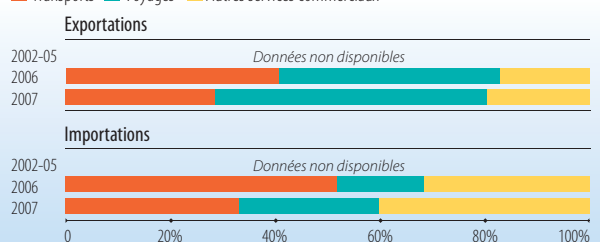
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

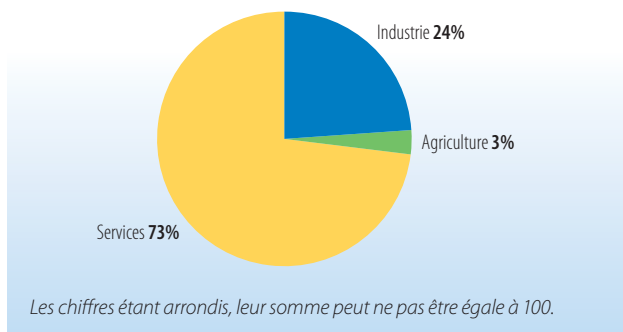
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



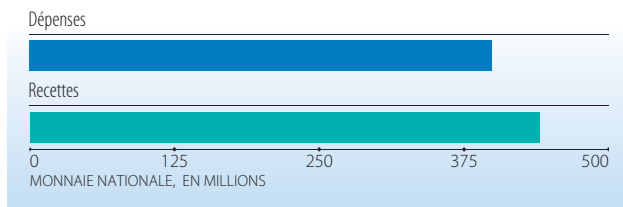
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	49
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	527
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	3,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	14 700
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	–
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (%) <sup>5</sup>	–
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	60 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	1,2

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2004)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 14 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 15 ONU – Base de données Comtrade

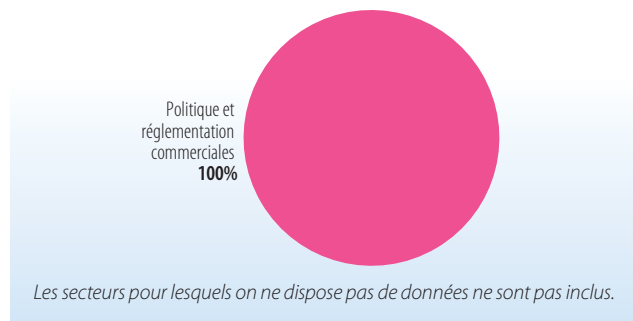
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	–	0,1	0,0
Infrastructure économique	–	–	–
Renforcement de la capacité de production	1,5	–	0,6
dont : marqueur du développement du commerce	–	–	–
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>1,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,7</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>30,8</b>	<b>1,1</b>	<b>14,1</b>

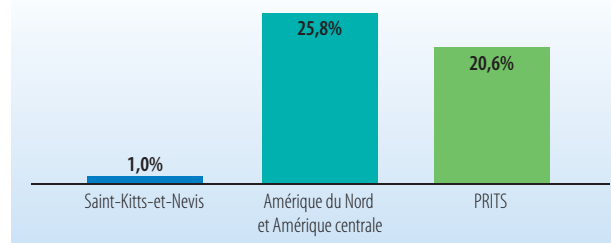
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)



## PRINCIPAUX DONATEURS (millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

OMC	0,0
Japon	0,0
FMI	0,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

100%

### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Japon	2,5
OMC	0,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

100%



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

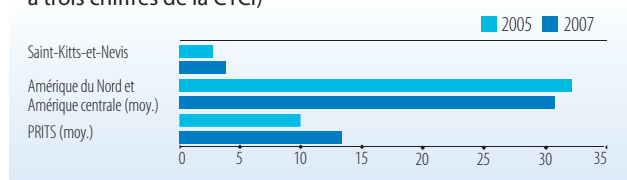
Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>13</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



### PRIORITÉ N° 2 : AUTRES – DÉVELOPPEMENT DU TOURISME

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

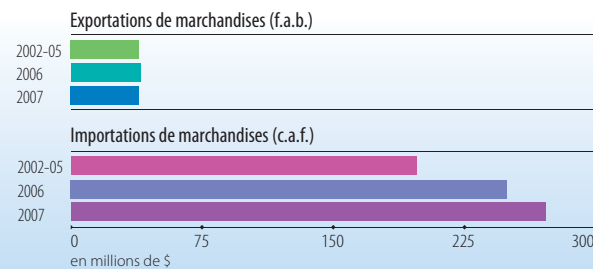
### PRIORITÉ N° 3 : AUTRES – TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

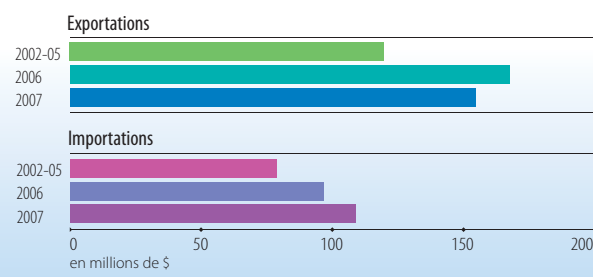
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>14</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>15</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
États-Unis	91,9	88,5	–
UE	3,0	2,9	–
Trinité-et-Tobago	2,0	1,6	–

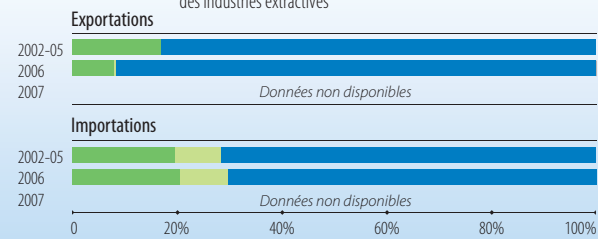
Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
États-Unis	57,9	58,3	–
Trinité-et-Tobago	14,1	12,5	–
UE	9,3	7,2	–

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>14</sup>

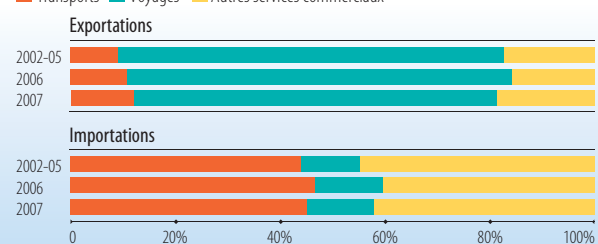
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux

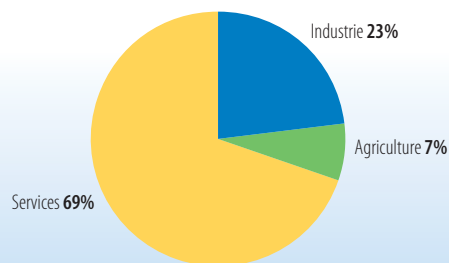




## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	120
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	553
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	6,7
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	7 694
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	–
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (%) <sup>5</sup>	–
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	92 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	1

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses

Données non disponibles

Recettes

Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 15 OMC – Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

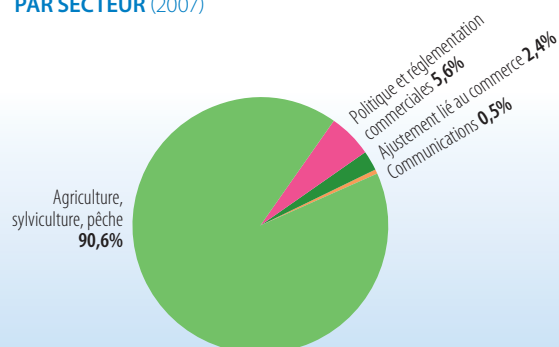
APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,5	0,1
Infrastructure économique	„	0,0	0,0
Renforcement de la capacité de production	4,2	7,6	8,3
dont : marqueur du développement du commerce	–	–	–
Ajustement lié au commerce	–	0,2	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>4,2</b>	<b>8,3</b>	<b>8,4</b>

Aide pour le commerce par habitant (\$)	35,3	69,6	70,3
---	------	------	------

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

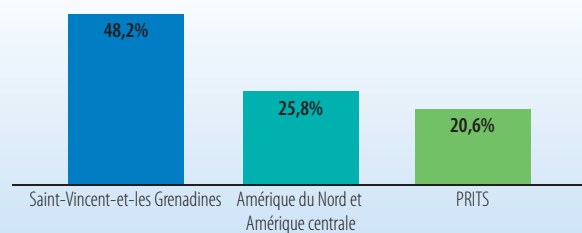
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)



## PRINCIPAUX DONATEURS (millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	6,7
CE	2,5
FMI	0,2
OMC	0,0
Corée	0,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

100%

### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	3,7
Japon	1,5
OMC	0,0
Corée	0,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

100%



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans le **budget annuel** et dans **diverses stratégies sectorielles**.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

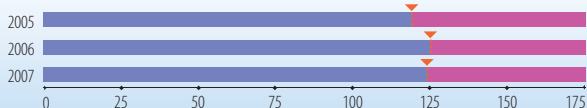
Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

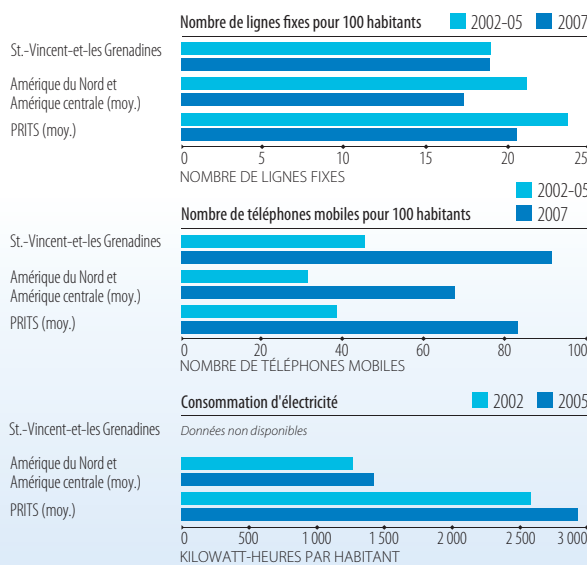
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : COMPÉTITIVITÉ<sup>13</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)

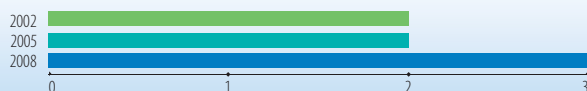


### PRIORITÉ N° 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>14</sup>



### PRIORITÉ N° 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>15</sup>

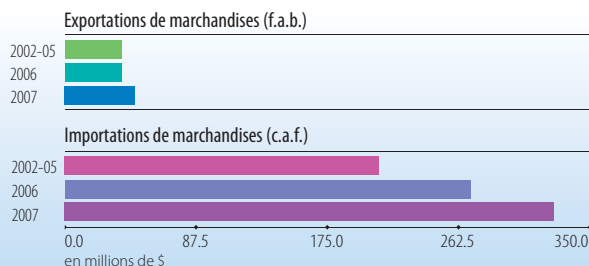
Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



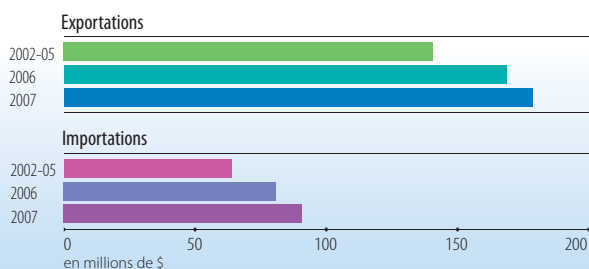
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
UE	27,3	UE 26,0	—
Barbade	12,7	Trinité-et-Tobago 14,7	—
Trinité-et-Tobago	12,3	Barbade 13,9	—

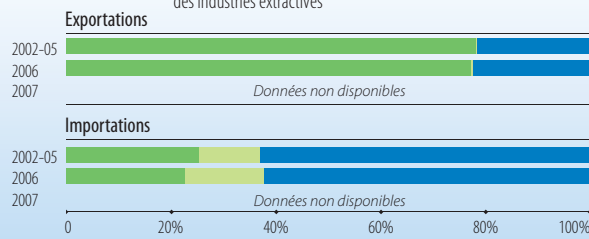
Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
États-Unis	33,3	États-Unis 32,6	—
Trinité-et-Tobago	23,6	Trinité-et-Tobago 25,9	—
UE	15,1	UE 13,6	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

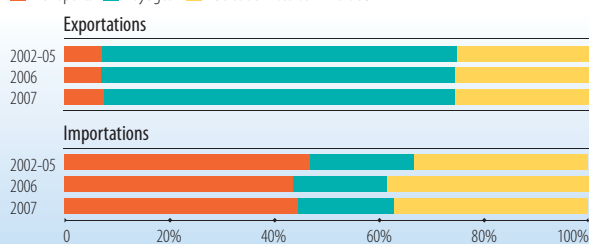
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

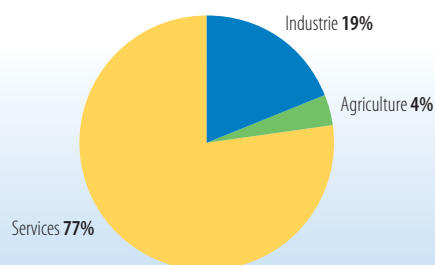
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	168
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	958
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	3,2
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	9 999
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 1995) <sup>4</sup>	20,9
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2004) <sup>5</sup>	47,5
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	66 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2005) <sup>7</sup>	2,1

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses

Données non disponibles

Recettes

Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – WDI
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Routes revêtues: Banque mondiale – WDI  
Qualité des infrastructures de transport ferroviaire et aérien :  
Forum économique mondial, *Global Enabling Trade Report 2009*
- 14 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 15 ONU – Base de données Comtrade

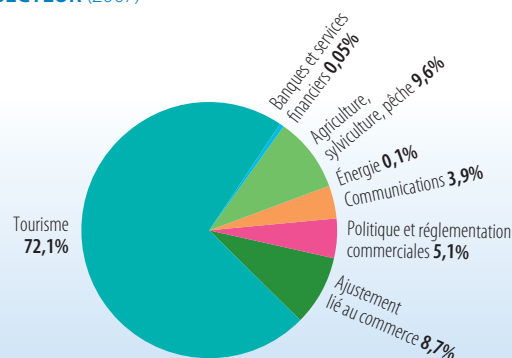
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,4	0,2
Infrastructure économique	3,4	0,3	3,1
Renforcement de la capacité de production	3,3	6,5	2,2
dont : marqueur du développement du commerce	–	–	–
Ajustement lié au commerce	–	0,7	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>6,7</b>	<b>7,9</b>	<b>5,5</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>41,5</b>	<b>47,1</b>	<b>32,6</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

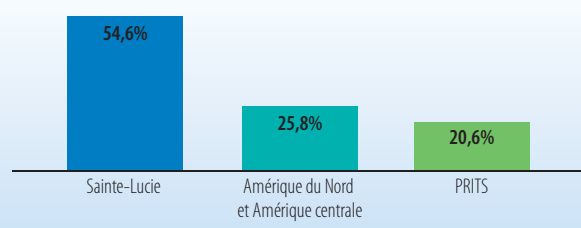
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

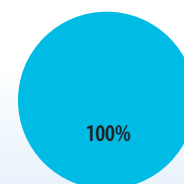


## PRINCIPAUX DONATEURS (millions de \$ constants, 2006)

Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	6,6
Japon	1,0
FMI	0,1
OMC	0,1

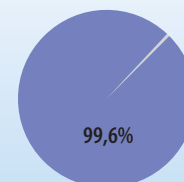
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



Décaissements 2006-2007 (moyenne)

France	2,2
Japon	1,0
CE	1,0
OMC	0,1

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans le **budget annuel** et dans **diverses stratégies sectorielles**.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : COÛTS D'AJUSTEMENT

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

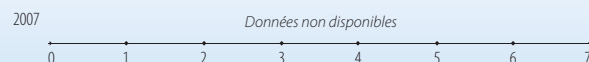
### PRIORITÉ N° 2 : AUTRES TRANSPORTS<sup>13</sup>

Routes revêtues  
(% des voies de circulation)

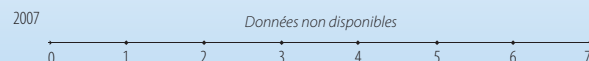
*Données non disponibles*

Qualité des infrastructures de transport ferroviaire et aérien  
1 = insuffisamment développées, 7 = bien développées et efficaces par comparaison internationale

Transport aérien



Transport ferroviaire



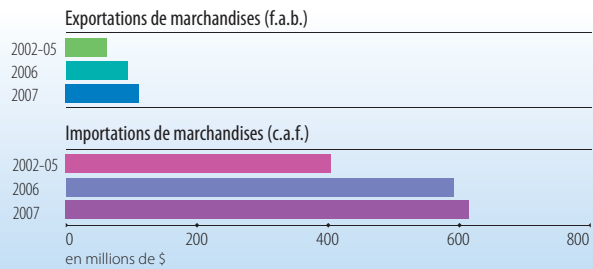
### PRIORITÉ N° 3 :

Plusieurs priorités choisies. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

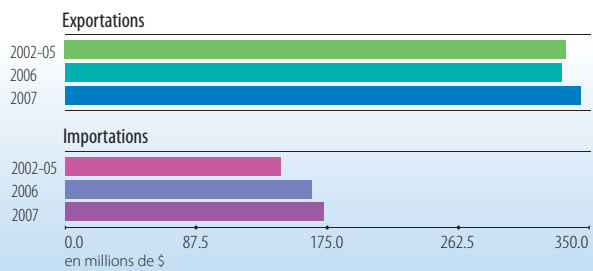
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>14</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>15</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

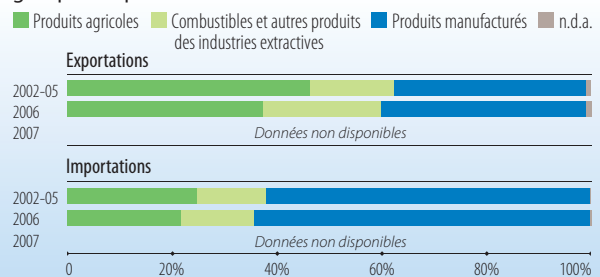
	2005		2006		2007
UE	28,2	Trinité-et-Tobago	30,1	Trinité-et-Tobago	30,1
Trinité-et-Tobago	22,5	UE	23,6	UE	23,6
États-Unis	14,0	États-Unis	20,6	États-Unis	20,6

Importations par principale origine (% du total)

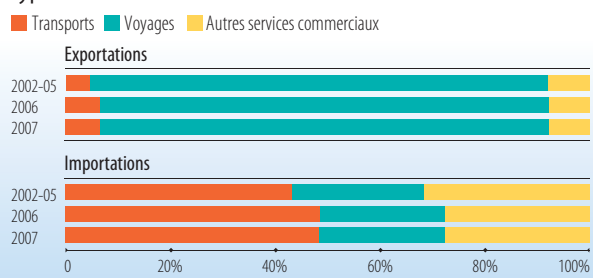
	2005		2006		2007
États-Unis	44,0	États-Unis	39,3	États-Unis	41,6
UE	14,3	Trinité-et-Tobago	16,9	Trinité-et-Tobago	19,9
Trinité-et-Tobago	14,2	UE	13,3	UE	10,8

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>14</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



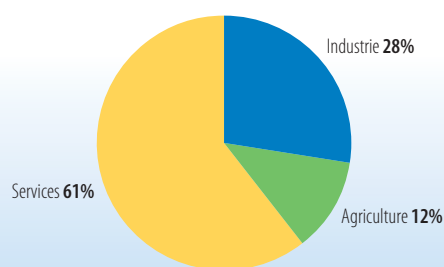
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	187
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	482
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	6,1
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	4 018
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	–
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2000) <sup>5</sup>	30,2
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	96 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	11,2

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses

Données non disponibles

Recettes

Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 14 ONU – Base de données Comtrade

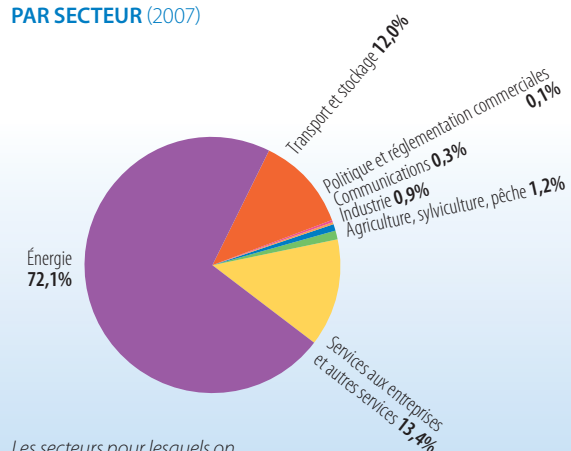
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,0	0,0
Infrastructure économique	7,8	46,7	0,8
Renforcement de la capacité de production dont : marqueur du développement du commerce	5,7	8,6	3,6
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>13,5</b>	<b>55,3</b>	<b>4,4</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>74,2</b>	<b>295,6</b>	<b>23,7</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

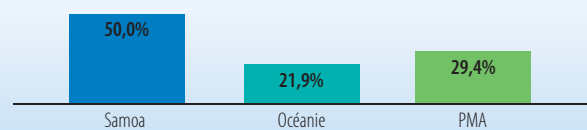
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

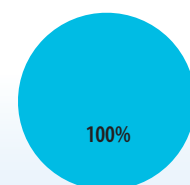


## PRINCIPAUX DONATEURS (millions de \$ constants, 2006)

Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	21,5
Australie	4,0
Banque mondiale	3,1
Nouvelle-Zélande	0,1

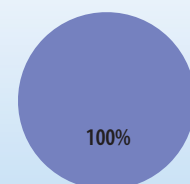
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Japon	4,5
Australie	0,6
Nouvelle-Zélande	0,3

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans le **budget annuel** et dans **diverses stratégies sectorielles**.

Le Samoa participe au CIR, mais n'a pas encore d'EDIC.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIAL

Pas de données disponibles.

### PRIORITÉ N° 2 : INTÉGRATION RÉGIONALE

Pas de données disponibles.

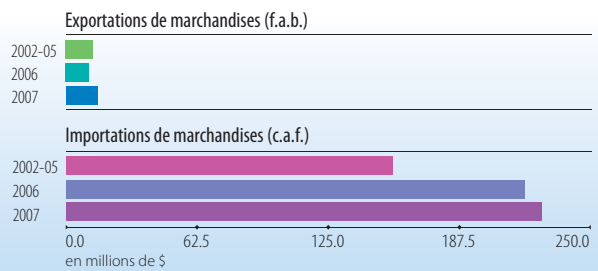
### PRIORITÉ N° 3 : FACILITATION DES ÉCHANGES

Pas de données disponibles.

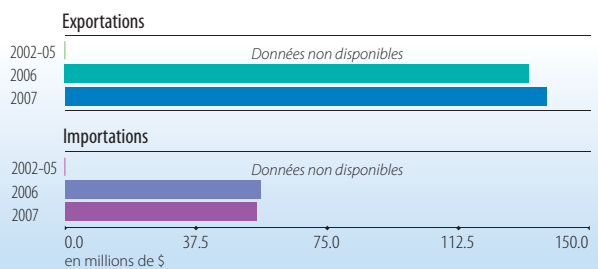
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>13</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



### Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>14</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

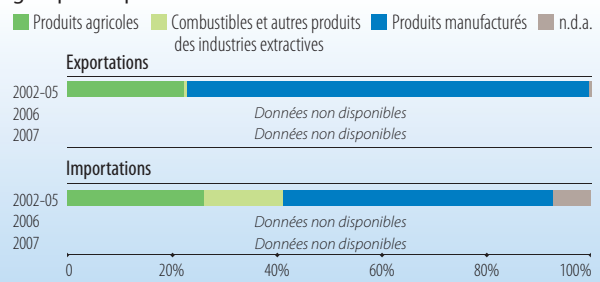
	2005	2006	2007
Australie	73,7	—	—
Samoa américaines	23,2	—	—
Tokelau	0,8	—	—

Importations par principale origine (% du total)

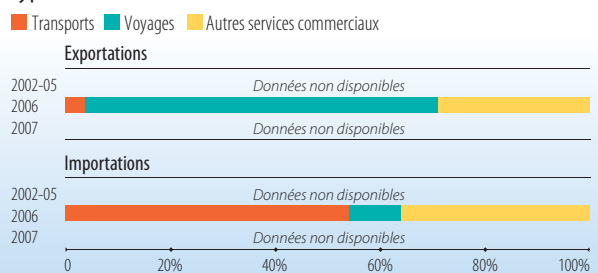
	2005	2006	2007
Nouvelle-Zélande	30,7	—	—
Australie	22,4	—	—
États-Unis	13,4	—	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>13</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



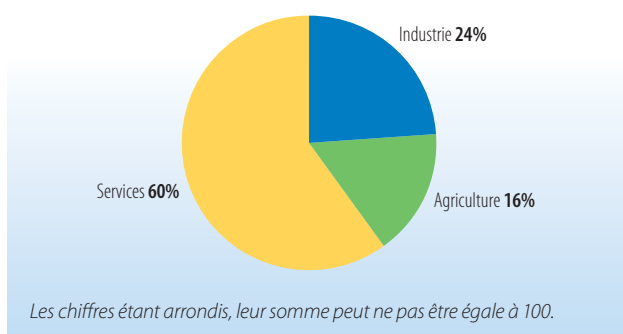
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



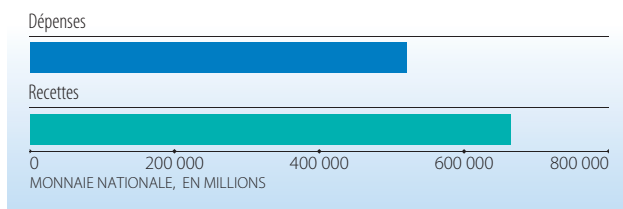
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	12 411
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	11 151
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	4,8
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	1 666
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	33,5
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2001) <sup>2</sup>	48,4
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2001) <sup>5</sup>	10,6
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	153 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	9,1

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2001)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 *Global Enabling Trade Report 2009*, Forum économique mondial
- 14 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 15 OMC – Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

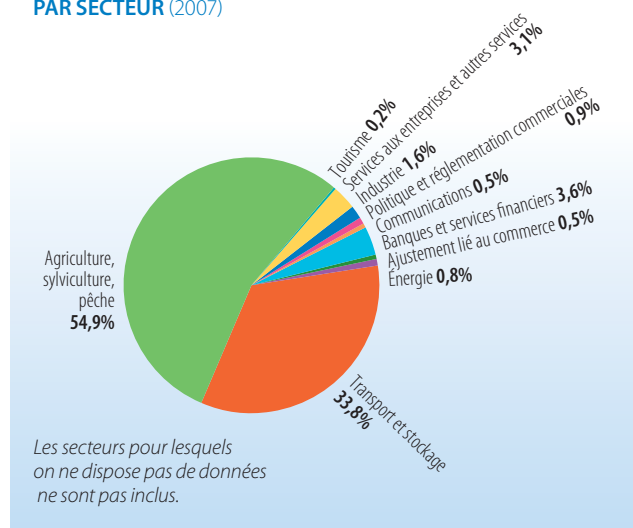
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	1,1	0,8	4,8
Infrastructure économique	72,4	33,2	42,1
Renforcement de la capacité de production	126,9	59,9	73,3
dont : marqueur du développement du commerce	–	5,5	4,9
Ajustement lié au commerce	–	0,5	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>200,4</b>	<b>94,5</b>	<b>120,2</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>17,7</b>	<b>7,6</b>	<b>9,7</b>

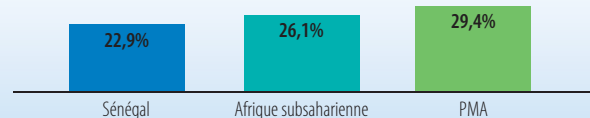
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

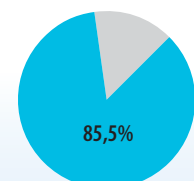


## PRINCIPAUX DONATEURS (millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Banque mondiale	51,3
France	32,4
CE	16,2
Japon	10,0
Canada	9,1
États-Unis	7,0

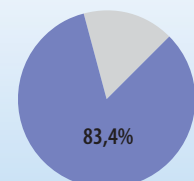
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

France	35,9
CE	32,5
Allemagne	10,6
Japon	10,6
États-Unis	5,5
Canada	5,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





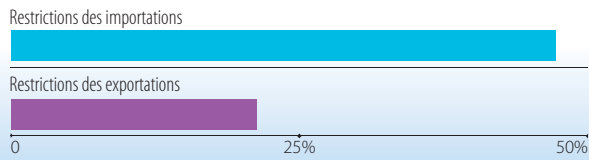


## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

L'EDIC **reflète pleinement** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



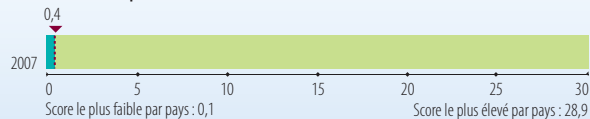
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : CROSS BORDER INFRASTRUCTURE<sup>13</sup>

Indice de connectivité en matière de transbordement

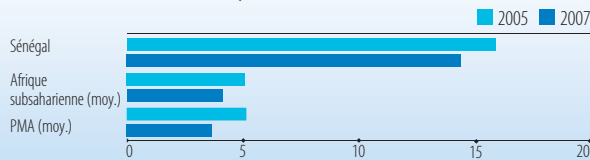


Densité aéroportuaire



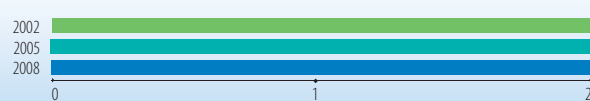
### PRIORITÉ N° 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>14</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



### PRIORITÉ N° 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>15</sup>

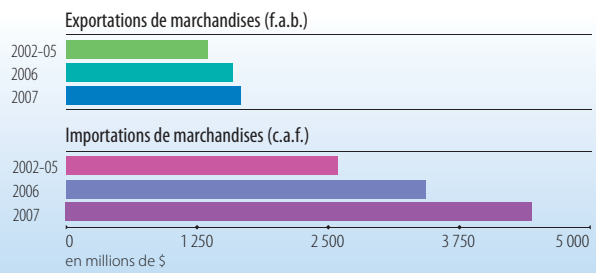
Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



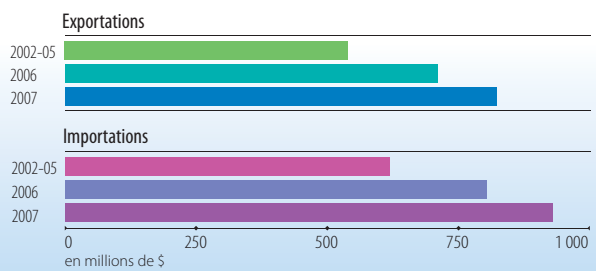
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

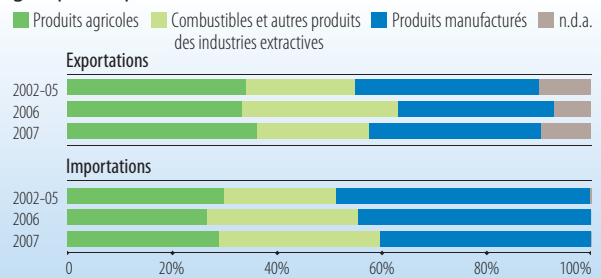
	2005	2006	2007
UE	23,6	23,3	25,7
Mali	19,2	20,2	24,0
Inde	12,9	Gambie 5,6	Inde 6,7

Importations par principale origine (% du total)

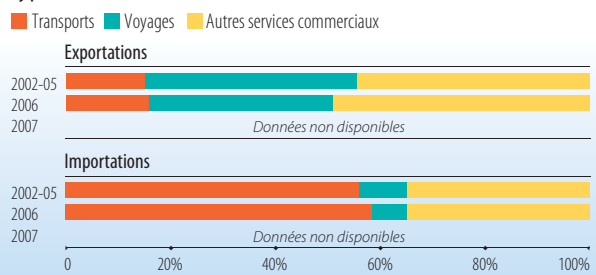
	2005	2006	2007
UE	44,0	51,8	46,6
Nigéria	10,4	Chine 4,3	Nigéria 8,4
Thaïlande	5,0	Thaïlande 4,0	Chine 5,7

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



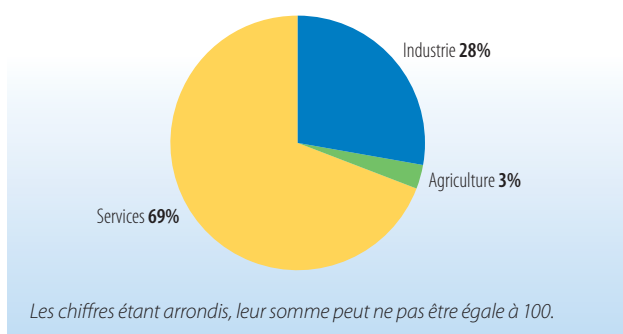
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



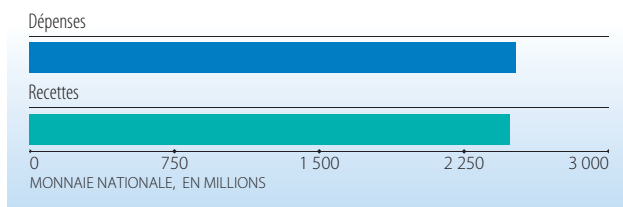
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	85
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	728
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	6,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	16 400
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	–
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2001) <sup>5</sup>	49,4
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	54 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	1,9

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 15 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 16 ONU – Base de données Comtrade

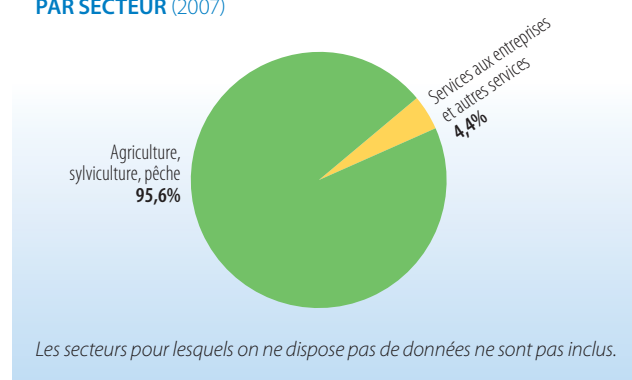
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

### APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	–	–	–
Infrastructure économique	0,0	–	–
Renforcement de la capacité de production dont : marqueur du développement du commerce	2,8	0,6	1,2
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>2,8</b>	<b>0,6</b>	<b>1,2</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>33,9</b>	<b>7,6</b>	<b>14,3</b>

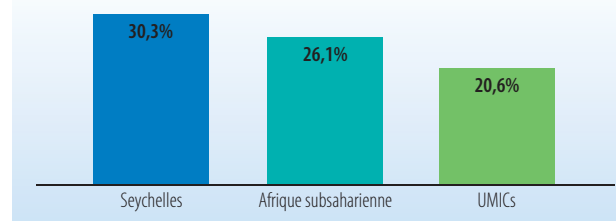
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

### PAR SECTEUR (2007)



### PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

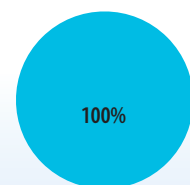
Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)



### PRINCIPAUX DONATEURS (millions de \$ constants, 2006)

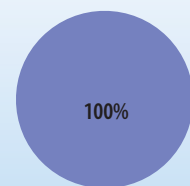
#### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	1,2	Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce
CE	0,9	
Allemagne	0,0	



#### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	2,3	Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce
Japon	1,2	
Autriche	0,0	
Allemagne	0,0	





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce **n'est pas** intégré dans le plan de développement national.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

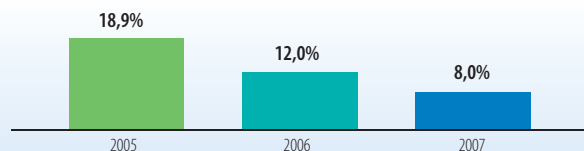
Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>13</sup>

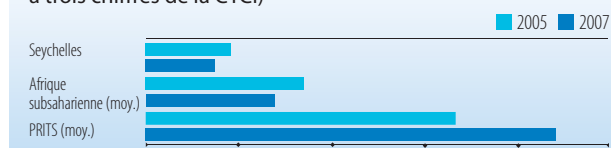
Moyenne simple des taux NPF appliqués



### PRIORITÉ N° 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>14</sup>

Diversification des produits

(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



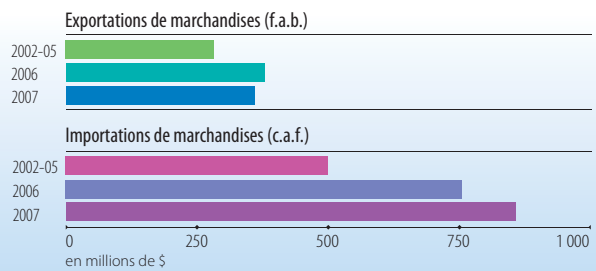
### PRIORITÉ N° 3 : COÛTS D'AJUSTEMENT

Pas d'indicateur disponible. Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

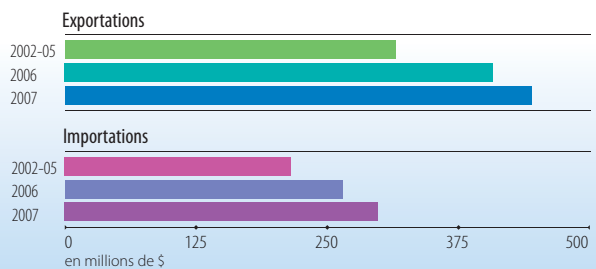
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>15</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>16</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
UE	60,2	55	53,6
Arabie saoudite	36	42,1	26,3
Afrique du Sud	0,8	0,7	16,8

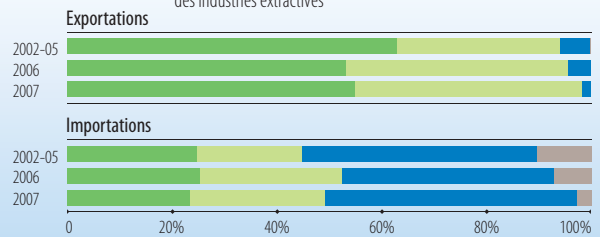
Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
UE	43	31,5	35,8
Arabie saoudite	23	26,4	24,9
Singapour	7,6	11,3	8,5

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>17</sup>

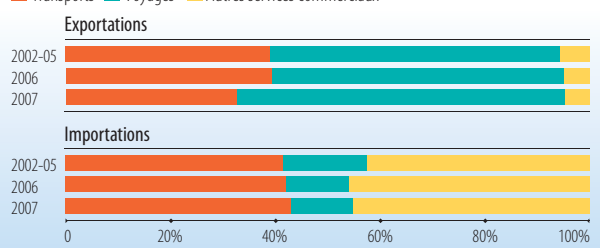
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

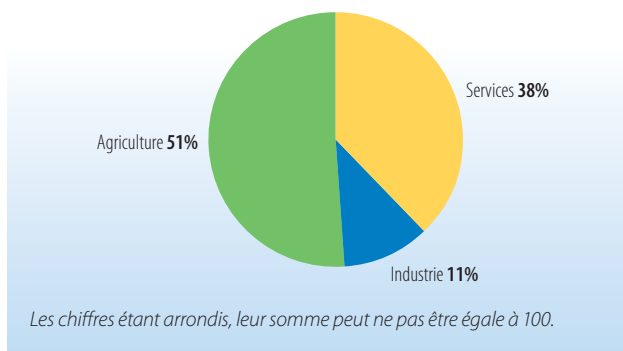
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



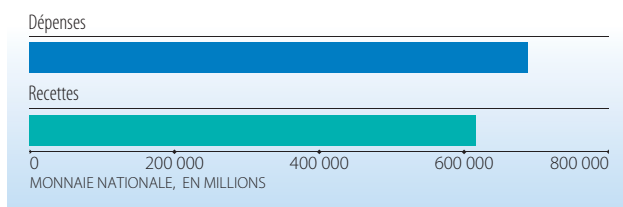
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	5 484
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	1 672
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	6,8
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	677
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2003) <sup>4</sup>	53,4
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2003) <sup>2</sup>	47,3
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2004) <sup>5</sup>	23,2
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	179 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	26,3

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2004)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 14 Routes revêtues : Banque mondiale – WDI  
Qualité des infrastructures de transport ferroviaire et aérien :  
*Global Enabling Trade Report 2009*, Forum économique mondial
- 15 CCI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

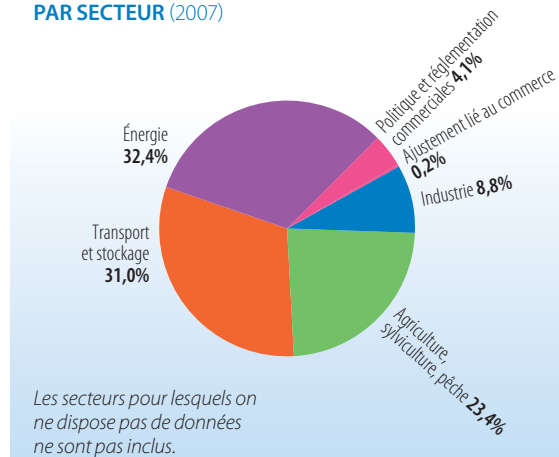
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	1,1	3,3	2,3
Infrastructure économique	44,1	50,3	21,9
Renforcement de la capacité de production	22,3	25,5	7,7
dont : marqueur du développement du commerce	–	0,0	0,0
Ajustement lié au commerce	–	0,1	0,7
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>67,5</b>	<b>79,2</b>	<b>32,5</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>12,8</b>	<b>13,5</b>	<b>5,6</b>

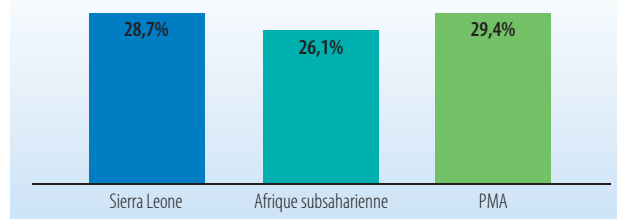
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

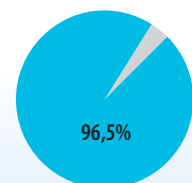


## PRINCIPAUX DONATEURS (millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	16,0
Banque mondiale	11,5
Italie	7,4
Royaume-Uni	5,8
Japon	3,7
BAfD	1,5

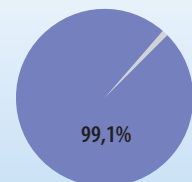
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	11,3
Italie	7,4
Royaume-Uni	6,4
Allemagne	1,6
Japon	1,2
Irlande	0,4

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

L'EDIC **reflète pleinement** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

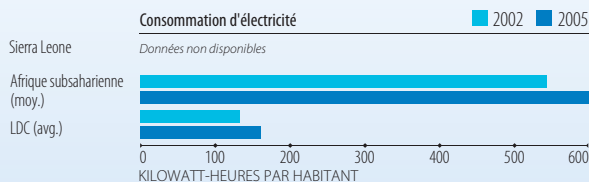
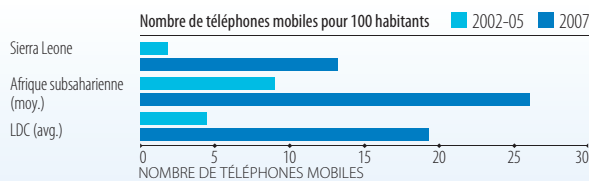
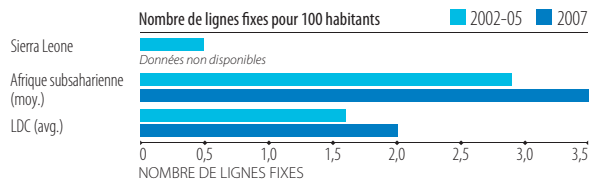
Données non disponibles

Restrictions des exportations

Données non disponibles

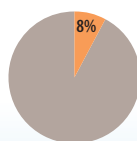
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>



### PRIORITÉ N° 2 : AUTRES TRANSPORTS<sup>14</sup>

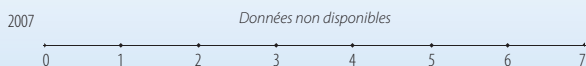
Routes revêtues (des voies de circulation), 2004



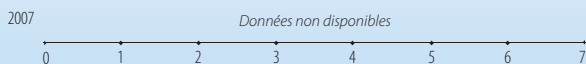
Qualité des infrastructures de transport ferroviaire et aérien

1 = insuffisamment développées, 7 = bien développées et efficaces par comparaison internationale

Transport aérien

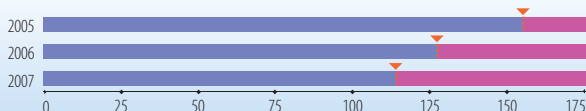


Transport ferroviaire



### PRIORITÉ N° 3 : COMPÉTITIVITÉ<sup>15</sup>

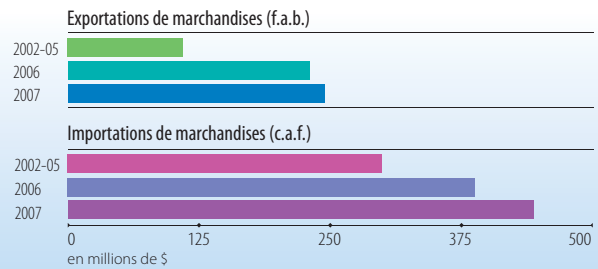
Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



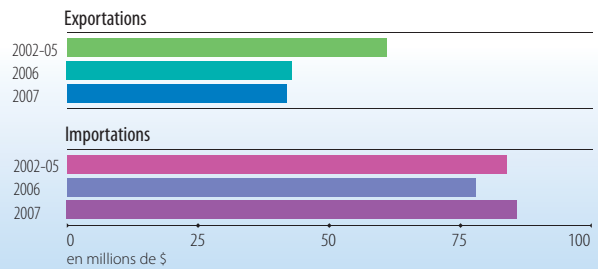
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2002	2006	2007
États-Unis	1,0	—	—
Arabie saoudite	0,4	—	—
UE	0,2	—	—

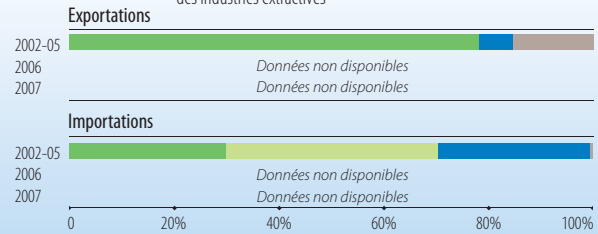
Importations par principale origine (% du total)

	2002	2006	2007
Cote d'Ivoire	36,7	—	—
UE	18,5	—	—
Canada	6,5	—	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

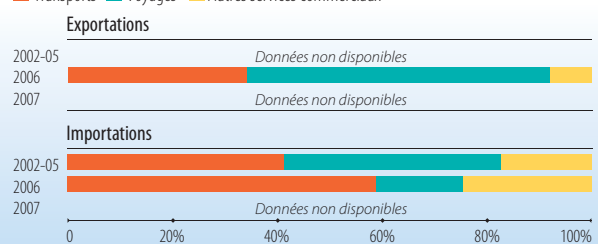
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

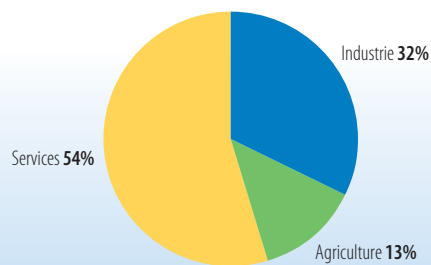
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

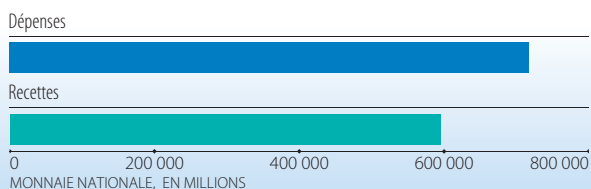
Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	19 945
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	32 354
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	6,8
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	4 259
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2002) <sup>4</sup>	14
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2002) <sup>2</sup>	48
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	31
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	104 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	2,9

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 15 CCI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

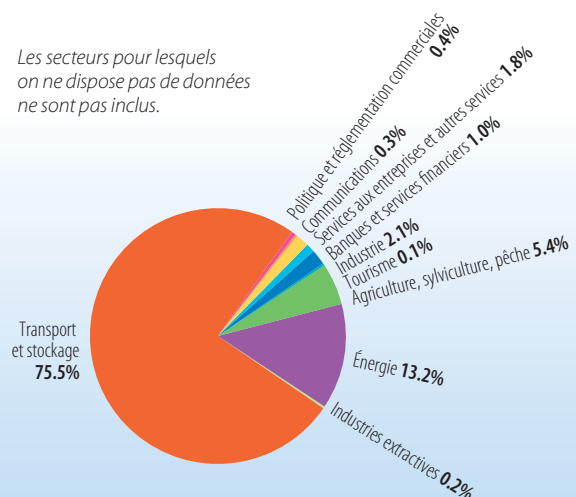
APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	4,5	1,1	1,4
Infrastructure économique	254,7	254,3	89,7
Renforcement de la capacité de production	151,8	30,1	70,2
dont : marqueur du développement du commerce	–	6,0	5,9
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>410,9</b>	<b>285,6</b>	<b>161,3</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>21,2</b>	<b>14,3</b>	<b>8,1</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

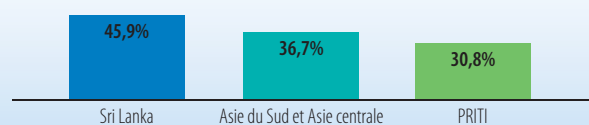
## PAR SECTEUR (2007)

Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

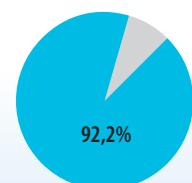


## PRINCIPAUX DONATEURS (millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	207,4
Banque mondiale	19,2
Espagne	14,0
FIDA	11,3
Canada	6,2
Norvège	5,9

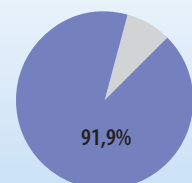
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Japon	114,3
Allemagne	28,2
Corée	9,5
Pays-Bas	5,1
Suède	5,0
Norvège	4,7

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

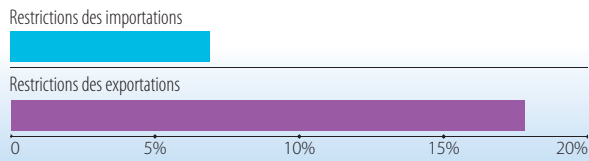




## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

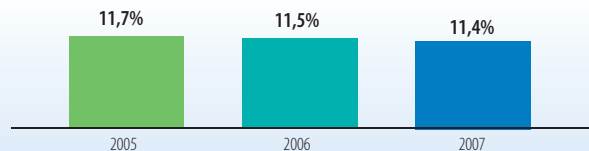
### INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



### INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

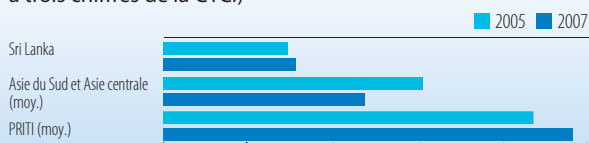
#### PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués



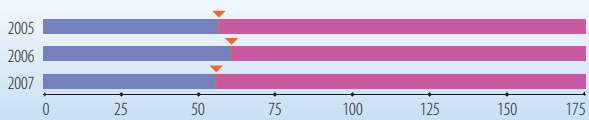
#### PRIORITÉ N° 2 : EXPORT DIVERSIFICATION<sup>15</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



#### PRIORITÉ N° 3 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

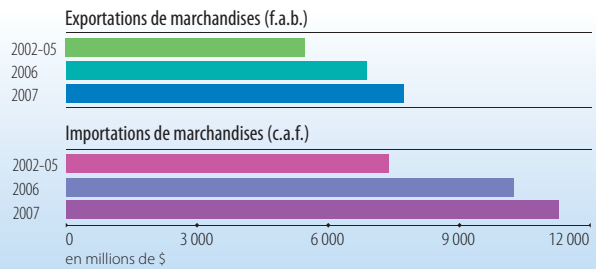
Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



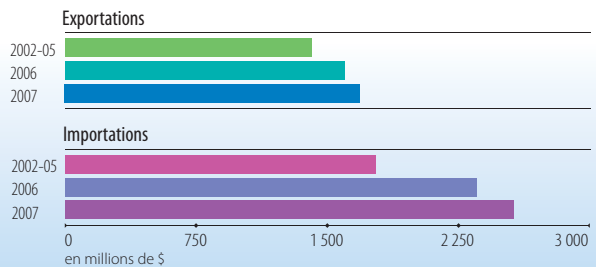
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

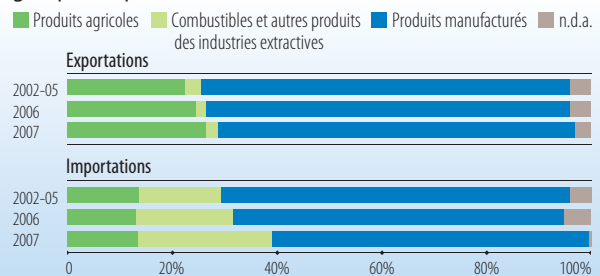
	2004	2006	2007
États-Unis	32,2	—	—
UE	31	—	—
Inde	9,1	—	—

Importations par principale origine (% du total)

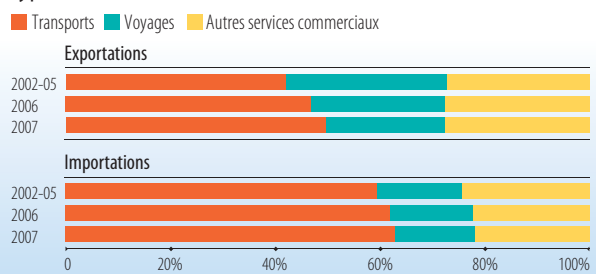
	2005	2006	2007
Inde	17,3	—	—
UE	15,6	—	—
Singapour	8,9	—	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

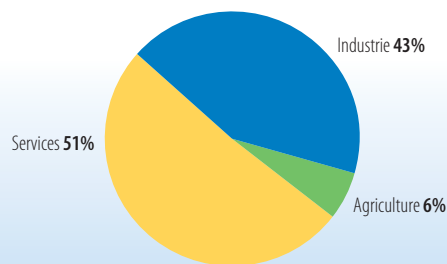




## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	458
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	2 241
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	5,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	7 816
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRIT)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 1999) <sup>4</sup>	15,5
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2004) <sup>5</sup>	38,1
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	89 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	3,1

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses

Données non disponibles

Recettes

Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 OMC – Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 15 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

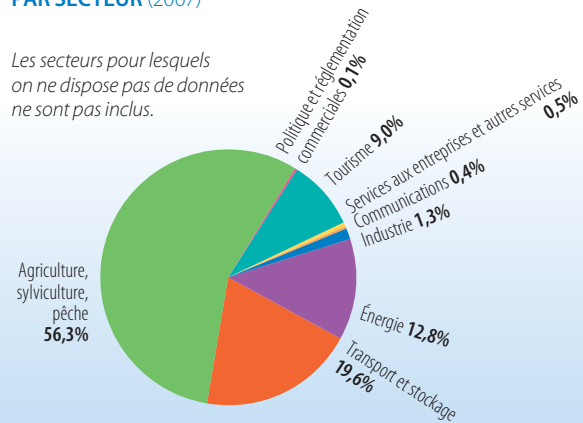
APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,0	0,0
Infrastructure économique	10,1	6,7	13,8
Renforcement de la capacité de production	10,6	13,8	10,5
dont : marqueur du développement du commerce	–	3,6	2,8
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>20,7</b>	<b>20,5</b>	<b>24,3</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>46,2</b>	<b>44,8</b>	<b>53,2</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

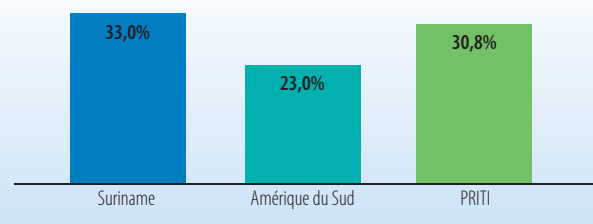
## PAR SECTEUR (2007)

Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)



## PRINCIPAUX DONATEURS (millions de \$ constants, 2006)

Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	6,3
Japon	3,8
Pays-Bas	2,9

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

100%

Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	9,4
Pays-Bas	3,2
Japon	1,6

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

100%



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans **diverses stratégies sectorielles**.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

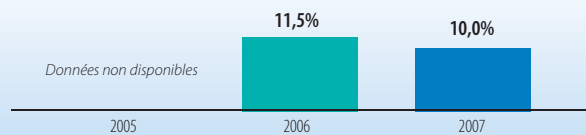
Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

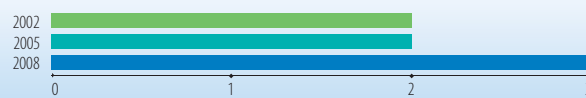
### PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués

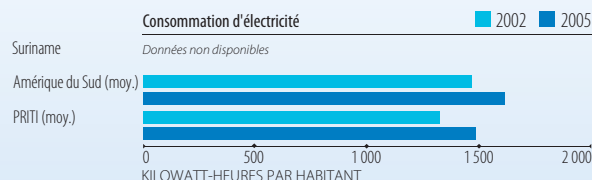
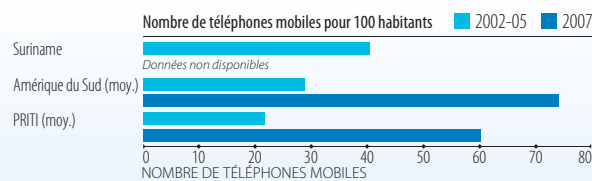
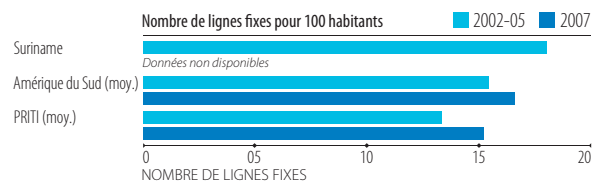


### PRIORITÉ N° 2 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>14</sup>

Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



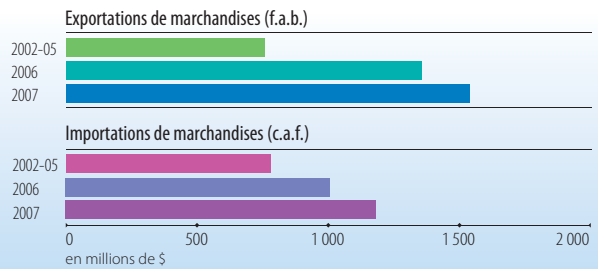
### PRIORITÉ N° 3 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>15</sup>



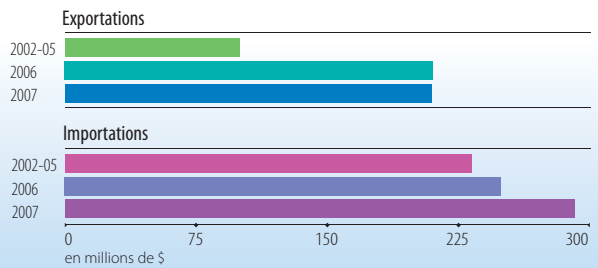
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

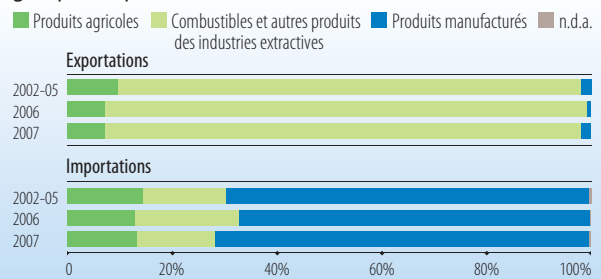
	2001	2006	2007
UE	28,7	—	—
Norvège	28,6	—	—
États-Unis	21,0	—	—

Importations par principale origine (% du total)

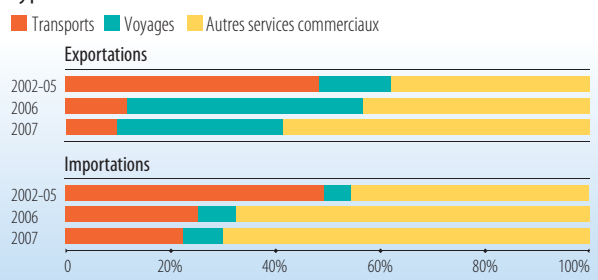
	2005	2006	2007
États-Unis	34,2	États-Unis 30,2	États-Unis 31,8
UE	21,1	UE 24,0	UE 24,5
Trinité-et-Tobago	17,8	Trinité-et-Tobago 22,6	Trinité-et-Tobago 18,0

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



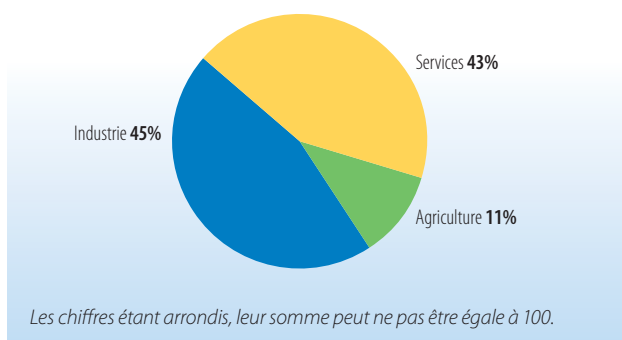
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



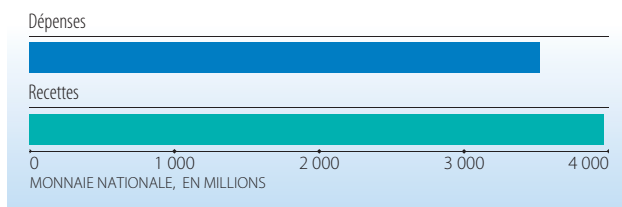
## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	1 145
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	2 942
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	3,5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	4 914
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2000-01) <sup>4</sup>	62,9
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2000) <sup>2</sup>	56,3
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 1996) <sup>5</sup>	33
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	141 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	1,2

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2003)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 Banque mondiale – *Doing Business*
- 15 CCI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

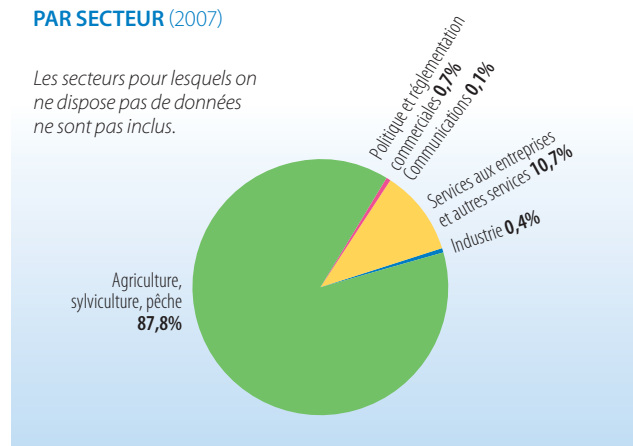
APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,1	0,1
Infrastructure économique	6,2	0,0	4,9
Renforcement de la capacité de production	9,9	20,7	3,6
dont : marqueur du développement du commerce	–	21,1	0,0
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>16,2</b>	<b>20,9</b>	<b>8,6</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>14,6</b>	<b>18,2</b>	<b>7,5</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

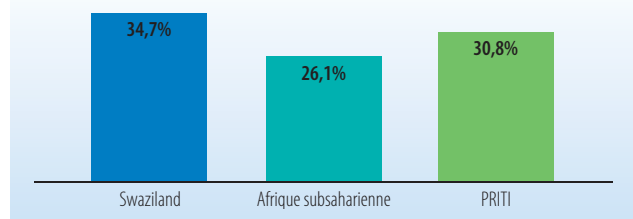
## PAR SECTEUR (2007)

Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

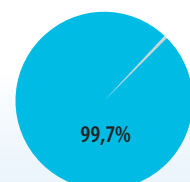


## PRINCIPAUX DONATEURS (millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	13,2
Japon	0,5
États-Unis	0,2
Finlande	0,1
OMC	0,1

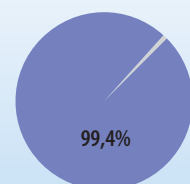
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Japon	7,8
CE	3,2
États-Unis	0,2
OMC	0,1

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce **n'est pas** intégré dans le plan de développement national mais il est pris en compte dans le **budget annuel**.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

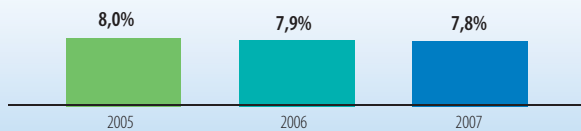
Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

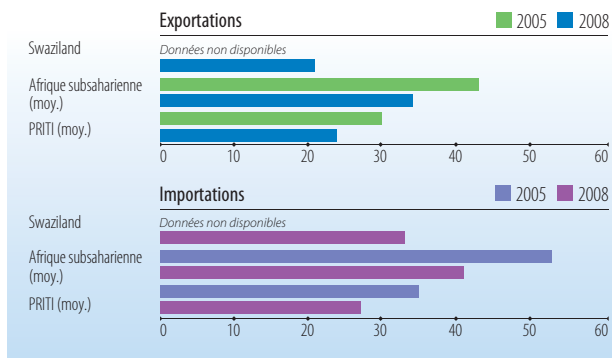
### PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués



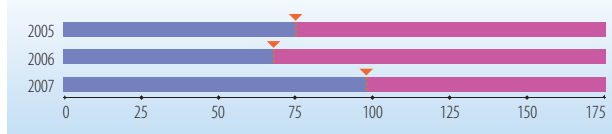
### PRIORITÉ N° 2 : FACILITATION DES ÉCHANGES<sup>14</sup>

Nombre de jours requis pour le commerce frontalier



### PRIORITÉ N° 3 : COMPÉTITIVITÉ<sup>15</sup>

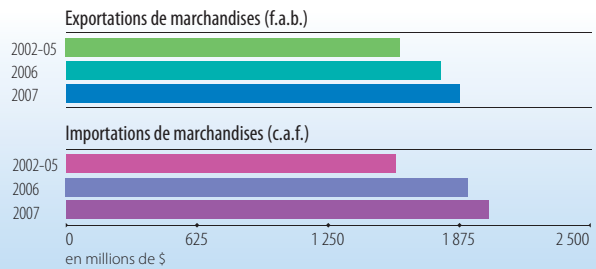
Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



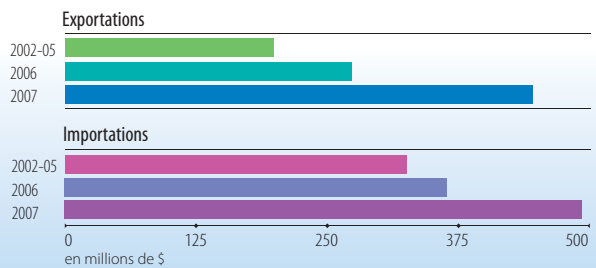
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

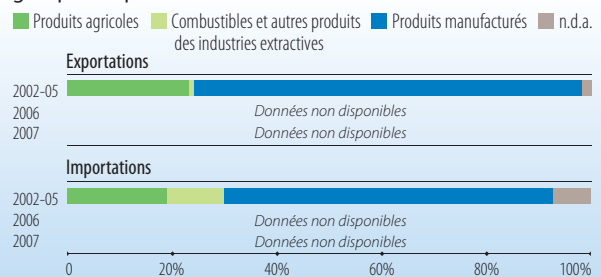
	2005	2006	2007
Afrique du Sud	74,6	—	—
États-Unis	7,5	—	—
Mozambique	5,4	—	—

Importations par principale origine (% du total)

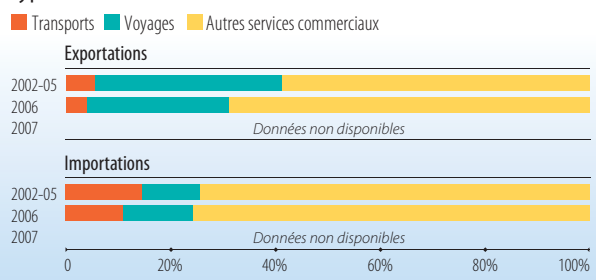
	2005	2006	2007
Afrique du Sud	88,3	—	—
Taipei chinois	2,8	—	—
Chine	2,3	—	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



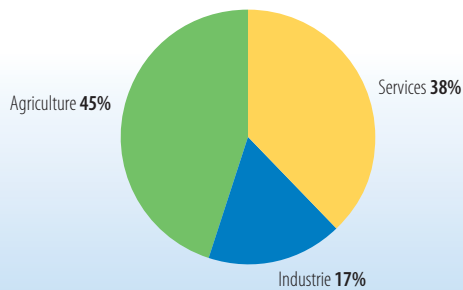
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	40 432
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	16 181
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	7,1
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	1 209
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2000-01) <sup>4</sup>	88,5
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2000) <sup>2</sup>	42,4
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2006) <sup>5</sup>	30,5
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	152 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	13

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses

Données non disponibles

Recettes

Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 CCI
- 15 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

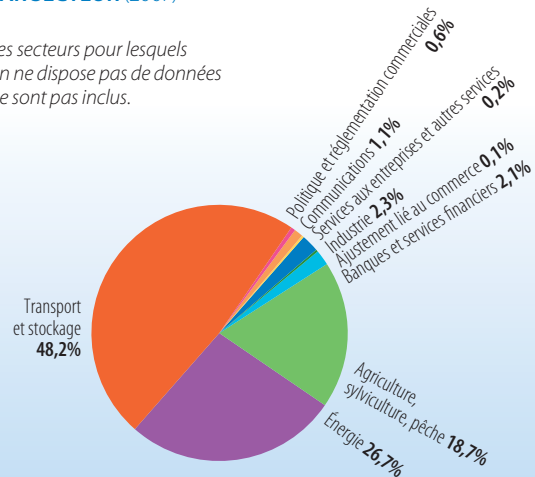
APPORTS (millions de \$ constants, 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	2,7	2,6	1,9
Infrastructure économique	152,0	322,8	104,4
Renforcement de la capacité de production	169,5	99,1	61,5
dont : marqueur du développement du commerce	–	7,0	3,2
Ajustement lié au commerce	–	0,3	13,1
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>324,2</b>	<b>424,7</b>	<b>181,0</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>8,8</b>	<b>10,5</b>	<b>4,5</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

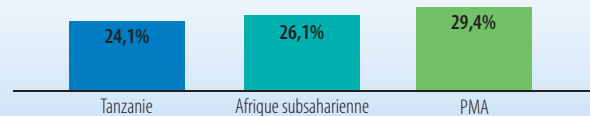
## PAR SECTEUR (2007)

Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

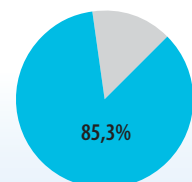


## PRINCIPAUX DONATEURS (millions de \$ constants, 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Banque mondiale	99,9
BAfD	70,6
Japon	51,1
CE	23,9
Corée	13,4
Norvège	13,3

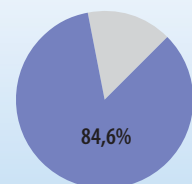
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	67,9
Danemark	20,8
Norvège	19,0
Suède	16,8
Japon	10,7
Pays-Bas	8,0

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



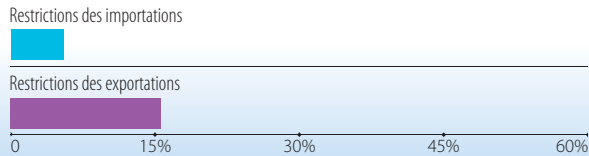


## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans le **budget annuel** et dans **diverses stratégies sectorielles**.

L'EDIC **reflète partiellement** les priorités en matière de commerce.

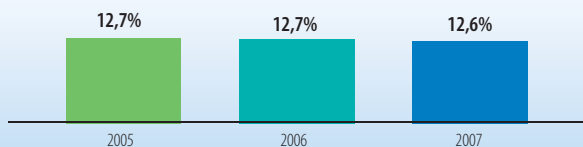
## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

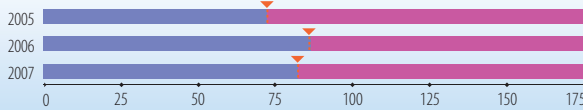
### PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIAL<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués

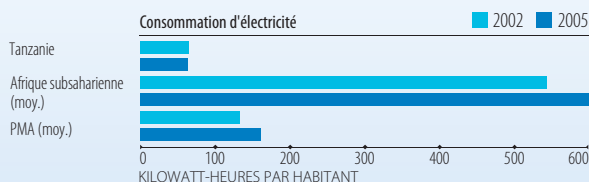
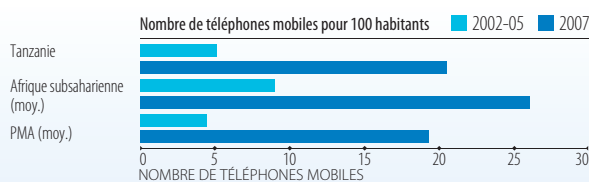
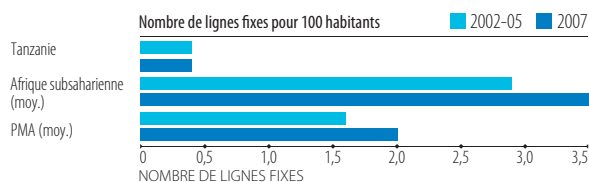


### PRIORITÉ N° 2 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



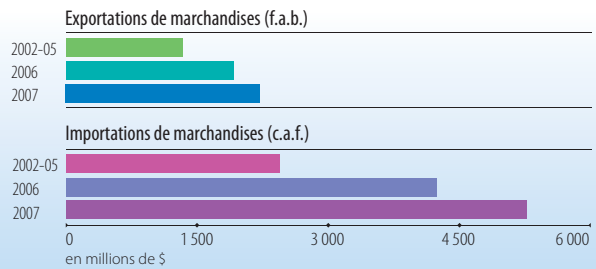
### PRIORITÉ N° 3 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>15</sup>



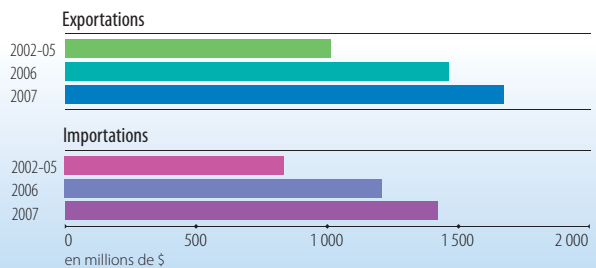
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2005	2006	2007
UE	27,4	UE 23,2	Suisse 20,5
Afrique du Sud	18,9	Suisse 21,7	UE 19,7
Suisse	9,5	Afrique du Sud 14,3	Afrique du Sud 9,5

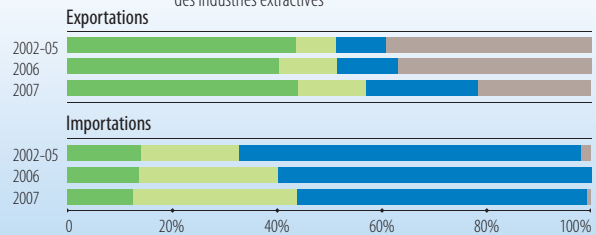
Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
UE	19,7	UE 17,4	UE 17,7
Bahreïn	15,5	Afrique du Sud 12,3	Émirats arabes unis 13,2
Afrique du Sud	12,3	Émirats arabes unis 11,3	Afrique du Sud 10,1

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

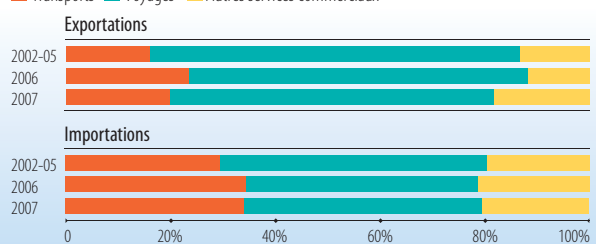
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

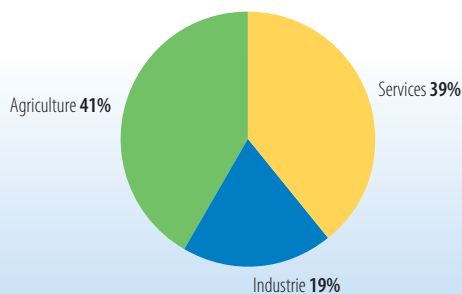
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	6 302
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	2 206
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	1,9
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	809
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	38,7
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2006) <sup>5</sup>	41
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	159 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	3,6

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



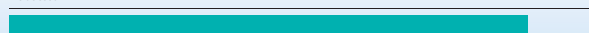
Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET (2007)<sup>9</sup>

Dépenses



Recettes



0 62 500 125 000 187 500 250 000  
MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 14 CCI
- 15 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

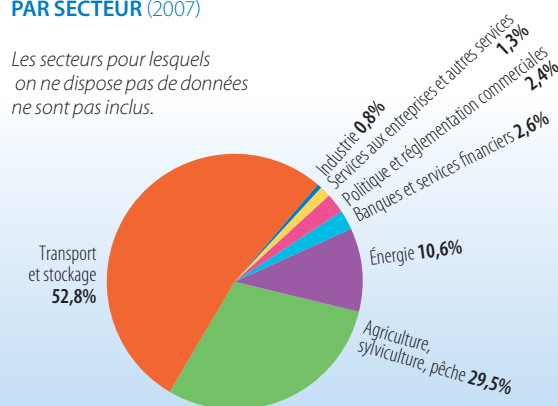
APPORTS (en millions de \$ constants 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,1	0,1
Infrastructure économique	3,2	2,9	0,5
Renforcement de la capacité de production	1,8	1,6	1,8
dont : marqueur du développement du commerce	–	0,0	0,0
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>5,0</b>	<b>4,6</b>	<b>2,5</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>0,8</b>	<b>0,7</b>	<b>0,4</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

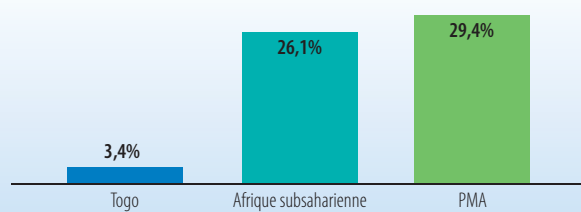
## PAR SECTEUR (2007)

Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

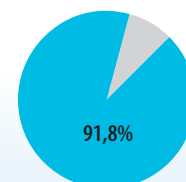


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	1,2
Allemagne	0,9
Belgique	0,8
France	0,3
Espagne	0,2
Canada	0,1

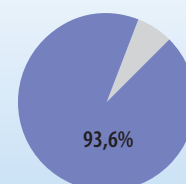
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

France	2,9
Belgique	0,8
Allemagne	0,7
Espagne	0,2
CE	0,2
Luxembourg	0,1

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

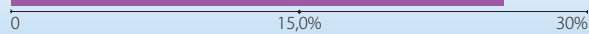
Le Togo participe au CIR, mais n'a pas encre d'EDIC.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>

Restrictions des importations

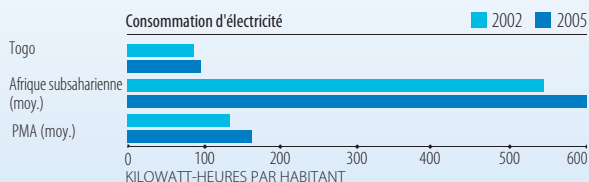
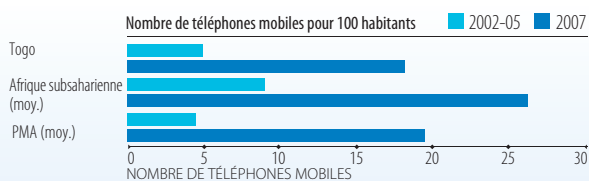
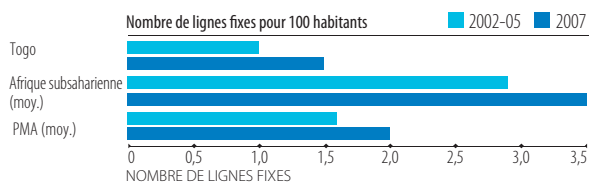
*Données non disponibles*

Restrictions des exportations



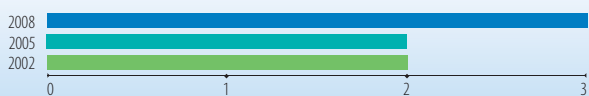
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>



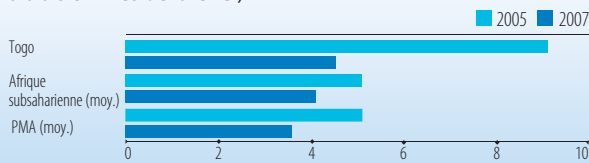
### PRIORITÉ N° 2 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>14</sup>

Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



### PRIORITÉ N° 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>15</sup>

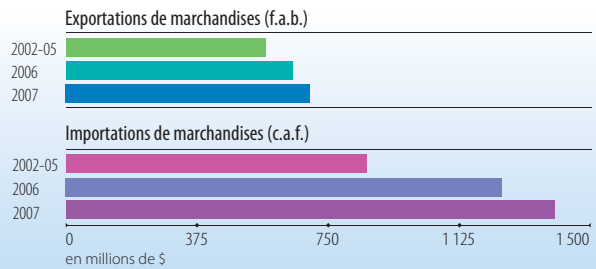
Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



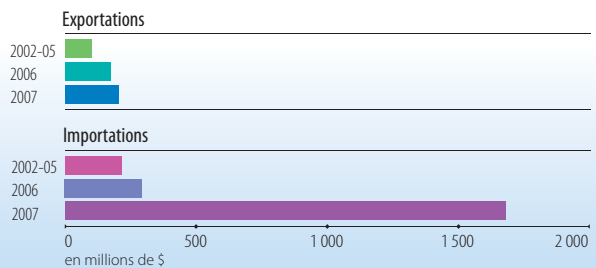
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

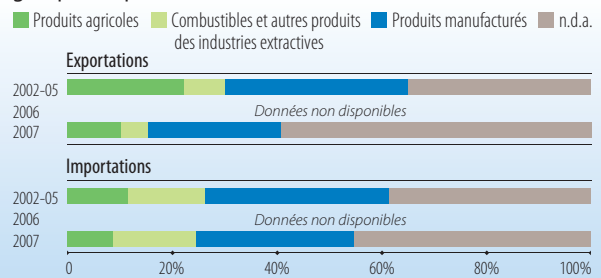
	2005	2006	2007
Ghana	20,3	—	Niger 12,7
Burkina Faso	18,4	—	Bénin 10,9
Bénin	11,6	—	Inde 9,8

Importations par principale origine (% du total)

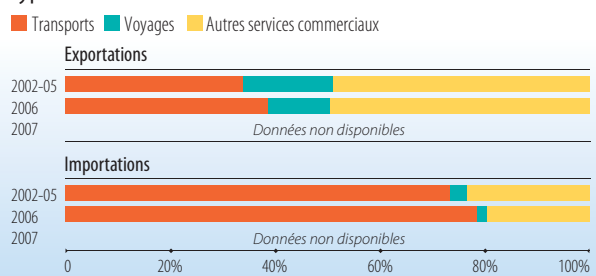
	2005	2006	2007
UE	42,1	—	UE 43,3
Chine	13,2	—	Chine 15,8
Côte d'Ivoire	6,5	—	États-Unis 4,2

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



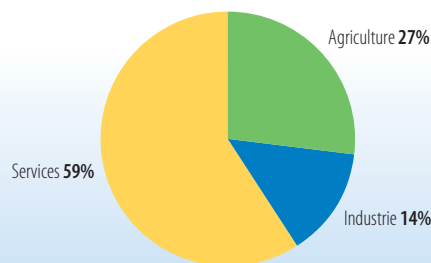
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	101
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	231
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	-0,3
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	3 614
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	–
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2003) <sup>5</sup>	38,6
Indicateur du développement humain (2003) <sup>6</sup>	85 / 179
Indicateur du développement humain (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	9

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET (2007)<sup>9</sup>

Dépenses

Données non disponibles

Recettes

Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 15 Banque mondiale – *Doing Business*
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

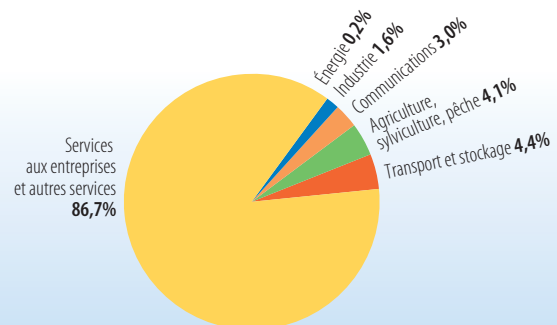
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (en millions de \$ constants 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,2	0,0	0,0
Infrastructure économique	1,0	0,8	0,7
Renforcement de la capacité de production	1,0	9,3	8,3
dont : marqueur du développement du commerce	–	4,7	–
Ajustement lié au commerce	–	0,0	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>2,2</b>	<b>10,1</b>	<b>9,1</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>22,3</b>	<b>99,5</b>	<b>89,8</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

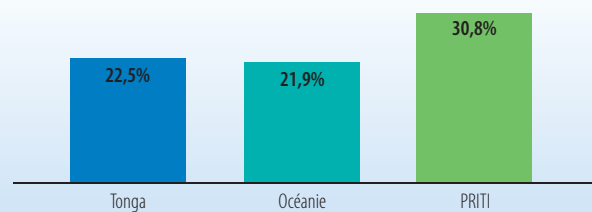
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

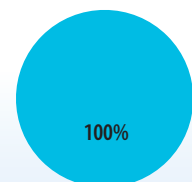


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Australie	3,3
Nouvelle-Zélande	2,4
Japon	0,8

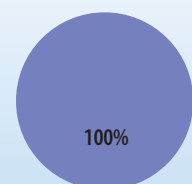
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Australie	3,2
Nouvelle-Zélande	2,3
Japon	0,8
CE	0,1

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans **diverses stratégies sectorielles**.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

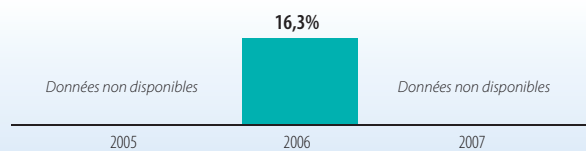
Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

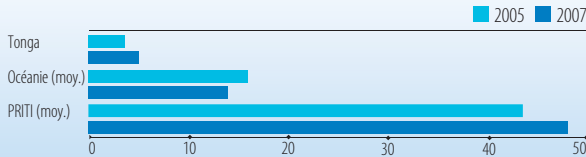
### PRIORITÉ N° 1 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués



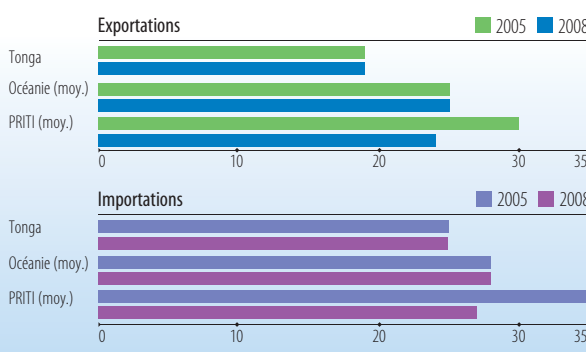
### PRIORITÉ N° 2 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>14</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



### PRIORITÉ N° 3 : FACILITATION DES ÉCHANGES<sup>15</sup>

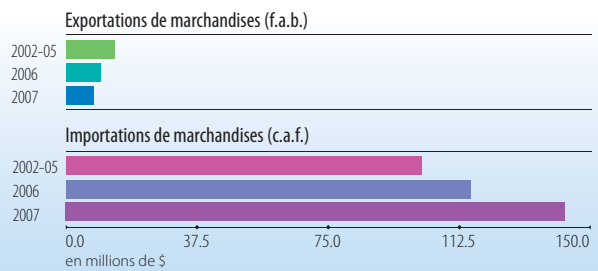
Nombre de jours requis pour le commerce frontalier



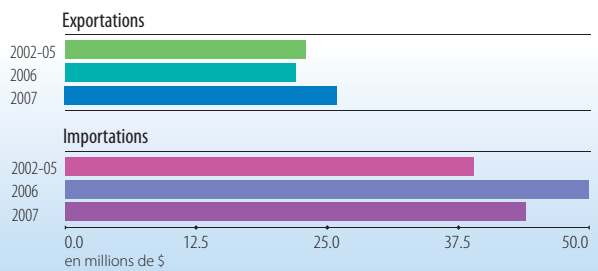
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

	2000	2006	2007
Japon	44,4	–	–
États-Unis	25,9	–	–
Nouvelle-Zélande	13,6	–	–

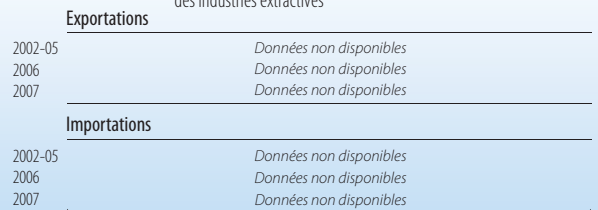
Importations par principale origine (% du total)

	2000	2006	2007
Nouvelle-Zélande	36,7	–	–
Australie	25,2	–	–
Fidji	14,9	–	–

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

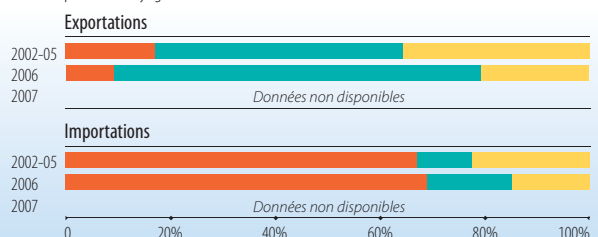
Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits

■ Produits agricoles ■ Combustibles et autres produits des industries extractives ■ Produits manufacturés ■ n.d.a.



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

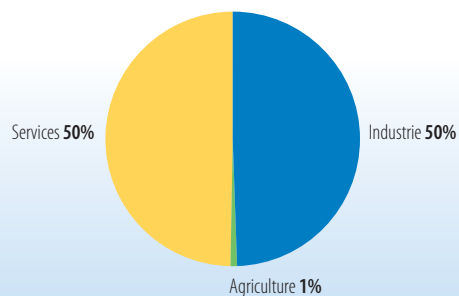
■ Transports ■ Voyages ■ Autres services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

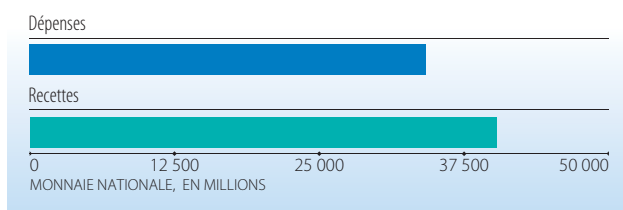
Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	1 333
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	19 982
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	5,5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	23 498
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 1992) <sup>4</sup>	4,2
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2005) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2005) <sup>5</sup>	43,9
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	57 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,1

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET (2006)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 14 CCI
- 15 OMC – Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

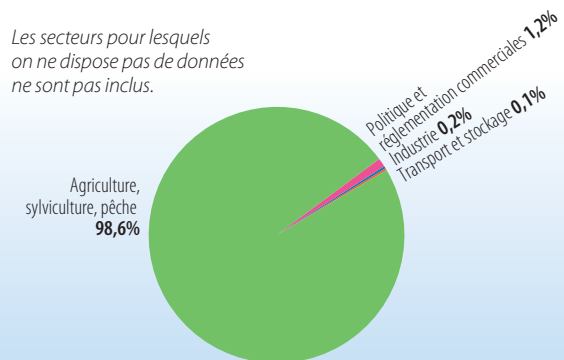
APPORTS (en millions de \$ constants 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,3	0,1	0,1
Infrastructure économique	0,7	0,0	–
Renforcement de la capacité de production	13,0	10,3	3,2
dont : marqueur du développement du commerce	–	–	–
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>14,0</b>	<b>10,4</b>	<b>3,3</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>10,6</b>	<b>7,8</b>	<b>2,5</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

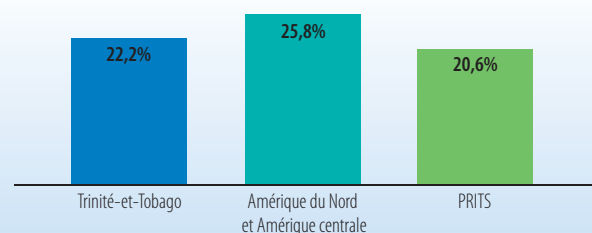
## PAR SECTEUR (2007)

Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

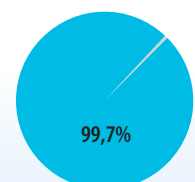


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	3,7
France	1,5
Japon	0,6
Canada	0,1
OMC	0,1

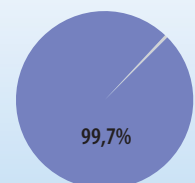
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

France	1,5
Japon	0,6
CE	0,3
Canada	0,1
OMC	0,1

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

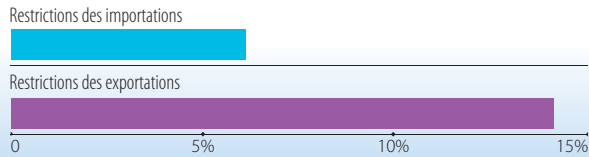




## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national et il est aussi pris en compte dans **diverses stratégies sectorielles**.

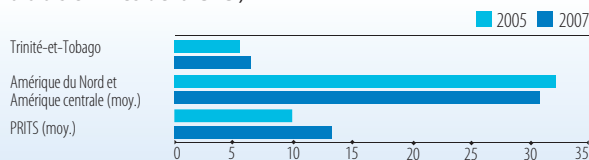
## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

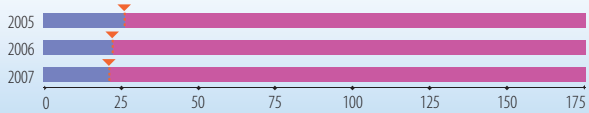
### PRIORITÉ N° 1 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>13</sup>

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



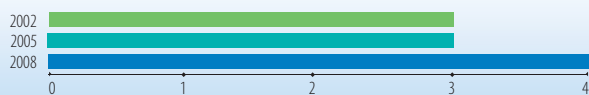
### PRIORITÉ N° 2 : COMPÉTITIVITÉ<sup>14</sup>

Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



### PRIORITÉ N° 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>15</sup>

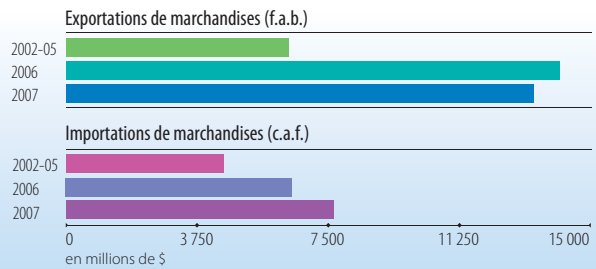
Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



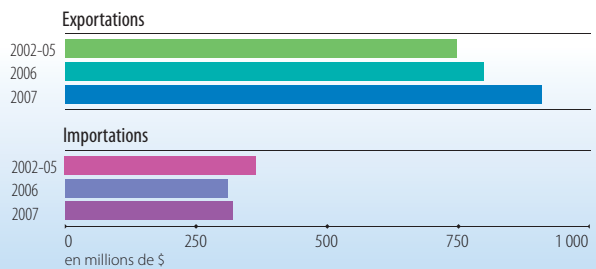
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

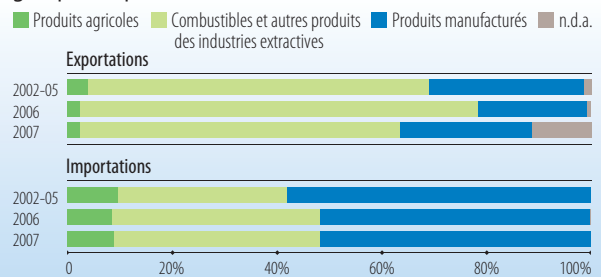
	2005	2006	2007
États-Unis	58,6	58,1	57,7
Jamaïque	7,5	12,3	12,7
UE	6,9	5,8	4,6

Importations par principale origine (% du total)

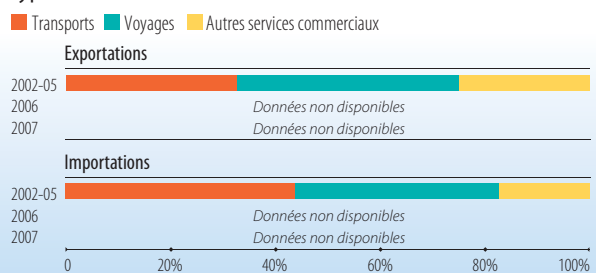
	2005	2006	2007
États-Unis	29,2	27,6	25,1
Brésil	13,5	13,9	11,8
UE	11,9	10,6	10,6

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



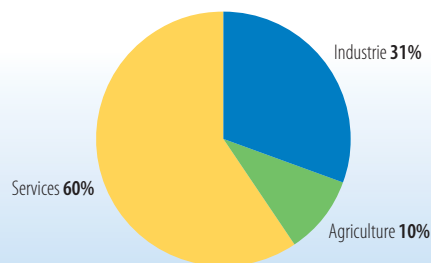
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

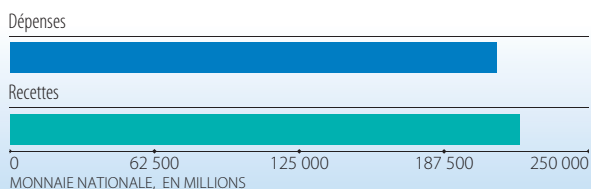
Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	73 888
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	657 091
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	4,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	12 481
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	2,7
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2003) <sup>2</sup>	49,7
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	21,3
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	76 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,1

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 14 ONU – Base de données Comtrade

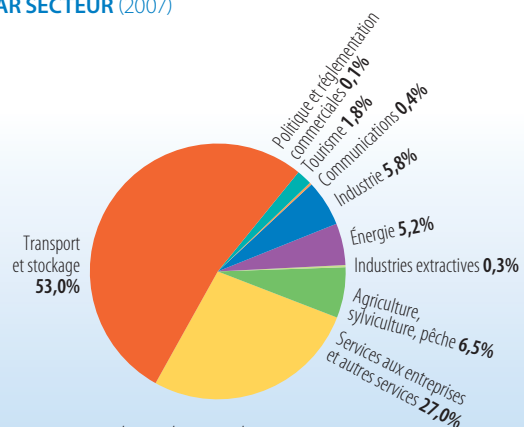
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (en millions de \$ constants 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	2,0	0,1	3,8
Infrastructure économique	296,3	112,6	127,9
Renforcement de la capacité de production	106,4	79,4	45,5
dont : marqueur du développement du commerce	–	64,5	3,8
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>404,7</b>	<b>192,2</b>	<b>177,2</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>5,7</b>	<b>2,6</b>	<b>2,4</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

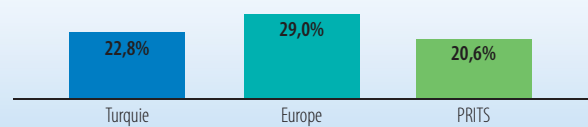
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

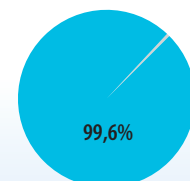


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Espagne	105,5
CE	89,8
France	12,6
Japon	3,0
États-Unis	2,8
Corée	0,8

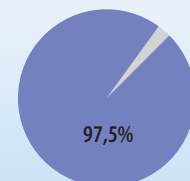
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Japon	129,0
Espagne	48,9
France	21,8
CE	15,0
Allemagne	4,3
Pays-Bas	2,9

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

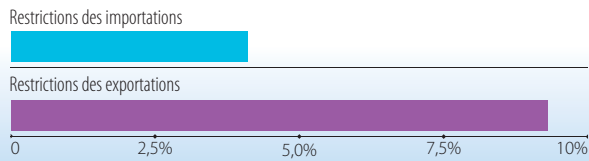




## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1

Pas de priorité choisie.

### PRIORITÉ N° 2

Pas de priorité choisie.

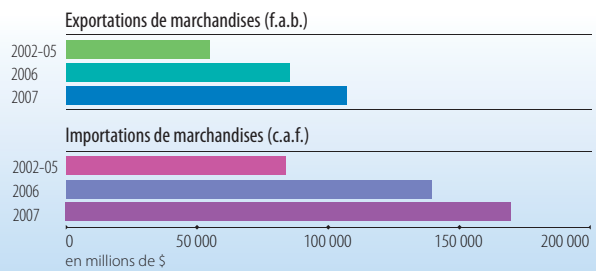
### PRIORITÉ N° 3

Pas de priorité choisie.

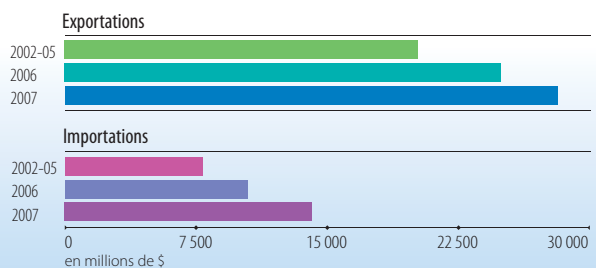
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>13</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>14</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

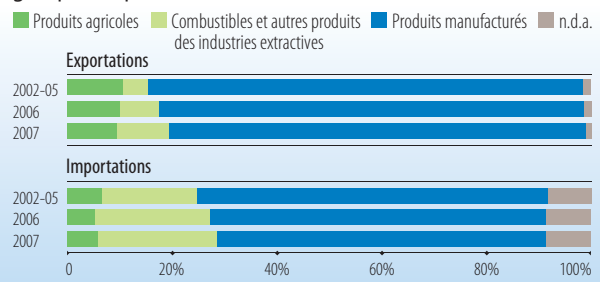
	2005	2006	2007
UE	57,3	UE 57,1	UE 57,2
États-Unis	6,7	États-Unis 5,9	Fédération de Russie 4,4
Iraq	3,7	Fédération de Russie 3,8	États-Unis 3,9

Importations par principale origine (% du total)

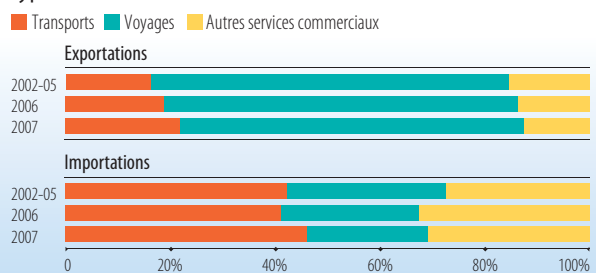
	2005	2006	2007
UE	45,2	UE 42,6	UE 40,4
Fédération de Russie	11,1	Fédération de Russie 12,7	Fédération de Russie 13,8
Chine	5,9	Chine 6,9	Chine 7,8

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>13</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

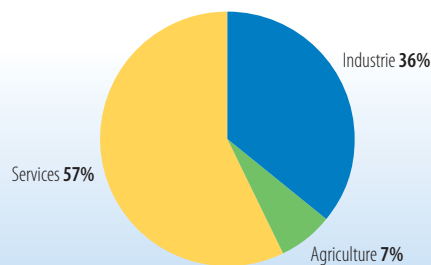




## INDICATEURS DE BASE

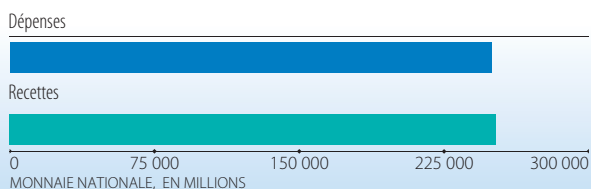
Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	46 383
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	140 484
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	7,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	6 916
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	<2
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2005) <sup>2</sup>	37,4
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	54,7
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	82 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,5

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Banque mondiale – *Doing Business*
- 14 Forum économique mondial – *Global Enabling Trade Report 2009*
- 15 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

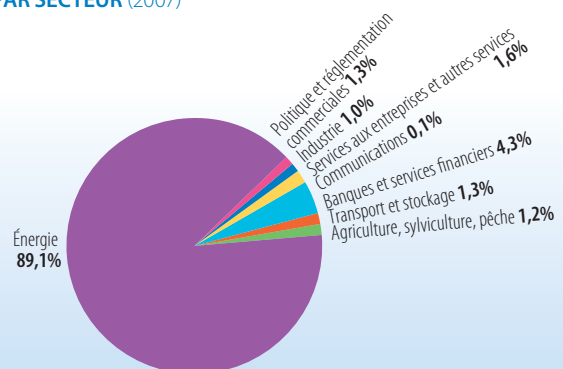
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (en millions de \$ constants 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,5	2,6	2,7
Infrastructure économique	58,9	178,3	61,8
Renforcement de la capacité de production	15,9	16,3	44,9
dont : marqueur du développement du commerce	–	2,0	10,3
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>75,3</b>	<b>197,1</b>	<b>109,49</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>6,4</b>	<b>4,3</b>	<b>2,4</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

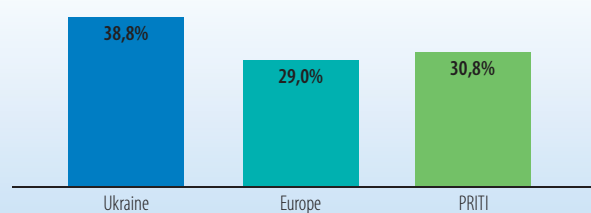
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

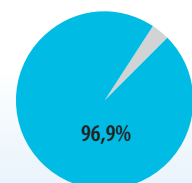


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	111,4
États-Unis	57,5
Allemagne	10,8
Canada	4,3
Suisse	2,8
Banque mondiale	2,8

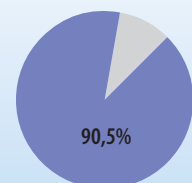
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	51,5
CE	49,7
Allemagne	5,3
Canada	4,4
Suède	4,3
Japon	2,4

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce

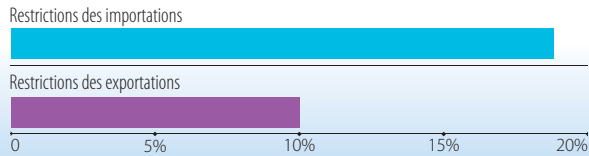




## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

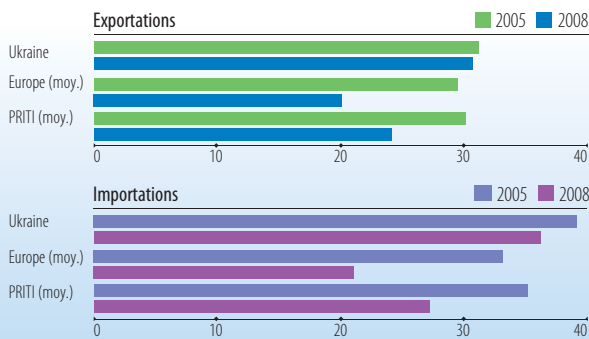
## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>



## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

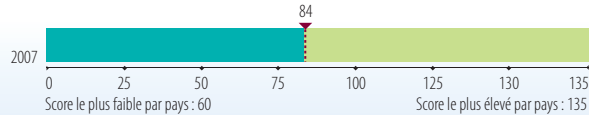
### PRIORITÉ N° 1 : FACILITATION DES ÉCHANGES<sup>13</sup>

Nombre de jours requis pour le commerce frontalier

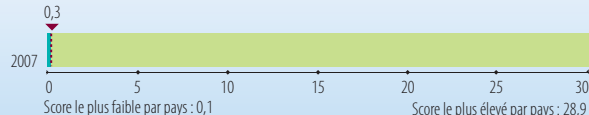


### PRIORITÉ N° 2 : INFRASTRUCTURE TRANSFRONTIÈRES<sup>14</sup>

Indice de connectivité en matière de transbordement

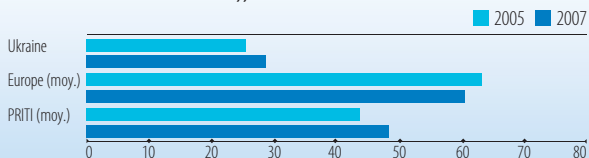


Densité aéroportuaire



### PRIORITÉ N° 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>15</sup>

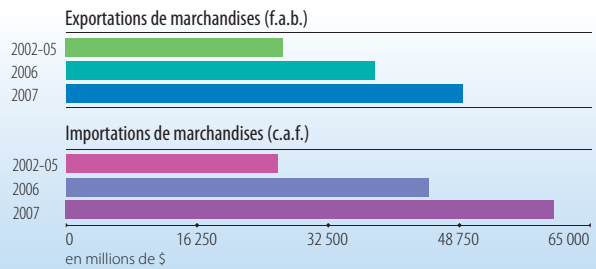
Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTI)



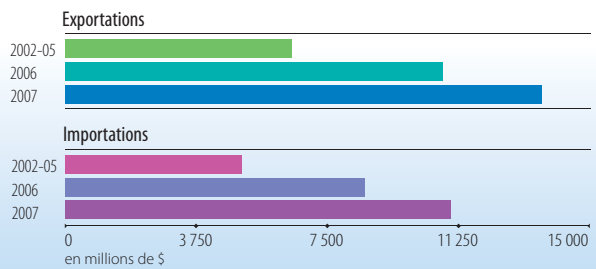
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

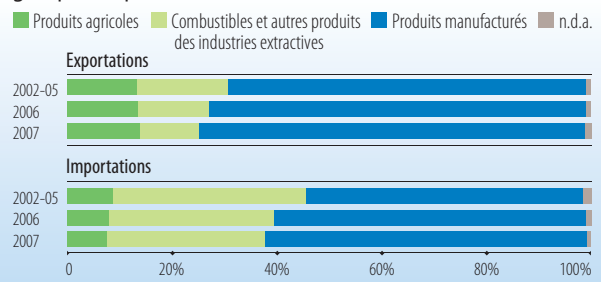
	2005	2006	2007
UE	29,9	31,5	—
Fédération de Russie	21,9	22,5	—
Turquie	5,9	6,2	—

Importations par principale origine (% du total)

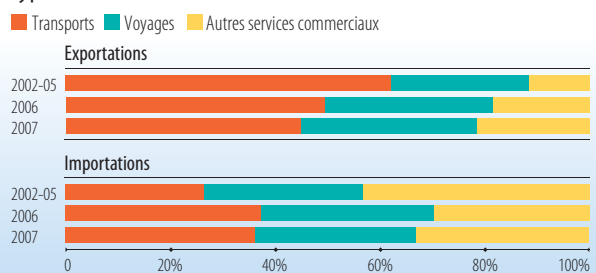
	2005	2006	2007
Fédération de Russie	35,6	36,0	—
UE	33,7	30,6	—
Turkménistan	7,4	7,8	—

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



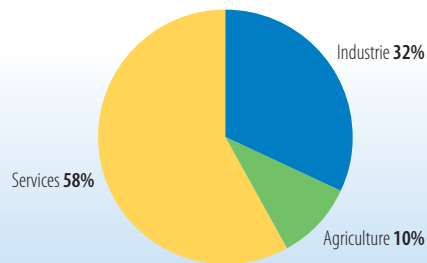
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

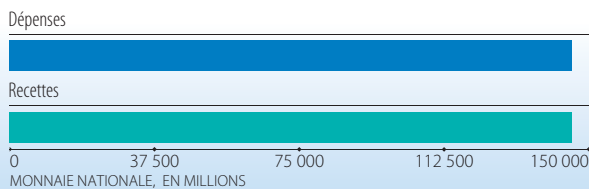
Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	3 319
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	23 087
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	7,4
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	11 238
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	<2
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2004) <sup>2</sup>	51
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	45,5
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	47 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	0,1

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET (2007)<sup>9</sup>



## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 14 CCI
- 15 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 16 ONU – Base de données Comtrade

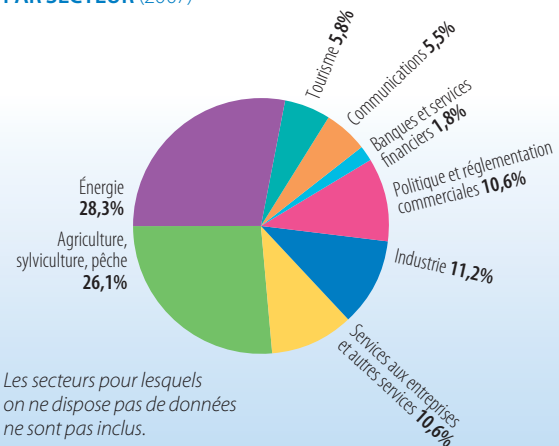
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (en millions de \$ constants 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,4	0,5	0,6
Infrastructure économique	0,4	1,6	0,3
Renforcement de la capacité de production	4,6	2,6	7,3
dont : marqueur du développement du commerce	–	0,5	0,8
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>5,5</b>	<b>4,6</b>	<b>8,20</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>1,7</b>	<b>1,4</b>	<b>2,5</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

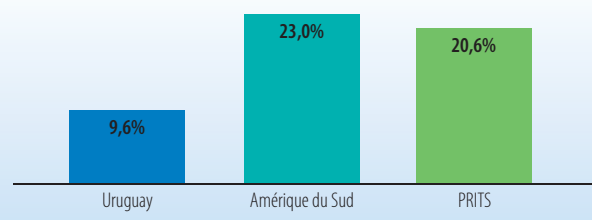
## PAR SECTEUR (2007)



Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.

## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

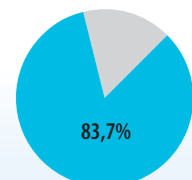


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	1,5
Espagne	0,4
France	0,4
Allemagne	0,2
États-Unis	0,2
Italie	0,2

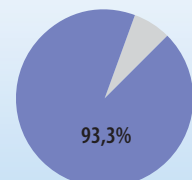
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décassements 2006-2007 (moyenne)

CE	3,9
Japon	1,4
Espagne	0,4
Italie	0,2
OMC	0,2
Allemagne	0,2

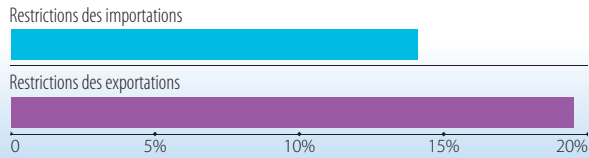
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce **n'est pas** intégré dans le plan de développement national mais il est pris en compte dans le **budget annuel** et dans **diverses stratégies sectorielles**.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2006)<sup>12</sup>

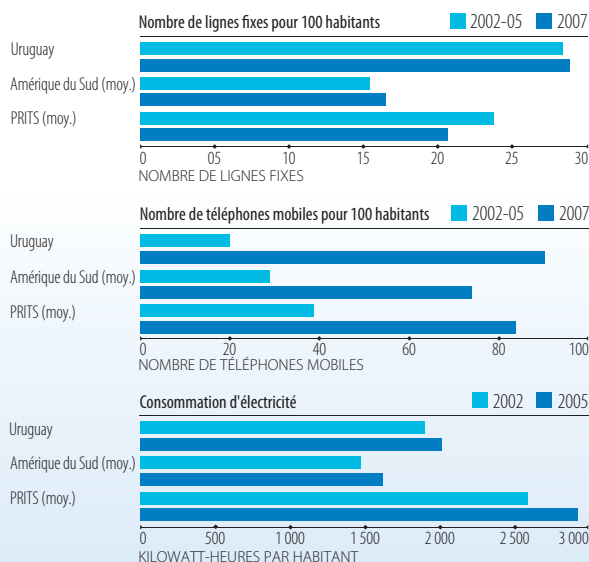


## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 :

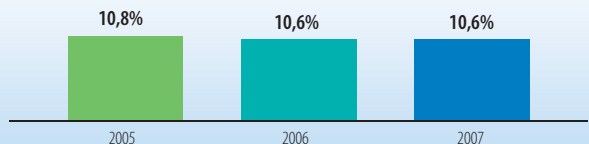
Plusieurs priorités choisies (diversification des exportations et compétitivité). Voir la réponse au questionnaire pour ce qui concerne ce pays.

### PRIORITÉ N° 2 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>



### PRIORITÉ N° 3 : ANALYSE, NÉGOCIATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIAL<sup>14</sup>

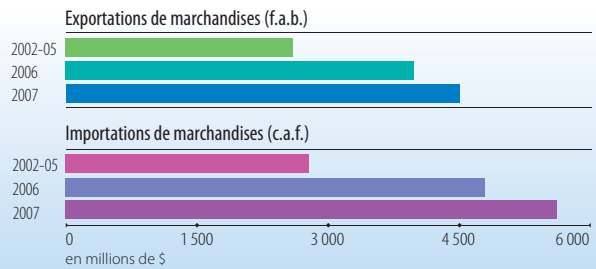
Moyenne simple des taux NPF appliqués



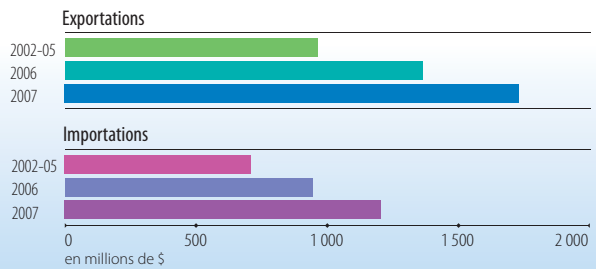
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>15</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>16</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

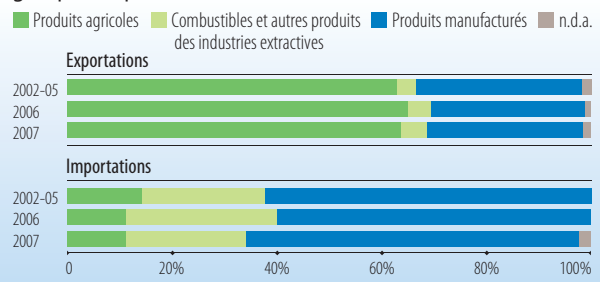
	2005	2006	2007
États-Unis	23,2	UE 17,1	UE 18,5
UE	17,6	Brésil 14,7	Brésil 16,2
Brésil	13,5	États-Unis 13,6	États-Unis 11,2

Importations par principale origine (% du total)

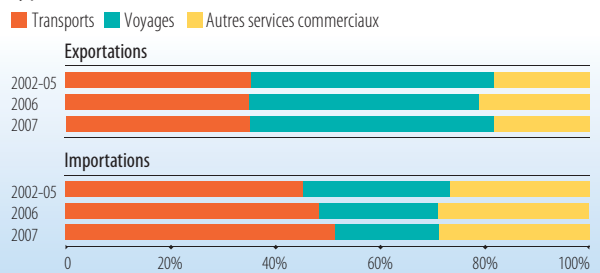
	2005	2006	2007
Brésil	21,3	Argentine 22,6	Brésil 23,2
Argentine	20,3	Brésil 22,6	Argentine 22,1
UE	10,8	Venezuela, RB 12,6	Venezuela, RB 11,4

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>15</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



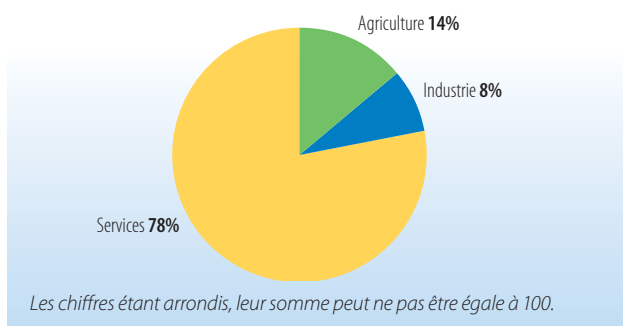
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	226
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	452
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	3 667
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour) <sup>4</sup>	–
Part du revenu des 20% les plus riches (%) <sup>2</sup>	–
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2007) <sup>5</sup>	37,8
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	123 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	12,4

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET (2007)<sup>9</sup>

Dépenses	Données non disponibles
Recettes	Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 14 Routes revêtues : Banque mondiale – WDI  
Qualité des infrastructures de transport ferroviaire et aérien :  
Forum économique mondial, *Global Enabling Trade Report 2009*
- 15 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 16 ONU – Base de données Comtrade

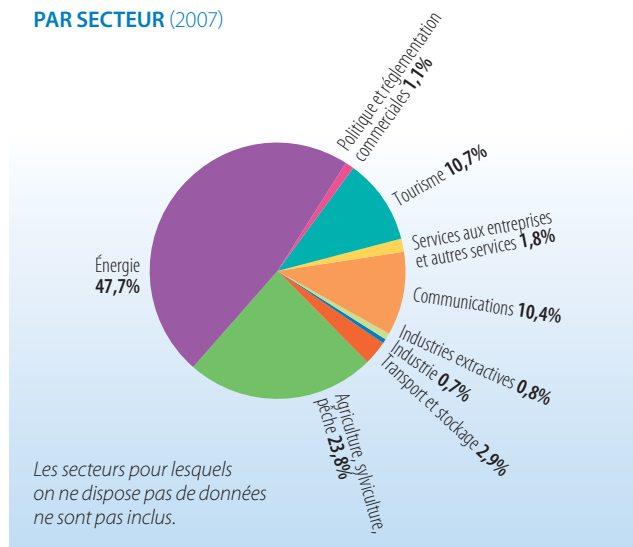
## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (en millions de \$ constants 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,0	0,3	0,2
Infrastructure économique	3,8	14,4	6,1
Renforcement de la capacité de production	2,0	8,9	7,4
dont : marqueur du développement du commerce	–	3,0	0,0
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>5,7</b>	<b>23,6</b>	<b>13,7</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>27,7</b>	<b>104,3</b>	<b>60,4</b>

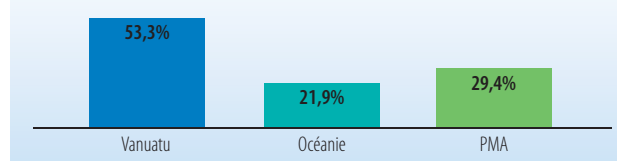
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

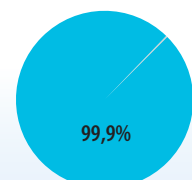


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

États-Unis	30,5
Japon	7,5
France	2,2
Australie	1,3
CE	1,3
Nouvelle-Zélande	0,5

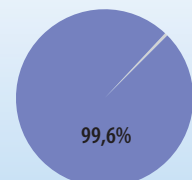
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

France	3,2
Japon	3,0
CE	2,0
Australie	0,7
Nouvelle-Zélande	0,4
OMC	0,1

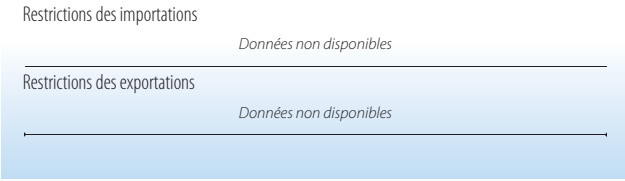
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



**INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>**

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national.  
L'EDIC **reflète pleinement** les priorités en matière de commerce.

**INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>**



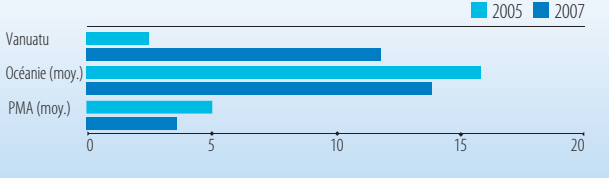
**INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL**

**PRIORITÉ N° 1 : ACCESSION À L'OMC**

L'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur a été distribué au Groupe de travail de l'accession de l'OMC.  
Le rapport du Groupe de travail a été distribué au Groupe de travail de l'accession de l'OMC et l'ensemble de textes relatifs à l'accession a été approuvé par le Groupe de travail (16 octobre 2001).

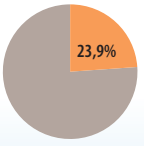
**PRIORITÉ N° 2 : EXPORT DIVERSIFICATION<sup>13</sup>**

Diversification des produits  
(Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)

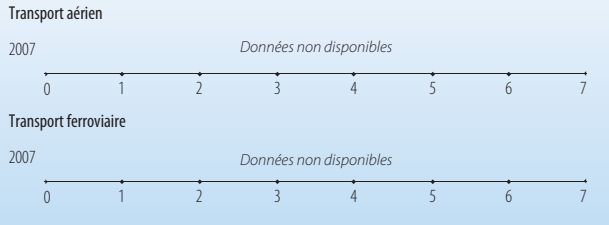


**PRIORITÉ N° 3 : AUTRES TRANSPORTS<sup>14</sup>**

Routes revêtues  
(% des voies de circulation), 2000

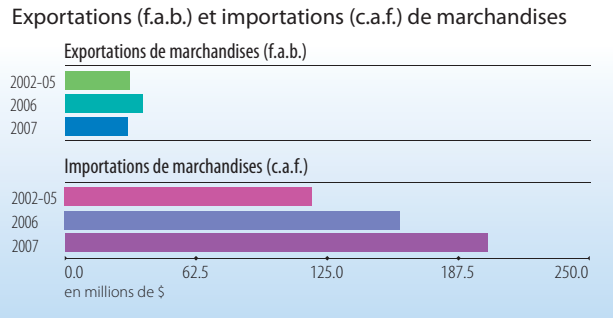


Qualité des infrastructures de transport ferroviaire et aérien  
1 = insuffisamment développées, 7 = bien développées et efficaces par comparaison internationale

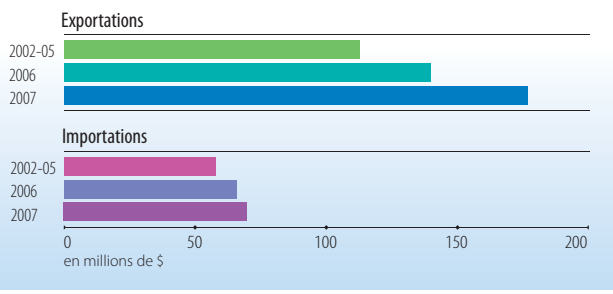


**RÉSULTATS COMMERCIAUX**

**VALEUR TOTALE<sup>15</sup>**



**Exportations et importations de services commerciaux**



**PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>16</sup>**

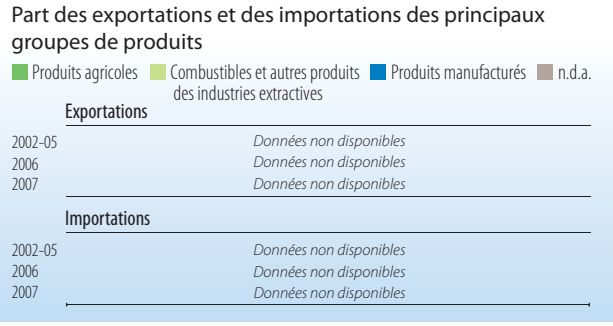
Exportations par principale destination (% du total)

	2000	2006	2007
Bangladesh	21,5	–	–
UE	18,3	–	–
Japon	12,0	–	–

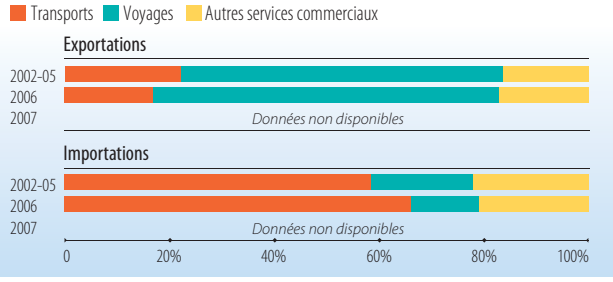
**Importations par principale origine (% du total)**

	2000	2006	2007
Australie	44,4	–	–
Nouvelle-Zélande	11,5	–	–
Fidji	9,1	–	–

**COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>15</sup>**



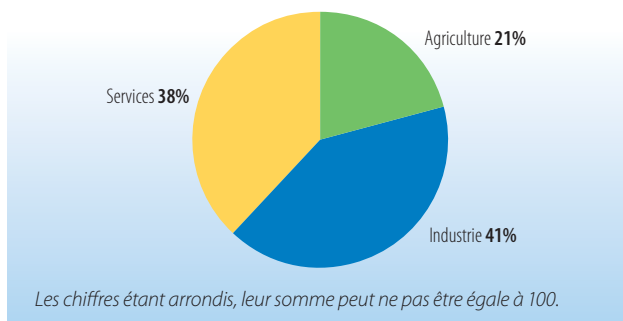
**Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux**



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	85 140
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	71 216
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	8,5
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	2600
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Autres pays à faible revenu (APFR)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2006) <sup>4</sup>	21,5
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2004) <sup>2</sup>	44,8
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2004) <sup>5</sup>	40,4
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	114 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	3,1

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses	Données non disponibles
Recettes	Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 CCI
- 14 Banque mondiale – *Doing Business*
- 15 CCI
- 16 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 17 ONU – Base de données Comtrade

## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (en millions de \$ constants 2006)

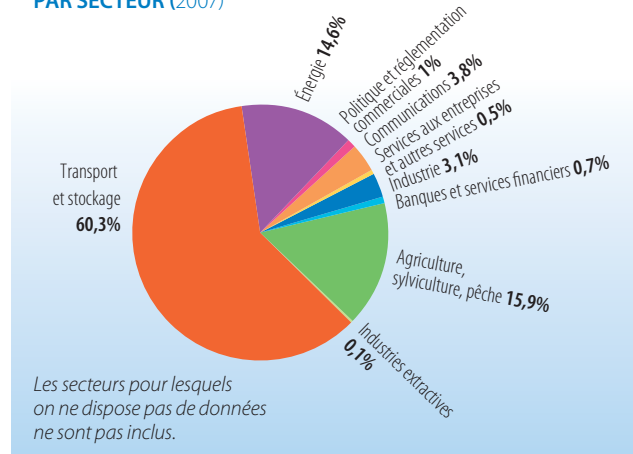
Aide pour le commerce	Engagements moy. 2002-05	2007	Versements 2007
Politique et réglementation commerciales	10,1	17,6	7,4
Infrastructure économique	928,4	1443,3	560,7
Renforcement de la capacité de production	433,5	373,9	162,5
dont : marqueur du développement du commerce	–	13,4	11,6
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>1371,9</b>	<b>1834,8</b>	<b>730,7</b>

Aide pour le commerce par habitant (\$)	16,8	21,6	8,6
---	------	------	-----

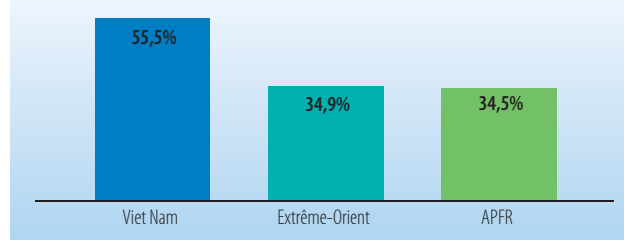
\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## PAR SECTEUR (2007)



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

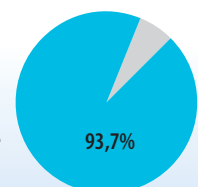


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Japon	611,0
France	307,4
Banque mondiale	251,6
ADB	122,8
Corée	82,8
Danemark	26,6

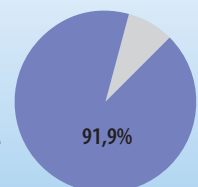
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Japon	493,7
France	59,0
Allemagne	17,6
Danemark	11,7
Suisse	10,9
Australie	7,8

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce







## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **pleinement** intégré dans le plan de développement national.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

*Données non disponibles*

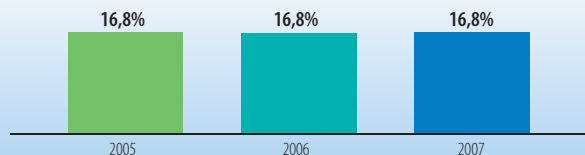
Restrictions des exportations

*Données non disponibles*

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

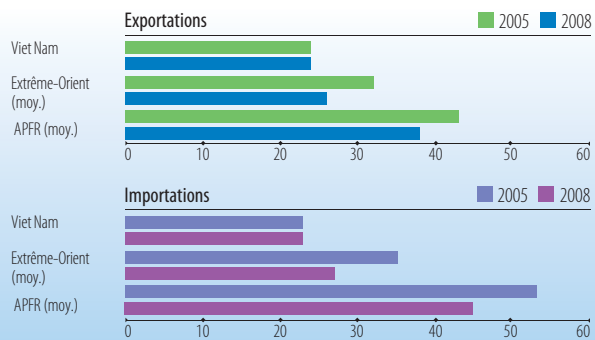
### PRIORITÉ N° 1 : TRADE POLICY ANALYSIS, NEGOTIATION AND IMPLEMENTATION<sup>13</sup>

Moyenne simple des taux NPF appliqués



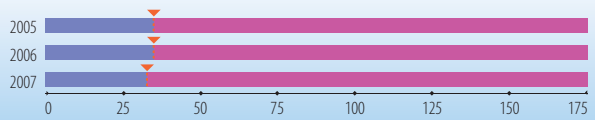
### PRIORITÉ N° 2 : FACILITATION DES ÉCHANGES<sup>14</sup>

Nombre de jours requis pour le commerce frontalier



### PRIORITÉ N° 3 : COMPÉTITIVITÉ<sup>15</sup>

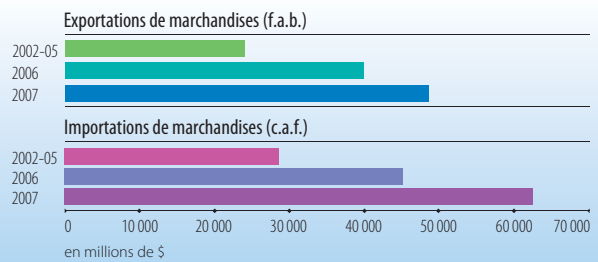
Rang actuel sur l'indice (sur 175 exportateurs)



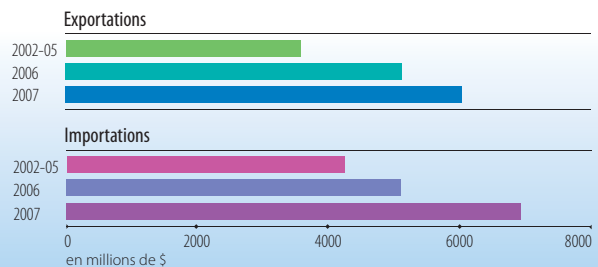
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

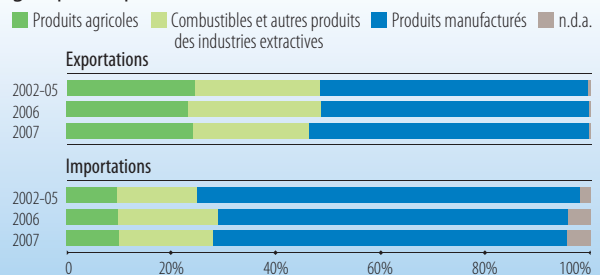
	2005	2006	2007
États-Unis	18,3	États-Unis 19,7	—
UE	17,1	UE 17,9	—
Japon	13,4	Japon 13,2	—

Importations par principale origine (% du total)

	2005	2006	2007
Chine	16	Chine 16,5	—
Singapour	12,2	Singapour 14	—
Taipei chinois	11,7	Taipei chinois 10,7	—

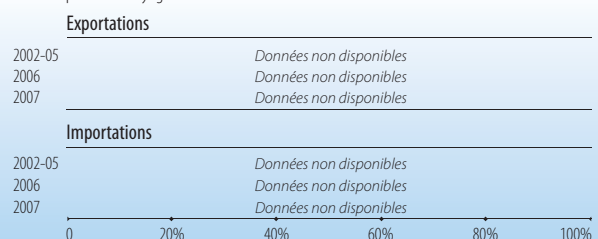
### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux

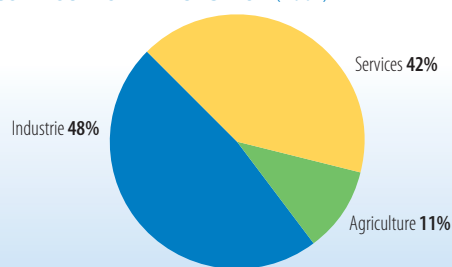
Transport, Voyages, Autres services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	22 383
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	22 523
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	3,6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	2 336
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2005) <sup>4</sup>	17,5
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2005) <sup>2</sup>	45,3
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2000) <sup>5</sup>	7
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	138 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	1,6

## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET<sup>9</sup>

Dépenses

Données non disponibles

Recettes

Données non disponibles

MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 14 OMC – Base de données sur les ACR, 30 avril 2009
- 15 OMC – Base de données statistiques en ligne
- 16 ONU – Base de données Comtrade

## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

APPORTS (en millions de \$ constants 2006)

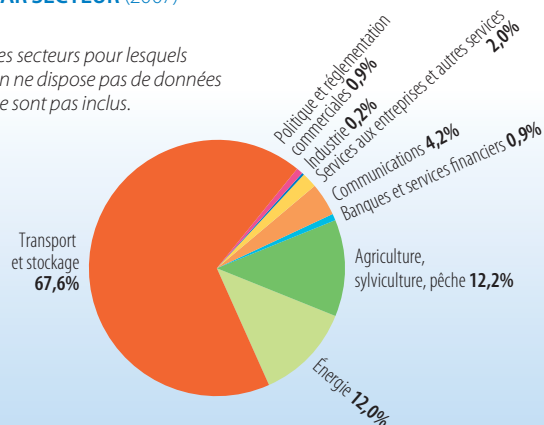
Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	2,4	0,3	1,6
Infrastructure économique	12,9	30,3	3,1
Renforcement de la capacité de production	29,4	5,6	6,7
dont : marqueur du développement du commerce	–	0,2	0,2
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>44,7</b>	<b>36,2</b>	<b>11,3</b>

Aide pour le commerce par habitant (\$)	2002-05	2007
	2,2	1,6

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

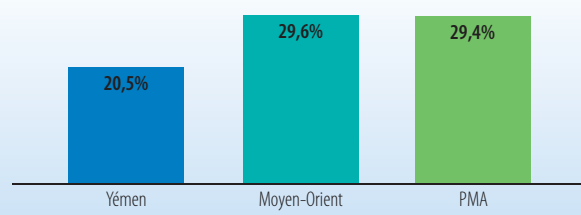
## PAR SECTEUR (2007)

Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)

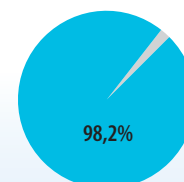


## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

### Engagements 2006-2007 (moyenne)

Banque mondiale	35,1
Italie	12,2
États-Unis	2,7
Japon	1,8
Allemagne	0,8
Danemark	0,7

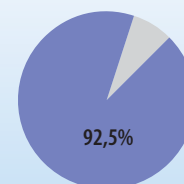
Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce



### Décaissements 2006-2007 (moyenne)

Corée	4,1
CE	2,8
Japon	1,8
Allemagne	1,2
Pays-Bas	0,7
Danemark	0,4

Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce





## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national

L'EDIC **ne reflète pas** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE<sup>12</sup>

Restrictions des importations

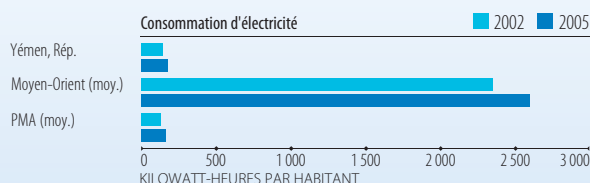
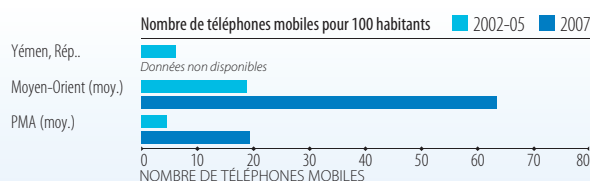
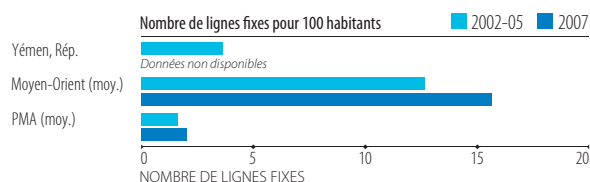
Données non disponibles

Restrictions des exportations

Données non disponibles

## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>



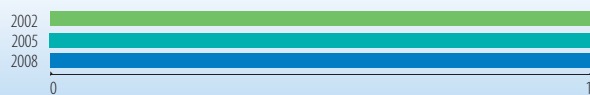
### PRIORITÉ N° 2 : ACCESSION À L'OMC

L'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur a été distribué au Groupe de travail de l'accession de l'OMC.

Le projet de rapport du Groupe de travail a été distribué au Groupe de travail de l'accession de l'OMC (29 septembre 2008)

### PRIORITÉ N° 3 : INTÉGRATION RÉGIONALE<sup>14</sup>

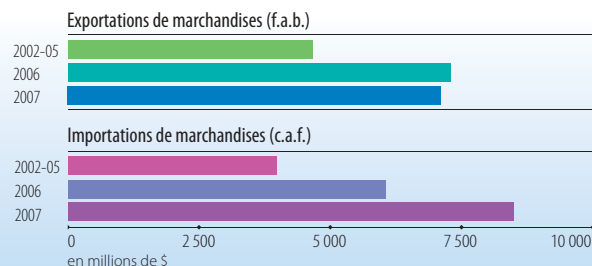
Nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) en vigueur



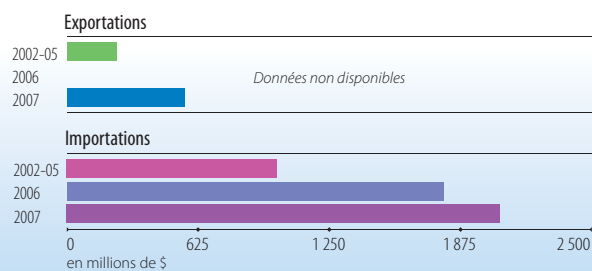
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>15</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



### Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>16</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

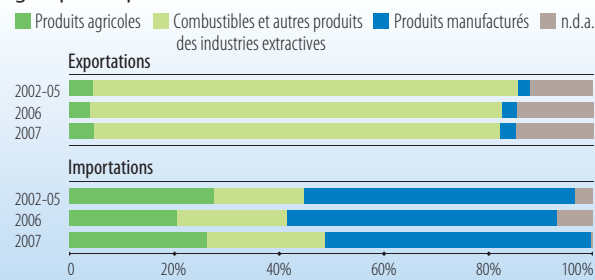
	2005	2006	2007
Chine	35,3	24,9	21
Inde	16,2	22,6	19,7
Thaïlande	11,9	14,3	16,2

Importations par principale origine (% du total)

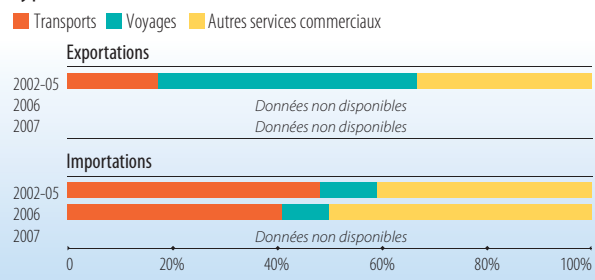
	2005	2006	2007
Émirats arabes unis	18,6	20,6	20,6
UE	14,9	12,8	12,7
Arabie saoudite	8,8	10,2	8,2

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>15</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



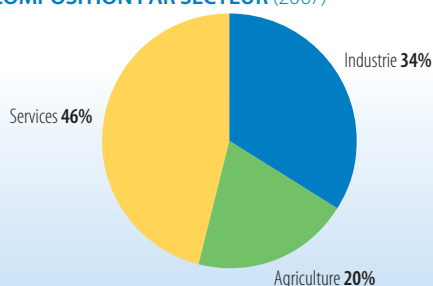
Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux



## INDICATEURS DE BASE

Population (milliers d'habitants, 2007) <sup>1</sup>	11 920
PIB (millions de \$ courants 2007) <sup>1</sup>	11 363
PIB réel (taux de croissance annuel en %, 2007) <sup>2</sup>	6
PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants, 2007) <sup>2</sup>	1 359
Groupe de revenu <sup>3</sup>	Pays les moins avancés (PMA)
Pauvreté (% vivant avec moins de 1,25 \$/jour, 2004-05) <sup>4</sup>	64,3
Part du revenu des 20% les plus riches (% , 2004) <sup>2</sup>	55,1
Femmes employées dans le secteur non agricole (% , 2000) <sup>5</sup>	22
Indicateur du développement humain (2006) <sup>6</sup>	163 / 179
Dépendance à l'égard de l'aide (APD/RNB, 2006) <sup>7</sup>	14,4

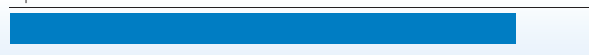
## PIB - COMPOSITION PAR SECTEUR (2007)<sup>8</sup>



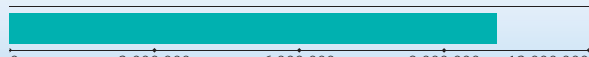
Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas être égale à 100.

## BUDGET (2007)<sup>9</sup>

Dépenses



Recettes



0 3 000 000 6 000 000 9 000 000 12 000 000  
MONNAIE NATIONALE, EN MILLIONS

## SOURCES :

- 1 OMC – Profils commerciaux 2008
- 2 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde (WDI)
- 3 CAD – Liste des bénéficiaires d'APD – 2007
- 4 WDI 2008 – Supplément. Données sur la pauvreté
- 5 BIT – Département de statistique
- 6 PNUD – RDH (2007/2008)
- 7 Banque mondiale – Indicateurs du développement dans le monde 2009 (publication)
- 8 Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies
- 9 FMI – *Government Finance Statistics Yearbook 2007* et fichiers de données
- 10 OCDE – Base de données SNPC
- 11 Réponses au questionnaire
- 12 Banque mondiale – Indices OTRI
- 13 Lignes fixes et mobiles : UIT – Base de données sur les TIC  
Consommation d'électricité : Banque mondiale – WDI
- 14 Forum économique mondial – *Global Enabling Trade Report 2009*
- 15 CCI – *Trade Competitiveness Map*
- 16 ONU – Base de données Comtrade

## APPORTS D'AIDE<sup>10</sup>

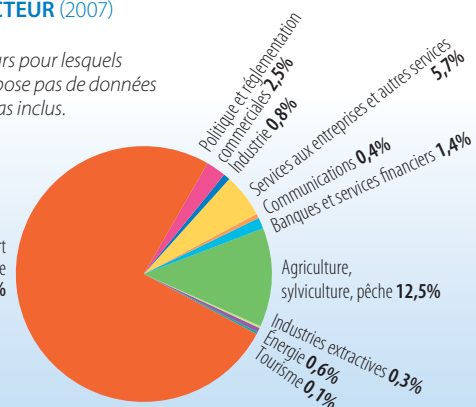
APPORTS (en millions de \$ constants 2006)

Aide pour le commerce	Engagements		Versements 2007
	moy. 2002-05	2007	
Politique et réglementation commerciales	0,4	4,0	2,3
Infrastructure économique	66,7	123,9	16,9
Renforcement de la capacité de production	111,7	33,4	51,6
dont : marqueur du développement du commerce	–	10,1	0,7
Ajustement lié au commerce	–	–	–
<b>Total aide pour le commerce*</b>	<b>178,8</b>	<b>161,2</b>	<b>70,8</b>
<b>Aide pour le commerce par habitant (\$)</b>	<b>16,0</b>	<b>13,5</b>	<b>5,9</b>

\*Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

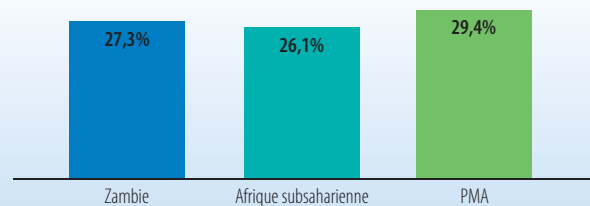
## PAR SECTEUR (2007)

Les secteurs pour lesquels on ne dispose pas de données ne sont pas inclus.



## PART DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

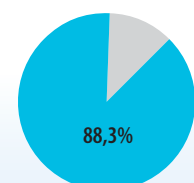
Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur, comparée aux moyennes pour la région et pour la catégorie de revenu (moyenne 2006-2007)



## PRINCIPAUX DONATEURS (en millions de \$ constants 2006)

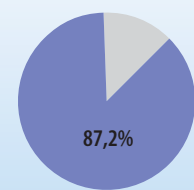
Engagements 2006-2007 (moyenne)

CE	77	Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce
Danemark	35	
Banque mondiale	27	
Allemagne	16	
Norvège	16	
États-Unis	11	



Décaissements 2006-2007 (moyenne)

CE	26	Part des principaux donateurs dans le total de l'aide pour le commerce
Danemark	14	
Japon	10	
Suède	10	
Norvège	10	
États-Unis	8	



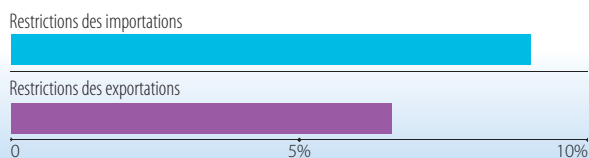


## INTÉGRATION DU COMMERCE<sup>11</sup>

Le commerce est **partiellement** intégré dans le plan de développement national

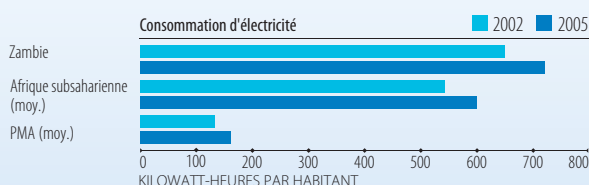
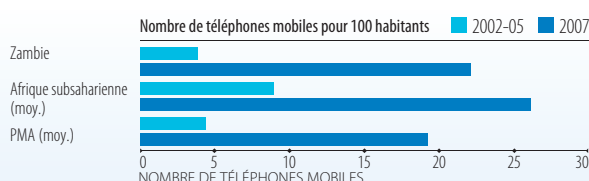
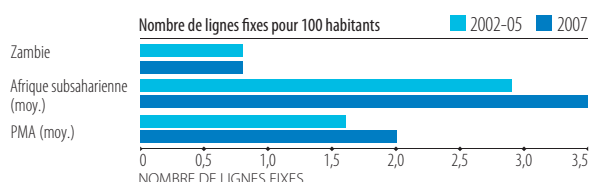
L'EDIC **reflète partiellement** les priorités en matière de commerce.

## INDICATEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (2005)<sup>12</sup>



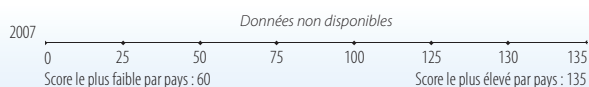
## INDICATEURS DU PROGRAMME COMMERCIAL

### PRIORITÉ N° 1 : INFRASTRUCTURE DE RÉSEAU<sup>13</sup>

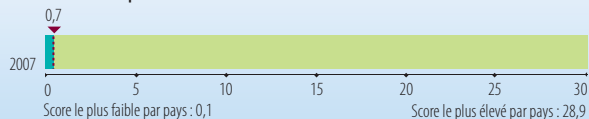


### PRIORITÉ N° 2 : CROSS BORDER INFRASTRUCTURE<sup>14</sup>

Indice de connectivité en matière de transbordement

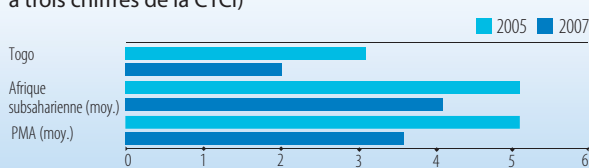


Densité aéroportuaire



### PRIORITÉ N° 3 : DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>15</sup>

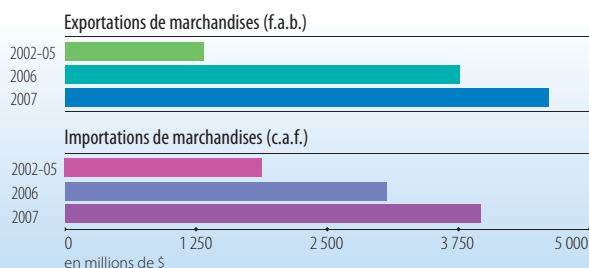
Diversification des produits (Nombre de produits équivalents au niveau de la position à trois chiffres de la CTCI)



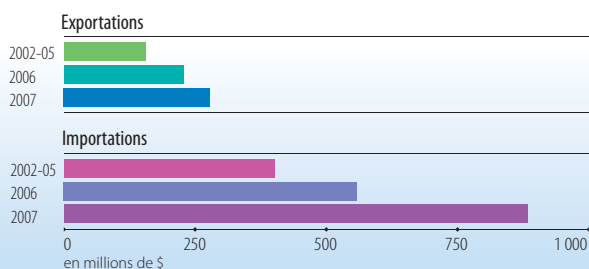
## RÉSULTATS COMMERCIAUX

### VALEUR TOTALE<sup>16</sup>

Exportations (f.a.b.) et importations (c.a.f.) de marchandises



### Exportations et importations de services commerciaux



### PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX<sup>17</sup>

Exportations par principale destination (% du total)

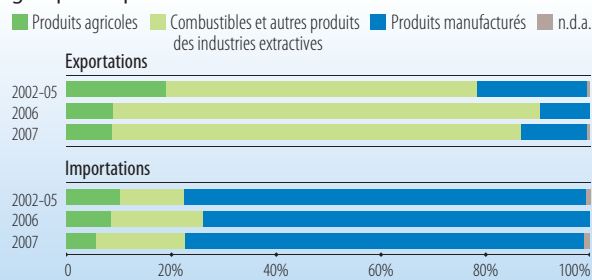
Année	Partenaire	Pourcentage (%)
2005	Suisse	28,7
	UE	24,1
	Afrique du Sud	18,6
2006	Suisse	39,8
	Afrique du Sud	11
	Thaïlande	7,7
2007	Suisse	41,8
	Afrique du Sud	12
	Thaïlande	5,9

Importations par principale origine (% du total)

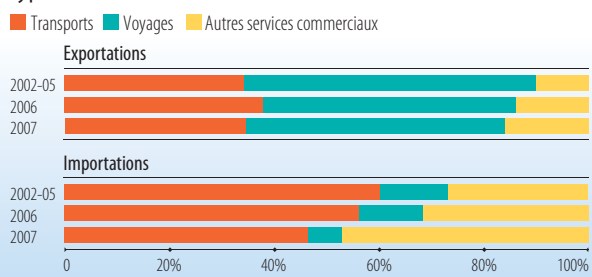
Année	Origine	Pourcentage (%)
2005	Afrique du Sud	47,6
	UE	22,4
	Zimbabwe	4,3
2006	Afrique du Sud	47,1
	UE	12,2
	Émirats arabes unis	10,4
2007	Afrique du Sud	47,4
	UE	16,8
	Émirats arabes unis	6,4

### COMPOSITION DES ÉCHANGES<sup>16</sup>

Part des exportations et des importations des principaux groupes de produits



Part des exportations et des importations des principaux types de services commerciaux





# ANNEXE 1 :

## PRINCIPALES DONNÉES

<b>TABLEAU A.1 AIDE POUR LE COMMERCE (BILATÉRALE ET MULTILATÉRALE) PAR CATÉGORIE</b>			
Engagements, en millions de \$EU (à prix constants de 2006)			
Catégorie	moy. 2002-05	2006	2007
<b>Politique et réglementation commerciale</b>	<b>658,9</b>	<b>1 046,0</b>	<b>685,3</b>
<b>Infrastructure économique</b>			
Transport et stockage	5 972,2	7 159,6	7 188,9
Communications	543,2	404,4	498,1
Énergie	4 790,8	4 959,1	5 979,2
<b>Sous-total</b>	<b>11 306,2</b>	<b>12 523,0</b>	<b>13 666,2</b>
<b>Renforcement de la capacité de production</b>			
Banques et services financiers	1 290,8	1 474,4	1 953,7
Services aux entreprises et autres services	1 402,9	1 424,0	1 691,7
Agriculture	3 558,8	4 102,3	5 319,8
Sylviculture	516,3	538,2	594,3
Pêche	295,6	207,0	272,3
Industrie	1 312,6	1 393,8	1 110,4
Industries extractives	666,9	358,8	48,5
Tourisme	91,5	459,0	62,3
Priorité donnée au développement du commerce <sup>1</sup>			
Objectif principal	–	–	1 764,7
Objectif significatif	–	–	1 434,8
<b>Sous-total</b>	<b>9 135,4</b>	<b>9 957,5</b>	<b>11 053,1</b>
<b>Sous-total – Ajustement lié au commerce</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>17,7</b>
<b>TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE</b>	<b>21 100,5</b>	<b>23 526,5</b>	<b>25 422,3</b>
APD ventilable par secteur	62 342,0	76 875,4	79 870,6
<i>Aide pour le commerce en % de l'APD ventilable par secteur</i>	33,8	30,6	31,8

Source: OCDE – SNPC

(1) En 2008, un marqueur du développement du commerce a été introduit dans le SNPC pour assurer la transparence, notamment en ce qui concerne l'indicateur OMD (Objectifs du millénaire pour le développement) relatif au renforcement de la capacité commerciale (dont fait partie le développement du commerce).

Ce marqueur identifie une activité comme contribuant au développement du commerce si elle vise à accroître la capacité du pays bénéficiaire i) de formuler et d'appliquer une stratégie de développement du commerce et de créer un environnement favorable à l'accroissement du volume et de la valeur ajoutée des exportations, à la diversification des produits et des marchés d'exportation et à l'augmentation de l'investissement étranger pour favoriser l'emploi et le commerce; ou ii) de stimuler le commerce des entreprises nationales et d'encourager l'investissement dans les secteurs à vocation commerciale, les donateurs devant préciser s'il s'agit de l'objectif « principal » ou d'un objectif « significatif ».



<b>TABLEAU A1.2 AIDE POUR LE COMMERCE, PAR DONATEUR ET PAR GRANDE CATÉGORIE</b>																
Engagements, en millions de \$EU (prix constants de 2006)																
	Politique et réglementation commerciales			Infrastructure économique			Renforcement de la capacité de production			Ajustement lié au commerce	Total de l'aide pour le commerce			Part de l'aide ventilable par secteur		
	moy. 2002-05	2006	2007	moy. 2002-05	2006	2007	moy. 2002-05	2006	2007	2006	moy. 2002-05	2006	2007	moy. 2002-05	2006	2007
Allemagne	13,5	18,0	37,9	529,1	796,7	501,5	616,9	1 062,3	956,5	..	1 159,5	1 877,0	1 495,9	27,3	33,1	27,8
Australie	7,3	4,5	0,7	53,1	40,3	37,5	96,6	100,1	85,0	..	157,0	144,9	123,3	15,2	11,6	9,8
Autriche	0,1	0,2	0,8	21,7	9,9	28,0	20,1	22,6	25,2	..	41,9	32,7	54,1	17,1	12,3	16,7
Belgique	3,7	2,5	2,6	49,9	57,3	97,6	163,3	136,2	156,4	..	216,9	195,9	256,6	26,8	22,9	26,5
Canada	17,8	17,2	18,8	41,8	47,1	53,4	254,7	184,1	247,3	0,3	314,3	248,4	319,7	20,4	17,1	16,5
Danemark	0,4	0,3	1,2	187,0	94,9	167,4	199,2	142,0	145,0	..	386,5	237,2	313,6	37,2	31,9	36,9
Espagne	1,3	0,8	6,7	225,4	592,4	296,9	143,5	111,1	264,2	..	370,2	704,3	567,8	32,7	42,9	23,4
États-Unis	227,3	316,4	182,7	1 660,0	2 307,0	2 481,9	1 706,5	1 896,6	1 967,5	..	3 593,9	4 520,0	4 632,1	25,4	26,8	25,5
Finlande	2,2	4,2	2,0	26,7	26,2	10,0	42,4	50,2	92,6	..	71,2	80,6	104,5	20,4	20,5	29,9
France	4,0	0,5	4,0	341,1	517,4	506,8	335,1	416,4	737,9	..	680,2	828,2	1 248,7	21,9	19,6	27,1
Grèce	0,3	0,0	0,0	6,8	14,6	1,9	4,8	12,7	11,3	..	11,9	27,2	13,3	7,1	18,3	7,2
Irlande	0,1	0,1	0,0	7,4	3,9	1,8	21,5	32,8	35,1	..	29,0	36,8	37,0	9,6	8,9	7,8
Italie	1,7	0,4	0,0	141,4	214,3	78,3	99,6	85,7	58,9	..	242,7	300,5	137,2	40,0	41,5	24,4
Japon	47,6	50,4	45,7	3 520,1	3 417,2	2 968,0	903,9	1 101,8	1 383,8	..	4 471,6	4 569,4	4 397,5	62,3	56,4	49,0
Luxembourg	0,1	0,4	0,2	1,0	2,8	7,7	13,5	11,9	25,2	..	14,6	15,1	33,1	11,8	11,9	21,3
Pays-Bas	17,0	63,0	44,3	134,5	134,4	86,0	377,1	663,6	508,2	..	528,7	861,0	638,4	24,8	19,4	24,7
Nouvelle-Zélande	1,3	3,3	1,2	3,1	20,9	4,0	11,6	21,5	11,3	..	16,0	45,7	16,5	13,8	22,4	11,3
Norvège	8,7	21,4	20,8	90,3	103,7	142,1	152,9	198,8	188,6	..	251,9	323,9	351,4	19,0	19,0	19,7
Portugal	0,1	0,1	0,2	34,6	6,0	76,0	7,0	3,0	3,3	..	41,7	9,0	79,5	19,3	5,6	28,9
Suède	15,4	25,7	33,6	97,1	87,5	70,1	101,1	212,1	236,4	..	213,6	325,2	340,2	16,9	16,9	29,3
Suisse	28,2	22,0	4,7	30,4	46,1	21,8	166,6	119,5	161,9	..	225,2	187,6	188,4	33,9	27,4	24,8
Auto-évaluation	27,9	80,7	26,2	309,5	107,9	110,1	417,1	442,3	337,1	..	754,5	630,9	473,3	23,3	13,1	11,6
<b>Sous-total pays de CAD</b>	<b>426,1</b>	<b>632,2</b>	<b>434,2</b>	<b>7 511,9</b>	<b>8 648,5</b>	<b>7 748,7</b>	<b>5 855,0</b>	<b>7 026,9</b>	<b>7 638,8</b>	<b>0,3</b>	<b>13 793,0</b>	<b>16 201,5</b>	<b>15 821,7</b>	<b>30,7</b>	<b>28,5</b>	<b>27,6</b>
BAfD	22,1	0,0	0,0	245,8	282,1	830,7	297,4	243,5	231,4	..	565,2	525,6	1 062,1	46,2	38,3	63,2
Banque mondiale	24,9	0,0	0,0	1 789,6	1 724,2	3 232,7	1 351,9	1 117,6	1 430,6	..	3 166,4	2 841,8	4 663,4	47,2	39,7	51,1
BAfD	7,9	0,0	4,9	337,7	165,9	340,5	358,7	216,3	257,2	..	704,3	382,2	602,6	46,6	32,5	35,2
BID	0,0	0,0	0,0	115,1	49,5	155,5	113,1	10,0	24,6	..	228,2	59,5	180,1	48,4	16,4	47,3
CE	176,4	411,3	243,4	1 300,3	1 647,2	1 352,2	1 002,1	1 161,2	1 133,1	17,4	2 478,8	3 219,7	2 746,1	36,4	35,1	31,4
FIDA	0,0	0,0	0,0	3,9	0,0	0,0	149,5	167,5	325,3	..	153,4	167,5	325,3	37,3	43,5	66,3
PNUD	1,4	2,4	2,8	2,0	5,6	5,8	7,8	14,6	12,1	..	11,2	22,6	20,7	5,6	5,2	5,3
<b>Sous-total institutions multilatérales</b>	<b>232,7</b>	<b>413,7</b>	<b>251,1</b>	<b>3 794,3</b>	<b>3 874,5</b>	<b>5 917,5</b>	<b>3 280,4</b>	<b>2 930,6</b>	<b>3 414,3</b>	<b>17,4</b>	<b>7 307,5</b>	<b>7 218,9</b>	<b>9 600,3</b>	<b>42,1</b>	<b>36,0</b>	<b>42,7</b>
<b>TOTAL</b>	<b>658,9</b>	<b>1 046,0</b>	<b>685,3</b>	<b>11 306,2</b>	<b>12 523,0</b>	<b>13 666,2</b>	<b>9 135,4</b>	<b>9 957,5</b>	<b>11 053,1</b>	<b>17,7</b>	<b>21 100,5</b>	<b>23 526,5</b>	<b>25 422,3</b>	<b>33,8</b>	<b>30,6</b>	<b>31,8</b>

Source : OCDE – SNPC

**TABLEAU A1.3 LES VINGT PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE POUR LE COMMERCE, EN VOLUME (2007)**  
 Engagements, en millions de \$EU (prix constants de 2006)

Pays	Région	Catégorie de revenu	moy. 2002-05	2006	2007		
					2007	Part (en pourcentage) du total de l'aide pour le commerce	APD en pourcentage du RNB
Inde	Asie	Autres pays à faible revenu	1 352,3	1 522,6	1 963,8	7,7	0,11
Viet Nam	Asie	Autres pays à faible revenu	1 371,9	1 154,1	1 673,9	6,6	3,58
Afghanistan	Asie	Pays les moins avancés	665,0	1 168,2	1 341,2	5,3	33,86
Iraq	Asie	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure	1 979,2	2 061,8	1 111,0	4,4	..
Éthiopie	Afrique	Pays les moins avancés	485,1	655,4	813,6	3,2	12,48
Indonésie	Asie	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure	986,9	814,4	772,6	3,0	0,19
Kenya	Afrique	Autres pays à faible revenu	300,0	294,1	735,0	2,9	4,31
Ghana	Afrique	Autres pays à faible revenu	235,6	207,1	667,1	2,6	7,59
Bangladesh	Asie	Pays les moins avancés	642,1	459,7	655,8	2,6	2,06
Mali	Afrique	Pays les moins avancés	159,5	79,6	653,3	2,6	15,43
Ouganda	Afrique	Pays les moins avancés	221,2	105,4	640,8	2,5	15,72
Égypte	Afrique	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure	518,5	701,3	469,8	1,8	0,84
Pakistan	Asie	Autres pays à faible revenu	345,8	322,5	408,2	1,6	1,51
Tanzanie	Afrique	Pays les moins avancés	324,2	213,0	398,1	1,6	17,43
El Salvador	Amérique	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure	27,0	23,8	369,8	1,5	0,45
Mozambique	Afrique	Pays les moins avancés	284,2	316,9	365,3	1,4	26,33
Chine	Asie	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure	695,4	537,5	338,8	1,3	0,04
Sri Lanka	Asie	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure	410,9	281,7	285,1	1,1	1,84
Maroc	Asie	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure	280,6	433,5	265,0	1,0	1,51
Bolivie	Amérique	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure	215,6	115,4	259,0	1,0	3,69

Source : OCDE – SNPC

<b>TABLEAU A1.4 RÉPARTITION DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR RÉGION</b>				
Engagements, en millions de \$EU (prix constants de 2006)				
Region	moy. 2002-05	2006	2007	
			2007	Part (en pourcentage) du total de l'aide pour le commerce
<b>Afrique</b>				
Politique et réglementation commerciales	299,7	534,2	223,6	0,9
Infrastructure économique	3 282,1	3 794,2	5 872,7	23,1
Renforcement de la capacité de production <sup>1</sup>	2 825,8	3 437,0	3 419,9	13,5
Ajustement lié au commerce <sup>2</sup>	–	–	6,9	0,0
<b>Sous-total</b>	<b>6 407,6</b>	<b>7 765,4</b>	<b>9 523,1</b>	<b>37,5</b>
<b>Amérique</b>				
Politique et réglementation commerciales	58,7	136,8	63,3	0,2
Infrastructure économique	435,8	801,9	764,7	3,0
Renforcement de la capacité de production	1 006,5	927,5	1 193,5	4,7
Ajustement lié au commerce	–	–	0,9	0,0
<b>Sous-total</b>	<b>1 501,0</b>	<b>1 866,2</b>	<b>2 022,4</b>	<b>8,0</b>
<b>Asie</b>				
Politique et réglementation commerciales	143,5	111,2	168,2	0,7
Infrastructure économique	6 540,8	6 643,7	5 948,0	23,4
Renforcement de la capacité de production	3 917,7	3 740,9	4 607,2	18,1
Ajustement lié au commerce	–	–	0,0	0,0
<b>Sous-total</b>	<b>10 601,9</b>	<b>10 495,9</b>	<b>10 723,5</b>	<b>42,2</b>
<b>Europe</b>				
Politique et réglementation commerciales	27,8	62,6	19,8	0,1
Infrastructure économique	745,6	888,0	665,0	2,6
Renforcement de la capacité de production	561,4	558,3	516,1	2,0
Ajustement lié au commerce	–	–	0,0	0,0
<b>Sous-total</b>	<b>1 334,7</b>	<b>1 508,9</b>	<b>1 200,9</b>	<b>4,7</b>
<b>Océanie</b>				
Politique et réglementation commerciales	2,5	2,0	2,6	0,0
Infrastructure économique	111,2	165,4	184,0	0,7
Renforcement de la capacité de production	96,3	75,9	84,0	0,3
Ajustement lié au commerce	–	–	3,7	0,0
<b>Sous-total</b>	<b>210,1</b>	<b>243,3</b>	<b>274,3</b>	<b>1,1</b>
<b>Non affecté</b>				
Politique et réglementation commerciales	126,7	199,1	207,7	0,8
Infrastructure économique	191,7	229,8	231,8	0,9
Renforcement de la capacité de production	727,8	1 218,0	1 232,4	4,8
Ajustement lié au commerce	–	–	6,1	0,0
<b>Sous-total</b>	<b>1 046,2</b>	<b>1 647,0</b>	<b>1 678,1</b>	<b>6,6</b>
<b>TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE</b>	<b>21 100,5</b>	<b>23 526,5</b>	<b>25 422,3</b>	<b>100,0</b>

Source : OCDE – SNPC

(1) Le renforcement de la capacité de production inclut le développement du commerce.

(2) Cette nouvelle catégorie distincte a été ajoutée au SNPC en 2007. Seuls le Canada et la CE l'ont utilisée cette année-là pour communiquer leurs données de 2006.

**TABLEAU A1.5 RÉPARTITION DE L'AIDE POUR LE COMMERCE PAR GROUPE DE REVENU**  
 Engagements, en millions de \$EU (prix constants de 2006)

	moy. 2002-05	2006	2007	
			Volume	Part (en pourcentage) du total de l'aide pour le commerce (2007)
<b>Pays les moins avancés</b>				
Politique et réglementation commerciales	48,8	239,7	61,1	0,2
Infrastructure économique	3 032,5	2 658,1	4 684,9	18,4
Renforcement de la capacité de production <sup>1</sup>	2 263,6	2 825,8	2 582,5	10,2
Ajustement lié au commerce <sup>2</sup>	–	–	5,9	0,0
<b>Sous-total</b>	<b>5 344,8</b>	<b>5 723,5</b>	<b>7 334,5</b>	<b>28,9</b>
<b>Autres pays à faible revenu</b>				
Politique et réglementation commerciales	67,6	32,5	44,6	0,2
Infrastructure économique	2 616,6	2 820,8	3 410,7	13,4
Renforcement de la capacité de production	1 905,5	1 769,7	2 868,3	11,3
Ajustement lié au commerce	–	–	4,4	0,0
<b>Sous-total</b>	<b>4 589,8</b>	<b>4 623,0</b>	<b>6 328,1</b>	<b>24,9</b>
<b>Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure</b>				
Politique et réglementation commerciales	286,1	234,8	158,8	0,6
Infrastructure économique	4 596,4	5 164,0	3 706,8	14,6
Renforcement de la capacité de production	3 115,2	2 583,9	2 721,0	10,7
Ajustement lié au commerce	–	–	0,0	0,0
<b>Sous-total</b>	<b>7 997,7</b>	<b>7 982,7</b>	<b>6 586,7</b>	<b>25,9</b>
<b>Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure</b>				
Politique et réglementation commerciales	24,0	7,8	8,4	0,0
Infrastructure économique	519,0	467,2	274,1	1,1
Renforcement de la capacité de production	489,7	390,4	576,9	2,3
Ajustement lié au commerce	–	–	0,9	0,0
<b>Sous-total</b>	<b>1 032,7</b>	<b>865,4</b>	<b>860,3</b>	<b>3,4</b>
<b>Non affecté en fonction du revenu</b>				
Politique et réglementation commerciales	232,3	531,3	412,4	1,6
Infrastructure économique	539,0	1 413,0	1 589,6	6,3
Renforcement de la capacité de production	1 359,0	2 387,7	2 304,3	9,1
Ajustement lié au commerce	–	–	0,3	0,0
<b>Sous-total</b>	<b>2 130,3</b>	<b>4 332,1</b>	<b>4 306,6</b>	<b>16,9</b>
<b>Pays et territoires en développement plus avancés</b>				
Trade Policy & Regulations	0,0	0,0	0,0	0,0
Infrastructure économique	2,8	0,0	0,0	0,0
Renforcement de la capacité de production	2,4	0,0	0,0	0,0
Ajustement lié au commerce	–	–	6,1	0,0
<b>Sous-total</b>	<b>5,1</b>	<b>0,0</b>	<b>6,1</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE</b>	<b>21 100,5</b>	<b>23 526,5</b>	<b>25 422,3</b>	<b>100,0</b>

Source : OCDE – SNPC

(1) Le renforcement de la capacité de production inclut le développement du commerce.

(2) Cette nouvelle catégorie distincte a été ajoutée au SNPC en 2007. Seuls le Canada et la CE l'ont utilisée cette année-là pour communiquer leurs données de 2006.

<b>TABLEAU A1.6 PROGRAMMES MULTI-PAYS, PAR CATÉGORIE</b>			
Engagements, en millions de \$EU (prix constants de 2006) et en pourcentage			
Catégorie	moy. 2002-05	2006	2007
<b>Politique et réglementation commerciales</b>	<b>100,0</b>	<b>274,8</b>	<b>196,8</b>
en % du total « Politique et réglementation commerciales »	15,2	26,3	28,7
<b>Infrastructure économique</b>	<b>347,3</b>	<b>1 120,1</b>	<b>1 352,2</b>
en % du total « Infrastructure économique »	3,1	8,9	9,9
<b>Renforcement de la capacité de production</b>	<b>625,3</b>	<b>1 125,6</b>	<b>1 030,3</b>
en % du total « Renforcement des capacités »	6,8	11,3	9,3
<b>Assistance liée au commerce</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>0,3</b>
en % de l'assistance liée au commerce	–	–	36,4
<b>Part (en pourcentage) du total de l'aide pour le commerce</b>	<b>1 072,7</b>	<b>2 520,5</b>	<b>2 579,6</b>
% of Total Aid for Trade	5,1	10,7	10,1

Source : OCDE – SNPC

<b>TABLEAU A1.7 PROGRAMMES MULTI-PAYS ET AIDE POUR LE COMMERCE NON AFFECTÉE</b>				
Engagements, en millions de \$EU (prix constants de 2006) et en pourcentage				
Programmes multi-pays	moy. 2002-05	2006	2007	
			Volume	Part (en pourcentage) de l'aide pour le commerce reçue par la région
Afrique	685,9	1 565,5	1 819,3	19,1
Amérique	158,8	312,2	393,6	19,5
Asie	158,0	295,8	177,6	1,7
Europe	45,8	309,3	168,2	14,0
Océanie	24,2	37,8	20,9	7,6
<b>Sous-total</b>	<b>1 072,7</b>	<b>2 520,5</b>	<b>2 579,6</b>	
<i>Part (en pourcentage) du total de l'aide pour le commerce</i>	<i>5,1</i>	<i>10,7</i>	<i>10,1</i>	
<b>Non affecté</b>	<b>1 046,2</b>	<b>1 647,0</b>	<b>1 678,1</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>2 118,8</b>	<b>4 167,5</b>	<b>4 257,7</b>	

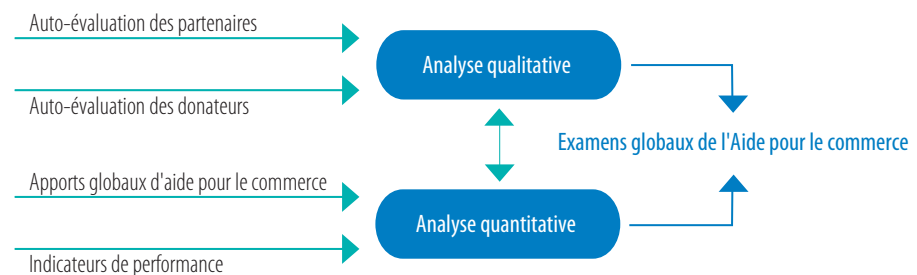
Source : OCDE – SNPC

# ANNEXE 2 : NOTES MÉTHODOLOGIQUES

## 1. INTRODUCTION

Le premier rapport conjoint OCDE/OMC intitulé *L'Aide pour le commerce: Panorama 2007* était fondé sur un cadre de suivi à trois volets : les auto-évaluations des donateurs, celles des pays partenaires et les apports globaux d'aide pour le commerce. Ce deuxième exercice de suivi global est davantage axé sur les résultats. Il s'agit de déterminer dans quelle mesure les stratégies d'aide pour le commerce ont été mises en œuvre et d'indiquer, autant que possible, les incidences des projets et programmes d'aide pour le commerce. C'est pourquoi le cadre de suivi a été complété par un quatrième volet composé d'indicateurs de performance. Le suivi et l'évaluation de l'aide pour le commerce sont un travail continu. Le présent rapport met en évidence les progrès accomplis au cours des dernières années. Le suivi continuera d'accroître la transparence et la responsabilité, ce qui pourrait susciter un plus large soutien politique et public en faveur de l'Initiative.

### Graphique A2.1 Le cadre de suivi et d'évaluation



La présente annexe examine les quatre volets du cadre de suivi de l'aide pour le commerce. Sa structure reflète celle du rapport. Elle contient une section consacrée aux chapitres 2 à 5. La section 2 décrit la révision du questionnaire d'auto-évaluation. La section 3 met l'accent sur les principales difficultés méthodologiques soulevées par le suivi des apports d'aide pour le commerce au moyen du SNPC et les progrès effectués depuis le premier Examen global. La section 4 porte sur le processus d'auto-évaluation des donateurs et la section 5 présente l'approche adoptée pour évaluer les progrès dans la mise en œuvre de la dimension régionale de l'aide pour le commerce.

## 2. AUTO-ÉVALUATION DES PAYS PARTENAIRES

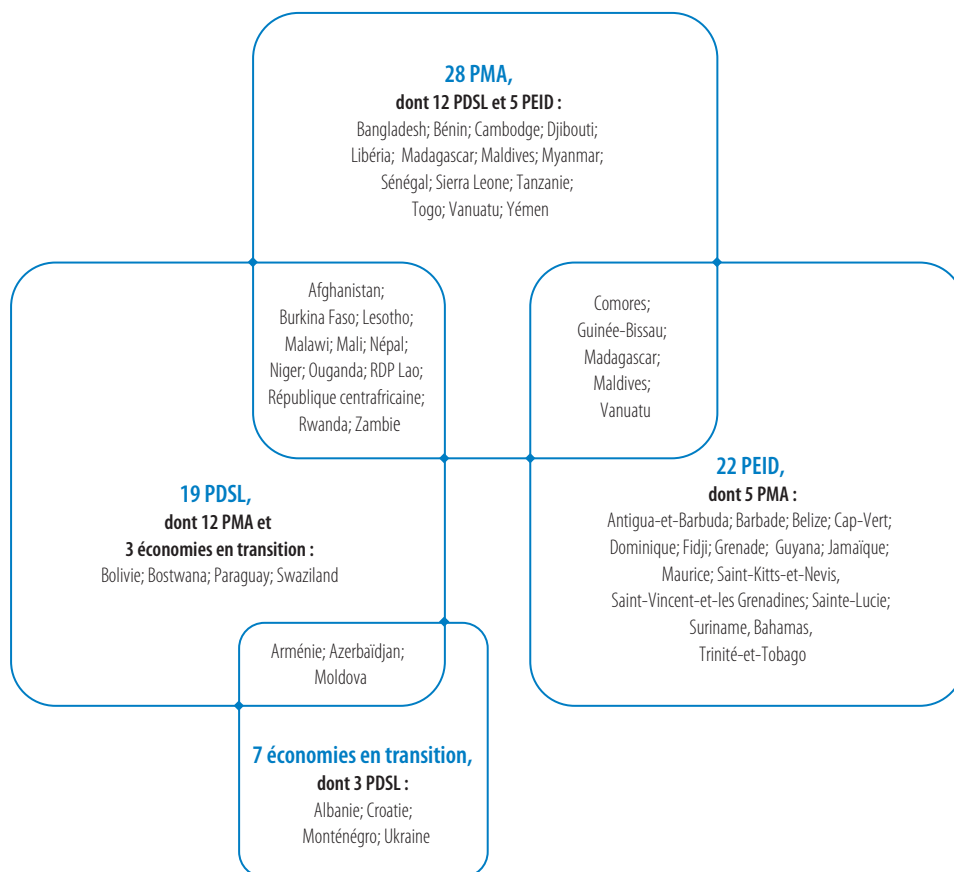
Le taux de participation des pays partenaires au deuxième exercice de suivi de l'aide pour le commerce a été excellent. Cela s'explique en partie par les travaux entrepris conjointement par l'OCDE et l'OMC pour faire en sorte que le questionnaire d'auto-évaluation des pays partenaires soit plus facile à utiliser. Le questionnaire a été élaboré en consultation étroite avec les pays partenaires, de sorte qu'il est mieux adapté à leurs besoins.

Le chapitre consacré aux pays partenaires s'appuie sur les réponses fournies par 83 pays<sup>1</sup> sur les 112 qui ont été interrogés. Ce taux de réponse de 74 pour cent est un signe encourageant de la participation accrue des pays partenaires par rapport au taux de 7 pour cent obtenu lors du premier exercice de suivi en 2007.<sup>2</sup> Parmi les pays qui ont répondu, il y a 31 pays africains, 16 pays asiatiques, 27 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, six pays européens et trois pays d'Océanie.

La ventilation par groupe de revenu est la suivante : 28 pays moins avancés (PMA)<sup>3</sup>, neuf autres pays à faible revenu (APFR), 26 pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI) et 20 pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS).

En outre, 19 pays sont des pays en développement sans littoral (PDSL), 22 des petits États insulaires en développement (PEID) et sept des économies en transition. Les besoins spécifiques de ces différents groupes de pays méritent d'être examinés séparément.

**Graphique A2.2 Ventilation par pays partenaire (PMA, PEID, PDSL et économies en transition)**



Après le premier Examen global, l'OCDE et l'OMC ont engagé une série de consultations avec les pays partenaires. Deux réunions OCDE/ACICI et une réunion de réflexion OCDE/PNUD ont été organisées pour connaître l'opinion de ces pays sur la première auto-évaluation. Sur cette base, le questionnaire d'auto-évaluation 2009 a été adapté à leurs besoins et à leurs attentes. Le questionnaire révisé a ensuite été soumis, pour observations, au Comité du commerce et du développement de l'OMC. En particulier, le format du questionnaire a été élargi pour inclure à la fois des questions ouvertes et des questions à choix multiples<sup>4</sup>, sans augmenter le nombre total de questions :

- i. Les **questions ouvertes** permettent aux pays partenaires d'indiquer leurs objectifs particuliers et leur rythme de progression et de décrire les instances et les mécanismes disponibles pour la coordination ou les mesures prises pour mettre en place de tels mécanismes et la mise en œuvre de l'aide pour le commerce;



- ii. Les **questions à choix multiples** tiennent compte du fait que de nombreux pays manquent de ressources et ne peuvent en consacrer que très peu à la collecte et à la compilation de données détaillées sur chacun des sujets abordés dans le questionnaire. Cette approche a garanti un taux de participation optimal, conciliant la nécessité de faire mieux connaître cet exercice et celle de ne pas surcharger des administrations aux ressources limitées. Elle a permis d'identifier des tendances en matière d'intégration et de mise en œuvre.

Il était entendu que le questionnaire devait être libellé en termes simples, accessibles aux non spécialistes. C'est pourquoi une note explicative a été ajoutée pour guider pas à pas les fonctionnaires des pays partenaires. Cette note expliquait le type de renseignements que les pays étaient censés fournir en réponse à chaque question et clarifiait la terminologie employée.

Il a encore été difficile d'identifier, dans chaque pays, les autorités compétentes pour répondre au questionnaire d'auto-évaluation. Le présent exercice montre qu'il faut faire participer non seulement le Ministère du commerce – principale entité responsable de la coordination des questions commerciales – mais aussi d'autres ministères, comme ceux des finances/de la planification, des ministères sectoriels et des organismes gouvernementaux. En outre, dans les PMA, le point focal du CIR devrait être associé à l'exercice car, comme le disent la plupart des PMA, c'est lui qui coordonne les programmes dans le domaine du commerce. De plus, les missions permanentes à Genève ont été de bons intermédiaires pour transmettre le questionnaire aux capitales. De fait, les réunions ordinaires du Comité du commerce et du développement de l'OMC ont maintenu l'élan permettant aux fonctionnaires en poste à Genève de mieux faire connaître l'Initiative Aide pour le commerce dans les capitales.

Par ailleurs, il est évident que le concours des institutions multilatérales (banques régionales de développement, PNUD, Banque mondiale) a nettement accru le taux de participation des pays en développement. Elles ont fourni une assistance pour faire participer les partenaires et les aider à répondre au questionnaire. Par exemple, la BID a engagé deux consultants pour faire connaître l'initiative et apporter un soutien technique. Le taux de réponse très élevé des pays d'Amérique latine et des Caraïbes témoigne du succès de cette approche. Les rappels que le Secrétariat du CIR a envoyés aux points focaux du CIR dans les pays ont certainement contribué à ce que les PMA participent aussi largement que les autres pays partenaires, malgré le surcroît de difficultés qu'ils rencontrent.

### 3. APPORTS GLOBAUX

Des projets et programmes relèvent de l'aide pour le commerce s'ils ont été identifiés comme des priorités de développement liées au commerce dans les stratégies de développement nationales des pays partenaires. L'Équipe spéciale de l'OMC a conclu que l'aide pour le commerce comprenait les catégories suivantes : i) politique et réglementation commerciales : assistance technique, par exemple, pour aider les pays à élaborer des stratégies commerciales, à négocier des accords commerciaux et à mettre en œuvre leurs résultats; ii) infrastructure liée au commerce : par exemple construction de routes, de ports et de réseaux de télécommunication pour relier les marchés intérieurs au marché mondial; iii) renforcement de la capacité de production (y compris le développement du commerce) : par exemple soutien au secteur privé pour l'aider à exploiter ses avantages comparatifs et à diversifier ses exportations; iv) ajustement lié au commerce : aider les pays en développement à faire face aux coûts liés à la libéralisation des échanges tels que les réductions tarifaires, l'érosion des préférences ou la détérioration des termes de l'échange; et v) autres besoins liés au commerce : s'ils sont mentionnés comme priorités de développement liées au commerce dans les stratégies nationales de développement des pays partenaires.

Le Système de notification des pays créanciers (SNPC) – base de données couvrant environ 90 pour cent de l'APD – a été reconnue comme la meilleure source de données disponible pour le suivi des apports globaux d'aide pour le commerce. La base de données du SNPC sur les activités d'aide, créée en 1967, recueille des renseignements sur l'aide publique au développement (APD) et d'autres apports publics destinés aux pays en développement. C'est la source de données de référence au niveau international sur les activités d'aide (ventilations géographiques et sectorielles). Elle est largement utilisée par les gouvernements, les organisations et les chercheurs qui s'occupent du développement. Pour l'OCDE, le SNPC est un moyen de suivre certaines questions de politique générale, dont l'aide pour le commerce. Les principes et les directives concernant la communication d'informations au SNPC sont approuvés par les membres du CAD représentés au Groupe de travail sur les statistiques du CAD (WP-STAT). L'OCDE collecte et compile les données, vérifie leur cohérence et maintient la base de données.

Le SNPC permet de suivre les engagements et les décaissements au titre de l'aide et fournit des données comparables dans le temps et entre pays. L'utilisation de cette base de données existante a permis d'économiser beaucoup de temps et de ressources pour le suivi effectif des apports d'aide pour le commerce. Cela a cependant entraîné la perte de données détaillées sur l'assistance technique liée au commerce et le développement du commerce, qui figuraient auparavant dans la base de données conjointe OCDE/OMC sur l'assistance technique et le renforcement des capacités liés au commerce (BDRCC). Toutefois, plusieurs modifications ont été apportées au SNPC pour l'adapter aux besoins de l'aide pour le commerce.

Il convient de garder à l'esprit que les données du SNPC ne correspondent pas exactement à chacune des catégories d'aide pour le commerce mentionnées plus haut. En fait, le SNPC fournit des données supplétives concernant cinq rubriques :

- i. *L'assistance technique en matière de politique et de réglementation commerciales.* Cinq codes-objet sont utilisés dans le SNPC pour couvrir les activités en matière de politique et réglementation commerciales, contre 20 codes dans la BDRCC. Ces cinq sous-catégories sont les suivantes : a) politique commerciale et gestion administrative; b) facilitation des échanges; c) accords commerciaux régionaux; d) négociations commerciales multilatérales; et e) éducation/formation dans le domaine du commerce.
- ii. *L'infrastructure économique.* Les engagements destinés à l'infrastructure liée au commerce sont indiqués indirectement dans le SNPC par des données inscrites sous la rubrique « Infrastructure économique », qui englobe l'aide destinée aux communications, à l'énergie et aux transports. Pour déterminer le degré d'exactitude des données supplétives du SNPC (par exemple pour savoir dans quelle mesure un projet énergétique hypothétique touche au commerce), il faut comparer ces données aux connaissances des donateurs sur les spécificités de leur aide destinée à l'infrastructure. À ce jour, seuls deux donateurs (États-Unis et Banque mondiale) peuvent fournir des données affinées sur la composante commerciale des projets d'infrastructure économique.
- iii. *Renforcement de la capacité de production (y compris le développement du commerce).* Les données sur les engagements d'aide destinés à cette activité figurent sous la rubrique du SNPC intitulée « Renforcement de la capacité de production ». Depuis le premier exercice de suivi, le SNPC permet de marquer les composantes des projets de renforcement de la capacité de production qui relèvent du développement du commerce (il s'agit des marqueurs

du développement du commerce). Le SNPC identifie les activités de développement du commerce entrant dans la catégorie plus large du renforcement de la capacité de production (c'est-à-dire les activités marquées comme contribuant principalement ou de façon significative au développement du commerce). Cette nouvelle catégorie compense la perte de précision due à l'utilisation du SNPC au lieu de la BDRCC. Il faut garder à l'esprit deux avertissements lorsque l'on évalue les données : a) certains donateurs n'ont pas utilisé le marqueur « développement du commerce », car son utilisation est facultative; b) les montants indiqués dans cette catégorie ne peuvent pas être ajoutés aux apports globaux; ils font partie intégrante des apports totaux destinés au renforcement de la capacité de production. En 2008, 12 membres ont notifié des données concernant ce marqueur. Le nombre d'activités de développement du commerce est beaucoup plus faible dans le SNPC que dans les communications des membres à la BDRCC pour 2006 (plus de 3 800 activités signalées par 22 membres du CAD). En volume, le total indiqué dans la BDRCC pour 2006 était inférieur (2,1 milliards de dollars EU), mais il faut se rappeler que seul le montant correspondant à la « part du commerce » était enregistré dans la BDRCC, et non la valeur totale de l'activité. Le fait que les montants indiqués dans le SNPC pour la Belgique, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et la Suisse sont proches de leur niveau dans la BDRCC ou inférieurs à celui-ci pourrait donc indiquer que les données communiquées sont incomplètes. Pour les huit autres utilisateurs, le chiffre du SNPC est environ deux à trois fois supérieur à celui de la BDRCC.

- iv. *Ajustement lié au commerce.* Une nouvelle sous-rubrique a été introduite dans le SNPC pour suivre les apports correspondant à l'ajustement lié au commerce au moment de la collecte en 2008 des données relatives aux activités de 2007. Cette catégorie indique les contributions versées aux budgets des pays en développement pour les aider à mettre en œuvre des réformes commerciales et des ajustements liés aux mesures commerciales prises par d'autres pays, et pour remédier aux déficits de la balance des paiements dus à l'évolution de l'environnement commercial mondial. Seuls deux membres ont notifié des activités relevant de cette catégorie en 2007 : le Canada (0,3 million de dollars EU) et la CE (17,4 millions de dollars EU).
- v. *Autres besoins liés au commerce.* Le SNPC couvre l'ensemble de l'APD, mais seules les activités notifiées dans les quatre catégories susmentionnées sont considérées comme relevant de l'aide pour le commerce. Le SNPC ne fournit pas de données sur les « autres besoins liés au commerce ». Pour estimer le volume de ces « autres » engagements, les donateurs doivent examiner les projets d'aide dans des secteurs autres que ceux qui ont été pris en compte jusque-là – par exemple dans les domaines de la santé et de l'éducation – et indiquer, le cas échéant, la part de ces activités ayant une importante composante commerciale. Un programme en matière de santé, par exemple, peut permettre un accroissement du commerce à partir de localités où la charge de morbidité constituait un obstacle au commerce. Par conséquent, pour suivre l'aide pour le commerce de manière rigoureuse, il faudrait comparer les données du SNPC et les auto-évaluations des donateurs et des pays partenaires.

#### 4. AUTO-ÉVALUATION DES DONATEURS

La première série d'auto-évaluations, effectuées en 2007, a donné un panorama complet de ce que font les donateurs en matière d'aide pour le commerce, indiquant notamment s'ils respectent les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. L'approche adoptée pour la première enquête de suivi était axée sur les entrées et les sorties, de sorte qu'il était difficile d'évaluer le succès ou l'échec des interventions et leur efficacité. Le deuxième exercice de suivi est allé au-delà des entrées et des sorties et a mis l'accent sur les *résultats* et les *impacts* (c'est à dire les résultats tangibles) afin de renforcer la responsabilité. Pour cela, il a fallu développer une méthode de suivi axée sur les résultats.

La méthode de suivi axée sur les résultats adoptée pour le questionnaire destiné aux donateurs était analogue à celle utilisée pour le questionnaire destiné aux pays partenaires : des consultations avec les donateurs ont permis d'adapter le questionnaire à leurs besoins et à leurs attentes. De ce fait, il contient un plus grand nombre de questions, et combine les questions ouvertes et les questions à choix multiples. Cela a permis aux donateurs de présenter un aperçu général de leurs objectifs respectifs, de leurs politiques en matière d'aide pour le commerce et de leurs résultats préliminaires (qualitatifs et quantitatifs). Il faut cependant noter que l'inclusion de questions à choix multiples (permettant de recueillir des données plus comparables) n'avait pas pour but de classer ou de noter les résultats des donateurs. Au contraire, l'objectif était de permettre aux donateurs d'évaluer eux-mêmes leurs points forts et leurs points faibles. L'exercice est censé encourager l'apprentissage entre pairs et le partage de bonnes pratiques conformément aux principes de la Déclaration de Paris et au Programme d'action d'Accra.

Au cours du deuxième exercice de suivi, des réponses ont été reçues de 38 donateurs bilatéraux et de 19 organisations régionales et multilatérales, sur les 70 interrogés (soit un taux de réponse de 80 pour cent).<sup>5</sup>

Dans l'ensemble du questionnaire, l'accent a été mis sur les points suivants : stratégie (avancement des stratégies d'aide pour le commerce des donateurs), mis en œuvre (intégration du commerce dans les programmes des donateurs et bonnes pratiques en matière d'aide pour le commerce) et responsabilité mutuelle (processus pour évaluer la mise en œuvre des activités mutuellement convenues et leurs résultats de développement). Comme en 2007, le questionnaire était accompagné d'un profil de l'aide pour le commerce basé sur le SNPC.

#### 5. DIMENSION RÉGIONALE

L'une des innovations, dans cette édition du rapport, est que les auto-évaluations des donateurs et des pays partenaires contiennent une section consacrée à la dimension régionale de l'aide pour le commerce. La section sur l'assistance régionale donne une idée précise des programmes régionaux liés au commerce, aspect qui n'était pas pleinement pris en compte dans la première enquête de suivi. L'évaluation des défis régionaux par les pays partenaires et par les donateurs est examinée au chapitre 5.

Le chapitre 5 comprend aussi une section sur la coopération Sud-Sud, qui s'appuie sur les réponses à un questionnaire spécifique. Plusieurs donateurs non membres du CAD ont répondu à l'enquête 2007 (Argentine, Brésil, Chili, Singapour et Thaïlande). Cette évolution positive a amené l'OCDE et l'OMC à étudier de plus près les meilleures façons de faire participer les donateurs non membres du CAD au processus de suivi de l'aide pour le commerce. Certains de ces donateurs ont suggéré qu'un questionnaire adapté à la coopération Sud-Sud pourrait faciliter la communication de données.

La section financière du questionnaire destiné aux donateurs leur posait des problèmes particuliers car une grande partie de leur aide prenait la forme d'une coopération technique sans contrepartie financière, le degré de complexité du questionnaire était aussi une source de difficultés. Les questions concernant l'alignement, la gestion axée sur les résultats et la responsabilité mutuelle leur semblaient particulièrement difficiles. Cependant, certains des donateurs non-membres du CAD sont de plus en plus importants et sophistiqués et un questionnaire simplifié axé sur la coopération technique ne leur permettrait pas de brosser un tableau exact de leurs activités. Il a donc été décidé d'établir un questionnaire adapté aux pays en développement qui ont une tradition de coopération avec leurs voisins (coopération Sud-Sud) et de laisser ces pays décider eux-mêmes à quel questionnaire ils préféreraient répondre.

L'Argentine, la Chine et le Brésil ont choisi de répondre au questionnaire Sud-Sud plutôt qu'au questionnaire destiné aux donateurs. Le Chili en revanche a répondu aux trois questionnaires : donateurs (pays partenaires et coopération Sud-Sud). L'OCDE a reçu la réponse de l'Inde au questionnaire Sud-Sud après la date limite si bien qu'elle n'a pas pu en tenir compte dans l'analyse. Mais sa réponse est reproduite intégralement sur le CD ROM. D'autres pays ont émis le souhait de faire part, à l'avenir, de leur expérience dans ce domaine.

Le questionnaire a été établi de manière à mettre en lumière les spécificités des activités de coopération Sud-Sud et triangulaire en tant que vecteurs importants d'aide pour le commerce au niveau régional. Il contenait aussi des questions sur le suivi et l'évaluation et demandait aux pays de donner une estimation chiffrée de l'assistance fournie. Enfin, les pays pouvaient indiquer s'ils souhaitaient notifier des données au SNPC et ils pouvaient discuter de la planification prévisionnelle.

## NOTES

1. Six autres pays (Angola, El Salvador, Haïti, Namibie, Samoa, Seychelles) ont envoyé leurs réponses au questionnaire après la date limite et n'ont pas été pris en compte dans l'analyse. Leurs réponses figurent sur le CD ROM. Deux pays (Arménie et Cambodge) ayant renvoyé deux réponses distinctes, l'OCDE a consulté les autorités de ces deux pays pour savoir quelle réponse utiliser pour l'analyse.
2. En 2007, seuls huit pays partenaires ont répondu au questionnaire (Cambodge, Colombie, Malawi, Maurice, Panama, Pérou, Philippines et Uruguay). Ces pays ont également répondu au questionnaire de 2009.
3. Sur les 40 PMA qui ont reçu le questionnaire sur l'aide pour le commerce, 28 ont envoyé leurs réponses avant la date limite et sont pris en compte dans l'analyse. Deux autres réponses ont été reçues après la date limite; elles figurent sur le CD ROM. Ce taux de réponse illustre la participation active des PMA à l'Initiative Aide pour le commerce.
4. Une approche analogue a été adoptée pour le questionnaire destiné aux donateurs. Elle est décrite dans la section 4 de cette annexe.
5. Des renseignements sur les donateurs non membres du CAD sont donnés dans la section de cette annexe qui traite de la dimension régionale.

## ANNEXE 3 : LISTE DES BÉNÉFICIAIRES D'APD PAR GROUPE DE REVENU, ÉTABLIE PAR LE CAD

### PAYS LES MOINS AVANCÉS

Afghanistan	Gambie	Maldives	Sénégal
Angola	Guinée	Mali	Sierra Leone
Bangladesh	Guinée équatoriale	Mauritanie	Somalie
Bénin	Guinée Bissau	Mozambique	Soudan
Bhoutan	Haïti	Myanmar	Tanzanie
Burkina Faso	Îles Salomon	Népal	Tchad
Burundi	Kiribati	Niger	Timor-Leste
Cambodge	RDP Lao	Ouganda	Togo
Comores	Lesotho	Rép. centrafricaine	Tuvalu
Congo, Rép. dém.	Libéria	Rwanda	Vanuatu
Djibouti	Madagascar	Samoa	Yémen
Érythrée	Malawi	Sao Tomé-et -Principe	Zambie
Éthiopie			

### AUTRES PAYS À FAIBLE REVENU

(RNB par habitant < \$825 en 2004)

Cameroun	Inde	Nigéria	Tadjikistan
Congo, Rép.	Kenya	Ouzbékistan	Viet Nam
Corée, Rép. dém.	Moldavie	Pakistan	Zimbabwe
Côte d'Ivoire	Mongolie	Papouasie-Nouvelle-Guinée	
Ghana	Nicaragua	Rép. Kirghize	

### PAYS ET TERRITOIRES À REVENU INTERMÉDIAIRE, TRANCHE INFÉRIEURE

(RNB par habitant \$826-\$3 255 en 2004)

Albanie	El Salvador	Kazakhstan	Sri Lanka
Algérie	Équateur	Macédoine, ex République yougoslave de	Suriname
Arménie	Fidji	Maroc	Swaziland
Azerbaïdjan	Géorgie	Micronésie, États féd.	Syrie
Bélarus	Guatemala	Monténégro	Thaïlande
Bolivie	Guyana	Namibie	Tokelau*
Bosnie Herzégovine	Honduras	Nioué	Tonga
Brésil	Îles Marshall	Paraguay	Tunisie
Cap Vert	Indonésie	Pérou	Turkménistan
Chine	Iran	Philippines	Ukraine
Colombie	Iraq	République dominicaine	Wallis-et-Futuna*
Cuba	Jamaïque	Serbie	Zones/adm. palestinienne
Égypte	Jordanie		

\* Territoire.

**PAYS ET TERRITOIRES À REVENU INTERMÉDIAIRE, TRANCHE SUPÉRIEURE**

(RNB par habitant \$3 256-\$10 065 en 2004)

Afrique du Sud	Costa Rica	Malaisie	Saint-Kitts-et-Nevis
Anguilla*	Croatie	Maurice	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Antigua-et-Barbuda	Dominique	Mayotte*	Sainte-Hélène*
Arabie saoudite <sup>1</sup>	Gabon	Mexique	Sainte-Lucie
Argentine	Grenade	Montserrat*	Seychelles
Barbade	Îles Cook	Nauru	Trinité et Tobago
Belize	Îles Turques et Caïques*	Oman	Turquie
Botswana	Liban	Palaos	Uruguay
Chili	Libye	Panama	Venezuela

\* Territoire.

**NOTES**

1. L'Arabie saoudite a franchi le seuil des pays à revenu élevé en 2004. Conformément aux règles du CAD pour la révision de cette liste, ce pays sera retiré de la liste en 2008.

En juin 2009, **les pays pauvres très endettés (PPTE)** étaient les suivants :

Afghanistan, Bénin, Bolivie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Congo (Rép. dém.), Congo (Rép.), Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Haïti, Honduras, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République kirghize, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo et Zambie



# ANNEXE 4 : LISTE DES BÉNÉFICIAIRES D'APD PAR RÉGION, ÉTABLIE PAR LE CAD

## AFRIQUE

### Afrique du Nord

Afrique du Nord  
Algérie  
Égypte  
Libye  
Maroc  
Tunisie

### Afrique subsaharienne

Afrique du Sud  
Angola  
Bénin  
Botswana  
Burkina Faso  
Burundi  
Cameroun  
Cap Vert  
Comores  
Congo, Rép.  
Congo, Rép. dém.  
Côte d'Ivoire  
Djibouti  
Érythrée  
Éthiopie  
Gabon

Gambie  
Ghana  
Guinée  
Guinée équatoriale  
Guinée-Bissau  
Kenya  
Lesotho  
Libéria  
Madagascar  
Malawi  
Mali  
Maurice  
Mauritanie  
Mayotte  
Mozambique  
Namibie  
Niger

Nigéria  
Ouganda  
République centrafricaine  
Rwanda  
Sainte-Hélène  
Sao Tomé-et-Principe  
Sénégal  
Seychelles  
Sierra Leone  
Somalie  
Soudan  
Swaziland  
Tanzanie  
Tchad  
Togo  
Zambie  
Zimbabwe

## AMÉRIQUE

### Amérique du Nord et Amérique centrale

Anguilla  
Antigua-et-Barbuda  
Barbade  
Belize  
Costa Rica  
Cuba  
Dominique  
El Salvador  
Grenade  
Guatemala  
Haïti  
Honduras

Îles Turques et Caïques  
Jamaïque  
Mexique  
Montserrat  
Nicaragua  
Panama  
République dominicaine  
Saint-Kitts-et-Nevis  
Saint-Vincent-et-les-Grenadines  
Sainte-Lucie  
Trinité-et-Tobago  
Turks & Caicos Islands

### Amérique du Sud

Argentine  
Bolivie  
Brésil  
Chili  
Colombie  
Équateur  
Guyana  
Paraguay  
Pérou  
Suriname  
Uruguay  
Venezuela

**ASIE****Moyen-Orient**

Arabie saoudite  
Iran  
Iraq  
Jordanie  
Liban  
Oman  
Syrie  
Yémen  
Zones/adm. palestinienne

**Asie du Sud et Asie centrale**

Afghanistan  
Arménie  
Azerbaïdjan  
Bangladesh  
Bhoutan  
Géorgie  
Inde  
Kazakhstan  
Maldives  
Myanmar  
Népal  
Ouzbékistan  
Pakistan  
Rép. kirghize  
Sri Lanka  
Tadjikistan  
Turkménistan

**Extrême-Orient**

Cambodge  
Chine  
Corée, Rép. dém.  
Indonésie  
RDP Lao  
Malaisie  
Mongolie  
Philippines  
Thaïlande  
Timor-Leste  
Viet Nam

**OCÉANIE**

Fidji  
Îles Cook  
Îles Marshall  
Îles Salomon  
Kiribati  
Micronésie, États féd.  
Nauru  
Nioué  
Palaos  
Papouasie-Nouvelle-Guinée  
Samoa  
Tokelau  
Tonga  
Tuvalu  
Vanuatu  
Wallis et Futuna

**EUROPE**

Albanie  
Biélorus  
Bosnie-Herzégovine  
Croatie  
Macédoine (ERYM)  
Moldavie  
Monténégro  
Serbie  
Turquie  
Ukraine

# ANNEXE 5 :

## LISTE DES CODES-OBJET DU SNPC

Pour une description détaillée du contenu de chaque sous-catégorie, voir :  
[www.oecd.org/document/21/0,3343,fr\\_2649\\_34447\\_6866322\\_1\\_1\\_1\\_1,00.htm](http://www.oecd.org/document/21/0,3343,fr_2649_34447_6866322_1_1_1_1,00.htm)

CODE	CATÉGORIE	SOUS-CATÉGORIE
<b>Politique et réglementation commerciales</b>		
331	Politique et réglementation commerciales	Politique commerciale et gestion administrative; facilitation du commerce; accords commerciaux régionaux; négociations commerciales multilatérales; éducation/formation dans le domaine du commerce
<b>Infrastructure économique</b>		
210	Transport et stockage	Politique des transports et gestion administrative; transport routier; transport ferroviaire; transport par voies d'eau; transport aérien; stockage; éducation/formation dans le domaine du transport et du stockage
220	Communications	Politique en matière de communications et gestion administrative; télécommunications; radio/télévision/presse écrite; technologies de l'information et de la communication (TIC)
230	Production et distribution d'énergie	Politique de l'énergie et gestion administrative; production d'énergie (sources non renouvelables); transport/distribution d'électricité; distribution de gaz; centrales au fuel; centrales au gaz; centrales au charbon; centrales nucléaires; centrales et barrages hydroélectriques; énergie géothermique; énergie solaire; énergie éolienne; énergie marémotrice; biomasse; éducation et formation dans le domaine de l'énergie; recherche dans le domaine de l'énergie
<b>Renforcement de la capacité de production</b>		
240	Banques et services financiers	Politique des finances et gestion administrative; institutions monétaires; intermédiaires financiers officiels; intermédiaires financiers du secteur informel et semi-formel; éducation/formation dans le secteur des banques et des services financiers
250	Entreprises et autres services	Services et institutions de soutien aux entreprises; privatisation
311	Agriculture	Politique agricole et gestion administrative; développement agricole; ressources en terres cultivables; ressources en eau à usage agricole; produits à usage agricole; production agricole; production industrielle de récoltes/récoltes destinées à l'exportation; bétail; réforme agraire; développement agricole alternatif; vulgarisation agricole; éducation et formation dans le domaine agricole; recherche agronomique; services agricoles; protection des plantes et des récoltes, lutte antiacridienne; services financiers agricoles; coopératives agricoles; services vétérinaires (bétail)
312	Sylviculture	Politique de la sylviculture et gestion administrative; développement sylvicole; reboisement (bois de chauffage et charbon de bois); éducation et formation en sylviculture; recherche en sylviculture; services sylvicoles
313	Pêche	Politique de la pêche et gestion administrative; développement de la pêche; éducation et formation dans le domaine de la pêche; recherche dans le domaine de la pêche; services dans le domaine de la pêche
321	Industries manufacturières	Politique industrielle et gestion administrative; développement industriel; développement des petites et moyennes entreprises (PME); artisanat; agro-industries; industries forestières; industrie textile, cuirs et produits similaires; produits chimiques; production d'engrais chimiques; ciment, chaux et plâtre; fabrication d'énergie; produits pharmaceutiques; industrie métallurgique de base; industries des métaux non ferreux; construction mécanique et électrique; matériel de transport; recherche et développement technologiques
332	Tourisme	Politique du tourisme et gestion administrative
<b>Ajustement lié au commerce</b>		
33150	Ajustement lié au commerce	Contributions au budget du gouvernement non réservées afin de soutenir la mise en œuvre des propres réformes commerciales du bénéficiaire et de ses ajustements aux politiques commerciales des autres pays; assistance à la gestion des déficits de la balance des paiements dus au changement de l'environnement mondial du commerce



ÉDITIONS OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16  
IMPRIMÉ EN FRANCE  
(43 2009 18 2 P) ISBN 978-92-64-06903-9 – n° 56906 2010

# AIDE POUR LE COMMERCE

## PANORAMA 2009

### ENTREtenir L'ÉLAN

De nombreux obstacles empêchent les pays en développement – en particulier les moins avancés d'entre eux – de tirer parti des possibilités commerciales qui pourraient les aider à réduire la pauvreté. L'initiative Aide pour le commerce a permis de mieux prendre conscience de la nécessité d'apporter aux pays en développement, et en particulier aux moins avancés d'entre eux, le soutien dont ils ont besoin pour surmonter ces obstacles. En conséquence, les pays en développement font aujourd'hui une plus grande place au commerce dans leurs stratégies de développement et les donateurs répondent en fournissant des ressources accrues pour renforcer leurs capacités commerciales, dans des domaines comme les politiques, les institutions et l'infrastructure.

Ce deuxième rapport de suivi de l'Aide pour le commerce rend compte des bons résultats de l'Initiative enregistrés à ce jour. Il examine les tendances et les évolutions et présente une analyse détaillée de l'engagement des pays partenaires et des donateurs. En outre, il analyse la dimension régionale de l'aide pour le commerce et présente trois projets d'infrastructure transfrontalières. Enfin, il contient une série de fiches analytiques qui aident à évaluer les résultats et les incidences de l'aide pour le commerce.

Pour l'essentiel, les conclusions sont positives. Mais les perspectives sont affectées par la crise économique mondiale actuelle. Aujourd'hui plus que jamais, l'Aide pour le commerce est indispensable pour permettre aux fournisseurs des pays en développement de renforcer leurs capacités et de pénétrer les marchés mondiaux. Le principal message du rapport est clair : l'aide pour le commerce doit rester un élément essentiel de l'aide au développement. Le rapport propose, à cet égard, un certain nombre de mesures qui peuvent faire progresser le dialogue sur l'aide pour le commerce.

